

Annexe

Journal officiel des Communautés européennes

N° 143

Novembre 1971

Édition de langue française

Débats du Parlement européen

Session 1971-1972

Compte rendu in extenso des séances

du 15 au 19 novembre 1971

Maison de l'Europe, Strasbourg

Sommaire

Séance du lundi 15 novembre 1971 1

Reprise de la session, p. 2 — Excuses, p. 2 — Vérifications de pouvoirs, p. 2 — Remerciements à M. Boscardy-Monsservin, p. 2 — Renvoi en commission d'un addendum au projet de budget pour 1972, p. 2 — Dépôt de documents, p. 2 — Décharge à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds de développement, p. 4 — Rapport annuel sur la situation économique de la Communauté, p. 4 — Autorisation d'établir un rapport, p. 4 — Renvoi en commission, p. 4 — Décision sur l'urgence, p. 4 — Limitation du temps de parole, p. 4 — Ordre des travaux, p. 4 — Modification du règlement du Parlement européen, p. 5 — Dépôt d'un document, p. 15 — Directive concernant les stocks de pétrole brut, p. 16 — Modification du chapitre VI du traité d'Euratom, p. 25 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 33.

Séance du mardi 16 novembre 1971 34

Adoption du procès-verbal, p. 35 — Ordre des travaux, p. 35 — Communication du Conseil, p. 36 — Fixation du délai de dépôt des propositions de modification au projet de budget, p. 36 — État prévisionnel du Parlement européen, p. 36 — Souhaits de bienvenue à MM. Picardi et Westerterp, p. 38 — Budget général des Communautés européennes pour 1972, p. 38 — Composition des commissions, p. 55 — Ordre des travaux, p. 55 — Modification du règlement du Parlement européen - Renvoi en commission, p. 55 — Règlement concernant les prix d'orientation du vin, p. 56 — Règlement concernant les prix pour certains produits de la pêche pour 1972, p. 58 — Budget général des Communautés européennes pour 1972 (suite), p. 59 — Renvoi d'un addendum n° 2 au projet de budget, p. 65 — Dépôt de documents, p. 65 — Communication du Président sur la grève, p. 65 — Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture - Règlement concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et directive concernant une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles, p. 66 — Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture (suite), p. 86 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 113.

AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

Séance du mercredi 17 novembre 1971 114

Adoption du procès-verbal, p. 114 — Dépôt d'un document, p. 114 — Déclaration du Président sur la grève du personnel, p. 114 — Échange de vues entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission des Communautés européennes sur le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales, p. 115 — Félicitations à M. Hallstein, p. 161 — Question orale n° 8/71 avec débat : accords de contrôle entre la CEEA et l'AIEA, p. 162 — Question orale n° 11/71 sans débat : reconnaissance des laissez-passer des membres du Parlement européen, p. 165 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 167.

Séance du jeudi 18 novembre 1971 168

Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement danois, p. 169 — Adoption du procès-verbal, p. 170 — Composition des commissions, p. 170 — Dépôt d'un document, p. 170 — Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture - Règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et directive concernant une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (vote), p. 170 — État prévisionnel du Parlement européen pour 1972 (vote), p. 173 — Modification de l'ordre du jour, p. 174 — Budget général des Communautés européennes pour 1972 (vote), p. 174 — Communication du président du Conseil concernant la collaboration entre le Parlement et le Conseil dans le cadre de la procédure budgétaire, p. 182 — Transmission d'une question orale à la Commission des Communautés européennes, p. 183 — Directive concernant les poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires, p. 184 — Règlement concernant certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route, p. 194 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 197.

Séance du vendredi 19 novembre 1971 198

Adoption du procès-verbal, p. 198 — Budget opérationnel et taux de prélèvement de la CECA pour 1972, p. 199 — Règlement concernant l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leur famille, p. 202 — Recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie, p. 205 — Composition des commissions, p. 210 — Calendrier des prochaines séances, p. 210 — Adoption du procès-verbal, p. 210 — Interruption de la session, p. 210.

Les résolutions adoptées lors des séances du 15 au 19 novembre 1971 figurent au Journal officiel des Communautés européennes n° C 124 du 17 décembre 1971.

SÉANCE DU LUNDI 15 NOVEMBRE 1971

Sommaire

1. Reprise de la session	2	président du groupe démocrate-chrétien ; Broeks ; Jozeau-Marigné ; Cousté ; Mem- mel ; Broeks ; Lückner ; Berkhouwer ; Ger- lach ; Merchiers ; Berkhouwer ; Vals ; Merchiers ; Estève	6
2. Excuses	2		
3. Vérification de pouvoirs	2		
4. Remerciements à M. Boscary-Monsservin	2	15. Dépôt d'un document	15
5. Renvoi en commission d'un addendum au projet de budget pour 1972	2	16. Directive concernant les stocks de pétrole brut. — Discussion d'un rapport de M. Bousch, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et de pro- blèmes atomiques :	
6. Dépôt de documents	2	M. Bousch, rapporteur	16
7. Décharge à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds de développement	4	MM. Springorum, au nom du groupe dé- mocrate-chrétien ; Reischl, au nom du groupe socialiste ; Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Wolf- ram ; Oele ; Burgbacher ; Oele ; Burgba- cher ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européen- nes ; Bousch ; Springorum	17
8. Rapport annuel sur la situation économi- que de la Communauté	4	Adoption de la proposition de résolution	25
9. Autorisation d'établir des rapports	4	17. Modification du chapitre VI du traité d'Euratom. — Discussion d'un rapport de M. Bos, fait au nom de la commission éco- nomique :	
10. Renvoi en commission	4	M. Bos, rapporteur	25
11. Décision sur l'urgence	4	MM. Noè, au nom du groupe démocrate- chrétien ; Flämig, au nom du groupe so- cialiste ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européen- nes ; Bos ; Haferkamp ; Bos	27
12. Limitation du temps de parole	4	Adoption de la proposition de résolution	33
13. Ordre des travaux	4	M. Haferkamp	33
14. Modification du règlement du Parlement européen. — Discussion d'un rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commis- sion juridique :		18. Ordre du jour de la prochaine séance	33
M. Merchiers, rapporteur	5		
MM. Meister, au nom du groupe démoc- rate-chrétien ; Estève, au nom du groupe de l'UDE ; Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Lückner,			

PRÉSIDENCE DE M. JOSEPH LUCIUS

*Vice-président**(La séance est ouverte à 17 h 05)***M. le Président.** — La séance est ouverte.1. *Reprise de la session***M. le Président.** — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 22 octobre 1971.2. *Excuses***M. le Président.** — MM. Dittrich et Radoux s'excusent de ne pouvoir assister à la présente période de session.**M. Rossi** s'excuse de ne pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.3. *Vérification de pouvoirs***M. le Président.** — Par lettre en date du 28 octobre 1971, le président de l'Assemblée nationale de la République française m'a informé de la nomination de M. Jean Durieux en remplacement de M. Roland Boscary-Monsservin.

Au cours de sa réunion du 8 novembre, le bureau a, conformément à l'article 3, paragraphe 1, du règlement, examiné cette désignation et constaté sa conformité aux dispositions des traités.

Il vous propose, en conséquence, de valider ce mandat.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Je souhaite une cordiale bienvenue à notre nouveau collègue.

4. *Remerciements à M. Boscary-Monsservin***M. le Président.** — Comme vous l'avez entendu, notre collègue M. Boscary-Monsservin a dû, par suite de son élection comme sénateur, renoncer à son mandat à l'Assemblée nationale et vient d'être remplacé comme membre de notre Assemblée.

A cette occasion, je tiens à exprimer nos sentiments de sympathie à celui qui a été notre collègue depuis avril 1959 et qui, de septembre 1959 à ce jour, fut président de notre commission de l'agriculture.

Il a inspiré et dirigé d'une façon remarquable les travaux de cette commission, qui a accompli, sous sa présidence, un travail efficace dans un domaine d'une particulière importance pour notre Communauté.

*(Applaudissements)*5. *Renvoi en commission d'un addendum au projet de budget pour 1972***M. le Président.** — J'ai reçu du Conseil des ministres un addendum au projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972.

Cet addendum a été distribué sous le numéro 179 et, conformément à l'article 23, paragraphe 2, du règlement, transmis à la commission des finances et des budgets.

6. *Dépôt de documents***M. le Président.** — Depuis l'interruption de la session, j'ai reçu les documents suivants :a) *du Conseil des Communautés européennes :*

- une demande de consultation sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement prévoyant des mesures spéciales en vue de favoriser l'élevage des vers à soie (doc. 167/71),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture.

b) *de la Commission des Communautés européennes :*

- les comptes de gestion et bilans financiers afférents aux opérations de budget de l'exercice 1970 ;
- le rapport de la Commission de contrôle relatif aux comptes de l'exercice 1970 ;
- le rapport de la Commission de contrôle relatif aux comptes de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom pour l'exercice 1970 des Communautés européennes (doc. 163 - I à IV).

Ces documents ont été renvoyés à la commission des finances et des budgets.

c) *des commissions parlementaires, les rapports suivants :*

- rapport de M. Joseph Wohlfart, fait au nom de la commission de l'Association avec la Turquie, sur les recommandations adoptées

Président

à Bruxelles par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie, le 18 septembre 1971, en corrélation avec le VI^e Rapport annuel du Conseil d'Association CEE-Turquie (doc. 164/71) ;

- rapport de M. Jean-Eric Bousch, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive modifiant la directive du Conseil (CEE) n° 414/68 du 20 décembre 1968, faisant obligation aux États membres de la CEE de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (doc. 165/71) ;
- rapport de M. Corstiaan Andreas Bos, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil portant modification du Chapitre VI du traité d'Euratom (doc. 166/71) ;
- rapport de M. Horst Gerlach, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (doc. 168/71) ;
- rapport de M. Laurent Merckers, fait au nom de la commission juridique, sur la modification de l'article 20 du règlement du Parlement européen et l'insertion, après cet article, d'un article 20 bis relatif à la procédure d'examen du rapport général annuel et du programme annuel d'activité de la Commission des Communautés européennes (doc. 169/71) ;
- rapport de M. Pierre-Bernard Cousté, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil, du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route (doc. 170/71) ;
- rapport de M. André Dulin, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 (doc. 171/71 et 171/ANNEXE B) ;
- rapport de M. Heinrich Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les modifications de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 1972 (Section I du Projet de budget des Communautés) (doc. 172/71 et 172/ANNEXE) ;
- rapport de M. Hans Richartz, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative aux poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires ainsi qu'à certaines conditions techniques complémentaires (doc. 173/71) ;
- rapport de M. Francis Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à un règlement fixant les prix d'orientation dans le secteur du vin pour la période du 16 décembre 1971 au 15 décembre 1972 (doc. 174/71) ;
- rapport de M. Herbert Kriedemann, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à des règlements fixant les prix pour certains produits de la pêche pour la campagne 1972 (doc. 175/71) ;
- rapport de M. Hans Richartz, rapporteur général, et de MM. Jan Baas, Tiemen Brouwer, suppléant M. Jan de Koning, et Henk Vredeling, rapporteur, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur :
 - les propositions modifiées de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à la réforme de l'agriculture,
 - les aspects généraux des propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relatives à plusieurs règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et sur la proposition relative à une directive concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (doc. 176/71) ;
- rapport de M. Johannes Bartholomeus Broeks, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive portant coordination des procédures de promotion des marchés publics de fournitures (doc. 177/71) ;
- rapport de M. Clemens Riedel, fait au nom de la commission économique, sur l'état d'harmonisation des statistiques (doc. 178/71).

7. Décharge à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds de développement

M. le Président. — Par lettre datée du 28 octobre 1971, le président du Conseil des Communautés européennes m'a fait savoir que le Conseil avait donné décharge à la Commission sur l'exécution des opérations :

- du Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer (1^{er} FED),
- du Fonds européen de développement (2^e FED) pour l'exercice 1969.

Acte est donné de cette communication.

8. Rapport annuel sur la situation économique de la Communauté

M. le Président. — Par lettre datée du 8 novembre 1971, le Conseil a transmis, à titre d'information, le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté permettant de fixer, pour 1972, les orientations à suivre par chaque État membre.

Acte est donné de cette communication.

9. Autorisation d'établir des rapports

M. le Président. — Je vous informe que, conformément à l'article 38 du règlement, j'ai autorisé la commission des affaires sociales et de la santé publique à établir un rapport sur :

- le huitième rapport de l'organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille,
- et le deuxième rapport de la Commission générale de la sécurité et de la salubrité dans la sidérurgie.

Ces deux documents devront cependant faire l'objet d'un seul rapport.

Il communique également que, conformément à l'article 38 du règlement, il a autorisé la commission des relations économiques extérieures à établir un rapport sur :

- le mémorandum de la Commission au Conseil sur une politique communautaire de coopération au développement,

la commission des relations avec les pays africains et malgache étant saisie pour avis.

10. Renvoi en commission

M. le Président. — Je vous informe que la proposition de la Commission des Communautés euro-

péennes au Conseil relative à une directive pour la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des États membres à l'intérieur de la Communauté, en matière d'établissement et de prestation de service, qui avait été renvoyée le 21 septembre 1971 pour examen au fond à la commission juridique, a été renvoyée pour avis à la commission des affaires sociales et de la santé publique.

11. Décision sur l'urgence

M. le Président. — Je propose au Parlement de décider que les rapports qui n'ont pu être déposés dans le délai prévu par la réglementation du 11 mai 1971 soient discutés selon la procédure d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

L'urgence est décidée.

12. Limitation du temps de parole

M. le Président. — En vue d'assurer le bon déroulement de ce débat, le bureau élargi vous propose, en application de l'article 31, paragraphe 4, du règlement, de limiter, pour l'ensemble des points de l'ordre du jour, à l'exception du débat budgétaire (rapports de MM. Aigner et Dulin) et du colloque entre le Parlement, le Conseil et la Commission des Communautés européennes, le temps de parole comme suit :

- 15 minutes pour les rapporteurs et les orateurs mandatés par les groupes politiques, étant entendu qu'un seul orateur par groupe peut bénéficier de ce temps de parole ;
- 10 minutes pour les autres orateurs ;
- 5 minutes pour les interventions sur les amendements.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

13. Ordre des travaux

M. le Président. — En sa réunion du 8 novembre, le bureau élargi a établi un projet d'ordre du jour qui vous a été distribué.

Je vous propose de ne fixer en ce moment que l'ordre de nos travaux de cet après-midi et de demain, afin de permettre au président, qui ne peut arriver à Strasbourg qu'à la fin de cet après-midi, de régler quelques problèmes qui ont trait à l'ordre de nos travaux pour les jours suivants.

Cet après-midi :

- Rapport de M. Merchiers sur la modification du règlement du Parlement européen ;

Président

- Rapport de M. Bousch sur la directive concernant les stocks de pétrole brut ;
- Rapport de M. Bos, sur la modification du chapitre VI du traité d'Euratom.

Mardi 16 novembre

9 h 30 à 17 h et le soir :

- Rapport de M. Aigner sur l'état prévisionnel des dépenses et des recettes du Parlement européen pour 1972 ;
- Rapport de M. Dulin sur le projet de budget général des Communautés européennes pour 1972 ;
- Rapport de MM. Richarts, Baas, Brouwer et Vredeling sur des directives et règlements concernant la réforme de l'agriculture, sur des règlements concernant la fixation des prix de certains produits agricoles et sur une directive concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles ;
- Rapport de M. Vals sur le règlement concernant les prix d'orientation du vin ;
- Rapport de M. Kriedemann sur les règlements concernant les prix de certains produits de la pêche pour 1972.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

14. *Modification du règlement du Parlement européen*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commission juridique, sur la modification de l'article 20 du règlement et l'insertion d'un article 20 bis, relatif à la procédure d'examen du rapport général annuel et du programme annuel d'activité de la Commission des Communautés européennes (doc. 169/71).

La parole est à M. Merchiers, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Merchiers, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vais essayer de développer ce problème de façon aussi succincte que possible.

La modification proposée trouve son origine dans le fait que, grâce aux efforts accomplis par le président de notre Parlement, la Commission a accepté de présenter dorénavant le programme annuel de l'activité qu'elle compte déployer au cours de l'année suivante. Antérieurement, le Parlement ne connaissait que le seul rapport concernant l'activité de la Commission durant l'année écoulée. C'est pour tenir compte de ces nouvelles circonstances que la commis-

sion juridique avait été chargée par le bureau de rédiger des modifications à apporter au règlement.

Déjà antérieurement, la commission juridique avait accepté, à l'unanimité, les textes tels qu'ils vous sont proposés dans mon rapport, à l'exception toutefois du paragraphe 3 de l'article 20. Celui-ci fut ajouté ultérieurement, pour tenir compte du programme d'activité à moyen terme de la Communauté.

La situation actuelle est la suivante.

Au cours de la discussion qui a eu lieu à la commission juridique au sujet de ces deux articles : l'article 20, qui se rapporte au Rapport général, et l'article 20 bis, nouveau, qui concerne le programme annuel, on a déclaré que, la Commission ayant décidé de présenter au mois de février de chaque année un programme d'activité pour l'année qui suivra, la discussion du Rapport général sur l'activité de l'année écoulée avait perdu beaucoup de son intérêt ; selon certains même, elle n'en présentait plus du tout.

Je crois pouvoir affirmer — et c'était, dès le début, le sentiment de la commission juridique — que, si la Commission a effectivement accompli un très grand pas en s'engageant à présenter chaque année un programme annuel d'activité, il ne faut pas pour cela négliger l'importance de la présentation annuelle d'un rapport général sur l'année écoulée.

En effet, je crois — et c'était le sentiment de la majeure partie de la commission — qu'au moment où l'on examinera le rapport sur l'activité de l'année écoulée, on pourra utilement le comparer au programme présenté l'année précédente. Cette confrontation serait d'une utilité incontestable et devrait, en tout cas, avoir un caractère hautement politique.

C'est la raison pour laquelle la commission juridique a finalement opté pour le texte qui vous est proposé. Mais j'ai le devoir de vous signaler que des amendements ont été présentés au cours de la discussion. L'un de ceux-ci vient d'ailleurs d'être représenté ; il devra donc être discuté.

Voici le texte tel qu'il a été adopté par la commission juridique :

Article 20, paragraphe 1 :

« Le Rapport général annuel de la Commission des Communautés sur l'activité des Communautés est distribué dès sa publication.

La rédaction a été légèrement simplifiée par rapport au texte ancien, mais il n'y a aucune modification fondamentale. »

Paragraphe 2 :

« Les commissions intéressées se prononcent à son sujet selon les modalités fixées par le Parlement. »

Nous avons estimé que l'examen du Rapport général était souvent un travail très lourd. Le Parlement vou-

Merchiers

dra bien se souvenir de la manière dont on a procédé jusqu'à présent : le Rapport général était distribué à toutes les commissions ; chaque commission du Parlement faisait un rapport sur les points qui l'intéressaient particulièrement ; ces rapports étaient ensuite rassemblés et faisaient l'objet d'un Rapport général, présenté par le rapporteur général.

La commission juridique fut évidemment d'avis que cette procédure, assez lourde, ne devait peut-être pas être suivie intégralement comme par le passé, et que le Parlement devait, dès lors, avoir la possibilité de prendre d'autres dispositions à cet égard, d'autant plus que sa façon antérieure de travailler ne résultait pas d'un texte du règlement.

C'est la raison pour laquelle, déjà antérieurement, la commission juridique avait proposé de donner au paragraphe 2 le libellé que je vous ai cité il y a un instant. Ainsi, chaque année, le Parlement pourra fixer la manière dont le Rapport général sera examiné par les commissions. Cela permettra de donner à ce document une forme beaucoup plus succincte, en se contentant, par exemple, d'un rapport critique au lieu d'un rapport élogieux énumérant tous les points du Rapport général.

L'article 20 a été complété par un paragraphe 3 qui se lit comme suit :

« La discussion du Rapport général en séance plénière a lieu au cours de la période de session du mois de mai. »

Cela résulte également de nos discussions antérieures et des suggestions faites pour tenir compte de l'activité du Parlement.

Quant à l'article 20 bis, il est totalement nouveau. Il est dû au fait que, comme je vous l'ai fait remarquer, répondant au vœu du Parlement, la Commission des Communautés européennes s'est engagée à présenter, au début de chaque année, le programme de son activité future.

A la demande du bureau, la commission juridique a donc rédigé un article 20 bis, qui se lit comme suit :

« 1 — Le programme annuel d'activité de la Commission des Communautés est présenté au Parlement au cours de la période de session du mois de février.

« 2 — La discussion du programme en séance plénière a lieu au cours de la même période de session. »

C'est donc au cours de la même semaine de février que le programme serait présenté et discuté.

Je signale à l'Assemblée qu'aucun amendement n'a été présenté en commission sur l'article 20 bis. Il n'y a donc, comme amendement, que celui qui vous est soumis. Il a pour but de remplacer les paragraphes

2 et 3 de l'article 20 par un texte unique, ainsi rédigé :

« Le Parlement délibère sur la discussion de ce rapport et en fixe la date. »

La commission juridique a, si ma mémoire est bonne, finalement rejeté cette proposition de modification par parité de voix.

J'en resterai là, me réservant, si l'auteur de l'amendement développe son point de vue, le droit de présenter à ce moment l'avis de la majorité de la commission.

Toutefois, une question de procédure se pose.

Il m'a été signalé que le vote sur ce projet n'aurait pas lieu aujourd'hui. Il s'agit donc de savoir si nous devons discuter maintenant ou demain l'amendement en question. Personnellement, je pencherais pour une discussion au cours de cette séance, puisque j'ai déjà brièvement parlé de ce texte. Mais l'Assemblée reste évidemment maîtresse de sa décision.

M. le Président. — La parole est à M. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Meister. — (A) Monsieur le Président, chers collègues, les débats sur le règlement et les problèmes de règlement revêtent naturellement toujours une très grande importance dans le cadre parlementaire, car ils permettent de mettre l'accent sur certains points, d'accélérer les choses, de compliquer des problèmes ou encore de les manipuler. Bref, le règlement au Parlement est une question importante. C'est pourquoi la question qui a été soulevée revêt certainement une très grande importance, et cela non seulement sur le plan juridique mais peut-être également sur le plan politique.

Le présent rapport examine les deux rapports de la Commission ainsi que l'activité des Communautés européennes sur lesquels il y a lieu de délibérer maintenant. Le groupe démocrate-chrétien, au nom duquel j'ai l'honneur de parler, estime que nous devrions examiner ces problèmes, conformément au règlement, en regardant moins vers le passé que vers l'avenir. Les délibérations en commission juridique n'ont nullement permis de dégager une opinion uniforme. On a plutôt — cela ressort d'ailleurs aussi du rapport de notre éminent collègue M. Merchiers — discuté différentes questions et propositions de modification qui n'ont toutefois en aucun cas conduit à des décisions majoritaires. Même la proposition de résolution dont nous discutons enfin n'a pu être adoptée que par 12 voix contre 8 et 1 abstention. Ce qui montre que même en commission juridique les avis sur ces problèmes étaient très partagés.

A notre avis, la proposition de résolution de la commission juridique ne nous conduit absolument pas à la simplification souhaitée et nécessaire. Le groupe

Meister

démocrate-chrétien a discuté encore une fois avec grand soin la présente proposition de la commission juridique, sans toutefois — et il le regrette — pouvoir s'y rallier, et cela parce que, comme nous l'avons déjà dit, il estime qu'elle n'apporte, au fond, pas de simplification sensible sur le plan réglementaire.

C'est pourquoi nous nous permettons de vous présenter, à vous Monsieur le Président et à toute l'Assemblée, un amendement qui a déjà été distribué ; il est libellé comme suit :

Remplacer les paragraphes 2 et 3 de l'article 20 par le texte suivant :

« Le Parlement délibère sur la discussion de ce rapport et en fixe la date. »

Il appartient à cette Assemblée de juger si un rapport est important afin de l'examiner de façon approfondie, immédiatement ou après un certain temps. Je vous serais très reconnaissant, Mesdames et Messieurs, si vous vouliez bien approuver notre rapport et notre amendement ; car cela nous permettrait de gagner du temps et d'agir de manière éclairée.

M. le Président. — La parole est à M. Estève, au nom du groupe de l'UDE.

M. Estève. — Monsieur le Président, le Parlement doit se prononcer sur la modification de l'article 20 de son règlement, modification très importante puisqu'elle introduit une notion nouvelle dans les activités de notre Assemblée, c'est-à-dire une discussion sur le programme annuel de la Commission des Communautés.

Avant de donner le sentiment de notre groupe sur cette question, je voudrais d'abord féliciter très cordialement notre sympathique rapporteur, M. le président Merchiers, pour son excellent travail, et je tiens également à dire combien les débats au sein de la commission juridique ont été intéressants, pour ne pas dire passionnants. Je reconnais également que la commission a été très divisée sur cette question et que de nombreuses interprétations différentes ont été émises.

En lisant attentivement l'exposé de M. le rapporteur Merchiers, on s'aperçoit d'ailleurs que certaines propositions de modification, — comme il le rappelait lui-même tout à l'heure — ont été rejetées par dix voix contre dix, et que cette proposition a été adoptée en fin de compte par douze voix contre huit et une abstention.

Ces chiffres sont éloquentes et montrent bien qu'il n'y a pas eu identité de vues dans ce domaine, bien au contraire.

C'est justement ce point qui est particulièrement gênant quand il s'agit de la réforme d'un règlement. J'ai été surpris de voir comment on pouvait inter-

préter de façons aussi différentes, voire opposées, une telle proposition de règlement, et avec des arguments qui paraissaient solides, d'un côté comme de l'autre. Or, un règlement ne doit pas entraîner de confusion ; les choses doivent être claires surtout dans ce domaine. En effet, il ne faut surtout pas que, pour des raisons multiples, on diminue l'importance du rapport général au profit de la présentation de programme. Il n'est pas concevable que le Parlement européen se dessaisisse de son pouvoir de contrôle sous prétexte que l'avenir est plus important que le passé.

Le rapport général est un document indispensable. Comment pourrions-nous efficacement remplir notre rôle si nous négligions de vérifier, avec tout le sérieux et tous les pouvoirs dont nous disposons, les activités de la Commission exécutive ? A quoi cela servirait-il de discuter d'un programme d'avenir si nous négligions par la suite d'en contrôler très minutieusement l'application ? C'est par le biais du rapport général que notre activité de contrôle est la plus forte. Nous ne devons pas nous dessaisir d'un tel droit. Nous ne devons pas non plus réduire son importance.

La discussion sur le programme annuel d'activité de la Commission sera certes très intéressante, et le principe d'instaurer un tel débat est une idée excellente. Mais à la lumière des débats qui ont eu lieu au sein de la commission juridique, d'après les interprétations multiples qui ont vu le jour, en fonction des théories tout à fait différentes qui ont été émises, notre groupe estime qu'il n'est peut-être pas prudent pour l'instant de modifier le règlement, car, comme je l'ai dit en commençant, une modification de cette importance devrait être acceptée par une très large majorité.

Or, et vous l'avez bien vu, la majorité a été vraiment très faible au sein de la commission juridique. Nous ne voulons pas que le débat sur le programme annuel de la Commission, aussi intéressant soit-il, se fasse au détriment du débat sur le rapport général d'activité pour aboutir progressivement à la suppression de celui-ci, car ce serait une perte de notre pouvoir de contrôle et nous ne pouvons pas l'admettre.

Rien n'empêche la Commission des Communautés de présenter devant le Parlement européen, avec un débat, son programme annuel d'activité, même si le règlement du Parlement européen ne le spécifie pas expressément. D'autre part, il convient également de ne pas oublier que la Commission n'a qu'un pouvoir de proposition et que c'est le Conseil qui a le pouvoir de décision, ce qui diminue, malgré tout, l'intérêt d'un tel débat. C'est pourquoi notre groupe s'abstiendra lors du vote sur cette proposition.

Pour éviter de reprendre la parole tout à l'heure, j'ajoute qu'à notre grand regret nous voterons contre l'amendement déposé par nos collègues du groupe démocrate-chrétien.

M. le Président. — La parole est à M. Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Jozeau-Marigné. — Je souhaite retenir l'attention de ce Parlement quelques instants pour lui dire combien, moi aussi, je suis surpris qu'une discussion s'instaure à propos d'une proposition de modification du règlement.

Le règlement, comme l'ont dit tout à l'heure M. Merchiers et M. Meister, revêt pour nous une importance considérable, non seulement au point de vue juridique, mais aussi au point de vue politique.

Il a été souligné que, dans l'avenir, nous n'aurions pas à contrôler simplement l'action de la Commission par un rapport général d'activité, mais qu'il nous serait soumis un programme annuel d'activité. Je prends note avec satisfaction de cette nouvelle procédure. Mais mes chers collègues, devons-nous pour autant réduire à zéro le moyen de contrôle qui nous permet de vérifier l'action de la Commission d'une manière aussi complète que possible à propos du rapport général ?

Ce rapport général vous sera donc soumis, mes chers collègues. Le deuxième alinéa de l'article 2 du règlement actuel précise : « Ses différentes parties sont transmises aux commissions compétentes. »

Dans son rapport, M. Merchiers, au nom de la commission juridique et de sa majorité — 12 voix contre 8 — prévoit une modification qui marque bien la volonté de donner à chacun toutes les possibilités nécessaires : « les commissions intéressées se prononcent à son sujet selon les modalités fixées par le Parlement ».

Dans son amendement M. Meister, reprenant un amendement présenté en commission par M. Scelba, vous demande de remplacer les paragraphes 2 et 3 de cet article par le texte suivant : « le Parlement délibère sur la discussion de ce rapport et en fixe la date ».

Si ce texte était adopté, si notre règlement ne prévoyait plus la possibilité de renvoyer le document de la Commission aux commissions compétentes, le Parlement se priverait d'un moyen de contrôle encore qu'il restât juge de la façon d'exercer son contrôle sur le rapport général d'activité. Je me permets de vous demander, mes chers collègues, d'être très attentifs, car c'est la première fois qu'un Parlement envisage de supprimer un de ses moyens de contrôle.

Comment voulez-vous qu'un examen puisse se faire en séance plénière sans que vous ayez eu connaissance dans vos commissions du texte qu'il s'agit d'examiner ?

Nous savons que ce travail de préparation se fait de deux façons : par l'examen au sein des groupes et par l'examen au sein des commissions.

Peut-être a-t-on pensé, étant donné le travail énorme qu'ont les commissions, qu'il ne fallait pas alourdir leur fardeau puisqu'il y aurait un deuxième moyen de contrôle.

Vous savez, Monsieur Meister, combien toutes vos propositions ont de poids pour moi. Mais je vous dis que chaque commission sera juge selon l'opportunité, selon le moment, d'alourdir sa tâche ou de ne pas s'appesantir sur le moyen de contrôle qui lui est donné, sur le fait d'examiner ou de ne pas examiner un rapport fait par la Commission sur l'un ou l'autre point. Mais que vous, Parlement européen, vous puissiez, par un vote, supprimer une possibilité qui vous est donnée de renvoyer à une commission technique l'examen d'un rapport, j'avoue que j'en suis extrêmement surpris.

Je me demande si tous, les uns et les autres, lors des discussions, nous nous sommes bien compris. Car enfin, M. Meister nous a dit que le groupe démocrate-chrétien voulait mettre l'accent sur le nouveau moyen qui nous est donné, c'est-à-dire l'examen du programme d'avenir.

M. Meister a raison sur ce point : que nous procédions à un examen sur le programme d'avenir, d'accord. Ce qui a été obtenu par ce Parlement est extrêmement important et je le salue. Mais devons-nous pour autant nous priver délibérément, alors que personne ne nous le demande, de la possibilité d'examiner de façon sérieuse, en commission, le rapport général d'activité ? Je crois que nous ne le pouvons pas, d'autant plus que dans le rapport qui vous est proposé par M. Merchiers, il est dit que le problème sera renvoyé en commission selon les modalités voulues par le Parlement.

C'est-à-dire que si, dans une circonstance donnée, nous estimons qu'il n'y a pas lieu, en raison des votes précédents, de s'attarder sur le sujet, celui-ci ne retiendra pas outre mesure le temps des commissions.

Aussi, je me permets de me tourner vers M. Meister et de lui demander si nous nous sommes bien compris, si vraiment, nous avons la possibilité de nous priver de ce moyen de contrôle. Pour ma part, je trouve que ce ne serait pas très raisonnable.

C'est pourquoi, au nom du groupe des libéraux et apparentés, je suis obligé de vous dire que nous voterons contre l'amendement de M. Meister. Mais — je m'excuse si je sors de mon rôle — je me tourne vers le président du groupe démocrate-chrétien puisque cet amendement a été déposé au nom de ce groupe, en lui disant : comprenons-nous bien. Nous avons senti votre désir de donner la primauté aux moyens d'avenir. Nous sommes d'accord sur ce point. Mais nous ne devons pas pour autant, nous

Jozeau-Marigné

priver d'un moyen de contrôle sur le passé. Combien je serais plus heureux que, nous étant compris sur cette manière de voir, ce qui serait normal, cet amendement soit retiré !

(Applaudissements sur les bancs du groupe des libéraux et apparentés et du groupe de l'UDE)

M. le Président. — La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, président du groupe démocrate-chrétien. — (A) Monsieur le Président, mon collègue Jozeau-Marigné s'est, dans ses dernières phrases, directement adressé à moi en ma qualité de président du groupe démocrate-chrétien. Nous avons l'habitude, mon cher Jozeau-Marigné, de discuter ici d'une façon très amicale et très objective.

Je voudrais revenir sur la question que vous avez posée : est-ce qu'en fait nous nous comprenons encore bien en ce moment ? Je vous ai certainement bien compris lorsque vous constatez que vous êtes d'accord avec nous pour dire que nous avons fait un pas important en avant du fait que la Commission s'est engagée à présenter, au début de chaque année, une sorte de déclaration de programme concernant son activité et que le Parlement apprécie cette activité politique ou ce programme d'action politique, avec une certaine priorité, avant la discussion du rapport général qui concerne d'ailleurs le passé.

Si nous sommes d'accord sur ce point, je pense que je peux vous tranquilliser, cher collègue. Il n'était pas du tout dans l'intention de notre groupe de nous priver, en reportant le rapport général, de ce qu'à juste titre vous avez qualifié de prérogative de tout parlement, c'est-à-dire de l'exercice du contrôle. Il ne s'agit pas du tout de cela. Nous déplaçons, il est vrai, un tout petit peu le centre de gravité. Jusqu'à présent, nous n'avons discuté que de l'activité de la Communauté dans le passé. Or, l'introduction du programme annuel de la Commission nous apporte un nouvel élément qui, sur le plan politique, est très important. Je crois que vous serez également d'accord avec moi pour dire — l'expression est, il est vrai, très forte, voire exagérée — qu'un pas important a aussi été fait dans le sens de la participation du Parlement à l'investiture de la Commission. En effet, si l'on rattache la présentation du programme d'action de la Commission au droit du Parlement de voter une motion de censure, il s'agit, sur le plan politique, d'un progrès déterminant.

Je serais tout à fait d'accord avec vous, cher collègue, si nous devions ainsi sacrifier de nous-mêmes notre droit de contrôle de l'activité de la Communauté sur la base de rapport annuel.

Mais il ne s'agit en l'espèce pas de cela, Monsieur le Président ; il s'agit seulement de la méthode selon laquelle le Parlement veut examiner le rapport général annuel.

Je me permets de vous rappeler, mon cher Jozeau-Marigné, que nous avons longuement discuté cette question au Bureau du Parlement. Les groupes de ce Parlement ont longtemps discuté de la procédure. Je crois, si je me souviens bien, que le Parlement a même approuvé, sous forme de résolution, une nouvelle procédure pour l'examen du rapport général annuel.

Ce que nous faisons maintenant ici, c'est appliquer cet accord qui s'est dégagé au Bureau du Parlement entre les groupes et même en assemblée plénière. Nous en avons discuté ici, en assemblée plénière. Nous avons suivi cette idée et avons dit que nous voulions assouplir la lourde procédure que nous suivions avant, et la modifier.

Pourquoi ? Vous savez parfaitement, mon cher Jozeau-Marigné, pour être membre depuis de longues années de cette Assemblée, que cette ancienne procédure nous a bloqué pendant des semaines, en comité de rédaction, au moment de l'examen du rapport général, etc.

Aussi avons-nous posé en principe que le Parlement exerce son contrôle lors de chaque session et qu'il en va de même dans les commissions qui exercent, elles aussi, un contrôle pendant toute l'année, notamment par les questions écrites et orales. L'examen du Rapport général de la Commission sur les travaux du passé est pour ainsi dire un contrôle général que le Parlement peut encore une fois exercer et qui met un terme au contrôle courant que nous exerçons durant l'année.

A cela s'ajoute un deuxième point, Monsieur le Président : nous avons une nouvelle procédure budgétaire. Nos efforts tendent à ce qu'à l'avenir les débats budgétaires — nous les commencerons demain — deviennent également une discussion politique, à l'instar de ce qui se passe dans nos parlements nationaux. Cela veut dire que tant le contrôle exercé à l'occasion de l'examen du rapport général que la discussion sur la politique de la Communauté dans le cadre des débats budgétaires, représentent un progrès important pour le bon fonctionnement démocratique des institutions de notre Communauté.

Il s'agit, pour moi, donc uniquement ici de la méthode, et non pas de la question de savoir si les démocrates-chrétiens seraient disposés à mettre leurs prérogatives en matière de contrôle en jeu. Devons-nous conserver l'ancienne méthode dont, si je me souviens bien, nous nous sommes tous plaints ? Je n'ai entendu personne à l'époque qui n'ait été d'avis qu'il fallait modifier cette procédure, l'assouplir et la rendre de ce fait plus efficace afin de ne pas accroître encore le travail des commissions qui sans cela ont déjà beaucoup de mal à s'en sortir. Notre collègue Triboulet, représentant en l'espèce son groupe, était, lui aussi, d'accord sur ce point, au

Lücker

cours des discussions qui ont eu lieu au Bureau et entre les présidents des groupes.

J'ajouterai, Monsieur le Président, et vous le savez vous-même par votre participation aux travaux du Bureau, qu'il nous est de plus en plus difficile d'établir un ordre du jour digne de ce nom pour les séances plénières. Il est quand même inadmissible que nous soyons constamment obligés, en séance plénière, de limiter le temps de parole ! Cela est insupportable à la longue. Or, c'est ce qui arrivera à nouveau cette semaine, Monsieur le Président ! Seuls le colloque et les débats budgétaires se dérouleront sans limitation du temps de parole. Je vous rappelle l'importante discussion sur l'agriculture que nous allons avoir. Là le temps de parole sera de nouveau limité parce que sinon nous n'arriverions pas au bout de nos travaux. Nous avons trop peu de temps pour exposer ici, comme le voudrait la politique, de quoi il s'agit. Or, Monsieur le Président, je crois que le seul organe de la Communauté qui puisse exposer clairement la politique communautaire à l'opinion publique européenne est ce Parlement, qui ne devrait dès lors pas mener ses débats limités par un temps de parole. Nous devons faire ressortir les véritables points de conflit de la politique de la Communauté au cours des débats que nous menons dans cette Assemblée. J'estime donc que nous nous engageons dans une impasse, car les délais que nous nous fixons ici pour les débats en séance plénière ou dont nous disposons ne nous permettent pas de faire face à l'évolution à laquelle nous assistons. C'est là aussi une des raisons pour lesquelles nous avons déclaré : débarrassons-nous au moins du poids dont nous pouvons nous débarrasser sans toucher aux prérogatives du Parlement ! Telle a été notre attitude. Je dois dire que je suis aujourd'hui tout aussi surpris que vous, mon cher Jozeau-Marigné. Vous dites que vous êtes surpris qu'il y ait ici un débat à ce sujet. Je sais que vous êtes un bon démocrate, et je vous apprécie beaucoup pour cela. Or, il est bon que nous puissions débattre de cette question. Ce débat a déjà été amorcé en commission juridique, comme vous le savez d'ailleurs pour avoir participé à la discussion qui y a eu lieu. Nous essayons encore une fois de convaincre cette Assemblée de la nécessité d'organiser notre travail d'une façon un peu plus rationnelle et plus économique que par le passé.

J'ai moi-même été rapporteur général et je suis bien placé pour vous dire combien il est difficile de présenter, avec toutes les commissions du Parlement comme cela se faisait par le passé, ce rapport général à cette Assemblée. Tous ceux qui ont fait une fois un tel rapport le savent.

Et maintenant : que voulons-nous ? En fait, nos positions ne diffèrent au fond pas tellement ; il ne s'agit que de l'accent : le mettra-t-on un peu plus par ici ou un peu plus par là ? Or, par la proposition du rapport Merchiers, vous rendez pratiquement l'ancienne procédure à nouveau obligatoire, et cela bien

que les groupes et les membres du Bureau et de cette Assemblée aient été presque unanimes à dire qu'il fallait adapter l'ancienne procédure aux exigences de notre Parlement, la rendre plus souple sans toucher aux prérogatives de contrôle de ce Parlement.

Notre proposition ne vise à rien d'autre qu'à transmettre au Parlement, c'est-à-dire d'abord au Bureau, la responsabilité de déterminer la procédure selon laquelle la discussion aura lieu, et la date à laquelle elle aura lieu. Le rapport Merchiers fait expressément état de cette difficulté, qui déclare que les commissions parlementaires ne disposeront que d'environ deux mois pour rédiger ce rapport général à l'ancienne mode. Monsieur le Président, il est impossible d'établir ce rapport général correctement en deux mois, s'il faut suivre l'ancienne procédure. Quiconque a fait une fois un tel rapport le sait parfaitement.

C'est pourquoi nous proposons uniquement, Monsieur le Président, de changer la méthode afin de ne pas maintenir obligatoirement l'ancienne procédure mais d'adopter une procédure plus souple qui permette au Parlement, sous la responsabilité du Bureau, de fixer les méthodes et la date de l'examen du rapport général. Vous, en revanche, Monsieur Jozeau-Marigné, vous estimez qu'il faut maintenir obligatoirement l'ancienne procédure ; or cela, nous ne le voudrions pas. Nous croyons qu'il serait préférable d'adopter la proposition que mon groupe a soumise à l'Assemblée par la bouche de notre ami Meister, parce que ce serait plus rationnel, plus logique et aussi plus conforme à l'évolution politique du Parlement. Je serais très reconnaissant à l'Assemblée si elle pouvait accepter cette proposition qui — je voudrais le souligner encore une fois — garantit les prérogatives du Parlement, et vise seulement à mettre à notre disposition une méthode plus souple pour mener à bien les tâches dont nous devons nous acquitter dans cette Haute Assemblée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Broeksz.

M. Broeksz. — (N) Monsieur le Président, au groupe socialiste les opinions sur la proposition qui nous est soumise, et notamment sur l'amendement dont elle a fait l'objet, sont partagées. A mon sens, il y a sans doute dans ce Parlement — on a pu le constater — unanimité sur les dispositions de l'article 20 bis.

Je dois dire nettement que les dispositions de l'art. 20 bis ne peuvent être dissociées de l'article 20 du règlement. La présentation, une fois par an, d'un rapport général et du programme de l'année suivante n'interrompt pas les travaux de la Commission. Celle-ci les poursuit sans interruption. Au moment où nous examinerons le programme annuel, il ne nous sera donc pas possible de ne pas parler de ce que la Commission aura fait jusque-là. Il est erroné de pen-

Broeks

ser que l'on puisse dissocier totalement ces deux éléments.

Du fait de cette impossibilité où, comme je l'ai dit, nous nous trouverons, lors de la discussion du programme annuel, de ne pas examiner en détail l'activité déployée par la Commission au cours de la période écoulée, la discussion, en mai, du rapport annuel sera moins importante que le débat de février sur le programme annuel.

Ce dernier débat sera beaucoup plus important que l'examen du rapport d'activité de l'année écoulée, maintenant que nous avons obtenu le droit d'examiner aussi le programme de l'année en cours.

Dans ces conditions, j'estime, si j'ai bien compris son intervention, que M. Jozeau-Marigné n'a pas raison lorsqu'il considère qu'il se produira une sorte de situation *a contrario*, étant donné que précédemment, aux termes de l'article 20, le rapport annuel devait être soumis à toutes les commissions tandis que, désormais, selon lui, le Parlement n'aura plus la possibilité de décider dans cet esprit. A mon avis, cependant, le Parlement peut décider librement de la façon dont sera examiné le rapport annuel. Comme M. Lückner, j'estime qu'il serait regrettable de continuer à examiner ce rapport de la même façon que nous avons fait jusqu'ici. J'espère que tel ne sera pas le cas. C'est pourquoi je voterai en faveur de l'amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Jozeau-Marigné.

M. Jozeau-Marigné. — Monsieur le Président, je m'excuse de retenir quelques instants l'attention du Parlement, mais je voudrais ajouter quelques mots après la remarquable intervention de M. le président Lückner.

Je suis heureux que l'amendement ait été déposé, car cela nous a permis de marquer la position des uns et des autres et d'exprimer notre sentiment.

Je me demande si nous ne faisons pas en ce moment ce que l'on appelle en France une querelle de sourds ? Je tiens en effet à dire à M. Lückner que je suis tout à fait d'accord, et je suis persuadé que mon groupe partage mon sentiment, pour donner la priorité au programme annuel, que je salue cette nouvelle procédure et que je considère avec lui que c'est un pas en avant ; je dirai même un deuxième pas en avant, car la discussion budgétaire, et vous l'avez souligné dans votre propos, Monsieur Lückner, permet également à ce Parlement, comme à tous les Parlements nationaux, d'exercer son droit de contrôle, qui, bien souvent, est le seul droit de contrôle d'un Parlement. C'est vous dire que le rapport général, qui avait été autrefois d'une telle ampleur, parce qu'il était le seul moyen que nous avions à notre disposition, a perdu sa raison d'avoir cette ampleur. Je suis d'accord avec vous pour saluer moi aussi ce nouveau moyen d'exercer ce

contrôle, mais je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous quand vous pensez qu'il y a une différence entre nous sur l'accent que nous mettons sur un point ou sur l'autre.

Je puis vous déclarer qu'il n'y a aucune différence entre nos positions.

En effet, je suis d'accord avec vous pour mettre l'accent sur l'étude du programme et également sur le budget.

Mais lorsque, sur ce point, je vous déclare considérer que c'est une erreur de modifier la proposition telle qu'elle a été votée à la commission juridique et telle que l'a exposée M. Merchiers, c'est parce que je crois que nous allons à l'encontre des possibilités que nous nous sommes données.

Si après un débat comme celui auquel vient d'assister le Parlement, il est bien marqué que nous sommes d'accord sur nos intentions et la façon d'exercer nos prérogatives dans le cadre, comme vous l'avez déclaré, d'une méthode, je suis d'accord avec vous. Mais lorsque le représentant du groupe socialiste dit qu'il estime qu'avec l'amendement de M. Meister le Parlement aura toute facilité d'exercer son contrôle, je dis non, je prétends que c'est une erreur d'interprétation.

Pourquoi ? Parce qu'avec l'amendement de M. Meister, contrairement à ce que vous pensez, mon cher collègue, le texte ne comportera aucune modalité de renvoi, même éventuel, en commission.

Par contre, le texte qui vous est proposé par M. Merchiers au nom de la commission, laisse chacun exercer son droit de vote, après avoir pris ses responsabilités.

Tout à l'heure vous avez dit : « Ce n'est pas nous, démocrates-chrétiens, qui allons nous priver d'un droit de contrôle. »

Je suis persuadé qu'en effet ce n'est pas votre intention ; c'est pourquoi je vous ai demandé de retirer votre amendement, car si nous ne voulons pas nous priver d'un droit de contrôle, il ne faut pas accepter le texte de M. Meister. Vous estimez que son texte ne vous enlève pas ce droit, mais ce n'est pas mon impression, ni celle du groupe des libéraux et apparentés.

Si vous votez un texte disant que « les commissions intéressées se prononcent à ce sujet selon les modalités fixées par le Parlement », cela permet aux commissions d'être saisies. Comment ? Grâce à la discussion au bureau, chaque année, comme l'on voudra, et ainsi en exécution des décisions du bureau du moment.

Donc, en définitive, en quoi nos points de vue diffèrent-ils ?

Jozeau-Marigné

La question est celle-ci : va-t-on laisser aux commissions le pouvoir d'être saisies selon les possibilités du bureau et du Parlement — ce que je préconise —, ou bien va-t-on purement et simplement, en ce qui concerne le rapport général, supprimer toute évocation des possibilités de saisir les commissions.

C'est toute la différence.

Vous supprimez toutes possibilités aux commissions à propos du rapport général en votant l'amendement de M. Meister.

Comme je veux l'espérer encore, vous agirez autrement en votant le texte de M. le rapporteur Merchiers.

M. le Président. — La parole est à M. Cousté.

M. Cousté. — Monsieur le Président, mes chers collègues cette discussion mérite, je crois, que j'intervienne, car après tout j'ai été cette année le rapporteur général de ce Parlement et je pense que l'expérience qui a été acquise par les procédures que nous avons suivies jusqu'alors et qui rejoignent les observations qui viennent d'être renouvelées par M. Jozeau-Marigné vaut la peine d'être prise en considération.

Le renvoi en commission est capital, tous les rapporteurs généraux qui ont effectué le travail que représente le contrôle parlementaire à travers le rapport général vous le confirmeront.

En effet, les rapporteurs pour avis de chacune de nos douze commissions sont véritablement ceux qui connaissant chacune de ces douze commissions, apportent une réalité de la connaissance des faits et des intentions de chacune de ces commissions qui est fondamentale. Et c'est pourquoi, comme le président Jozeau-Marigné — et je voudrais être clairement entendu par notre Parlement — je crois que se borner à dire que « le Parlement délibère sur la discussion de ce rapport et en fixe la date », c'est vouloir le contraire de la bonne procédure que nous devons suivre.

Il faut absolument que toutes nos commissions soient saisies et que le rapporteur général enrichisse son rapport des apports de chacun des rapporteurs pour avis. C'est si vrai que, dans la procédure que nous avons suivie jusqu'ici, nous avons, en fait, inséré dans la résolution présentée au Parlement des paragraphes qui reflètent l'avis majoritaire voire unanime de chacune de nos commissions.

L'orientation de la discussion m'amène à faire deux observations fondamentales et très brèves.

Premièrement, je ne crois pas que nous puissions remplir actuellement les conditions prévues par l'article 54 de notre règlement puisque « toute proposition de résolution tendant à modifier le règlement ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres qui composent le Parlement » et qu'il n'y a pas en ce

moment dans l'hémicycle suffisamment de membres de cette Assemblée pour voter maintenant. Je crois donc qu'il y aura lieu de renvoyer le vote, et c'est, je pense, ce que le président, dans sa sagesse et avec son expérience, va faire.

J'ajoute que nous demanderons un vote par division, de manière que le nouveau texte proposé soit adopté ou rejeté d'une façon claire.

M. le Président. — La parole est à M. Memmel.

M. Memmel. — (A) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser, mais je viens d'entendre que le vote sur cette proposition doit avoir lieu demain. Je ne suis pas d'accord. Je voudrais, moi, que ce vote ait lieu aujourd'hui, et cela parce que je suis opposé à ce que l'on sépare les débats du vote. Cela n'est pas bon ! Je puis comprendre que l'on reporte le vote lorsqu'un débat se prolonge tellement tard qu'il n'y a plus assez de membres en salle, mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. Tous les collègues qui voteront aujourd'hui le feront en se fondant sur l'excellent débat auquel nous assistons. Demain il en sera autrement. Demain il y aura d'autres collègues qui n'auront pas assisté à ce débat et qui devront alors voter en fonction d'instructions qui leur seront données. Cela est mauvais. Je demande que le vote ait lieu ce soir sur la base de cet excellent débat.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Broeks.

M. Broeks. — (N) Monsieur le Président, je désire répéter qu'à mon avis, il n'y a pas de solution de continuité dans les travaux de la Commission, même si d'une part, elle établit un programme pour l'année en cours et, d'autre part, fait rapport sur son activité de l'année écoulée. Il ne nous est donc pas possible, en examinant le programme de l'année en cours, de ne pas parler de l'activité de la Commission pendant l'exercice écoulé.

Aucun de nous ne pourrait répartir les activités de la Commission en années, car il s'agit d'activités continues. Si, donc, nous ne scindons pas le débat, il nous faudra, en février, lors de l'examen du programme annuel de la Commission, traiter aussi d'une importante partie de l'activité déployée par la Commission au cours de l'année écoulée. Le débat de mai y perdra en intérêt.

J'entends, à mon grand étonnement, M. Cousté affirmer qu'il est bon que le rapport soit soumis à douze commissions.

Monsieur le Président, j'ai constaté combien, cette année, la naissance du rapport de M. Cousté fut laborieuse. Je suis, dès lors, plus enclin à partager l'opinion de M. Lückner, qui parlait de son expérience de rapporteur général.

Broeksz

J'ai demandé la parole parce que je ne partage pas le point de vue de M. Jozeau-Marigné, selon lequel le Parlement ne pourrait fixer lui-même ses travaux. L'amendement propose que le Parlement délibère. Cette formule permet donc au Parlement de déterminer lui-même la façon dont il accomplit ses travaux. Il peut décider que le rapport sera soumis à une ou plusieurs commissions. Personne — M. Jozeau-Marigné en conviendra — ne peut dénier au Parlement le droit de fixer lui-même l'ordre de ses travaux.

Mais l'on ne peut non plus, raisonnant *a contrario*, dire qu'en cas de rejet de la proposition de M. Merchiers, le Parlement n'aurait plus le droit de décider que le rapport doit être soumis à une ou plusieurs commissions. Je le nie formellement. Si l'amendement est adopté, le Parlement conserve pleinement le droit de décider des modalités et de la préparation de la discussion en séance plénière.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lücker.

M. Lücker. — (A) Monsieur le Président, notre collègue Jozeau-Marigné et notre collègue Cousté posent en principe — ou, pour m'exprimer plus prudemment, semblent poser en principe — que le texte de l'amendement du groupe démocrate-chrétien exclurait la possibilité pour les commissions de s'occuper de l'examen ; cela n'est pas dit dans notre proposition, tout comme il n'y est pas dit, contrairement à ce que pense M. Cousté, que l'examen du rapport général doit se limiter à un débat en séance plénière. Pour ma part, je soutiens l'interprétation, qu'a également donnée M. Broeksz, à savoir que le Parlement est absolument libre de décider quelles commissions doivent participer à l'examen et sous quelle forme.

Monsieur Jozeau-Marigné, la différence réside dans le fait que le texte de M. Merchiers maintient en fait la procédure obligatoire. Il y avait pourtant un large accord pour que cette procédure fût modifiée et assouplie dans le sens que je viens d'exposer. Et j'aimerais que nous ne nous entravions pas davantage qu'il le faut pour nos activités futures, de sorte que nous puissions malgré tout encore exercer ici nos pouvoirs de contrôle, mais également nos responsabilités politiques.

C'est pourquoi je plaide encore une fois en faveur de l'adoption de notre proposition.

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer.

M. Berkhouwer. — (N) Monsieur le Président, je ne m'attarderai pas tellement aux aspects matériels de cette affaire, mais plutôt à ce qu'a dit M. Memmel quant au point de savoir si le vote doit avoir lieu aujourd'hui ou demain.

Je crois que l'argument en vertu duquel il faut toujours voter dans le cadre du débat ou à l'issue de celui-ci n'est pas une règle immuable. Dans tous nos parlements, il arrive fréquemment que le vote sur une affaire déterminée ait eu lieu quelque temps après le débat. M. Memmel est un parlementaire suffisamment expérimenté pour le savoir.

Mais peut-être est-ce la présence dans ce Parlement de certaines personnes qui pousse M. Memmel à proposer que le vote ait lieu maintenant. Dans ce cas, je dois, pour ma part, à regret, faire une constatation relative à l'ordre, à savoir — et je ne l'ai pas constaté moi-même, mais on me l'a signalé — que l'article 54, paragraphe 2, du règlement actuel dispose que toute proposition de résolution tendant à modifier le règlement ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres qui composent le Parlement. La majorité signifie la moitié plus un. Si je ne m'abuse, le quorum devrait être de 72 membres. Il suffit toutefois de jeter un coup d'œil sur l'hémicycle pour constater que ce quorum n'est pas atteint, de sorte que ce vote ne peut avoir lieu aujourd'hui.

M. le Président. — A toutes fins utiles, je vous donne lecture du paragraphe 2 de l'article 54 du règlement : « Toute proposition de résolution tendant à modifier le règlement ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres qui composent le Parlement. »

La « majorité » signifie la moitié plus un. Or, en ce moment, ce quorum ne serait pas atteint.

La parole est à M. Gerlach.

M. Gerlach. — (A) Dans ces conditions, Monsieur le Président, je propose que le vote soit prévu à une heure précise qui sera communiquée à tous les collègues pour qu'ils en tiennent compte.

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers.

M. Merchiers, rapporteur. — Monsieur le Président, le rapporteur doit, bien entendu, se cantonner dans l'objectivité, puisqu'il est le porte-parole à tout le moins de la majorité de la commission. Cependant, pour clarifier les idées et m'en tenir au problème juridique, je voudrais attirer l'attention du Parlement sur le fait que nous nous trouvons évidemment devant deux rapports à examiner : l'un sur les actes de la Commission, c'est-à-dire le rapport général sur l'activité de l'année écoulée ; l'autre sur les intentions de la Commission, c'est-à-dire le programme annuel d'activité, et qu'à l'article 20 bis où il est question du programme annuel, c'est-à-dire des intentions de la Commission, il est prévu que la discussion du programme en séance plénière a lieu au cours de la même période de session. Aucun des groupes politiques n'a déposé d'amendement à ce texte. Cela signifie donc qu'en réalité cette discussion se fera d'une façon très hâtive, que nous n'aurons même pas la possibilité de renvoyer ce rapport, au cours des mois qui

Merchiers

viennent, aux commissions compétentes. Dans ces conditions, il est vraiment très important que le Parlement soit saisi du programme d'avenir dans les meilleurs délais. Le texte de notre règlement est tel qu'en réalité, le Parlement n'aura pas le temps nécessaire pour approfondir ce document, que l'on considère maintenant comme très important. En effet, à supposer qu'il soit présenté non pas le lundi, nous le savons, mais le mardi, il faudra trouver, dans la même semaine, une date pour l'examiner, c'est-à-dire dans un délai d'un ou deux jours. Je rends en tout cas le Parlement attentif à ce texte qui, je le répète, n'a fait l'objet d'aucune proposition de modification.

Par contre, lorsqu'il s'agit d'examiner le rapport sur l'activité de l'année écoulée — dont je crois qu'en effet, nous pouvons dire que c'est également un document politique d'une importance capitale — c'est-à-dire de vérifier quelle a été l'activité de la Commission et de la confronter avec les promesses faites au début de l'année dans le rapport sur le programme annuel, nous avons toujours suivi la procédure suivant laquelle le rapport, une fois imprimé — et l'alinéa indique qu'il sera imprimé et distribué — est soumis aux commissions compétentes. Nous nous sommes toujours très bien trouvés de cette procédure. Si nous acceptons l'amendement que la commission juridique a rejeté, on pourrait en conclure, *a contrario*, que dorénavant il ne faut plus demander aux commissions compétentes d'examiner le rapport d'activité. En effet, si l'ancien règlement prévoyait la consultation des commissions et si le nouveau règlement n'y fait plus allusion, on peut logiquement en déduire que dorénavant, le Parlement prendra les décisions sans devoir consulter les commissions compétentes.

Je dois également à la vérité de dire que depuis l'année dernière, la consultation des commissions sur le Rapport général et la rédaction de ce rapport général ont été considérablement allégées. L'on a demandé aux commissions compétentes de rédiger des rapports très brefs et de se contenter de formuler des remarques pertinentes. Du fait même, on a allégé aussi le travail du rapporteur général, qui n'a plus à assimiler une longue série de rapports et de considérations générales.

Je peux donc dire, Monsieur le Président, que le texte tel qu'il a été adopté par la commission juridique et qui est rédigé comme suit : « Les commissions intéressées se prononcent à son sujet selon les modalités fixées par le Parlement » signifie tout simplement que l'on continue à avoir recours aux commissions compétentes, mais que le Parlement reste maître de décider de la façon dont ces commissions devront examiner ce rapport général. Si le Parlement estime que les commissions sont vraiment débordées, il peut donner aux différentes commissions consultées des instructions très précises pour que le rapport que chaque commission fera au sujet du Rapport annuel soit aussi concis que possible.

Je ne crois pas que nous retournerons aux anciennes méthodes, comme a semblé le dire M. Lücker : ce texte a pour but non pas de maintenir ce qui a été fait dans le passé, mais de ne pas éliminer l'examen de ce Rapport général par les commissions compétentes, chacune en sa matière, et cela nous semble important ; mais il est ajouté que ce sera selon les modalités fixées chaque année par le Parlement. Celui-ci restera donc maître de fixer les modalités suivant lesquelles les commissions et le Parlement discuteront le Rapport général. Voilà ce que je voulais dire, à titre de conclusion.

M. le Président. — Pour la clarté du débat, je signale que sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Merchiers, je suis saisi de l'amendement n° 1 de MM. Meister, Lucius et Springorum qui vient d'être longuement commenté.

La parole est à M. Berkhouwer.

M. Berkhouwer. — (N) Monsieur le Président, il s'agit en l'occurrence d'un point particulièrement controversé. Nous devons constater que le vote à ce sujet ne peut avoir lieu aujourd'hui en raison du nombre élevé d'absents. Toutes les questions de procédure ne sont pas importantes, mais la présente l'est. En outre, elle ne concerne pas uniquement la procédure, mais elle a aussi une importance matérielle.

J'estime que le Parlement ne peut pas prendre à la légère une modification du règlement. C'est pourquoi l'article 54, paragraphe 2, du règlement dispose expressément que celui-ci ne peut être modifié qu'à la majorité qualifiée. Cette disposition y a été inscrite afin d'éviter que l'on ne puisse changer le règlement d'un jour à l'autre, par exemple par une majorité de douze voix contre onze. Je considère que, dans les circonstances présentes, il importe beaucoup que, comme l'a proposé M. Gerlach, le vote sur l'amendement ait lieu à un moment où autant dire tous les membres du Parlement en seront informés.

Monsieur le Président, je comprends vos bonnes intentions, et mes observations ne vous visent pas. J'estime cependant que, si nous décidions maintenant de voter demain matin, il n'est nullement certain que le plus grand nombre possible de délégués seront présents. Je suppose que tel sera plutôt le cas mercredi, car ce jour-là doit avoir lieu un débat important. Je serais d'accord si vous annonciez, éventuellement demain, que le vote aura lieu à une heure déterminée, mercredi ou jeudi.

C'est très volontiers que j'appuie la suggestion de M. Gerlach de procéder ultérieurement au vote, à un moment dont chaque membre du Parlement pourra être informé. C'est pourquoi je vous le propose maintenant officiellement. Je m'en remets à vous, Monsieur le Président, pour fixer pour ce vote le moment le plus opportun.

M. le Président. — La parole est à M. Vals.

M. Vals. — Je voudrais appuyer la proposition qui vient d'être faite par le président du groupe des libéraux et apparentés, à la suite de la suggestion faite par M. Gerlach. Je tiens cependant à marquer mon désaccord en ce qui concerne l'interprétation qui est donnée au passage relatif au vote. Pour passer au vote — c'est, je crois, ce qui se passe dans plusieurs parlements et notre commission devrait prendre position à ce sujet — il n'est pas indispensable d'avoir une majorité à l'intérieur de la salle de séance ; il suffit de constater qu'à l'intérieur du Parlement le quorum est atteint, et nous disposons d'une feuille de présence qui permet de le faire.

En ce qui concerne l'article 54, paragraphe 2, il est clair qu'il faut l'interpréter dans le sens de la nécessité d'une majorité pour adopter un amendement. Je crois que cette interprétation est fidèle, mais en ce qui concerne le passage au vote, je n'en suis pas tellement sûr, car au moment du vote, on peut aller chercher dans les couloirs des membres qui ne sont pas en séance. J'ai fait une vérification et, en l'occurrence, ce n'est pas le cas, mais je serais heureux que la commission se prononce à cet égard, de manière à définir notre position.

Quant au problème évoqué par M. Berkhouwer, je ne verrais pas d'inconvénient à ce que la présidence, ou éventuellement le bureau, fixe une date pour procéder à ce vote. Mais l'ordre du jour est très chargé et en raison d'événements extérieurs au Parlement il le sera encore davantage au cours de la matinée de mercredi. C'est la raison pour laquelle je souhaiterais qu'à la date et à l'heure qui seront fixées un vote intervienne sans qu'une nouvelle discussion soit ouverte sur ce problème. Il s'agit donc uniquement de fixer la date et l'heure du vote.

M. le Président. — La parole est au rapporteur.

M. Merchiers, rapporteur. — Je me permets de suggérer que le vote soit fixé à mercredi matin, au début de la séance.

L'on aurait ainsi le temps de prévenir tout le monde, à moins que vous ne décidiez de convoquer tout le monde pour demain. Mais la convocation pour demain ne laisse qu'un très court délai.

En tout état de cause, Monsieur le Président appréciera.

M. le Président. — La parole est à M. Estève.

M. Estève. — Monsieur le Président, je crois qu'il serait préférable que le vote ait lieu mercredi.

Il est, en effet, difficile de convoquer tous nos collègues pour demain, et un délai supplémentaire de vingt-quatre heures serait souhaitable.

M. le Président. — Mes chers collègues, je crois qu'il conviendrait de laisser à la présidence le soin de faire plus tard à l'assemblée des propositions concrètes en la matière.

Pour des motifs que vous ne pouvez ignorer, il est en effet difficile de faire des prévisions pour mercredi matin.

Si donc vous en êtes d'accord, nous allons maintenant interrompre l'examen de ce point de l'ordre du jour. Le Parlement se prononcera plus tard sur la suite à donner à cette affaire.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

15. Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés, une proposition de résolution contenant un appel à l'adresse des ministres de l'éducation nationale des États membres des Communautés européennes.

Cette proposition a déjà été distribuée sous le numéro 180/71, mais j'informe l'Assemblée qu'elle vient d'être retirée.

16. Directive concernant les stocks de pétrole brut

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bousch, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, sur une directive relative au niveau minimum des stocks de pétrole brut (doc. 165/71).

La parole est à M. Bousch, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Bousch, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, au cours de sa séance du 21 janvier 1965, sur le rapport de notre distingué collègue, M. Rossi, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, notre Parlement avait approuvé une première proposition de directive demandant aux États membres de la Communauté de porter le niveau minimum des stocks pétroliers existants dans nos États à l'équivalent de 65 jours de consommation.

A l'époque, nous nous étions félicités de cette directive qui constituait, aux yeux de notre commission, un progrès réel vers une politique énergétique commune. Malheureusement, la directive n'a été adoptée par le Conseil que quatre ans plus tard, soit le 20 décembre 1968. C'est dire que les décisions en la matière ne vont pas très vite.

Bousch

Il m'a paru utile de rappeler ce fait au moment où nous abordons cette discussion et où nous allons examiner une nouvelle proposition tendant à modifier la directive en question, pour porter le niveau des stocks à l'équivalent de 90 jours de consommation.

La proposition sur laquelle nous sommes consultés, sans que d'ailleurs cela constitue pour le Conseil une obligation, est la première annexe d'une communication de la Commission au Conseil sur la mise en œuvre de la « Première orientation pour une politique énergétique communautaire. » Le Parlement s'était prononcé sur cette première orientation le 11 mars 1970, sur la base d'un rapport élaboré par notre regretté collègue Leemans.

La proposition répond d'ailleurs à une recommandation faite par l'OCDE aux États membres de cet organisme. Nous souhaitons donc qu'après avis du Parlement, le Conseil veuille bien prendre rapidement une décision en la matière pour éviter que la mesure ne porte ses effets trop tardivement ou ne devienne inutile, certains États ayant été entre-temps conduits à prendre des mesures propres, allant à contretemps ou à rebours des progrès souhaités dans le sens d'une politique énergétique commune.

Comme en 1965, votre commission se félicite du caractère communautaire de la directive et du rôle de l'exécutif en la matière. Le fait, pour un État membre, d'entreposer ou simplement de pouvoir entreposer des réserves de pétrole sur le territoire d'un autre État membre, dans le cadre d'une politique énergétique commune nous paraît particulièrement important, à condition, évidemment, que cette disposition soit mise en pratique. La directive en vigueur stipule d'ailleurs, en son article 7, qu'à la demande d'un État membre, ou de sa propre initiative, la Commission exécutive pourrait organiser une consultation entre États membres si des difficultés survenaient dans l'approvisionnement énergétique de la Communauté. En fait, de telles consultations ont eu lieu lors de la dernière crise pétrolière, mais sans que la Commission se soit vu confier des compétences réelles en la matière, ou encore que les États se soient mis d'accord sur une attitude commune dans le sens de la proposition actuellement à l'étude.

La Commission ne disposant toujours pas de compétences communautaires en matière de politique énergétique, les dispositions de l'article 7 paraissent encore insuffisantes.

Aussi avons-nous appris avec satisfaction que des experts avaient été chargés d'élaborer des propositions pour la mise sur pieds d'une procédure de consultation dans le sens du premier alinéa de cet article 7. Nous aimerions connaître rapidement le résultat de ces études et nous espérons qu'elles verront le jour avant la fin de l'année.

De même, la proposition de directive de 1965 prévoyait, en son article 7, que la Commission soumet-

trait, chaque année, au Conseil un rapport sur l'exécution de la directive. Or, dans la version adoptée par le Conseil de ministres en décembre 1968, rien n'est resté de cette disposition. Il nous paraît donc opportun de réinsérer, aujourd'hui, ces dispositions dans le texte en discussion, et nous vous demandons donc de compléter la proposition actuelle par une disposition analogue.

En ce qui concerne la proposition proprement dite, les considérations développées dans son préambule nous paraissent parfaitement justifiées.

Cependant, nous pensons que même un stock de 90 jours pourrait, le cas échéant, se révéler insuffisant. Aussi proposons-nous de compléter l'article 3 par une disposition indiquant qu'en cas de nouvelles modifications des structures dans l'approvisionnement énergétique, le Conseil devrait se réserver la possibilité d'augmenter encore le volume des stocks obligatoires.

Mais, tout en approuvant la proposition visant à augmenter les stocks obligatoires, nous devons faire observer que c'est finalement le consommateur qui supportera le coût de ce stockage même si, au premier abord, les dépenses en sont imputées aux compagnies pétrolières.

L'exécutif a promis d'étudier le problème des coûts de stockage, et c'est avec intérêt que nous attendons le résultat de cette étude, d'autant plus que tout permet de penser que nous entrons dans une ère où le prix des sources d'énergie risque encore de monter.

Or, le prix de l'énergie se répercute sur le coût de toutes les marchandises et des services et, de ce fait, ne peut que provoquer de nouvelles hausses de prix dans la Communauté.

Même si le prix du fuel lourd paraît à nouveau en baisse, le coût de la recherche pétrolière ne manquera pas, à terme, d'absorber les économies qui eussent été possibles, par ailleurs, sur les prix de revient.

Enfin, la mise en œuvre d'une politique commerciale appropriée nous paraît être une mesure complémentaire fort utile.

Vous vous souvenez, mes chers collègues, qu'à ce sujet, j'avais posé la question de la participation de la Communauté en tant que telle dans la négociation avec les pays fournisseurs, sans pour autant mettre en cause le rôle essentiel joué en la matière par les compagnies pétrolières elles-mêmes.

Ce n'est peut-être pas le moment de traiter de ce problème, mais nous attendons toujours avec intérêt le moment où la Commission nous présentera des propositions concrètes de politique commerciale communes tenant compte de la politique des prix, mais également de la sécurité de l'approvisionnement et, par conséquent, de la nécessaire coopération avec les pays en voie de développement.

Bousch

Partant du fait que le Parlement pourrait adopter les propositions de modifications actuellement à l'étude avant la fin de l'année, ce qui pourrait être le cas en l'occurrence, du moins, nous le pensons, et vu que l'article 2 stipule que la constitution des stocks obligatoires élargis doit être réalisée pour le 1^{er} janvier 1975, c'est-à-dire que la Commission prévoit un délai de trois ans pour porter les stocks obligatoires à un volume de consommation équivalent à 90 jours.

Cette date correspond d'ailleurs à l'expiration de certains contrats de fournitures en cours ; elle peut donc être considérée pour certains comme un avertissement.

Cependant, votre commission pense que dans certains États membres, il pourrait y avoir des difficultés pour créer, d'ici à 1975, les capacités de stockage requises.

Tout en insistant sur la nécessité d'agir rapidement, votre commission de l'énergie vous propose de réaligner l'augmentation des stocks en deux étapes, à savoir :

- le 1^{er} janvier 1975 un volume équivalent à 80 jours de consommation ;
- le 1^{er} janvier 1976 un volume équivalent à 90 jours de consommation.

Avec cette modification et celles demandées dans mon rapport, et en rappelant encore que nous désirons être informés par un rapport annuel de l'exécution de la directive, et sous le bénéfice des observations que je viens de vous présenter, votre commission vous propose d'adopter la proposition de directive qui vous est soumise.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Springorum, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Springorum. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais, au nom de mon groupe, remercier sincèrement notre rapporteur de son travail. Nous voudrions cependant aussi remercier la Commission d'avoir, en présentant au Conseil ces trois propositions visant à concrétiser une politique énergétique, fait des progrès sensibles dans ce sens. Si la commission a apporté quelques modifications à la proposition de la Commission, il ne faut en aucun cas y voir une critique ; en fait, elle l'a fait pour d'autres raisons sur lesquelles je voudrais encore revenir rapidement. Nous espérons seulement que le Conseil examinera cette proposition de la Commission plus rapidement que la dernière fois, où il lui avait fallu trois ans et onze mois pour le faire. Ce que nous espérons, c'est que cette fois, les choses aillent au plus vite.

Ce serait une erreur de conclure de l'abaissement actuel du prix du fuel lourd et léger à une détente sur

le marché du pétrole. Cette régression des prix et l'offre actuellement excédentaire sont dues, d'une part, à un affaiblissement de la conjoncture et d'autre part à un recul sans exemple du fret. Si vous pensez qu'il y a un an les frets se situaient, selon le barème, à 300 et qu'ils se situent actuellement à 60, vous pouvez vous rendre compte que les tarifs *Spot* ont énormément diminué.

D'autre part, cette régression des prix s'accompagne d'une nouvelle vague de négociations. Le 10 novembre de cette année, les négociations avec les pays producteurs relatives à une augmentation des prix qui se justifierait par la crise monétaire mondiale et la dépréciation du dollar ont été suspendues sans qu'aucun résultat ait été obtenu. Elles doivent reprendre le 22 novembre.

Mais nous savons également que, par exemple, la tendance est de plus en plus forte en Libye à nationaliser les sociétés concessionnaires, et qu'il y a donc là aussi risque de crise, surtout si l'on considère une interview qu'a donnée le ministre libyen du pétrole il y a quelques jours. Effectivement, la Libye — tout comme l'Algérie — prétend à une participation de 51 % à la production de pétrole sur son territoire. C'est pourquoi il me semble nécessaire que le Conseil adopte rapidement cette proposition de directive, et cela tout simplement pour établir des bases de négociation plus favorables pour les pays européens, mais aussi pour avoir une plus grande sécurité.

Si nous avons proposé en commission que les besoins soient couverts pour une plus longue période, c'est parce qu'il est avantageux qu'une plus grande partie des réserves pétrolières soient stockées sous terre, et cela pour trois raisons : d'abord parce que le stockage est plus sûr, deuxièmement parce qu'on peut aussi stocker du pétrole brut — et donc pas indispensablement des produits pétroliers — et enfin parce que le stockage revient beaucoup moins cher. Songez seulement que, pour une tonne de pétrole brut, le stockage ne coûte, s'il est souterrain, qu'environ 11 ou 12 u.c., alors que s'il est fait à la surface, il coûte entre 34 et 36 u.c. ! Vous vous rendez compte ainsi que le stockage souterrain — surtout si vous ajoutez le pétrole brut aux produits pétroliers — coûte moitié moins cher que le stockage à la surface. Evidemment, toutes les réserves ne pourront pas être stockées sous terre ; il n'empêche qu'il faudrait essayer d'en stocker ainsi autant que possible, même si cela doit allonger les délais. L'industrie pétrolière allemande a élaboré un calendrier qui se présente à peu près comme suit : préparation et infrastructures : deux ans et demi ; forage jusqu'au début du rinçage : environ un an ; rinçage pour une fosse d'environ 400 000 m³, y compris remplissage : entre trois et quatre ans. Vous voyez que ce délai est bien plus long, puisqu'il nous mène jusqu'au 1^{er} janvier 1979.

Nous avons estimé en commission que ce délai était trop long, et nous nous sommes fondés sur les temps

Springorum

qui nous ont été proposés par la Commission, ce qui nous a conduit à un délai qui, au moins pour une partie du stockage, serait encore un peu plus long. Il y a des impondérables auxquels nous devons nous soumettre. Pensez que les résidus de rinçage, c'est-à-dire l'eau saturée de sel, ne peuvent être amenés qu'en quantité limitée aux fleuves afin de ne pas augmenter exagérément leur teneur en sel. Il faut poser des oléoducs, ce qui exige l'infrastructure nécessaire, et en plus il faut procéder à un grand nombre de forages pour déceler les couches de sel.

La Commission a certainement raison lorsqu'elle dit que l'année 1975 sera une nouvelle année de négociation avec les pays producteurs de pétrole. Pour ma part, je crois même que nous ne sortirons plus du tout des négociations. Les pays producteurs ne nous le permettront pas ; je l'ai dit clairement au début de mon intervention. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons demandé de constituer les réserves de pétrole par étapes, et de prévoir déjà pour le 1^{er} janvier 1975 au plus tard, une couverture des besoins de 80 jours, ce qui serait une base plus élevée que celle dont nous disposons à l'heure actuelle.

Le rapporteur a attiré notre attention sur les coûts. Nous devons également en tenir compte. En République fédérale d'Allemagne, on estime que les coûts du stockage, porté à 90 jours et qui croîtra de 5 % chaque année, la consommation de pétrole croissant, seront de près d'un milliard d'u.c., ce qui représente donc pour la Communauté dans son ensemble presque 3 milliards d'u.c.

Il s'agit là de sommes qui à la fin toucheront certainement le consommateur, mais j'estime que nous devrions les supporter pour les besoins de la sécurité de l'approvisionnement.

Le tribunal constitutionnel fédéral a certainement pris une décision très positive en soulignant clairement que la politique de l'approvisionnement doit en l'espèce avoir la priorité sur toutes les autres questions qui peuvent s'y rattacher.

Nous pensons donc que le Conseil serait bien inspiré s'il voulait suivre, pour l'essentiel, la proposition de l'exécutif ; nous le prions d'autre part d'également vouloir tenir compte de la proposition de la commission, car nous considérons cela tout simplement comme réaliste et craignons au reste que le fait de présenter après coup un grand nombre de demandes d'exception aurait un effet plus appauvrissant que si nous présentons des chiffres réalistes.

Le groupe démocrate-chrétien approuve le rapport et la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Reischl, au nom du groupe socialiste.

M. Reischl. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le groupe socialiste m'a chargé tout d'abord de remercier sincèrement notre collègue M. Bousch de son travail. Je remercie aussi la Commission de ce document, bien que je doive ajouter quelques remarques à son sujet.

Le groupe socialiste approuve les propositions de modification de la directive concernant le niveau minimum des stocks de pétrole brut et de produits pétroliers telles qu'elles figurent dans le rapport de notre collègue Bousch et de la commission de l'énergie. Il se félicite particulièrement de l'obligation que l'adjonction à l'article 8 de la deuxième partie du texte modifié fait à la Commission de soumettre chaque année au Conseil un rapport sur l'exécution de la directive. Nous ne pouvons qu'espérer que, cette fois, cette nouvelle possibilité sera effectivement introduite par le Conseil et que ce nouveau moyen de progresser sur la voie d'une politique commune de l'énergie sera mis à profit.

A cet égard, je le souligne encore une fois, je ne crois pas que cette directive puisse, à la longue, tenir lieu à la Communauté d'une politique énergétique consciente. Cela est d'ailleurs exprimé, d'une certaine façon, au paragraphe 15 de l'exposé des motifs du rapport de M. Bousch, dans l'allusion à une politique commerciale commune et plus appropriée dans ce domaine et dans le souhait d'une participation aussi grande que possible des États membres et, en particulier, de la Commission aux négociations, auxquelles nous devons toujours nous attendre, avec les pays fournisseurs.

Le groupe socialiste attend de la Commission qu'elle présente bientôt une conception générale de politique énergétique. Une condition préalable très importante à cet égard nous semble être l'édiction d'un règlement ou d'une directive sur les statistiques énergétiques, car ce n'est que lorsque auront ainsi été créées les bases nécessaires qu'il sera possible de prévoir des stocks à long terme, un encouragement public à la production, la protection de l'approvisionnement des consommateurs, tous éléments d'un programme général.

C'est dans cet esprit que le groupe socialiste approuve la proposition de directive modifiée. Il espère seulement que, cette fois, le Conseil ne laissera plus s'écouler quatre ans avant d'adopter la directive.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Merchiers. — (N) Monsieur le Président, après avoir lu le rapport de M. Bousch et écouté l'introduction détaillée qu'il vient de nous présenter, je puis au nom de mon groupe, vous déclarer que nous

Merchiers

approuvons le contenu de ce rapport ainsi que la proposition de résolution.

A notre avis, l'Europe doit pouvoir faire face à d'éventuelles difficultés en matière de constitution de stocks de pétrole. Nous avons pu nous rendre compte dans le passé à quel point il est difficile de négocier lorsqu'on ne dispose pas de stocks suffisants. C'est pourquoi nous considérons que la proposition à l'examen constitue une bonne mesure. Nous devons pouvoir nous défendre contre des hausses de prix injustifiées. Le fait de porter en un premier temps nos réserves à l'équivalent de 85 jours, puis de 90 jours de consommation peut encore, à première vue, paraître insuffisant, mais nous estimons que nous devons actuellement nous limiter à ces chiffres. Pourquoi ? M. Bousch a dit très clairement qu'il ne suffit pas de vouloir construire des entrepôts permettant de stocker des réserves couvrant plus de 90 jours de consommation car dès à présent, des problèmes très importants se posent sur le plan du financement. M. Springorum l'a souligné très nettement. J'ai par ailleurs appris avec étonnement que la seule constitution de ces stocks coûterait environ 3 milliards d'unités de compte. Il ne faut donc pas trop tenir compte des desiderata de certains et stocker des quantités plus importantes encore, car il en résulterait des incidences financières et, partant, des hausses considérables des produits pétroliers. Le pétrole est devenu une source d'énergie qui trouve une utilisation de plus en plus grande dans l'industrie ; par conséquent, une trop forte augmentation du prix des matières premières pourrait avoir des conséquences très néfastes sur les économies de nos pays.

Quoiqu'il en soit, nous partageons les conceptions de la Commission. Nous félicitons une fois de plus M. Bousch de nous avoir présenté un rapport aussi clair et approuvons la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Wolfram.

M. Wolfram. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, lorsque, tout à l'heure, la lumière s'éteignit au moment où le rapporteur faisait son exposé introductif, ce fut comme si l'on avait voulu nous donner un avant-goût d'une crise de l'énergie et attirer particulièrement notre attention sur l'importance de ce problème. C'était, certes, un pur hasard, mais aussi, à mon sens, une sorte d'avertissement.

La proposition de directive constitue un élément de la mise en œuvre de la première orientation. J'ai cependant l'impression, je m'en excuse et j'espère que l'on me comprendra, que la Commission et le Conseil ne se montrent pas particulièrement soucieux de définir une politique de l'énergie cohérente. Je serais plutôt tenté de croire que pour ces deux institutions, il ne s'impose pas absolument de définir une politi-

que énergétique qui porte sur toutes les formes d'énergie, qui tienne compte des sources d'énergie communautaires et qui soit au moins à la mesure des nécessités de la prochaine décennie. Je regrette que nous en soyons constamment réduits à des mesures partielles, qui nous sont souvent dictées par la situation du moment. La proposition de directive ne procède-t-elle pas, en effet, des difficultés que l'on redoutait voici quelques mois et dont certaines s'étaient déjà manifestées ?

Que l'on m'entende bien : je suis pour la directive. Je souhaite que le volume des stocks obligatoires soit porté progressivement à 90 jours.

Ce qui me gêne, je le dis franchement, c'est que nous prenions une fois de plus des dispositions fragmentaires qui ne concernent qu'une partie du marché de l'énergie et une partie du problème de l'approvisionnement en énergie. Est-ce là la seule conclusion pratique que la Commission tire de l'expérience des dernières années, notamment de l'expérience de Téhéran et de Tripoli ? Où est l'ensemble cohérent d'instruments qui permettrait de faire face à d'éventuelles interruptions de l'approvisionnement en énergie et non pas seulement en pétrole ? Que sera cet ensemble ?

A quels résultats les consultations entre les États membres au sujet des possibilités d'intervention ont-elles abouti et le Conseil est-il enfin disposé à étendre les attributions de la Commission en matière de politique de l'énergie ? Le Conseil et la Commission croient-ils que l'on puisse voir dans une procédure incomplète et tardive d'enquête sur les prix de l'énergie un progrès substantiel dans le sens d'une politique énergétique communautaire des années 80 ?

Monsieur Haferkamp, vous aviez, lors de l'un des derniers débats de politique énergétique, fait une déclaration d'intention au nom de la Commission. Vous aviez souligné la nécessité d'inaugurer, entre la Communauté et les pays en voie de développement, notamment les pays producteurs de pétrole, une politique de coordination et de coopération qui aboutisse à une extension des relations commerciales, à une amélioration de la stabilité de nos rapports avec ces pays, et ainsi, à une amélioration de notre sécurité d'approvisionnement en huiles minérales. Quels sont les résultats provisoires de ces efforts ? J'espère que que l'on n'a pas laissé aux grands groupes pétroliers internationaux le soin de régler les relations entre les pays producteurs de pétrole, d'une part, et la Communauté, d'autre part ? Le grand acheteur de pétrole qu'est la CEE ne se doit-il pas de régler la question, bien entendu en coopération avec les compagnies pétrolières et avec leur accord ?

Je crois que nous sommes tous conscients de l'importance du pétrole pour l'approvisionnement du marché énergétique européen et de nos économies nationales. Nous savons à quel point nous dépendons,

Wolfram

à cet égard, de nos importations ; la directive, qui sera suivie, dans quelques mois, voire dans quelques années, d'autres solutions partielles, ne résout rien à elle seule. Je ne demande pas des décisions définitives pour chaque secteur de l'énergie. Je ne parlerai pas non plus de la fixation de quotas, de quantités ni de programmes quantitatifs. Mais ce dont nous avons besoin, à mon avis, c'est d'une politique européenne de l'énergie qui tienne compte de tous les aspects du problème et de tous les facteurs en cause et qui fasse ses preuves d'ici à 1980 et plus tard. Il ne doit pas s'agir d'un cadre rigide, mais d'orientations qui autorisent une certaine souplesse des interventions en la matière.

Si l'on veut pouvoir faire face à l'interruption éventuelle des fournitures, il s'impose de tenir compte également des possibilités qu'offrent d'autres sources d'énergie, par exemple le charbon et le gaz naturel. La question est importante aussi bien du point de vue de l'approvisionnement que du point de vue de la politique des prix.

Il faut aussi tenir compte, à mon avis, qu'à cet égard, les possibilités des grands groupes sont supérieures à celles des petites et des moyennes entreprises, tant du point de vue des possibilités de stockage que de celui du financement.

Je demande donc une fois de plus, et je continuerai de le faire à l'avenir, que l'on cesse de nous saisir occasionnellement de problèmes fragmentaires sans s'appuyer sur une conception d'ensemble. C'est le contraire qu'il faudrait faire, dans toute la mesure du possible, comme la commission économique l'a demandé il y a quelque mois à un autre sujet. Il faut partir d'une conception générale et cohérente de la politique de l'énergie pour prendre progressivement et sans tergiversations les décisions partielles qu'elle appelle.

M. le Président. — La parole est à M. Oele.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, je suis d'accord, en gros sur ce que vient de dire mon ami politique Wolfram, mais j'en tire, quant à moi, une conclusion quelque peu différente. J'estime, et je parle en mon nom propre, que les données dont nous disposons ne nous permettent pas de voter la proposition de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques. Je m'abstiendrai donc, pour les raisons suivantes. Je me référerai à cet égard à l'intervention de M. Wolfram.

Il ne faut pas se préoccuper uniquement, en cette matière, de la continuité de l'approvisionnement en énergie, mais également de l'intérêt du consommateur, et partant, de la nécessité de maintenir les prix au niveau le plus bas possible, et aussi de la coopération commerciale. Je ne suis pas convaincu que l'accroissement proposé du volume des stocks puisse

assurer un juste équilibre entre ces deux dernières préoccupations et la première. Si je n'en suis pas convaincu, c'est que je n'ai pas eu l'occasion d'examiner cette question sous l'angle de la situation commerciale. Je crains même que la Commission n'ait pas eu non plus cette possibilité, car elle n'était pas représentée politiquement en tant que telle aux négociations essentielles qui ont eu lieu au sujet de cette question avec les pays producteurs de pétrole. Or, il s'agit d'une affaire qui la concerne en premier lieu et dont nous ne pouvons juger qu'à sa suite. J'estime cependant qu'il importe, pour apprécier correctement la situation, que le Parlement puisse se pencher sur les aspects de politique commerciale de l'affaire et se faire une opinion à cet égard. En effet, il s'agit en l'occurrence d'une mesure purement défensive qui ne doit être mise en œuvre que lorsque toutes les possibilités auront été épuisées sur le plan de la politique commerciale.

Je considère, à ce propos, que le Parlement, et en tout cas sa commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ainsi que sa commission des relations économiques extérieures, avait et a toujours le devoir de prendre contact avec les pays producteurs de pétrole et leurs organisations afin d'examiner s'il n'existe pas de possibilités, par le biais de la politique commerciale, d'éviter une politique purement unilatérale dans ce domaine.

Une telle politique unilatérale se pratique, comme je l'ai déjà souligné, au détriment des consommateurs et aussi, comme l'a dit M. Wolfram, au détriment de la concurrence, car la constitution de stocks limités constitue une obligation particulièrement lourde pour les entreprises de moyenne importance, dont le rôle reste considérable sur le plan de la concurrence.

Monsieur le Président, comme vous le savez, ainsi que mes collègues, une délégation du Parlement partira prochainement, pour la deuxième fois pour l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, afin d'y établir des contacts en vue de préparer l'établissement des relations commerciales. Pourquoi le Parlement ne prend-il pas contact, à cette occasion, avec les pays producteurs de pétrole ? Je ne vois pas en quoi cela pourrait nous compromettre. Je pense que nous pourrions très bien discuter ainsi, avec ces pays, de nos intérêts vitaux. Je pense donc que nous ferions bien — je parle bien entendu en mon nom personnel — de nous abstenir pour le moment de nous prononcer. Nous aurons bientôt l'occasion d'examiner dans quelle mesure il s'impose de prendre les dispositions envisagées, lorsqu'il s'agira de discuter avec les pays producteurs de pétrole de la compensation des conséquences qu'implique, quant au prix du pétrole, la crise du dollar. Je crois savoir que ces pourparlers seront entamés très prochainement, en tout cas bien avant 1975. S'il ressort de ces négociations qu'il convient effectivement d'augmenter encore le volume des stocks, j'appuierai la mesure proposée.

Oele

Mais je tiens à être informé exactement de la question, afin de pouvoir en juger en connaissance de cause.

M. le Président. — La parole est à M. Burgbacher.

M. Burgbacher. — (A) Je me limiterai à une brève intervention, et pourtant, la question mériterait de longs développements. Je tiens tout d'abord à dire toute ma satisfaction de ce que la Commission et notre vice-président Haferkamp se soient attaqués à la question comme ils l'ont fait. Pour avoir été président de la commission de l'énergie durant de nombreuses années, je sais à quel point une politique générale cohérente de l'énergie fait cruellement défaut, comme viennent de le dire M. Wolfram et M. Oele. Vous serez peut-être étonnés de m'entendre dire que cela m'a, malgré tout, appris quelque chose. C'est qu'il faut bien reconnaître que ni le Parlement ni votre commission ne se sont révélés capables de proposer à la Commission et au membre de la Commission compétent en matière d'énergie une doctrine précise. Peut-être la méthode consistant à s'attaquer au problème de façon fragmentaire mais concrète est-elle justifiée dès le moment où l'autre méthode s'est révélée stérile. Cela suppose toutefois que les solutions partielles puissent s'inscrire dans une conception d'ensemble. Je présume que c'est ainsi que la Commission elle-même voit les choses.

Je voudrais faire quelques remarques sur le fond du problème. Je suis évidemment favorable au rapport et à la proposition de résolution. J'informerai tout d'abord le Parlement d'une affaire qui est pour lui d'une importance secondaire, mais qui est pour nous, pour la Commission et le Conseil, législateurs de la CEE, d'un intérêt direct. Dans notre pays, en République fédérale d'Allemagne, où des prescriptions en matière de stockage sont en vigueur, certaines compagnies pétrolières ont introduit un recours auprès de la Cour constitutionnelle fédérale pour atteinte illégitime à la propriété privée au sens de l'économie de marché. La Cour constitutionnelle fédérale a rendu son arrêt le 11 mars de cette année, en constatant que les questions de sécurité d'approvisionnement en énergie ont une telle importance du point de vue de l'intérêt général que le législateur a, en la matière, le droit et le devoir de porter atteinte à la propriété privée. Cet arrêt, qui existe noir sur blanc — vous l'aurez sans doute lu — est pour nous tous d'une grande importance, pour peu que nous entendions prendre conscience de nos responsabilités de législateurs. Il ne s'agit certes pas d'abolir, à cette occasion, l'économie de marché et la propriété, mais nous entendons avoir égard à l'intérêt supérieur que constitue la sécurité relative de tous nos citoyens.

Ma deuxième remarque c'est que l'on comprend que les trois milliards d'unités de compte dont mon ami Springorum a parlé puissent impressionner, surtout lorsqu'on est consommateur ; ils m'impressionnent

d'ailleurs moi-même car il s'agit de beaucoup d'argent. Et à ces 3 milliards d'unités de compte correspondent, sur la base de 10 % d'intérêts et d'amortissement, un dixième de 3 milliards par an. Si l'on compare ce dixième de 3 milliards par an avec le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières de la Communauté, ce chiffre apparaît comme très modeste, même s'il faut y ajouter les frais d'exploitation. En tout cas, la sécurité relative doit avoir la priorité sur ces coûts, qui sont insignifiants par rapport au chiffre d'affaires.

Une autre remarque que je voudrais faire concerne les onze pays fournisseurs de pétrole, qui — et sur ce point je suis d'accord avec tous ceux qui en ont parlé — resserrent de plus en plus leurs liens et prennent de plus en plus conscience de leur force. Nombreux sont ceux qui disent qu'à Tripoli et enfin à Téhéran, ils ont abusé de la situation. J'ai déjà dit ailleurs, notamment en commission, que ce n'est absolument pas exact. Ils n'ont fait que demander les majorations de prix qu'appelaient presque automatiquement la réduction du pouvoir d'achat du dollar dans leur pays. Ils ont augmenté les prix en raison de l'inflation plus ou moins grande. Ce n'est pas là abuser de la situation : il s'agit d'un comportement qui est normal en tous lieux pour des capitalistes du secteur privé.

Si je considère, maintenant les négociations avec les onze pays fournisseurs, Monsieur Oele, puisque vous en avez parlé, je voudrais demander à tous ceux qui sont ici présents s'ils estiment qu'une législation sur le stockage améliorera ou aggravera la position des compagnies pétrolières qui nous approvisionnent lorsqu'il s'agira de négocier avec les onze pays fournisseurs. Je répondrai, quant à moi, que la position des compagnies se trouvera améliorée, car on ne pourra pas les menacer de leur infliger du jour au lendemain un blocus catastrophique. Il y aura les 90 jours. Les pays fournisseurs de pétrole, dont, comme on le sait, les budgets dépendent plus ou moins des livraisons de pétrole, pourraient peut-être s'imposer un blocus de chantage d'une semaine ou de quinze jours, mais 90 jours, il ne sera guère tentant. Je crois donc que cette législation sur le stockage se révélera plus que payante dans les négociations des sociétés pétrolières avec les pays fournisseurs de pétrole.

Une dernière remarque : je regrette de ne pas être d'accord, cette fois, avec mon ami Oele et avec ceux qui ont fait entendre le même son de cloche. Excusez-moi de le dire tout net : je ne crois absolument pas que l'intervention des autorités communautaires dans les négociations sur les prix du pétrole entre les pays fournisseurs et les pays acheteurs puisse se révéler plus profitable que des négociations directes entre les pays pétroliers et les sociétés pétrolières. J'en demande pardon à la Commission et au Conseil et à nous-mêmes, mais je ne suis absolument pas partisan de faire intervenir dans les négociations sur les prix,

Burgbacher

à la place d'entreprises directement intéressées, des Communautés politiques. C'est presque une question de conception philosophique ; c'est en tout cas ma conception.

J'estime que somme toute, la décision que nous allons prendre, du moins je l'espère, marquera un progrès. J'appuie bien entendu la demande, formulée par MM. Oele et Wolfram, de définition d'une politique de l'énergie, mais si j'en crois mon expérience, il ne sera pas facile d'y arriver. Il est toujours plus difficile de passer aux actes que de formuler une demande.

Ce que je demanderai à la Commission et au vice-président Haferkamp, c'est que cette mesure ne soit qu'une première initiative concrète, bientôt suivie d'autres.

M. le Président. — La parole est à M. Oele.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, à la suite de l'intervention de M. Burgbacher, que je tiens toujours en haute estime et que je considère comme particulièrement compétent, je voudrais tenter une mise au point au sujet des remarques qu'il a formulées.

Tout d'abord, je voudrais dissiper un malentendu au sujet de ma prétendue opposition à la constitution de stocks. Je reconnais l'importance du stockage comme élément de nature à renforcer notre position dans le cadre de négociations. Seulement, je ne suis pas convaincu qu'il s'impose actuellement de prévoir que les stocks devront correspondre à 90 jours de consommation plutôt qu'à 60 jours, et ce pour les diverses raisons que j'ai déjà citées, notamment parce que la part du pétrole dans la consommation de la Communauté a progressé dans une mesure telle que le maintien d'un stock de 60 jours implique déjà une augmentation considérable des stocks.

Ma seconde remarque concerne le rôle que doivent remplir les sociétés pétrolières dans les négociations avec les pays exportateurs de pétrole. J'estime, moi aussi, qu'elles peuvent très bien jouer un rôle important dans les négociations du moment et pour ce qui est des contrats à court terme. Mais je pense que le cadre de politique commerciale dans lequel ces négociations doivent s'inscrire doit être défini par les instances politiquement responsables, en raison des intérêts considérables qui sont en cause pour les deux parties. Rien de plus normal ; c'est ainsi qu'il en va généralement en matière de politique commerciale et il convient qu'il en aille ainsi, en particulier, pour les négociations entre notre Communauté et les pays producteurs de pétrole.

Je considère qu'à cet égard, les sociétés pétrolières ne sont pas compétentes. J'estime même qu'il est dangereux de leur laisser, sur ce plan, une trop grande liberté d'action. En effet, elles négocient la fourniture du principal des produits des pays intéressés.

Il ne faut pas laisser aux sociétés pétrolières le soin de définir le cadre des négociations. Si leurs préoccupations sont d'ordre trop strictement commercial et si elles envisagent la situation à trop court terme, elles compromettront notre position pour ce qui est de l'Europe. C'est contre ce danger que je voulais vous mettre en garde.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Burgbacher.

M. Burgbacher. — (A) Juste un mot, Monsieur Oele : pour les questions de prix, j'attache plus de valeur à l'attitude commerciale qu'à l'attitude politique.

M. le Président. — La parole est à M. Haferkamp pour faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me bornerai à prendre brièvement position sur les problèmes généraux de la politique énergétique et sur quelques questions générales la concernant. Concrètement, l'on a demandé ici la présentation par la Commission d'une conception générale de la politique énergétique. Cette demande pourrait donner l'impression qu'il n'existe absolument rien à cet égard, et que notre réglementation tendant à porter de 65 à 90 jours les stocks actuels prétend tenir lieu de politique énergétique. Si tel était le cas, je déclarerais sans ambages que c'est tout simplement ridicule. Elle ne peut tenir lieu de politique énergétique.

M. Burgbacher a tout à fait raison, lorsqu'il dit que c'est un pas dans un vaste domaine. Mais il ne faudrait pas faire — je le dis en toute clarté et avec tout le respect et toute la gratitude pour la coopération qui, depuis des années, fut la nôtre dans ce domaine — comme s'il n'y avait pas eu la première orientation de décembre 1968, que ce Parlement a adoptée, comme si nous n'avions pas, rien qu'au printemps de cette année, débattu par quatre fois de questions générales, ou encore comme si nous n'avions pas, dans la série des propositions que nous avons présentées en juillet, évoqué trois domaines différents, qui, sans former une politique énergétique d'ensemble, représentent des progrès dans un cadre général. Cette communication générale au Conseil établit des liens qui montrent clairement que nous ne croyons pas avoir résolu toutes les difficultés de la politique de l'énergie simplement en accroissant de 25 jours le stockage. Si telle devait être l'impression laissée par certaines interventions, je le regretterais beaucoup et, sincèrement, ne pourrais faire montre d'aucune compréhension à cet égard.

Haferkamp

J'ai déclaré à plusieurs reprises devant ce Parlement qu'on ne peut s'attendre à ce que la politique énergétique puisse être mise en œuvre d'un coup. Tout à l'heure, M. Burgbacher a rappelé combien l'on y œuvrait depuis longtemps, comment la commission parlementaire, présidée successivement par lui, par M. Leemans et par M. Springorum et, en fait, tous les membres de ce Parlement avaient essayé, durant de nombreuses années, de faire avancer les choses. En mettant, en 1968, après la fusion des Communautés, pour la première fois ce programme général sur le tapis, nous avons souligné, qu'après avoir rencontré tant de difficultés l'on ne pouvait réellement pas s'attendre à ce que cet ensemble de mesures — cela vaut pour le pétrole, le gaz, le charbon et les domaines atomiques, pour le marché intérieur aussi bien que pour la politique d'approvisionnement et la politique commerciale — se réalisât à brève échéance. J'ai toujours souligné que c'est progressivement que nous devons construire une politique. Maintes fois, par le passé, vous avez collaboré avec nous et nous avez encouragés à poursuivre cette procédure. Je serais reconnaissant que nous puissions continuer. Mais, je vous en prie, ne comptez pas que, d'un coup de baguette magique, nous allons faire instantanément surgir devant vous, comme un lapin d'un chapeau, une politique énergétique toute prête. C'est impossible. Ne nous faisons pas d'illusions à cet égard.

J'ai dit, au cours de l'un des débats du printemps, que nous devons progresser peu à peu, mais de ne pas marquer le pas. Nous voulons nous en tenir à cette politique pragmatique.

Nous avons cependant, au cours des dernières années, arrêté des règlements, par exemple dans le domaine du charbon, qui, s'ils n'ont pas suscité de débats particuliers, ne peuvent cependant pas, dans une revue de la politique énergétique, être tenus pour rien. J'ai exposé aussi, au cours des débats du printemps, comment nous envisagions la suite de l'évolution générale. Nous en avons expressément discuté, et vous avez donné votre accord à une progression de notre politique énergétique en liaison avec les pays producteurs. J'ai dit, à l'époque, que le secteur énergétique n'était pas seul en cause, et que cette collaboration avec ces pays concernait de vastes domaines de notre politique, de nos relations commerciales et de nos relations de coopération. Je m'efforce d'obtenir, et vous m'accordez votre appui à cet effet, que la politique de l'énergie ait sa place dans tous les secteurs de nos relations extérieures. Mais gardons-nous de faire comme si, dans ces relations, il n'existait rien d'autre que la politique pétrolière. Ce serait une grave erreur, et, par ma foi, la balance ne pencherait pas en notre faveur.

Venons-en à l'affaire même. Je remercie très sincèrement la commission de son rapport. Je remercie particulièrement le rapporteur de son excellent exposé des problèmes. Ma gratitude est d'autant plus vive que son rapport nous met en mesure, à peine

six semaines après la consultation du Parlement par le président du Conseil sur les propositions, d'entendre déjà l'Assemblée se prononcer en séance plénière à ce sujet. Certains ont dit ici qu'ils espéraient que les décisions ultérieures du Conseil seraient prises avec la même célérité : au nom de la Commission, je ne puis que m'associer expressément à ce vœu.

Au sujet des propositions de modification, je dirai ceci. Sur la modification proposée pour le paragraphe 3 des considérants, c'est-à-dire l'adjonction du mot *provisoirement* : « considérant... que *provisoirement*, il suffit à cet effet de fixer le montant des stocks prévus dans la directive précitée à 90 jours », je me déclare d'accord, et je suis prêt à la reprendre dans les propositions de la Commission.

En ce qui concerne l'autre adjonction : « Mais qu'en cas de nouvelles modifications des structures, le Conseil des Communautés européennes doit se réserver la possibilité d'augmenter davantage le volume des stocks obligatoires », je dois déclarer qu'à mon avis, premièrement une telle affirmation n'est pas nécessaire, deuxièmement que le texte proposé ne correspond pas tout à fait à la réalité, car le Conseil peut modifier les dispositions juridiques qu'il a arrêtées, même s'il n'y figure pas de réserve explicite. Mais il est vrai qu'en l'espèce, le Conseil agira sur proposition de la Commission, en application de l'article 103. Je ne puis donc pas reprendre cette proposition.

Je ne puis pas non plus donner, au nom de la Commission, mon accord sur la modification proposée à l'article 2, paragraphe 1, qui concerne la répartition des 90 jours en 80 jours plus 10 jours. L'on a fait remarquer que des difficultés pourraient se produire. Selon les données dont nous disposons, elles ne seront toutefois pas importantes au point de nous empêcher d'atteindre, d'ici à la fin de 1974 ou au début de 1975, le volume de stocks que nous avons proposé.

A ce sujet voici deux données : la quantité stockée au cours de cette année, conformément à la directive de 1968, s'élevait, en juillet 1971, à environ 60 millions de tonnes, tandis que la capacité de stockage est, pour la moyenne de 1969 et de 1970, de 135 millions de m³, elle suffira donc aussi à contenir les quantités nécessaires aux stocks commerciaux et à assurer de l'espace libre pour de nouveaux stocks.

Nous pouvons nous procurer, dans le délai que nous avons prévu ici, les capacités supplémentaires indispensables.

En ce qui concerne les cavités souterraines, je tiens à faire remarquer que la Commission — et j'en ai rendu compte également à la commission compétente — a chargé un groupe de géologues d'étudier la question, notamment du point de vue des coûts. Nous ne préconisons pas à tout prix ce mode de stockage. Il ne devrait être utilisé que lorsqu'il est moins coûteux que le stockage classique. Il en est ainsi dans de

Haferkamp

nombreux cas et dans de nombreuses conditions géologiques. A cet égard, la dimension des cavités souterraines joue un rôle décisif : plus celles-ci sont grandes, plus les coûts d'installation et surtout d'exploitation baissent. Dans le cas de très grandes cavités souterraines, les coûts sont nettement moins élevés que pour les entrepôts traditionnels. Les études ne sont pas encore définitivement achevées, mais elles seront poursuivies de façon telle que nous puissions disposer bientôt de résultats. Depuis que nous avons recueilli l'avis des géologues, nous sommes entrés en contact avec les experts des gouvernements pour prendre connaissance des données exactes des expériences effectuées jusqu'ici et les inclure dans nos réflexions.

Les capacités de stockage existantes et celles qui pourront être mises en place dans les trois prochaines années permettent, nous semble-t-il, de réaliser, dans les délais que nous avons proposés, l'accroissement que nous recherchons. Du reste, les modifications structurelles de l'approvisionnement ont déjà commencé à se manifester en 1967 et en 1968. Si la Communauté en tire aujourd'hui des conclusions appropriées, leur achèvement devrait intervenir le plus rapidement possible.

La part du pétrole dans l'approvisionnement énergétique de la Communauté ne fera, nous le savons tous, que croître, de même que la sensibilité de notre économie à l'égard des interruptions d'approvisionnement. On a déjà souligné qu'en choisissant ce délai, nous n'avions pas perdu de vue les relations contractuelles entre les pays producteurs et les sociétés pétrolières. Le rapporteur a déjà donné des indications à cet égard. Je regrette donc de ne pouvoir donner suite à cette proposition.

En revanche j'approuve la proposition concernant l'article 2, paragraphe 2, selon laquelle la Commission doit soumettre au Conseil un rapport sur l'exécution de la directive.

A cet égard, je rappellerai que la proposition concernant les stocks, présentée par la Commission en 1965, faisait une suggestion en ce sens. Nous pouvons donc nous déclarer d'accord sur ce point.

M. le Président. — Je remercie M. le vice-président Haferkamp.

La parole est à M. Bousch.

M. Bousch, rapporteur. — Monsieur le Président, je n'aurai que peu d'observations à présenter, car je constate qu'il se dégage une très large majorité pour approuver les propositions de la Commission et les dispositions qui ont été insérées dans mon rapport après le travail fait par la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

Je remercie mes collègues qui sont intervenus et qui m'ont apporté leur soutien en la matière.

Je retiendrai cependant que certains, en particulier notre ami M. Oele, ainsi d'ailleurs que M. Wolfram, n'ont pas estimé devoir approuver les mesures proposées. Mais même si ces mesures proposées ne constituent pas une politique énergétique commune, il n'en reste pas moins vrai qu'elles constituent un pas en avant dans ce domaine et personne ne peut le nier.

Or, l'expérience déjà longue que j'ai des activités de la commission de l'énergie, avec vous-même, Monsieur Oele, et avec M. le président Burgbacher, comme avec un certain nombre de mes collègues, me fait penser que chaque fois que cela est possible, il ne faut pas manquer l'occasion de faire un pas en avant.

C'est pourquoi j'insisterai auprès du Parlement pour obtenir un vote, unanime si possible, des dispositions de cette directive.

L'insistance de certains collègues sur l'importance du coût du stockage m'a frappé. Moi-même, je l'avais évoquée. Mais je serais plutôt de l'avis du président Burgbacher : au regard des problèmes de sécurité et du chiffre d'affaires réalisé, comme des progrès de la consommation de pétrole dans la Communauté, ce que nous demandons de réaliser en trois ou quatre années représente au fond un effort qui ne correspond pas à l'augmentation annuelle — et de loin — de la consommation dans notre Communauté.

Certes, les inconvénients existent. Je ne le nie pas et d'ailleurs personne ne peut le nier ; nous savons pertinemment qu'ils se répercuteront sur les prix de revient. Mais je crois qu'il faut s'en tenir à ces propositions et les voter.

M. le commissaire Haferkamp a bien voulu accepter certaines dispositions des modifications proposées par la commission, mais n'a pas cru pouvoir en accepter d'autres. En ce qui concerne le troisième considérant : « Considérant que dans ces conditions une augmentation des stocks est indispensable et qu'il suffit à cet effet de fixer le montant des stocks prévu dans la directive précitée à 90 jours », M. le Commissaire accepte qu'on ajoute « provisoirement ».

Par contre, il estime que la deuxième partie de notre proposition d'additif n'est pas nécessaire et n'apporte rien de nouveau. Il est certain, Monsieur le Commissaire, que si on dit « provisoirement », cela sous-entend que l'on se réserve la possibilité de reconsidérer le problème.

Aussi, si le Parlement en était d'accord, ainsi que le président de notre commission qui est parmi nous, je serais prêt, éventuellement, à retirer cette partie de la modification demandée dans notre rapport.

Par contre, Monsieur le Président, sur l'article 2, M. Haferkamp n'a pas pu donner son assentiment au fractionnement de la réalisation de la directive.

Bousch

Je pensais comme lui, au départ, lorsque l'on m'a chargé de la rédaction de ce rapport, mais je me suis rendu compte depuis lors que, dans certains pays, cela créait cependant des problèmes, qui ne sont pas très graves mais qui me font penser qu'il est préférable de fixer une date plus éloignée pour obtenir un résultat plutôt que de fixer une date qui pourrait ne pas être respectée. En la matière, j'ai comme la plupart d'entre nous, l'expérience de l'application de la taxe à la valeur ajoutée dans la Communauté. Nous nous souvenons des décisions draconiennes et impératives que nous avons prises et nous savons bien qu'elles n'ont été respectées qu'avec beaucoup de retard. Aussi, personnellement, je ne pense pas qu'il soit très grave de reporter d'une année l'application complète des dispositions qui sont proposées, et je demanderai à notre Assemblée de ne pas revenir sur ce qui a été fait à la commission de l'énergie.

Je salue particulièrement l'approbation de M. Haferkamp de la deuxième partie de l'additif que nous avons proposé à l'article 2, concernant la présentation du rapport annuel sur la réalisation des dispositions relatives à l'exécution de la présente directive. Nous nous en félicitons, Monsieur le Commissaire ; nous pensons que ce rapport viendra et que, surtout, la disposition sera retenue et que vous obtiendrez du Conseil de ministres que cette disposition soit retenue dans la directive.

Voilà, mes chers collègues, les quelques observations que je me permets de faire, étant entendu que je suis d'accord pour retirer la deuxième partie de l'additif au troisième considérant. Pour le reste, je demande à ce Parlement de bien vouloir adopter le texte présenté avec les modifications proposées par votre commission de l'énergie.

M. le Président. — La parole est à M. Springorum.

M. Springorum. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je suis reconnaissant à M. Haferkamp d'avoir accepté au moins une modification. Par ailleurs, il est évidemment pour nous, Parlement, toujours déprimant que la Commission soit si peu disposée à accepter nos propositions. Je tiens à le dire clairement encore une fois dans cet hémicycle.

Au troisième considérant, nous avons ajouté un membre de phrase qui fait état de la modification des structures, et cela après avoir obtenu en commission l'accord de l'exécutif. J'estime inadmissible qu'une de nos propositions, que la Commission a par deux fois approuvée, soit ensuite rejetée en séance plénière. C'est un style qui devrait peu à peu disparaître dans notre Parlement.

Le rapporteur s'est félicité de la manière dont a été complété l'article 2. J'aimerais dire que nous avons repris dans ce cas une proposition de la Commission de 1965. L'accord de la Commission n'a pas été dif-

ficile à obtenir. Le Conseil avait rejeté cette proposition, de sorte que je ne voudrais pas qu'il en soit rendu grâce à la Commission.

En ce qui concerne la modification des délais, je tiens à attirer l'attention de M. Haferkamp sur le fait que, dans les chiffres qu'il a mentionnés, il n'a pas été tenu compte de la superficie flexible qui est nécessaire pour assurer le stockage des huiles minérales.

L'industrie pétrolière prévoit entre les différentes saisons, des stocks de 20 à 25 jours, pour avoir des réserves qui seront livrées ultérieurement, etc., alors que les stocks qui sont prévus ici doivent être maintenus pour les cas d'urgence, et ne peuvent donc pas être mis à la disposition des compagnies pétrolières. A mon avis, il faut faire ici une nette distinction entre les différentes sortes de stockages. C'est pourquoi les 25 jours supplémentaires s'ajoutent entièrement à la charge de l'industrie pétrolière. Encore que je me félicite vivement que la Commission ait réellement présenté cette proposition, il ne faudrait pas considérer la situation à la légère.

Je demande au Parlement d'approuver la proposition de la commission et du rapporteur. Si le rapporteur demande que l'on supprime cette phrase, je puis également accéder à cette demande, bien que je ne l'estime pas nécessaire et que l'exécutif ait approuvé cette proposition en commission.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

17. *Modification du chapitre VI du traité d'Euratom*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bos, fait au nom de la commission économique sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur une modification du chapitre VI du traité d'Euratom. (doc. 166/71).

La parole est à M. Bos, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Bos, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, en ma qualité de rapporteur de la commission économique, je tiens tout d'abord à signaler, à propos de la proposition portant modification du chapitre VI du traité d'Euratom, que la proposition de résolution relative à la proposition de la Commission des Com-

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 5.

Bos

munautés européennes a été adoptée, à l'unanimité moins 4 abstentions, le 11 octobre de cette année. Cette attitude de la commission économique est compréhensible parce que l'on estimait généralement qu'il était urgent de modifier le chapitre VI de façon à le mettre en concordance avec la pratique. Il n'empêche que quelques observations, parfois même critiques, peuvent être émises sur ce problème.

Nous savons de quoi il s'agit. En 1957, nous estimions qu'il était nécessaire de grouper les besoins en matières fissiles des États membres afin de pouvoir présenter un front uni à l'offre, notamment des États-Unis d'Amérique, qui occupent pour ainsi dire une position de monopole dans le monde occidental. Lors de la mise en vigueur du traité, en 1957, on croyait en effet que l'énergie nucléaire allait se développer rapidement et entraîner une pénurie de matières fissiles. Ces prévisions ne se sont pas réalisées, l'énergie nucléaire ne s'est pas développée rapidement et la pénurie de matières fissiles que l'on prévoyait n'est donc pas intervenue. On en revint donc à la loi de l'offre et de la demande et on ressentit la stricte concentration de la demande comme un carcan. Aussi les États membres commencèrent-ils à s'approvisionner en dehors de l'Agence.

C'est en partie pour ces raisons que la Commission d'Euratom a déposé en 1965 des propositions en vue de modifier le chapitre VI. Cette modification résultait en fait des dispositions de l'article 76 deuxième alinéa du traité de la CEEA. Celui-ci stipule en effet : « A l'issue d'une période de 7 ans à compter de l'entrée en vigueur du traité, le Conseil peut confirmer l'ensemble de ces dispositions (donc celles du chapitre VI). A défaut de confirmation, de nouvelles dispositions relatives à l'objet du présent chapitre sont arrêtées. »

Monsieur le Président, la Commission d'Euratom n'était donc pas en retard en 1965. A l'époque, le Parlement a examiné le rapport élaboré par M. Lee-mans sur ces problèmes. Quel en fut le résultat ? Rien ne se passa. Toujours est-il que le Conseil ne fit rien. Il n'accepta pas les propositions de la Commission d'Euratom, pas plus qu'il ne tira de conclusions du débat et des propositions de modification présentées par le Parlement. La situation était donc la suivante : d'une part, la Commission d'Euratom et le Parlement étaient convaincus de la nécessité de modifier le chapitre VI et, d'autre part, le Conseil ne faisait strictement rien dans ce domaine. De ce fait, la confusion régnait ; il y avait une incertitude juridique, car on ignorait si les dispositions du chapitre VI étaient confirmées ou non. Incertitude d'autant plus grande que rien n'avait été fait de part et d'autre pour respecter les dispositions du chapitre VI.

A présent, la Commission présente de nouvelles propositions de modification. Il est dès lors normal que l'on se pose deux questions. En premier lieu, pourquoi a-t-il fallu attendre 6 ans avant la présentation

de nouvelles propositions, pourquoi l'incertitude juridique a-t-elle duré 6 ans ? En second lieu, pourquoi avoir attendu le mois de mars de cette année pour introduire un recours contre l'un des auteurs, à savoir la France, pour violation des dispositions du chapitre VI ? La commission économique comme la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, trouvent leur tâche compliquée du fait qu'elles sont confrontées à un problème de détail et qu'elles doivent examiner ce problème avant que la politique dont il relève soit globalement définie. J'admets, après avoir entendu les déclarations de M. Haferkamp sur le rapport de M. Bousch, qu'il est difficile de s'étendre à ce sujet. M. Haferkamp a naturellement raison de dire que cette politique doit être mise en œuvre par étapes, qu'il faut l'élaborer progressivement et se limiter à en examiner chaque fois des aspects déterminés. Je crois toutefois qu'après avoir atteint un certain stade, il faut que tous ces aspects soient définis globalement. En effet, qu'on le veuille ou non, il n'est possible de porter un jugement valable sur la position de l'Agence d'approvisionnement que dans le cadre d'une politique énergétique commune. En ce qui concerne les objectifs de cette politique, nous en sommes encore dans l'obscurité la plus complète. Si, malgré tout, nous adoptons la présente proposition de la Commission, ce sera, en premier lieu, parce que nous estimons qu'il est nécessaire de mettre fin à l'incertitude juridique qui subsiste dans ce domaine et aussi parce que nous espérons — je dirai même que c'est un ferme espoir — qu'on ne tardera pas à définir la conception globale d'une politique énergétique commune. Je souhaite que, dans sa réponse, M. Haferkamp ne balaiera pas cet espoir en quelques mots, mais au contraire qu'il nous donnera des garanties à ce sujet.

Les deux commissions parlementaires estiment que le principe du monopole d'achat de l'Agence doit être maintenu. Nous devons admettre que ce principe est maintenu dans la proposition de l'exécutif, même si le monopole de l'Agence est temporairement suspendu dans le nouveau chapitre. C'est en effet ce qui se produit lorsqu'on stipule — même si c'est en d'autres termes — que les producteurs ont le droit, lorsque les conditions régissant le marché le permettent, de conclure eux-mêmes des contrats. Ils peuvent le faire en dehors de l'Agence d'approvisionnement et en pratique, ils le font depuis des années déjà.

Toutefois, la commission économique craint, elle aussi, qu'en dépit de l'adaptation qui va être opérée, le rôle de l'Agence ne perde encore de son importance.

La situation actuelle, comparée à ce qu'elle était en 1957, s'est dégradée jusqu'à un certain point. Cette dégradation était inévitable en raison des pratiques qui se sont instaurées ; ne cherchons donc plus à modifier la position de l'Agence et veillons à ce que les règlements d'exécution nécessaires soient arrêtés

Bos

sans tarder. Il sera dès lors possible d'intervenir directement et avec l'énergie voulue dans les moments critiques. C'est indispensable car la situation peut se modifier rapidement. On peut très vite passer d'une période de pénurie à une période d'excédents.

La spéculation est toujours possible. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut conserver la possibilité d'un groupement rapide des demandes.

Il est dès lors hautement souhaitable que l'Agence continue d'exercer le droit d'option.

Mais ce n'est pas la seule raison qui justifie l'urgence de règlements d'exécution. En effet, les nouvelles dispositions du chapitre VI laissent toujours subsister une certaine incertitude et plusieurs questions demeurent ouvertes. Prenons par exemple le principe de l'« égal accès », auquel la Commission a substitué, dans sa proposition actuelle, comme d'ailleurs dans ses propositions de 1964-1965, le principe de la « non-discrimination ».

Nous sommes passés du système de distribution ou du rationnement à un système qui, à vrai dire, est plus honnête du point de vue économique.

Car c'est ainsi que je peux qualifier le système de non-discrimination. Mais on ne sait pas encore comment la Commission européenne envisage d'appliquer ce principe de non-discrimination en pratique.

De surcroît, la Commission européenne introduit subitement une combinaison des deux principes au paragraphe 2 de l'article 58.

On prétend appliquer le système de non-discrimination, mais le paragraphe 2 de l'article 58 prévoit qu'en période de pénurie, l'Agence répartit les fournitures au prorata des commandes — c'est le principe de l'égal accès — et en fonction des besoins des utilisateurs. Il s'agit donc d'une combinaison des deux systèmes.

Prétendre tout d'abord en toutes lettres appliquer le système de non-discrimination, puis combiner les deux systèmes, ce n'est évidemment pas faire preuve de clarté.

A vrai dire, nous n'avons pas compris pourquoi la Commission européenne n'a pas fait précéder sa nouvelle proposition d'un exposé des motifs. Elle estime que l'exposé des motifs qui accompagnait les propositions de 1964-1965 est toujours valable. Mais la proposition modifiée que nous avons actuellement sous les yeux — M. Haferkamp l'admettra — n'est pas la même que celle de 1964-1965. Rien n'y est dit du débat qui a eu lieu en 1965 sur les modifications proposées par le Parlement européen.

La situation du marché est-elle en 1971 identique à celle de 1965 ? La Commission européenne juge-t-elle l'avenir en 1971 exactement de la même manière qu'en 1965 ?

Nous sommes conscients du fait que la proposition de modification du chapitre VI, telle qu'elle nous est présentée, constitue un compromis. Elle donne même parfois l'impression d'être devenue un compromis inquiétant.

C'est en partie la raison pour laquelle la Commission économique a examiné avec une très grande prudence les propositions de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, qui contiennent un certain nombre d'amendements. Il s'agissait d'amendements sympathiques, nous devons le reconnaître. L'un d'eux visait par exemple à résumer brièvement à l'article 52 les objectifs de la politique d'approvisionnement.

Un autre amendement visait à substituer la règle de l'unanimité, prévue à l'article 55, par celle de la majorité qualifiée.

Cette unanimité a d'ailleurs totalement disparu du texte néerlandais. Pourquoi ? Peut-être parce que nous, Néerlandais, nous n'aimons pas tellement l'unanimité. Cette unanimité figure par contre dans les textes rédigés dans les autres langues et je dois donc en tenir compte.

Il était donc fort sympathique de la part de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques de se demander s'il n'était pas préférable de remplacer l'unanimité par la majorité qualifiée. Mais nous avons estimé ne pas pouvoir la suivre dans cette voie. Par contre, nous nous sommes ralliés à son avis en ce qui concerne la modification proposée à l'article 63. Nous y accordons une plus large place au Parlement européen et demandons en outre à la Commission de faire rapport tous les cinq ans sur l'expérience acquise en matière d'application du chapitre VI, en tenant compte des objectifs généraux de la politique énergétique.

Monsieur le Président, je conclus : nous espérons que la Commission européenne et le Conseil trouveront cette proposition amendée acceptable. Nous espérons qu'il sera enfin possible de l'appliquer sans délai en pratique et que les règlements d'exécution nécessaires pourront également être arrêtés très rapidement.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

M. le Président. — La parole est à M. Noè, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Noè. — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, après l'exposé très détaillé de notre collègue Bos, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup à ajouter pour annoncer le vote favorable du groupe démocrate-chrétien. Il s'agit d'une mesure visant

Noë

à adapter les fonctions de l'Agence, créée en 1957 par le traité instituant l'Euratom, aux mutations intervenues entre-temps. Nous nous trouvons souvent dans cette situation et nous y trouverons encore plus souvent à l'avenir. En effet, les conditions changent et il convient de faire preuve d'une certaine bonne volonté à modifier les mécanismes. Ces nouvelles dispositions auraient pu, comme l'a déclaré le rapporteur, être proposées auparavant.

Je me limiterai à faire deux recommandations à M. Haferkamp. Notre collègue Bos a déjà rappelé très en détail qu'il était nécessaire d'arrêter dès que possible et d'étudier de manière adéquate le règlement d'application sinon l'Agence ne pourra plus jouer de manière satisfaisante un de ses rôles, à savoir celui de faire face à d'éventuelles situations de crise, comme la rareté des matières fissiles qui pourrait se produire à l'avenir. L'article 58, paragraphe 2, qui fait allusion aux critères que la Commission devra adopter pour la répartition des matières fissiles disponibles, en cas de pénurie de ces matières, devra donc être précisé.

Je partage également l'avis de notre collègue Bos qui affirme que cet article n'est pas très clair, en ce qu'il se réfère tout d'abord aux commandes déjà passées et ensuite aux besoins. Il convient d'être plus clair à ce propos.

Et voici la dernière remarque que je considère également comme très importante. Je m'associe à la demande qui a été faite au cours de la précédente discussion assez analogue, à différents égards, à celle que nous menons actuellement. Elles représentent l'une et l'autre des éléments valables pour constituer une politique énergétique. J'adresse un appel à M. Haferkamp, afin que ces discussions puissent porter sur un ensemble plus complet. Je suis d'accord avec la réponse qu'il vient de faire : il y a un vœu dont il faut tenir compte, mais il y a aussi un travail en cours qui exige naturellement un peu de temps.

Pour ce qui est de ma demande, je serai encore plus bref que mes collègues. Je ne répéterai pas ici que nous aurions été plus heureux que cette discussion se déroule dans un contexte plus vaste, c'est-à-dire dans celui de la politique de l'énergie, je dirai que l'objectif de la politique d'approvisionnement en combustibles doit être clair, de façon à accomplir des progrès considérables en matière d'enrichissement de l'uranium ou de construction de filières utilisant l'uranium non enrichi, ce qui résoudrait de manière plus complète et à moindre souci ce problème général.

Nous avons parlé de ce problème à diverses reprises dans cet hémicycle ; et on nous a promis que l'on comparerait les possibilités d'enrichissement par diffusion gazeuse avec celles par ultracentrifugation mais, jusqu'ici tout au moins, nous n'avons pas eu

d'écho des démarches concrètes accomplies en ce sens. Je sais que d'importantes discussions sont actuellement en cours à Washington en ce qui concerne le *know how* du système par diffusion gazeuse détenu par les États-Unis et que ce pays entend céder aux autres États. Je voudrais prier M. Haferkamp de nous tenir, par la suite, au courant de ces négociations et de nous faire un exposé général sur l'enrichissement de l'uranium. Étant donné que de longues années seront nécessaires pour appliquer ce procédé, il conviendra de choisir la voie la plus brève.

Enfin, je pense que cette libéralisation partielle, que la présente modification du chapitre VI implique, doit être approuvée telle quelle par le Conseil de ministres, sans que l'on soit tenté de s'orienter vers les libéralisations encore plus importantes — comme celles que, me semble-t-il, certains pays envisageraient de suggérer — parce que cela désagrégerait ce travail global de mise au point de la politique énergétique et nous amènerait à reculer et à perdre en crédibilité.

C'est pourquoi, je suis favorable à ce que le texte soit adopté par le Conseil de ministres dans la rédaction qui nous a été proposée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Flämig, au nom du groupe socialiste.

M. Flämig. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, bien qu'il soit généralement favorable à la proposition de la Commission au Conseil, le remarquable rapport que vient de nous présenter notre collègue, M. Bos, au nom de la commission économique, renferme également certaines critiques. Permettez-moi, au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, saisie pour avis, d'y ajouter quelques remarques et de constater, en particulier, que cette commission, elle aussi, regrette que l'exécutif n'ait pas assorti sa proposition d'un exposé des motifs. Elle regrette surtout l'absence dans ce document de cette véritable conception en matière de politique énergétique dont il a déjà souvent été question aujourd'hui. En effet, dès 1965, le Parlement européen avait demandé, par la voix de notre regretté collègue Leemans, que soient définis des objectifs de politique énergétique ; or, jusqu'à présent, ceux-ci sont restés à l'état de faibles ébauches. Nous regrettons l'allusion quelque peu brève faite, à l'article 52 de la proposition, au principe de non-discrimination. Cette référence ne peut tenir lieu de déclaration sur les objectifs généraux de la politique d'approvisionnement, compte tenu de l'importance indiscutablement croissante que revêt l'énergie nucléaire pour l'approvisionnement de l'Europe. Telles sont, Monsieur le Président, les remarques que j'avais à faire sur le fond.

Flämig

A ce propos, vous trouverez d'ailleurs, au paragraphe 12 de l'avis de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, dont le texte figure dans le document de séance n° 166/71, un commentaire plus détaillé. Nous aurions souhaité donner à la Commission, à l'article 59, de plus amples possibilités de prendre des mesures d'urgence en cas de danger imminent pour la sécurité de l'approvisionnement en matières fissiles. Mais le porte-parole de la Commission a estimé que l'article 56 proposé offrait une marge de manœuvre suffisante. Eh bien soit, il ne faut donner à personne plus qu'il ne demande.

Mais il y avait un autre point où nous voulions aller plus loin que la Commission. Nous avions proposé, comme vient de le faire remarquer le rapporteur, de faire statuer le Conseil à la majorité qualifiée sur toutes les mesures pour lesquelles la Commission prévoyait l'unanimité. Cette proposition n'a pas trouvé l'appui nécessaire auprès de la commission compétente au fond. Non pas — je tiens à le souligner — parce que cette commission est partisan enthousiaste du système actuel des décisions à l'unanimité, mais parce qu'elle est d'avis que ce principe important ne doit pas être concrétisé dans une modification matériellement limitée du traité. J'espère toutefois que ce point restera à l'ordre du jour, ou plutôt, qu'il demeurera sur la liste des revendications du Parlement.

De toutes les propositions faites par la commission saisie pour avis, seule a subsisté la modification à l'article 63. Dans la proposition de la Commission, il n'est question que de la consultation du Parlement, mais non de son droit de faire des propositions. Nous sommes heureux de constater que, dans la nouvelle formulation de cet article, la commission compétente au fond a consigné le droit du Parlement européen de faire des propositions. Nous nous félicitons également de ce qu'elle ait donné suite à notre suggestion de préciser, à l'article 63, que tous les cinq ans au moins, à compter de l'entrée en vigueur du chapitre VI modifié, la question de savoir dans quelle mesure ses dispositions ont donné satisfaction fera l'objet d'un examen. Notre commission a demandé que cet examen soit fait à la lumière des objectifs généraux de la politique en matière d'énergie nucléaire. Chaque fois, l'exécutif, sans y être invité, fera rapport au Conseil et au Parlement européen sur l'expérience acquise.

Quelques remarques encore, Monsieur le Président, en ce qui concerne la position du groupe socialiste. Ce groupe constate que l'Agence d'approvisionnement n'a pas atteint le but pour lequel elle avait été créée. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de pénurie sur le marché de l'uranium. Au lieu de respecter la lettre du traité et de se procurer leurs matières fissiles par l'intermédiaire de l'Agence d'approvisionnement, les différents États membres, et sans doute même certaines firmes, ont conclu des accords directs avec les

fournisseurs. Il y a même eu des cas d'infraction flagrante aux dispositions du chapitre VI du traité instituant l'EURATOM.

D'aucuns viennent de faire part de leur étonnement de ce que la Commission ait attendu jusqu'en mars 1971 pour porter plainte contre cette violation manifeste du traité ; notre groupe ne peut que se rallier pleinement à ces critiques. Bien sûr, notre débat ne saurait avoir pour objet d'anticiper le jugement de la Cour de justice européenne, mais nous pouvons dire que nous sommes favorables au maintien de l'Agence d'approvisionnement et à l'adoption rapide des règlements d'application nécessaires.

En effet, personne ne peut dire aujourd'hui si la situation du marché des matières fissiles ne changera pas un jour. C'est précisément au cours des deux dernières années que le nombre des commandes de réacteurs à eau légère a fortement augmenté. Lors de la 14^e conférence atomique de Genève, il a été affirmé que la fission nucléaire devra apporter, au cours des années à venir, une contribution essentielle à la sécurité de l'approvisionnement en énergie. Aujourd'hui, les besoins mondiaux d'énergie sont couverts à concurrence de 30 % à peine par le charbon, et à concurrence de près de 60 % par le pétrole, qui provient en majeure partie de pays étrangers à la Communauté. Inutile de souligner dès lors, Monsieur le Président, combien cette couverture des besoins d'énergie est précaire. Au point précédent de l'ordre du jour, le Parlement européen a dû se pencher sur la question du stockage des réserves stratégiques d'hydrocarbures dans la Communauté. Cela met le problème dans une lumière particulière.

La situation changera évidemment à mesure qu'augmentera le nombre des centrales nucléaires raccordées aux réseaux d'approvisionnement des entreprises productrices d'électricité. Notre Parlement sera appelé sous peu à examiner la question de la construction de centrales nucléaires.

Le jour où le marché des matières fissiles connaîtra une situation de pénurie, l'Agence d'approvisionnement doit avoir la possibilité de prendre immédiatement les initiatives nécessaires. C'est le meilleur moyen d'opposer au nombre fort restreint de fournisseurs — en particulier d'uranium enrichi — le pouvoir d'achat de l'ensemble des principaux consommateurs, ou d'empêcher qu'un jour les matières enrichies — l'uranium ou le plutonium — ne fassent l'objet de spéculations.

La politique énergétique commune, qui fait l'objet de tant de débats aujourd'hui, devrait assigner ce rôle à l'Agence d'approvisionnement. Quand le moment sera-t-il venu de le faire ? Nous ne le savons, mais une chose est certaine : quand sonnera l'heure, l'Agence d'approvisionnement devra être prête à assumer cette tâche. C'est pourquoi elle doit être mise en

Flämig

mesure de se faire en permanence une idée globale de la situation sur le marché des combustibles.

Nous ne sommes pas d'avis, pour le dire clairement, que l'Agence d'approvisionnement doive être exclusivement un organe d'information. Nous espérons qu'un rôle important lui sera réservé dans le cadre de la politique énergétique en Europe. Mais nous souhaitons que les informations qui seront communiquées à l'Agence d'approvisionnement soient accessibles également au Parlement européen.

Permettez-moi de dire pour conclure, Monsieur le Président, que notre groupe politique approuve les modifications du chapitre VI, telles qu'elles ont été proposées par la Commission, mais aussi telles qu'elles ont été remaniées par la commission économique et la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques. Nous espérons qu'il sera possible ainsi d'adapter le chapitre VI à l'usage ou, autrement dit, de concilier à nouveau la théorie et la pratique.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Haferkamp pour faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, je tiens à dire, au nom de la Commission, que nous sommes extrêmement reconnaissants des rapports qui ont été élaborés et de la discussion qui s'est engagée sur la question. Il s'agit en effet d'un sujet très important, non seulement du point de vue de la politique de l'énergie, mais également du point de vue des procédures à l'intérieur des institutions communautaires.

Comme vous le savez, les premières propositions ont été faites en 1964 par la Commission d'Euratom. Nous déplorons avec vous que jusqu'à présent le Conseil n'ait encore abouti à aucune conclusion.

La Commission s'est vu adresser, notamment par le rapporteur, la question de savoir pourquoi les propositions, dont nous discutons aujourd'hui, ont été faites si tard. Permettez-moi tout d'abord de rappeler que, conformément aux dispositions du traité, la Commission d'Euratom a présenté ses propositions de modification suffisamment tôt pour qu'une procédure normale et appropriée eût pu éviter toute lacune et toute insécurité juridiques.

Si les propositions ont été faites en temps utile, elles n'ont pas pour autant été adoptées en temps utile. Les discussions ont commencé pendant une période qui est restée, dans l'histoire de la Communauté, celle de la politique de la chaise vide. Cette période a duré, au niveau des experts chargés d'étu-

dier ces questions, jusqu'en 1966. La Commission qui assumait ensuite, en tant qu'exécutif unique des trois Communautés, les tâches de la Commission d'Euratom, invita une fois de plus le Conseil, en 1968, à propos de l'adoption de la première orientation, à accélérer les délibérations engagées des années auparavant.

Nous avons pris cette initiative précisément pour souligner l'importance de ce chapitre dans le contexte de la politique énergétique commune et nous avons pris prétexte de la première décision de politique énergétique adoptée par la Commission responsable des trois Communautés pour inviter le Conseil à faire avancer ses travaux. Jusque-là d'ailleurs, le Conseil ne s'était pas préoccupé de cette question au niveau des ministres.

C'est lui-même, au fond, qui aurait dû accélérer les délibérations préparatoires à l'échelon des experts.

A la suite de l'initiative prise par la Commission en décembre 1968, les travaux ont été relancés. La Commission entrevoyait la possibilité, par certaines formulations nouvelles ou certains regroupements fondés sur les mêmes principes que les propositions précédentes, de faire reprendre les pourparlers avec quelques chances de succès.

Je viens de dire que nous avons procédé à certains regroupements et à certaines nouvelles formulations, mais que nous avons respecté les principes de base fixés en 1964. Je tiens à le souligner, car c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas assorti les propositions, dont nous discutons aujourd'hui, de nouvelles considérations ou d'un nouvel exposé des motifs.

Si nous étions revenus sur les principes de base des propositions de 1964, on aurait pu, en liaison avec les recours motivés par les infractions au traité, interpréter notre attitude en ce sens qu'à notre tour nous étions d'avis — ce qui n'est pas le cas — qu'après l'expiration du premier délai prévu au chapitre VI, celui-ci n'avait plus de validité juridique ; on aurait pu voir dans cette attitude un abandon des propositions de 1964.

C'est parce que nous voulions éviter toute interprétation erronée que nous avons renoncé à développer de nouvelles considérations.

On a demandé en outre pourquoi la Commission n'a introduit un recours auprès de la Cour de justice qu'au printemps 1971. Permettez-moi de préciser que, jusqu'en 1968, il n'y a eu des infractions au traité qu'à propos des rapports de prospection qui devaient être présentés tous les ans à la Commission. Ce n'est qu'en 1968 que sont apparues les premières violations du traité consistant dans la conclusion d'accords de livraison sans l'intervention de l'Agence d'approvisionnement. La Commission a réagi immédiatement selon la procédure usuelle. Elle

Haferkamp

a adressé à l'État membre intéressé une lettre à laquelle cet État a répondu. La lettre était datée d'octobre 1968, la réponse de novembre 1968 ; elle se fondait essentiellement sur la conception juridique de la non-validité du chapitre VI.

La Commission s'est alors réservé explicitement, dans une lettre d'avril 1969, tous les droits découlant du chapitre VI. Il y a eu ensuite une série de négociations et de pourparlers en vue d'aboutir à un accord notamment sur l'interprétation des concepts juridiques. Ces efforts de conciliation sont restés sans résultat. Il s'y est ajouté une nouvelle violation du traité, de sorte que finalement la Commission a introduit un recours auprès de la Cour de justice au printemps de 1971.

Pendant la période qui s'est écoulée entre la fin de l'année 1968 et le printemps 1971, les démarches juridiques nécessaires ont donc été entreprises, et, en plus, des efforts ont été faits pour aboutir à un accord sur la base des conceptions juridiques de la Commission. C'est lorsque tous ces efforts, que la Commission croyait de son devoir de tenter, sont restés sans résultat, que la procédure devant la Cour de justice a été engagée.

J'aimerais encore prendre position sur certains problèmes soulevés par le texte. Le rapporteur s'est référé à l'article 58, et plus précisément au second paragraphe de cet article. Il a exprimé l'avis que la réglementation prévue au premier alinéa de ce paragraphe 2 n'est pas conforme au principe de non-discrimination.

Cet alinéa est ainsi conçu : « L'Agence a l'obligation de satisfaire à toutes commandes, sauf obstacles juridiques ou matériels s'opposant à leur exécution. Si satisfaction complète, ou à conditions égales, ne peut être donnée à toutes les commandes, l'Agence répartit les fournitures au prorata des commandes et en fonction des besoins des utilisateurs de la Communauté. »

Il a fallu prévoir cette disposition parce qu'en cas de pénurie d'une matière donnée, il n'est pas possible de procéder à une répartition schématique. S'il s'avère, par exemple que le total des demandes ne peut être satisfait qu'à concurrence de 80 %, il n'est pas possible de dire que chaque demande présentée sera satisfaite à 80 %. Car un réacteur ne peut pas être chargé à 80 %. Nous devons alors procéder de façon à donner suite entièrement à certaines demandes, quitte à ne pas satisfaire à d'autres ou à ne les exécuter qu'ultérieurement, selon un *timing* déterminé et une procédure à convenir entre tous les intéressés. On ne saurait prétendre que ce que nous avons proposé doit, en cas de pénurie, aboutir à l'abandon du principe de non-discrimination. Il s'agit simplement d'une tentative d'offrir, dans une telle situation, une possibilité d'action raisonnable à l'Agence.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots à propos des modifications qui ont été suggérées. On a proposé d'insérer, à l'article 63, paragraphe 1, une clause conférant un droit d'initiative au Parlement européen. Je suis pleinement conscient de l'importance du problème. La Commission a toujours déclaré très nettement, chaque fois qu'il était question des droits du Parlement, qu'elle était disposée à tout faire pour aider celui-ci à se doter des pouvoirs qui lui reviennent.

Cela dit, il faut comprendre que tout en souscrivant pleinement au principe que je viens d'exposer, je me demande, à propos d'une question fondamentale de cette importance, s'il convient, techniquement, d'inscrire un tel droit dans un seul point d'un seul traité et, qui plus est, dans un chapitre qui fait actuellement l'objet d'une procédure aussi longue et aussi controversée. Je pose la question parce qu'il me semble plus indiqué de rechercher à ce problème une solution sur le plan général. Une telle solution me semble plus en rapport avec l'importance des droits qui sont en jeu. Nous venons d'entendre le récit des mésaventures, si je puis m'exprimer ainsi, de la proposition tendant à la modification du chapitre VI. Vous connaissez les controverses dont elle fait l'objet depuis 1964. Cela étant, je serais reconnaissant de connaître votre avis sur la question.

Je passe à l'alinéa suivant de la proposition de modification à l'article 63. On y lit ceci : « Au moins tous les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du chapitre VI modifié, la question de savoir si et, le cas échéant, dans quelle mesure ses dispositions ont donné satisfaction, fera l'objet d'un examen, compte tenu des objectifs généraux de la politique de l'énergie nucléaire. » A ce propos, je dirai que, vu les difficultés d'interprétation juridique qu'a provoquées la clause correspondante dans le texte actuel du traité de l'Euratom, je me vois obligé de vous mettre en garde contre l'introduction dans nos propositions d'une nouvelle insécurité juridique à intervalles, cette fois, de cinq ans. En revanche, je tiens à souligner que nous sommes évidemment disposés à présenter au Conseil et au Parlement un rapport détaillé sur l'expérience acquise. Je vous serais toutefois très reconnaissant si, faisant vôtre mon scepticisme, vous vouliez réfléchir une fois encore aux répercussions qu'a eues la clause de sept ans figurant dans le texte actuellement en vigueur. En imposant ce tour d'horizon tous les cinq ans, ne risquons-nous pas de nous engager dans une voie hasardeuse ? Dès lors que sept ans se sont écoulés depuis la présentation de la première proposition, que nous avons tenté, par une série de formulations techniques nouvelles, qui ne portent pas atteinte aux principes, de concilier les différents points de vue en présence et, enfin, que notre position a été appuyée, à chaque reprise, par cette haute Assemblée, j'espère, avec vous, que le Conseil prendra rapidement une décision en la matière.

Haferkamp

Permettez-moi une remarque encore sur une question posée par M. Noë. Il a demandé quels étaient les résultats des études faites en ce qui concerne les méthodes d'enrichissement. Les travaux en commission — celle-ci se compose de représentants de l'exécutif et de représentants des États membres —, ne sont pas encore suffisamment avancés pour que je puisse vous communiquer des résultats valables. Vous savez que les données techniques et économiques entrant dans l'évaluation des coûts de fonctionnement de procédés qui ne sont pas encore utilisés industriellement sont tellement compliquées et hypothétiques qu'il est extrêmement délicat de se hasarder à des calculs et à des comparaisons. En effet, il s'agit de comparer les données techniques et économiques d'un procédé depuis longtemps en vigueur avec celles d'un procédé en voie d'élaboration au stade des prototypes, et non encore appliqué au niveau industriel. Les difficultés sont telles que, malgré une action rapide, nous ne disposons pas encore de résultats permettant des conclusions définitives. Mais je maintiens ce que j'ai dit et dès que je disposerai de ces données et qu'il me sera possible d'en tirer des conclusions, j'en ferai rapport à cette haute Assemblée et en tout état de cause à sa commission compétente.

M. le Président. — La parole est au rapporteur.

M. Bos, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je voudrais faire quelques remarques à propos des déclarations de M. Haferkamp. Tout d'abord, je tiens à le remercier de la réponse très précise qu'il a apportée notamment à un certain nombre de questions de principe. Je voudrais commenter ensuite ses déclarations sur nos propositions de modification.

J'estime que nous avons été particulièrement modestes. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que je le dis. A mon avis, nous avons même fait preuve d'une modestie peu commune, et la Commission devrait nous en savoir gré. Je regrette qu'elle ne l'ait pas encore fait, mais j'espère qu'elle n'y manquera pas.

J'estime, avec M. Haferkamp, que l'on peut se demander s'il faut ou non insérer à l'article 63, l'article controversé, la clause relative au Parlement européen.

Il arrive un moment où se pose le problème de la place qu'il faut assigner au Parlement. On dira sans doute alors que le moment est mal choisi, que le Parlement devrait occuper une position plus forte, comme nous l'avons déjà dit à une autre occasion. Le Parlement ne se trouve presque jamais dans une position forte, mais presque toujours dans une position menacée. Si M. Haferkamp voulait réfléchir encore une fois à la question, il parviendrait à la conclusion, d'une part, qu'il s'agit d'une question par-

ticulièrement modeste et, d'autre part, qu'il vaut la peine que la Commission aide le Parlement à obtenir quelque peu satisfaction en la matière.

Pour ce qui concerne le second alinéa, je ne vois pas très bien ce qui pourrait donner lieu à un conflit. Il y est dit qu'il faut vérifier si et dans quelle mesure les dispositions adoptées ont donné satisfaction. Cette vérification doit intervenir au bout de cinq ans. Or, je présume que dans cinq ans l'ensemble de la politique énergétique se présentera sous un aspect tout à fait différent d'aujourd'hui. En tout cas, nous pouvons éviter de nous trouver, dans cinq ans, dans la même situation qu'aujourd'hui ou, s'il existe des dispositions, elles ne sont cependant pas appliquées. Dans cinq ans, nous pourrions demander : « Où en sont ces dispositions ? Avons-nous eu raison, en novembre 1971, de traiter la question de cette façon ? » Si nous pouvons alors donner à cette question une réponse affirmative, nous pourrions poursuivre notre action ; si toutefois nous devons y répondre par la négative, nous devons nous encourager mutuellement à réexaminer la question et à y apporter les modifications nécessaires. C'est pourquoi je déclare, au nom de la commission économique, et je sais que beaucoup m'appuieront, que nous maintenons les vœux que nous avons exprimés à l'article 63. J'espère que la Commission comprendra notre attitude, qu'elle saura apprécier notre persévérance et qu'elle sera disposée à tenir compte de nos vœux et à faire sienne notre proposition de modification.

M. le Président. — La parole est à M. Haferkamp.

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, on me signale à l'instant qu'il existe une différence nullement négligeable dans le libellé de l'article 63, paragraphe 1, entre les textes français et allemand. Le texte allemand dit :

« *die Veranlassung dazu kann von einem Mitgliedstaat oder der Kommission ausgehen. Die Kommission hat jeden Änderungsantrag eines Mitgliedstaates oder des Europäischen Parlaments zu prüfen* ».

Le texte français est libellé comme suit :

« L'initiative peut être prise par un État membre ou par la Commission. La Commission est tenue d'examiner toute demande formulée à cette fin par un État membre ou par le Parlement européen. »

On me dit que, du point de vue juridique, ces formulations ne sont pas identiques. Je vous prie de bien vouloir noter que pour ce que je viens de dire je me suis fondé sur le texte allemand que nous avons sous les yeux.

M. le Président. — La parole est au rapporteur.

M. Bos, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer à M. Haferkamp que nos difficultés ont commencé avec la traduction de l'article 63, telle qu'elle nous a été présentée par la Commission. Si l'on considère la version originale de l'article 63, on est forcé de conclure — et je le regrette — qu'il existe quatre conceptions différentes consignées dans les quatre différentes langues. Jusqu'à un certain point, c'est peut-être cette difficulté qui nous a incités à modifier le texte.

Dans le texte néerlandais — qui ne coïncide pas tout à fait avec les textes allemand et français — il est question, je crois, aussi bien de « *voorstel* », ce qui, dans le texte allemand, devient « *Vorschlag* », que d'« *initiatief* », en allemand « *Veranlassung* ». Enfin, on y parle encore de « *verzoek* ».

Ce mot de « *verzoek* » se reflète dans ce qui est dit dans la première phrase de la proposition de modification. C'est pourquoi la formule : « *die Kommission hat jeden Änderungsantrag eines Mitgliedstaates oder des europäischen Parlaments zu prüfen* », me paraissait exacte.

Je pensais que dans les grandes lignes nous savions ce que nous avions à faire. Je dois vous avouer cependant que je ne vois pas pour l'instant si les textes allemand et néerlandais — et cela vaut probablement aussi pour les textes français et italien — sont harmonisés entre eux. Mais il faut que la signification profonde de ces notions soit claire, et il ne doit pas y avoir de malentendu à leur sujet.

M. le Président. — Le libellé de l'article 63, paragraphe 1 n'est pas uniforme dans les différentes versions linguistiques de la proposition de la Commission. Par contre la proposition de modification à l'article 63 présentée par la commission parlementaire est identique dans les quatre langues. Dans ces conditions, on pourrait admettre que le Parlement s'est exprimé sans ambiguïté et qu'il convient que la Commission en tire les conclusions qui s'imposent.

Je ne peux pas dire, de ma seule autorité, qu'il en est bien ainsi. Je vois cependant que la proposition de modification est identique dans les quatre langues. Je crois donc que le Parlement peut se prononcer en toute clarté sur cette proposition de modification.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté dans la version présentée par la commission parlementaire (*).

La parole est à M. Haferkamp.

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, compte tenu de l'importance fondamentale que j'attache à cette question et de l'imprécision du texte, je tiens à déclarer que j'exposerai expressément à la Commission la position que vient d'adopter le Parlement ; autrement dit, j'irai au-delà de l'obligation générale en vertu de laquelle je suis tenu d'exposer à la Commission les modifications ou les propositions du Parlement. J'y insisterai plus particulièrement.

M. le Président. — Nous prenons acte de votre déclaration, Monsieur Haferkamp, et vous en remercions.

18. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain mardi 16 novembre 1971 à 9 h 30, à 17 h et le soir avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de M. Aigner sur l'état prévisionnel du Parlement européen pour 1972 ;
- rapport de M. Dulin sur le budget général des Communautés européennes pour 1972 ;
- rapport de M. Vals sur le règlement concernant les prix d'orientation du vin ;
- rapport de M. Kriedemann sur les règlements concernant les prix pour certains produits de la pêche pour 1972 ;
- rapport de M. Richarts, Baas, Brouwer et Vredeling sur la réforme de l'agriculture, la fixation des prix pour certains produits agricoles et l'aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 35)

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 7.

SÉANCE DU MARDI 16 NOVEMBRE 1971

Sommaire

<p>1. Adoption du procès-verbal 35</p> <p>2. Ordre des travaux 35</p> <p>3. Communication du Conseil 36</p> <p>4. Fixation du délai de dépôt des propositions de modification au projet de budget 36</p> <p>5. État prévisionnel du Parlement européen pour 1972. — Discussion d'un rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets : M. Aigner, rapporteur 36</p> <p>6. Souhaits de bienvenue à MM. Picardi et Westerterp 38</p> <p>7. Budget général des Communautés européennes pour 1972. — Discussion d'un rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission des finances et des budgets : M. Picardi, président en exercice du Conseil 38 M. Dulin, rapporteur 39 MM. Spénale, au nom du groupe socialiste ; Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Estève, au nom du groupe de l'UDE ; Fabbrini ; Lange, président de la commission économique ; Girardin ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Aigner ; Dulin 41</p> <p>8. Composition des commissions 55</p> <p>9. Ordre des travaux 55</p> <p>10. Modification du règlement du Parlement européen. — Renvoi en commission. — Suite de la discussion du rapport de M. Merchiers, fait au nom de la commission juridique : M. Merchiers, rapporteur 55</p>	<p>M. Meister 56</p> <p>Renvoi en commission du rapport de M. Merchiers 56</p> <p>11. Règlement concernant les prix d'orientation du vin. — Discussion d'un rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture : M. Vals, rapporteur 56 MM. Liogier, au nom du groupe de l'UDE ; Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Coppé 57 Adoption de la proposition de résolution 58</p> <p>12. Règlements concernant les prix pour certains produits de la pêche pour 1972. — Discussion d'un rapport de M. Kriedemann, au nom de la commission de l'agriculture : M. Kriedemann, rapporteur 58 Adoption de la proposition de résolution 59</p> <p>13. Budget général des Communautés européennes pour 1972 (suite). — Suite de la discussion du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission des finances et des budgets : MM. Picardi, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Lange, président de la commission économique ; Spénale, président de la commission des finances et des budgets 59</p> <p>14. Renvoi d'un addendum n° 2 au projet de budget pour 1972 65</p> <p>15. Dépôt de documents 65</p> <p>16. Communication du Président sur la grève du personnel 65</p>
---	--

17. Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture. — Règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et directive concernant une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles. — Discussion d'un rapport de MM. Richarts, rapporteur principal, Baas, Brouwer, suppléé par M. de Koning, Vredeling, rapporteurs, fait au nom de la commission agricole :		18. Directives et règlements concernant la réforme de l'agriculture (suite). — Suite de la discussion du rapport de M. Richarts et autres :	
M. Richarts, rapporteur général	66	M. Offroy, suppléant le rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets	86
M. Vredeling, rapporteur	69	M. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M ^{me} Orth, au nom du groupe socialiste ; M. Liogier, au nom du groupe de l'UDE ; M. Vredeling, rapporteur ; M ^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste ; M. Laudrin ; M ^{lle} Lulling ; MM. Laudrin ; Vals ; M ^{lle} Lulling ; MM. Scardaccione ; Cifarelli ; Estève ; Zaccari ; Klinker ; Scardaccione ; M ^{lle} Lulling ; M. Scardaccione ; M ^{lle} Lulling ; MM. Scardaccione ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling ; Mansholt ; Vredeling ; Mansholt ; Vredeling ; Mansholt ; Richarts ; Vredeling ; Vetrone ; Liogier	88
M. Baas, rapporteur	73		
M. De Koning, rapporteur	76	19. Ordre du jour de la prochaine séance ..	113
MM. Natali, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling ; Mansholt ; Vredeling ; Mansholt ; Vredeling ; Mansholt ; Vredeling ; Richarts	78		
Décision de suspension de la séance	86		

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 9 h 35)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Ordre des travaux

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre de nos travaux pour les séances de mercredi à vendredi inclus.

Je vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux :

Mercredi 17 novembre 1971

à 14 h 30 :

— Échange de vues entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission des Communautés

européennes sur le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix ;

— Question orale n° 8/71, avec débat, sur les accords de contrôle entre la CEEA et l'AIEA ;

— Question orale n° 11/71, sans débat, sur la reconnaissance des laissez-passer des membres du Parlement européen.

Jeu-di 18 novembre 1971

à 11 h et à 17 h :

— Vote sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Richarts et consorts ;

— Vote sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner sur l'état prévisionnel du Parlement européen ;

— Vote sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 et sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Dulin.

L'ordre du jour étant très chargé, l'examen du rapport de M. Artzinger concernant certains impôts sur la consommation des tabacs manufacturés est renvoyé à la session de décembre.

Président

Vendredi 19 novembre 1971

9 h :

- Éventuellement, rapport de M. Borocco sur le budget opérationnel et le taux du prélèvement de la CECA pour 1972 ;
- Rapport de M. Cousté sur certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route ;
- Rapport de M. Richarts sur le poids et sur les dimensions des véhicules routiers utilitaires ;
- Rapport de M. Gerlach concernant l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leur famille ;
- Rapport de M. Wohlfart sur les recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

3. Communication du Conseil

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes une copie conforme de l'accord commercial entre la Communauté économique européenne et la république d'Argentine ainsi que des échanges de lettres confidentielles relatifs audit accord.

Ce document sera versé aux archives du Parlement.

4. Fixation du délai de dépôt des propositions de modification au projet de budget

M. le Président. — En application de l'article 23 bis du règlement, je dois fixer, avant l'ouverture du débat budgétaire, le délai de dépôt des propositions de modification au projet de budget.

Afin de permettre à la commission des finances et des budgets d'élaborer éventuellement encore un rapport complémentaire, le délai de dépôt est fixé à ce soir 21 h.

5. État prévisionnel du Parlement européen pour 1972

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les modifications de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 1972 (section I du projet de budget des Communautés) (doc. 172/71 et 172/annexe).

Je vous rappelle que dans sa résolution du 10 juin 1971, le Parlement avait manifesté son intention d'apporter, lors de l'examen du projet de budget général des Communautés, des modifications à la section I de ce budget, c'est-à-dire à l'état prévisionnel du Parlement.

Ces modifications font l'objet du rapport de M. Aigner.

La parole est à M. Aigner qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Aigner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Mesdames, Messieurs, en vertu du traité du 22 avril 1970, nous disposons d'un pouvoir budgétaire plein et entier, notamment pendant la période de dérogation, pour notre propre budget et nous ne sommes donc pas liés à un accord du Conseil.

Je n'ai pas besoin de reprendre la discussion sur l'avant-projet. Les détails ont été largement exposés et commentés oralement ou par écrit. Dès la discussion sur l'avant-projet, nous avons déjà annoncé que les discussions internes, notamment à la commission des finances, avaient montré que le budget définitif devrait tenir compte de certaines conclusions suite aux échanges de vues sur la réforme de notre propre budget. Ce Parlement a toujours été animé du désir de briser le cadre d'une simple assemblée consultative tel que l'avait tracé initialement les traités pour accéder au rang d'organe de décision politique au plan européen. Il va de soi que la seule base juridique de ce Parlement n'est toujours constituée que par les traités CECA, Euratom et CEE.

Mais un parlement doit être souverain en vertu de la volonté des peuples européens. Aussi, et c'est bien là un signe de cette volonté politique, ce Parlement n'a-t-il jamais cessé, en dépit des difficultés, de souligner qu'il entendait être un parlement politique, le porte-parole de l'unité politique de l'Europe. Sans vouloir surestimer le traité du 22 avril 1970, le Conseil a fini par accepter cette exigence politique, malgré quelques escarmouches d'arrière-garde.

Aujourd'hui, nous avons la chance rare que plus aucun gouvernement des pays membres de la Communauté ne pourrait se permettre d'empêcher la réalisation d'une union politique contre la volonté de nos peuples. Cette volonté contraignante générale oblige aussi le Conseil à certaines conclusions, qui touchent également à la procédure budgétaire. Vous comprendrez donc, Monsieur le Président du Conseil, que ce Parlement doit utiliser ce court laps de temps et, plus encore celui de la période de dérogation, pour réformer ses propres structures de façon à les adapter à sa grande tâche politique.

Dans ce projet définitif qui recouvre les conceptions du bureau et des commissions concernées, car les

Aigner

propositions sont parfaitement convergentes, nous avons tenté prudemment d'amorcer ce processus de restructuration. Si nous voulons sortir des confitures, des œufs à couvrir, des règlements fiscaux, et j'en passe, nous devons accéder à la grande politique et nous aventurer dans nos discussions dans des percées politiques.

Cela signifie que nous devons abandonner toute discussion sur le plus petit commun dénominateur et nous lancer dans des positions politiques avancées qui, tout naturellement, ne peuvent être tenues que par les groupes politiques, c'est-à-dire que nous devons commencer par la restructuration de nos groupes.

C'est pourquoi nous avons élargi l'organigramme des groupes de deux postes A, un poste B et un poste C chacun.

Monsieur le Président, nous avons accepté la règle de base de 50/50 par carrière à l'intérieur de chaque catégorie, règle qui s'applique aussi à l'organigramme général. Mais comme nous voulons renforcer aussi la position personnelle des agents des groupes, nous devons les engager au grade supérieur de chaque carrière.

Je sais bien, Monsieur le Président, que tout ceci n'est qu'un bien modeste début et que nous devons en arriver à une restructuration en profondeur l'année prochaine, voire cette année déjà, par le biais d'un budget supplémentaire, lorsque nous aborderons l'élargissement des Communautés. Comme il n'est plus possible d'en différer la solution, il faudra bien résoudre des problèmes tels que le siège définitif, les élections directes, le pouvoir législatif, le dialogue avec le Conseil.

Nous avons présenté encore trois autres propositions de modification. Il s'agit de l'augmentation des crédits relatifs aux loyers à Luxembourg. Monsieur le Président, en ce qui concerne les loyers, les discussions sont encore en cours avec le gouvernement luxembourgeois et nous nous efforçons de ne léser personne. Dans le cas présent, nous prions le gouvernement luxembourgeois de tenir compte tout particulièrement de notre manque de marge de manœuvre, parce que le Conseil n'a toujours pas pris de décision quant au siège et de considérer que l'on nous crée des difficultés en présentant des exigences qui ne sont pas justifiées. Je pense que personne ne devrait oublier l'arrière-plan politique dans cette affaire.

La troisième proposition de modification, Monsieur le Président, est due à la variation de l'indice du coût de la vie, qui se répercute sur la rémunération de nos agents locaux. Sur ce point, nous n'avons pas de problème particulier.

Une dernière proposition de modification, enfin, concerne la moitié des dépenses de la commission de contrôle. Nous vous demandons de ne pas considérer comme une simple formalité notre demande d'inscription à notre état prévisionnel de la moitié

des dépenses de la commission de contrôle. Il y a aussi un arrière-plan matériel. Nous avons, pour notre budget, un droit sans réserve. En inscrivant dans notre état prévisionnel la moitié des dépenses de la commission de contrôle, nous nous donnons aussi le même droit budgétaire pour l'organisation de la commission de contrôle. Il se trouve que nous n'avons pas les mêmes idées que celles que le Conseil a mis en œuvre jusqu'à présent quant au contrôle des crédits européens. C'est un point très important. La Communauté a une grande responsabilité financière. Les droits de douane et les prélèvements appartiennent maintenant à la Communauté et sont des ressources propres par excellence. La Communauté ne pourra répondre à cette responsabilité que lorsqu'elle disposera d'un bon système de contrôle, bien rodé. Or, sur ce point, comme vous le savez tous, tout ne va pas pour le mieux.

Certes, la Commission des Communautés s'efforce, avec succès du reste, d'étendre aux États membres son propre contrôle financier, dont elle partage le pouvoir. Mais ce que doivent tout spécialement rechercher les autorités budgétaires, c'est-à-dire le Conseil et le Parlement, c'est un organe de contrôle financier, doté des pouvoirs et des moyens nécessaires et indépendant de la Commission : c'est la commission de contrôle. Or, Monsieur Coppé, on m'a signalé que depuis le printemps, la commission de contrôle se heurte de plus en plus à des difficultés du côté de la Commission exécutive, dont les services interdiraient le libre accès aux archives complètes. Par ailleurs, des fonctionnaires de certains services de la Commission se montrent réticents à l'égard de la commission de contrôle. On aurait même, à ce que l'on m'a dit, bloqué la commission dans l'exercice de ses fonctions. Des contrôles qui jusqu'à présent se sont toujours bien passés, se heurtent brusquement à des difficultés. Monsieur le Président, je viens ainsi d'aborder un problème qui est tellement grave que ce Parlement doit renforcer son action de contrôle. Pour cela, il doit créer un lien direct avec cet organe de contrôle. Voilà qui explique notre demande d'inclure 50 % des dépenses de cet organe dans notre propre budget.

Monsieur le Président, compte tenu de ces propositions de modification, notre budget s'élèverait à 13 018 929 unités de compte. Toutes ces propositions de modification ont été arrêtées après une discussion approfondie et en accord avec le bureau et les commissions intéressées. Je vous prie donc d'adopter le rapport que je vous présente.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Je rappelle que conformément à l'article 23 bis du règlement, le Parlement sera appelé à se prononcer

Président

par des votes distincts et successifs sur chaque proposition de modification, chaque section du projet de budget, donc sur la section I, sur l'ensemble du projet de budget et sur une proposition de résolution relative à ce budget.

Tous ces votes sont prévus pour la séance de jeudi.

*6. Souhais de bienvenue à MM. Picardi
et Westerterp*

M. le Président. — Je salue cordialement M. Picardi, secrétaire d'État italien au Trésor et président en exercice du Conseil.

(Applaudissements)

Je salue également notre ancien collègue M. Westerterp, secrétaire d'État néerlandais aux affaires étrangères.

Messieurs, soyez les bienvenus.

(Applaudissements)

*7. Budget général des Communautés européennes
pour 1972*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 (doc. 171/71 et 171/71 annexe B).

La parole est à M. Picardi.

M. Picardi, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous remercie de vos cordiales paroles de bienvenue et, pour ma part, je vous salue également, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres de l'Assemblée.

Pour ce qui est du présent débat, je dois souligner que l'adoption de la nouvelle procédure budgétaire instituée par le traité du 22 avril 1970 a indubitablement resserré les liens unissant le Parlement et le Conseil.

M. Aigner vient de souligner cet aspect politique à un tout autre propos. J'ai pour ma part d'ailleurs pu participer personnellement aux travaux de la commission des finances et des budgets lors de la réunion qui s'est tenue à Rome le 13 octobre 1971. Le ministre Moro a présenté par la suite le projet de budget au cours de la session parlementaire du 20 octobre 1971.

M. Moro et moi-même avons eu l'occasion de répondre à de nombreuses questions et d'éclaircir certains problèmes. Je pourrais aujourd'hui me limiter à répondre aux autres questions qui pourraient m'être

éventuellement adressées : je le ferai bien volontiers au cours de ce débat.

Monsieur le Président, je voudrais toutefois vous présenter, et vous exposer quelques-unes des modifications que le Conseil se propose d'apporter à son projet de budget en souhaitant qu'elles soient adoptées par le Parlement.

Le 8 novembre 1971, le Conseil vous a transmis une note additionnelle concernant trois problèmes sur lesquels le Conseil a pris une décision après l'adoption du projet de budget proprement dit.

Le premier concerne les prévisions budgétaires du Conseil lui-même. Vous savez que notre Secrétariat assure le secrétariat de la Conférence entre la Communauté et les quatre pays candidats à l'adhésion. Or, nous nous trouvons aujourd'hui à la veille de la signature du traité d'adhésion.

En effet, le vote favorable exprimé par le Parlement britannique le 28 octobre 1971 ouvre la phase finale des négociations dont tous les pays participants s'accordent à souhaiter la prompt conclusion.

Le secrétariat de la Conférence doit faire un effort considérable pour élaborer les textes des traités et des autres actes qui devront être également disponibles dans les langues des pays candidats.

L'augmentation substantielle de crédits que le Conseil se propose d'affecter au chapitre spécial destiné aux travaux de la Conférence concerne exclusivement la traduction, la mise au point linguistique et la préparation des textes indispensables à la signature et à la ratification parlementaire des traités d'adhésion, des documents annexes et des actes du droit dérivé.

C'est pourquoi le Conseil compte, pour l'adoption de cet amendement, sur l'esprit de collaboration du Parlement qui ne disposera pas, il est vrai, du délai de 45 jours prévu par le traité. Permettez-moi, Monsieur le Président, de solliciter instamment le Parlement d'accepter la réduction du délai normal afin de pouvoir disposer à très brève échéance, des textes indispensables à la signature du traité d'adhésion dont l'importance historique n'échappe à personne.

Le second problème, Monsieur le Président, d'une importance moindre, ne vous est pas inconnu. Il s'agit de la modification de l'organigramme du Comité économique et social. Vous vous rappelez que le Conseil a accordé aux institutions certaines transformations de postes conformément à une politique que j'ai déjà eu l'occasion d'exposer à la commission des finances et des budgets. Lors de l'élaboration du projet de budget, aucune transformation de postes n'a toutefois été accordée au Comité économique et social. Le Conseil a voulu combler cette lacune et propose quatre transformations de postes réclamées par le Comité économique et social (1 LA 5 en LA 4, 1 LA 6 en LA 5, 1 B 3 en B 2, 1 C 3 en C 2).

Picardi

Vous connaissez également, Monsieur le Président, le troisième problème puisqu'il a fait l'objet du projet d'état prévisionnel supplémentaire présenté par la Commission. Il s'agit en l'occurrence d'octroyer à cette institution un certain nombre de postes supplémentaires permettant d'étoffer la direction « Contrôle de sécurité ».

Le Conseil n'a pu malheureusement faire droit à toutes les demandes de la Commission, et cette dernière a par ailleurs formulé une réserve au moment du vote du Conseil. Quoi qu'il en soit, la proposition du Conseil d'accorder trois postes A, six postes B et quatre postes C, constitue un premier pas vers la solution de certains problèmes immédiats et urgents que la Commission doit affronter en matière de contrôle de sécurité à l'Euratom.

Monsieur le Président, très brièvement je ferai part de mon hésitation à présenter en plus des modifications dont j'ai précédemment parlé, un second addendum. Il n'a pas été possible de saisir en temps utile le Parlement de cette question puisqu'elle a été, hier seulement, proposée au vote du Conseil. Vous me permettrez donc de fournir quelques précisions à cet égard.

La Cour de justice désire entreprendre dès 1972, la traduction en anglais, en danois et en norvégien d'une partie du recueil de la jurisprudence communautaire et les six États membres sont rapidement parvenus à un accord pour faire droit à cette demande. Toutefois, avant de voter un addendum au projet de budget, le Conseil entend être sûr de l'intérêt que les autres pays candidats portent à ces traductions qui — reconnaissons-le — ne s'imposeraient pas. Il sera donc nécessaire de se mettre en relation avec les pays candidats. Il s'ensuit que le Conseil propose d'ajouter aux prévisions budgétaires de la Cour un chapitre spécial doté d'un crédit de 254 300 u.c. Toutefois, ce crédit demeurera bloqué jusqu'au moment où les contacts avec les pays candidats auront démontré avec certitude l'intérêt que ces derniers portent à l'affaire. Dans ce cas, la traduction commencera dès 1972.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, des circonstances particulières ont amené le Conseil à présenter directement au Parlement les modifications du projet de budget arrêté le 20 septembre 1971, que je viens de vous exposer, de façon qu'un vote du Parlement intervienne au cours de la présente session. Je n'ignore pas les difficultés qu'entraîne cette procédure tant pour le Parlement — puisque la commission des finances et des budgets n'a pas eu l'occasion d'examiner ces taxes — que pour les services parlementaires. Seuls les impératifs d'ordre politique et les nécessités du moment justifient cet état de choses qui, je l'espère, ne se reproduira pas à l'avenir.

Monsieur le Président, comme je l'ai déclaré au début de mon exposé, ma participation personnelle aux

travaux de la commission des finances et des budgets ainsi que l'exposé introductif du ministre Moro devant le Parlement réuni en session plénière, me dispensent de parler de façon exhaustive du document budgétaire.

Après avoir entendu les divers orateurs inscrits, je répondrai globalement, comme durant les précédents débats en matière de budget, aux questions qui me seraient éventuellement posées.

(Applaudissements)

M. le Président. — Monsieur le Président, le président du Parlement n'a pas à se prononcer sur les difficultés qui résultent des désirs du Conseil. L'occasion d'une prise de position se présentera certainement dans le cours de la discussion générale.

La parole est maintenant à M. Dulin qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Dulin, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous voici arrivés au terme de la procédure d'examen du budget devant notre Parlement. Nous avons déjà eu l'occasion, en particulier lors de notre dernière session, de dire quelles étaient nos préoccupations devant le projet de budget qui nous est présenté et quelles étaient aussi les orientations politiques que le Parlement — ou certains de ses membres — voulait voir traduire concrètement dans le budget. Ces orientations sont formulées dans une proposition de résolution et ont, pour la plupart d'entre elles, pris la forme de propositions de modifications au projet de budget.

La commission des finances et des budgets, au nom de laquelle j'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur le projet de budget pour le prochain exercice, a consacré plusieurs réunions à l'examen de ce projet et des propositions de modifications. Ce faisant, elle a eu à éviter plusieurs écueils.

Tout d'abord celui de s'ériger en censeur des propositions de modifications dont elle était saisie pour avis. La commission a examiné ces propositions en prenant l'avis des commissions intéressées dont les représentants ont pu assister à ses réunions. C'est donc dans un esprit de parfaite collaboration et de concertation la plus large qu'elle a délibéré sur les textes qui sont soumis à cette haute Assemblée.

Un autre écueil a pu être évité également, à savoir : considérer que dans la mesure où certaines réductions, opérées dans les crédits de l'avant-projet de budget, notamment pour la section III, ont été acceptées, bon gré mal gré, par la Commission des Communautés, il convenait que le Parlement les accepte aussi, la Commission étant mieux à même que quiconque de juger si elle pouvait s'accommoder de ces réductions. Là encore, la commission des finances et des budgets a consulté fréquemment et largement la Commission des Communautés, mais elle a donné

Dulin

son avis en pleine indépendance, car les crédits de cette section sont moins les « crédits de la Commission » que ceux de la « Communauté ».

Autre écueil encore, celui que constituent certaines propositions tendant à inscrire des crédits dont on sait qu'ils ne seront pas utilisés, faute des décisions de base nécessaires au niveau communautaire ; je songe aux crédits du FEOGA, ainsi qu'à la politique régionale.

Cet écueil, votre commission l'a évité en ne donnant pas un avis favorable à certaines propositions qui n'ont pas de base juridique mais sont inspirées essentiellement par des considérations politiques.

Cela dit, pouvons-nous, à ce stade de la procédure, être pleinement satisfaits ? Je dois le dire tout de suite : non ! Et pour plusieurs raisons.

Nous avons appris que le Conseil avait déjà délibéré sur la collaboration avec le Parlement au stade de la préparation du projet de budget. Le Conseil a accepté cette collaboration mais sous une forme qui ne peut nous satisfaire. En effet, seul le président du Conseil, et non l'ensemble du Conseil, recevra la délégation du Parlement. Quand on connaît la Communauté, et surtout le Conseil de ministres, il paraît quelque peu douteux que le président du Conseil reçoive de ses collègues un véritable mandat de négociation. C'est cependant ce que nous voulons, et nous insisterons pour que cela se réalise, tant au stade de l'établissement du projet de budget qu'à celui de la présentation de ce projet devant le Parlement au cours de la période de session d'octobre et à celui de sa discussion au cours de la période de session de novembre.

Je crois que l'esprit communautaire gagnerait beaucoup à une pratique à laquelle ne s'oppose aucune des constitutions de nos États, contrairement à ce que certains membres du Conseil ont affirmé.

Un deuxième motif d'insatisfaction vient de ce que nos inquiétudes, et surtout nos incertitudes, devant la situation monétaire et commerciale de la Communauté, n'ont pu être tempérées par des informations précises quant aux effets sur le budget des mesures tarifaires et du changement des parités monétaires, en particulier de la parité de l'unité de compte. Nous en sommes réduits à des conjectures. Rien n'a été dit sur ce point, ni par le Conseil ni par la Commission. En d'autres termes, la masse globale du budget ne variera sans doute pas fondamentalement, mais certains postes seront affectés par cette situation. Nous devons nous en préoccuper dès à présent, en particulier dans la perspective de l'autonomie financière de la Communauté et de ses besoins de financement.

De quelques grands postes budgétaires comme les crédits de recherche et d'investissements, — totalement absents faute de programme pluriannuel, — et les crédits de la politique sociale, tout à fait insuf-

fisants, nous avons déjà dit que nous n'étions pas satisfaits ; cette insatisfaction se traduit par des propositions de modification importantes dont nous aurons à débattre après-demain.

Quant aux crédits de la politique agricole commune, j'ai déjà dit moi-même, lors de la dernière période de session, combien les nombreuses inscriptions budgétaires ne semblaient pas correspondre aux réalités. Cette impression n'a pas été démentie par une analyse plus approfondie du budget.

Peut-être le débat de demain nous éclairera-t-il en ce qui concerne la section « garantie » et la section « orientation », puisque nous aurons à examiner des propositions concernant certains prix agricoles pour 1972-1973 — d'autres d'ailleurs ne pourront pas être fixés tant que la parité fixe ne sera pas définitivement établie — ainsi que des propositions en matière de structure.

L'accent a été mis, cette année plus encore que par le passé, sur les crédits qu'exigent la réalisation de l'union économique et monétaire et la mise en œuvre d'une politique régionale commune. Nous le devons en grande partie à la commission économique qui a voulu traduire une préoccupation commune à tous les membres de ce Parlement dans une situation que l'on n'ose qualifier de critique, mais qui porte en elle la menace d'une crise très grave.

La politique communautaire de la jeunesse, que le Parlement voudrait stimuler, appelle un effort accru de la part des autorités responsables. La formation des jeunes peut permettre d'éviter certaines situations critiques, certains goulots d'étranglement.

Le Parlement aura l'occasion de se prononcer sur une proposition de résolution qui reprend les principaux thèmes qui ont alimenté les réflexions de la commission des finances et des budgets, dans ses délibérations, qui sont à la base des prises de position sur certaines propositions de modification.

On trouvera également dans cette proposition de résolution un rappel de la nécessité d'assurer un meilleur contrôle du budget et de définir les modalités de ce contrôle. Je pense qu'il s'agit là d'un point extrêmement important qui doit être pris en considération par le Parlement.

Le rapport évoque la possibilité de constituer des commissions d'enquête de ce Parlement. C'est là une des formes que peut éventuellement revêtir ce contrôle.

Par ailleurs, il est rappelé que l'examen du budget doit se faire sur la base de prévisions financières pluriannuelles. Nous venons de recevoir communication de ces prévisions. Dans ces conditions, il n'est guère possible de situer le budget de 1972 dans le cadre de ces prévisions.

Avant de terminer ce bref exposé sur le projet de budget 1972, je voudrais dire quelques mots de

Dulin

l'addendum à ce projet de budget, qui nous a été transmis par le Conseil le 9 novembre et dont vient de parler M. le ministre Picardi. Il a même été question d'un autre addendum qui nous serait transmis aujourd'hui même.

Le Parlement ne peut accepter d'être saisi à la dernière minute de propositions budgétaires, lesquelles doivent être examinées très soigneusement. Seules des circonstances exceptionnelles peuvent justifier cette procédure. Les addenda au projet de budget devront, me semble-t-il, être considérés comme des propositions de modification, présentées par le Conseil au Parlement, et être traités comme tels. La commission des finances va, dès demain, s'en saisir et donner son avis. Nous pourrions donc, au moment du vote du budget, prendre position sur la base des délibérations de votre commission.

Au cours de la séance d'après-midi, nous aurons d'ailleurs à nous prononcer sur toute une série de propositions de modification du projet de budget. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de les examiner dès à présent. Au contraire, je crois pouvoir dire qu'elles ne modifient pas de façon essentielle le projet de budget, sauf pour ce qui est des crédits d'Euratom, et qu'elles marquent surtout le volonté d'amorcer dans certains domaines une véritable politique communautaire.

Je dis « amorcer », car c'est l'impression immédiate qui se dégage d'un pareil budget. Il est bien modeste, comparé aux besoins de la Communauté. Certes, toute activité de la Communauté ne se traduit pas, heureusement, en termes financiers. Les tâches de coordination, d'harmonisation vont bien au-delà de ce que pourraient laisser supposer les montants des crédits inscrits au budget. Il reste que, dans l'ensemble, les crédits ne sont pas à la mesure des tâches que la Communauté est appelée à remplir.

Le Parlement tentera de suppléer par la manifestation de son sens des responsabilités, de sa conscience politique des besoins de la Communauté, et par les ressources de la procédure, à cette insuffisance de moyens financiers nécessaires à la poursuite de l'œuvre communautaire. Il tentera également de suppléer ainsi à l'absence de pouvoirs législatifs et budgétaires réels dont souffre cette institution, qui doit être l'institution démocratique de notre Communauté européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale, au nom du groupe socialiste.

M. Spénale. — Monsieur le Président, mes chers collègues, au nom du groupe socialiste, je veux d'abord marquer notre satisfaction de la présence aujourd'hui parmi nous, de M. le Président en exercice du Conseil, qui a déjà été des nôtres à la commission

des finances et des budgets à Rome et je me réjouis aussi de la présence à ses côtés de notre ancien collègue, M. Westerterp, qui fut, il n'y a pas si longtemps, un des membres les plus distingués de la commission des finances et des budgets.

Je veux dire toute la joie qui est la nôtre de constater qu'en franchissant l'étroite barrière qui sépare les institutions communautaires et en passant du Parlement au Conseil, il a su conserver les mêmes convictions et la même ardeur en faveur de l'évolution démocratique de nos Communautés. Je l'en remercie infiniment au nom de notre groupe.

Le groupe socialiste, considérant le budget comme l'expression concrète des politiques communautaires, a accordé beaucoup moins d'importance aux questions de détail et aux budgets administratifs qu'au budget dit opérationnel, à travers lequel ces politiques communes sont mises en œuvre. Sous cet angle, il est apparu que le projet de budget qui est devant nous avait un certain nombre de défauts, dont tous, bien sûr, ne dépendent pas entièrement de notre volonté.

Il est incertain dans ses masses budgétaires, décevant au niveau de la recherche, timide quant au démarrage du Fonds social rénové, hésitant quant à une politique commune de l'environnement, vide quant à la mise en route d'une politique régionale réelle, léger et peu transparent en ce qui concerne la politique de la jeunesse.

L'incertitude des masses budgétaires, en recettes comme en dépenses, n'est pas pour l'essentiel imputable aux Communautés ; elle est le reflet de l'incertitude générale des relations commerciales mondiales depuis les mesures américaines du mois d'août, et il est évidemment impossible de dire avec précision comment se rétabliront les équilibres, les préoccupations étant souvent contradictoires de part et d'autre de l'Atlantique.

Il s'y ajoute l'évolution des marchés agricoles mondiaux, qui ne sont pas toujours dociles aux prévisions des experts, et dont l'évolution joue à la fois sur les volumes commerciaux et sur les valeurs en recettes et en dépenses. Les progrès de l'auto-provisionnement réduisent le volume des importations, l'enchérissement de certains produits agricoles réduit le produit des prélèvements et, dans le sens de la dépense, le coût des mesures de soutien.

Qu'en sera-t-il dans les prochaines années ? Une tendance mérite notre attention : c'est la baisse des ressources propres.

Qu'il s'agisse des préférences généralisées avec les pays du tiers monde, de l'élargissement de la Communauté, des accords envisagés avec les anciens pays de l'AELE qui ne rentrent pas dans la Communauté, tout cela tend à réduire les ressources propres et je crois que déjà pour 1971, nous nous trouvons, en ce

Spénale

qui concerne les réalisations, très en dessous de ce qui avait été prévu. Il y a là un problème auquel nous devons faire attention, car à partir de 1975, notre Communauté doit fonctionner exclusivement sur la base d'un certain nombre de ressources propres ; et lorsqu'on entrevoit le développement possible des dépenses communautaires : à travers le Fonds social la politique régionale, une politique commune acceptable de la recherche, une politique véritable de la jeunesse... il est certain que nous risquons, en 1975, d'avoir des difficultés pour rester dans le cadre des ressources propres si nous ne sommes pas dès à présent attentifs à toutes ces questions.

J'ai dit que la Communauté n'était pas fautive de l'incertitude des masses budgétaires. Tout de même, il est un point sur lequel il paraît souhaitable qu'une définition intervienne aussi rapidement que possible. Il s'agit de la définition de l'unité de compte agricole.

Sans vouloir revenir une fois encore sur cette question, je rappelle que j'ai posé une question écrite à la Commission. Il m'avait été indiqué que des éléments de réponse étaient prêts. C'était il y a plus d'une semaine et je n'ai toujours rien vu. Il serait pourtant indispensable qu'une solution intervienne dans ce domaine avant le 1^{er} janvier 1972 pour qu'au moins un élément de pondération budgétaire soit établi à travers la définition de l'unité de compte.

Au niveau de la recherche, j'ai déclaré que ce budget était décevant. Le groupe socialiste appuiera la position qui a été prise par la commission de l'énergie qui demande l'inscription au budget de 1972 d'abord des crédits nécessaires au personnel, aux opérations en cours, à l'entretien du matériel, mais aussi une certaine masse pour pouvoir entamer sans autre délai, dès qu'un accord sera réalisé, un programme opérationnel de recherches.

J'ai aussi souligné que le budget était timide au titre du Fonds social rénové et, à cet égard, le groupe socialiste soutiendra la position de la commission des affaires et de la santé publique qui a demandé le rétablissement d'un crédit de 10 millions d'u.c. supprimé par le Conseil.

J'ai dit encore que le budget paraissait hésitant quant au démarrage indispensable d'une politique commune de l'environnement. Ici, le groupe socialiste soutiendra la réinscription d'un crédit de 100 000 unités de compte pour les études nécessaires à la définition d'une politique commune de l'environnement.

J'ai noté enfin le vide du budget concernant la politique structurelle régionale. Ici encore, le groupe socialiste soutiendra la position de la commission économique qui a demandé la création permettant de démarrer cette politique régionale structurelle.

Voilà pour l'essentiel de ce qui nous a préoccupés, étant entendu que nous souhaitons une meilleure

transparence du budget en ce qui concerne les actions consacrées à la jeunesse et, dans les années à venir, un effort encore accru en faveur de cette jeunesse.

J'en viens maintenant aux problèmes de procédure.

Je dois bien dire que la procédure que nous avons suivie cette année est insuffisante, mais peut-être était-ce inévitable ? C'est la première fois que nous mettons en application les accords de Luxembourg d'avril 1970 et je crois finalement qu'il y a beaucoup de bonne volonté de la part de toutes les institutions.

La Commission a tenu son contrat : elle a livré son budget à temps. Le Conseil en a fait autant et chacun a consenti un véritable effort qui s'est traduit par une collaboration inter-institutionnelle, qui, à défaut de bases juridiques, de bases parfaites, a fonctionné convenablement grâce à la bonne volonté des hommes, et cela est déjà très encourageant.

Mais cette procédure reste très imparfaite et je pense que le Conseil en est conscient puisqu'il a dû lui-même déposer des propositions de modifications ces jours derniers et encore aujourd'hui même en séance. Je reviendrai sur ce point, un instant, tout à l'heure.

Tout récemment, nous avons eu communication d'une lettre qui a été adressée par le président en exercice du Conseil, M. Moro, à M. le président Behrendt, pour définir quels seraient les contacts entre le Conseil et le Parlement au cours de la première phase de l'élaboration budgétaire, celle où le Conseil prépare le projet de budget.

Je ne saurais prendre position ici — et le groupe socialiste ne l'a pas fait — sur les procédures qui sont proposées par le Conseil. Mais il serait injuste de ne pas dire que, dans ses nouvelles propositions, le Conseil a fait, à tout le moins, un pas considérable dans le sens des positions qui étaient celles du Parlement européen. Et tout en réservant pour les discussions à venir la position que la commission des finances et des budgets, le bureau et le Parlement prendront en la matière, je crois que nous devons noter qu'il y a eu là la marque d'une indiscutable compréhension dans le sens des souhaits du Parlement européen.

Pour la deuxième phase, je crois que le Conseil a considéré trop vite qu'elle était pleinement satisfaisante. La deuxième phase, c'est celle qui est en cours. Elle ne sera pleinement satisfaisante que si, comme il advient d'une façon générale dans les débats budgétaires devant les Parlements nationaux, le représentant du Conseil a, au cours du débat budgétaire et non au cours de la première séance de présentation du budget, la possibilité de négocier c'est-à-dire d'accepter ou de refuser des amendements. S'il n'a que la possibilité de les refuser, sa présence pour une deuxième lecture n'a pas une signification bien plus grande que sa présence une seule fois. S'il ne peut venir ici que pour nous redire ce qui nous a

Spénale

déjà été dit trois semaines auparavant et déclarer que le Conseil ne peut rien dire d'autre, il est certain que c'est une simple répétition. Je le dis sans discourtoisie, puisque je me suis félicité tout à l'heure de la présence du président en exercice du Conseil et que, physiquement et personnellement, sa présence nous fait plaisir. Mais en ce qui concerne la signification juridique et politique de cette présence, nous souhaitons qu'elle puisse être active et réelle.

De toute façon, cette année, cette procédure a été très peu satisfaisante au premier stade et elle ne pourra guère l'être davantage au deuxième. Pour cette raison même, il est indispensable que le Conseil accorde une attention toute particulière aux propositions de modification qui seront adoptées au cours de cette période de session par le Parlement européen, puisqu'il n'y a jamais eu un véritable dialogue de fond, avec des possibilités transactionnelles, entre les uns et les autres. Le Conseil va être saisi de ces propositions et, dans sa souveraineté, trancher mais s'il le faisait sans rien retenir, nous serions profondément déçus.

Cela ne veut pas dire que nous pensons que le Conseil doit accepter toutes les propositions de modification, car, bien entendu, il a ses responsabilités propres et son libre arbitre. Mais nous comprendrions très mal qu'il n'en accepte aucune, parce que cela voudrait dire qu'il considère notre pouvoir de négociation comme tout à fait négligeable. Et nous avons d'autant plus de raisons de demander cela que, comme l'a souligné notre rapporteur, que je félicite pour son excellent travail, la commission des finances et des budgets, ainsi qu'il l'a dit, a travaillé avec le plus grand sérieux, évitant de donner à ses propositions un caractère dialectique inutile, évitant de retoucher le budget du Conseil, et, sauf lorsqu'il peut s'agir d'éléments touchant à une politique considérée par le Parlement comme essentielle, de retoucher toute inscription du projet de budget déjà faite avec le consentement de la Commission et du Conseil.

Ayant travaillé dans un esprit extrêmement sage, et extrêmement constructif, je crois que cela nous est un titre supplémentaire pour demander que le Conseil accorde aux propositions de ce Parlement tout le sérieux qu'elles méritent et aussi tout le respect que l'on doit à notre Assemblée, qui doit bien, cette année déjà, avoir une audience renforcée par rapport au passé.

J'en aurais terminé, Monsieur le Président, s'il n'y avait le problème posé par les propositions de modification introduites par le Conseil. Je me permets, un instant, de parler ici en tant que président de la commission des finances et des budgets, le groupe socialiste n'ayant pas eu l'occasion de délibérer de ce problème.

Ces propositions de modification, nous les examinons évidemment, d'abord en commission des finan-

ces, puis dans cette Assemblée ; mais, pour éclairer le débat qu'aura demain la commission des finances et des budgets, je souhaite poser une question au président du Conseil.

Il est évident que, normalement, toute proposition budgétaire doit passer par la filière normale et subir des procédures qui s'échelonnent sur quarante-cinq jours. De la traduction de l'intervention du président du Conseil, j'ai retenu que nous étaients présentées « des propositions de modification que le Conseil lui-même désire apporter à son projet de budget ». Est ainsi posée la question du droit du Conseil d'introduire, pendant que la procédure budgétaire se déroule devant notre Assemblée, des propositions de modification. C'est une question à laquelle nous devons réfléchir, et j'aimerais savoir si telle est bien l'opinion de la présidence du Conseil. La question n'a été tranchée jusqu'ici ni dans nos *gentleman's agreements*, ni dans la résolution du 21 avril, ni par les contacts que nous avons eus avec le Conseil, ni enfin dans notre règlement intérieur.

Dans chacun de nos pays, au cours des débats devant les Assemblées, le représentant du gouvernement peut, à tout moment, aussi longtemps que les votes n'ont pas eu lieu, proposer des amendements. Il n'y a donc, *a priori*, selon moi, pas de raison que l'on ne s'engage pas dans cette voie, si nous voulons un débat budgétaire où chacun puisse jouer un rôle aussi actif et complet que possible.

Je serais simplement heureux de savoir si c'est bien ainsi que l'entend la présidence du Conseil. Dans l'affirmative, nous allons examiner ce point et, si nous en sommes d'accord, il faudra que demain, à 17 heures, un représentant du Conseil vienne devant la commission des finances et des budgets défendre ces propositions de modification. Si, par contre, il s'agit de la présentation d'un complément budgétaire, d'une sorte d'édition supplémentaire du budget, nous retombons obligatoirement dans la longue marche des quarante-cinq jours.

Il est indispensable que le Conseil — après réflexion, d'ailleurs car la question n'est pas si simple — nous fasse connaître sa position à ce sujet, afin que nous puissions, aussi rapidement que possible, définir la nôtre, après consultations entre la commission des finances et des budgets, le bureau peut-être, et l'Assemblée elle-même.

Telles sont les premières remarques que je voulais présenter au début de ce débat général.

(Applaudissements)

M. le Président. — Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais faire une mise au point sur la discussion générale.

La discussion porte également sur les propositions de modification. Il y en a actuellement 25.

Président

Or, je constate que jusqu'à présent il n'y a guère eu de prises de position sur ces propositions de modification et que je n'ai que de rares orateurs inscrits à leur sujet.

Je vous prie donc de prendre en considération les propositions de modification à l'occasion de cette discussion générale étant donné que la séance de jeudi sera réservée exclusivement aux votes. Notre temps étant trop mesuré, nous ne pourrions pas engager une discussion sur les 25 propositions de modification. Celles-ci doivent être examinées maintenant en présence du président du Conseil.

La parole est à M. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai le très agréable devoir de transmettre à M. Dulin les félicitations de mon groupe pour son excellent et remarquable rapport. M. Dulin est arrivé à présenter ce rapport malgré des délais très courts et des délibérations menées tambour battant. Je remercie également le personnel du secrétariat qui a pu nous soumettre tous les documents dans les délais alors qu'il était terriblement pressé par le temps. Je voudrais remercier également M. Spénale, le président de la commission des finances et des budgets, qui a su guider les travaux de la commission avec son brio habituel. Merci beaucoup, Monsieur Spénale !

Sur le fond, Monsieur le Président, je constate que pour la première fois nous avons pu respecter presque intégralement le calendrier fixé dans le traité du 22 avril et dans notre propre règlement. De leur côté, la Commission et le Conseil nous ont laissé, dans le cadre de ce calendrier, des délais pratiquement normaux pour délibérer.

La commission compétente au fond a examiné ce budget par deux fois en présence de la Commission exécutive puis par deux fois en présence du Conseil et même de son président, enfin à plusieurs reprises en liaison avec les groupes et les autres commissions parlementaires au point que l'on peut dire que la majorité des propositions de modification, sur lesquelles je reviendrai, ont été pratiquement adoptées en accord avec les groupes et les commissions et si bien qu'il n'y aura aucune demande de parole de caractère spécifique.

Monsieur le Président, je voudrais rappeler les bases juridiques de la délibération budgétaire. En application du traité du 22 avril, le Conseil doit se prononcer à la majorité qualifiée s'il veut rejeter une décision du Parlement tendant à augmenter des dépenses pour un poste donné du budget ; chaque fois qu'une augmentation se répercute sur l'ensemble du budget, le Conseil doit se prononcer à la majorité qualifiée. S'il n'y a aucune modification, le Parlement arrête définitivement le budget ; voilà la base juridique.

Monsieur le Président, je crois qu'il faut rappeler cette position juridique ainsi que le dialogue permanent avec le Conseil. Permettez que je répète ce que j'ai déjà dit lors de la première discussion.

Nous constatons avec une grande préoccupation qu'il n'y a pas de continuité dans les délibérations. D'une session à l'autre, le président en exercice du Conseil change. Il en résulte des difficultés non seulement pour nous mais aussi pour le Conseil.

Cette situation accentue un deuxième danger : la véritable volonté politique n'est pas dictée par le Conseil mais par un appareil de fonctionnaires. Dans une certaine mesure cet appareil de fonctionnaires impose une certaine volonté politique. Je crois qu'il faut bien voir cette évolution dangereuse et que nous devrions un jour engager entre nous un débat sur ce sujet pour remédier à cette situation.

Un des grands problèmes que M. Spénale a déjà signalé est celui des recettes. Pour la première fois le taux des recettes propres est très élevé puisqu'il représente 46 % des recettes totales, les 54 % restants étant constitués par des contributions des États membres. Or les recettes propres, prélèvements agricoles et droits de douane sont, de par leur structure, très sensibles à la conjoncture de sorte que toutes les estimations sont sujettes à des risques.

Nous ne savons pas quelles seront les incidences de la politique protectionniste, pratiquée notamment par les États-Unis. Si les courants d'échanges baissent, nos recettes baisseront aussi. Et que devient notre unité de compte ? Personne ne peut dire aujourd'hui quelle sera la charge fiscale de nos États membres. Nous ne savons pas ce que les parités seront demain. Voilà des risques dont nous pouvons prendre acte, mais sans pouvoir rien y changer.

L'ensemble du budget subit une progression normale. Par rapport à 1971, nous constatons une augmentation de 80 millions d'u.c. en chiffres ronds. Je crois qu'il s'agit là d'une progression normale.

Mais il y a un point qu'il faut souligner bien haut : 85 % des dépenses totales concernent le seul FEOGA. Il s'agit de 3,5 milliards qui se répartissent comme suit : 2,6 milliards au titre de la section « garantie » et environ 0,8 milliard au titre de la section « orientation ». Je ne pense pas que l'on puisse parler d'une vision d'une Communauté d'intérêts partagés. Que deviennent l'énergie, la recherche, le social, les investissements dans le secteur des transports, la politique étrangère, la défense ?

A propos des 3,5 milliards de dépenses agricoles, il faut dire que nous n'avons pas eu de documents statistiques de base vraiment exacts. A mon sens, le Conseil ne pourra que constater que ces 3,5 milliards ne sont qu'une simple reconduction. Nous ne savons pas quelle sera la situation définitive. Cela signifie que la marge de manœuvre de la Commission est

Aigner

plus grande que celle du Parlement en matière d'engagements.

Dirai-je qu'en 1971 sur les 3,5 milliards inscrits pour l'agriculture, 1,4 milliard seulement a été dépensé au cours des dix premiers mois ?

Monsieur le Président, lorsque je rappelle les discussions que nous avons eues avec M. Mansholt, je vois des sourires sur certains visages. On n'a cessé de nous dire que par suite des excédents de production le FEOGA atteindrait des milliards. Or, le fait est que le fleuve de lait que l'on nous a annoncé a bien tari et nous avons maintenant une pénurie de lait.

Monsieur le Président, je voudrais citer maintenant un exemple pour vous montrer combien cette évolution est dangereuse parce qu'il est impossible de faire des prévisions précises avec des produits agricoles. Certains représentants d'un État membre cherchent actuellement à utiliser les crédits destinés aux interventions dans le secteur des céréales pour couvrir intégralement les coûts par abandon du système des forfaits. Cela signifierait que l'on ignorerait totalement l'utilité économique des crédits mis en œuvre. Lorsqu'un État membre, une association ou un organisme public est contraint d'ajouter des crédits propres aux subventions de la Communauté, il est certain que l'intérêt de cet organisme ou de cet État est lié à une bonne gestion. Par contre, le principe de la bonne utilisation des crédits n'est absolument plus garanti lorsque l'on cherche à couvrir la totalité des coûts par des actions de la Communauté.

Bien qu'il s'agisse ici d'une opération hautement politique et que les dépenses se chiffrent à plusieurs centaines de millions d'u.c., la Commission serait en droit, compte tenu des bases juridiques actuelles, d'arrêter des dispositions en ce sens par le biais de règlements sans prendre l'accord du Parlement. La Commission jouirait donc d'un droit incontrôlé en ce qui concerne l'exécution du budget. C'est pourquoi je suis très heureux que M. Coppé nous ait assuré en commission des finances et des budgets que tous les règlements qui entraîneraient des charges financières ne seraient arrêtés qu'en liaison avec le Parlement, même si elles restent à l'intérieur des masses globales.

Monsieur le Président, je crois que si cette promesse n'était pas tenue, ce Parlement aurait certainement à faire face au plus grave conflit qui ait jamais surgi entre le Parlement et la Commission depuis la création des Communautés. Je ne crois pas que compte tenu des bases juridiques actuelles, nous pourrions accorder une telle marge de manœuvre à la Commission.

Monsieur le Président, j'en viens au problème que j'ai déjà abordé à l'occasion de notre propre budget. Il nous faut une commission de contrôle qui soit réellement et pleinement en mesure de remplir son

rôle, qui élaborerait en liaison étroite avec les Cours des comptes nationales et en évitant tout double emploi, un système de contrôle bien au point. La Communauté a des ressources propres pour lesquelles elle est seule responsable. Les Parlements nationaux demanderont de plus en plus que le Parlement européen prenne ses propres responsabilités. Compte tenu des nombreuses obscurités dans les chiffres, et des abus, il est plus que temps de couper court à tous les « si » et « oui mais » avancés du côté national. L'important pour nous, ce n'est pas d'exiger la réinscription de quelques milliers d'unités de compte par-ci ou par-là dans les crédits agricoles, mais de modifier, grâce à notre expérience du contrôle, les organisations de marché, les interventions, les bases juridiques de façon à économiser des centaines de millions qui ne sont pas utilisés conformément à la volonté du législateur.

En ce qui concerne les crédits d'Euratom, mon groupe partage les idées de la commission des finances et des budgets. Nous estimons également que le Conseil devrait rétablir les crédits de 89,4 millions d'u.c. Je n'ignore pas les difficultés qui existent. La Commission n'a pas encore été en mesure de soumettre au Conseil pour approbation un programme pluriannuel de recherche. Nous préférons une bonne délibération qui déboucherait sur un programme réalisable dans des délais convenables à une décision hâtive dont la réalisation se heurterait à des difficultés.

Nous pensons qu'il faut d'ores et déjà décider de commencer les programmes déjà arrêtés, de poursuivre des programmes en cours ou anciens et établir des prévisions budgétaires pour un nouveau programme qui sera certainement arrêté.

La procédure d'un budget supplémentaire qui sera identique à la procédure du budget normal nous causera de tels soucis et nous imposera des délais tellement courts que même le recours aux douzièmes ne nous permettra pas de supprimer les difficultés.

Étant donné le caractère contraignant des dépenses et le fait que le budget doit être un tout, nous demandons que ces crédits soient intégralement rétablis.

Au nom de mon groupe, je voudrais également prier le Conseil de rétablir les 105 millions d'u.c. initialement prévus pour le Fonds social européen. Je pense que les interventions au titre de l'article 5 du Fonds renoué, c'est-à-dire les interventions de type B sont au moins aussi importantes que les interventions de type A visées à l'article 4 du Fonds social renoué. Bien sûr, on peut ici aussi avancer des contre-arguments techniques et financiers mais lorsqu'il s'agit d'une masse définitive de 300 millions d'u.c. au minimum, comme c'est précisément le cas, on ne devrait pas réduire de 10 millions d'u.c. une inscription budgétaire de 105 millions d'u.c., comme le Conseil l'a fait.

En ce qui concerne les crédits pour la politique en matière d'environnement et ceux pour la politique

Aigner

de la jeunesse, je voudrais me rallier expressément à la position de notre président, M. Spénale, qui a également parlé au nom de son groupe.

Je voudrais enfin aborder l'organigramme. Les propositions du Conseil ne s'expliquent clairement que si on les rapproche du budget supplémentaire de 1971. Je comprends que le Conseil soit très prudent à l'égard des demandes en personnel de la Communauté. Nous connaissons, pour l'avoir constaté au plan national, le processus de gonflement qui est inhérent aux demandes en personnel. Pourtant je ne peux me garder d'une certaine critique. Dans son budget supplémentaire, la Commission a demandé 532 postes. Le Conseil n'en a accordé que 82 dans ce budget supplémentaire. Dans le nouveau budget c'est-à-dire celui que nous examinons présentement, la Commission a demandé 206 postes et le Conseil n'en accorde que 140. Je crois donc que quelque chose ne va pas. Ou bien la Commission se dit : j'ai besoin de 100 postes, je dois donc en demander 200 pour en avoir au moins 100, car si j'en demande 100 on m'en supprimera automatiquement 50 et je n'en aurai que 50. Ou alors le Conseil décide des règlements et des actions de la Communauté mais refuse à la Commission le personnel indispensable pour réaliser ces tâches. Pour un parlementaire, même s'il essaie depuis dix ans de percer les mystères de l'organigramme, il est vraiment difficile de comprendre le jeu qui se joue réellement. Nous avons bien souvent demandé, même par l'intermédiaire de la commission des finances et des budgets que la commission nous remette un organigramme précis par service. Jusqu'à présent la Commission n'a pas pu nous le remettre. Je crois que nous n'arriverons à une meilleure transparence des demandes en personnel qu'en suivant ce que j'ai dit.

Monsieur Coppé, la Commission ne pourrait-elle pas charger un jour un institut indépendant de radiographier son corps de fonctionnaires. La Commission doit adopter des conceptions modernes de management. Peut-être parviendrait-on alors à concevoir avec le Conseil une politique du personnel qui ne nous plongerait plus tous les ans dans le même dilemme.

Sur un point j'approuve le Conseil : c'est lorsqu'il prétend que les problèmes de carrière ne peuvent pas être résolus en demandant des postes nouveaux, mais uniquement en respectant le statut.

Enfin, Monsieur le Président, je voudrais dire que notre groupe s'est rallié à l'unanimité aux votes de la commission des finances et des budgets sur les différentes propositions de modification.

Au nom de mon groupe, j'invite l'Assemblée à adopter sans réserve le projet de budget et la proposition de résolution de la commission des finances et des budgets.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Estève, au nom du groupe de l'UDE.

M. Estève. — Monsieur le Président, pour la première fois de son histoire, le Parlement européen dispose d'un véritable pouvoir de contrôle budgétaire, et nous devons nous féliciter que notre institution puisse, de ce fait, débattre non plus seulement sur des déclarations d'intention, mais sur des propositions précises, chiffrées et amendables, des orientations définies par l'exécutif.

Informé en début d'année des intentions de la Commission dans l'exercice de son droit d'initiative et de son pouvoir de proposition, critique de sa gestion passée dans le cadre du Rapport général annuel, le Parlement européen amorce ainsi le dialogue avec l'exécutif. Désormais, dès le début de la procédure budgétaire et jusqu'aux ultimes délibérations, un dialogue politique continu a lieu entre le Conseil et le Parlement.

Notre groupe se félicite, en particulier, que le Conseil ait accepté, le 8 novembre dernier, d'associer le Parlement européen à la phase d'élaboration du budget, compte tenu de la nature des différentes institutions européennes. Il continue à penser que, malgré les dynamiques initiatives de M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets, la solution arrêtée est sage. Une coopération entre les deux institutions est utile, mais une immixtion de notre Parlement dans les travaux du Conseil eût été contraire au principe de la séparation des pouvoirs, comme le président de notre groupe, M. Triboulet, a eu l'occasion de l'exposer au bureau.

Telle est la première remarque que je suis chargé de présenter au nom de notre groupe sur ces nouveaux pouvoirs de contrôle et sur la procédure de dialogue avec l'exécutif.

Mais puisqu'il faut parler de chiffres, je voudrais faire une deuxième remarque.

Il en est du budget de nos Communautés comme de celui de nos États respectifs : il est tributaire des effets économiques et monétaires des mesures protectionnistes prises par le président des États-Unis. Notre rapporteur M. Dulin, que je tiens également à féliciter, souligne justement au paragraphe 6 de son rapport « la crainte... que la diminution des échanges commerciaux, résultant en particulier de la surtaxe américaine de 10 %, n'entraîne une diminution des ressources propres ».

Tous les courants d'échanges risquent, en effet, d'être perturbés au fur et à mesure du préjudice subi par la Communauté.

C'est pourquoi, dès le retour à des parités de change fixes à l'intérieur de la Communauté, il conviendra de relancer l'union économique et monétaire, dans la mesure où sa mise en place doit permettre à la Com-

Estève

munauté élargie d'agir avec fermeté et cohésion et de parler d'une seule voix, c'est-à-dire de présenter un front commun.

Dans cette perspective, notre groupe a tenu à présenter une proposition de modification au budget de la Commission, tendant à rétablir les crédits qu'elle avait prévus pour le fonctionnement de certains comités qui jouent un rôle actif dans la mise en place de l'union économique et monétaire : Comité monétaire, Comité des politiques conjoncturelles, le Comité de politique budgétaire.

Nous souhaitons vivement que le Parlement entier se rallie à notre initiative.

Mais venons-en au budget lui-même tel qu'il nous est présenté par le Conseil, et d'abord aux dépenses du FEOGA, puisqu'un calcul simple démontre que celles-ci représentent environ 87,5 % des sommes inscrites au projet de budget global de la Communauté.

Comme l'a souligné la commission des finances et des budgets, il est difficile de formuler une appréciation sur les importants crédits de ce budget. C'est pourquoi nous devons souligner la nécessité de disposer de prévisions pluriannuelles, en reprenant à notre compte, comme M. Triboulet le faisait remarquer à la session d'octobre, la notion de crédits d'engagement.

De même, une telle masse de dépenses doit faire l'objet d'un contrôle approprié, dans lequel il nous est apparu que notre Assemblée devrait avoir sa part. C'est pourquoi nous avons demandé, dans une proposition de modification qui a été bien accueillie par la commission des finances et des budgets, que les crédits de la Commission de contrôle soient affectés pour partie au Conseil et pour partie à notre Assemblée, la décharge sur les comptes appartenant, en effet, désormais communément aux deux institutions.

Sur le fond, je dirai brièvement que les remarques présentées par la commission de l'agriculture et reprises au paragraphe 19 du rapport de M. Dulin recueillent notre entier assentiment. Il convient, en particulier, que « le Conseil arrête le plus rapidement possible les textes traduisant les accords de politique structurelle de mars 1971 ».

Il ne saurait être question ici de traiter de l'ensemble des politiques que traduit le budget qui nous est soumis. Nos porte-parole dans les différentes commissions ont eu l'occasion de faire valoir l'intérêt que notre groupe portait à la politique de la jeunesse, à la politique sociale, à celle de la recherche ou à celle de l'environnement.

Je voudrais, pour ma part, conclure sur ce qu'il est convenu d'appeler les dépenses de fonctionnement.

L'étude de la structure de ces dépenses fait apparaître l'importance des crédits consacrés à la location des immeubles de la Commission, crédits qui sont

en augmentation sensible. Ce coût croissant s'est malencontreusement conjugué avec certains vices de construction qui ont motivé des protestations de la part du personnel. C'est pourquoi notre proposition de modification n° 7, qui tend à diminuer symboliquement les crédits afférents au poste « immeubles », est en fait un appel à une politique plus rationnelle.

Mais, si les conditions matérielles de travail des fonctionnaires nous préoccupent, leur situation tout court nous préoccupe également et d'une façon très sérieuse.

Traditionnellement, la période de fin d'année est l'occasion pour les représentants du personnel des Communautés de dialoguer avec l'exécutif.

Nous sommes attachés à ce que ce dialogue soit l'occasion d'une concertation véritable et approfondie, à ce que l'ajustement normal des rémunérations soit évalué en fonction du coût de la vie et de l'accroissement normal du pouvoir d'achat, et enfin à ce que la situation des uns et des autres ne soit pas discriminée en fonction du lieu d'affectation.

Pour ma part, je regretterai que notre Parlement soit la victime d'une grève, alors qu'il n'a pas juridiquement compétence en matière statutaire et que la responsabilité en incombe à d'autres institutions.

Cependant, je tiens à profiter de l'occasion qui m'est donnée pour demander que, compte tenu des perspectives de l'élargissement, une politique du personnel active, complète et dynamique soit menée à l'intérieur de chacune de nos institutions.

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai cité quelques chiffres et j'ai parlé du contexte humain puisque tout budget est, en définitive, l'adaptation chiffrée des besoins des hommes.

L'année 1972 s'ouvre dans une certaine incertitude, mais comme le relève la Commission dans l'exposé des motifs de son projet de budget, cette prochaine année sera un moment décisif dans le processus de l'intégration européenne.

Nous en sommes convaincus. Dans l'œuvre d'achèvement, d'approfondissement et d'élargissement des Communautés, les représentants des États démocratiques que nous sommes saurons, au sein de ce Parlement, préparer l'avenir.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Fabbrini.

M. Fabbrini. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je serai très bref et limiterai mon intervention à rappeler les raisons fondamentales pour lesquelles nous voterons contre le projet de budget que nous a présenté le Conseil.

J'ai déjà exprimé quelques-unes de ces raisons au cours de la précédente réunion que nous avons tenue

Fabbrini

en présence de M. Moro, président en exercice, mais j'estime toutefois bon de les rappeler ici en donnant à mes paroles valeur de déclaration de vote politique.

Le président de la commission des finances et des budgets, M. Spénale, a déclaré que sans entrer dans les points de détail du budget, son groupe exprimait un avis favorable et donnait donc son adhésion au projet de budget, le budget étant l'expression de la ligne politique générale adoptée par la Communauté.

Eh bien, je déclarerai que sans entrer non plus dans les détails comptables du budget, précisément parce que le budget exprime une tendance politique générale, que nous désavouons, nous voterons contre ce budget.

Notre vote est essentiellement motivé par le fait que le budget ne répond pas, à notre avis, aux exigences réelles de développement de la Communauté et aux exigences qu'exprime à l'intérieur de cette Communauté la population active, ouvrière des pays membres de cette Communauté.

Nous savons tous en effet qu'environ 80 % des crédits prévus par le budget seront affectés à l'agriculture et plus particulièrement à la section garantie du FEOGA. Ces crédits sont et seront donc destinés à servir une politique que nous estimons erronée et qui, l'expérience nous l'apprend, n'a pas résolu les problèmes fondamentaux de l'agriculture des pays de la Communauté et a provoqué le mécontentement général. Je crois en effet que bien peu aujourd'hui sont satisfaits de la politique agricole menée par la Communauté.

Tel sera le premier motif de notre vote. Nous entendons le souligner en affirmant qu'une profonde modification des orientations adoptées jusqu'alors en matière de politique agricole est indispensable.

L'autre point soulevé lors du précédent débat concerne le problème des déséquilibres régionaux. Nous estimons qu'une politique communautaire qui entend réaliser un équilibre économique et social à l'intérieur de la Communauté ne peut moins faire que d'affronter résolument, c'est-à-dire avec les crédits nécessaires, le problème des déséquilibres régionaux qui doivent être résolus à l'intérieur de la Communauté. On a parlé d'un « vacuum » à propos de cette politique régionale ; l'expression traduit la réalité. Nous ne saurions donc adopter un budget qui présente cette grave lacune, précisément parce qu'il néglige l'exigence du rééquilibrage économique et social de la Communauté considérée dans son ensemble.

En outre les crédits affectés à la politique sociale sont, croyons-nous, absolument insuffisants. D'aucuns ont prétendu à diverses reprises que la Communauté devait se soucier au premier chef de l'homme, de ses besoins, et qu'elle devait s'employer à satisfaire ses exigences. Or, il me semble que l'insuffisance des

crédits ne permet pas — tant s'en faut — de répondre à ces exigences.

J'ajouterai qu'à mon avis, dans la partie concernant les recettes budgétaires on continue à perpétrer une situation de grave déséquilibre déjà constatée les années précédentes.

J'ai eu dernièrement l'occasion de dénoncer cet état de choses, dans mon Parlement national, en prononçant une allocution devant le Sénat. J'estime qu'il convient d'attirer l'attention des collègues de cette Assemblée sur ces différents points.

Il existe en effet un déséquilibre profond dans la contribution des différents pays au financement de l'activité communautaire. Et cela du fait que la contribution de l'État — qu'il s'agisse, comme par le passé, d'une contribution ou, comme aujourd'hui, de ressources propres et d'une partie contribution — n'a pas été indexée et ne l'est pas non plus aujourd'hui sur le revenu par habitant des différents pays. Il s'ensuit des déséquilibres énormes qui s'exercent au détriment des pays les plus défavorisés de la Communauté ; c'est pourquoi je crois qu'il est nécessaire de réfléchir attentivement à ce problème et que je me permets de le présenter aujourd'hui à mes collègues de l'Assemblée.

Enfin, nous ne pouvons voter ce budget car notre Parlement, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, n'a aucun pouvoir réel de modification : le Conseil détient encore tous les pouvoirs. On a prétendu que pour l'exercice 1972 nous appliquerions une procédure différente, qui renforcerait la collaboration entre le Conseil et le Parlement ; et une récente décision du Conseil de ministres dont quelqu'un a fait état est intervenue en ce sens.

Le résultat en serait pour nous une augmentation du pouvoir du Parlement au niveau de la consultation de la part du Conseil, mais la concentration des pouvoirs aux mains du Conseil demeure intacte et ne sera en rien entamée par la nouvelle procédure décidée par le Conseil de ministres.

Telle est la dernière raison pour laquelle nous ne saurions voter ce budget et pour laquelle nous souhaiterions une réelle augmentation des pouvoirs — réelle et non seulement formelle — qui donnerait à l'avenir au Parlement un pouvoir effectif de contrôle, ce qui rétablirait une situation aujourd'hui très insatisfaisante.

M. le Président. — La parole est à M. Lange.

M. Lange, président de la commission économique. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais présenter quelques réflexions, au nom de la commission économique, sur un point que le président en exercice du Conseil a lui-même qualifié de très important. Je voudrais rappeler que nous avons

Lange

débat en décembre de l'année dernière et en février de cette année de questions orales sur la politique des structures au niveau régional. Chaque fois, le président en exercice du Conseil a déclaré que la politique structurelle régionale était d'une importance fondamentale pour la Communauté. Une fois, il nous a même dit que cette politique était une condition décisive de l'union économique et monétaire.

Mais jusqu'à ce jour rien n'a été fait dans ce domaine, c'est-à-dire que le Conseil n'a encore pris aucune décision en la matière. Depuis octobre 1969, le Conseil est saisi d'une proposition de décision sur la politique régionale et depuis le printemps de cette année il examine deux propositions de la Commission sans parvenir au moindre accord dans ce domaine ni arrêter la moindre décision salubre pour la Communauté.

La commission économique a donc soumis quelques propositions à la commission des finances et des budgets. Ces propositions n'ont pas été présentées dans la forme requise par la procédure budgétaire car la commission a voulu laisser à la commission des finances et des budgets le soin de décider en fonction de ce qu'elle jugerait indispensable et d'incorporer dans le projet de budget un texte qui traduirait les aspirations du Parlement.

La façon dont ces propositions ont été traitées, m'amène à poser deux questions sur lesquelles je voudrais m'attarder. Je voudrais dire, au préalable, que je remercie le président de la commission des finances et des budgets de ses déclarations selon lesquelles la commission des finances et des budgets incorporerait dans le projet de budget, sous une forme adéquate, la proposition de la commission économique, qui a reçu l'accord de principe de la commission des finances, et qui, si je suis bien informé, a été saluée par le représentant de la Commission exécutive devant la commission des finances et que celle-ci n'a pas pu prendre en considération pour des raisons budgétaires et juridiques mais qu'elle compte réexaminer lors de ses délibérations de demain.

Monsieur le Président, chers collègues, Monsieur le Président du Conseil et vous, Monsieur Coppé, responsable du budget au niveau de la Commission, sachez que la commission économique avait pensé introduire dans le projet de budget un argument qui amènerait le Conseil à se prononcer pour ou contre la politique régionale. Jusqu'à présent, il fallait qu'au niveau communautaire soient prises d'abord des décisions contraignantes par le Conseil, c'est-à-dire en pratique des textes de loi sur la base desquels des dépenses devaient être engagées ; après quoi seulement les postes correspondants pouvaient être inscrits au budget. Il me semble qu'il s'agit là d'une méthode qui n'est pas courante dans les Parlements nationaux des pays membres. Dans ces pays, le budget est une loi autonome prévoyant des financements directs pour certaines actions politiques. Or, cette

politique des structures régionales aurait été une de ces actions que le Conseil aurait dû concrétiser.

Dans ces conditions, je voudrais poser une question en invitant les trois organes de la Communauté d'en étudier l'aspect juridique : le budget, avec son article unique, c'est-à-dire la loi budgétaire, ne devrait-il pas être utilisé comme un instrument d'action politique à la fois sur le plan des dépenses et le plan des recettes ? Si la politique des structures au plan régional revêt effectivement pour la réalisation des objectifs des traités de Rome l'importance que le président en exercice du Conseil lui a attribuée par deux fois, alors j'aimerais savoir si le Conseil ne pourrait pas, conformément à l'article 235, décider à l'unanimité sur ces lignes budgétaires en incorporant dans le budget, à titre d'exposé des motifs, les lignes directrices des propositions de directive ou de décision, de façon à expliciter l'utilisation de ces crédits.

Monsieur le Président, je crois que nous devrions étudier la possibilité de rendre le budget opérant par lui-même en partant de la situation actuelle et de la double procédure que nous connaissons en ce moment, à savoir dans un premier stade une loi impliquant des dépenses et dans un deuxième stade l'inscription au budget des actions prévues dans la loi. Je pense que le Conseil, tout comme la Commission, devrait se saisir de cette question. Alors nous pourrions nous dégager de nos difficultés.

Monsieur le Président, je vous invite à faire une démarche en ce sens afin que nous puissions, sur ce plan également, enregistrer un progrès d'une certaine résonance politique.

Ceci étant, la commission économique maintient ses propositions. Notre collègue Spénale nous a dit que la commission des finances les réexaminerait dans sa réunion de demain matin et qu'elle en tiendrait compte, de sorte qu'une nouvelle ligne budgétaire sera inscrite au budget.

Je crois cependant que la Commission — et je ne puis m'empêcher d'en faire la remarque au commissaire responsable — aurait pu introduire d'elle-même dans le budget un élément qu'elle avait elle-même jugé si important et indispensable et tirer les conclusions que j'ai esquissées tout à l'heure.

Je sais que nous avons examiné longuement en commission économique et en présence du commissaire responsable des problèmes de la politique régionale les efforts que la Commission a dû déployer jusqu'à ce jour et nous avons proposé, en conclusion, de montrer au Conseil qu'il y avait nécessité de prendre une décision.

Si le Conseil dit non, le Parlement devra se saisir à nouveau du problème, car il aura alors à tirer des conclusions de caractère politique, alors qu'à mon avis il ne devrait pas être réduit à les tirer, si tant est que la politique régionale structurelle revêt bien,

Lange

pour les présidents du Conseil, l'importance qu'ils lui ont attribuée.

Voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais dire pour appuyer les propositions présentées et maintenues par la commission économique et pour justifier la mise en demeure qu'elle adresse aux parties concernées de prendre position sur les propositions de la commission. J'espère que le Conseil et la Commission, car pour l'instant je ne citerai pas le Parlement et sa commission des finances et des budgets, étudieront une nouvelle fois toutes ces questions et que le Conseil parviendra à des résultats tangibles en matière de politique structurelle régionale au moment où il arrêtera le budget.

Monsieur le Président, je vous remercie pour la patience dont vous avez fait preuve à mon égard.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Girardin.

M. Girardin. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je crois que nous sommes tous conscients et convaincus du fait que tout budget — qu'il soit national ou communautaire comme celui que nous examinons — représente beaucoup plus qu'un simple instrument énumérateur des crédits disponibles pour les différents chapitres d'activité.

Le budget constitue en réalité un fait éminemment politique, car il traduit en termes financiers la volonté plus ou moins prononcée de mettre en œuvre des politiques déterminées en opérant un choix précis d'objectifs, de priorités et d'instruments. C'est pourquoi je pense que nous devons examiner réellement l'aspect politique du budget des Communautés.

Cela dit, la volonté politique manifestée par le Conseil, en particulier dans le domaine de la politique sociale européenne, sur laquelle je m'arrêterai brièvement, est assez décevante. En effet, pour deux chapitres qui concernent la politique sociale européenne, notamment le Fonds social européen ainsi que la protection sanitaire et l'hygiène du travail, le Conseil a modifié les propositions présentées par la Commission, soit qu'il diminue les crédits dans des proportions importantes, soit qu'il les bloque carrément.

Ce fait, je pense, mérite d'être souligné. J'ai eu l'honneur d'être rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique sur le budget. Or, cette commission a approuvé à l'unanimité deux propositions de modification : l'une tend à rétablir, pour les interventions de type B, les 10 millions d'u.c. qui avaient été supprimés par le Conseil de ministres, l'autre à rétablir le poste 3550 relatif à la protection sanitaire de l'air et de l'eau, ainsi que le poste 3551 relatif à la protection de la santé sur les lieux du travail.

J'espère qu'il ne sera pas difficile au Parlement d'inviter unanimement le Conseil à rétablir ces postes. Ce n'est pas grand-chose, mais ce sera incontestablement l'indication précise d'une volonté politique en ce sens.

Lorsqu'on parle, comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans toutes les instances, mais en particulier à notre Parlement, de politique sociale, lorsqu'on en parle en particulier dans le commentaire accompagnant le budget de la Commission, on se réfère aux limites normatives fixées par les traités. Or, nous savons que les traités sont quelque peu généraux à ce propos ; ils contiennent cependant une phrase (l'égalisation dans le progrès des conditions sociales, des situations structurelles dans le cadre de la Communauté) qui peut évidemment dire tout ou rien, selon que la volonté de mettre sur pied une politique sociale résolue dans notre Communauté existe ou non.

La séance d'aujourd'hui nous offre l'occasion d'un véritable rendez-vous politique entre les différentes institutions communautaires (Commission, Conseil et Parlement) un rendez-vous propice pour clarifier nos intentions quant à cette égalisation dans le progrès : voulons-nous qu'elle soit seulement une affirmation de principe, dépourvue de conséquences pratiques, ou voulons-nous procéder à une intégration sur le plan social, intégration que nous devons tous considérer comme la condition *sine qua non* de l'intégration politique ?

En effet, si l'intégration économique européenne ne devait pas s'accompagner de cette intégration sociale, on enregistrerait l'échec d'une tentative historique, celle de faire de l'Europe un ensemble de peuples avancés qui ont pris en considération les intérêts des catégories moins favorisées. En d'autres termes, nous voulons une Europe qui renonce à conserver les privilèges actuels voire à les renforcer, et qui s'efforce d'améliorer la situation des catégories les moins favorisées, en particulier des classes laborieuses, qui attendent de l'Europe les avantages que précisément par cette affirmation de principe, les traités leur ont promis.

C'est pourquoi, me rendant à votre invitation, Monsieur le Président, je me bornerai à insister sur ces deux points : le rétablissement des 10 millions d'unités de compte destinés aux interventions de type B du Fonds social européen et celui des deux postes intéressant la protection de la santé et l'hygiène du travail. Je note avec une satisfaction particulière que tous les groupes politiques du Parlement appuient la proposition de modification de la commission des affaires sociales et de la santé publique relative à ce crédit de 10 millions d'unités de compte. Cette intervention du Fonds social européen est en fait un premier moyen de remédier à certaines situations déterminées. Mais son caractère social réside également dans le fait qu'il permet d'éliminer les causes des déséquilibres entre catégories et surtout entre régions.

Girardin

On a mis en relief la nécessité d'une synchronisation entre la mise en œuvre de la politique régionale et celle d'une politique de progrès dans le domaine social. Personnellement, j'estime devoir me prononcer en faveur de la proposition de modification n° 23, qui tend à l'inscription d'un crédit de 50 millions d'unités de compte à un chapitre 39 nouveau, intitulé Fonds européen de développement régional. Ce crédit est nécessaire si nous voulons réellement mener une action concrète dans ce domaine, autrement dit si nous ne voulons pas nous contenter d'aider les travailleurs migrants de la Communauté (en particulier ceux de mon pays), contraints de se rendre dans d'autres pays pour trouver un emploi. Si nous voulons réellement renverser cette tendance, nous ne devons pas nous borner à l'affirmer en paroles ou à coup de principes politiques, mais nous devons — à l'occasion du débat budgétaire — encourager concrètement la manifestation d'une solidarité européenne à l'égard des régions moins développées et plus pauvres du territoire communautaire. Cette solidarité doit s'exprimer en termes non seulement moraux et politiques, mais aussi financiers, par l'encouragement d'investissements tendant à créer des emplois là où se trouvent les travailleurs et évitant de les contraindre — ce qui est l'une des grandes injustices humaines — à se déplacer pour trouver un travail.

En conclusion, j'estime devoir voter la proposition de modification en question, car elle constitue un premier élément concret qui résume tout ce que nous avons pu dire jusqu'ici et qui nous permet, en tant que responsables politiques, de mettre nos projets à exécution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je commencerai par souligner, moi aussi, la qualité remarquable du rapport de M. Dulin qui, en effet, était une excellente base pour la discussion d'aujourd'hui et pour les votes qui auront lieu jeudi.

Je me contenterai, Monsieur le Président, de présenter quelques considérations ; j'espère avoir encore l'occasion d'intervenir tout à l'heure, lorsque nous discuterons des amendements.

M. le Président. — Monsieur Coppé, les propositions de modification sont également en discussion. Je vous prie donc de prendre également position à leur sujet.

M. Coppé. — Monsieur le Président, des addenda ont été présentés et, parmi ceux-ci, il en est un dont nous portons la responsabilité : celui qui concerne le contrôle de sécurité. Je vous en donne l'explication.

Le mandat qui a été donné à la Commission pour négocier avec l'organisme international de Vienne a été décidé à un Conseil des ministres des affaires étrangères, le jour même où le Conseil des ministres des finances adoptait l'avant-projet de budget et en faisait le projet de budget.

Par conséquent, il nous était impossible de prévoir ce qu'allait décider, ce même après-midi, le Conseil de ministres. Telles sont les raisons de cette situation qui, je le souhaite, ne se reproduira pas souvent.

MM. Dulin, et Spénale regrettent l'incertitude des estimations en matière de masse budgétaire. Je suis reconnaissant à M. Dulin d'avoir admis que les difficultés étaient nombreuses et je remercie M. Spénale d'avoir attribué l'origine d'une partie de ces problèmes à certaines mesures récentes qui ont perturbé le commerce international. Par la force des choses, nos ressources propres, en l'occurrence les prélèvements et les recettes du tarif douanier commun sont très largement tributaires des événements extérieurs à la Communauté.

J'y ajoute un élément dont il faut tenir compte pour être complet : en vue de respecter le calendrier — difficile à tenir comme M. le président Spénale a bien voulu le reconnaître — nous devons faire nos estimations en juin et juillet de façon à pouvoir présenter l'avant-projet de budget au Conseil de ministres immédiatement après les vacances. Si l'on se rapporte aux événements qui se sont produits, il faut admettre que dans ces conditions, la préparation en juin et juillet des estimations pour l'année 1972 est évidemment délicate.

Je saisis cette occasion pour préciser que nous allons devoir présenter prochainement un budget rectificatif pour l'année en cours ; en effet, les ressources propres ont été inférieures à ce que nous espérions parce que les prélèvements ont fait les frais de l'évolution des cours mondiaux agricoles. Par contre, les recettes du tarif douanier commun correspondent quant à elles à nos prévisions.

MM. Dulin et Aigner ont examiné très attentivement nos estimations des dépenses en matière agricole. Ils ont eu raison. Après vérification, j'indique qu'en ce qui concerne la section « orientation », nos dépenses ne croissent pas aussi rapidement que nous l'avions prévu et vous en connaissez la raison.

En ce qui concerne la section « garantie », nous atteindrons, à la fin de l'année, 2 milliards d'unités de compte contre 2 milliards 300 millions prévus. Il faut tenir compte d'un décalage de deux mois dans la comptabilisation. Si l'on tenait compte du fait générateur, nous en serions à peu de chose près aux 2 milliards 300 millions prévus, sachant qu'en ce qui concerne le vin nous avons tout récemment augmenté les dépenses et qu'en ce qui concerne le lait, celles-ci ont considérablement diminué, cependant que les modifications apportées en d'autres domaines ont, en outre, perturbé nos dépenses.

Coppé

Je plaide donc les circonstances atténuantes, car faire des estimations, notamment pour le FEOGA, dans un domaine aussi sensible à la conjoncture mondiale, est toujours aléatoire.

J'en arrive maintenant aux grandes tâches qui seront les nôtres dans les mois à venir. Nous devons en effet être prêts pour l'année prochaine à affronter une tâche encore beaucoup plus difficile que celle qui a été la nôtre cette année. En effet, nous devons mettre au point un avant-projet de budget dans l'hypothèse d'une communauté à six et dans l'hypothèse d'une communauté à dix. Mais qui oserait dire qu'il ne sera pas nécessaire d'envisager des hypothèses intermédiaires, en tout cas pour l'année 1973 ? Par conséquent, la difficulté consistera à estimer convenablement nos recettes qui, dans le cadre d'un élargissement, seront fonction de nos ressources propres, lesquelles subiront elles-mêmes des modifications importantes. Nous devons également modifier nos dépenses puisque nos restitutions, notamment agricoles, dépendent dans une large mesure du résultat de l'élargissement et du stade de celui-ci en 1973. Deuxième problème important — et je profite pour en parler, Monsieur le Président, de la présence du représentant du Conseil de ministres, — nous allons fêter, fin novembre, l'anniversaire du dépôt d'une proposition de renouvellement de notre règlement financier. A cette occasion, nous enverrons des fleurs au Conseil. J'espère que ce geste pourra amener les experts budgétaires à nous accorder un tour de faveur dans la procédure en cours depuis de si nombreux mois.

Je regrette, Monsieur le Président du Conseil, d'avoir l'occasion, moi aussi, de présenter des doléances dans ce domaine.

En ce qui concerne la réflexion de M. Estève, qui avait déjà été émise antérieurement par certains membres de ce Parlement et selon laquelle nous devons faire une distinction entre les crédits de paiement et les crédits d'engagement, j'ai promis à la commission des finances et des budgets que nous examinerions cette question.

Dans ce domaine, il ne faut pas improviser. Il faut être prudent. Il faut tenir compte des difficultés que l'on peut créer à une administration dont les tâches sont très difficiles. J'espère que d'ici le mois de mars, nous pourrons, sur la base d'un rapport que nous allons élaborer, discuter très concrètement de ce point.

En ce qui concerne les fraudes, je voudrais dire à M. Aigner que nous avons introduit, en octobre 1970, un règlement d'application pour l'article 8 du règlement n° 729. J'avoue que nous avons oublié d'envoyer des fleurs au Conseil, en octobre, pour célébrer l'anniversaire du dépôt du règlement d'application pour l'article 8. Mais nous lui en enverrons.

Si je m'en rapporte au Journal officiel des Communautés n° L 94 de 1970 je lis, à l'article 8 du règlement 729 :

« Les États membres prennent, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales, les mesures pour

- assurer la régularité des opérations financières financées par le Fonds agricole ;
- prévenir et poursuivre les irrégularités ;
- récupérer les sommes perdues à la suite d'irrégularités ou de négligences.

Les États membres informent la Commission des mesures prises à cette fin et notamment de l'état des procédures administratives et judiciaires. »

Et à la fin :

« Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission, arrête les règles générales d'application du présent article. »

Ce règlement d'application a été introduit. Jusqu'ici, nous ne sommes pas parvenus à obtenir un vote qui, je le souligne, ne doit être acquis qu'à la majorité qualifiée, ce qui est plus facile à obtenir que l'unanimité.

Je fais appel au représentant du Conseil ici présent pour que soit appliqué le plus rapidement possible un article vital pour un point qui intéresse non seulement M. Aigner mais nous tous, et qui consiste à savoir dans quelle mesure nous allons pouvoir organiser les contrôles sur place en collaboration avec les organisations et les administrations nationales.

En ce qui concerne les prévisions pluriannuelles dont il a été question au cours de ce débat, nous les avons introduites, mais avec tous les aléas qui existent déjà pour 1972 et *a fortiori* pour 1973 et 1974. Nous nous sommes entourés de l'avis du Comité de politique budgétaire. J'espère que nous allons pouvoir discuter prochainement de ces prévisions pluriannuelles avec la commission des finances et des budgets.

Selon les estimations, les dépenses seront en augmentation modérée pour les années 1973 et 1974, mais il est évident que cette progression des dépenses est fonction de facteurs imprévisibles, tels que la variation des cours mondiaux ou le niveau de la production et des prix agricoles à l'intérieur de la Communauté.

J'ajoute que dans ces prévisions pluriannuelles, nous n'avons pas, pour des raisons évidentes, tenu compte de l'adhésion des quatre pays candidats, ce qui peut modifier considérablement nos estimations des ressources propres. Nous n'avons pas tenu compte non plus des incidences des mesures américaines sur l'ensemble du commerce mondial, car nous ne savons pas dans quelle mesure cette situation se maintiendra.

Coppé

Mais j'admets avec M. Spénale qu'il faudra suivre cette évolution de très près parce que, effectivement, l'élargissement et les conditions du commerce mondial sont de nature à influencer considérablement à la fois nos recettes et nos dépenses, pour un pourcentage particulièrement important, notamment au titre du FEOGA, lequel représente effectivement 85 % du total de nos dépenses.

J'en viens maintenant aux réflexions qui ont été faites par M. Aigner sur la Commission de contrôle et par M. Dulin, qui a défendu le partage par moitié des frais de la Commission de contrôle. En ce qui nous concerne, nous sommes d'accord sur cette division, qui en effet me semble logique, dès que l'on admet que les deux institutions donnent la décharge à la Commission pour les comptes clôturés. Mais je crois devoir rectifier un point : la Commission ne s'est pas opposée au contrôle sur place de tous les documents nécessaires ; au contraire, elle a pris des mesures pour harmoniser les relations entre la Commission de contrôle et nos différentes directions générales. Nous cherchons à harmoniser ces relations, de manière qu'elles passent par un canal qui permet de régulariser les contacts de la Commission de contrôle avec les 22 ou 23 directions que nous avons.

Je confirme que j'ai écrit à la Commission de contrôle pour marquer mon accord sur la discussion de toutes mesures qui pourraient être prises pour faciliter les relations entre la Commission de contrôle et nous-mêmes. Je l'ai dit également à votre commission des finances et des budgets. Je ne puis donc absolument pas admettre un quelconque procès d'intention dans ce domaine. J'ajoute, à l'intention de tous ceux qui sont dans ce Parlement depuis de nombreuses années, que jamais nous n'avons eu la moindre difficulté avec le commissaire aux comptes de la CEEA et une expérience de 19 ans démontre qu'en ce qui me concerne, dans la mesure où j'en ai toujours été responsable, j'ai été particulièrement sensible aux exigences du contrôle soit du commissaire aux comptes, soit de la Commission de contrôle ; loin d'avoir une attitude négative, j'ai même toujours adopté, en ce qui me concerne, une attitude positive à l'égard du contrôle et je continuerai à le faire.

M. Estève a regretté que le Parlement européen soit victime d'une grève du personnel alors qu'il n'a pas le pouvoir budgétaire définitif. Je profite de cette occasion pour dire que la Commission sera aussi victime de cette grève, alors que dans une concertation satisfaisante elle était parvenue à ramener les exigences du personnel sur une position raisonnable. Pour ce qui nous concerne, l'accord est fait. Cet accord ne rencontre pas l'unanimité du Conseil, comme certains membres l'ont déclaré, mais j'ajoute, Monsieur le Président — et je profite encore de la présence du représentant du Conseil pour rappeler que cette décision peut être prise à la majorité qualifiée — qu'elle a été prise l'année dernière à la majorité qualifiée vers trois heures du matin ; le seul souhait que

j'exprime, c'est qu'on la reprenne s'il le faut, à la majorité qualifiée, mais un peu plus tôt dans la nuit.

En ce qui concerne le renforcement de la procédure parlementaire, M. le président Spénale sait, comme les autres membres de la commission des finances et les membres du Parlement, que la Commission est entièrement aux côtés du Parlement européen sur ce point qui nous semble, à nous comme à vous, capital pour la démocratisation de nos institutions.

En conclusion, je voudrais répondre à M. Lange sur la politique régionale.

Il m'a, en effet, posé une question de principe à laquelle je ne veux même pas tenter de répondre maintenant tout seul. Mais cette question de principe est importante, et si M. Lange en est d'accord, nous pourrions en discuter ultérieurement au sein de la commission des finances et des budgets qui, peut-être, invitera M. Lange à s'expliquer sur ce point.

Il s'agit de savoir, en effet, si lorsqu'il n'y a pas de décision législative sur un point déterminé, on peut faire appel à l'article 235 pour inscrire cependant des dépenses tout en respectant les décisions des 20 et 21 avril 1970.

Tous les parlementaires reconnaissent certainement l'importance de ce point de principe. Il serait presque inadmissible, Monsieur le Président, que je tente de répondre sur le champ, ce que d'ailleurs M. Lange ne demande pas non plus.

Voilà, Monsieur le Président, l'intervention qui s'imposait au début de ce débat sur les propositions de modification. Les positions que nous avons adoptées sur chacune de ces propositions individuellement ont été précisées au cours de la séance de la commission qui a eu lieu à Luxembourg. Je n'ai donc pas besoin d'y revenir.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. CORONA*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, chers collègues, j'ai une nouvelle fois demandé la parole, car je ne veux en aucun cas créer l'impression que nous voulons faire ici un procès d'intention.

Monsieur Coppé, nous avons si souvent parlé de ce problème. J'ajouterai que personnellement vous vous montrez toujours très ouvert en ce qui le concerne et que, sans aucun doute, vous ne contestez pas la position juridique de la Commission de contrôle. Mais l'objet du débat est désormais le suivant : entre la Commission de contrôle et le contrôle administratif

Aigner

interne que vous envisagez, une situation de conflit est née. C'est un conflit tout naturel comme il en survient partout.

Le point de vue de la commission des finances et des budgets est le suivant : ce qu'il nous faut c'est une Commission de contrôle, véritable organe de coordination, qui travaillant en contact étroit avec les Cours des comptes sur le plan national, et évitant tout double emploi, soit capable d'assurer une véritable fonction de contrôle.

La République fédérale offre un exemple classique de cette forme d'organisation : les cours des comptes des Länder et une Cour des comptes fédérales. La Cour des comptes fédérales répartit les tâches entre les cours des Länder : vous vous occuperez de cela, de sorte que je n'aie plus à m'en occuper, moi. La collaboration se fait sans heurts. La formule peut se transposer au niveau européen. C'est tout le problème de la Commission de contrôle. C'est ainsi que nous concevons le contrôle administratif interne. Là non plus, il n'est pas besoin d'un organe de contrôle complet, qui soit partout présent jusqu'au niveau national. Là aussi, il est possible de recourir aux organes de contrôle existants, en créant à l'intérieur de la Commission un organisme destiné à les coiffer.

Mais ce que nous avons constamment reproché à la Commission, Monsieur Coppé, c'est la lenteur avec laquelle se développent ses propres conceptions. La situation est d'ailleurs identique à celle qui s'est créée au FEOGA et que nous connaissons bien.

Au Conseil de ministres je dirais ceci : nous avons besoin de la Commission de contrôle non pas seulement pour un contrôle purement comptable, mais surtout pour un contrôle de rentabilité. Permettez-moi, Monsieur Coppé, de vous rappeler certains débats publics, certains articles qui prennent la Commission violemment à partie à propos de ses frais de voyage. A défaut d'organe de contrôle qui puisse examiner la situation sous l'angle de la rentabilité et demander à la Commission la communication du dossier, vous aurez un débat public qui fera plus de mal que les difficultés que, çà et là, l'activité de cet organe pourrait susciter.

C'est pourquoi je demande au Conseil de tout mettre en œuvre pour que, à l'occasion de la révision de l'organisation budgétaire en cours, les droits de la Commission de contrôle soient définis avec clarté également dans le domaine du contrôle de rentabilité.

Je souhaiterais surtout que le Conseil établisse un calendrier précis des travaux préliminaires à la révision de l'organisation budgétaire.

Monsieur le Président, le Parlement européen est en droit d'attendre que dans la nouvelle organisation budgétaire, les compétences et les pouvoirs de la Commission de contrôle soient définis avec toute la précision qu'exige l'importance d'un contrôle finan-

cier indépendant exercé dans cette Communauté par un organe extérieur à la Commission.

Monsieur Coppé, si nous voulons poursuivre le dialogue et si le Conseil voulait enfin comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de quelques postes, mais des fondements mêmes de notre Communauté dans le domaine financier, il nous appartient d'élaborer une conception claire, puis de la faire triompher ensemble.

Je crois que nos opinions ne sont pas trop divergentes quant aux modalités de ce contrôle aux divers niveaux. Mais, du dialogue et de la discussion, nous devons enfin passer aux actes et aux décisions. Je prie le Conseil d'y consacrer toute son attention.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dulin.

M. Dulin, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais marquer mon complet accord sur les observations présentées par M. Aigner au sujet du contrôle.

Mais je voudrais aussi remercier M. Coppé des renseignements nouveaux qu'il nous a apportés sur les ressources propres de la Communauté. La dernière fois, il nous avait fait espérer, sur une question que j'avais soulevée dans mon rapport, que les droits de douane compenseraient la différence en ce qui concerne les ressources propres. Or, aujourd'hui, il nous dit : Non, d'après les renseignements que j'ai, je vous proposerai un budget rectificatif, en soulignant bien que ce budget rectificatif démontrera que les ressources propres sont diminuées et que, par conséquent, il faudra apporter des modifications importantes au budget.

Je voudrais souligner à l'Assemblée que ce sont là précisément les appréhensions de la commission des finances et des budgets que j'avais soulignées dans ma précédente intervention.

Je dois dire aussi qu'en ce qui concerne le FEOGA il nous a appris — et nous l'en remercions — que deux milliards trois cents millions seront les objectifs budgétaires prévus et seront, par conséquent, réglés d'ici à la fin de l'année — ou à l'année prochaine tout au moins — c'est-à-dire qu'il y aura un très gros avancement dans les règlements. En revanche, vous savez que nos observations portent surtout sur la section « garantie ». Et alors, vous faites comme M. Mansholt qui, lorsque je lui demande s'il révisera les prix agricoles, me répond : Quand nous aurons la parité fixe monétaire. Vous levez les bras au ciel, mais il faut tout de même en terminer ; car il y a un certain nombre d'années que cela dure. C'est sur cette base que nous avons appuyé nos observations. Vous nous avez appris une bonne nouvelle tout à l'heure, à savoir que maintenant les interventions pour le lait ne coûtent plus rien, ce qui a permis d'aider nos viticulteurs. Pour mon ami Vals, je m'en félicite, mais en-

Dulin

A la suite de l'intervention de notre président, M. Spénale, vous avez parlé de l'élargissement de la Communauté et des conséquences de cet élargissement sur notre budget et sur nos ressources propres. Et vous avez dit que cela se cumule, si je puis dire, malheureusement, à la situation monétaire dans laquelle nous vivons actuellement, sur le plan international. C'est sur ce point que je me félicite lorsque j'entends M. Estève déclarer que son groupe souhaite l'intégration. Pour ma part, je souhaite vivement, que l'intégration soit faite dans tous les domaines et qu'on n'en parle pas tout le temps. Il ne suffit pas de dire qu'on veut l'intégration et de prendre immédiatement une attitude contraire dans le domaine monétaire. Si nous les pays voulaient vraiment être communautaires, le problème aurait déjà été réglé, et l'union économique et monétaire serait une réalité. Nous regrettons qu'il n'en soit pas ainsi.

Mes chers collègues, les événements ont démontré que vous ne pourrez pas attendre 1975 pour régler ce problème. Il faut le faire maintenant car, comme l'a indiqué récemment M. Mansholt, les prix agricoles ne pourront être fixés tant que la parité des monnaies ne sera pas effective. Par conséquent, les autres problèmes ne pourront être résolus si vous ne faites pas vous-mêmes l'union économique et monétaire européenne. Ce n'est pas l'Europe qui, seule, risque de sombrer mais bien l'économie de nos pays. Nous constatons actuellement, aussi bien en Allemagne fédérale qu'en France, que le chômage augmente dans des proportions dramatiques et je lance un appel solennel, non seulement au Conseil de ministres mais plus particulièrement aux gouvernements : il est temps d'arriver à un accord. Si on ne le réalise pas dans les semaines qui viennent, on risque d'assister à la fin de la Communauté européenne et même de voir compromise la paix dans le monde.

En conclusion, m'adressant aux représentants du Conseil j'insiste sur la nécessité absolue de régler ce problème essentiel, qui risque de poser des problèmes insolubles et d'engendrer une crise européenne sans précédent.

(Applaudissements)

M. le Président. — Le président du Conseil a demandé un petit délai pour préparer sa réponse aux différents orateurs.

En attendant cette réponse, je vous propose de passer aux autres points de l'ordre du jour.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

8. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe des libéraux et apparentés une demande tendant à nommer M.

Durieux, membre de la commission de l'agriculture en remplacement de M. Boscary-Monsservin, démissionnaire.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Cette nomination est ratifiée.

9. Ordre des travaux

M. le Président. — M. Merchiers, rapporteur de la commission juridique sur la modification de l'article 20 du règlement du Parlement européen et l'insertion d'un nouvel article 20 bis, relatifs à la procédure d'examen du rapport général annuel et du programme annuel d'activité de la Commission des Communautés, a demandé à intervenir pour soumettre à l'Assemblée une procédure permettant de conclure nos travaux sur ce problème extrêmement important.

Nous pourrions donc passer immédiatement à l'examen de ce point de l'ordre du jour, laissé en suspens lors de la séance d'hier.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

10. Modification du règlement du Parlement européen — Renvoi en commission

M. le Président. — L'ordre du jour appelle donc une déclaration de M. Merchiers, rapporteur de la commission juridique, sur la modification du règlement du Parlement européen (doc. 169/71).

M. Merchiers, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons eu hier après-midi une discussion très intéressante et, à certains égards, parfois légèrement passionnée, sur la modification du règlement du Parlement européen, en particulier de son article 20.

Ayant recueilli l'impression que la majeure partie, pour ne pas dire l'unanimité, des membres de la commission juridique, voire du Parlement, avaient des idées analogues, mais qu'il est impossible de préciser pour le moment, je vous propose le renvoi de cette affaire à la commission juridique.

Nous pourrions ainsi tenter de nous mettre d'accord sur certains termes. Nous ne pouvons, en effet, pas perdre de vue qu'aux termes de l'article 54 du règlement, celui-ci ne peut être modifié qu'à la majorité, c'est-à-dire la moitié plus un, des membres qui composent notre Parlement. Or, il semble, d'après la discussion d'hier, que nous n'atteindrions pas cette majorité.

Par conséquent, plutôt que de rester à l'ancien règlement, je crois pouvoir proposer que la commission juridique fasse en son sein, un nouvel effort de com-

Merchiers

préhension et de persuasion, de façon que nous puissions finalement proposer au Parlement un texte propre à recueillir l'assentiment unanime.

M. le Président. — La parole est à M. Meister.

M. Meister. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il était à prévoir que les énormes divergences de vues, qui s'étaient manifestées lorsque la commission juridique avait débattu des problèmes, auraient des prolongements en séance plénière, au moment du débat sur le règlement. Il est bien évident qu'on ne pouvait pas, ici non plus, parvenir à une conception unitaire ni même obtenir une majorité qualifiée. Le groupe démocrate-chrétien approuve donc la proposition de renvoyer le rapport et notre amendement à la commission juridique. Nous y reprendrons volontiers nos discussions afin d'aboutir, en tenant compte de l'une ou l'autre suggestion qui pourrait être faite, à une conception qui puisse recueillir l'appui général. Nous regrettons vivement que le rapporteur, auquel la rédaction de ce rapport qui traite de l'ensemble du sujet a valu beaucoup de travail, ce dont nous lui savons gré, doive se remettre à l'étude de ce problème difficile. Nous espérons et nous souhaitons que les nouveaux débats de la commission juridique seront cette fois couronnés de succès.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Le renvoi étant demandé par la commission compétente au fond, il est de droit.

En conséquence, le rapport de M. Merchiers ainsi que l'amendement n° 1 sont renvoyés à la commission juridique.

11. *Règlement concernant les prix d'orientation du vin*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vals, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant les prix d'orientation dans le secteur du vin pour la période du 16 décembre 1971 au 15 décembre 1972 (doc. 174/71).

La parole est à M. Vals qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Vals, rapporteur. — Monsieur le Président, je me sens particulièrement « comblé », malgré le départ de son banc de M. Coppé, de voir que la Commission est représentée maintenant par M. Haferkamp...

M. Coppé... qui, lui, est le spécialiste du vin !

M. Vals. — Je le sais, M. Coppé !

Après M. Mansholt, M. Coppé ; après M. Coppé, M. Haferkamp... ; j'espère qu'ainsi tous les commissaires finiront par être vraiment au courant des problèmes viticoles qui se posent dans la Communauté. De toute façon, j'espère que M. Coppé deviendra un excellent dégustateur, même si, dans son pays, il n'est pas producteur de vin.

Le problème qui nous intéresse aujourd'hui est celui de la fixation des prix de déclenchement des interventions. Les propositions de la Commission européenne en la matière font partie d'un ensemble, dont nous aurons d'ailleurs à discuter dans le courant de cet après-midi. Si l'on en a extrait le vin, comme on en avait extrait l'huile d'olive, c'est parce qu'il est indispensable de prendre une décision au début de décembre, les nouvelles propositions devant permettre au Conseil de fixer la gamme des prix avant le 16 décembre 1971.

La commission de l'agriculture, je dois bien le dire, n'a pas partagé le point de vue antérieur de la Commission. En effet, les propositions de cette dernière allaient de 1,5 à 3 % d'augmentation, suivant les diverses catégories et variétés de vins. D'après les informations qui nous sont fournies par la presse, tout au moins par la presse française, la position générale de la Commission ne serait plus tout à fait la même, et elle envisagerait une augmentation de l'ordre de 6 % des prix agricoles. Je ne peux que m'en réjouir et m'en féliciter, car cela indiquerait que, tout au moins sur la question du vin, la Commission est d'accord avec la commission de l'agriculture.

J'ai entendu, dans le débat budgétaire de tout à l'heure, M. Coppé nous déclarer que l'on avait augmenté les dépenses relatives au vin. J'ai enregistré cette déclaration avec beaucoup de plaisir, car, pour l'instant, les dépenses n'ont pas été augmentées ; des propositions ont été faites, particulièrement en ce qui concerne l'augmentation de la prime de stockage, mais le Conseil ne s'est pas encore prononcé. J'espère, Monsieur le Commissaire, que l'augmentation de votre prévision de dépenses se traduira dans la réalité !

La position adoptée par la commission de l'agriculture pour répondre à ces propositions est très simple. L'augmentation pour le vin du type R I proposée par la Commission était de l'ordre de 3 % ; nous demandons une augmentation de 6 %, soit le double de ce que propose la Commission. Nous appliquons la même proportion pour les divers types de vin, c'est-à-dire que, par exemple, là où l'augmentation proposée par la Commission était de l'ordre de 2 %, nous proposons une augmentation de 4 %. Cela donne les prix suivants : 1,43 u.c. par degré/hl pour le type de vin de table R I ; 1,32 u.c. par degré/hl pour le R II ; 22 u.c. par hl pour le R III ; 1,33 u.c. par degré/hl pour le type de vin de table A I. Voilà

Vals

pour les vins blancs. Ensuite : 29,50 u.c. par hl pour le type de vin de table A II et 33,70 u.c. par hl pour les vins de table A III.

Nous pensons ainsi rester fidèles aux objectifs de la proposition de la Commission :

« Considérant que, lors de la fixation des prix d'orientation pour le vin de table, il y a lieu de tenir compte tant des objectifs de la politique agricole commune que de la contribution que la Communauté entend apporter au développement harmonieux du commerce mondial ; que la politique agricole commune a notamment pour objectif d'assurer à la population agricole un niveau de vie équitable, de garantir la sécurité de l'approvisionnement... »

Nous disons, en effet, qu'il faut garantir un niveau de vie équitable, et comme, en 1971, l'augmentation du coût de la vie a été d'environ 6 % nous pensons que la commission de l'agriculture a été raisonnable en prenant ce chiffre, que nous serions heureux de voir adopté par la Commission.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. BERSANI*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Liogier, au nom du groupe de l'UDE.

M. Liogier. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le groupe de l'UDE se déclare d'accord sur les propositions faites, au nom de la commission de l'agriculture du Parlement européen, par le rapporteur, M. Vals, sur les prix d'orientation concernant les divers types de vins de table rouges et blancs pour la période du 16 décembre 1971 au 15 décembre 1972.

Mais il ne peut toutefois se déclarer d'accord sur l'article 2, paragraphe 2, du règlement n° 816/70 du 28 avril 1970, en ce que celui-ci prévoit que le prix d'orientation est fixé sur la base de la moyenne des cours constatés, pour le type de vin en cause, pendant les deux campagnes viticoles précédant la date de fixation, ainsi que sur la base du développement des prix pendant la campagne viticole en cours.

Une telle méthode d'appréciation et de calcul doit être revue. Elle peut, en effet, se révéler aussi injuste qu'inadaptée et donner des prix d'orientation très erronés, dans le cas, par exemple, d'une récolte déficitaire précédant deux récoltes pléthoriques pour lesquelles les prix pratiqués se révèlent très inférieurs aux prix d'intervention, comme nous l'avons d'ailleurs constaté au cours de la dernière campagne.

Cette méthode d'appréciation ne vaudrait, que si, au moins, les prix d'intervention étaient respectés.

Or les mesures de stockage, les mesures de distillation prises, à cette fin, en France, se sont révélées inefficaces, pour de multiples raisons que j'ai déjà exposées dans cette enceinte et qui devraient amener une refonte du règlement n° 816/70, en même temps qu'un très sérieux renforcement des contrôles sur la sincérité des déclarations de prix réglés à la production notamment, lorsque les vins de pays tiers ou associés passent les frontières de la Communauté, pour y être vendus à des tarifs inférieurs au prix d'intervention, ce qui apporte la preuve formelle de fraudes. Certes, celles-ci sont difficiles à individualiser, mais je ne suis pas là pour cela.

Je ne veux toutefois pas rouvrir ce débat. Je me contenterai d'indiquer ici qu'il serait vain et illusoire, donc dangereux, d'augmenter des prix d'orientation, si les prix d'intervention ne devaient pas être tenus pour un minimum au-dessous duquel la rentabilité des exploitations viticoles de la Communauté, même les plus évoluées, ne saurait jamais atteindre celle des autres branches de nos économies communautaires.

Cela bien compris, je constate avec M. Vals que l'augmentation proposée de 2,50 % en moyenne est loin de correspondre à la seule augmentation des coûts de production sur les deux années de référence. J'estime donc que les propositions de la commission de l'agriculture et de son rapporteur devraient être retenues, parce que très raisonnables, étant donné d'ailleurs que ces légères augmentations à l'hectolitre se traduiront finalement par une diminution du revenu annuel, la récolte de cette année étant quantitativement inférieure à la précédente — mais avec une qualité supérieure ! — particulièrement dans les régions de production les plus pauvres et les plus déshéritées de la Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je pense pouvoir, non seulement à titre personnel mais aussi en tant que porte-parole du groupe démocrate-chrétien, donner mon adhésion aux propositions du rapporteur M. Vals, quant à l'augmentation des prix d'orientation dans le secteur du vin pour la période du 16 décembre 1971 au 15 décembre 1972.

Je ne reviendrai pas sur les observations émises par M. Liogier, d'autant que dans l'esprit du porte-parole de l'UDE, elles avaient un caractère pour ainsi dire symbolique en cette circonstance, puisque nous avons déjà eu le loisir d'en débattre en même temps que des modifications proposées au règlement n° 816/70.

A titre personnel, je répéterai ce que j'ai dit à M. Vals, rapporteur également pour ces propositions ;

Vetrono

à mon avis le prix reçu par le producteur ne devrait jamais être inférieur au prix d'intervention.

Avant de clore cette brève intervention, Monsieur le Président, chers collègues, je tiens à remercier M. Vals d'avoir si bien su interpréter les exigences des producteurs de la Communauté, en proposant une augmentation de prix double de celle proposée par la Commission.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je me permets d'intervenir brièvement, parce que, tout à l'heure, M. Vals m'a pris à partie et a peut-être donné l'impression que, lorsque nous disions que nous augmentions les dépenses pour le stockage, nous mettions l'argent en poche, surtout ceux d'entre nous qui ne sont pas buveurs de vin !...

Je tiens donc à lui dire qu'un règlement d'exécution a été pris, le 13 août, qui prévoit l'augmentation de 50 % du stockage. De 4 millièmes à 6 millièmes u.c. par hl et par jour, cela fait bel et bien 50 % d'augmentation, soit au total 10 millions u.c. C'est à cette somme que je faisais allusion.

Ce montant, assez élevé, se rapporte aux quantités actuelles, qui sont assez fortes, eu égard à la récolte de 1970-1971. A long terme, ce montant afférent au stockage supplémentaire sera un peu moins élevé. Mais cela a déjà produit son effet, puisque de septembre à septembre, le stockage a augmenté d'environ 10 %. Nous les payons déjà. C'est une de ces choses imprévisibles et inattendues dont je vous parlais tout à l'heure. Le total de nos dépenses pour l'année en cours passera de ce fait, de 28 à 38 millions u.c., et, pour l'année prochaine, il sera de 43 millions u.c., plus cet amendement.

Par conséquent, je tiens à dire à M. Vals, aussi gentiment qu'il avait lui-même fait la remarque, que ces suppléments prévus pour le stockage sont déjà payés à l'heure actuelle. Dès à présent, ils sont pour nous une justification de la différence de nos estimations.

M. le Président. — La parole est à M. Haferkamp.

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (A) Monsieur le Président, pour ce qui est des propositions de prix, permettez-moi tout d'abord de répondre à une déclaration du rapporteur. Il s'est référé à des informations parues dans la presse, selon lesquelles la Commission envisagerait de proposer une augmentation générale de 6 %. Je ne peux pas confirmer ces informations. La Commission n'a pas pris de décision en la matière. Un avis sur le problème exposé ici en détail ne saurait donc pas non plus préjuger la décision qui sera prise sur le problème des prix dans son ensemble.

Du reste, je pense que cela ressort également du paragraphe 1 de l'exposé des motifs de la commission dans lequel elle déclare qu'on ne saurait se prononcer définitivement sur l'ensemble des éléments constituant ces propositions de prix aussi longtemps que la Communauté des Six n'aura pas résolu les problèmes monétaires qui se posent actuellement. Je crois, sur ce point, être du même avis que la commission et le rapporteur.

Passons aux modifications proposées à l'article unique de la proposition. Je demande à l'Assemblée de comprendre que je suis dans l'impossibilité de donner ici un assentiment clair et net. Permettez-moi de vous proposer que mon collègue, M. Coppé, et moi-même, qui avons suivi ce débat avec sympathie, surtout en raison de son objet, fassions part à notre collègue M. Mansholt de notre « préjugé favorable ». M. Mansholt aura d'ailleurs l'occasion, plus tard dans la journée, au cours du débat, de vous donner la réponse définitive de la Commission.

(Applaudissements)

M. Vals, rapporteur. — Je vous en remercie beaucoup.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Vous avez déjà gagné deux membres de la Commission à votre cause, Monsieur Vals !

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

12. Règlements concernant les prix pour certains produits de la pêche pour 1972

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à des règlements fixant les prix pour certains produits de la pêche pour la campagne 1972 (doc. 175/71).

La parole est à M. Kriedemann qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Kriedemann, rapporteur. — (A) Monsieur le Président sans rien vouloir enlever à l'argument que l'on ne manquera certainement pas de développer encore aujourd'hui, et selon lequel il est impossible, dans la situation monétaire actuelle, de fixer pour

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 16.

Kriedemann

certaines produits agricoles des prix qui relèvent de décisions politiques, je signale que dans le secteur de la pêche se pose un problème analogue à celui qui s'est posé pour l'huile d'olive, la viande de porc et le vin. Le délai de validité de certains prix vient à expiration ; il est donc indispensable de le renouveler.

La Commission a proposé de maintenir les anciens prix. La commission de l'agriculture, qui n'a pu se rallier à cette proposition, propose au contraire de majorer les prix à peu près dans les mêmes proportions que les prix d'autres produits agricoles qui doivent être fixés à nouveau. Vous en trouverez la justification dans le rapport de la commission de l'agriculture. Nous espérons que l'Assemblée nous appuiera sur ce point.

Je pourrais en rester là, mais je voudrais encore dire un mot de la formule inhabituelle que nous avons employée au paragraphe 6 de la proposition de résolution. Nous proposons à l'Assemblée de charger le président de porter la résolution à la connaissance du Conseil et de la Commission et d'y insister tout particulièrement.

Il s'agit de ceci : lorsque l'Assemblée a donné son avis sur l'organisation du marché des produits de la pêche, elle a notamment demandé à être consultée au moment où seraient fixés les prix. Elle est en cela restée fidèle à son habitude, d'insister sur son droit d'être entendue — au stade actuel, nous ne pouvons pas avoir davantage — chaque fois que le Conseil attribue à une question une importance politique telle qu'il se réserve la décision au lieu de la déléguer à la Commission. Nous estimons que dans ces cas il nous appartient de nous prononcer, puisque nous sommes le seul organe de la Communauté à se réunir en séance publique, le seul organe au sein duquel les affaires qui, sinon, se dérouleraient à huis clos, peuvent être portées à la connaissance de l'opinion et faire l'objet d'un débat.

Le Conseil, dans sa sagesse, n'a pas cru devoir donner suite à cette proposition. C'est ainsi que, formellement, nous n'avons pas été consultés. Eu égard à la conviction sur laquelle repose cette attitude traditionnelle, la commission de l'agriculture a estimé devoir proposer au Parlement de se prononcer sans y être invité. Pour que cela ne passe pas inaperçu, nous prions le président de porter à la connaissance du Conseil l'avis du Parlement, qui figure dans le document de la commission de l'agriculture, et d'y insister tout particulièrement. Peut-être cette insistance fera-t-elle comprendre au Conseil que plus il traduira dans la réalité ses constantes professions de foi en faveur d'une procédure démocratique et de la démocratisation de la Communauté, moins il aura de difficultés avec le Parlement.

J'espère, Monsieur le Président, que l'Assemblée approuvera cette procédure ainsi que la modifica-

tion que nous avons proposée et qui, dans son cadre étroit, nous semble fort justifiée.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Sur la proposition de résolution, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

Je vous propose de suspendre maintenant la séance pour quelques instants en attendant l'arrivée du président en exercice du Conseil.

(La séance, suspendue à 12 h 25, est reprise à 12 h 30)

PRÉSIDENCE DE M. CORONA

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

13. Budget général des Communautés européennes pour 1972 (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Dulin, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 (doc. 171/71 et 171/71 annexe B).

La parole est à M. Picardi.

M. Picardi, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je dois d'abord féliciter tous les orateurs qui ont participé à ce débat pour nous avoir permis d'approfondir nos échanges de vues. Je dois ensuite remercier tant ceux qui ont fait connaître leur approbation au projet de budget tel qu'il a été présenté par le Conseil que ceux qui ont estimé devoir émettre des critiques ; et j'ai le devoir de remercier tout particulièrement le rapporteur, M. Dulin, le président de la commission des finances et des budgets, M. Spénale, et le représentant de la Commission, M. Coppé qui a en outre déjà répondu

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 18.

Picardi

à beaucoup des questions posées au cours de la réunion de ce matin.

En ce qui concerne plus précisément les réponses que j'ai à vous donner, je me réfère naturellement aux réponses générales données par le président du Conseil, M. Moro, au cours de sa présentation du budget et de la réponse qu'il a donnée par la suite, je me réfère à toutes les remarques générales qui ont été faites au cours de cette session à propos de la politique monétaire — dont j'ai également traité devant la commission parlementaire au cours de la réunion tenue à Rome le 13 octobre dernier — ainsi qu'aux autres problèmes généraux, mais je voudrais attirer plus spécialement l'attention de l'Assemblée sur les questions qui ont été posées ce matin en me référant à toutes les questions générales étudiées et commentées en cette enceinte tant par M. Moro que par moi-même.

M. Estève a rappelé un problème qui a du reste fait également l'objet d'une question de M. Triboulet ainsi que d'une proposition de modification de celui-ci présentée au nom de son groupe, en vue d'augmenter de 97 600 u.c. les crédits de l'article 251 et de les porter à 797 000 u.c. Ce nouveau montant est particulièrement élevé en comparaison de celui des sommes effectivement affectées à cet article en 1970 soit 462 087 u.c. Pour ce motif, je me prononcerai en faveur du maintien du crédit prévu par le Conseil. En cas de nécessité, ce crédit pourrait être augmenté par un virement. Du reste, la commission des finances et des budgets a déjà donné un avis contraire à cette proposition de modification.

Je dois rappeler à MM. Spénale et Girardin et à d'autres orateurs qui ont parlé des frais d'études et de la politique d'environnement, que cette politique du Conseil en ce qui concerne l'environnement n'est pas aussi hésitante que M. Spénale a voulu la définir en utilisant cet adjectif également pour les autres chapitres dont il a traité. Elle n'est pas hésitante si nous tenons compte du fait que le crédit prévu pour l'article 262 (une augmentation de 100 000 u.c. est demandée actuellement) a un caractère de dotation que la Commission pourra utiliser à son gré.

Je voudrais toutefois attirer l'attention de l'Assemblée sur l'évolution des crédits relatifs à cet article au cours des dernières années. En effet, les crédits ont été de 292 000 u.c. en 1968 ; le montant alloué en 1969 était de 363 000 u.c. ; pour 1970, 534 000 u.c. ; et pour 1971, 610 000 u.c. Il y a donc eu un progrès que je dirais constant et presque franchement géométrique.

Il est donc impossible de dire que cette politique est hésitante. S'il est vrai que le Conseil a réduit les crédits que la Commission avait demandés au titre de l'article 262, la Commission peut utiliser l'ensemble des crédits selon ses propres vues et selon les orientations qu'elle a prises.

Au nom du Conseil, je puis également ajouter, en toute connaissance de cause, qu'il est parfaitement conscient de l'importance de cette matière qui porte sur un des problèmes les plus angoissants de l'heure actuelle ; quoi qu'il en soit, le Conseil, avant de débloquent éventuellement de nouveaux crédits, désire définir avec la Commission la politique à suivre dans ce secteur.

Il me semble que des raisons de prudence doivent inciter à accueillir cette suggestion avec une pleine conscience des responsabilités. Toujours dans le cadre de l'environnement et de sa défense, se pose encore le problème de l'hygiène et celui du milieu de travail dont quelques orateurs ont traité ce matin.

La Commission a demandé à l'article 355 un crédit destiné à la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau. Le Conseil a inscrit ce crédit dans le projet de budget mais il l'a bloqué. En fait, il rappelle n'avoir pas encore pris position sur les actions que la Communauté devra entreprendre dans ce secteur. A peine le Conseil aura-t-il pris une décision à propos de ces actions que ce crédit pourra éventuellement être débloquent.

Le Conseil peut aussi assurer l'Assemblée qu'il a conscience — tout comme le Parlement lui-même — des problèmes très importants que pose l'environnement. Je dois rappeler aux nombreux orateurs qui sont intervenus à propos de la politique sociale et du Fonds social européen que le Conseil a réduit le crédit demandé par la Commission pour les dépenses, entraînées par la réforme du Fonds social européen en vertu de l'article 5 de la décision du Conseil du 1^{er} février 1971, pour deux motifs.

D'une part, le Conseil a estimé que pour des raisons d'ordre technique et administratif, ce financement ne serait entièrement terminé qu'au cours de l'année 1972. D'autre part, le Conseil a voulu établir un certain rapport entre les crédits prévus pour les dépenses à effectuer au titre des articles 4 et 5 de la décision précitée.

A ce propos, il rappelle que le Conseil a augmenté le crédit prévu pour les dépenses à effectuer au titre de l'article 4. Le montant global des crédits prévus pour le Fonds social s'élèvera à 97 750 u.c. pour 1972.

Le Conseil n'exclut pas la possibilité d'augmenter le crédit en question par le biais d'un budget supplémentaire si cela devait se révéler nécessaire. Cela a été confirmé tant au cours de la réunion du Conseil à Bruxelles qu'au cours de la réunion tenue à Rome par la commission des finances et des budgets.

Comme l'Assemblée, le Conseil souhaite que le Fonds social renoué devienne vraiment un instrument efficace. Selon les prévisions de budget pluri-annuel élaboré par la Commission, les dépenses pour

Picardi

le Fonds social s'élèveront à peu près à 230 millions d'u.c. en 1974.

Je dois encore une réponse à MM. Lange, Fabbrini, Girardin et à d'autres orateurs qui ont attiré l'attention du Conseil sur le manque de crédits pour la politique régionale ; et cela a fait également l'objet d'une proposition de modification. A ce propos, je dois et je désire rappeler qu'au cours de la dernière session du Conseil consacrée à ce problème, aucun accord n'a encore pu être réalisé.

Personnellement, cela n'est pas fait pour me plaire, mais dans ces conditions et parce que le Conseil n'a pas encore pris de décision jusqu'à ce jour en ce qui concerne la création d'un Fonds européen de développement régional, il n'a pas été possible de prévoir un poste budgétaire et des crédits pour ce Fonds.

Il sera possible de toute façon de prévoir un poste budgétaire pour ce Fonds dès qu'une décision aura été prise au sujet de l'institution de ce même Fonds et ce poste budgétaire sera adopté éventuellement sur la base d'un budget supplémentaire ou toute autre procédure appropriée.

M. Aigner a posé différentes questions d'une grande importance. En réponse aux plus importantes, je dois dire que le Conseil a conscience des problèmes qui se posent entre la Commission exécutive et la Commission de contrôle. En effet, la divergence de vues qui s'est manifestée entre ces deux organismes a été soumise au Conseil au moment même où elle était présentée à l'Assemblée. Le Conseil étudie actuellement la modification du statut de la Commission de contrôle et je puis vous assurer que le Conseil attache la plus grande importance à ce que les problèmes évoqués par M. Aigner soient résolus au plus vite.

M. Aigner a en outre demandé si les crédits affectés à la Commission de contrôle doivent être supportés par moitié par le Conseil et par l'Assemblée. Je dois dire que, comme les années précédentes, le Conseil a inscrit à son budget la totalité des dépenses de la Commission de contrôle pour l'exercice 1972. Pour l'instant, l'inscription d'une partie de ces dépenses au budget de l'Assemblée n'a pas été prévue. Toutefois, la proposition de l'Assemblée mérite d'être examinée et elle pourra trouver une solution dans le contexte de la révision du règlement financier. En ce qui me concerne, et pourvu que l'inscription de ce crédit à une section quelconque du budget n'affecte en rien les pouvoirs et les compétences de la Commission de contrôle qui devront être fixés par le règlement financier je n'aurais pas d'objection à l'adoption de cette proposition de modification (sous cette réserve naturellement).

M. Aigner a encore fait remarquer que si la Commission avait marqué son accord sur l'organigramme qui lui est concédé, l'Assemblée reste préoccupée par la très grande différence qui existe entre les

demandes de la Commission et les postes accordés par le Conseil.

Je dois dire que le Conseil a constaté que certaines demandes présentées par la Commission tendent à renforcer les directions générales auxquelles ont déjà été accordé un personnel supplémentaire considérable au cours des années précédentes. Le Conseil pense que le personnel affecté actuellement à ces directions générales devrait suffire pour faire front aux besoins actuels. Le Conseil estime donc qu'en répartissant judicieusement les postes nouveaux et en réévaluant la répartition des postes existants de manière à les attribuer aux secteurs effectivement prioritaires, la Commission est en mesure d'accomplir les tâches qu'elle s'est fixées pour l'année 1972.

Enfin M. Aigner s'est demandé si les positions prises par le Conseil ne reflètent pas l'opinion de ses experts en matière budgétaire. Ce problème a été soulevé à plusieurs reprises au sein de l'Assemblée. Il est naturel et évident que les travaux du Conseil sont préparés par les experts. Mais, il est tout aussi clair que ces experts reçoivent des instructions de leur gouvernement. De toute façon, les délibérations du Conseil sur le projet de budget ont lieu au niveau ministériel et dans de nombreux cas — en particulier lorsqu'il s'agit de négocier avec la Commission —, les ministres s'écartent des positions prises par leurs experts et assument pleinement leur responsabilité politique.

Quant au problème des fraudes — dont outre M. Aigner, M. Coppé a également traité —, je suis d'accord pour reconnaître l'importance de ce problème qui implique du reste des aspects juridiques et techniques assez complexes. Je puis vous assurer que le Conseil ne manquera pas de l'examiner avec le sérieux que cette question exige. Je pense que ce problème sera examiné au cours de la prochaine réunion du Conseil de ministres, en décembre.

Il y a encore d'autres questions d'importance mineure. Pour compléter mes réponses, je devrais dresser — si M. le Président y consent — un catalogue qui sera peut-être fort aride. D'autre part, s'agissant de budget et de questions spécifiques posées à ce sujet, les réponses ne peuvent manquer d'être quelque peu techniques et, dirais-je, arithmétiques.

Pour être complet, je voudrais également répondre à M. Estève et à d'autres parlementaires qui m'ont demandé s'il était exact que les engagements de dépenses prévus pour les loyers de la Commission ont été augmentés par rapport à ceux qui avaient été inscrits au budget pour l'année 1970. Il me semble qu'à cet égard il y a également une proposition de modification de M. Triboulet. Cette augmentation existe effectivement et elle est due à différentes raisons, parmi lesquelles, en particulier, le fait que le montant des loyers doit être périodiquement adapté en fonction de l'évolution du coût de la vie ; en outre, la Commission se voit accorder tous les ans une augmentation

Picardi

du personnel figurant dans l'organigramme et ce personnel supplémentaire doit être logé dans de nouveaux locaux. Il convient également d'observer que la décentralisation des sièges d'activité des Institutions, et en particulier de la Commission, implique des dépenses relativement élevées.

Il convient, enfin, de constater que les crédits demandés pour les loyers par toutes les Institutions augmentent généralement tous les ans. L'Assemblée ne saurait échapper à cette évolution naturelle.

En tout état de cause, je peux vous assurer que le Conseil cherche, pour sa part, à limiter au maximum les dépenses dans ce domaine. Comme on peut le constater, les préoccupations du Conseil concordent parfaitement avec celles qui ont été formulées par M. Triboulet qui a proposé de modifier symboliquement les engagements de dépenses prévus pour la Commission sur ce point.

Je voudrais toutefois faire observer que la réduction symbolique d'une unité de compte ne me semble pas constituer le meilleur moyen, et le plus efficace, pour poursuivre l'objectif que, je crois, nous nous sommes tous fixé.

Je voudrais répondre ensuite à MM. Spénale, rapporteur, Dulin et autres qui ont soulevé le problème essentiel des dépenses pour la recherche et les investissements. M. Spénale notamment disait que la politique budgétaire dans ce domaine était quelque peu décevante et il a employé une série d'adjectifs pour mettre en lumière les carences de ce bilan.

Comme je l'ai déjà dit précédemment, je ne pense pas que la situation qui ressort du projet de budget en ce qui concerne cette question de la recherche puisse véritablement être considérée comme décevante. En fait, il n'a pas été prévu de crédit pour les dépenses de recherches dans le projet de budget général pour l'exercice 1972, qui a été arrêté par le Conseil le 20 septembre 1971. C'est vrai : à cette date, la Commission n'avait pas encore soumis au Conseil ses propositions en matière de programme de recherche. Entre temps, la Commission a présenté au Conseil ces propositions de programme accompagnées d'un projet préliminaire de budget pour 1972.

Toutefois, ce n'est que le 3 novembre que le Conseil a reçu les listes, figurant dans ce document, dans certaines langues de la Communauté. Pour ces raisons, et contrairement aux espoirs que j'avais formulés à Rome au moment où j'ai rencontré la commission des finances et des budgets, le Conseil n'a pas été encore en mesure de terminer l'examen de ces propositions. Ce fait n'a pas de quoi surprendre si l'on considère qu'elles sont destinées à établir le régime de l'activité du Centre commun de recherches au cours des trois prochaines années. Étant donné que les engagements de dépenses à inscrire au budget ne représentent que la transposition budgétaire des décisions en matière de programme que le Conseil doit prendre, celui-ci

n'est actuellement pas en mesure de compléter le projet de budget soumis à l'examen de l'Assemblée en y incluant les crédits pour la recherche.

Par ailleurs, je crois que, dans ce cas, il ne serait pas possible d'adopter la procédure de *l'addendum*. Cette manière de procéder aurait, en effet, privé l'Assemblée de la possibilité de procéder à l'examen de ces crédits dans le délai prévu par le traité, précisément parce qu'il s'agit d'un engagement qui revêt une importance particulière.

Le Conseil se rend toutefois compte des problèmes que soulèverait l'absence éventuelle, à la date du 1^{er} janvier 1972, d'une décision en matière de programme et de la transposition de cette décision sur le plan budgétaire, étant donné que, dans le cas de l'absence de programme, il ne serait pas possible de recourir à la procédure des douzièmes provisoires. Le Conseil ne manquera pas toutefois de prendre les dispositions qui se révéleraient nécessaires pour permettre d'éviter toute solution de continuité dans les activités de recherche d'Euratom.

Différents orateurs, et notamment M. Spénale, ont parlé du problème de la jeunesse. Dans ce cas également, à en croire M. Spénale, notre politique serait quelque peu vide de contenu, mais je crois qu'il ne serait pas juste d'accepter une telle qualification. Il est vrai que le Conseil se réserve d'examiner d'une manière approfondie ce problème qui présente, sans aucun doute, un grand intérêt, également en raison de l'importance politique qu'il convient de lui attribuer, mais je voudrais faire observer que la proposition que nous examinons a pour objet de modifier la nomenclature budgétaire et qu'à mon avis une telle modification devrait être examinée dans le cadre de la révision du règlement financier. En conséquence, nous pouvons dire que nous sommes d'accord sur le contenu à donner à cette politique de la jeunesse ; il s'agirait de voir dans quel cadre il conviendrait d'établir cette nouvelle nomenclature budgétaire, et ce cadre est celui de la révision du règlement financier. Je voudrais également ajouter qu'il serait éventuellement possible de prendre en considération une autre solution pour tenir compte des préoccupations de ceux qui envisageraient d'apporter une modification dans ce domaine. On pourrait imaginer, par exemple, de regrouper les crédits pour les interventions prévues en faveur de la jeunesse, ce qui pourrait être indiqué dans les commentaires du budget ou dans l'une de ses annexes. Cela représenterait certainement un pas en avant par rapport à la situation actuelle.

Il y a enfin la question très importante, que j'ai voulu réserver pour la fin, soulevée par M. Spénale à propos de la présentation des *addenda* au budget que j'ai faite ce matin au nom du Conseil. C'est une question d'une importance fondamentale que celle qui a été posée par M. Spénale et, indirectement, par le rapporteur M. Dulin au sujet de la nature juridique de

Picardi

ces *addenda* que le Conseil a introduits dans le projet de budget après que celui-ci eut été présenté à l'Assemblée. Cette question, comme l'a très justement fait observer M. Spénale, n'a pas seulement une importance théorique, mais présente également un aspect concret dans le sens des conséquences qui pourraient en résulter en ce qui concerne le respect du délai des 45 jours. Je voudrais préciser que les initiatives de ce genre devraient revêtir un caractère tout à fait exceptionnel, et je crois ainsi interpréter l'avis du Conseil en vous disant : seules des circonstances graves et présentant un caractère d'urgence peuvent justifier la procédure des *addenda*. Ce matin je vous ai parlé précisément de ces circonstances particulières qui ont conduit le Conseil à vous présenter ces *addenda*. Ceci dit, il me semble nécessaire de devoir confirmer que le caractère exceptionnel existe effectivement dans ce cas, dans la mesure où il s'agit de questions ayant trait aux négociations d'adhésion en cours. Il est parfaitement évident que nous ne pouvions pas nous trouver dépourvus des fonds nécessaires pour assumer les exigences qui, à brève échéance, vont devenir actuelles. Par ailleurs, il en a déjà été fait mention à la commission des finances et des budgets. Pour sa part, M. Coppé, au moment où il a parlé à Rome à la réunion de cette commission, a fait connaître notre intention de proposer des modifications au projet de budget. M. Spénale avait formulé un avis favorable à la présentation de ces propositions. Quant à la nature des *addenda*, il s'agit d'une procédure ad hoc destinée à permettre de trouver une solution à des problèmes d'un caractère absolument exceptionnel. Il me semble que ce caractère exceptionnel existe intrinsèquement dans la situation même qui se présentera avec l'adhésion des autres pays candidats.

C'est précisément pour ces raisons que je veux espérer, comme je l'ai déclaré déjà ce matin, que l'Assemblée se rendra compte de la nécessité qu'il y a d'approuver ces *addenda* au cours de la présente session. Il appartient naturellement à l'Assemblée de se prononcer sur cette question, mais j'estime que cela constituerait un préjudice grave pour la suite des négociations, et surtout pour l'impulsion qu'il est nécessaire de donner à la Communauté du fait des nouvelles adhésions, et c'est pour cette raison que je me suis permis de présenter ce matin ce nouvel *addendum*.

J'estime également que les raisons de fond qui ont incité le Conseil à adopter cette procédure d'urgence sont parfaitement claires et que je n'ai pas besoin de les préciser encore, cela non plus lors de la réunion que la commission des finances et des budgets aura demain. Il ne faudrait pas s'imaginer qu'il y a des raisons obscures de nature politique qui inciteraient le Conseil à présenter en sous-main des *addenda* au dernier moment : les raisons relevant du caractère exceptionnel et urgent sont parfaitement justifiées, elles sont claires et ne prêtent à aucune équivoque.

J'ai également entendu l'invitation qui m'a été faite par M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets, d'assister à la réunion de cette commission demain. Malheureusement, à la suite d'obligations que j'ai contractées au sein de mon gouvernement, je devrai être demain à Rome : je n'avais pas prévu qu'il puisse y avoir encore cette autre réunion. Du reste, les raisons qui ont incité le Conseil à procéder de la sorte, et je tiens à le répéter, sont parfaitement évidentes et c'est pour la seule raison des engagements déjà contractés que je ne suis pas en mesure de donner suite à l'aimable invitation qui m'a été faite à ce propos par M. Spénale. Je me ferai toutefois représenter demain au sein de votre commission.

Monsieur le Président, j'en ai terminé. Je voudrais simplement formuler l'espoir que, comme toujours, l'Assemblée voudra bien considérer avec bienveillance les propositions du Conseil. Au surplus, je me réfère aux thèmes de caractère général qui ont été exposés dans cette enceinte par M. le président Moro à propos de la présentation du budget. Je suis convaincu que l'esprit de coopération, évoqué par différents orateurs, qui règne entre le Conseil et l'Assemblée ne manquera pas de se consolider et de s'approfondir : c'est un espoir que je voudrais également formuler pour ma part.

Je pense, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire dans d'autres circonstances, que ce nouvel instrument qui nous a été fourni par le traité d'avril 1970 deviendra encore plus parfait à l'usage. Cette coopération se réalisera, je n'en doute pas, dans le respect, qui ne saurait manquer de se manifester, des compétences respectives des différentes institutions.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie le président en exercice du Conseil des réponses qu'il vient de donner aux différents orateurs qui sont intervenus dans le débat.

La parole est à M. Lange.

M. Lange, président de la commission économique. — (A) Monsieur le Président, je demande une fois encore l'autorisation de prendre position sur une remarque de M. le Président en exercice du Conseil. Je lui serais reconnaissant de s'employer pour que les décisions qui touchent à la politique régionale soient prises en relation avec le budget. Nous avons besoin du Comité permanent, que nous voulons voir établi auprès de la Commission, et nous avons besoin des crédits nécessaires à la réalisation des projets de politique régionale, notamment dans certaines régions à prédominance agricole qui doivent être restructurées en priorité.

Je serais également reconnaissant à M. le Président en exercice du Conseil — j'insiste de nouveau sur ce point — s'il consentait à ce que soit examinée une nouvelle fois, au Conseil, la question du rôle des me-

Lange

sures législatives d'une part et des mesures budgétaires d'autre part, et l'influence des unes par rapport aux autres dans la pratique — la condition préalable étant pour le moment l'adoption d'une décision sur une directive ou un règlement engendrant des dépenses, les dépenses étant alors seulement inscrites dans le budget; vous avez d'ailleurs fait observer tout à l'heure qu'un budget supplémentaire sera établi. En d'autres termes il serait opportun que le Conseil étudie la question de savoir si l'on ne peut pas donner au budget une autonomie en tant qu'instrument de politique. Si vous preniez maintenant des décisions simultanées en matière de politique régionale, nous nous engagerions dans cette voie. En conséquence, je ne demande pas de réponse formelle immédiate et j'accepterais, comme l'a proposé M. Coppé, que la réponse nous soit donnée à une autre occasion —, je vous prie de bien vouloir faire examiner cette suggestion, qui correspond d'ailleurs à la procédure suivie dans les Parlements nationaux.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets. — Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier très sincèrement M. le Président en exercice du Conseil des réponses détaillées qu'il a données sur tous les points qui ont fait l'objet de questions au Conseil au cours du débat de ce matin, de la sincérité avec laquelle il a abordé tous ces problèmes, et enfin, pour le fait que sur la question du partage du budget de la Commission de contrôle entre le Conseil et le Parlement, il a exprimé un préjugé favorable.

Je voudrais insister sur le dernier point de son intervention, qui concerne la façon dont doivent être traités les addenda proposés au Parlement par le Conseil dans les jours qui ont précédé notre session et encore aujourd'hui.

Je crois que sur ce point, nous avons besoin de plus de précisions.

Je voudrais dire tout d'abord à M. le Président en exercice du Conseil qu'il se trompe, en toute bonne foi mais certainement, en considérant qu'il s'agit d'une circonstance tout à fait exceptionnelle. Je suis sûr qu'au niveau des intentions, il est convaincu que le Conseil n'agira pas de cette façon les années suivantes. Mais les faits sont plus têtus que nous. La préparation budgétaire est beaucoup plus difficile dans une institution comme la nôtre que dans nos Parlements nationaux. Il y a toujours des faits de dernière heure qui méritent absolument d'être pris en considération avant l'exercice suivant et d'être traduits d'urgence dans le budget en discussion, sans passer par toute la filière de la procédure budgétaire, qui est déjà longue et qui le sera encore davantage après 1975.

Pour ces raisons, il faudra absolument que nous arrivions à disposer d'une doctrine sur ce point. Et le plus tôt sera le mieux.

M. le Président en exercice du Conseil, qui a très bonne mémoire, a rappelé qu'à Rome, en présence de propositions budgétaires nouvelles introduites tardivement par la Commission, j'avais indiqué, me tournant vers le Conseil, que nous étions disposés à les examiner immédiatement et que nous demandions au Conseil de ne pas y opposer des exceptions de procédure. Bien entendu, il n'était pas lié par ce qui allait se produire, quant à la décision finale. M. le Président en exercice du Conseil l'a certainement rappelé, avec l'intention de dire que le Parlement ne saurait être plus exigeant, quant à la procédure, pour des propositions du Conseil que pour des propositions de la Commission.

J'ai compris ce sous-entendu. Mais je pense précisément qu'en ce qui concerne la Commission, nous avons admis ses propositions comme étant des propositions de modifications, qu'elle a défendues à tous les stades devant la commission des finances, et qu'elle défendra probablement ici, lorsque ces amendements viendront en discussion.

Nous avons demandé au Conseil de ne pas soulever d'exceptions, car la question de savoir si les institutions exécutives possèdent ou non un pouvoir de proposition de modification devant cette Assemblée n'a pas été tranchée.

C'est donc en faisant acte de bonne volonté que nous avons estimé que nous devrions accueillir sous cette forme et dans cette perspective les propositions de modifications et de la Commission et du Conseil. Il n'y a donc aucune contradiction entre l'attitude que nous avons adoptée à l'égard de la Commission dès la réunion de Rome et celle qui pourrait se faire jour à l'égard des propositions du Conseil.

Je voudrais poser une dernière question, la réponse du Conseil sur ce point m'ayant paru peu nette. Si la commission des finances et le Parlement — c'est un point que je ne puis trancher moi-même — estimaient qu'une proposition du Conseil modifiant le projet de budget doit être traitée comme le projet de budget lui-même, et par conséquent repasser par toute la procédure des 45 jours, et qu'au contraire une proposition d'amendement émanant du Conseil peut toujours être prise en considération aussi longtemps que le débat est en cours devant cette Assemblée et, être traitée à ce titre, comme l'ont été les propositions de la Commission, le Conseil serait-il favorable ou opposé à ce que notre commission des finances, et avec elle notre Parlement, traite ces questions comme des propositions d'amendement?

Cela pourrait être déterminant pour la suite qui sera donnée à ces propositions: s'il nous est dit que le Conseil s'oppose à ce qu'elles soient traitées comme des propositions de modification, il peut très vraisem-

Spénale

blement en résulter que nous soyons contraints de reprendre toute la procédure des 45 jours.

Cette question appelle donc une réponse claire.

(*Applaudissements*)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole... ?

La discussion sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 et sur les propositions de modification à ce projet de budget est close.

Conformément à l'ordre du jour de la présente période de session, le vote sur le projet de budget général et sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Dulin aura lieu jeudi 18 novembre 1971 à 11 h.

Je rappelle que le dernier délai pour le dépôt des propositions de modification est fixé à ce soir 21 h.

14. *Renvoi d'un addendum n° 2 au projet de budget pour 1972*

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes un addendum n° 2 au projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972, établi par le Conseil (doc. 183/71).

Cet addendum a été renvoyé à la commission des finances et des budgets, conformément à l'article 23, paragraphe 2, du règlement.

15. *Dépôt de documents*

M. le Président. — J'ai reçu les documents ci-après :

a) de la Commission des Communautés européennes,

— un rapport du Commissaire aux comptes de la CECA pour l'exercice 1970 (doc. 182/71), ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets.

b) des commissions parlementaires, les rapports suivants :

— rapport de M. Edgar Jahn, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la nécessité d'une action communautaire dans le domaine de la lutte contre la pollution de l'air (doc. 181/71),

— rapport de M. Alfred Califice, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au

Conseil relative à une directive étendant le champ d'application de la directive (CEE) du Conseil du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, aux travailleurs qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi (doc. 184/71).

Nous allons interrompre maintenant nos travaux pour les reprendre à 17 h.

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à 13 h 05, est reprise à 17 h*)

PRÉSIDENCE DE M. MERCHERS

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

16. *Communication du Président sur la grève du personnel*

M. le Président. — Je vous informe que le personnel du secrétariat du Parlement européen a décidé de se mettre en grève demain mercredi 17 novembre 1971, de 1 h à 13 h. Cette grève affecte également les autres institutions communautaires. Cette grève vise en premier lieu la procédure relative à l'adaptation annuelle des traitements et les propositions des experts financiers nationaux que le personnel juge insuffisantes.

Notre président, M. Behrendt, a reçu une délégation du comité d'action. Au cours de cette entrevue, il a regretté que cette grève paralyse les travaux d'une institution communautaire qui a toujours défendu les droits des fonctionnaires et qui n'a aucune compétence juridique en matière de fixation des traitements des fonctionnaires.

17. *Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture — Règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et directive concernant une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Richarts, rapporteur principal, MM. Baas, Brouwer, suppléé par M. de Koning, et Vredeling, rapporteurs, fait au nom de la commission de l'agriculture sur :

— les propositions modifiées de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à la réforme de l'agriculture,

Président

- les aspects généraux des propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à plusieurs règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles, et sur la proposition relative à une directive concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (doc. 176/71).

Afin d'assurer le bon déroulement des travaux de la séance de jeudi qui sera particulièrement chargée en votes, je vous propose de fixer à ce soir 21 h le délai limite de dépôt des amendements à la proposition de résolution contenue dans ce rapport.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

La parole est à M. Richarts qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Richarts, rapporteur général. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le débat que nous entamons est d'une importance décisive pour le développement ultérieur de l'agriculture dans le cadre de la Communauté. Ce débat, nous le mènerons sans la participation de celui qui, durant bon nombre d'années, présida les travaux de la commission de l'agriculture, M. Boscardy-Monsservin, qui en raison de son élection au Sénat français, n'est plus membre de notre commission. Si nous nous réjouissons de cet honneur qui lui échoit, nous n'en regrettons pas moins d'avoir perdu un président aussi éminent, car l'histoire de la politique agricole européenne a également été marquée, durant ces dix dernières années, du sceau que lui a imprimé la commission de l'agriculture, sous la direction de ce remarquable président. Et si un jour, cette histoire est écrite, elle ne devra pas manquer d'y faire une place à notre collègue Boscardy-Monsservin.

(Applaudissements)

Les membres de la commission le remercient du travail qu'il a accompli dans cette Haute Assemblée et à la commission. Il était un excellent président et il était notre ami.

Avant de passer aux problèmes en débat, il me faut encore adresser quelques paroles de remerciement à mes co-rapporteurs et à la commission, à laquelle il n'a pas fallu moins de deux séances de nuit pour mettre ce document sur pied. Mais je dois aussi remercier le secrétariat de la commission de l'agriculture et le personnel du Parlement. Monsieur le Président, je sais que le pool du Parlement, dont le rôle était décisif pour la sortie de la traduction de ce rapport, a terminé son travail samedi matin à 6 h. Si ces personnes qui collaborent dans les coulisses à nos travaux n'avaient pas prouvé un intérêt égal à celui des hommes politiques, je pense que ces textes ne seraient pas sortis. C'est pourquoi, au

nom de la commission, je remercie chaleureusement tous les collaborateurs connus et inconnus qui ont montré cet intérêt.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, la commission de l'agriculture vous soumet une proposition de résolution qui ne contient pas moins de 68 paragraphes. Normalement les propositions de résolution doivent être courtes. Mais nous vous avons présenté une proposition de résolution qui porte sur un thème que vous-même avez cité dans votre introduction très vaste. Nous l'avons fait pour de bonnes raisons. Depuis toujours, la commission de l'agriculture a soutenu le point de vue selon lequel il ne faut pas mener la politique agricole en vase clos, mais la replacer dans le contexte général.

Nous n'avons cessé de répéter que la politique agricole englobe la politique des marchés, la politique des prix, la politique des structures et aussi, de plus en plus — il faut le dire en toute clarté — la politique sociale. Afin de mettre ce point une nouvelle fois en lumière, nous avons présenté une seule et unique proposition. Ce faisant, nous avions encore un autre propos que je ne vous cacherai point : si nous vous avons soumis les propositions de directives séparément, à savoir la proposition de prix de la Commission et les mesures d'aide qu'elle propose, chaque parlementaire aurait la possibilité d'appuyer uniquement ce qui dans cette politique agricole représente pour lui un avantage. Mais la politique agricole proposée ne comporte pas uniquement des avantages.

Elle contient aussi des éléments que chacun de nous aurait peut-être préféré ne pas y voir figurer. Mais nous attendons du Parlement qu'il se ressaisisse et qu'il parvienne à définir une position qui ait pour le Conseil, sinon encore malheureusement la valeur d'une obligation, du moins une grande valeur d'orientation. Nous attendons du Conseil aussi qu'il se ressaisisse, comme nous l'avons fait loyalement ici dans l'intention de lui donner, avant le 22 novembre 1971, une orientation politique et dans l'espoir qu'il prendra son courage à deux mains pour aller de l'avant et sortir de cette situation peu réjouissante dans laquelle la Communauté se trouve plongée notamment à la suite du désastre monétaire.

A la commission de l'agriculture, ce sont surtout les considérations politiques qui nous ont poussés à agir par-delà les frontières des pays et des partis, dans un esprit européen.

Nous sommes également convaincus que ce débat nous permettra de mettre fin à une phase qui a commencé le 18 décembre 1968, jour où M. Mansholt présenta ce mémorandum choquant, qui provoqua les énormes remous que l'on sait dans la Communauté et dans lequel il est certain que M. Mansholt est allé très loin, vraisemblablement d'ailleurs dans

Richarts

l'intention de choquer, si j'en juge par ce que nous savons de vous, Monsieur Mansholt, mais nous pensons que la discussion que nous avons eue avec vous a été fructueuse.

Je pense, du reste, que, vous aussi, vous en avez tiré profit et que vous avez acquis une base de travail solide comme le prouvent ces directives, qui sont en définitive tout ce qu'il reste de cet immense mémorandum Mansholt. Mais ce n'est pas si mince !

Nous en avons donc terminé avec cette discussion et entrons dans une nouvelle phase de la politique agricole. Alors que jusqu'à présent, les discussions tant dans cette Assemblée qu'à Bruxelles, ont tourné autour de deux axes principaux, la politique des marchés et la politique des prix, nous abordons maintenant pour la première fois également le domaine de la politique des structures, que les États membres ont passionnément défendu comme un domaine réservé. Pour nous, Monsieur le Président, il n'était pas nouveau de constater que la politique des marchés, la politique des prix et la politique des structures sont étroitement liées. Mais nous comprenons que dans les pays membres, on défende ce que l'on a encore en main. Il est toujours difficile d'abandonner des prérogatives. Ce l'est même pour la Commission et pour beaucoup d'autres.

Mais à présent nous en sommes arrivés à ce point et je me félicite de pouvoir dire que la commission de l'agriculture et notre Parlement ont puissamment contribué à ce pas en avant. A la suite des directives dont nous avons discuté au mois de février 1971, nous avons réussi à faire un pas en avant dans ce domaine. Il est encourageant de constater que le Conseil de ministres s'est enfin ressaisi et qu'il a reconnu que la politique des structures, elle aussi relève de la responsabilité financière de la Communauté. Cela ne signifie pas pour autant que les États membres aient la possibilité de se soustraire à leurs responsabilités financières.

Nous vous proposons donc des directives, non des règlements, directives dans le cadre desquelles les États membres ont assurément encore la possibilité de manifester leur adhésion à une politique des structures dynamique et active. C'est aux crédits que vous inscrirez au cours des prochaines années, dans les budgets nationaux pour la mise en œuvre de ces directives que l'on mesurera la loyauté de vos intentions à l'échelon national quant à l'action à mener dans ce domaine de la politique des structures qui a déchaîné tant de passion.

Or la question, Monsieur le Président, est de savoir si nous avons, oui ou non, besoin de cette politique des structures ? A ce propos je rappellerai l'existence d'un document qui n'a pas encore été discuté dans cette Assemblée concernant la situation de l'agriculture. Je regrette que cette discussion n'ait pas encore eu lieu et je pense, Monsieur Mansholt, que l'année prochaine, lorsque vous nous présenterez les propo-

sitions de prix, nous devrions en discuter en liaison avec le rapport sur la situation de l'agriculture, car alors nous travaillerons sur la base de données exactes. De ce document, on peut tirer entre autres les conclusions suivantes :

La structure des exploitations est pitoyable, 10 % seulement des exploitations agricoles de la Communauté répondent aux conceptions d'une entreprise moderne ; de même, 10 % seulement répondent jusqu'à présent aux objectifs fixés à l'article 39 du traité de la CEE ou du paragraphe 1 de la loi allemande sur l'agriculture.

De plus, il n'est nullement exact — sur ce point, je ne suis absolument pas d'accord avec la Commission — que ce pourcentage de 10 %, ce sont vos termes, Monsieur Mansholt, donne une représentation fautive de la réalité, attendu que les exploitations en cause détiendraient plus de 50 % de la superficie agricole utile. Je ne crois pas non plus que cette fraction d'exploitation regroupe près de 50 % de l'ensemble de la production agricole. Prenons, si vous le voulez bien, quelques chiffres. Dans la Communauté, nous avons, pour arrondir, 1 600 000 exploitations agricoles de 1 à 5 ha, 850 000 de 5 à 10 ha, 900 000 de 10 à 20 ha et 740 000 de plus de 20 ha. Nous avons 6,4 millions d'exploitations agricoles si l'on compte les exploitations d'appoint. Pré-tendre que 10 % de ces exploitations produisent ces 50 % ne me semble pas correspondre à la réalité. Naturellement, elles produisent davantage que ne le suggère ce taux de 10 % — cela est tout à fait clair — mais sur les 4 200 000 exploitations agricoles, nous en avons 200 000 qui n'entrent pas dans le cadre de la présente directive parce qu'elles ont déjà un revenu qui les en exclut.

Monsieur Mansholt, je vous rappelle la dernière séance de nuit, lorsque M. Brouwer, qui malheureusement est souffrant — nous savons gré à M. de Koning d'avoir bien voulu présenter le rapport à sa place — s'est élevé contre le sort réservé à ces 200 000 exploitations, ce que je fais, à mon tour. Mon collègue, M. Brouwer, estimait en effet que si ces 200 000 exploitations agricoles modernes ont déjà un revenu satisfaisant, ce n'était assurément pas un fait du hasard ; cela tenait à la personnalité du chef d'exploitation. Ce sont d'excellents chefs d'entreprise, que nous ne saurions pénaliser parce qu'ils sont tels. Ces exploitations, elles aussi, sont dans l'obligation de poursuivre leur développement. Il n'est plus permis en effet d'observer le statu quo dans l'agriculture. Ces exploitations — comme toutes les autres — sont tenues d'améliorer leur revenu, de procéder à de nouveaux investissements, etc. Elles devraient donc à tout le moins bénéficier des mesures de bonification d'intérêts, comme cela se fait pour les autres entreprises.

Nous avons en outre 500 000 exploitations qui satisfont à peu près aux critères fixés et 3,5 millions d'exploitations qui ne rentrent pas dans la catégorie

Richarts

des exploitations visée par la directive A, relative à la modernisation.

On peut naturellement se poser la question : qu'advient-il de ces exploitations ? Sans doute devons-nous veiller à ne pas leurrer ces exploitations en les encourageant à des investissements improductifs. Mais, Monsieur le Président, il ne s'agit pas seulement d'exploitations : il s'agit aussi d'individus, qui sont en droit de prétendre à une place appropriée dans la structure sociale. Pour ces exploitations, il est bien évident que nous devons mettre en vigueur des mesures différentes de celles prévues en faveur des entreprises visées par la directive de notre ami M. Vredeling, qu'il aura tout à l'heure l'occasion de vous exposer dans tous ses aspects.

En résumé, la structure des exploitations de la Communauté est pitoyable et si la structure des exploitations est pitoyable, la structure de la production ne l'est pas moins et j'ajouterai que dans une large part de la Communauté, la structure de la commercialisation est défectueuse. Il manque une infrastructure de la commercialisation. La structure de la commercialisation pourra vraisemblablement être améliorée si nous adoptons aujourd'hui le rapport de M. Baas et avec lui le règlement relatif aux groupements de producteurs. Mais nous sommes encore loin du compte car ce n'est là qu'un début !

Il reste, Monsieur le Président, que la pyramide des âges dans les pays de la Communauté est peu satisfaisante. La situation la plus défavorable à cet égard est celle de l'Italie, où plus de 80 % des chefs d'exploitation sont âgés de plus de 50 ans. Nous avons dans la Communauté 780 000 agriculteurs sans successeurs — mais non sans héritiers. Qui n'aimerait hériter ? Naturellement c'est une autre question. 780 000 ! Et ces personnes détiennent au total plus de 14 millions d'hectares de superficie agricole utile, tandis que leurs étables contiennent 5 300 000 bêtes : des vaches laitières. Ces chiffres représentent une énorme masse de manœuvre qui doit être utilisée. Naturellement, Monsieur Mansholt, ces 14 millions d'hectares de terres agricoles ne seront pas entièrement convertis à la production agricole : mais elles le seront dans une très forte proportion, car les entreprises à moderniser — les 500 000 exploitations que j'ai citées — disposent encore de trop peu de terres dans le cadre de la Communauté. Elles doivent s'agrandir et quiconque veut s'agrandir, doit investir, et quiconque veut investir, a besoin d'argent et d'argent bon marché.

En principe, nous sommes d'accord sur la bonification d'intérêts. Mais je renvoie à la dernière résolution, dans laquelle il a été clairement établi qu'outre la bonification d'intérêts, une aide en capital combinée avec elle peut constituer un moyen très efficace. Nous nous réjouissons de ce que vous ayez largement suivi les propositions que nous avons eu l'occasion de développer ici, au cours de la dernière période

de session, sur ce problème. Mais je n'aurais garde d'empiéter sur le domaine de mes co-rapporteurs. Je renvoie donc au rapport Vredeling et je me félicite notamment que vous, ainsi que la Commission, ayez trouvé pour le revenu de travail une formule qui en tout cas recueille tout mon appui. Suivant le document de la Commission, que j'ai sous les yeux :

« Le revenu du travail par travailleur dans l'agriculture est calculé en déduisant de la valeur brute de la production tous les coûts de matières premières et adjuvantes, l'amortissement, l'intérêt (8 %) sur le capital d'exploitation, ainsi qu'une valeur locative pour la terre et les bâtiments d'exploitation. Le revenu du travail ainsi obtenu, exprimé par travailleur à temps plein, correspond par conséquent, outre les salaires payés, à la rémunération du travail manuel du cultivateur et des aides familiaux, ainsi qu'à la rémunération du travail de gestion de l'exploitant et au bénéfice de l'entrepreneur. »

Nous souscrivons à cette formule, Monsieur le Président. Nous vous sommes également reconnaissants de ne plus citer les unités de production dont vous aviez fait mention dans le premier mémorandum et d'avoir fait vôtre la formule du Conseil puisqu'il est question d'une à deux unités de travail. M. Vredeling parle de deux unités de travail en général. Cela correspond, pour l'essentiel, à votre point de vue. Cela correspond à la réalité européenne, car 60 % des exploitations agricoles à l'intérieur de la Communauté sont justement des exploitations entrant dans ces catégories.

Monsieur le Président, quelques mots encore sur le document sur lequel porte aussi notre discussion, à savoir les propositions de prix de la Commission. Notre commission s'est défendue de prendre position sur le détail de ces propositions de prix. Nous ne pouvons pas le faire maintenant parce que nous ne savons pas comment et quand on reviendra à des parités fixes à l'intérieur de la Communauté. Si nous insistons tellement sur ce point dans notre propositions de résolution, c'est que nous savons que toute la politique agricole reste en grand danger, tant que nous n'aurons pas trouvé de solution durable et raisonnable en matière de politique monétaire, dans le cadre de la Communauté et même au-delà. Mais c'est une illusion d'attendre une solution au sein du club des Dix, si nous ne sommes pas en mesure de trouver cette solution à Six.

(Applaudissements)

C'est la raison pour laquelle nous devons en toute circonstance y insister. Monsieur le Président, si nous mettons tant d'énergie dans nos propos, c'est parce que nous savons combien la situation est dangereuse et parce que nous ne voulons pas mettre en danger ce que nous avons réalisé au titre de l'intégration à l'échelon européen ; parce que nous savons de quoi il s'agit. Nous ignorons si l'unité de compte sera

Richarts

réévaluée, comment elle le sera et quelles en seront les répercussions sur les prix agricoles. Il n'empêche que nous voulions donner à la Commission et au Conseil un point de repère. Et c'est pourquoi la commission de l'agriculture s'est prononcée à la majorité pour un relèvement de 8 % en moyenne du niveau des prix agricoles. Monsieur le Président, c'est là une exigence qui n'a jamais encore été formulée avec autant de netteté dans cette enceinte. Ce n'est pas une facétie de notre commission, qui s'est au contraire livrée à un examen très minutieux de la situation de l'agriculture. Vous ne contestez d'ailleurs pas cette nécessité, Monsieur Mansholt. Vous savez bien que le retard de l'agriculture en matière de revenu est supérieur à 8 %. Mais nous sommes assez raisonnables, politiquement parlant, pour comprendre qu'une poussée trop importante des prix est impossible dans la situation actuelle. Nous nous réservons donc d'apporter des corrections ultérieurement.

Nous espérons, Monsieur Mansholt, que vous nous soumettrez très prochainement des propositions de prix en ce sens. Le Parlement et la commission de l'agriculture discuteront alors de ces propositions de prix en assumant leur responsabilité politique. Nous vous avons montré la direction et fait part de notre volonté politique. Nous attendons de la Commission qu'elle suive la voie que nous lui avons aplaniée.

Nous nous sommes également préoccupés de la manière dont ces prix devraient être calculés. En principe, nous approuvons la méthode que vous appliquez pour la première fois. Nous savons qu'elle n'est pas parfaite et qu'elle doit encore être polie. Mais les prix agricoles ne sont pas des grandeurs arithmétiques. Ils devront toujours être politiquement défendables — même avec les indications que la Commission nous fournit sur la méthode appliquée. Nous vous savons gré de toutes les indications que vous nous donnerez à ce sujet mais notre décision sera nécessairement déterminée par des considérations d'ordre politique.

Monsieur le Président, j'ai malheureusement dépassé mon temps de parole. Je le regrette, mais je vous serais également reconnaissant de bien vouloir faire preuve à l'égard de mes collègues, du moins des rapporteurs et des porte-parole des groupes politiques, d'une mansuétude égale à celle que vous avez montrée à l'égard du rapporteur général qui s'est efforcé d'être aussi bref que possible.

Monsieur le Président, après m'être adressé à la Commission, je voudrais aussi dire un mot au Conseil. Je pense que le Conseil devrait prendre exemple sur le comportement de ce Parlement et sur la volonté politique dont a fait preuve la commission de l'agriculture et qui, nous l'espérons, trouvera l'appui d'une large majorité dans cette Assemblée.

Permettez-moi encore de formuler, au nom de mes co-rapporteurs, qui ont marqué leur accord sur toutes

ces concessions, une observation. Ayez garde de nous présenter des amendements, car je vous avertis que les quatre rapporteurs sont d'accord pour défendre leur proposition de résolution contre vents et marées.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Richarts qui a pratiquement respecté son temps de parole, surtout si je tiens compte des paroles aimables qu'il a adressées à M. Boscarey-Monsservin et au personnel. Je puis lui garantir qu'elles seront transmises aux intéressés.

J'espère que les autres rapporteurs sauront respecter leur temps de parole et même ne pas l'épuiser.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je désire m'associer aux paroles que notre rapporteur principal, M. Richarts, a adressées à notre ami Boscarey-Monsservin, qui connaît le sort que la politique peut nous réserver à tous : celui de cesser de faire partie de notre Parlement. La commission de l'agriculture aura encore l'occasion, le moment venu, de rendre à son ancien président l'hommage qu'il mérite.

Je voudrais également m'associer aux vœux formés à l'adresse de mon compatriote, M. Brouwer, qui est assez sérieusement malade, à ce qu'il semble. De cette tribune, je lui souhaite un prompt rétablissement. Comme M. Richarts l'a déjà rappelé, il a toujours participé activement à nos travaux et il a apporté sa contribution à la politique agricole commune.

Je dois également remercier le secrétariat. Après la publication de cet épais document, qui est le résultat d'une somme considérable de travail, je me suis rendu compte que, si les rapporteurs quittent les lieux à un moment donné, sautent dans leur voiture et rentrent chez eux, un travail considérable incombe encore au secrétariat.

Nous sommes très heureux d'avoir pu émettre le présent avis au cours du mois de novembre, bien que ce fût là chose des plus aléatoires. Mais nous entendions y parvenir pour des raisons politiques. Nous avons réussi, c'est pourquoi nous nous devons de rendre également hommage au secrétariat.

En ma qualité de président faisant fonction de la commission de l'agriculture, j'aimerais exprimer nos remerciements à M. Houdet. Notre collègue se trouvait dans une situation très inconfortable ; il nous fallait un président et, en leur qualité de rapporteurs, les membres du bureau de notre commission ne pouvaient être retenus : un rapporteur qui doit défendre son rapport ne peut exercer la présidence. M. Houdet a accepté d'emblée d'occuper cette lourde charge. Au fil des débats, il a pu se rendre compte combien il est difficile de présider la commission de l'agricul-

Vredeling

ture. Les discussions se sont heureusement très bien terminées et je souhaite donc remercier M. Houdet des efforts qu'il a déployés pour qu'il en soit ainsi. Sa contribution a été réelle et je crois que c'est le moment de lui adresser nos remerciements.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, il m'appartient de présenter deux rapports, le premier concernant la modernisation de l'agriculture et le second concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture. Je voudrais commenter ces deux rapports dans une seule intervention.

La directive concernant l'information socio-économique n'a donné lieu à aucune controverse à la commission de l'agriculture. Nous l'adoptons intégralement et n'entendons attirer l'attention de la Commission européenne que sur certains points de détail.

Nous estimons que l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture est une des pierres angulaires de l'édifice. Nous sommes reconnaissants à la Commission européenne de ses propositions en la matière. Nous suivons, dans ses grandes lignes, l'évolution des choses en ce domaine ; point n'est besoin d'en dire davantage à ce sujet dans mon introduction.

J'entends donc limiter celle-ci à la directive importante de la Commission concernant la modernisation des exploitations agricoles.

La décision du Conseil du 25 mai de cette année a, en fait, facilité la tâche de la commission de l'agriculture. En effet, après notre avis intérimaire sur les propositions de la Commission européenne, et l'adoption par le Conseil de sa résolution, il était évident pour nous que la Commission européenne, le Parlement et le Conseil étaient, tous trois, politiquement disposés à mener en matière d'agriculture une politique structurelle, commune, efficace et sélective, visant au développement et à la modernisation des exploitations viables, dont l'existence se justifie socialement et économiquement. C'est l'objectif politique sur lequel on est tombé d'accord dans les grandes lignes.

Pour nous, il est évident également que cette volonté politique commune devait, dans la mise au point ultérieure de cette directive, se traduire plus ou moins automatiquement par l'acceptation de concessions mutuelles.

Je crois qu'il est très important de faire cette constatation, parce que cette volonté politique commune doit nécessairement aboutir à la publication de cette directive au Journal officiel.

La Communauté a déjà traité d'autres problèmes — dont certains étaient plus importants que celui-ci —

à propos desquels il n'existait pas de volonté politique commune.

Je suis dès lors très heureux que cette volonté soit présente dans ce cas.

J'en viens maintenant à l'essentiel dans la proposition de modernisation des exploitations agricoles. Le thème central que nous avons défendu dès le début c'est que les personnes travaillant dans l'agriculture doivent obtenir un revenu du travail comparable à celui qui est atteint dans d'autres secteurs de notre économie. Ce souci d'égalité des revenus ne traduit nullement une ambition purement matérielle. Le problème est beaucoup plus profond et plus vaste, il doit être rapproché du désir qu'ont les agriculteurs d'être assimilés aux travailleurs des autres secteurs économiques ; c'est la conséquence d'un besoin de justice et de considération.

Cette question se rattache également au vœu d'émancipation des campagnes que nous avons toujours mis au centre de nos préoccupations dans ce Parlement, lors de la définition générale de la politique agricole commune.

L'égalité des revenus n'est donc pas un objectif d'ordre matériel, mais d'ordre « moral ». Le but visé c'est que chacun et l'agriculteur également, soit traité de manière équivalente et ait des chances égales.

Il est très important à mon avis que les directives qui ont pour objet la parité des revenus introduisent dans la politique agricole un élément absolument nouveau : l'aide aux exploitations centrées sur l'avenir. C'est une chose très importante, notamment pour les agriculteurs. Nous essayons en effet d'ouvrir, par le biais de la politique des structures, une perspective qui jusqu'à présent était par trop absente, même dans la politique nationale des États membres. Le fait de ne pas savoir jusqu'à ce jour si l'on y parviendrait était comme une malédiction qui pesait sur l'agriculture. On se demandait si on allait peut-être être laissé pour compte.

Cette incertitude a toujours été très pénible et elle l'est encore.

Par leur conception, ces directives présentent, à mon avis, un avantage psychologique extrêmement important. Nous ouvrons des perspectives aux agriculteurs et nous leur garantissons ainsi des chances égales pour l'avenir.

C'est un objectif que l'on veut notamment atteindre par l'agrandissement des exploitations.

En ce qui concerne ce dernier point je voudrais citer l'opinion suivante de la commission de l'agriculture :

« Dans cet effort visant à l'agrandissement des exploitations, considéré par la Commission comme souhaitable en soi, il faudra retenir un principe, à savoir que de cette manière on pourra créer des entreprises agricoles qui, moyennant une applica-

Vredeling

tion rationnelle des techniques modernes et par la mise à profit des résultats des recherches scientifiques dans le domaine agricole, peuvent occuper entièrement deux travailleurs qualifiés, de telle sorte que, sous réserve de baisses de prix anormales sur le marché intérieur ou sur le marché mondial, elles puissent bénéficier, sans que les pouvoirs publics agissent durablement sur les prix, d'un revenu qui se situe au même niveau que celui que l'on obtient dans d'autres secteurs l'économie pour un travail comparable. L'importance, exprimée en hectares, d'une exploitation agricole ainsi définie dépend de la branche agricole considérée. »

Cette opinion de la commission de l'agriculture figure dans un rapport de 1959. Je me souviens parfaitement qu'à l'époque l'auteur du rapport sur la politique du marché et la politique des prix était M. Lückner et que le rapport sur la politique des structures fut l'œuvre de votre serviteur.

Je dois vous dire que — compte tenu évidemment des nécessaires divergences de conception dans le domaine politique — nous avons visé ce but et que nous avons vu nos efforts couronnés de succès après la modification des propositions de la Commission. De nombreuses années nous séparent de 1959. Il faut toujours un certain temps pour aboutir, mais je me réjouis que la teneur du texte que je viens de citer corresponde intégralement aux propositions actuelles de la Commission et, semble-t-il, aux intentions du Conseil.

On veut accorder les stimulants en matière d'agrandissement des exploitations par le biais des aides aux investissements. Et ce n'est que juste, parce que le financement de l'exploitation à moderniser constitue la grosse difficulté en ce qui concerne le développement de l'agriculture ; il en va notamment ainsi en cas de reprise d'exploitation. Je tiens à préciser que, dans la présente directive le problème du financement est résolu également par le recours aux ressources de la Communauté.

En tout cas, la Communauté participera pour 25 % à ce financement ; dans certaines régions, cette participation peut même s'élever à 65 %. Il est heureux à mon avis qu'une des difficultés de la politique agricole soit ainsi prise en charge par la Communauté.

Bien que je sois fortement tenté de parler de la technique de cette directive, qui est extrêmement intéressante en elle-même, j'y renoncerai cependant, car j'entends limiter mon intervention à quelques points.

En ce qui concerne le critère des revenus, je suis particulièrement heureux de ce que la Commission et le Conseil aient suivi le Parlement européen. Initialement, la Commission entendait fixer ce critère en fonction du produit brut redressé. J'ai passé tout un après-midi en compagnie de fonctionnaires de la Commission en vue de m'informer sur ce point. C'était extrêmement complexe, alors que le problème,

en réalité, était si simple. On cherchait notamment à atteindre la parité des revenus par ce moyen technique. Or, qu'y a-t-il de plus simple que de laisser la technique de côté et de dire : voilà l'objectif essentiel, il faut s'arranger techniquement pour l'atteindre ? La directive doit définir l'objectif et non entrer dans les détails de la technique à utiliser. C'est heureusement ce que la Commission et le Conseil ont également compris. Il est donc devenu très clair que la qualité des revenus occupe une place centrale et n'est pas masquée par un raisonnement complexe fondé sur le produit brut redressé.

Il est permis de se demander dans quels ordres de grandeur ce revenu comparable doit se mouvoir. Nous avons formulé une opinion donnée dans notre avis intérimaire sur ce sujet. Cette résolution du 11 février prévoit que le revenu du travail moyen devra s'élever à 3 700 unités de compte par travailleur qualifié, du moins sur la base de l'année 1970. Elle précise encore — et c'est là le résultat de la concertation qui s'est instaurée — que pour certaines régions dont les caractéristiques structurelles présentent un retard sensible sur la situation moyenne de l'agriculture, il faudrait que, par le moyen d'une procédure communautaire, dans une première période, l'on prit comme critère non pas ce revenu moyen de 3 700 unités de compte, mais le revenu moyen des activités non agricoles de ces régions. Ce revenu comparable dans certaines régions, conçu comme une dérogation, a été érigé en règle par le Conseil et la Commission. On se réfère uniquement au revenu moyen d'autres activités dans certaines régions. J'entends mettre l'accent sur le fait que la fixation du revenu moyen dans ces régions constitue un problème essentiel dans la mise en œuvre ultérieure de cette directive.

Il est apparu, depuis le mois de février 1971, que le montant de 3 700 unités de compte, que nous avons retenu comme revenu comparable, est trop bas à l'heure actuelle par suite des augmentations de salaire, de la hausse des coûts, etc., qui ont été sous-estimées. C'est un point sur lequel M. De Koning reviendra dans son intervention. Sur la base de l'année 1970, il semble que l'on doive prendre pour point de départ non pas 3 700, mais bien 3 900 unités de compte.

Il est remarquable que le volume du revenu comparable des exploitations à moderniser soit exactement le même que celui des exploitations sur lesquelles on se base pour la politique des prix. Mais, à vrai dire, ce n'est pas tellement remarquable, car le cercle est bouclé. En matière de politique des prix, la Commission prend délibérément ces exploitations comme point de départ. Je le souligne parce qu'il s'agit d'un tout cohérent. Nous ne pouvons, dans un cas, dire qu'il nous faut abaisser quelque peu la norme et, dans l'autre, prétendre qu'il nous la faut relever légèrement. C'est impossible, car les exploitations que nous prenons comme base dans la politique des prix sont les exploitations modernes qui sont visées par la présente directive sur la modernisation.

Vredeling

Les montants cités par la Commission sont trop bas. Je viens de faire allusion à un ajustement pour l'année 1970, selon lequel le revenu à atteindre est de 3 900 unités de compte. En tenant compte de la hausse des salaires qui s'est produite depuis, on obtient le résultat ci-après. (Mes calculs sont fondés sur des données fournies par l'Office statistique des Communautés européennes.)

Sur la base des augmentations de salaires à prévoir jusqu'au milieu de l'année prochaine et compte tenu des revendications salariales actuelles, par exemple dans la métallurgie aux Pays-Bas et dans la République fédérale, il faut admettre que le revenu comparable s'élève à l'heure actuelle à 4 500 unités de compte. Si l'on convertit ce nombre d'unités de compte en devises des États membres, on obtient des chiffres sur lesquels il faut se baser pour pouvoir parler, de manière réellement fondée, d'un revenu comparable. Pour être complet, je dois signaler que ce chiffre comprend les primes de sécurité sociale, etc. Il s'agit donc d'un revenu du travail, non pas net mais brut, par travailleur.

Il faut noter que les différences existant entre les États membres en matière de revenu comparable sont, en fait, beaucoup moindres que celles qui existent à l'intérieur des États membres mêmes. Je vais le montrer par quelques exemples. Si l'on prend pour la Communauté, le nombre 100 comme indice du revenu moyen — dans l'industrie, il est vrai — il apparaît que l'écart extrême par rapport à ce chiffre est de 12 % vers le haut comme vers le bas, et cela respectivement pour la République fédérale et l'Italie. Les taux des autres États membres se situent entre ces limites. Il s'agit donc ici du revenu de référence dont nous parlons. A l'intérieur des États membres les différences sont beaucoup plus grandes. Vous trouverez tous les détails sur ce point aux pages 39 à 42 de mon rapport. En Allemagne, les extrêmes se meuvent entre + 10 % (Hambourg) et — 14 % (Bavière). L'écart entre l'extrême de la Bavière et la moyenne nationale est donc plus grand que celui qui sépare la moyenne nationale de celle de la Communauté.

Pour la France, les extrêmes sont de + 20 % dans la région parisienne et de — 12 % dans le Massif Central. Donc, dans ce cas également, l'écart entre un des extrêmes et la moyenne nationale est supérieur à celui qui sépare la moyenne nationale de celle de la Communauté.

En Italie, les différences sont encore plus marquées. Par rapport à la moyenne nationale, on y enregistre des extrêmes de + 12 % dans des régions comme le Piémont, le Val d'Aoste et la Ligurie et de — 12 % dans la région des Abruzzes-Molise.

Aux Pays-Bas, les différences sont beaucoup plus faibles ; on s'y rapproche davantage de la moyenne nationale.

M. le Président. — Monsieur Vredeling, votre temps de parole est écoulé. Puis-je vous prier d'écourter quelque peu la suite de votre intervention.

M. Vredeling. — Volontiers, Monsieur le Président, mais je croyais qu'il était préférable de combiner les deux temps de parole qui m'étaient réservés.

M. le Président. — Vous pouvez le faire, mais vous avez déjà traité très succinctement de la deuxième partie, précisant qu'elle n'appelait aucune observation.

M. Vredeling. — Monsieur le Président, il me faut encore un certain temps pour conclure mon introduction, mais je vous promets de ne pas abuser de la situation. Nous pouvons respecter l'horaire prévu si mes collègues s'en tiennent également au temps qui leur est réservé pour présenter leur rapport.

M. le Président. — On s'est mis d'accord sur un quart d'heure par rapporteur.

M. Vredeling. — Pour abréger mon introduction, je sauterai quelques points, mais il en reste deux que je dois aborder.

En premier lieu, j'entends attirer l'attention sur un problème dont notre collègue Brouwer a déjà traité à l'époque, celui des exploitations assurant un revenu qui est raisonnable à l'heure actuelle, mais qui doit vraisemblablement diminuer dans quelque temps — cinq ans, par exemple.

C'est un problème que nous avons également évoqué à la commission de l'agriculture. Ceux qui sont originaires des régions rurales où ce problème est moins manifeste sont évidemment plutôt enclins à dire que, si tout va bien dans ces exploitations pour le moment, il ne nous faut pas accorder une telle attention à leur cas. Mais si nous ne le faisons pas, nous allons créer une situation telle que ces exploitations devront d'abord être en mauvaise posture avant d'obtenir une aide.

Même si l'on ne tient pas compte du fait qu'il s'agit là d'un raisonnement inadmissible du point de vue social, il faut constater que cette politique sera beaucoup plus coûteuse pour la Communauté. Il est donc préférable d'accorder à temps certaines facilités d'investissement — qui ne doivent pas être tellement considérables — aux exploitations qui répondent encore actuellement à la norme du revenu, mais qui peuvent montrer qu'elles n'y satisferont plus dans cinq ans. De cette manière, on met ces exploitations à même de maintenir à temps le niveau de leur revenu.

C'est un problème qu'il faut étudier très soigneusement à mon avis. M. Mansholt est-il d'accord avec moi pour dire qu'une de nos tâches les plus impor-

Vredeling

tantes est de porter notre attention sur les exploitations qui satisfont encore maintenant à la norme du revenu, mais qui selon une certitude mathématique, n'y répondront plus dans quelques années ? A cet égard, je songe notamment à certains rapports du « Landbouw-Economisch Instituut » des Pays-Bas qui montrent que, tant dans le secteur des productions agricoles que dans celui de l'élevage, les exploitations qui jouissent actuellement encore d'un revenu raisonnable seront déficitaires en 1975, si nous ne prenons aucune mesure.

La commission de l'agriculture a encore délibéré longuement d'un autre problème, celui du maintien des aides nationales pendant la période transitoire.

Nous avons admis des mesures d'adaptation de ce genre pendant la période transitoire, mais nous posons expressément en principe — bien davantage que la Commission européenne ne le fait dans ses propositions — qu'il s'agit en l'occurrence de mesures transitoires. Dans celles-ci il faut donc chercher délibérément à se conformer aux directives qui seront adoptées.

Cette préoccupation ne ressort pas suffisamment du texte de la Commission. Nous souhaitons qu'elle soit exprimée explicitement dans la directive.

C'est la raison pour laquelle nous avons formulé certaines propositions de modification sur lesquelles je ne m'attarderai pas davantage.

Nous reconnaissons la nécessité d'une période transitoire de cinq ans, mais seulement pour les exploitations auxquelles la directive communautaire ne peut s'appliquer, c'est-à-dire les exploitations qui ne satisfont pas aux critères du revenu et qui, en outre, ne peuvent bénéficier des ressources d'appoint parce que la superficie agricole de leur exploitation ne peut être libérée ou encore pour une autre raison. Nous reconnaissons que c'est un problème dont les directives ne tiennent pas compte. Au cours de la période transitoire il ne faut accorder une aide nationale que dans ces cas, étant expressément entendu que, dans les cinq ans, ils doivent répondre aux dispositions de la présente directive.

Je voudrais encore attirer votre attention sur un autre point ; il s'agit de la disposition absolument nouvelle que nous avons proposée : celle d'inscrire dans la directive un article 13 bis, dont vous trouverez le commentaire à la page 58 de mon rapport.

Cet article concerne les régions de la Communauté qui se prêtent moins bien à la pratique d'une agriculture moderne, mais où il est particulièrement souhaitable, pour diverses raisons, de maintenir une partie déterminée de la population agricole. Il s'agit en l'espèce de régions agricoles ou semi-agricoles qui sont importantes du point de vue de la détente, de la beauté des sites ou des sciences naturelles. Ces considérations d'ordre écologique, qui revêtent une signi-

fication toujours plus grande à notre époque moderne, ont une grande valeur par elles-mêmes.

Par l'insertion de ce nouvel article, il sera également possible d'accorder des aides à des exploitations agricoles qui ne sont pas à considérer comme telles au sens économique réel. Le maintien de ces exploitations dans certaines régions peut contribuer à un bon aménagement de l'environnement.

En vertu de principes modernes, il faudra donc accorder dans certaines régions des aides aux investissements à ces exploitations également.

Tel était, Monsieur le Président, l'essentiel de nos observations. Je crois m'être exactement tenu au temps de parole qui m'était imparti.

(Applaudissements)

M. le Président. — M. Vredeling a cependant quelque peu dépassé son temps de parole. J'espère que les autres rapporteurs se tiendront dans toute la mesure du possible au temps de parole prévu.

La parole est à M. Baas.

M. Baas, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je ferai de mon mieux pour ne pas dépasser le temps de parole qui m'est imparti ; cependant, je dois faire appel à votre bienveillance, car il m'incombe de présenter deux rapports d'une importance exceptionnelle. Je ne puis dès lors vous promettre formellement d'en avoir terminé en un quart d'heure, mais je puis vous assurer que je ferai tout mon possible pour y parvenir.

La directive concernant l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures agricoles a, en fait, pour objet de prendre des mesures sociales en faveur de l'homme qui, dans l'évolution de l'économie, voit se rétrécir sa base d'existence en raison de la mécanisation des méthodes de travail, mais aussi des modifications externes de la vie économique et sociale. C'est la tragédie de ce secteur.

Il faut cependant dire, en toute clarté, que si les hausses de prix peuvent, en théorie, leur apporter un léger soulagement, elles ne constituent pas une solution pour toute une catégorie d'exploitations qui, selon les normes et critères actuellement admis, n'assurent pas une occupation à temps plein à un travailleur.

Nous constatons encore que, dans les propositions de la Commission européenne, la cessation d'activité concerne surtout les chefs d'exploitation âgés. Évidemment, la cessation de l'activité de l'exploitant âgé qui n'a pas de successeur est moins complexe et l'on peut, en effet, procéder à la mise à la pension, comme la Commission le propose.

Baas

Cependant, force nous est de constater en toute clarté qu'il n'est guère admissible du point de vue économique de soustraire en permanence des travailleurs à l'économie.

Pour l'ensemble des structures d'exploitation, ce ne sont pas seulement les chefs d'exploitation âgés, mais beaucoup d'exploitants plus jeunes qui voient leur base d'existence se rétrécir. C'est un point dont nous avons discuté en détail à la commission de l'agriculture.

Je me demande si, parmi tous ces problèmes, il n'y en a pas un auquel nous devons accorder toute notre attention — et j'espère que la Commission et le Conseil s'y intéresseront — : il s'agit du fait que la mise à la pension des chefs d'exploitation âgés est une solution quelque peu simpliste. J'estime qu'en ce qui concerne la jeune génération, dont la base d'existence est devenue trop étroite, nous devons également chercher des moyens de lui donner des chances nouvelles en nous préoccupant de son reclassement.

La Commission européenne est-elle disposée d'étendre ses propositions à cette catégorie également ?

En ce qui concerne les propositions que nous avons sous les yeux, nous nous demandons si l'on peut parler avec quelque certitude d'une politique communautaire. Il est bien question de moyens communautaires. Mais il me semble que la marge laissée en vue de prendre des mesures nationales est trop grande. Le danger de voir maintenir en vie des groupes d'exploitations grâce à des mesures nationales est évident. A mon avis, il convient de le préciser très clairement, dans l'optique de ce problème de la cessation de l'activité. On y décèle un certain élément de distorsion de la concurrence ainsi que — et je tiens à le souligner à l'intention du Conseil — un élément de pression disproportionnée, pression qui doit être exercée sur la discussion des propositions en matière de prix par suite du maintien en vie de ce groupe d'exploitations.

Monsieur le Président, nos collègues Vredeling et Richartz ont déjà montré clairement que la grande difficulté dans la présente discussion est due à la diversité considérable des points de départ adoptés et au fait que l'on se trouve à des niveaux différents de restructuration. Je tiens à prévenir un certain nombre d'États membres — et j'espère que la Commission européenne en tiendra soigneusement compte — qu'il faut se garder d'une pression disproportionnée sur les propositions en matière de prix. Il est clair que le dilemme devant lequel se trouvent les hommes politiques originaires d'une région à structure agricole faible rend leur position extraordinairement difficile. Pour planter le fer dans sa propre chair il ne faut pas seulement du courage, mais il faut surtout connaître les modifications qui

s'accompliront également en l'absence de toute mesure ou intervention.

Monsieur le Président, au cours des conversations qu'ils ont eues en France comme en Italie, il est chaque fois apparu aux membres de la commission de l'agriculture que les intéressés ressentent leur propre situation bien plus nettement que les hommes politiques ne pourraient jamais le faire. On ne peut raisonnablement exiger de personne de travailler à jamais dans un secteur en déclin. Même si l'on ne remue pas, on tombera de la chaise dont un morceau des pieds est scié chaque jour.

L'une des discussions les plus ardues que nous ayons eues sur la cessation de l'activité et l'affectation de la superficie agricole a porté sur les problèmes de la mobilité des terres. Les notions de bail à ferme et de propriété ne se recouvrent pas dans les divers États membres, si bien que l'on tire parfois des conclusions erronées et que l'on suscite des controverses qui, en fait, ne sont pas fondées ou ne le sont guère. Dans tous les États membres, c'est la propriété personnelle qui constitue la base de départ. Tous les États membres sont disposés d'inscrire dans la législation sur les baux à ferme une certaine garantie au profit de l'occupant, en vue d'assurer une certaine continuité dans l'utilisation du sol. Mais un bail à ferme reste un acte sur lequel les parties se sont mises d'accord et qui, dans l'organisation de la société, est une résultante de la volonté de deux parties, sous certaines restrictions. La question de savoir si ces restrictions peuvent aller jusqu'à imposer au bailleur d'accepter un nouveau fermier, en vertu de la loi sur les baux à ferme, doit selon moi recevoir une réponse négative pour l'instant. Une note sur la législation sur les baux à ferme dans les États membres est indispensable pour pouvoir juger avec quelque à-propos de la mobilité des terres et pour pouvoir s'en servir comme d'un instrument de politique. La moitié des terres est affermée. Cette situation pose des problèmes en ce qui concerne les besoins financiers dans la vie économique et dans l'agriculture et c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de suivre attentivement l'évolution de la notion de bail à ferme.

Monsieur le Président, il y aura un corrigendum à mon rapport. A ce moment-là j'aurai vraisemblablement l'occasion d'approfondir cette question. Nous devons cependant comprendre qu'en cas de cessation d'activité par le fermier, les terres ne sont pas libérées sans plus en vue de l'amélioration des structures d'exploitation.

Le bailleur a trois possibilités : il peut vendre sa propriété, la donner en location à terme, ou l'affermier à long terme. C'est un problème que nous devons étudier de manière plus approfondie dans le cadre de l'ensemble de la question de la cessation d'exploitation. Les terres libérées en vue de la restructuration de l'agriculture ne peuvent, en l'absence d'une politique des États membres, être rattachées de manière

Baas

vraiment efficace aux exploitations appelées à se développer. Le problème de renforcement des structures de l'exploitation, dans lequel la superficie du sol intervient évidemment, doit occuper une place centrale.

L'agriculture se trouve à nouveau dans une période agitée. L'adhésion de l'Angleterre, pays industrialisé où 3 à 4 % de la population active est occupée dans l'agriculture et où la taille moyenne des exploitations est largement supérieure à la moyenne de la CEE, place la Communauté à nouveau devant de grands problèmes. De plus, il apparaît encore que c'est précisément ce secteur anémié de l'économie qui est touché par les mesures monétaires. Un secteur assez statique dans sa structure doit faire face au développement dynamique du reste de la vie économique et à de grands changements internes. L'objet de la présente directive est d'orienter cette évolution. En considération de l'avenir de ceux qui sont occupés dans ce secteur de l'économie, notre avis sera positif. Notre jugement définitif ne sera pas guidé par des questions de détail, mais par la conviction que ce secteur a besoin de notre aide pour sa restructuration. Cette volonté de prêter assistance à ce secteur requiert de la Communauté des sacrifices financiers que nous sommes prêts à approuver.

Monsieur le Président, j'aborderai maintenant un problème totalement différent. Je me sens dans la peau de l'acteur qui doit passer du drame à l'opérette. La proposition modifiée relative aux groupements de producteurs concerne donc un règlement qui nous est soumis. C'est un sujet qui a suscité des discussions passionnées à l'époque où M. Bading était encore rapporteur. Ultérieurement, les oppositions se sont émoussées au fil des débats. Il n'en reste pas moins que les problèmes soulevés par la question des groupements de producteurs sont extrêmement sérieux.

Le but de chaque exploitant doit évidemment être de produire à un prix de revient raisonnable. La concurrence dans le cadre du marché commun peut constituer un stimulant. Une comparaison internationale des prix de revient est nécessaire au maintien des positions, si l'on voit des choses à long terme. Nous ne pouvons nous écarter trop fortement de notre but qui est d'aboutir à une production internationale, là où les circonstances extérieures sont favorables, là où les connaissances des exploitants existent et là où habitent les consommateurs. Ces derniers posent leurs exigences. Ils sont prêts à dépenser leur argent, mais ils exigent des produits de bonne qualité, frais et soignés. La mise sur le marché a toujours plus d'importance. La vente de leurs produits présente un grand intérêt pour les producteurs.

Assurer soi-même la responsabilité des échelons entre la production et la consommation constitue une solution. Cette voie qui fait appel à des formes de coopération est ancienne, mais elle renferme encore des

possibilités inexplorées. Ce qu'il faut dans l'ensemble c'est de la solidarité. Je me réjouis que, pendant les discussions à la commission de l'agriculture, on ait, de divers côtés, montré très nettement que l'on comprenait la nécessité de la solidarité pour le succès de ces activités.

Monsieur le Président, cette solution implique certains risques. Il est possible de stimuler la participation aux opérations du marché par le biais des groupements de producteurs. Cependant, de très grandes différences existent ici également à l'intérieur de notre Communauté. Les structures du marché — comme M. Richartz l'a déjà déclaré — laissent fortement à désirer. Là où les structures du marché sont faibles et les besoins grands, un effort supplémentaire sera demandé, en effet.

Nous regrettons que la Commission européenne et le Conseil n'aient pas réussi à régler, par la voie d'un règlement, le problème des groupements de producteurs qui se pose depuis de nombreuses années. J'adresse un appel pressant à la Commission pour qu'elle aborde ce problème et au Conseil pour qu'enfin il règle effectivement cette question extrêmement importante.

Je ne comprends pas non plus pourquoi une décision doit se faire attendre si longtemps. Ou alors, la Commission et le Conseil sont-ils arrivés à la conclusion qu'il est trop tard en l'occurrence.

Les groupements de producteurs, par lesquels on entend constituer l'échelon unique entre le producteur et le consommateur, sont-ils encore la clé de la valorisation des produits agricoles ?

Je constate que, dans le budget de l'agriculture pour 1972 de mon pays, 70 à 75 % de la production totale de l'agriculture et de l'horticulture font l'objet d'un traitement ou d'une transformation. Compte tenu de ces chiffres, il est permis de se demander si cet échelon unique entre le producteur et le consommateur formé par les groupements de producteurs constitue encore une solution à un problème qui est, en fait, dépassé depuis longtemps.

Monsieur le Président — et ce sera ma conclusion — un tout autre problème se pose : celui de l'intégration verticale qui est en marche et dont nous nous sommes toujours tenus à l'écart dans nos discussions au sujet des groupements de producteurs.

En ce qui concerne cette intégration qui s'accomplit, je constate qu'en 1969 dans mon pays, 42 % des ventes totales du secteur porcin se faisaient dans le commerce intégré.

Dans le commerce des veaux, l'intégration atteint déjà 66 % et dans celui des poulets, 96 %. Si l'on tient compte de ces éléments, il est permis de se demander si la Commission et le Conseil ne peuvent

Baas

s'épargner le souci d'encore proposer un règlement concernant les groupements de producteurs.

Nous avons proposé quelques modifications à la liste en annexe. Au poste 07.01 N, nous avons inséré « olives », au poste 08.04 A II, « raisins et autres » et au poste ex 12.01, « colza, navette, tournesol, graines de coton », en vertu d'une décision prise par la commission de l'agriculture lors de la dernière réunion.

Monsieur le Président, c'est sur ces quelques observations et critiques que je conclurai cette introduction à mon rapport. La commission de l'agriculture prendra elle-même dans peu de temps une initiative en vue de mettre le problème de l'intégration verticale à l'ordre du jour. Si la Commission exécutive ne présente pas de proposition en ce domaine, la commission de l'agriculture devra à un moment donné prendre l'initiative de faire inscrire à l'ordre du jour le problème important de l'intégration verticale et de déposer sur le bureau de notre Assemblée un rapport sur cet objet.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. de Koning, qui supplée le rapporteur, M. Brouwer.

M. de Koning, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, pour clore la présentation de la résolution que la commission de l'agriculture soumet au Parlement, je dirai un mot des aspects généraux des propositions concernant les prix pour 1972-1973 et de la directive concernant l'octroi d'une aide aux revenus à certaines catégories d'exploitants agricoles, dont il est question aux paragraphes 49 à 63. Mais d'abord, je m'associerai aux orateurs précédents pour adresser mes remerciements au secrétariat de la commission de l'agriculture.

Je fais miens aussi les vœux que MM. Vredeling et Richarts ont adressés à M. Brouwer. Je dois, hélas, le remplacer car bien qu'en voie de rétablissement, il n'est pas encore à même de remplir sa mission de rapporteur.

Au cours des séances plénières de juillet dernier, le Parlement européen a déjà consacré un débat aux propositions faites par la Commission, en matière de prix. Ces propositions ont été renvoyées à la commission de l'agriculture en raison des incertitudes qui subsistaient. Elles n'ont malheureusement pas été levées. M. Richarts l'a déjà souligné. Il est évident qu'il demeure tout aussi difficile de fixer des prix par produits exprimés en unités de compte.

Mais la Commission européenne a fait plus. Elle ne s'est pas contentée de proposer certaines augmentations pour la campagne 1972-1973 ; elle a élaboré une méthode qui pourrait servir de base à la fixation annuelle des augmentations de prix pour 1972-1973, mais aussi pour les années suivantes.

Cette nouvelle manière d'aborder une matière particulièrement importante sur le plan économique et social et entièrement sensible sur le plan politique, à savoir la fixation des prix des produits agricoles et la modification de ces prix, est très intéressante, car elle permet de disposer d'un schéma de base pour les modifications et les hausses de prix au cours des années à venir.

Inutile de vous rappeler que, depuis 1968, les prix n'ont subi qu'une seule majoration qui, d'ailleurs, fut relativement limitée et qui n'a compensé que très partiellement les hausses des coûts. Or, ces dernières années, l'inflation a été particulièrement forte.

Je ne m'étendrai pas sur les diverses raisons qui, au cours de ces années, ont déterminé cette absence d'adaptation des prix. Je me contenterai de souligner que les montagnes de beurre, de céréales et de sucre ont lourdement pesé sur la politique des prix de la Communauté.

Je ne dois pas non plus vous rappeler que c'est précisément au cours de ces années, qu'en raison de ce gel des prix, allié à une forte hausse des coûts, un certain mécontentement, un certain découragement s'est fait jour dans nos campagnes.

Or, les excédents ont totalement disparu dans divers secteurs de l'agriculture. Certains même sont menacés de pénurie, notamment le secteur laitier. Le moment semble dès lors venu d'une nouvelle approche de la politique des prix, d'une approche qui confère à celle-ci une base objective sans perdre de vue la relation qui existe entre les prix et les situations de marché et sans ôter, comme l'a souligné déjà M. Richarts, leur caractère politique aux décisions dont les prix feront l'objet.

Néanmoins, la proposition de la Commission permettra d'asseoir le débat annuel sur la politique des prix sur une base rationnelle et de donner aux agriculteurs de meilleures garanties quant à la part qu'ils auront dans l'accroissement du bien-être.

C'est pour ces deux raisons que cette proposition sera de nature à contribuer à une réduction des tensions qui règnent dans les zones rurales et au rétablissement de la confiance dans l'avenir de l'agriculture européenne, notamment chez les jeunes exploitants.

La Commission entend tenir compte dans la politique des prix, des facteurs suivants.

Premièrement, l'évolution des revenus non agricoles. Deuxièmement, l'évolution des coûts d'un certain nombre de moyens de production importants. Troisièmement, une rémunération raisonnable du capital investi dans l'exploitation. En revanche, elle tient compte également des progrès techniques et biologiques en matière de productivité, c'est-à-dire d'améliorations résultant de facteurs externes, telles que

de Koning

l'amélioration des races, des semences, des méthodes de lutte contre les parasites et les maladies, etc.

Ce calcul reflète aussi bien l'évolution réelle du niveau de vie que l'inflation et la hausse des coûts qui en résulte. Pour la Commission, cependant, le résultat de ce calcul n'est pas, tel quel, déterminant pour sa politique des prix. Elle veut, à bon droit, également tenir compte de la situation du marché communautaire, comme aussi, du moins, je le suppose, du marché mondial. L'appréciation des implications politiques et économiques de la situation sur ces marchés agricoles comporte un important correctif tant en ce qui concerne le rapport des prix entre les divers produits agricoles qu'à l'égard du niveau général des prix. Les deux éléments de ce correctif conféreront, aux décisions en matière de prix, un caractère politique.

L'adoption de cette méthode de détermination des prix est, pour la commission de l'agriculture, un motif de grande satisfaction. Elle appelle néanmoins, de sa part, quelques remarques. La première a trait au choix des exploitations sur lesquelles la Commission fonde ses calculs.

C'est à bon escient que la Commission a choisi, comme point de départ de sa politique des prix, des entreprises qui sont caractéristiques pour une agriculture moderne axée sur la réalisation d'une politique des structures. M. Vredeling a déjà souligné cette relation. Il s'agit en effet d'exploitations qui, maintenant comme à l'avenir, doivent garantir un revenu comparable à l'agriculteur. Une absence d'informations suffisantes au cours des années écoulées et des résultats d'exploitation souvent défavorables se reflètent dans le nombre restreint et la mauvaise répartition des entreprises qui, en 1968-1969, avaient déjà un revenu comparable, et dont, par conséquent, on pouvait tirer des enseignements pour le présent et pour le futur.

Ces entreprises ne sont nullement représentatives de l'agriculture dans la Communauté. Il a déjà été souligné que parmi elle, on ne trouve aucune exploitation italienne, pratiquement aucune exploitation française et seulement quelques entreprises allemandes à peine représentatives. C'est pourquoi la commission de l'agriculture insiste sur la fourniture de plus de données du réseau d'information compatible. En outre, les pays candidats à l'adhésion devront également fournir des renseignements. En effet, la politique des prix qui sera suivie au cours de la campagne 1972-1973 présente aussi un certain intérêt pour des prix agricoles dans les quatre pays qui, nous l'espérons, entreront dans la Communauté dans un avenir rapproché.

Ma deuxième observation aura trait au retard accumulé depuis 1968-1969, années à partir desquelles les revenus non agricoles ont enregistré une augmentation très rapide. M. Vredeling en a déjà parlé. Je

me réfère à cet égard au tableau A 2, qui figure à la page 72 du rapport de 1971 sur la situation de l'agriculture dans la CEE. Bien qu'incomplet, ce tableau donne une idée de la progression rapide des revenus non agricoles. Il montre qu'en 1970, les salaires dans la Communauté ont augmenté de 10 à 20 %. La commission de l'agriculture estime que le système proposé par l'exécutif implique le rattrapage du retard accumulé depuis la campagne 1968-1969 ; les agriculteurs de la CEE y ont droit. Mais ce retard doit tout d'abord être calculé avec précision sur la base des chiffres relatifs aux hausses salariales intervenues en 1971 et, dans la mesure du possible, en 1972 jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux prix. De plus, il faut déterminer à quel rythme il conviendra de rattraper ce retard, compte tenu de la situation de marché.

Après en avoir longuement délibéré, la commission de l'agriculture propose de rattraper déjà une partie du retard en 1972-1973 en augmentant le niveau des prix de cette campagne de 8 %. De même que M. Richartz, je mets l'accent sur le mot « niveau ». Ce mot comporte un élément d'appréciation quant à la situation sur les marchés agricoles et l'évolution prévisible à court terme.

La commission de l'agriculture, après avoir examiné le problème très attentivement, estime qu'une majoration de prix de 8 % peut être considérée comme justifiée. Elle permettrait d'accomplir un premier pas important dans la voie de l'amélioration des revenus agricoles.

La commission de l'agriculture parle, je l'ai déjà dit, d'une majoration du niveau des prix, consciente qu'elle est de l'incertitude qui règne actuellement en ce qui concerne la valeur future de l'unité de compte et des monnaies des États membres. Elle estime que le retour rapide et souhaitable à une situation normale ne peut en aucun cas compromettre l'amélioration souhaitée des revenus agricoles. Au besoin, il y a lieu d'arrêter à cet effet des mesures adéquates ; on songe à ce propos à des mesures limitées dans le temps et à caractère dégressif, sous forme de prélèvements à la frontière.

La commission de l'agriculture insiste auprès de l'exécutif pour que, aussitôt fixées les nouvelles parités à l'intérieur de la Communauté, il lui soumette des propositions concrètes par produit, pour qu'elle puisse se prononcer également sur les propositions de prix plus détaillées. Elle se réfère par ailleurs à la résolution adoptée le 11 février 1971 où il est dit que les normes définies pour le revenu et la durée de travail dans l'agriculture doivent aussi inspirer les propositions qui seront faites, à cet égard, en ce qui concerne les salariés agricoles.

Une observation encore, Monsieur le Président, concernant l'aide au revenu telle que la conçoit la Commission. La politique des prix étant élaborée en fonction d'exploitations pouvant assurer un revenu

de Koning

comparable, la question se pose de savoir quel sera le sort réservé au groupe important des exploitations qui ne peuvent pas atteindre ou n'atteignent pas encore ce revenu. Je souligne que les propositions de la Commission offrent aux agriculteurs de la Communauté un éventail fort large de possibilités. Il s'agit là d'une amélioration significative apportée à la politique commune, mais aussi à la politique agricole que chacun des États membres menait jusqu'à présent. Les agriculteurs se voient offrir les moyens de moderniser leur entreprise. Ceux qui ne le peuvent ou ne le veulent pas ont la possibilité de cesser leur activité agricole. Pour les jeunes, cela implique la possibilité d'une éventuelle reconversion et d'un emploi en dehors de l'agriculture. Pour ceux qui sont âgés d'au moins 55 ans, cela implique la possibilité, en cessant leur exploitation et en l'affectant aux fins des programmes de structure, de bénéficier jusqu'à l'âge de 65 ans, de l'indemnité de cessation de l'activité agricole. Entre ces deux catégories, il en est une troisième qui pose encore des problèmes. En premier lieu, il y a ceux qui n'ont pas encore 55 ans, qui ne veulent pas moderniser et qui ne réussissent pas, même en recourant aux possibilités de reconversion, de trouver un emploi permanent dans leur propre région. L'exécutif propose d'octroyer à ce groupe une aide au revenu de 600 u.c. par an. La commission de l'agriculture se rallie volontiers à cette proposition. Elle fait toutefois observer que, en disant que cette aide au revenu doit être octroyée à des exploitants âgés de 45 à 55 ans qui sont disposés à l'avance à cesser leur activité à 55 ans, on part du point de vue que la mobilité de ce groupe est trop restreinte pour qu'il puisse trouver un emploi permanent en dehors de sa propre région. A notre avis, ce seuil est trop élevé. La majorité des membres de la commission de l'agriculture propose dès lors d'abaisser la limite et de la ramener à 40 ans, afin que l'aide au revenu puisse être accordée au groupe de personnes de 40 à 55 ans qui sont d'accord au préalable pour cesser l'activité agricole à 55 ans.

En deuxième lieu, il y a la catégorie des exploitations en cours de modernisation. Il s'agit d'exploitations qui ont élaboré un plan de développement. Elles doivent engager des dépenses mais leurs revenus sont encore inexistantes ou insuffisants. La Commission propose d'accorder à ces exploitations une aide au revenu dégressive leur permettant de passer de la période initiale, au cours de laquelle les dépenses pèsent le plus lourdement, à la période finale où elle doivent pouvoir atteindre le revenu comparable. L'aide au revenu dégressif serait de 600 u. c. la première année, et diminuerait de 100 u.c. par an. La commission de l'agriculture estime que ces aides au revenu constituent un volet indispensable de l'ensemble des propositions en matière de structures et de prix, et elle en recommande tout particulièrement l'adoption.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Natali, ministre italien de l'agriculture.

M. Natali, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce débat que l'Assemblée consacre aux problèmes agricoles à un moment tellement décisif non seulement pour la situation générale que connaît actuellement la Communauté, mais également pour l'avenir de toute l'agriculture européenne, me semble présenter une importance toute particulière.

Au moment actuel, ses implications complexes et multiples trouvent, à mon avis, une expression valable dans les rapports soumis à votre examen, et dont j'ai pris connaissance avec la plus grande attention, notamment les rapports de MM. Richarts, Vredeling et Baas sur la réforme de l'agriculture et celui de M. de Koning sur les propositions de la Commission en matière de prix.

J'ai donc tenu à participer à la présente session de l'Assemblée en ma qualité de président en exercice des ministres de l'agriculture pour témoigner du désir du Conseil de contribuer, également dans ce secteur délicat, au dialogue qui s'est désormais établi solidement entre nos deux institutions.

Je suis certain que ce colloque ne manquera pas de conduire à une coopération toujours plus fructueuse qui permettra un apport réciproque de plus en plus stable d'idées et d'expériences dans la recherche des solutions les plus appropriées pour donner à l'agriculture de nos pays ce contenu humain et social dont nous ne pourrions faire abstraction sans risquer de compromettre le développement équilibré et harmonieux de nos économies.

C'est dans cet esprit que j'entends suivre vos débats afin de pouvoir pleinement informer le Conseil de toutes les opinions et considérations qui seront formulées dans cette enceinte et qui constituent, à mon avis, une contribution indispensable à nos travaux.

Je voudrais traiter directement des problèmes qui ont été soumis aujourd'hui à votre examen et pour lesquels il convient de trouver des solutions dans un proche avenir. Et, dans ce sens, je voudrais tout d'abord et avec toute l'insistance voulue répéter que le Conseil entend fermement respecter les obligations qu'il a contractées. Certes, en ce qui concerne la fixation des prix pour la campagne de commercialisation de 1972-1973, le Conseil n'a pas été en mesure jusqu'à présent de prendre des décisions sur toutes les propositions qui lui ont été soumises par la Commission, et cela est dû à différentes raisons.

Tout d'abord, nous avons pris acte du fait que l'Assemblée, après avoir procédé à un premier débat général au mois de juillet, a décidé de confier encore une fois l'étude du problème à la commission de

Natali

l'agriculture pour lui demander de se prononcer à ce sujet précisément au cours de la présente session.

En conséquence, nous ne pouvions pas, quant à nous, prendre de décisions sans être en possession de l'avis de l'Assemblée et sans tenir compte du fait que la Commission, une fois en possession de cet avis, pourrait éventuellement revoir ses propositions. Mais nous savons tous qu'il ne s'agit pas seulement de cela. En effet, tout en étant conscients de la nécessité de fixer au plus tôt les prix des produits agricoles pour la campagne de 1972-1973, pour mettre les agriculteurs en mesure de procéder au choix de leurs productions en pleine connaissance du cadre dans lequel ces choix devront se réaliser, nous avons estimé qu'en raison de la grande incertitude qui règne dans le domaine monétaire international, une décision hâtive n'aurait pas permis de tenir compte de tous les éléments nécessaires pour définir une politique équitable de revenus dans l'agriculture. Si, en effet, les conséquences de la crise monétaire n'ont pas suscité jusqu'à présent de perturbations graves sur le marché agricole, le risque n'en existe pas moins que le maintien de taxes de compensation aux frontières provoque à la longue de sérieuses difficultés dans les échanges des produits agricoles aussi bien à l'intérieur de la Communauté qu'à ses frontières extérieures. Pour cette raison, nous avons décidé de nous employer à fond de manière à maintenir la fluidité des échanges de produits agricoles à l'intérieur de la Communauté et, à cet effet, le Conseil a invité la Commission et le Comité spécial « Agriculture » à rechercher toutes les améliorations possibles à apporter à l'application du système des compensations aux frontières. Il a décidé, en outre, de poursuivre activement l'examen de la situation du secteur agricole et, en particulier, des conditions économiques dans lesquelles se trouvent les agriculteurs. De toute manière, le Conseil a solennellement réaffirmé sa fidélité aux principes fondamentaux qui régissent la politique agricole commune et auxquels l'Assemblée a donné à plusieurs reprises son entière approbation. Il a, en outre, vigoureusement souligné la nécessité de parvenir au plus tôt à une solution dans le secteur monétaire en vue de rétablir des parités fixes à l'intérieur de la Communauté et de poursuivre la progression sur la voie conduisant à une union économique et monétaire.

Il est de fait que, pour toutes les raisons que je viens d'exposer, il n'est pas encore possible actuellement de prévoir l'orientation que le Conseil pourra arrêter en ce qui concerne la fixation des prix agricoles, même si des discussions en la matière ont déjà eu lieu, notamment lors de la session de la fin du mois de septembre dernier. Mais, nous nous sommes engagés à nous prononcer sur cette question le plus tôt possible. En particulier, comme le calendrier de la fixation des prix agricoles prévoit des dates de début des différentes campagnes de commercialisation qui se répartissent sur l'ensemble de l'année en fonction des différents produits, et ces dates ont

toujours été respectées, le Conseil entend se conformer à ce critère également cette année. Ainsi, au cours de la dernière session des 25 et 26 octobre, il a arrêté les prix des produits dont la campagne de commercialisation commençait le 1^{er} novembre. Nous avons ainsi respecté le calendrier habituel, en prenant la décision dès que nous avons été en possession de l'avis de l'Assemblée. Les décisions qui ont été prises, et je tiens à le souligner avec une particulière satisfaction, sont conformes à l'avis qui a été formulé par l'Assemblée le mois dernier : nous avons accepté la proposition faite par la Commission d'augmenter le prix de base de la viande de porc et nous avons donné une suite favorable à la suggestion de l'Assemblée de maintenir les aides à la production pour l'huile d'olive au même niveau que l'année précédente.

Il est toutefois certain qu'au-delà des difficultés monétaires dont nous ne devons pas négliger l'importance, il y a surtout un autre aspect du problème qui fait que nous nous trouvons devant un véritable tournant dans l'histoire de la politique agricole commune.

Il a, en effet, été reconnu que la politique des organisations de marché et des prix, si elle a permis d'assurer progressivement la libre circulation des produits agricoles, n'a toutefois pas suffi à résoudre le problème fondamental de l'agriculture et l'objectif qu'il implique, à savoir celui qui nous a été fixé par l'article 39 du traité de Rome — comme l'a souligné M. Vredeling — de garantir à tous les agriculteurs un niveau de revenu équitable et comparable à celui des autres catégories professionnelles.

Pour cette raison, nous avons estimé indispensable, au mois de mars dernier, de nous engager dans une voie nouvelle, celle des réformes de structures qui doivent donner à l'agriculture européenne une assise plus moderne et permettre aux agriculteurs de s'insérer d'une manière de plus en plus profonde dans le processus du développement économique et social de tous nos pays.

Le Conseil s'est donc engagé à adopter le plus rapidement possible les actes législatifs nécessaires pour mettre en œuvre les décisions politiques du 25 mai 1971 auxquelles les rapporteurs ont fait allusion de manière très positive. Ces dispositions seront prises conformément à la résolution du 25 mai, en tenant compte, bien entendu de l'avis de l'Assemblée et en accordant la priorité aux deux premières directives concernant respectivement la modernisation des exploitations agricoles et les encouragements à la cessation de l'activité agricole ainsi que l'affectation des superficies agricoles inutilisées à des fins d'amélioration des structures agricoles.

Certes, un premier examen des propositions de la Commission a fait apparaître un certain nombre de difficultés, car, dans notre résolution, nous nous sommes limités à définir les grandes lignes d'une

Natali

législation dont tous les détails devront maintenant être précisés et qui exigera un travail minutieux, complexe et approfondi. Tout en étant conscients de ces difficultés, nous avons pris cependant toutes les mesures nécessaires pour accélérer les travaux en cours afin de pouvoir adopter avant la fin de l'année les deux directives précitées. Il s'agit, du reste, de difficultés inhérentes à la grande portée, non seulement économique et sociale, mais aussi, je puis bien le dire, dans un certain sens, historique, de l'objectif que nous nous proposons d'atteindre.

Il sera certainement souvent nécessaire de rompre des contradictions solidement ancrées dans nos mœurs ; il sera nécessaire de pratiquer une politique vigoureuse de transformation et d'investissements qui dépasse le secteur agricole et concerne l'ensemble de l'économie ; il sera, en outre, nécessaire de résoudre dans certaines circonstances, parallèlement aux problèmes posés par le déséquilibre sectoriel, des problèmes de déséquilibre régional.

Mais nous estimons que, si nous ne poursuivons pas l'objectif du relèvement des revenus, l'agriculture tombera dans nos pays au rang d'une activité absolument marginale. Nous pensons aussi que la réduction des coûts qu'entraînera précisément la politique des structures pourra devenir un instrument indispensable pour confirmer le rôle qui nous revient également vis-à-vis des autres pays dans le développement ultérieur des échanges internationaux. Nous pourrions donc résoudre ces difficultés et réaliser le programme envisagé si nous sommes soutenus par une volonté politique constante et par l'opinion publique de nos pays.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, avant de conclure, je tiens à m'associer aux remerciements adressés à M. Boscary-Monsservin, qui pendant de longues années a assuré la présidence de la commission de l'agriculture et qui quitte le Parlement européen. Je suis persuadé que son souvenir nous stimulera, par la suite, à poursuivre notre œuvre pour l'avenir de l'agriculture européenne.

Dans cette intervention, je voulais — et vous l'avez compris — d'une part, résumer brièvement l'état des travaux du Conseil et, d'autre part, réaffirmer une fois de plus l'intérêt particulier que non seulement je porte à titre personnel, mais aussi que le Conseil tout entier attache, à la réalisation intégrale de la politique agricole commune telle que nous l'avons nouvellement définie ces derniers mois sur proposition de la Commission et de M. Mansholt.

C'est là un engagement que nous avons contracté à l'égard de nos agriculteurs et de nos peuples, engagement qui se traduit par un espoir dans l'avenir et par la nécessité d'améliorer la justice sociale.

A la veille de l'élargissement de la Communauté, dans une situation économique mondiale qui fait peser de graves incertitudes sur nos pays, mais aussi

au seuil d'une période au cours de laquelle de profondes transformations s'annoncent pour la Communauté et de vastes possibilités s'ouvrent à elle, l'agriculture européenne doit être en mesure d'exercer pleinement le rôle qui lui revient pour assurer le développement, le bien-être et le succès de nos peuples.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Natali pour son intervention.

La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, je tiens, moi aussi, à évoquer, au nom de notre Commission, le fait que M. Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture, n'est plus parmi nous. J'ai peine à imaginer ce qu'il adviendra désormais. Sa succession sera naturellement assurée par des personnes très compétentes et capables, mais il reste à savoir si elles feront vraiment preuve de l'esprit et de l'élan politique de M. Boscary-Monsservin. Nous verrons, mais pour ma part, je tiens à dire que M. Boscary-Monsservin a été pour nous un important facteur de stimulation, doté d'une capacité de travail incroyable. Il avait le don de fouetter l'ardeur non seulement de ses subordonnés, mais également de ceux qui étaient appelés à collaborer avec lui. D'ailleurs, il ne nous a pas épargnés, moi-même et notre Commission. Cela s'est révélé très utile. Je ne voudrais pas être taxé de chauvinisme, mais je crois qu'il n'y a guère de commissions du Parlement qui aient fourni un travail aussi considérable que la commission qui était présidée par M. Boscary-Monsservin. Au nom de la Commission, je tiens à dire mon regret qu'il ne soit plus des nôtres.

En second lieu, je voudrais remercier les rapporteurs, MM. Richarts, Vredeling, Baas et de Koning pour tout le travail qu'ils ont accompli. Ces remerciements vont aussi à l'ensemble de la commission de l'agriculture et à ses services ainsi qu'à notre administration, qui a étroitement collaboré avec la commission de l'agriculture et avec l'administration du Parlement.

C'est un exemple de plus de ce qu'il y a moyen de réaliser lorsqu'il y a à la fois volonté politique et nécessité politique.

Comme M. Richarts l'a déjà dit, on peut voir dans ce volumineux dossier la conclusion d'une série de débats qui ont eu lieu dans cet hémicycle.

M. Vredeling nous a lu un passage de la résolution que M. Lückner avait présentée dès 1959 et qui avait été adoptée. Cette résolution garde toute son actualité.

On pourrait en conclure que depuis, nous n'avons pas fait grand-chose. Je ne crois pas que cela soit vrai.

Mansholt

Nous avons, au contraire, beaucoup travaillé. Les questions dont nous avons à traiter sont extrêmement difficiles et touchent de très près une catégorie de la population très importante. On peut même dire que l'existence de cette catégorie de la population en dépend. Nous avons enregistré au cours des années écoulées et surtout après la publication de notre memorandum sur l'évolution future de l'agriculture, des réactions considérables qui ne se sont pas encore apaisées, et j'estime que c'est heureux, car ce ne serait pas une bonne chose que ces gros problèmes laissent désormais chacun absolument indifférent.

Le grand intérêt qui se manifeste dans tous les groupes de notre population agricole à l'égard des perspectives d'avenir et des possibilités qui s'ouvrent aux jeunes requerra encore notre attention pendant des années.

Monsieur le Président, je n'ai pas à faire, pour le moment, un grand discours sur l'opportunité de la politique agricole. Ses grandes lignes sont définies dans les divers documents et ont été examinées une à une par les différents orateurs qui sont intervenus dans la discussion des rapports.

Je puis me rallier à pour ainsi dire tout ce qui a été dit ici, mais je me dois d'exposer, avant que les représentants des groupes ne prennent la parole, le point de vue de la Commission sur les propositions de la commission de l'agriculture du Parlement, c'est-à-dire sur les modifications qu'elle propose d'apporter aux directives.

Je commencerai par la directive A, qui concerne la modernisation, et j'examinerai successivement les différents articles pour lesquels les modifications sont proposées.

Je tiens tout d'abord à dire qu'il m'est très agréable que le Parlement soit d'accord sur les grandes lignes, en fait, des cinq directives. Je crois que c'est là un résultat positif de la façon dont la discussion de ces questions a été menée. Nous avons eu successivement le débat sur le memorandum de la Commission européenne et le Parlement a adopté une résolution très constructive sur la politique des structures. Au cours de la séance en question, j'ai pu déclarer, au nom de la Commission, que tout ce que prévoyait la résolution me paraissait acceptable et que j'essayerais de traduire dans les directives les vœux du Parlement. Je pense que nous avons tenu, autant que possible, cet engagement. Il en résulte qu'à l'heure actuelle, il n'y a plus guère de divergences d'opinions que sur des points plutôt secondaires.

Ces directives, je tiens à le souligner, sont donc le résultat d'une collaboration étroite entre les organes parlementaires ; elles sont le résultat d'une collaboration étroite entre des organes parlementaires tels que la commission de l'agriculture et qui plus est, le Parlement dans son ensemble, et notre Commission. Bien entendu, il ne faut pas oublier le Conseil

qui, dans la nuit du 25 mars, juridiquement le 25 mai, a adopté une résolution particulièrement importante, comme l'a rappelé le président du Conseil en exercice, M. Natali. Cette résolution implique un engagement politique qui doit être traduit dans les directives.

Je ne vous cacherai pas que politiquement, la Commission se trouve actuellement devant une tâche assez difficile : elle a présenté des propositions ; il y a une résolution du Conseil et il s'y ajoute maintenant un avis du Parlement. La Commission devra examiner dans quelle mesure l'adoption d'amendements compromettra l'accord politique. Elle n'hésitera pas à faire état devant le Conseil de ce que le Parlement aura décidé. Elle le fera, pratiquement, en modifiant ses propositions. J'indiquerai maintenant, sur quels points nous modifierons nos propositions, dont le Conseil est actuellement saisi. Je me réjouis d'avoir un collaborateur précieux en la personne du président en exercice du Conseil, qui vient de déclarer qu'il ne manquerait pas de soumettre à ses collègues tous les vœux du Parlement. Souhaitons que cette action commune donne des résultats.

Pour ce qui est de la directive concernant la modernisation des exploitations agricoles, nous acceptons volontiers la modification rédactionnelle proposée pour l'article 4. La proposition de compléter l'article 4, paragraphe 3, implique, elle, une modification de principe. Selon le texte proposé par la Commission, les États membres restent libres de fixer, dans leurs législations nationales, le nombre minimum d'UTH par exploitation servant de norme pour la détermination du revenu moyen du travail, ainsi que la rémunération du capital investi et les terres. L'amendement proposé confère à cette disposition un caractère beaucoup plus communautaire qu'à la proposition de la Commission et à la résolution du Conseil. Il est en effet proposé que le Conseil fixe, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement, la région dans laquelle le revenu comparable est déterminé ainsi que le montant de ce revenu. C'est aussi le Conseil qui fixerait l'augmentation de ce montant, qui s'imposera après quelque temps. Il y a là une modification de principe à laquelle je veux bien me rallier ; non seulement je la porterai à la connaissance du Conseil, mais je lui recommanderai de la reprendre à son compte, en lui signalant que le Parlement insiste sur la nécessité d'une politique communautaire en la matière.

J'accepte la suggestion relative à l'article 6.

Les articles 8, 9 — qu'il est proposé de supprimer — et l'article 10 — dont il est proposé de supprimer le deuxième paragraphe — sont liés à la question suivante : à quelles fins une aide aux investissements sous forme de bonification des taux d'intérêts de 5 % peut-elle être octroyée ?

La proposition de modification avancée par M. Richarts, tendant à ce que soient accordées non

Mansholt

seulement une bonification du taux d'intérêt ou une subvention en capital, mais aussi une combinaison des deux, me paraît acceptable.

La Commission a proposé que soit accordée une aide aux investissements sous forme de bonification d'intérêt pour les investissements nécessaires à la réalisation du plan de développement, à l'exclusion des dépenses dues à l'achat de terres et de cheptel vif autre que le cheptel bovin et ovin. Je dois mettre le Parlement en garde contre l'instauration d'un système de bonification d'intérêt pour l'achat de terres. Nous savons par expérience qu'il en résulterait d'emblée une hausse du prix des terres. Il faudrait que l'on me donne des arguments de poids pour que j'accepte cette modification.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, en ma qualité de rapporteur, je dois signaler que l'interdiction de l'octroi d'aides pour l'achat de terres doit être considérée à la lumière de l'article 14, paragraphe 3, que vous trouvez à la page A.

Ce paragraphe est rédigé comme suit :

« 3. En tout état de cause sont interdites les aides à l'achat de terres, sauf dans le cadre des mesures visées à l'article 13 de la présente directive et sauf si, pour une exploitation donnée, etc. »

C'est le cas dans le cadre de travaux d'irrigation et de remembrement, et en général, de travaux d'assainissement. C'est uniquement dans ce cadre que nous voudrions autoriser les aides pour l'achat de terres. Il ne s'agit donc pas d'une généralisation des aides pour achats de terres. Nous avons dû supprimer la restriction de l'article 8 pour prévoir une limitation générale à l'article 14, paragraphe 3, aux objectifs que nous avons cités.

M. Mansholt. — (N) Monsieur le Président, je voudrais répondre tout de suite, car il s'agit d'un point important. J'y serais d'ailleurs venu moi-même à l'occasion de l'examen de l'article 14.

M. Vredeling nous dit que de l'avis du Parlement, la directive est applicable sans préjudice du droit qu'ont les États membres d'accorder aux exploitations visées aux articles 2 et 4, dans le domaine faisant l'objet de la directive, des aides supplémentaires. Vient ensuite l'énumération de ce qui est interdit. Sont notamment interdites, comme il se doit, les aides nationales à l'achat de terres. Il s'agit donc des mesures qui peuvent encore être prises sur le plan national.

Mais ce qui me préoccupe pour le moment, ce sont les articles 8, 9 et 10, qui traitent de la politique commune. La Commission a proposé au Conseil qu'il ne soit pas octroyé de subvention de 25 % lorsqu'un État membre a un programme sur la base duquel il peut acquérir les terres, c'est-à-dire en vertu duquel il accorde des subventions à l'achat de terres.

Il s'agit d'un problème difficile. J'aimerais qu'on y réfléchisse, à moins que je ne me trompe.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, M. Mansholt se trompe, en effet. L'article 13 prévoit la possibilité d'un régime particulier d'aides pouvant aussi bénéficier d'un financement communautaire. Il s'agit d'opérations de remembrement. Je sais très bien ce que sont les remembrements. Les Pays-Bas subventionnent depuis longtemps l'achat de terres en vue du remembrement. Je regrette, mais c'est ainsi.

M. Mansholt. — (N) Monsieur le Président, l'article 8 concerne les mesures pouvant bénéficier d'un financement communautaire. Il s'agit des mesures de subventionnement qui ne concernent que des investissements jugés nécessaires pour les exploitations. C'est ce qui résulte de la disposition régissant la bonification d'intérêt. Celle-ci est de 5 % au maximum ; il peut y avoir financement communautaire pour une réduction du taux d'intérêt de 8 % à 3 % par exemple. La directive doit définir les investissements pour lesquels il peut y avoir financement communautaire.

C'est le cas des plans de développement. Il s'agit de mesures en faveur des exploitants dont les demandes ont été acceptées et dont les plans de développement ont été approuvés.

Il y a tout d'abord priorité pour la mise à disposition de terres libérées. Là-dessus, nous sommes d'accord. Il y a ensuite les aides sous forme de bonification du taux d'intérêt aux investissements nécessaires à la réalisation du plan de développement, à l'exclusion des dépenses dues à l'achat de terres.

Tel est le point de vue de notre Commission.

La commission de l'agriculture propose de maintenir, au point b) du paragraphe 1 de l'article 8 : « Aides sous forme de bonification du taux d'intérêt aux investissements nécessaires à la réalisation du plan de développement », et de supprimer le reste de l'alinéa.

On peut toujours faire cette proposition, mais il va de soi qu'il peut en résulter des conséquences financières énormes.

Notre Commission estime, sans aucune équivoque, qu'il faut maintenir les mots « à l'exclusion des dépenses dues à l'achat de terres ».

Notre Commission considère que la question du cheptel vif est d'une importance secondaire, comparativement à celle de la question des terres. Elle préférerait dire : « le cheptel vif nécessaire à l'exploitation ». Ceci signifie : le cheptel laitier, le cheptel bovin et, à la demande des Italiens, le cheptel ovin. Nous voulons bien accorder, pour cela, une aide

Mansholt

aux investissements et aussi garantir un financement communautaire.

Mais on pourrait alors se demander pourquoi ne pas étendre ce régime aux porcs, aux œufs, à la volaille, et cætera.

Je trouve qu'il s'agit d'un problème difficile, ne serait-ce que parce que cette production peut être pour ainsi dire illimitée.

J'estime qu'il ne serait pas trop grave que le cheptel vif bénéficie de subventionnement. Mais je considère qu'il importe que les dépenses pour l'achat de terres en soient exclues. Le Parlement se prononcera comme il l'entendra, mais j'ai le devoir de dire ce que j'en pense.

La commission de l'agriculture propose de supprimer l'article 9. Les deux alinéas de cet article relèvent de la question de principe dont je viens de parler.

Je préférerais maintenir le paragraphe 1 de l'article 9, mais je veux bien voir s'il n'est pas possible de trouver une formule qui satisfasse aux vœux du Parlement. Je n'oserais toutefois pas encore me prononcer sur la proposition d'appliquer sans aucune restriction l'article 8, paragraphe 1 b) et c). En revanche, je veux bien rechercher, pour l'article 9, paragraphe 1, une formule qui donne satisfaction au Parlement mais cela ne m'est pas possible actuellement. J'essayerai de le faire sous la forme d'une proposition de modification à présenter au Conseil.

Je ne comprends pas très bien pourquoi le Parlement demande la suppression du paragraphe 2 de l'article 9.

Le subventionnement des investissements dans les secteurs du porc, des œufs et de la volaille est subordonné à une condition. Nous avons voulu subventionner le développement de ces exploitations lorsqu'il s'agit d'exploitations agricoles. Nous ne voyons pas pourquoi il faudrait encourager la production industrielle au moyen de fonds communautaires. Ainsi, un fabricant d'automobiles pourrait créer une exploitation agricole moderne de production d'œufs ou d'élevage de volaille. Nous entendons exclure du bénéfice des dispositions prévues, les exploitations de ce genre.

Je sais que l'on peut trouver à redire au texte du paragraphe 2. Nous avons prévu que l'équivalent de la moitié au moins de la quantité d'aliments consommés par les animaux doit pouvoir être produit par l'entreprise. La commission de l'agriculture voudrait que ce critère soit abandonné. Je la comprends, mais il y a là une conséquence du point de vue que nous avons adopté pour l'article 8.

J'en viens à l'article 10. Il n'est pas nécessaire de maintenir le paragraphe 2 de cet article si l'on décide de supprimer l'article 8, paragraphe 1 b).

Si nous maintenons l'article 8, paragraphe 1 b), j'envisagerai de maintenir également l'article 10, paragraphe 2.

J'en arrive maintenant à l'ensemble des problèmes inhérents aux articles 12 et 13.

Je n'ai aucune objection à formuler contre la demande de modification de l'article 12, que j'accepte. Pour ce qui est de l'article 13, on peut se demander si la modification proposée constitue une amélioration. Nous avons prévu qu'après l'achèvement du remembrement ou de l'irrigation par des exploitations modernes ou modernisables, 80 % au moins de la superficie agricole exploitée doit être exploitée.

La commission de l'agriculture propose de dire : si 50 % du nombre des exploitations satisfont aux objectifs de développement visés à l'article 4, paragraphe 1, cela suppose que l'on ne tiendrait pas compte de la superficie des terres...

M. Vredeling. — (N) Si, indirectement...

M. Mansholt. — (N) Indirectement, oui, je vous l'accorde. Mais je me demande si cette norme est suffisante. On pourrait aussi prendre comme critère 50 % de la superficie, ce qui serait une troisième possibilité.

Après les débats qui ont eu lieu en commission de l'agriculture, je crois que je pourrais donner satisfaction, sur ce point, au Parlement, car le critère de 80 % constitue une norme très sévère. Plusieurs délégués l'ont dit. Elle signifie que les aides particulières ne pourraient guère être accordées que pour un pour cent seulement des remboursements actuels.

Cela démontre, objectivement, l'inutilité des remboursements actuels. Il ne faut pas se le dissimuler.

Je crois que je puis, en l'occurrence, faire droit à la demande du Parlement, mais j'estime que nous devons assortir cette norme d'un délai et préciser qu'elle devra être revue périodiquement. Il faut, malgré tout, une norme assez élevée. Nous devons faire en sorte que la procédure de remembrement aboutisse à la constitution d'exploitations plus saines.

Je ne propose donc pas un autre texte, mais je veux bien suivre la suggestion de la commission de l'agriculture, étant entendu que je voudrais que la norme soit assortie d'une limitation dans le temps, car d'ici à cinq ans, il faudra certainement la revoir. Cette limitation dans le temps constitue donc une sorte d'obligation de rouvrir le débat.

J'accepte la proposition d'insérer un article 13 bis.

Il m'est très agréable que le Parlement approuve l'article 14 moyennant quelques modifications seulement. Je me rallie d'ailleurs aux modifications proposées.

Mansholt

J'ai déjà défini mon point de vue au sujet du paragraphe 3 de l'article 14. Il fixe ce qui est interdit.

Pour le reste, je suis tout à fait d'accord. Cela ne pose pas de problème et je modifierai en ce sens la proposition au Conseil.

J'en viens maintenant à la directive relative à la cessation de l'activité agricole. En fait, j'ai déjà discuté de ce qui est essentiel.

La commission de l'agriculture propose d'insérer dans cette directive un article 6 bis libellé comme suit :

« En vue de contribuer à l'amélioration de la structure de production, les États membres peuvent instituer un régime encourageant les propriétaires non exploitants à offrir à la location, pour au moins dix-huit ans, ou en vente à des organismes fonciers désignés par les États membres, les terres libérées par les fermiers qui désirent cesser l'activité agricole et bénéficier des mesures prévues à l'article 2, paragraphe 1, sous a). »

Cet article figurait initialement dans nos propositions, mais s'est trouvé relégué à l'arrière-plan au cours des discussions et le Parlement voudrait maintenant le rétablir.

Je suis disposé à reprendre cet article tel qu'il est proposé et à le soumettre au Conseil dans une proposition de modification.

La proposition relative à l'article 11, paragraphe 2, implique une importante extension du financement à 65 %, qui repose sur un accord politique réalisé au sein du Conseil. C'est là un des points sur lesquels j'ai attiré l'attention tout l'heure.

La Commission n'a jamais mentionné le chiffre de 65 % dans sa proposition. Elle envisageait un financement de 25 % et 75 %, avec une moyenne de 50 %. Après de longues discussions, le Conseil a décidé que le pourcentage généralement accordé serait de 25 %, mais il a fait une concession politique au ministre italien de l'agriculture, M. Natali, qui à l'époque n'était pas président en exercice du Conseil, en prévoyant que dans les régions dans lesquelles des mesures d'encouragement à la cessation de l'activité agricole ne sont pas encore en application, le subventionnement des dépenses éligibles s'élèverait à 65 %. Le Parlement voudrait abandonner cette base et prévoir que dans les régions agricoles défavorisées, le subventionnement des dépenses éligibles pourra être de 65 %. Je me demande s'il est raisonnable de raviver ce différend. Je ne puis me prononcer à ce sujet. Personnellement, je serais assez partisan de la modification proposée, car elle donnerait à la directive un caractère plus rationnel.

Il n'est pas logique de dire : il se fait qu'il en allait ainsi dans tel pays, mais pas dans tel autre. C'est là une des décisions politiques illogiques que nous avons prises et qu'il ne convient pas de respecter maintenant.

Je soulèverai en tout cas la question devant le Conseil, afin de voir en quoi la modification proposée affecterait l'accord général. J'approuve la proposition concernant le dernier paragraphe de cet article.

Monsieur le Président, j'en viens maintenant à l'examen de la directive C, concernant l'information socio-économique. Nous pouvons reprendre sans plus les suggestions faites à ce propos.

Pour ce qui est du règlement concernant les groupements de producteurs, il ne se pose en fait qu'une seule question, celle du contenu de la liste de produits. Sans vouloir me prononcer sur ce point, je veux bien répondre aux vœux du Parlement pour autant que les produits suggérés par le Parlement figurent à l'annexe II du traité. Je peux donc marquer mon accord pour les olives, les raisins et les graines de coton, mais non pour le coton, produit qui ne figure pas à l'annexe II.

En ce qui concerne le problème de l'octroi d'une aide au revenu, qui revêt également une certaine importance dans ce contexte, il est proposé d'octroyer une aide au revenu d'un montant annuel de 600 u.c. aux exploitants agricoles âgés d'au moins 40 ans au lieu de 45 ans. Je n'y vois aucun inconvénient, car dans certaines circonstances, l'âge de 45 ans est assez élevé. Je dois cependant consulter mes collègues pour examiner dans quelle mesure cette modification aurait des répercussions sur l'adoption éventuelle des règlements par le Conseil. Il y a là pour moi, un problème à considérer. En fait, je ne vois pas d'inconvénient, des points de vue technique, économique et social, à ce que l'âge prévu soit ramené de 45 à 40 ans. C'est plutôt une question de stratégie ou de tactique.

J'en viens maintenant à la politique des prix. M. de Koning en a fait rapport. Je me baserai maintenant sur la résolution présentée par la commission de l'agriculture. Le fond de cette résolution, c'est qu'on approuve la méthode proposée. Je suis heureux que le Parlement approuve cette méthode, sous réserve des quelques observations mineures de la commission de l'agriculture, dont M. de Koning a fait état. Se fondant sur cette méthode, le Parlement arrive à une autre conclusion que nous. La Commission a proposé une augmentation des prix de 3 % de 1972 à 1973. Elle a déclaré que cette augmentation n'a pas pour objectif de rattraper le retard des années écoulées. Les calculs que nous avons présentés au Parlement révèlent qu'entre 1968 et 1972, il y a eu une certaine augmentation des revenus. Cette augmentation est du même ordre de grandeur que celle dont M. Vredeling a fait état, à savoir entre environ 3 400 u.c. en 1968 et 4 500 à 4 600 u.c. en 1972. Nous sommes partis de la même base. Il n'y a donc aucune divergence de vues à ce sujet. Cela signifie qu'il y a eu une hausse du revenu nominal d'environ 35 %, soit quelque 9 % par an. Le Parlement dit que c'est trop peu, sans pouvoir le prouver. Je ne puis pas non plus prouver que ce soit bon. C'est que les données dont

Mansholt

nous disposons sont insuffisantes. Je tiendrai donc compte de la possibilité de reconsidérer la question. Ce n'est que lorsque nous disposerons de plus de données concernant la formation du revenu et d'un bon réseau d'information comptable que nous pourrions présenter des données reposant sur une base solide.

Le COPA a demandé une augmentation des prix de 12 %. M. de Koning a fait valoir à ce sujet certaines données de l'Institut économique agricole néerlandais, d'où il ressort que même les bonnes exploitations qui actuellement parviennent encore à un revenu raisonnable se trouveront en difficulté en 1975 si rien ne change. Nous reconnaissons qu'il en va bien ainsi et vous assurons que nous suivrons la question avec une attention particulière.

Je tiens à réexaminer la question des 9 % à la lumière des données qui nous ont été fournies récemment par le COPA et par les organisations agricoles. Nous aurons à discuter du rapport fait à ce sujet.

De plus, le Parlement dit nettement qu'il faut tenir compte du passé, c'est-à-dire du fait que pendant plusieurs années, les coûts ont augmenté sans qu'il y ait augmentation des prix. Je suis d'accord sur ce point.

Si je calcule comment on est arrivé à ces 8 %, je dois en conclure que l'on veut combler en une fois le retard accumulé. Le chiffre le dit.

Il s'agit de savoir si c'est bien raisonnable. J'envisage de procéder à ce rattrapage en deux fois et non en une fois. Ceci signifierait que nous ne suivrions pas la proposition de la commission de l'agriculture d'augmenter en une année les prix de 8 % en moyenne, mais que nous examinerions s'il ne faut pas étaler cette augmentation sur deux ans. Il y a peut-être des produits pour lesquels il ne serait pas difficile de rattraper le retard en un an, mais il y en a d'autres pour lesquels ce serait difficile. La prudence s'impose donc et il faudra combler le retard non pas en un an, mais en deux ans.

La difficulté, c'est que la Commission ne s'est pas encore prononcée sur ce point, étant donné que nous venons seulement de recevoir l'avis de la commission de l'agriculture. Vous voudrez donc bien noter qu'à ce sujet, je ne fais pas de promesse au nom de la Commission. Je vous ai simplement dit comment je vois les choses pour le moment.

Nous tiendrons également compte de l'avis du COPA et aussi, bien entendu, de l'avis du Comité économique et social.

Je vous dirai cependant, à titre de commentaire général, que je trouve la proposition du Parlement raisonnable, et je tiens à le souligner.

Il s'agit donc de voir quelles sont les possibilités et d'examiner ce qui est raisonnable, mais vous vous

rendez certainement compte que notre Commission est disposée à s'engager dans ce sens.

Monsieur le Président, je crois que je puis en rester là, car j'ai dit l'essentiel de ce que j'avais à dire au sujet de la politique des prix.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt.

Je pense qu'il était bon qu'il intervînt avant d'autres orateurs. Il a pu ainsi éclaircir certains points et faciliter la discussion.

Je rappelle qu'il a été décidé en début de séance de fixer à 21 h le délai limite pour le dépôt des amendements.

Nous avons également décidé de suspendre la séance à 19 h 30 et de la reprendre à 21 h.

La liste des orateurs inscrits comporte encore un rapporteur, M. Offroy, les quatre porte-parole des groupes qui disposeront chacun de 15 minutes et enfin quatre orateurs dont le temps de parole est limité à 10 minutes. Ceci devrait nous amener jusqu'à 21 h 30. Après quoi, les rapporteurs pourraient encore prendre la parole.

Nous pourrions maintenant poursuivre nos travaux jusqu'à 21 h, sans suspendre la séance. Dans ce cas le premier orateur inscrit serait M. Offroy, suppléant M. Beylot, pour présenter l'avis de la commission des finances et des budgets.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, votre raisonnement tient dans une certaine mesure, mais pas en ce qui concerne le poste « imprévu », et j'aimerais ajouter un mot à ce sujet.

Je voudrais proposer que nous suspendions la séance, pour une heure, à un moment opportun. Il me semble, à franchement parler, que ne serait-ce que physiquement, c'est trop nous demander, ainsi qu'au personnel, de poursuivre nos travaux, car nous en avons encore jusqu'à au moins 22 h. Je trouve que ce ne serait pas raisonnable du point de vue social, il ne convient pas d'exiger cela du personnel.

Je trouve qu'une interruption d'une heure serait raisonnable ; ce serait la seule façon de pouvoir en terminer rapidement.

M. le Président. — Je suis quelque peu sceptique en ce qui concerne une interruption d'une heure. Il faut quand même un certain temps pour dîner et on ne revient pas immédiatement après.

La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, si je partageais vos estimations optimistes, je proposerais

Richarts

de continuer jusqu'à 21 h. Mais nous connaissons nos orateurs et nous savons que le dernier n'est pas encore inscrit sur votre liste. Comme l'a dit notre collègue Vredeling, nous en aurons sûrement jusqu'à 22 h. Alors je vous suggère un compromis. A mon avis, Monsieur Vredeling, une heure d'interruption, c'est un peu juste. Je propose d'interrompre la séance pour reprendre à 21 h précises, quel que soit alors le nombre de membres présents.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole sur l'ordre des travaux ? ...

Je mets donc aux voix la proposition de M. Richarts tendant à suspendre la séance jusqu'à 21 h.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue jusqu'à 21 h.

(La séance, suspendue à 19 h 30, est reprise à 21 h)

PRÉSIDENCE DE M. BERSANI

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

18. Directives et règlements concernant la réforme de l'agriculture (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Richarts, rapporteur principal, de MM. Baas, Brouwer, suppléé par M. de Koning et de M. Vredeling, rapporteurs, fait au nom de la commission de l'agriculture (doc. (176/71).

La parole est à M. Offroy, en remplacement de M. Beylot, pour faire connaître l'avis de la commission des finances et des budgets.

M. Offroy, rapporteur pour avis. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, M. Beylot, retenu dans sa circonscription par l'assistance qu'il doit apporter aux victimes d'un très grave accident, m'a prié de le remplacer comme rapporteur pour avis, avec l'autorisation de M. le Président de la commission des finances.

Je vais donc indiquer au Parlement quelles sont les observations que la commission des finances a faites sur les propositions qui nous sont soumises par la Commission exécutive.

En ce qui concerne les trois directives et le règlement, la première observation que nous présenterons

visé les montants prévus pour les années à venir en ce qui concerne les dépenses.

En effet, dans le tableau qui figure en annexe de l'avis de la commission, nous lisons les chiffres suivants : en 1972, 34 millions d'u.c., en 1973, 108 millions, en 1974, 180 millions, en 1975, 261 millions, en 1976, 343 millions, ce qui représente 927 millions d'u.c. en cinq ans.

En réalité, nous nous demandons si ce tableau pourra être respecté. En effet, compte tenu de la date à laquelle notre discussion a lieu, il est peu probable que les ratifications par les gouvernements puissent intervenir assez tôt pour que, dès 1972, le nouveau régime soit mis en vigueur.

Certes, les dispositions constitutionnelles des États membres ne sont pas les mêmes partout et certains pays pourront appliquer plus rapidement que d'autres les décisions à prendre. Néanmoins, une incertitude pèse évidemment sur la date à laquelle ce programme commencera à être mis à exécution et on peut se demander si on ne sera pas amené finalement à décaler d'un an tout ce programme et à considérer que c'est en 1973 que sera accordée la première dotation de 34 millions d'unités de compte.

La seconde observation que nous voudrions faire concerne l'évolution des dépenses agricoles par rapport au budget de la Communauté.

Si nous nous reportons aux chiffres prévus pour 1975, nous voyons que les dépenses de modernisation s'élèveront alors à 181 millions d'u.c. L'aide au revenu, la création d'emplois, diverses autres actions totaliseront, avec la modernisation, 393 millions d'u.c. A ce moment-là les dépenses FEOGA-garantie s'élèveront vraisemblablement à 2 650 millions d'u.c., ce qui représentera, pour les dépenses agricoles, un total de 3 043 millions d'u.c. Comme il est vraisemblable de penser que le budget total de la Communauté atteindra alors, en admettant une croissance de 5 % l'an, entre 4,7 et 5 milliards d'u.c., il en résulte que les dépenses agricoles tomberont de 85 à 65 % des dépenses totales. Sur le plan de la commission des finances, un problème se posera alors parce que, à partir de 1976, vraisemblablement, les réserves constituées en vertu des règlements seront épuisées, et il faudra donc prévoir des ressources nouvelles, puisque les dépenses totales FEOGA-orientation dépasseront les 285 millions d'u.c. actuellement mis en réserve et atteindront 603 millions d'u.c. en 1977.

On peut se demander si le Conseil pourra élever le plafond de ces dépenses. Mais est-ce que c'est compatible avec les pouvoirs que le Parlement européen aura alors en matière budgétaire ? Est-ce qu'on peut, dès maintenant, fixer le volume des dépenses qui auront lieu à partir de 1975 ? Ce serait ainsi, peut-être préjuger une décision qui incombera alors au

Offroy

Parlement et nous voudrions que la Commission réfléchisse à cette question.

En ce qui concerne les différentes directives, nous voudrions présenter les observations suivantes :

Pour la directive A relative à la modernisation, la proposition de la Commission est, à notre avis, trop rigide. Elle favorise les grandes cultures déjà excédentaires, et, enfin, l'aide se disperse souvent en des interventions insignifiantes.

Elle est trop rigide parce que l'interdiction qui est faite de toute aide pour les petits exploitants, après une période transitoire pour les investissements, et, dans tous les cas, pour les achats de terre, est trop rigoureuse. Certaines aides, à notre avis, pourraient améliorer la situation des exploitants au moment où ils attendent leur retraite. Par ailleurs, le refus de toute aide aux exploitants qui n'exercent pas le métier d'agriculteur à titre principal est sans nuance dans le texte de la Commission. A notre avis, il faut songer à la situation de certains agriculteurs qui habitent notamment des régions de montagne et qui doivent partager leur activité agricole avec des activités d'ordre sportif ou touristique.

En second lieu, cette directive nous paraît favoriser les cultures excédentaires, car ce sont les cultures céréalières et betteravières qui atteindront le plus facilement les normes retenues pour les seuils de modernisation et ce sont elles, par conséquent, qui profiteront le plus de l'aide. Au contraire, nous pensons que cette aide doit être réservée par priorité aux productions bovine et ovine, pour lesquelles la Communauté est en déficit. Nous pensons que l'aide prévue à l'heure actuelle et qui n'intéressera que 72 000 exploitations en cinq ans est insuffisante.

Enfin, l'aide se disperse et devient trop faible dans certains cas. Je vais citer un exemple : le remembrement. Le coût du remembrement en 1972 est estimé à 510 millions d'u.c. et la part du FEOGA est prévue pour 0,5 million d'u.c. soit un millième de la dépense. A la commission des finances, nous avons discuté pour savoir s'il y avait lieu de proposer la suppression pure et simple de cette aide ou, au contraire de la maintenir. Certains membres ont été d'avis que, comme des opérations de remembrement aussi bien que des opérations d'irrigation sont actuellement en cours, il fallait la maintenir. Mais dans ces cas-là, il faudrait que les crédits FEOGA soient très sensiblement augmentés.

Pour la directive B, il nous semble que l'institution d'une indemnité complémentaire de revenu uniforme doit faire l'objet d'une grande souplesse d'application, car, autrement, nous craignons des cessations fictives d'activité ou des arrangements pouvant intervenir au sein des familles et qui, finalement, tourneraient la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, l'obligation faite aux États d'instituer une prime d'apport structurel après 65 ans, nous

semble être une erreur car c'est avant cet âge qu'il faut agir pour aider les agriculteurs.

Enfin, l'obligation d'affecter les terres libérées suivant des dispositions très strictes pose des problèmes délicats. Il nous paraît que les pouvoirs des organismes fonciers para-étatiques risquent d'être trop étendus et d'engendrer des injustices, ainsi que des difficultés sociales et politiques.

Pour la directive C, nous constatons effectivement que l'information socio-économique et la qualification professionnelle sont des problèmes très importants, mais il nous semble qu'il s'agit là d'un domaine où les États doivent essentiellement agir et que les remboursements par le FEOGA ne sont peut-être pas indispensables. Dans ce secteur des économies devraient être possibles par rapport aux propositions faites par la Commission. Il serait en tout cas nécessaire que le Conseil arrête très rapidement les mesures d'application de ces décisions pour ce qui concerne la reconversion professionnelle.

Dans le règlement qui vise les groupements de producteurs et les unions, il est difficile de porter une appréciation définitive, tant que la Commission n'aura pas déposé une proposition d'ensemble sur la politique de commercialisation et de transformation des produits agricoles dans la Communauté, conformément d'ailleurs à la résolution du Conseil en date du 25 mai dernier.

Enfin, nous souhaiterions que la Commission prenne en considération la situation des coopératives qui fonctionnent depuis longtemps. Nous constatons d'ailleurs qu'elle a étendu à toutes les directives la possibilité laissée au Conseil de décider une participation du FEOGA supérieure à 25 %. Cette faculté n'existait pas auparavant, notamment dans la résolution du Conseil du 25 mai. Nous nous félicitons de ce qu'elle ait été ajoutée.

Pour la procédure d'agrément des mesures nationales d'application, qui est du seul ressort de la Commission, assistée à titre consultatif du Comité permanent des structures, nous nous demandons si les droits des Parlements nationaux ainsi que du Parlement européen ne sont pas sous-estimés dans ce domaine. En effet, une fois que le projet aura été agréé par la Commission, il devra être voté tel quel, sous peine de perdre le bénéfice de l'éligibilité ; peut-être pourrait-on faire intervenir des dispositions permettant aux Parlements nationaux ou au Parlement européen d'y apporter des amendements.

Dans l'ensemble, cette modernisation de l'agriculture de la Communauté nous semble une mesure coûteuse, mais nécessaire à la sécurité des approvisionnements de la Communauté. Toutefois, elle présente, à notre sens, les inconvénients suivants : leur trop grande sélectivité, leur trop grande rigidité risquent de les faire repousser par ceux-là mêmes auxquels elles devraient en principe bénéficier. Nous

Offroy

craignons les contrecoups psychologiques qui se sont déjà produits dans le passé par rapport à des mesures qui apparaissent trop rigoureusement édictées. De plus, leur trop grande dispersion — j'ai cité tout à l'heure les problèmes de l'irrigation et du remembrement — risque d'être trop contraignante pour les États, sans avoir une contrepartie réelle et, si je puis dire, tangible pour les agriculteurs des différents pays.

Aussi proposons-nous : des mesures d'assouplissement concernant surtout la directive A ; des économies par suppression de certaines aides dans la directive C, notamment en ce qui concerne l'information socio-économique et la qualification professionnelle ; la concentration sur quelques points précis, par exemple, des bonifications importantes en faveur des prêts d'investissements pour les jeunes agriculteurs qui s'installent et justifient de compétences techniques ; le renforcement des aides à la cessation d'activité ; l'augmentation du nombre des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire des revenus et l'indemnité viagère de départ, ainsi que le renforcement du taux de participation du FEOGA.

Enfin, un accroissement de l'aide aux groupements de producteurs de la Communauté est déficitaire, c'est-à-dire les productions bovine et porcine.

En ce qui concerne les articles mêmes des différentes directives de la Commission exécutive, nous suggérons que l'on réexamine les points suivants :

Dans la directive A, à l'article 3 nous pensons qu'il faudrait définir la notion d'exploitant agricole à titre principal, en tenant compte de la situation particulière de certaines régions et avec le souci de ne pas écarter certains agriculteurs qui se livrent à des activités liées au caractère de la région et à la vie de celle-ci.

A l'article 8, paragraphe 2, nous pensons qu'il faudrait renoncer à exiger de celui qui projette de regrouper des terres la possession d'une promesse de vente ou de location quatre ans, même six ans d'avance, c'est-à-dire lors du dépôt du plan de modernisation.

Je crois que cette proposition a d'ailleurs déjà été faite par la commission de l'agriculture.

Aux articles 9, 10 et 14, il nous semble qu'il faudrait permettre, à côté de l'aide aux acquisitions de cheptel bovin ou ovin, l'aide à l'acquisition de cheptel caprin, équin et porcin.

Chaque année, la liste devrait être fixée, par les instances communautaires, des espèces animales dont la production peut bénéficier de l'aide de la Communauté ou de celle des États.

A l'article 14, paragraphe 2, il nous semble qu'il faudrait porter de cinq à dix ans le délai pendant lequel des aides transitoires peuvent être accordées

par les États aux agriculteurs d'un âge inférieur à celui prévu pour la cessation d'activité et ouvrir le droit à l'indemnité complémentaire de revenus.

De même, au paragraphe 3, il nous paraîtrait utile d'autoriser, pendant une période transitoire de cinq ans, les aides à l'acquisition de terres lorsqu'il s'agit d'exploitations ne répondant pas aux conditions posées par l'article 2 et l'article 4, lorsque la location à long terme s'avère impossible.

De même, nous souhaiterions soumettre l'aide apportée aux élevages industriels de veaux « de batterie » aux mêmes conditions que celles édictées pour les élevages de porcs et de volailles. Là, nous entrons un peu dans le domaine de la commission de l'agriculture, et je m'en excuse vis-à-vis de mes collègues.

A l'article 13, nous pensons qu'il faudrait maintenir l'aide de la Communauté au remembrement et à l'irrigation, mais avec une augmentation importante du pourcentage de participation du FEOGA, pour les raisons que j'ai indiquées précédemment.

Dans la directive B, nous souhaiterions que l'on augmente les crédits afin d'élever le nombre des bénéficiaires et d'augmenter les remboursements du FEOGA. Nous voudrions qu'ils puissent être portés de 25 à 40 % dans les pays soumis à la règle générale et conserver le taux de 65 % pour les régions agricoles défavorisées.

Enfin, à l'article 6, nous voudrions qu'on évite de pénaliser les fermiers et les métayers en les privant des aides et indemnités prévues lorsque le propriétaire cède les terres à un acquéreur et ne répond pas aux conditions de modernisation. De même, il faudrait, je crois, définir assez étroitement les pouvoirs des organismes fonciers.

Enfin, en ce qui concerne la directive C, j'ai dit tout à l'heure que la formation socio-économique et la qualification professionnelle devaient être laissées pour l'essentiel aux États membres et que la Communauté ne devrait être chargée que d'assurer la coordination et l'harmonisation des méthodes.

Voilà, Monsieur le Président, mes chers collègues, les observations et les propositions que j'étais chargé de présenter au nom de la commission des finances et des budgets.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Vetrone. — (1) Monsieur le Président, chers collègues, le rapporteur général, M. Richarts, et les co-rapporteurs. MM. Vredeling, Baas et de Koning ont illustré d'excellente façon les termes des dernières propositions de l'exécutif et les conclusions auxquelles est arrivée la commission de l'agriculture

Vetrone

à la suite d'un débat fort long et approfondi en matière de structures agricoles. Les propositions modifiées de l'exécutif ont certainement apporté des améliorations à ce qui avait été initialement proposé au Conseil de ministres. Elles correspondent mieux à la réalité complexe de l'actuelle structure agricole communautaire, même si elles ne satisfont pas toutes les exigences. C'est pourquoi nous pouvons en un certain sens nous déclarer satisfaits. Mais le problème n'est pas seulement d'ordre matériel, c'est-à-dire qu'une fois définis les instruments les plus adéquats à le résoudre selon une conception plus moderne de l'activité agricole, il suffirait de les appliquer pour être certain d'en recueillir les fruits ; le problème on le sait est d'ordre surtout humain. Le rapporteur général, M. Richarts, l'a très opportunément souligné lorsqu'il a affirmé que « l'homme et son avenir doivent être au centre de toutes nos considérations ». De là, les innombrables facteurs psychologiques, pour l'élimination desquels les mesures matérielles d'encouragement ne suffisent plus ; il faut quelque chose de plus impératif et de plus valable sur le plan psychologique pour faire comprendre aux plus anciens la nouvelle voie dans laquelle on entend s'engager dans l'intérêt de leurs fils, auxquels il est nécessaire d'assurer la perspective d'une prospérité réelle par une insertion plus harmonieuse et plus digne de l'agriculture dans le système économique général des Communautés.

Ce n'est certes pas une tâche facile, mais quoi qu'il en soit, il faut la tenter en témoignage d'une volonté politique capable de résoudre le problème complexe de la restructuration économique-sociale de l'agriculture communautaire. A ce propos, nous pouvons nous féliciter aujourd'hui — du fait que le Conseil de ministres l'a faite sienne — de la proposition de notre Parlement d'abandonner les critères initialement fixés pour la définition des types d'exploitations susceptibles de modernisation, critères fondés sur le revenu brut corrigé par unités de travail pour les remplacer par le critère indubitablement plus réaliste qui se réfère au rendement du travail annuel par unité de travail et à la comparabilité de ce rendement avec le rendement extra-agricole, dans le cadre bien entendu de chaque région. C'est là le principe que nous pourrions appeler « de la régionalisation de la comparabilité des revenus ».

Je voudrais, à ce propos exprimer un jugement personnel, mais je me réserve de le faire au cours du débat. Je voudrais seulement annoncer que mon jugement portera sur la contradiction que M. Mansholt a décelée il y a peu entre l'article 8 et l'article 14 à propos de l'encouragement à l'acquisition de terres. Mais nous devons surtout regretter le temps d'arrêt qu'ont subi d'une façon inexplicable les deux projets de règlement relatifs à la création de nouveaux emplois destinés aux agriculteurs qui, dans les régions agricoles prioritaires, renoncent à leur activité agricole. Ce fait est d'autant plus déplorable que tous les partis politiques ont constamment exprimé l'avis

que l'amélioration des structures agricoles nécessitait une action communautaire simultanée dans le domaine de la politique de l'emploi et du développement régional.

Les déséquilibres territoriaux et sectoriaux qui existent à l'heure actuelle dans la Communauté ne pourront en effet être éliminés que si l'on manifeste la volonté politique d'intervenir par une politique économique et sociale capable d'assurer le développement harmonieux de toute la Communauté. Mais si l'application des critères et des mesures économiques prévus pour la modernisation des exploitations peut rencontrer des difficultés bien compréhensibles, spécialement en ce qui concerne la définition de la bonne dimension foncière qui reste liée à la convergence de deux volontés — celle du jeune qui veut réaliser un plan de développement et celle de l'ancien qui peut le lui permettre en cessant sa propre activité et en lui offrant en même temps les terres disponibles — bien plus difficiles encore à surmonter seront les difficultés que rencontrent l'application des mesures et des critères sociaux prévus par la deuxième directive concernant l'encouragement à cesser l'activité agricole et la destination des superficies agricoles utilisées en vue d'améliorer les structures agricoles. C'est pourquoi la commission de l'agriculture a bien fait de s'attacher à ces difficultés en proposant d'en faciliter l'élimination, ce pourquoi elle a proposé à nouveau à l'exécutif et au Conseil de reconsidérer comme valable et indispensable la règle contenue dans les propositions initiales qui prévoyait une mesure d'encouragement pour le propriétaire foncier disposé à conclure des contrats de location à long terme permettant ainsi également aux cultivateurs locataires directs le bénéfice des mesures sociales prévues en cas de cessation de l'activité agricole.

On peut se féliciter de ce que le Conseil de ministres ait accueilli, dans ses décisions du mois de mai passé, le principe de la modulation des aides et de la différenciation de la solidarité communautaire proportionnellement au degré de retard du développement des régions prises en considération.

C'est là un moyen efficace de répondre aux besoins les plus graves et les plus urgents des régions agricoles défavorisées ; tout comme nous devons donner acte à l'exécutif et au Conseil de ministres d'avoir accueilli certaines suggestions formulées par notre Parlement lors du premier examen des directives et reprises dans la résolution du 11 février dernier concernant les mesures d'encouragement en vue d'une information socio-économique plus efficace et plus moderne de la population rurale à laquelle on peut contribuer en utilisant des personnes dotées d'une instruction de base appropriée sans que celle-ci soit nécessairement de niveau universitaire.

Je regrette seulement de devoir constater que les dépenses y relatives, au lieu d'incomber — ce qui serait

Vetrone

plus conforme à la nature même de l'activité — au Fonds social européen, ont été mises encore que temporairement, à la charge du FEOGA.

Enfin, le Parlement européen peut également se déclarer satisfait en ce qui concerne les modifications apportées au règlement sur les groupements et unions de producteurs, la nécessité de son application progressive au secteur des fruits et légumes ayant été reconnue, afin d'éviter un sérieux affaiblissement de l'efficacité des règles déjà promulguées et appliquées dans ce secteur, tout en souhaitant que des perfectionnements ultérieurs puissent y être apportés, surtout en liaison avec l'inclusion dans l'annexe I du règlement des produits des positions tarifaires jusqu'à présent exclus.

Voilà, Monsieur le Président, chers collègues, les appréciations positives et les observations critiques que le groupe démocrate-chrétien exprime sur les trois propositions de directive et sur la proposition de règlement qui, ensemble, contiennent les orientations pour le développement de la politique de réforme structurelle socio-économique de l'agriculture communautaire.

L'appréciation d'ensemble ne peut être négative et nous devons même donner acte à la Commission des efforts accomplis non seulement pour élaborer et mettre sur pied un programme qui, dans sa rédaction initiale a également fait l'objet de lourdes critiques dans les milieux intéressés les plus divers de l'agriculture, mais également de la compréhension qu'elle a manifestée en revoyant certaines positions qui ont semblé inacceptables à d'aucuns, et de l'interprétation, dans un esprit particulièrement ouvert, des indications arrêtées par le Conseil de ministres, en nous proposant les directives et le règlement modifié sur lesquels le Parlement doit maintenant se prononcer.

J'en viens à la politique des prix. Il était temps que l'exécutif abandonne la position empirique qu'elle avait à l'égard de la fixation de l'adaptation des prix des produits agricoles. Chaque fois que la politique des prix a été soumise à notre examen, nous avons, en effet, regretté l'absence de méthodes raisonnables de fixation et d'adaptation des prix agricoles, susceptibles d'assurer à l'économie agricole un développement comparable à celui des autres secteurs. Méthodes raisonnables, disais-je, et non rigoureusement rationnelles, du fait que nous nous rendons tous compte que l'époque est encore trop lointaine — et nous ne savons d'ailleurs pas si elle viendra un jour — où cette matière pourra être réexaminée en dehors de toute appréciation politique.

Eh bien, cette nouvelle méthode nous est proposée aujourd'hui par l'exécutif et notre premier mouvement est de le juger favorablement ; et en réalité, nous ne pouvons pas donner un jugement négatif. Nous devons toutefois faire des réserves : notre jugement est, dirais-je favorable, mais c'est un jugement

d'attente. Et l'attente consiste dans la confiance que nous voulons témoigner à la Commission pour qu'elle complète cette méthode qui, comme elle nous a été présentée, ne garantit pas, ou partiellement, une politique commune des prix basée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes au sens de l'article 40 du traité. Le nombre des exploitations représentatives qui, au cours de l'année 1968-1969, avaient enregistré des revenus comparables aux exploitations extra-agricoles, et qui ont fourni à la Commission les paramètres d'incidence, tant pour les coûts que pour les revenus, est trop limité, tant sur le plan de la représentativité géographique que sur celui des types d'exploitations. De plus, la méthode suivie par la Commission s'est développée sur la base d'un calcul surtout macro-économique, méthode qui ne donne pas une vue globale de la situation dans l'agriculture et en particulier de l'évolution des revenus et des coûts de production dans l'agriculture, par rapport à l'évolution des autres coûts et revenus. Pour obtenir cette vue globale, il faut baser les calculs sur la structure globale des coûts — travail, capital et autres moyens de production — telle qu'elle se présente dans les pays de la Communauté et en rapport avec l'évolution tant de ses coûts que des salaires extra-agricoles et compte tenu de la productivité moyenne ; ce n'est qu'en suivant cette méthode que l'on aura une base acceptable pour l'adaptation annuelle globale des prix.

Ce serait là un résultat obtenu à partir de données macro-économiques qui pourraient ensuite être diversifiées sur la base des indications obtenues par la méthode macro-économique proposée par la Commission. Donc la nouvelle méthode, encore qu'incomplète a pu fournir pour l'instant à la Commission une donnée qui, si elle ne peut être retenue comme tout à fait exacte, justement parce qu'elle part d'une recherche que nous considérons comme incomplète, ne perd pas de son intérêt pour autant ; elle représente un point de référence d'une importance considérable pour une formulation plus précise des pourcentages d'augmentation des prix. Il y a eu, pour les revenus agricoles, un retard de l'ordre de 12 % par rapport aux revenus comparables des autres secteurs économiques, au cours d'une période allant de 1968-1969 à 1972-1973...

M. le Président. — Monsieur Vetrone, je dois vous inviter à conclure le plus rapidement possible.

M. Vetrone. — (I) Monsieur le Président, toutes les interventions ont un peu dépassé la limite de temps prévue. J'estime donc pouvoir en faire autant.

Le rattrapage de ce retard, bien qu'il ait été reconnu par la commission de l'agriculture elle-même, nous ne le trouvons en aucune façon pris en considération dans les propositions de prix qui ont été faites.

La commission de l'agriculture, qui n'avait pas de raisons de négliger un élément aussi important, l'a

Vetrone

fait valoir très justement, encore qu'en n'y insistant pas trop, pour répondre aux critères d'une récupération graduelle, lorsqu'elle a proposé une augmentation moyenne de 8 %. Elle aurait pu également se faire l'interprète des revendications des organisations professionnelles qui, comme l'a déclaré M. Mansholt, sont de 11 à 12 %, sauf évidemment la ventilation à faire par produits, face aux taux absolument insuffisants et inacceptables de 2 à 3 % proposés par la Commission. Celle-ci n'a toutefois pu renoncer à un élément nouveau de la productivité dite technico-biologique, évalué à environ 1,5 % qui, dans le calcul coût-profit, a représenté un montant déductible.

Nous reconnaissons ce nouvel élément. Nous ne contestons même pas qu'il soit de l'ordre de 1,5 %. Mais il nous semble injuste d'en faire profiter entièrement la consommation sans en réserver aucune partie à la production, à la différence de ce qui se produit dans les autres secteurs de l'activité économique.

Il faut donc se déclarer d'accord avec la Commission lorsqu'elle pose très justement le problème de la portée effective de la nouvelle méthode et relève que celle-ci doit être assortie de mesures sociales susceptibles d'améliorer, au moins partiellement, les bilans de ces exploitations agricoles qui, présentant un retard de développement en raison de dimensions réduites, ne pourraient jamais atteindre les niveaux de revenus comparables qui sont à la base de la méthode elle-même.

La directive relative à l'octroi d'une aide au revenu en faveur des catégories d'exploitants agricoles remplissant certaines conditions — directive que la Commission a présenté en même temps que les propositions de prix pour 1972-1973 — mérite donc notre pleine adhésion.

Ceci étant dit, et compte tenu de toutes nos réserves en ce qui concerne les nouvelles méthodes, nous estimons qu'à l'heure actuelle personne n'est en mesure de présenter des propositions concrètes d'augmentation, étant donné la grave crise monétaire qui menace si fortement l'avenir de la politique agricole commune.

Dans la proposition de résolution de la commission de l'agriculture, l'accent a été mis sur cet aspect du problème et sur la nécessité absolue d'un retour rapide aux parités fixes des monnaies communautaires indépendamment des accords relatifs à la réforme du système monétaire international, si ces accords, comme on le craint, n'étaient pas conclus rapidement.

Le recours aux mesures de compensation auxquelles il a fallu faire appel dans les échanges communautaires de produits agricoles, en vue de sauvegarder dans une certaine mesure le principe des prix communs, ne peut être maintenu à la longue, du fait des

obstacles qu'il crée et de l'incompatibilité des barrières commerciales internes avec l'esprit même du Marché commun, mais surtout en raison du grave danger de désintégration qu'il fait courir à la politique agricole commune en raison d'une certaine tentation facile de rendre définitif tout ce qui n'est que provisoire pour l'instant. Ce qui signifierait en fait un retour aux prix nationaux que personne de nous — je pense — ne voudra jamais pour le bien de l'agriculture et de l'Europe, à la construction pacifique de laquelle nous sommes tous engagés.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, chers collègues, le groupe démocrate-chrétien, qui m'a confié la charge de parler en son nom, déclare qu'il exprimera un vote favorable à la proposition de résolution de la commission de l'agriculture, non sans exprimer au rapporteur, M. Brouwer, — auquel je souhaite le plus rapide retour parmi nous — et à M. de Koning qui l'a dignement remplacé, mes félicitations les plus vives pour le travail d'étude, de recherches et de critique qu'ils ont accompli.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{me} Orth, au nom du groupe socialiste.

M^{me} Orth. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, et Messieurs. Permettez-moi tout d'abord de vous assurer que je respecterai le temps de parole qui m'est imparti. Je tiens ensuite, au nom du groupe socialiste, à remercier chaleureusement les rapporteurs ainsi que tous ceux qui, de près ou de loin, ont collaboré d'une quelconque manière à l'élaboration de ces propositions ; ils ont dû parfois réaliser des prodiges.

Personne ne conteste plus aujourd'hui, Monsieur le Président, que le memorandum présenté en décembre 1968 par le président Mansholt sur la réforme de l'agriculture dans la Communauté ait suscité des débats animés qui ont débouché sur la décision de principe du Conseil du 25 mai 1971 et, finalement sur les propositions qui vous sont soumises. En outre, soutenir qu'une politique agricole conçue au niveau communautaire ne peut être assortie d'une politique structurelle d'inspiration strictement nationale, c'est enfoncer une porte ouverte. De même, personne ne nie qu'une politique agricole d'intervention sur les marchés et de fixation de prix communs ne peut avoir qu'un effet statique, c'est-à-dire conservateur, l'élément dynamique résidant dans l'adaptation des structures existantes aux nouvelles données de l'économie et de la sociologie.

Les difficultés qui ont fait obstacle à la formulation d'une politique structurelle commune sont trop connues ici pour qu'il soit nécessaire d'en faire l'inventaire. Toutefois, la persévérance de la Commission et le soutien énergique de ce Parlement ont eu finalement raison.

Orth

Les propositions de réforme devraient viser à créer les conditions objectives et subjectives nécessaires au développement accru d'une agriculture moderne et à mettre au point simultanément des mesures permettant aux travailleurs qui abandonnent l'agriculture de ne pas subir de trop grands préjudices sur le plan social.

Les propositions dont nous sommes saisis répondent-elles à ce double objectif ? Déterminante pour la modernisation de l'agriculture est la définition de l'exploitation moderne. Rien ne sert de s'assigner des objectifs qui sans doute pendant longtemps encore demeureront du domaine des visions. Ce n'est qu'en partant de la réalité européenne que l'on peut faire quelque chose d'utile.

La Commission, suivant en cela une proposition du Parlement européen, s'est fixé pour objectif de faire en sorte qu'un travailleur occupé à plein temps dans une entreprise moderne gagne, à l'issue de la période de modernisation, un revenu comparable à celui des travailleurs appartenant à d'autres catégories professionnelles de la même région.

Certes, cette référence à l'échelon régional ne permettra pas, au départ, un réajustement des revenus agricoles au niveau communautaire. Mais le groupe socialiste, qui est favorable à cette manière de voir, la considère comme une solution transitoire propre à éliminer les écarts intolérables entre les revenus agricoles et les revenus non agricoles, et à assurer l'égalité des agriculteurs sur le plan économique et social.

Il va de soi qu'à long terme il faudra néanmoins viser plus haut et tendre progressivement à l'alignement général des revenus régionaux à la moyenne communautaire supérieure.

Je voudrais souligner, en particulier, que les critères établis par la Commission — présentation d'un plan de développement, adoption d'une comptabilité industrielle — nous apparaissent comme des conditions sine qua non de la création d'entreprises rationnelles et bien organisées.

L'esprit d'initiative et la formation technique du chef d'exploitation sont des éléments déterminants du succès de la modernisation de l'entreprise. Il importe dès lors que les mesures proposées dans le cadre de l'information socio-économique pour la formation technique des agriculteurs soient appliquées dans leur totalité par les États membres et éventuellement complétées par ceux-ci.

Les propositions de la Commission comportent également des mesures favorisant la cessation des activités. Elles permettront aux agriculteurs qui ne parviennent ni par leurs propres moyens, ni grâce à une aide extérieure à gagner un revenu approprié dans des conditions de travail raisonnables, à cesser définitivement leurs activités professionnelles ou à se reclasser dans une autre branche d'activité.

La création d'emplois nouveaux et le développement généreux de possibilités de recyclage ne sauraient cependant résulter uniquement de mesures relevant de la seule politique agricole. Celles-ci doivent être complétées par des actions dans les secteurs de la politique régionale et sociale.

Mon groupe approuve en particulier aussi les propositions de la Commission visant à accorder une aide au revenu aux agriculteurs occupés dans des régions qui ne leur permettent plus de travailler d'une façon rentable ni, dès lors, de disposer de revenus appropriés. Cette aide serait accordée, dans les cas où pour des raisons de protection du milieu et des sites ou afin de prévenir un dépeuplement total — dans des régions montagneuses ou dans d'autres régions défavorisées —, il apparaîtrait nécessaire que l'agriculteur continue à cultiver ses terres. Une aide doit lui être accordée qui compense l'écart entre le niveau de ses revenus et le niveau moyen. Compte tenu de l'adhésion à la Communauté, dès 1973, des pays membres candidats, cette mesure revêt un intérêt particulier. En effet, la Norvège, notamment, se trouve confrontée avec de tels problèmes.

Il se peut, Monsieur le Président, que les propositions de la Commission n'atteignent pas encore à la perfection. L'avenir le montrera. Cependant, elles sont un bon point de départ pour la création d'une agriculture moderne, et elles offrent un large éventail de mesures sociales à tous ceux qui sont désireux ou obligés — pour quelque raison que ce soit — de quitter l'agriculture. C'est pourquoi mon groupe approuve ces propositions.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Liogier, au nom du groupe de l'UDE.

M. Liogier. — Monsieur le Président, mes chers collègues, lors de nombreux débats que l'on peut qualifier de mineurs, les orateurs parlant au nom de leur groupe ou en leur nom personnel ont eu tout le loisir d'exposer leurs thèses, le temps ne leur étant pas compté, bien qu'il s'agisse généralement que d'un seul règlement ou d'une seule directive, et non de quatre.

Je déplore donc que s'agissant aujourd'hui de textes fondamentaux ce débat ait été trop strictement minuté, avec des temps de parole d'autant plus étroits que le sujet à traiter est plus vaste. Il n'échappe cependant à personne, ici comme au-delà de cette enceinte, qu'avec l'examen des directives et règlements faisant l'objet de nos présentes discussions, nous vivons des heures cruciales aussi bien pour l'avenir de l'agriculture communautaire que pour l'avenir de la Communauté dans son ensemble, dont l'agriculture constitue la pierre angulaire.

Sa structure même est aujourd'hui en cause, des options à prendre se trouvant susceptibles, par réac-

Liogier

tions en chaîne, de bouleverser un équilibre socio-économique de plus en plus précaire. Le plan dit « plan Mansholt », dans sa version originale ou supposée telle, a déjà fait couler beaucoup d'encre, animé de nombreuses controverses, suscité maintes discussions souvent passionnées aussi bien dans nos commissions qu'en de multiples cénacles, recueillant d'ailleurs plus de critiques sans doute que d'approbations.

Tout cela s'est traduit par un texte important dont nous avons débattu ici, mais qui a été retiré avant que n'interviennent les explications de vote ; j'avais d'ailleurs été mandaté par mon groupe pour expliquer les raisons de notre refus.

Ce texte avait cependant l'avantage sur ceux qui nous sont aujourd'hui présentés de la pleine clarté quant au devenir de nos exploitants agricoles comme de leurs exploitations.

Je ne crois pas en trahir l'esprit en en résumant la partie essentielle que voici et qui a son importance : la structure des exploitations agricoles de la Communauté ne correspond plus aux impératifs des temps modernes. Eu égard aux progrès du machinisme, à l'évolution des techniques, aux besoins des populations, il y a beaucoup trop d'agriculteurs dans la Communauté, de vieux agriculteurs surtout. Il importe donc d'éliminer les excédents de main-d'œuvre et parfois de production, de rajeunir les cadres en leur assurant la compétence, d'augmenter considérablement la surface des exploitations. L'agriculture communautaire deviendra ainsi compétitive ; elle cessera d'être la parente pauvre, d'autant plus pénible à supporter qu'elle doit être secourue et aidée en permanence à un point tel qu'elle dévore à elle seule la plus grande partie du budget communautaire.

Le remède proposé pour atteindre ces objectifs comporte au moins l'avantage de la simplicité, une simplicité presque désarmante, qui nous change quelque peu des complications au milieu desquelles nous nous débattons présentement. Il procède d'un jugement dernier avant la lettre : d'un côté les rangs élus du Père, le Père étant en la circonstance la Commission ; de l'autre les innombrables réprouvés rejetés dans la géhenne ou les ténèbres extérieures, promis aux pleurs et aux grincements de dents.

Les élus ? Ce sont ces heureux mortels qui possèdent déjà de florissantes exploitations, céréalières, par exemple, pour lesquelles la rentabilité est au moins comparable à celle de l'ensemble de nos économies évoluées.

Sans doute parce que peu nombreux, ils n'ont pas été décomptés avec certitude. On a donc été amené à leur ajouter ceux qui, non encore compétitifs, sont susceptibles de le devenir après restructuration et éventuellement conversion, à la condition bien entendu qu'ils apportent aux technocrates toutes les preuves de leur compétitivité future, en s'astreignant

aussi bien à l'établissement d'un plan très détaillé de développement qu'à la tenue d'une comptabilité rigoureuse à laquelle ils devraient s'initier, ce qui aurait au moins l'avantage de les rendre polyvalents en cas d'échec toujours possible dans l'agriculture. On a connu des poètes paysans, pourquoi pas des paysans comptables ? Cela fait au moins plus moderne.

Que représentent-ils en pourcentage ?

Les statistiques, qui disent tant de choses inutiles, nous laissent ici encore dans le doute sinon dans l'ignorance : en avançant 10 à 12 %, nous devons serrer d'assez près la réalité.

Ces 10 à 12 % seront donc aussi aidés par la Communauté pour leur permettre d'atteindre en six ans une compétitivité aujourd'hui seulement potentielle. Après six années de subventions dégressives, ils devront voler de leurs propres ailes — ailes d'élus bien entendu — poussées et raffermies en six ans de bréviaires comptables.

Voilà pour les heureux élus.

Qu'advient-il, par contre, des réprouvés ? C'est-à-dire des 80 % des exploitants agricoles de la Communauté, des 80 % considérés comme des indésirables, des parasites de l'agriculture ?

S'ils acceptent de l'abandonner — et comment feraient-ils autrement — leur sort va dépendre de leur âge. Moins de 45 ans, la Communauté les ignore et laisse aux États membres le soin de s'en débarrasser le plus élégamment possible. Ils peuvent se convertir, que diable ! et redevenir au moins manœuvres-balai ! De 45 à 55 ans, la conversion est certes plus difficile ; aussi, prévoit-on en leur faveur et jusqu'à 55 ans l'attribution annuelle d'une somme représentant un petit mois de salaire. Au-dessus de 55 ans, la retraite pour tous ceux dont l'agriculture représente le plus clair du revenu, qu'il s'agisse d'exploitants, de fermiers ou de métayers, ou même d'ouvriers agricoles. Le taux de cette retraite ? On doit tout faire pour qu'elle soit décente, mais on se garde bien de la chiffrer.

L'ensemble du texte dont je viens de donner le résumé comportant, entre autres, ces réjouissantes perspectives, a donc été retiré. Et nous nous trouvons en ce moment devant d'autres textes qui, à notre sens, pour être peut-être plus insidieux, n'en sont pas moins aussi détestables, car ils procèdent d'intentions aussi malthusiennes et de mobiles identiques.

Le premier d'entre eux a trait à la modernisation des exploitations agricoles. Les considérants ne changent guère d'un texte à l'autre en ce qui concerne les mobiles, comme je viens de l'indiquer aussi bien que les critères retenus pour être classés parmi les exploitants agricoles appelés à se développer et seuls susceptibles de bénéficier de certaines aides. Ces critères

Llogier

comprennent notamment l'exercice de l'activité agricole à titre principal, l'emploi permanent de deux UTH en règle générale, la capacité professionnelle, la tenue d'une comptabilité détaillée, y compris les investissements à réaliser, l'établissement d'un plan détaillé de développement tenant compte non seulement des terres déjà détenues, mais encore de celles qui pourront l'être à l'avenir sous forme de location, de vente ou d'attestations mises à disposition par un organisme foncier. Ce plan doit en outre apporter la preuve formelle d'un revenu de travail annuel comparable à celui dont bénéficient les activités non agricoles dans la région considérée et d'une rémunération adéquate du capital investi.

Après tout cela — et j'en passe — le *dignus est intrare* est prononcé, si l'examen de passage a été concluant. L'heureux exploitant dûment sélectionné peut alors bénéficier des aides prévues en sa faveur. Ces possibilités d'aide sont multiformes avec prise en charge par le FEOGA de 25 à 65 % selon qu'il s'agit de régions normales, ou de régions défavorisées prioritaires, la différence pour atteindre 100 % étant laissée au financement de chacun des États membres intéressés. Et voici, si vous vous reportez aux articles 8 et suivants, le simple énoncé : mise à disposition en priorité de terres libérées par location ou vente, bonification du taux d'intérêt de 5 % sur une durée maximale de 15 ans aux investissements nécessaires à la réalisation du plan de développement, à l'exclusion toutefois des dépenses dues à l'achat des terres, achats estimés détestables, la location à long terme constituant, au contraire, pour la Commission, une véritable panacée ; garantie pour les prêts contractés et leurs intérêts ; primes d'orientation échelonnées sur trois ans si l'exploitation s'oriente vers la production de viande bovine ou ovine, toutes autres exclues, de 30 u.c. la première année, de 20 u.c. la deuxième, de 10 u.c. la troisième, par hectare utilisé et dans la limite de 100 ha ; octroi de 100 u.c. chaque année durant les premières années, sous réserve de la tenue d'une comptabilité de gestion — on discerne mal, d'ailleurs, les raisons d'une telle réserve puisque la tenue de cette comptabilité est obligatoire pour toutes les exploitations retenues — aides de démarrage d'un montant maximal de 5 000 u.c. pour tout groupement ayant pour but l'entraide entre exploitations et l'utilisation en commun plus rationnelle du matériel agricole ; aide au remembrement et à l'irrigation : 150 u.c. par ha remembré et mobilisé pour la modernisation. Sous la même condition, 250 u.c. par ha irrigué, ce qui met d'ailleurs allègrement à la charge des États membres des sommes considérables, si l'on entend créer ainsi une véritable incitation et ne pas en rester à une simple déclaration d'intention puisque, comme le souligne d'ailleurs fort justement M. Beylot dans son avis, le coût du remembrement en 1972 est évalué à 510 millions d'u.c., cependant que la part du remboursement du FEOGA prévue n'est que d'un demi-million d'u.c., soit un millième de la dépense.

A ces aides plus ou moins individualisées viennent s'en ajouter d'autres. Celles qui intéressent, sous l'aspect d'un règlement, les groupements de producteurs et leurs unions. Elles comprennent des aides au démarrage, sur trois ans et dégressives, de 3 % de la valeur de production pour la première année, de 2 % pour la deuxième année, de 1 % pour la troisième année, avec plafonnement correspondant de 60 %, 40 % et 20 % des frais de constitution et de fonctionnement.

- Une aide aux investissements, avec une bonification d'intérêt de 5 % au maximum sur quinze ans, comportant une garantie pour les prêts contractés et leurs intérêts, en cas d'insuffisance de couverture.
- Une aide forfaitaire de 50 000 u.c. pour chacune des unions de groupements reconnues, la reconnaissance comme le retrait de reconnaissance des groupements de producteurs ou de leurs unions dépendant évidemment, ici encore, de critères que le temps de parole qui m'est imparti m'empêche, hélas, d'examiner objectivement et sur lesquels il y aurait aussi beaucoup à dire. Vous voyez que tout cela est très simple.

Enfin, une directive C s'inquiète de l'ignorance sur les plans général, professionnel et socio-économique, de la population agricole, qu'il s'agisse d'exploitants, de salariés ou d'aides familiaux. Aussi prévoit-elle à la fois la formation accélérée des conseillers socio-économiques nécessaires à l'information, la création de centres de formation assurant la qualification professionnelle des agriculteurs ou leur conversion, une garantie de revenu aux agriculteurs effectuant leur conversion et durant le temps de celle-ci.

Il s'agit là, soit dit en passant, d'un texte un peu fourre-tout, extrêmement imprécis à force de précisions, et qui, en définitive, se décharge sur les États membres du soin de tout mettre au point, en leur laissant de telles latitudes que l'harmonie recherchée restera, vous pouvez m'en croire, très théorique !

Il n'en reste pas moins que l'addition de toutes les mesures que je viens d'énoncer doit être de nature, dans l'esprit des auteurs tout au moins, à donner à la Communauté une agriculture renouée, moderne, compétitive sur le plan mondial et capable de satisfaire tous les besoins des consommateurs, sans perturber pour autant l'économie générale, mais au contraire, en l'assainissant.

Ce sera aussi une agriculture très allégée sur le plan des hommes, puisqu'elle aura éliminé, en quelques années, ses poids lourds, c'est-à-dire 80 % des exploitants, l'ensemble des mesures d'aides que je viens d'énoncer ne s'appliquant, il est bon de le réaffirmer, qu'aux exploitants capables de se développer d'après les critères imposés, c'est-à-dire à 20 % de la profession telle que nous la connaissons actuellement.

Liogier

Alors que va-t-on faire des 80 % « laissés sur le carreau », comme l'on dit en France ?

C'est la directive B qui prétend répondre à cette interrogation. Et voici, toujours en résumé, cette réponse.

S'ils sont âgés de cinquante-cinq à soixante-cinq ans, les exploitants agricoles à titre principal qui cessent cette activité perçoivent une indemnité complémentaire de revenu d'un montant annuel de 600 u.c. minimum, à la condition, toutefois, que la superficie agricole ainsi libérée soit ou soustraite à l'utilisation agricole par son affectation au boisement, à la détente et à la santé publiques, ou louée, pour au moins dix-huit ans, ou vendue aux exploitants qui gardent leur activité ou à des organismes fonciers définis *ad hoc*. L'âge de 55 ans peut être abaissé à 50 ans, selon les régions.

D'autre part, les salariés et aides familiaux permanents de l'agriculture bénéficient de cette indemnité en cas de perte de leur emploi. De plus, une prime est octroyée à tous les exploitants agricoles qui en font la demande. Son montant est calculé de façon à être au moins équivalent à huit fois la valeur locative de la superficie agricole utilisée libérée.

C'est tout en ce qui concerne la prise en charge à 25 % — qui peut, dans de rares cas, monter à 65 % — de la Communauté par l'intermédiaire du FEOGA.

Dans quelle mesure ces exploitations vouées à la disparition pourront-elles bénéficier des mesures transitoires dont on n'a tout de même pas osé les exclure, mais qui doivent être d'un montant réduit, et de l'aide à la conversion professionnelle ? On peut se le demander ! Certes, tel État membre aura toujours la possibilité de prendre des décisions plus libérales, dans le cadre cependant du règlement général. Mais il risque alors de se heurter à tel ou tel autre État membre, qui n'aura pas voulu, ou pu, prendre de telles décisions et n'acceptera pas cette discrimination, contre laquelle il ne manquera pas de se pourvoir auprès de la Commission et du Conseil aux fins d'uniformisation.

Votre commission de l'agriculture et ses dévoués rapporteurs ont tenté l'impossible gageure de rendre acceptables, par divers amendements et d'excellents considérants, des textes qui ne le sont pas. On doit les féliciter de leur bonne volonté, de leur opiniâtreté et de leur grande connaissance des problèmes soulevés. Nous ne saurions, quant à nous, les suivre dans leur conclusion définitive, lorsqu'ils énoncent ainsi le paragraphe 66 de la proposition de résolution : « approuve en principe les propositions modifiées ».

Si nous sommes, en effet, d'accord sur la plupart des modifications proposées, nous ne pouvons l'être sur l'ensemble du texte, malgré les efforts, louables et dignes de la meilleure cause, tentés pour l'amender, et en particulier malgré l'adjonction, obtenue sur

notre insistance et celle de quelques-uns de nos collègues, d'un article 13 bis à la directive de modernisation, encore beaucoup trop restrictif, mais disposant tout de même que « pour certaines régions où la nécessité d'entretenir le milieu naturel rend souhaitable le maintien d'un certain minimum de population agricole, les États membres peuvent — *doivent* eût été préférable ! — instaurer un régime spécial d'aides en faveur d'exploitations qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux articles 2 et 4 de la présente directive ». C'est la seule petite brèche que nous ayons pu ouvrir dans le système.

Nous voici donc au pied du mur. On ne peut pas ne pas constater que les propositions soumises à notre approbation — ou à notre désapprobation, car, pour notre compte, nous les désapprouvons ! — ont pour objet :

- de favoriser, et tous les moyens sont bons pour cela, les grandes exploitations « de pointe » ;
- de supprimer à brève échéance toute aide à d'autres exploitations ;
- de chasser ainsi de la terre la plus grande partie des exploitants actuels ;
- de refuser toute polyvalence ;
- de redistribuer plus ou moins autoritairement les surfaces agricoles ainsi récupérées, notamment par le canal d'offices fonciers, augmentant ainsi les risques de nationalisation des terres, lorsque pourront être créées, un jour peut-être, des conditions favorables.

Le nombre total des exploitations agricoles pour l'ensemble des pays membres serait ainsi ramené à moins de 500 000, contre 1 200 000 actuellement, pour la seule France.

Ces propositions

- conjuguent insidieusement hypercapitalisme et marxisme ; les extrêmes se touchent ici comme ailleurs ;
- suppriment la petite et moyenne exploitation familiale ;
- « désertifient » le territoire rural européen, et principalement français ;
- jettent sur le marché du travail, sans formation préalable, en les déracinant de leur milieu naturel, des centaines de milliers d'agriculteurs, alors que se multiplient les signes avant-coureurs, et qui ne sauraient tromper, d'une crise économique extrêmement grave et peut-être sans précédent, à la mesure des facteurs multiplicateurs du progrès des techniques, et alors que les jeunes, même les plus qualifiés, ont toutes les peines du monde à trouver un emploi et que le spectre du chômage rôde autour de nous.

Liogier

On devrait tout faire, au contraire, dans cette conjoncture, pour maintenir au sol les cultivateurs qui s'y trouvent encore, et particulièrement ceux qui menacent d'en partir, c'est-à-dire les plus modestes d'entre eux, en régions déshéritées notamment, où ils assurent encore une occupation de sol déjà réduite au minimum. Or, c'est précisément de ceux-là que les directives entendent se débarrasser en premier lieu !

Oh, je sais bien que l'on semble se pencher sur leur sort et faciliter leur mutation. On semble seulement, car toutes les misérables mesures prévues en leur faveur ne s'exercent que s'ils décident d'abord de quitter la terre. On fait état, par exemple, de deux règlements CEE faisant suite aux rapports d'aujourd'hui, concernant le financement par le FEOGA dans le cadre d'opérations de développement en régions agricoles prioritaires. Il s'agit de faire bénéficier les industries susceptibles de s'y installer, de bonifications d'intérêts pour leurs investissements, et de l'octroi de 1 500 u.c. pour chaque emploi nouveau, réservé aux seuls agriculteurs cessant leur activité agricole, ce qui incite les industriels éventuellement intéressés à n'employer que des agriculteurs, d'autant plus tentés d'abandonner définitivement leurs terres qu'ils trouveront un travail plus près de leur domicile.

Je pourrais multiplier les exemples démontrant cette volonté constante de débauchage. A quoi bon ?

Nous savons maintenant ce que l'on veut faire de l'agriculture communautaire et de ses agriculteurs. Il s'agit de gigantisme technocratique, destiné à mettre l'agriculture en équations quelles que puissent être les conséquences sociales et économiques, que nombre d'hommes de bon sens prévoient désastreuses ; et l'on voudrait résorber des excédents, souvent imaginaires. Sans vouloir ironiser en ce moment, je dirai qu'une saine politique des marchés, assortie parfois d'incitations à la conversion des cultures, remettrait tout en place. Sait-on que dans un pays aussi agricole que la France, où l'étendue moyenne de l'exploitation est double de ce qu'elle est en Allemagne, nos exportations agricoles se sont élevées, en 1970, à 18 milliards de francs, tandis que nos importations s'élevaient, elles, à 22 milliards ?

La restructuration ? Elle se fait tous les jours sous nos yeux et à un rythme suffisant. Il faut, certes, l'accompagner, mais non la précéder, encore moins y contraindre les actifs agricoles par les mesures brutales, chères au marxisme, sous peine de déséquilibrer tout notre système économique à base libérale et de faire sauter le couvercle de la marmite en jouant inconsidérablement les apprentis sorciers.

On ne doit pas oublier que l'agriculture remplit, dans chacun de nos pays, un rôle qui dépasse de beaucoup son poids économique proprement dit et qui est irremplaçable. En effet, elle assure, non seulement pour l'essentiel, l'approvisionnement ali-

mentaire des populations, mais aussi l'aménagement et l'équipement du territoire rural, au bénéfice du monde urbain, avide d'espaces verts. Les agriculteurs jouent donc un rôle essentiel dans la conservation des sols et dans le maintien des équilibres naturels.

Pour toutes ces raisons et pour de nombreuses autres que je n'ai pas le loisir de citer ici, nous rejoignons les positions très claires et très sages, prises à maintes reprises par M. le Président de la République française, en particulier dans son discours de Saint-Flour, au sein de notre Massif Central.

Ce faisant, nous restons fidèles à la politique agricole définie et complétée, depuis le vote mémorable, auquel j'ai participé, de la loi française d'orientation, du 5 août 1960, laquelle a montré la voie à suivre :

- priorité à l'exploitation familiale, qui doit être la première à bénéficier des aides et des incitations ;
- priorité à l'accession de tous les exploitants à la propriété, sans exclusion, cependant, les possibilités laissées par le bail à long terme ;
- priorité à l'organisation contractuelle inter-professionnelle des marchés ;
- priorité à une politique sociale généreuse, permettant à tous les agriculteurs — et aux plus déshérités d'abord — de regarder l'avenir avec confiance ;
- en un mot, priorité à l'humain sur les plans qui ignorent l'homme ou ne le connaissent que pour mieux l'asservir, s'il n'entre pas exactement dans leur cadre rigide.

Voilà pourquoi nous ne pouvons, en terminant, que rejeter en bloc les textes qui nous sont présentés, même si notre commission de l'agriculture semble leur donner son accord, d'ailleurs conditionnel, notre propre philosophie en la matière se situant très souvent aux antipodes de ce que nous présente la Commission des Communautés. On ne saurait concilier des inconciliables. C'est vrai, vous le savez bien, en politique agricole comme en amour !

Quant à la politique des prix, indissociable de celle des structures, nous assure-t-on, on ne peut que la repousser comme le reste, car les augmentations prévues de 2 à 3 % n'ont déjà aucune commune mesure avec les hausses intervenues sur les produits que doivent acquiescer les agriculteurs, sans parler du considérable rattrapage nécessaire pour harmoniser les revenus agricoles avec ceux des autres branches économiques.

Quant à l'argument selon lequel l'augmentation réelle atteindrait, en fait, non pas 3, mais 9 %, par suite de rendements très accrus dans les exploita-

Liogier

tions de référence, il me laisse au moins rêveur, mais surtout très sceptique.

D'ailleurs peut-il y avoir encore une politique agricole commune, alors que n'existent plus de parités fixes, que flottent plusieurs monnaies de la Communauté, que l'on doit recourir à de constants réajustements ou expédients pour rétablir les équilibres ?

Tout cela me rappelle le vers désabusé du poète regardant le ciel : « Pas une étoile fixe, et tant d'astres errants. »

(Applaudissements)

M. le Président. — J'ai permis à M. Liogier de dépasser son temps de parole parce qu'il s'agissait d'une prise de position nettement opposée aux propositions de la Commission.

Je rappelle néanmoins à tous les orateurs inscrits qu'ils doivent respecter scrupuleusement leur temps de parole qui est de dix minutes.

Je serai donc obligé de couper la parole à ceux qui ne terminerait pas leur intervention dans les délais prescrits.

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec vous. Je voudrais cependant poser une question à M. Liogier. S'en prend-il, dans son intervention, à l'avis de la commission de l'agriculture, ou bien à la résolution du Conseil qui porte aussi la signature de M. Cointat ? S'attaque-t-il à l'attitude du gouvernement français, ou à celle de notre commission ?

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous dire que, si vous avez grandement raison de réglementer les débats, vous devez savoir que, si vous consentez des exceptions, celles-ci feront peut-être la règle.

Les membres féminins du groupe socialiste qui prennent la parole ce soir ayant pratiqué la méthode moderne de la division du travail, j'espère que nous pourrions respecter notre temps de parole. Mais même si nous le dépassons, ce ne sera que d'une minute ou deux, et certainement pas abusivement comme l'a fait M. Liogier.

M^{me} Orth est intervenue sur les problèmes de la politique des structures. Je me joins d'ailleurs entièrement à elle pour féliciter tous nos rapporteurs et surtout le secrétariat de la commission de l'agriculture, que nous avons beaucoup fait souffrir au cours de ces dernières semaines.

Pour ma part, je limiterai mon intervention au problème de la politique des prix, et à celui des aides aux revenus, qui lui sont complémentaires.

Je m'efforcerai, après l'intervention de M. Liogier, de faire entendre une voix plus réaliste et plus raisonnable. Je pense d'ailleurs que le président de la République française et même notre ancien collègue M. Cointat, sont plus réalistes et plus raisonnables, eux aussi, et qu'ils ne rejettent certainement pas en bloc, comme l'a fait M. Liogier, les propositions de la Commission.

Ceux d'entre nous qui, au cours de ces dernières années, n'ont cessé de plaider pour que soient mises en œuvre, parallèlement à la politique des prix, les deux autres piliers de la politique agricole commune, à savoir la politique sociale et la politique des structures, pourront aujourd'hui se réjouir, parce que, enfin, nous avons l'occasion de prendre position à l'égard d'une nouvelle politique des prix, accompagnée de mesures de politique des structures et de politique sociale ; enfin nous nous trouvons devant des propositions concrètes de la Commission, reflétant cette conception cohérente dont nous savons qu'elle est défendue depuis de longues années par M. Mansholt. Je voudrais d'ailleurs, et surtout après l'intervention de M. Liogier, profiter de cette occasion pour féliciter M. Mansholt de la persévérance, voire de l'obstination, avec laquelle il a ouvert la voie à cette politique agricole plus équilibrée. Nous savons que sa persévérance et son courage lui ont valu, au cours de sa longue marche vers l'acceptation d'une politique agricole plus raisonnable, des moments parfois difficiles, des injures, des manifestations dont le grotesque le disputait à une malhonnêteté intellectuelle évidente, et cela de la part de ceux que sa politique agricole entend servir et qu'elle servira, malgré ceux qui ne veulent jamais comprendre, comme de la part aussi de ceux qui prétendent servir le monde agricole, mais qui, souvent, ne servent que leurs propres intérêts de grands propriétaires, préoccupés uniquement de la politique des prix.

J'avais pensé pouvoir croire que plus personne ne contestait que la politique des prix ne peut, à elle seule, résoudre le problème de ceux qui resteront dans l'agriculture — qui, pour nous, reste un secteur vital de nos économies. Mais leurs exploitations et leurs méthodes de gestion devront être respectivement restructurées et réformées, afin de leur permettre d'atteindre, avec des prix acceptables pour tous, un revenu comparable à celui d'autres catégories professionnelles.

Le grand mérite de la nouvelle approche de la politique des prix est, à notre avis, d'avoir démontré — ce que nous avons d'ailleurs toujours dit — qu'avec les prix de 1968, les entreprises bien structurées ont atteint, en 1968-1969, le revenu comparable. Si leur nombre paraît insuffisant, la surface agricole qu'elles

Lulling

représentent est de l'ordre de 50 % de la surface agricole utilisée. Dans notre débat, nous ne devons pas négliger cet élément.

Notre groupe approuve expressément cette nouvelle politique des prix, qui reconnaît la nécessité d'utiliser, pour leur définition, des critères objectifs. Il admet donc que la poursuite de la parité par les exploitations qui répondent déjà aux objectifs prévus par la résolution du Conseil du 25 mai 1971 soit une donnée de la politique des prix.

Il est clair que les calculs destinés à déterminer les augmentations de prix à concéder pour garantir une parité de revenu pourront encore être améliorés. Lorsque les résultats du réseau comptable seront disponibles, les bases de calcul seront assurément moins contestables; mais il nous paraît vain de déclencher aujourd'hui une querelle sur le nombre ou le choix des entreprises bien structurées et économiquement gérées qui seront les entreprises de référence et qui, évidemment, devront à l'avenir couvrir l'ensemble des productions pour lesquelles les prix sont à déterminer.

M. Mansholt vient d'ailleurs de nous confirmer que les données sont encore boiteuses, que la preuve du retard n'est pas faite mais ce qui nous importe, aujourd'hui, c'est que l'approche est bonne. Ce qui importe pour le groupe socialiste, c'est de donner son accord de principe au système de fixation des prix agricoles permettant d'obtenir, dans ces entreprises bien structurées et bien gérées, les revenus de parité, et ceci sur la base des données économiques, en tenant compte de l'évolution des coûts des facteurs de production mais aussi du progrès technico-biologique.

Cela ne veut pas dire que nous négligeons le résultat de ces calculs, à savoir l'ordre de grandeur de l'augmentation des prix à décider.

La Commission des Communautés a proposé 2 à 3 % en moyenne pour la campagne 1972-1973. M. Mansholt nous a indiqué que le résultat est peut-être imprécis parce qu'il s'agit d'un premier calcul.

La commission de l'agriculture propose 8 % en moyenne, étant entendu que la différenciation en fonction de la situation du marché aboutira à ce que, selon les produits, le pourcentage d'augmentation variera du simple au double.

Le Comité économique et social vient de préconiser une augmentation générale moyenne de 9,5 à 10,5 %, en plus de l'augmentation déjà accordée pour la campagne 1971-1972 que la Commission chiffre à 2 à 3 %. Le Comité économique et social considère toutefois qu'en raison des conséquences qu'elle ne manquera pas d'avoir sur l'économie, cette augmentation devra être répartie sur plusieurs années, mais si possible sur deux ans.

Cette nuance est très intéressante et M. Mansholt nous a dit tout à l'heure qu'il préconiserait peut-être, lui aussi, un rattrapage en deux ans, rattrapage qui, a-t-il dit, pourrait être affiné, car pour quelques produits, il pourrait être fait en une seule fois et pour d'autres peut-être en deux ans.

Je dis donc que cette nuance est intéressante et le fait que, compte tenu de cette nuance, les points de vue de la commission de l'agriculture et du Comité économique et social se rapprochent est pour nous, groupe socialiste, une raison de plus de ne pas déclencher ce soir une querelle pour 1 ou 2 % de plus ou de moins. Pour nous, ce qui importe, c'est l'orientation à donner à la Commission et au Conseil, c'est-à-dire indiquer que les 2 à 3 % proposés actuellement sont insuffisants. Certes, la décision sur l'augmentation des prix devrait être prise de préférence dans le cadre d'une normalisation des relations monétaires internationales, sinon l'on accroîtra encore les entraves actuelles à la libre circulation des produits et on risquera de multiplier encore les mesures nationales actuelles de subvention ou de compensation aux frontières, ce qui risque d'enlever aux prix agricoles tout ce qu'ils devront avoir de commun.

Monsieur le Président, étant réalistes, nous sommes conscients que si la décision sur les prix intervient dans le cadre de l'abandon des taux de change flottants, c'est-à-dire de la variation des parités monétaires et de la valeur de l'unité de compte, l'augmentation des prix ne sera assurément pas supérieure au taux de réévaluation monétaire le plus élevé.

Il serait aussi peu réaliste d'admettre que cette augmentation pourrait être telle qu'il en résulterait une baisse apparente de la valeur des produits agricoles dans un pays, à moins de déclencher de nouvelles mesures nationales, qui compromettraient à nouveau la politique agricole commune, mesures que peut-être un pays pourrait supporter, mais parallèlement, les agriculteurs d'autres pays qui ne pourraient pas se permettre de prendre ces mesures, en resteraient à des revenus insuffisants.

M. le Président. — Je vous prie de conclure Mademoiselle Lulling.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, M^{me} Orth n'a parlé que sept minutes, je désire utiliser les huit minutes que l'orateur mandaté du groupe socialiste n'a pas employées. Et je souligne, Monsieur le Président, que vous avez accordé une demi-heure à M. Liogier. J'entends utiliser le temps de parole non utilisé par l'orateur mandaté et développer tranquillement mon point de vue. J'en aurai terminé dans quelques minutes.

M. Laudrin. — C'est parfait, Monsieur le Président, comme discipline !

M^{lle} Lulling. — Vous auriez dû intervenir, Monsieur le Président, pendant l'exposé de M. Liogier. Les socialistes de ce Parlement n'abusent pas du temps de parole.

M^{me} Orth, je le rappelle, n'a parlé que sept minutes, Je ne parlerai pas plus de quinze minutes, Monsieur le Président, à moins que vous ne m'interrompiez de nouveau.

Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je continuerai mon exposé beaucoup plus rapidement que ne l'a fait M. Liogier.

M. le Président. — J'ai déjà exposé les raisons politiques pour lesquelles j'ai consenti un peu plus de temps à M. Liogier. Il s'agissait d'une opposition fondamentale...

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, entendez-vous que ce Parlement devienne un vrai Parlement ? Dans ce cas, nous devons avoir la possibilité non seulement de lire ici des discours — autrement nous n'avons qu'à les enregistrer —, mais aussi de répondre à ce qui a été dit au cours du débat...

M. Laudrin. — C'est cependant ce que vous venez de faire. Vous venez de lire votre discours.

(Mouvements divers)

M. Vals. — Laissez parler notre orateur !

M^{lle} Lulling. — Nous pouvons enregistrer nos discours, si nous ne pouvons pas avoir ici un vrai débat sur un problème aussi important que celui-ci.

Monsieur le Président, si vous me permettez d'utiliser ici les huit minutes de temps de parole que n'a pas employées M^{me} Orth, je continue mon exposé.

Dans cet ordre d'idées, que je viens de développer, il me paraît tout aussi dangereux de mettre en péril les entreprises bien structurées et bien gérées, par un niveau de prix inadéquat ; il serait insensé de freiner l'assainissement de l'agriculture par des prix suscitant de nouveaux espoirs dans les entreprises mal structurées et dans l'agriculture d'appoint.

Nous tenons bien entendu à mettre en garde tous les intermédiaires entre le producteur et le consommateur, qui profiteraient de l'occasion pour augmenter démesurément les prix à la consommation. Nous ne dirons jamais assez nettement et assez souvent que 3, 6 ou 8 % d'augmentation des prix à la production ne devront pas entraîner 3, 6 ou 8 % d'augmentation des prix à la consommation. Certaines marges bénéficiaires au stade de la commercialisation permettent d'absorber les ajustements de prix au stade de la production. Souvent d'ailleurs, la distribution augmente les prix au stade du con-

sommateur final, sans attendre leur augmentation au stade de la production. Sans méconnaître les tendances inflationnistes dans nos pays, nous entendons qu'on n'exagère pas les effets d'un ajustement des prix agricoles au stade de la production sur le niveau des prix en général.

Monsieur le Président, je dirai quand même encore un mot sur les aides au revenu de certaines catégories d'exploitants. Elles sont le complément logique de la nouvelle politique des prix et elles devront permettre d'accomplir d'une façon socialement et humainement acceptable, cette réforme de structure pour laquelle la volonté politique à tous les niveaux — j'espère, même après le discours de M. Liogier — semble enfin réunie.

Il importe de souligner dans cet ordre d'idées que si, par le biais de la politique des prix complétée par des aides au revenu, nous assurons à tous les travailleurs indépendants de l'agriculture un revenu de « parité », il ne faut pas oublier les travailleurs dépendants, les salariés de l'agriculture. Pour eux, nous ne prévoyons rien ; c'est-à-dire que dans le cadre de cette conception sacrée de l'autonomie des partenaires sociaux, les salariés devront, par la négociation collective, arracher leur salaire de parité à leurs patrons, auxquels nous assurons la parité par les prix et les aides.

Il doit donc être entendu que cette politique des prix oblige moralement les patrons de l'agriculture à concéder des salaires de parité. Cela devrait de préférence se faire dans le cadre de négociations entre partenaires sociaux agricoles au niveau communautaire.

Les employeurs de l'agriculture devront comprendre... vous pouvez rire, M. Scardaccione, mais vous avez des salariés dans votre région et vous devriez comprendre que les employeurs de votre région auxquels on concède des revenus de parité ont l'obligation de concéder aussi des salaires de parité à leurs travailleurs. Je vous dirai d'ailleurs que ces exploitants, qui recevront les salaires de parité, seront certainement très mal conseillés s'ils ne concèdent pas ces salaires de parité à la main-d'œuvre qui, dans l'agriculture moderne, doit être qualifiée et qui, tout comme les exploitants, a le droit d'être des citoyens comme les autres, au même niveau et au même mode de vie que les autres catégories professionnelles.

Monsieur le Président, je conclus.

Les sociaux-démocrates que nous sommes sont conscients de l'importance d'une population agricole bien adaptée aux besoins de notre économie et qui joue un rôle pour le bon équilibre de notre société. Il nous importe par une politique agricole commune cohérente et équilibrée, de maintenir une agriculture saine et moderne adaptée à nos besoins, de donner

Lulling

leur chance et leur sécurité à ceux de nos concitoyens qui veulent se consacrer à l'agriculture, dont il ne faut pas négliger l'importance pour la conservation du milieu naturel.

A une époque où nous parlons tant d'environnement, il ne faut pas oublier que le maintien d'une population agricole, dont l'importance variera bien sûr selon les régions, est essentiel aussi pour une politique rationnelle de l'environnement. C'est d'ailleurs, là aussi, un élément dont il faut tenir compte dans le coût de la politique agricole commune.

Monsieur le Président, c'est en vertu de toutes ces considérations que notre groupe votera la proposition de résolution dans l'espoir qu'elle aidera à prendre enfin les mesures de politique de prix, de politique sociale, de politique structurelle qui auraient dû intervenir depuis si longtemps.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)

M. Scardaccione. — (I) Je demande la parole pour un fait personnel.

M. le Président. — Vous êtes inscrit sur la liste des orateurs et par conséquent vous aurez la possibilité d'intervenir quand votre tour viendra.

La parole est à M. Cifarelli.

M. Cifarelli. — (I) Monsieur le Président, je tiens moi aussi à remercier les rapporteurs de la contribution qu'ils ont apportée à l'élaboration d'une réforme aussi importante pour l'Europe que celle dont l'approbation des directives concernant la modernisation des exploitations agricoles permettra la mise en œuvre.

Sur ces directives le Parlement européen a, par l'intermédiaire de la commission de l'agriculture, accompli un travail sérieux et constructif qui mérite tous les éloges. On doit également se féliciter des répercussions de cette activité du Parlement sur l'opinion publique de la Communauté, sensibilisée de ce fait à la nécessité de moderniser rapidement l'agriculture européenne, car la conjoncture communautaire, l'élargissement imminent de la Communauté et l'ensemble des problèmes économiques internationaux, posent à l'Europe de multiples et graves problèmes auxquels il convient de faire face avec efficacité.

Pour ce qui concerne les prix agricoles, l'équilibre précaire et la menace que la politique monétaire des États-Unis, ses antécédents et ses conséquences font planer sur l'unité des marchés agricoles ne peuvent manquer de nous inquiéter.

Le Parlement européen ne s'est pas fait faute d'affirmer que la politique des prix est essentiellement liée à la politique des structures agricoles : à l'occasion de ce débat, comme en d'autres occasions, je ne puis donc que presser de nouveau le Conseil d'approuver

rapidement et définitivement les directives qui sont aujourd'hui soumises à notre examen.

Les difficultés monétaires pourront probablement être surmontées à bref délai. De toute façon, indépendamment des développements de la politique du dollar, la Communauté devra rétablir à brève échéance un système de parités fixes afin que le Marché commun agricole puisse, comme il est souhaitable, fonctionner à nouveau normalement.

A cet effet, et afin de permettre la fixation des prix agricoles pour la campagne de 1972-1973, il importe que la politique des structures agricoles sorte le plus rapidement possible de sa phase d'élaboration et donne dans les plus brefs délais à l'agriculture la possibilité de reconquérir les positions perdues et de réaliser tous les développements compétitifs possibles par rapport aux secteurs économiques non agricoles.

Pour moi, comme moi, estime depuis toujours que la politique des prix et celle des structures doivent constituer un tout indissociable, pour moi, comme moi, a toujours considéré la réalisation de la première de ces politiques sans la réalisation de la seconde comme la cause des déséquilibres déplorés dans l'agriculture communautaire — déséquilibres inquiétants et caractérisés par des excédents et des dépenses destinées à soutenir les marchés, ainsi que par la disparité entre les revenus agricoles et les revenus non agricoles — pour moi, comme moi, s'est en définitive toujours battu pour une agriculture européenne saine, libre et moderne, il ne peut y avoir aujourd'hui qu'une attitude possible : l'adhésion à ces mesures.

J'ajoute que nous devons d'autant plus être portés à adopter les directives concernant la modernisation que le principe de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est désormais acquis et qu'il ne tardera pas à se traduire dans les faits. Or l'agriculture de ce pays est dynamique et nos exploitations, de même que les petits et moyens exploitants de l'Europe des Six doivent se préparer à affronter sa concurrence.

Une autre raison qui doit inciter notre Parlement à inviter le Conseil de ministres à mettre en œuvre les directives concernant la modernisation est celle-ci : l'application de la nouvelle méthode de fixation des prix agricoles, élaborée par la Commission, nous forcera à nous référer aux exploitations qui ont déjà un revenu du travail et une rémunération du capital suffisants pour être comparés aux revenus des secteurs non agricoles. En l'absence d'une nouvelle politique de structures, on risque de créer une distorsion de la concurrence entre les divers producteurs agricoles de la Communauté, les producteurs de certains pays pouvant largement bénéficier tant des avantages offerts par les nouveaux prix que des facilités accordées pour la rénovation des structures agricoles, alors que dans d'autres pays, toutes ces mesures tarderont ou ne seront pas possibles.

Cifarelli

Le dernier argument qu'il me paraît utile de souligner est le suivant : l'approbation communautaire des directives est urgente afin de contrebalancer ce que je qualifierai de poussées centrifuges et contradictoires qui se sont manifestées ou qui sont sur le point de se manifester dans certains pays de la Communauté.

Alors que le Parlement européen, le Conseil et la Commission s'efforcent de réformer l'agriculture européenne sur la base de conceptions et d'institutions de nature à assurer la liberté des marchés et la réalité de la concurrence, il est indispensable que l'on ne détruise pas, soit dans les baux ruraux, soit dans la politique agricole nationale, les bases de ces réformes mêmes de structures que l'on veut mettre en œuvre.

Monsieur le Président, en conclusion, je dois dire que les longs efforts accomplis à partir du plan Mansholt, ont connu pour ceux qui, comme moi, en ont suivi l'évolution, des hauts et des bas, et fourni des raisons de douter. Mes doutes ont souvent trouvé leur origine dans l'extension des aides et dans la contradiction que cette extension implique avec le but fondamental de mesures tendant à encourager, par le biais des aides communautaires, le développement et la rénovation des exploitations afin de les rendre compétitives et effectivement modernes.

Si ces doutes peuvent être jetés dans la balance, ils sont, à mon sens, contrebalancés et très largement même par les données positives qui résulteront de la réalisation de ces directives. Personnellement, je n'ai jamais discerné en elles une tentative d'étatisation de l'agriculture, et encore moins l'expression d'une certaine faveur au bénéfice du gigantisme technocratique, que l'on a dénoncé à cette tribune.

Il s'agit en substance, Monsieur le Président, chers collègues, de sortir d'une conception d'immobilisme de l'agriculture ; ce faisant, nous savons que nous contribuerons au développement économique de nos pays, au bien-être de l'Europe et surtout de ses citoyens, spécialement de ceux qui font partie du monde de la production agricole.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Estève.

M. Estève. — Monsieur le Président, nous avons aujourd'hui un débat agricole de la plus haute importance, puisque nous examinons à nouveau non seulement le plan du président Mansholt qui a fait couler beaucoup d'encre depuis plusieurs années, mais encore la fixation des prix pour la campagne 1972-1973.

En fait, nous examinons l'avenir à long terme de l'agriculture communautaire et, simultanément, le revenu que pourront tirer les agriculteurs l'année prochaine, c'est-à-dire dans un avenir immédiat.

Le sujet étant très vaste, je me limiterai à quelques réflexions concernant les prix.

Il est prévu, dans les textes qui régissent la Communauté de fixer les prix suffisamment à l'avance pour permettre aux agriculteurs d'orienter leurs productions. Ce principe est excellent, car non seulement il permet aux agriculteurs de calculer approximativement leur revenu à venir, mais il permet également — et ce n'est pas négligeable — de les inciter à orienter leurs productions vers celles dont la Communauté a besoin.

Malheureusement, en fonction de l'incertitude monétaire qui pèse actuellement sur l'Europe et qui entrave la marche en avant du marché commun, comment pourrions-nous orienter les agriculteurs, comment pourrions-nous leur donner certaines espérances de revenus alors que nous-mêmes ignorons tout de l'avenir monétaire ? Comment déterminer des prix qui risquent d'être remis en cause par des changements de parité ? Comment évaluer les variations de niveaux de vie dans une telle conjoncture ? A mon sens cela est impossible. C'est pourquoi nous devons tous souhaiter vivement que l'Europe trouve une solution rapide et solide à ces problèmes et commence sérieusement à édifier l'union économique et monétaire.

Si nous avons le devoir de veiller au sort de nos agriculteurs, nous avons également celui de ne pas les induire en erreur par des décisions trop hâtives. C'est pourquoi, personnellement, je me rallie pleinement aux points 4 et 6 de la proposition de résolution présentée par la commission de l'agriculture.

S'il est impossible de fixer les prix à l'heure actuelle — ce qui, pour les raisons que je viens d'expliquer, est extrêmement regrettable — il convient, par contre, de discuter sur la méthode de calcul employée par la Commission exécutive.

Je tiens immédiatement à dire que le fait d'avoir des prix basés sur une méthode de calcul est une excellente chose, car la fixation des prix ne doit pas être issue d'un simple marchandage dans les pourcentages, mais doit reposer sur des données solides.

Je le répète donc, le fait qu'il y ait une méthode de calcul est déjà un point excellent, mais cette méthode est-elle bonne ? La question me paraît d'importance et sur ce sujet, je ne suis pas tout à fait d'accord avec la Commission exécutive. Cette méthode, à mon sens, mérite quelques critiques : elle est beaucoup trop théorique. Si elle tient compte, effectivement en partie, de l'évolution des revenus non agricoles, de l'évolution des coûts des rémunérations du capital investi, du progrès technique, de l'orientation des productions, elle est même essentiellement basée sur les exploitations répondant aux normes structurelles prévues dans le plan du président Mansholt. Or, ces exploitations représentent un faible pourcentage de

Estève

l'ensemble des exploitations agricoles européennes. Cette méthode me paraît donc statique. Elle n'est pas dynamique. Elle est beaucoup trop rigide et — on peut bien le dire — a tendance à mettre l'agriculture européenne « en équation ».

Tout le monde connaît la diversité de l'agriculture de nos pays. Tout le monde connaît l'immensité des problèmes sociaux qui se posent. Tout le monde connaît la multiplicité des visages qu'elle peut présenter. Comment mettre tout cela en équation sans risquer de commettre des erreurs très graves ? Je crois que le problème devrait être examiné d'une autre manière, d'une façon plus réaliste et plus humaine. Ce n'est pas sur les structures, sur les exploitations répondant aux normes structurelles, qu'il faut se baser, puis tenir compte de l'orientation des productions. C'est l'inverse qui me paraît préférable. Il faut partir de l'orientation des productions et de l'organisation des marchés. Il faut se baser sur les besoins communautaires en différents produits pour inciter les agriculteurs à aller dans la voie qui sera la meilleure, pour eux comme pour l'ensemble de la Communauté, et ensuite tenir compte des structures et de leurs incidences.

Je ne veux donner qu'une preuve du risque d'erreurs que comporte la méthode utilisée par la Commission exécutive, en examinant les propositions de prix pour le lait et la viande. Un parallélisme, certes, est absolument indispensable pour ces deux productions. Or, dans la proposition de la Commission exécutive, le prix du lait est à peine augmenté alors que celui de la viande atteint un niveau déjà plus intéressant.

Ce problème de l'équilibre lait et viande — et je voudrais m'y attarder quelque peu — est très significatif. C'est pourquoi je le prends comme exemple. Tous les experts sont unanimes pour reconnaître que les besoins communautaires comme les besoins mondiaux en ces produits non seulement ne sont pas satisfaits, mais le seront de moins en moins dans l'avenir, si des mesures particulières ne sont pas prises. Pour le lait, la Communauté a eu de graves problèmes. La montagne de beurre a fondu, le fleuve blanc du lait s'est tari et on parle même de pénurie éventuelle. Il est vrai que M. le président Mansholt pense que cette diminution d'excédents pourrait n'être que temporaire, mais il faut bien reconnaître que si un redémarrage de la production laitière intervient dans les années à venir, grâce à une réorganisation économique, la situation catastrophique de 1968 ne pourra pas se reproduire.

Or, si l'on examine de plus près les structures intéressées par le lait et la viande, on s'aperçoit que les productions de viande sont surtout effectuées par les grosses exploitations, tandis que la production laitière est surtout issue des petites exploitations, petites exploitations dont le revenu doit être maintenu à des fins sociales. J'insiste sur ce point car le lait est véritablement le salaire du petit exploitant.

J'ai donné cet exemple pour bien montrer qu'une méthode, si elle est beaucoup trop rigide, risque d'aboutir à des conclusions que personne d'ailleurs ne souhaite. Je pense que la Commission exécutive en est consciente. Si sa méthode est entachée d'erreurs sur un point capital, pourquoi ne le serait-elle pas sur le reste ?

Je voudrais donc redire mon sentiment à ce sujet — et ce sera ma conclusion. Une politique des prix et des structures ne pourra être efficace que si l'on se base essentiellement sur l'orientation des productions, avec amélioration des marchés, d'une part, et l'organisation économique, d'autre part.

Un véritable règlement sur les fruits et légumes apportera aux producteurs une amélioration de revenus beaucoup plus substantielle que quelques pour cent d'augmentation sur telle ou telle variété.

Le règlement ovin est indispensable. Je ne vois pas pourquoi la Commission exécutive fait traîner les choses en longueur.

Que deviennent également le règlement sur l'alcool et celui sur les pommes de terre ? Tous les agriculteurs les attendent avec impatience et l'on ne pourra avoir une véritable politique des prix que lorsque les marchés seront suffisamment organisés pour que les augmentations s'exercent vraiment au bénéfice des agriculteurs au lieu de disparaître, trop souvent, dans des marges incontrôlables.

L'organisation des marchés ne pourra d'ailleurs qu'améliorer l'efficacité de la politique des structures.

Voilà, Monsieur le Président, mes chers collègues, les sentiments personnels que je voulais exposer devant vous.

J'espère que la Commission et le Conseil voudront bien prendre rapidement les mesures qui s'imposent.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Zaccari.

M. Zaccari. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, les conclusions exprimées par M. Vetrone au nom du groupe démocrate-chrétien emportant mon adhésion, si je demande à présent la parole, c'est seulement afin de faire part d'une préoccupation et d'exprimer un souhait. Au cours des dernières discussions qui ont eu lieu au sein de la commission de l'agriculture, nous avons entendu de la part des rapporteurs des déclarations vraiment impressionnantes. C'est ainsi que M. Richarts a affirmé qu'au cours des quinze prochaines années, 15 millions d'hectares seront libérés par la mort des propriétaires actuels, tous âgés de plus de 55 ans et sans successeurs. De son côté, se référant au rapport de la Commission sur la situation de l'agriculture dans la CEE en 1971, M. Baas a affirmé que sur les 4 700 000 exploitations

Zaccari

existant dans la Communauté européenne et dont les propriétaires exercent une activité agricole à titre principal, 3 millions, soit 64 %, sont gérées par des exploitants âgés de plus de 50 ans. Ce phénomène trouve son paroxysme en Italie. Dans ce pays, le pourcentage des propriétaires d'exploitation pour lesquels l'agriculture constitue l'activité principale et dont l'âge est supérieur à 50 ans, s'élève à 71 %.

J'ajoute que d'après les relevés effectués par l'« Istituto nazionale della sociologia rurale » les travailleurs agricoles dont l'âge se situait entre 14 et 29 ans, étaient encore au nombre de 611 000 en 1967 ; au cours des trois années suivantes, la diminution annuelle a dépassé les 72 000 unités.

Or, si l'on considère qu'actuellement le secteur agricole ne compte que 393 000 jeunes âgés de 5 à 6 ans, l'agriculture italienne pourrait bien un jour, si cette tendance se maintient, se trouver privée de main-d'œuvre masculine âgée de moins de 30 ans. Nous nous trouvons donc aux prises avec une situation extrêmement grave ; puisque nous sommes menacés de voir des régions entières laissées totalement à l'abandon, ce qui ne manquera pas d'avoir de graves répercussions sur la vie même de notre société.

Est-il possible que notre société puisse permettre que la campagne se prive de sa trame humaine ? Est-il possible que l'on puisse s'orienter vers la suppression des agriculteurs et leur remplacement comme l'écrivait il y a quelque temps un expert français dans la revue « Science et Vie », par des « cantonniers de la nature » chargés de lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol ? Telle est la préoccupation que je désirais exprimer.

« Le grand problème de l'agriculture » — était-il encore écrit — « qui est le problème de la survie, ne concerne non seulement les agriculteurs mais tous les autres secteurs de l'activité économique, toutes les autres catégories socio-professionnelles, toutes les nations, toutes les forces spirituelles de notre monde, en un mot, il concerne notre civilisation. »

Telle était la conclusion, que je fais mienne, de cet article ; conclusion dont il n'a peut-être pas été suffisamment tenu compte dans les directives que nous avons sous les yeux et qui sont probablement trop rigoureuses et trop techniques lorsqu'elles consentent une large place aux mesures d'encouragement à la cessation de l'activité agricole et trop vagues, lorsqu'elles se réfèrent aux régions agricoles défavorisées, et appelées par voie de conséquence à l'abandon.

Les honorables rapporteurs ont eu conscience du problème puisqu'ils sont allés au-delà des dispositions prévues dans les directives.

M. Richarts perçoit le problème lorsqu'il attire avec insistance l'attention sur le problème alarmant de

la pyramide des âges des exploitants agricoles et sur le grand nombre d'agriculteurs sans successeurs pour reprendre leurs exploitations, il en a conscience lorsqu'il se réjouit de ce que les propositions de la Commission permettent de promouvoir par priorité et avec plus d'intensité des régions agricoles qui dénotent un retard économique particulièrement sensible par rapport à la moyenne communautaire et lorsqu'il souhaite des mesures particulières pour les agriculteurs des zones de montagne en affirmant que l'homme et son avenir doivent être au centre de toute considération.

M. Vredeling perçoit le problème lorsqu'il déclare estimer que pour certaines régions, entre autres les zones de montagne, dans lesquelles il se révèle nécessaire de maintenir, surtout pour sauvegarder l'environnement naturel, une population agricole minimale, il y a lieu de prévoir des mesures particulières d'aide également en faveur des agriculteurs exerçant une activité annexe.

M. Baas lui aussi perçoit le problème lorsqu'il rappelle que la politique régionale doit aller de pair avec la politique d'encouragement à la cessation de l'activité agricole, surtout dans les zones agricoles en difficulté et lorsqu'il souhaite que dans la classification des régions agricoles défavorisées, on tienne compte également des problèmes que pose la migration. Le même M. Baas affirme en outre dans son rapport qu'une politique qui n'est pas destinée à empêcher par tous les moyens que des régions déterminées perdent toute leur population, doit être rejetée.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, chers collègues, après avoir fait part de l'objet de mes inquiétudes, je souhaite que la Commission fasse siennes les préoccupations exprimées par le Parlement et prépare rapidement des mesures organiques en faveur des régions de montagne qui sont les zones les plus exposées au danger de l'abandon.

Il existe en effet une réalité humaine, sociale et économique dans l'agriculture des régions de colline et de montagne que l'on peut, et que l'on ne doit pas négliger.

Il est nécessaire de prévoir un plan ordonné et coordonné d'aménagement de ces zones de montagne permettant de résoudre le problème qu'elles posent, tant du point de vue économique que du point de vue humain. S'il est vrai que ce problème se présente diversement selon les pays de la Communauté, étant lié à des phénomènes historiques et géographiques qui ont favorisé leur peuplement puis leur abandon, il n'en faut pas moins considérer l'existence, dans la quasi-totalité des pays de la Communauté, fût-ce sous des aspects différents, du problème des zones de montagne comme un principe acquis ; il est par conséquent nécessaire de tenir compte de cet élément géographique et humain de diversifica-

Zaccari

tion dans l'action d'amélioration de structures et de stimulation déployée par la Communauté. Une politique agricole européenne, basée sur la réalité des régions, telle que celle que l'on entend réaliser, ne peut ignorer le problème humain et économique des zones de montagne.

C'est par ce souhait, Monsieur le Président, que je terminerai mon intervention, en confirmant d'autre part mon intention de voter en faveur des directives, ainsi que l'a déjà signalé M. Vetrone.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Klinker.

M. Klinker. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le débat d'aujourd'hui a montré à quel point les opinions sur les orientations futures de l'ensemble de la politique agricole commune peuvent diverger. C'est pourquoi je me réjouis de la participation du président en exercice du Conseil à nos travaux. Je voudrais, à son intention, formuler quelques remarques d'ordre politique. Je crois, en effet, que l'objet d'un tel débat est essentiellement de susciter des observations politiques, les questions techniques étant suffisamment examinées dans les commissions.

A mon avis, les rapporteurs ont reproduit très objectivement les négociations qui se sont déroulées en commissions et ont exposé très clairement le compromis politique auquel on est parvenu. M. le ministre Natali a fait rapport sur les travaux du Conseil de ministres ; il a insisté sur le fait que le Conseil s'efforçait de contribuer à la mise en place d'une politique agricole rationnelle.

En fait, Monsieur le Ministre, je regrette l'absence d'une déclaration claire et nette. Il est dit à l'article 40, paragraphe 3, alinéa 3, du traité de Rome que la politique agricole commune doit se fonder sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes. D'autre part, la résolution du Conseil du 25 mai 1971 déclare que le problème de l'évolution des revenus agricoles doit enfin être situé dans une perspective politique et recevoir une solution positive. Je crois que jamais encore le Conseil n'a respecté le délai ; mais je conviens que les propositions de la Commission ne lui ont pas non plus toujours été soumises à temps. Mais dans ce cas, je crois que c'est moins la Commission qui mérite des reproches que le Conseil. En vertu du traité, l'agriculture européenne est en droit de connaître, avant le 1^{er} août de chaque année, les prix qui seront en vigueur au cours de la campagne suivante, de manière à pouvoir organiser sa production en conséquence. Jusqu'à présent, le Conseil n'est pas parvenu à se conformer à la date. Cette fois encore, nous sommes en retard. Ceci, Monsieur le Ministre, n'est pas une critique malveillante ; c'est une critique constructive. Car, en fin de compte, les traités conclus doivent être respectés par les deux parties. On a jugé opportun de lier l'agriculture par

un système d'organisation des marchés ou, si vous préférez, par un système de contrats ; il faut donc aussi accorder à cette branche d'activité le droit d'être traitée conformément aux dispositions de ces contrats. Je crois qu'il fallait que je le dise au représentant du Conseil de ministres ici présent.

Monsieur le président Mansholt, voilà de nombreuses années que vous vous occupez de la politique agricole européenne. Vous en avez toujours été l'élément moteur, vous avez toujours tenté de faire progresser l'intégration commune. Vous avez dû essuyer de nombreux revers. Vous avez aussi fait preuve de solidité. Personne ne peut vous dénier ces vertus. Vous vous êtes aussi trompé plus d'une fois, comme nous pouvons tous le faire en politique. Cela aussi est excusable.

Je crois cependant, Monsieur le président Mansholt, que vous n'avez pas porté un jugement tout à fait objectif sur les 8 % que la majorité de la commission a proposés. Vous avez notamment déclaré, si j'ai bien noté vos paroles, que la méthode de fixation des prix était encore très imparfaite, que la décision de la COPA, qui demandait 12 %, se justifiait pleinement en raison de l'inflation, qu'il fallait prendre très au sérieux, en raison de l'évolution des faits, la proposition du Comité économique et social tendant à une augmentation de 11,5 %. Puis vous avez dit que le Comité économique et social avait déclaré, en assemblée plénière — c'est du moins ce que j'ai compris — qu'il fallait répartir ce pourcentage sur deux années. Je pense que dans ce cas, si vous étiez d'accord avec la COPA et le Comité économique et social, vous auriez dû proposer un pourcentage bien supérieur à 8 %.

Si vous suivez attentivement l'évolution des revenus des consommateurs dans tous les pays membres, et si vous savez ce que représente le prix à la production des produits agricoles, dans l'indice du coût de la vie, je crois qu'il doit être possible, Monsieur le président Mansholt, d'admettre le bien-fondé d'une augmentation de tout au plus 1,5 % de cet indice du coût de la vie qui permettrait à l'agriculture de fonctionner dans des conditions économiquement justifiées. Elle permettrait aussi de faire droit à la demande de la COPA qui revendique 12 %. Dieu merci, tous les instituts scientifiques de la Communauté sont à peu près unanimes sur ce point.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai formulé ces remarques très brièvement pour pouvoir encore aborder le paragraphe 60 de la proposition de résolution. Je ne puis marquer mon accord sur le texte suivant : « ne pourront en aucun cas compromettre l'amélioration souhaitée des revenus et qu'à cet effet il y a lieu d'arrêter des mesures adéquates à caractère dégressif et limitées dans le temps ».

La commission a opté pour une formulation de compromis. Mais nous devons bien nous rendre compte

Klinker

qu'en vertu du traité — je l'ai déjà dit — les prix doivent faire l'objet d'une nouvelle décision chaque année. A mon avis, cette décision doit aussi, Monsieur Mansholt, tenir compte chaque année des différences de parité. Tant que nous n'aurons pas une politique monétaire, économique, sociale et une politique des transports communes, ces différences seront tellement importantes que, par la force des choses, elles donneront lieu à des situations explosives. C'est pourquoi il faut que soit établi bien clairement que lors des fixations annuelles des prix, cet écart entre les parités doit être défini et, le cas échéant, régularisé au moyen de prélèvements, comme c'est le cas pour la TVA. Tant que nous ne pratiquerons pas une politique monétaire commune, tout critère objectif pour déterminer les catégories professionnelles dans la Communauté fera défaut. Si les taux de change étaient régularisés les distorsions de concurrence seraient bien moins nombreuses que celles que vous constatez maintenant à la suite de la liberté totale qu'ont les États membres en ce qui concerne la fixation des parités de leur monnaie. Voilà, au fond, le problème politique qui se pose à l'heure actuelle.

Pour ces diverses raisons, je ne suis pas en mesure, Monsieur le Président, de voter la proposition de résolution. Je pense que les critères doivent être fixés différemment. En revanche, je ne suis pas non plus opposé à la proposition de résolution, je m'abstiendrai donc lors du vote.

Plus tard, lorsqu'il s'agira de la définition des divers prix, nous étudierons très soigneusement l'allure du marché. Je m'attendais également à devoir aborder ce sujet aujourd'hui, mais malheureusement il n'est pas possible, en dix minutes, de faire un exposé plus circonstancié. Je vous prie de m'excuser d'avoir dû, en ce court laps de temps, aborder la question comme elle l'a été.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Scardaccione.

M. Scardaccione. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'avais demandé la parole pour un fait personnel afin de répondre à M^{lle} Lulling qui m'avait gentiment réprimandé avec son autorité coutumière, son charme bien féminin, mais surtout avec l'intelligence qui la caractérise et l'ardeur au travail que nous devons lui reconnaître.

Mais, Mademoiselle Lulling, je ne souriais pas de vos déclarations à propos de la situation des salariés en Italie du sud, mais à l'idée que ce soir, privée de l'aile droite représentée par les communistes, vous avez défendu la cause de la gauche la plus avancée.

Et j'en étais surpris, car vos affirmations me faisaient plutôt penser à un pseudo-piétisme à l'égard des agriculteurs du sud de l'Italie dont la situation n'est pas particulièrement favorable.

M^{lle} Lulling. — Je n'ai pas besoin de communistes pour être à gauche.

M. Scardaccione. — (I) Certes, mais ils étaient à votre droite : je le disais comme d'habitude par boutade.

M^{lle} Lulling. — D'ailleurs ils sont à ma droite parce que ce sont des conservateurs. En plus ils ne sont pas présents.

M. Scardaccione. — (I) Je disais précisément que les communistes sont à votre droite, car c'est là qu'ils se trouvent habituellement.

Quand on en vient à affirmer qu'il faut que 80 % des personnes abandonnent l'agriculture, qu'il faut transformer les exploitations selon un plan déterminé — et vous soutenez cette affirmation tout en reconnaissant que le plan Mansholt est fort valable et efficace — j'éprouve quelque doute à constater ce qu'il y a d'équivoque dans cette sociabilité, dans ce piétisme à l'égard des paysans.

La véritable faille du système, c'est-à-dire des directives que nous voterons ce soir — moi aussi je devrais voter, serait-ce par abstention, pour observer la discipline de groupe — est que les directives semblent avoir été élaborées par un ordinateur.

Les déclarations que vient de faire M. Liogier recourent ce que nous disions il y a 18 mois en commission de l'agriculture. Est-ce vrai, oui ou non ? A l'entendre, j'avais l'impression qu'il y avait enfin quelqu'un capable de dire l'entière vérité sur les directives dont nous sommes en train de discuter.

Le problème est qu'à un certain moment nous affirmions dans la directive que l'homme — et l'homme seul — devait être le centre de notre intérêt ; or, les diverses dispositions visent uniquement à donner aux exploitations agricoles les dimensions répondant aux critères de l'efficacité moderne, même si les hommes qui y travaillent ne désirent pas s'en aller, même si par là nous signons leur arrêt de mort ! Voilà pourquoi je désirais vous tenir ce langage, ce soir, à la suite de mon intervention et du vote contraire que j'avais exprimé en une autre occasion. Mais M. Liogier s'en est attribué la primeur et m'a coupé l'herbe sous le pied. C'est pourquoi, par égard aussi pour les auditeurs, je me limiterai à faire trois recommandations car je puis m'adresser aussi aux rapporteurs, même s'ils sont absents. Mais qui pourrait les faire changer d'avis ? Avec M. Liogier, nous n'y sommes pas parvenus pendant 18 mois, en commission, et ce n'est pas aujourd'hui que nous réussirons ! Seul M. Baas aurait pu y parvenir, et M. Baas n'aurait jamais approuvé cette directive si on ne lui avait imposé une discipline particulière de vote.

Je m'en tiendrai donc à trois seules recommandations à la fois pour gagner du temps et par esprit de syn-

Scardaccione

thèse. La première s'adresse au président en exercice du Conseil de ministres et concerne l'article 11 de la deuxième directive relative à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole.

Rappelez-vous les paroles de M. Vredeling : en 1959 il fallait encourager les gens à quitter l'agriculture ; en 1972, au contraire on s'efforce de créer les conditions permettant aux personnes employées dans l'agriculture d'y demeurer. La situation en Italie méridionale n'est pas celle d'Europe centrale. Et je qualifierai d'anachronique le titre même de la directive : « l'encouragement » à la cessation de l'activité agricole. La population rurale aura, à coup sûr, bientôt déserté les campagnes.

D'autre part — et c'est M. Mansholt qui a attiré sur ce point mon attention — le paragraphe 2 de l'article 11, stipule que le FEOGA, section orientation, rembourse aux États membres 25 % des dépenses éligibles et, plus loin, que dans les régions agricoles défavorisées, le FEOGA rembourse 65 % des dépenses éligibles. Dans le texte de la commission de l'agriculture, l'expression « dans les régions agricoles défavorisées » était remplacée par « dans lesquelles des mesures d'encouragement ne sont pas encore en application ». Je voudrais rappeler à cet égard l'accord intervenu au niveau du Conseil de ministres. Un certain « paquet » a été établi pour donner à l'Italie cette concession particulière. La supprimer maintenant me semble injuste. En effet, s'il existe des régions dans lesquelles on n'a pas encore procédé à cet éclaircissement des rangs dans l'agriculture en accordant des pensions, nous devons laisser à ces régions un certain temps d'adaptation. Dans le cas contraire, les fonds du FEOGA connaîtront d'autres destinations. Je voudrais demander à M. Mansholt et au Conseil de ministres d'en tenir compte quand ils examineront la résolution au stade final.

Le second point de mon exposé concerne le problème de la propriété paysanne. Je regrette que M. Vredeling soit justement absent. Le problème se pose différemment dans les plaines céréalières d'Europe du Nord ou dans la « ceinture dorée » de Palerme, riche en orangers. Le métayage peut être une bonne chose pour les terrains dont l'ensemencement sera toujours productif ; mais là où peut s'opérer une transformation radicale qui intéresse les hommes durant les deux prochaines générations, on ne peut envisager d'abolir la propriété. Elle constitue encore l'instrument de choix permettant de retenir les gens à la terre. Or ce qu'il faut aujourd'hui, c'est retenir cette population rurale et non pas la chasser. L'argument de la propriété est plus que jamais pertinent. Nous devons continuer à l'utiliser et agrandir les exploitations agricoles, leur accorder des facilités, en s'assurant bien sûr qu'elles sont capables d'atteindre les dimensions requises.

Le troisième point concerne un sujet que j'ai abordé à maintes reprises dans cette Assemblée et ailleurs

Efforçons-nous de ne pas pratiquer une politique d'éloignement de la terre, n'accordons pas de pensions aux personnes qui désirent quitter l'agriculture avant de leur fournir de nouveaux emplois. Nous assisterions sinon à un effroyable phénomène d'exode : des familles entières déserteraient l'agriculture. Je ne comprends pas que vous ne me suiviez pas sur ce point. Je m'adresse tout particulièrement au ministre italien de l'agriculture pour lui faire prendre conscience de certains faits qui nous sont familiers, à nous qui vivons en contact permanent avec les paysans. Dès que sera appliquée la directive visant à octroyer une pension à qui désire quitter l'agriculture, toutes les personnes qui répondront aux conditions d'âge, y prétendront. Et si nous devons aller jusqu'à envoyer les gendarmes pour arrêter ceux qui font obstruction et voudront conserver leur exploitation — dans certains cas il faudra peut-être recourir à cette solution pour empêcher ces gens de travailler leurs terres — les paysans seront contraints de partir, mais ne pourront pour autant demeurer inactifs. Mesdames, Messieurs, l'Italie du Sud est toute différente de l'Allemagne où les agriculteurs ne constituent que 8 % de la population et ont le choix entre de nombreux emplois disponibles. Même s'il s'agit de personnes d'un certain âge, il n'en reste pas moins que la population est chez nous à 45 ou 50 % employée dans l'agriculture ; or, si ces personnes ne trouvent pas à s'employer, elles se déverseront dans les villes, s'agglutineront dans les bidonvilles et ce sera le cortège bien connu des problèmes sociaux, des phénomènes de délinquance propres au monde moderne et alimentés par l'inadaptation aux conditions de la vie citadine.

Je ne dis pas que nous ne devons pas appliquer la mesure : nous sommes en train de l'étudier et nous l'appliquerons, mais nous devons parallèlement élaborer les dispositions nécessaires à la création d'emplois pour ces hommes.

Du reste, la directive même de M. Mansholt, même si elle sort de l'ordinateur, comme je le disais précédemment, prévoit la création de 80 000 emplois disponibles pour les personnes qui quittent l'agriculture. D'autre part si nous avons pu lire dans un des exposés des motifs que 80 000 salariés devaient quitter leurs exploitations, nous n'avons trouvé aucune suggestion concernant leurs possibilités de reclassement.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (N) Monsieur le Président, compte tenu de l'heure, je commenterai brièvement les points abordés par les honorables parlementaires sans insister sur les déclarations de ceux qui ont marqué leur accord sur notre proposition.

M. Offroy — et j'aborde ainsi l'aspect financier du problème — a demandé s'il serait possible de respecter les estimations de la Commission relatives à la

Mansholt

période 1972-1975 et annexées aux documents. Nous avons effectué des calculs aussi exacts que possible. Pour la première année, nous avons fixé un chiffre de base de 34 millions, alors que nous estimons avoir finalement besoin de quelque 900 millions pour ces trois années. Nous avons prévu l'éventualité d'une insuffisance de ces montants. La résolution du Conseil prévoit en effet que la Commission présentera alors une proposition sur laquelle le Conseil statuera. C'est la procédure normale. Il ne s'agit donc pas, on le comprendra, d'un chèque en blanc, ce qui serait d'ailleurs impossible. Il nous reste cependant toujours la faculté de trouver de nouveaux moyens. Si le Conseil ne libère pas de crédits, il faudra évidemment modifier les règlements.

Il semble qu'il règne un climat d'incertitude et d'inquiétude en ce qui concerne la date de la mise en application. Le président en exercice du Conseil vient de nous dire que les directives A et B seront arrêtées très vraisemblablement avant la fin de l'année. J'ai bien pris note de cette déclaration. Elle peut, me semble-t-il, constituer un apaisement d'importance pour le Parlement.

Monsieur le Président, il m'est presque impossible de répondre à M. Liogier. En effet, je ne suis d'accord avec lui sur aucun point et ma réponse, comme son exposé, durera une demi-heure. Je dirai toutefois qu'il a fait entendre un son de cloche que j'entends depuis 25 ans. En fait, je l'entends depuis plus longtemps, car bien avant cela, alors que j'étais agriculteur, j'entendais déjà ce chant de sirènes où il était dit que tout finirait par s'arranger. Voilà ce qui s'appelle susciter de faux espoirs. Cela revient à dire : restez tranquilles, nous arrangerons tout. Il existe malheureusement encore un grand nombre d'agriculteurs qui se laissent abuser par manque de réflexion. Que M. Liogier ne s'y trompe pas : ce nombre va sans cesse décroissant. Ils sont assez nombreux ceux qui savent que la cause de leur malheur vient de la prétendue aide des pouvoirs publics, qui a manqué son objectif parce que les exploitations étaient trop petites pour assurer un revenu suffisant. Il y en a certainement deux millions à l'heure actuelle, qui sont gravement endettés à cause d'une politique de subventions entreprise un peu à la légère. Aussi suis-je heureux de voir une large majorité des membres de ce Parlement opter pour la méthode sélective.

M^{lle} Lulling a fait un certain nombre de remarques, très sensées, comme d'habitude. Qu'elle ait dépassé son temps de parole et débordé quelque peu sur celui qui était imparti à M^{me} Orth, voilà qui me réjouit. En effet, cela me permet d'apporter une réponse et une précision de plus. Elle a parlé du rapport entre la solution des problèmes monétaires et la politique des prix. C'est à juste titre qu'elle a fait remarquer qu'un pays qui réévalue sa monnaie a droit à des mesures de compensation, de même d'ailleurs qu'un pays qui la dévalue. Si nous modifions entre temps la valeur de l'unité de compte — car au cas où la Commu-

nauté opérerait pour une réévaluation, l'unité de compte devrait suivre le mouvement — cela ne signifie pas qu'un pays qui réévaluerait sa monnaie dans une mesure supérieure à la réévaluation de l'unité de compte devrait bénéficier d'une mesure compensatoire. Je ne dis pas que la mesure de compensation doit nécessairement être appliquée à la frontière. J'ai déjà déclaré précédemment que j'admettrais l'éventualité d'une mesure à la frontière d'une taxe compensatoire, et dans le cas d'un pays réévaluant dans une mesure plus faible que la moyenne de la Communauté, une mesure ayant la forme d'un prélèvement à l'exportation ou d'une prime à l'importation. Si un pays procédait à une réévaluation de sa monnaie de 10 % alors que nous ne réévaluerions l'unité de compte que de 5 %, ce pays devrait compenser à la frontière cette différence de 5 %. Nous estimons que cette différence devrait être résorbée dans un délai de deux ans. Sur ce point, je souscris à la résolution, dont le paragraphe 60 indique qu'il a lieu d'arrêter des mesures adéquates, à caractère dégressif et limitées dans le temps. J'approuve sans réserve le paragraphe 60 de cette résolution. Il est bon que M^{lle} Lulling ait rappelé ce problème une fois de plus.

Quelques orateurs, dont M^{lle} Lulling, ont parlé de la hausse des prix au consommateur. Nous n'exerçons pratiquement aucune influence sur les prix au consommateur et nous pouvons nous attendre à une nouvelle hausse non négligeable des prix des produits agricoles. Je suis disposé à faire entreprendre par nos services une étude de l'évolution des prix au consommateur des produits agricoles pour la période suivante. Il est opportun de le faire, me semble-t-il. Nous devons partir du fait que la part destinée au producteur de denrées agricoles constitue quelque 40 à 50 % des dépenses des consommateurs. La part des denrées alimentaires dans l'ensemble des marchandises est de 30 à 40 %. On peut donc admettre qu'une hausse moyenne de 8 % des prix des produits agricoles se traduirait par une hausse de 1 à 1,6 % du coût de la vie.

Voilà à peu près le calcul global. Il s'agit de veiller à ce qu'il en aille bien ainsi.

M^{lle} Lulling a souligné à juste titre que ce calcul ne se vérifie plus si l'on maintient l'application linéaire des marges exprimées en pourcentages pour les produits agricoles. La hausse des prix est alors plus importante, et cela n'est pas juste.

Je suis arrivé à la conclusion qu'il ne sera pas nécessaire d'exercer un contrôle, car il n'y a pour nous pratiquement rien à contrôler, mais qu'il convient de tirer nos conclusions des hausses de prix et éventuellement, de réagir sur le plan politique.

M. Estève a demandé pourquoi il n'y a pas encore de règlement sur la viande ovine.

Nous sommes un peu paralysés pour le moment dans la mise au point de toutes ces nouvelles propositions

Mansholt

que nous devons faire. Je ne dis pas que nous traversons une période de stagnation, mais l'on constate un certain ralentissement parce que nous avons engagé des négociations sur l'adhésion d'un certain nombre de pays à notre Communauté.

Nous devons donc passer par une période de consultations assez approfondie avant de pouvoir soumettre de nouvelles propositions au Conseil. Nous avons d'ailleurs pris nos dispositions à ce sujet avec le Conseil.

Vous comprendrez qu'en aucun cas nous ne proposerons au Conseil un règlement sur la viande ovine avant d'avoir procédé à une large consultation avec le gouvernement britannique. En effet, la viande ovine occupe une place très importante en Grande-Bretagne et dans quelques autres pays.

Aussi devons-nous encore attendre un peu le règlement sur la viande ovine. Cela ne me semble pas très grave, car nous nous passons de ce règlement depuis 12 ans et nous pouvons donc attendre un an.

M. Zaccari a fait allusion à l'agriculture dans les régions montagneuses. A ce propos, je me réjouis de voir que le Parlement nous a devancés en faisant la proposition qui figure à l'article 13 bis de la directive du Conseil relative à la modernisation des exploitations agricoles. Ce texte permettra l'application de certaines mesures en faveur d'agriculteurs habitant soit dans des régions montagneuses, soit dans des régions où ils doivent rester pour des considérations d'ordre social ou sociologique, ou relatives à l'environnement.

M. Zaccari pose le problème au niveau national. Le Conseil nous a demandé d'élaborer des propositions concernant ce problème. Nous nous y employons et je puis vous promettre que nous présenterons ces propositions, afin qu'elles puissent être soumises au Parlement.

L'article 13 deviendra-t-il de ce fait superflu à la longue ? Je ne puis le dire. En tout cas, cette question sera réglée par une directive distincte parce que, comme le Parlement l'a certainement constaté, il y a là une lacune. Il ne m'est pas encore possible de dire dans quelle mesure le système de financement communautaire devra aussi être appliqué ici.

M. Klinker a fait une remarque concernant mon objectivité à propos de la proposition du Parlement tendant à majorer les prix de 8 % en moyenne.

Je ne puis dire que je n'ai pas été objectif, mais je crois qu'il y a un léger malentendu. Je n'ai pas marqué mon accord sur les 12 % proposés par le COPA, ni même sur les 9,5 % proposés par le Comité économique et social.

M. Vredeling. — (N) Il y a un malentendu énorme. Le Comité économique et social a parlé de 9,5 % à

10,5 %, répartis sur plusieurs années, si possible sur deux ans.

M. Mansholt. — (N) Voilà un nouveau point de vue.

M. Vredeling. — (N) C'est ce qui est indiqué.

M. Mansholt. — (N) Je ne l'avais pas remarqué, mais je l'admets.

Je ne dis pas que je suis d'accord. D'ailleurs, je n'ai pas à le dire pour l'instant.

Je me base sur les propositions présentées ici ; compte tenu de ces propositions et même si le Comité économique et social voulait répartir ces 9,5 % sur deux ans...

M. Vredeling. — (N) C'est bien le cas !

M. Mansholt. — (N) ... j'estime que la suggestion du Parlement n'est pas déraisonnable.

Je ne vois donc pas où pourrait résider la subjectivité de mon jugement. Je le trouve plutôt assez objectif.

Quand M. Klinker déclare à propos des prix qu'il faut prendre en considération les différences de parités, je suis d'accord. Par contre, je ne partage absolument pas l'idée d'assimiler les prélèvements compensatoires à la frontière, la restitution des taxes perçues à l'exportation et la perception d'une nouvelle taxe à l'importation. Ce sont là des choses totalement différentes. Il est trop tard à présent pour entrer dans les détails, mais je dois le dire, car il m'a semblé que ce point était constamment soulevé dans presque tous les milieux allemands, tant dans les milieux économiques que M. Klinker représente, qu'au Parlement allemand et par le représentant de l'Allemagne au Conseil. Je dois le répéter avec insistance : il s'agit de choses totalement différentes. Le point de vue défendu par M. Klinker apparaît en quelque sorte comme une maladie contagieuse qui se propage en Allemagne.

M. Baas a encore posé une question au sujet des groupements de producteurs, à laquelle je n'ai pas répondu immédiatement.

Nous mettons tout en œuvre pour obtenir l'accord du Conseil sur les groupements de producteurs. C'est une tâche pénible, mais nous ne renonçons pas et nous sommes assez fermes sur ce point. Je crois que nous allons aboutir.

M. Baas a demandé où en étaient les propositions relatives aux contrats en matière d'intégration verticale.

Ces contrats seront établis prochainement et soumis au Parlement et au Conseil, c'est-à-dire que nous demanderons au Parlement d'émettre un avis et au Conseil de prendre une décision. Nous estimons que

Mansholt

cette intégration verticale et surtout la culture sous contrat sont étroitement liées à la mise en place de groupements de producteurs. Nous espérons que la conclusion de ces contrats et l'intégration verticale seront largement favorisées par la constitution de groupements de producteurs et par le soutien qui leur sera apporté. Il y a donc là un lien étroit. Nous ne sommes pas encore en retard, à notre avis, en ce qui concerne les groupements de producteurs. Nous espérons que le Conseil prendra une décision en la matière et nous présenterons à brève échéance des propositions relatives à l'intégration verticale et aux contrats de culture.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts, rapporteur principal. — (A) Monsieur le Président, permettez également au rapporteur principal quelques remarques encore. Je les ferai aussi au nom de mes co-rapporteurs que je tiens tout d'abord à remercier pour l'esprit de solidarité dont ils ont fait preuve tout au long de ce délicat travail comme d'ailleurs au cours des débats d'aujourd'hui. À défaut de cette solidarité, cette grande résolution n'aurait pas vu le jour.

Mais je tiens aussi à m'adresser à Monsieur le ministre Natali, président du Conseil. Monsieur le Ministre, la commission et le Parlement vous sont reconnaissants d'avoir voulu assister à toute la discussion. Nous constatons que les relations entre le Conseil et le Parlement se sont sensiblement améliorées. Permettez-moi de préciser que votre prédécesseur, notre ancien collègue, M. Cointat, a également participé à la dernière discussion. C'est lui qui, après l'élaboration d'un rapport général correspondant, dans son ensemble, entièrement à ce que nous proposons aujourd'hui, a bien voulu, d'une lettre de sa main, féliciter le rapporteur principal. C'est votre ministre, M. Liogier, qui a formulé un jugement positif, constructif, sur le travail accompli par la Commission, et qui l'en a félicité. Il n'aurait certainement pas été très heureux d'entendre ce que vous avez dit, ici, aujourd'hui. J'ai meilleure opinion que vous-même des facultés intellectuelles de vos agriculteurs.

Monsieur le Ministre, vous avez dit qu'au cours de cette année, les deux premiers règlements, les règlements A et B entre lesquels il y a un lien très étroit, seront adoptés. Nous vous en remercions. Mais n'oubliez pas, je vous prie, le règlement sur les groupements de producteurs. Nous en avons un besoin urgent. Si le deuxième est lui aussi déjà annoncé par M. Mansholt, nous devons aborder également le problème de l'infrastructure du marché au niveau européen.

Vous avez annoncé que le système de compensation fonctionnait. Cela est exact. Vous avez souligné que jusqu'à présent, grâce aux efforts communs, il n'y a pas eu, dans le secteur agricole, de graves conflits

entre les Communautés. Cela aussi est exact. Mais, Monsieur le Ministre, le système de compensation n'est pas une solution durable. Il faut l'abandonner dès qu'une meilleure solution se présente, et cette meilleure solution ne peut consister que dans une conception commune en matière de politique monétaire. Cela doit être dit ici en toute clarté.

D'autre part, Monsieur le Président, nous demandons au Conseil, mais aussi à la Commission — notre collègue M. Klinker l'a déjà dit — de faire aussi rapidement que possible des propositions en matière de prix ; cela dans le sens que nous avons indiqué et que vous-même, Monsieur Mansholt, comme je crois le savoir, ne rejetez d'ailleurs pas. L'agriculture européenne les attend ; il faut qu'elle les connaisse en temps utile.

Monsieur Mansholt, ce soir vous avez fait preuve d'un certain immobilisme, surtout en ce qui concerne la directive faisant l'objet du rapport de M. Vredeling. Et je vous serais reconnaissant de vouloir réfléchir à ce qui a été dit à propos de mesures éventuelles en vue d'encourager la vente de terrains. Selon des informations puisées dans des documents de la Commission, 14 millions d'hectares qui se trouvent encore à l'heure actuelle entre les mains de personnes qui n'ont pas de successeur dans leur entreprise, changeront de propriétaire au cours des prochaines années. Si l'on veut encourager la mobilité de ces terres, il faut en rendre la cession socialement attrayante. Il faut, d'autre part, mettre les entreprises qui s'agrandissent, financièrement en mesure d'acquiescer ces terres au moins à des taux d'intérêt favorables.

Il faut voir les deux côtés de la question. C'est pourquoi je vous prie de ne pas adopter des positions par trop rigides. Revoyez le problème ! Vous savez que nous prévoyons la possibilité, dans le cadre de notre proposition, d'assortir les procédures de cessation d'activité et de remembrement de mesures d'aide financières.

Quelques remarques encore au sujet de la présentation du rapport par M. Offroy. Il a dû porter ce soir des couleurs qui n'étaient pas les siennes. Il a repris le rapport de M. Beylot qui était présent à la commission de l'agriculture lorsque nous avons discuté de notre résolution. Il fut mon voisin immédiat. Nous nous sommes entretenus et j'ai été même surpris de constater combien nous étions d'accord. Le rapport écrit s'écarte sensiblement de l'attitude que M. Beylot avait adopté à l'époque. M. Offroy n'a rien fait d'autre que de lire ce rapport.

Mais la commission des finances et des budgets a malgré tout fait une erreur. Elle aurait dû, un jour, inviter l'équipe de rapporteurs de la commission de l'agriculture ; ils sont, en effet, un peu plus compétents sans doute pour la politique agricole que la commission des finances. Votre commission n'a pas fait de la politique financière, mais de la politique

Richarts

agricole. Je vous parle sans détours. Et il me faut à nouveau citer ici un mot du ministre français de l'agriculture, M. Cointat. Dans un rapport sur la politique régionale élaboré par lui, il est dit que les objectifs de la politique agricole ne peuvent pas être fixés en fonction des possibilités financières. Dieu nous garde si les ministres des finances de la Communauté se mettent à faire de la politique agricole ; il ne nous reste plus alors qu'à faire nos valises. Il faut que je le dise ainsi sans ambages. Monsieur Offroy, votre discours m'a fait mal. Il y a des années, j'aurais pu le comprendre. Vous avez essayé de retourner au passé. Or, nous devons progresser, et nous devons avoir le courage de dire la vérité à nos concitoyens, même si cette vérité est désagréable à entendre. Qui dit la vérité, n'a besoin de carabinier, ni de police. Il peut se présenter librement et ouvertement devant ses agriculteurs qui lui en seront reconnaissants. Ce sont surtout les jeunes agriculteurs qui attendent de nous qu'on leur dise la vérité.

Nous n'avons pas, dans tous les secteurs déjà, des organisations de marché, Monsieur Estève. Il en manque dans celui de l'alcool, dans celui des pommes de terre. Vous avez raison. Mais qui veut tout, n'a rien !

Nous avons plus progressé dans la politique agricole que dans beaucoup d'autres domaines. Notre ami Klinker a eu raison de le souligner. J'espère que vendredi aussi, en tant que rapporteur de la commission des transports, je pourrai, politiquement, relâcher les freins et pousser sur l'accélérateur afin de progresser. Je pourrais le faire en citant la commission de l'agriculture en exemple.

Monsieur le Président, pour finir, permettez-moi de remercier tous ceux qui ont apporté une collaboration constructive à ce débat. En tant que rapporteur principal, j'éprouve en ce moment un véritable sentiment de reconnaissance surtout parce que, à cette proposition de résolution qui ne contient pas moins de 68 alinéas, il n'y a pas un seul amendement. En fait, je ne m'attendais pas à un tel résultat. Je n'osais pas y croire en abordant ce débat.

Apparemment, la proposition de résolution est malgré tout une chose bien équilibrée, un compromis politique réussi. Elle représente le début d'une nouvelle politique agricole qui pourra certainement encore être complétée. Mais même si nous n'avons réussi qu'à répartir le mécontentement d'une façon plus ou moins égale, pour citer une parole de M. Hallstein, ce travail n'a pas été inutile. Nous sommes disposés à le poursuivre. Nous savons que la politique agricole n'est pas achevée. Nous savons qu'elle doit être complétée par de nombreuses mesures. Nous savons aussi que cela ne peut se faire en une seule fois, qu'il y faut beaucoup de temps et aussi beaucoup de bonne volonté politique.

Je remercie une fois encore tous ceux qui nous ont apporté leur collaboration.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je dois me contenter de faire quelques remarques prosaïques, tout en souscrivant à l'esprit de la déclaration de M. Richarts, parce que nous avons effectivement travaillé dans cette atmosphère dont il a parlé. C'est aussi une des raisons pour lesquelles — j'en suis également surpris — on n'a présenté aucun amendement. Je crois que, abstraction faite de ce phénomène politique et de l'unité qui se manifeste entre les groupes politiques, on a renoncé d'avance à déposer de nouveaux amendements qui se heurteraient probablement au mur de la fermeté de la commission de l'agriculture. C'est là, à mes yeux, une solidarité exceptionnelle.

Au cours du débat, nous n'avons pratiquement entendu jusqu'ici que des commentaires approuvateurs. L'intervention de M. Liogier allait dans un sens absolument différent, mais je n'y reviendrai pas dans la réponse aux observations qui ont été présentées au sujet de ces directives.

Tout à l'heure, je suis intervenu très brièvement pour lui poser une question à ce sujet ; elle est restée sans réponse jusqu'ici, mais je préfère en rester là et me borner à répondre à quelques remarques faites par M. Mansholt.

Selon moi, ces remarques sont dues, dans une large mesure, au fait que nous avons fait connaître notre avis si tard, M. Mansholt et même ses collaborateurs s'étant de ce fait trouvés dans l'impossibilité de l'étudier de manière approfondie.

Qu'en est-il du point de vue que nous avons exprimé dans le rapport en ce qui concerne l'octroi d'aides à l'achat de terres ?

Selon l'article 8 de la proposition de la Commission, les aides destinées à l'achat de terre sont interdites en tant que mesure communautaire, mais l'article 13 les autorise. Elles sont donc interdites en vertu de l'article 8, mais l'article 13 stipule que dans le cadre d'opérations de remembrement, d'irrigation et d'assainissement, il peut être instauré un régime particulier d'aides, s'ajoutant le cas échéant au régime actuellement existant, pouvant comporter également des incitations supplémentaires à la cessation d'activités agricoles. C'est un article communautaire. Les compensations financières accordées par le FEOGA font l'objet d'un autre article. Il y a une divergence par rapport à l'article 8. L'article 8 donne une règle générale : les aides à l'achat de terres ne sont pas autorisées. L'article 13 ouvre la possibilité de subventionner l'achat de terres au moyen des ressources

Vredeling

de la Communauté. Nous avons donc là des dispositions quelque peu contradictoires.

A l'article 13, les choses sont quelque peu confuses. Il faut être très au fait des dispositions nationales pour découvrir que cette disposition autorise l'octroi d'aides à l'achat de terres. Il faut notamment connaître la loi néerlandaise sur le remembrement pour s'en rendre compte. Il y a là, me semble-t-il, une discordance.

La commission de l'agriculture ne souhaitait pas une interdiction absolue, elle voulait que fût maintenue la possibilité d'octroyer des subventions. Elle a cependant marqué son accord sur ces dispositions dans le cadre de mesures particulières, telles que des opérations d'irrigation et de remembrement. Il s'agit là d'un ensemble de mesures destinées à assainir l'agriculture. Dans ce cadre, l'octroi d'aides à l'achat de terres est autorisé, sans que cela doive nécessairement conduire à des hausses de prix. On a ainsi les choses mieux en main. C'est pourquoi à l'article 14, paragraphe 3 — j'insiste auprès de M. Mansholt pour qu'il en tienne compte — nous avons indiqué que les aides à l'achat de terres sont interdites, sauf dans le cadre des mesures visées à l'article 13, c'est-à-dire dans le cadre d'un ensemble de mesures d'assainissement de l'agriculture.

M. Mansholt dit que l'article 14 vise les mesures nationales. Bien que le Conseil les considère dans ce cadre, cela n'est dit nulle part. Le paragraphe 2 dit : « Sont interdites les aides aux investissements dans des exploitations agricoles qui ne répondent pas aux conditions des articles 2 et 4 à l'exception... » Ces exceptions sont ensuite précisées. Au paragraphe 3 de l'article 14, je lis ceci : « En tout état de cause sont interdites : a) les aides à l'achat de terres... » Il n'est donc pas question d'aides nationales. La disposition de ce paragraphe 3 est donc valable tant sur le plan national que sur le plan communautaire. Si l'on voulait en restreindre l'application au plan national, il fallait le préciser. Aussi avons-nous introduit cette exception, et il nous semblait qu'ainsi tout était en ordre.

Quoi qu'il en soit, je pense que sur le fond les intentions de M. Mansholt et les nôtres sont les mêmes. Nous n'admettons l'octroi d'aides à l'achat de terres que lorsque cela ne conduit pas à des hausses de prix. Nous avons fait notre proposition dans le cadre du système de mesures permettant une meilleure organisation d'ensemble. Si nous poursuivons un but identique, la forme juridique est, à mon avis, d'une importance secondaire. Je laisse volontiers à la Commission exécutive le soin de trouver une meilleure formule du point de vue juridique. L'article 14 n'est d'ailleurs pas très heureux, étant donné qu'il traite de divers points n'ayant aucun rapport entre eux. Je vous ai en tout cas expliqué les raisons pour lesquelles nous avons choisi cette solution.

Monsieur le Président, nous n'avons pu approuver la limitation à 60 % appliquée aux aides à l'achat de cheptel bovin et ovin, parce que nous trouvions cette proportion trop arbitraire. J'imagine très bien le cas d'une grande exploitation où cette proportion serait inférieure, et où il serait pourtant indiqué de garder un cheptel bovin et ovin. Pour de tels cas, il faudrait aussi prévoir une aide communautaire. Ce plafond de 60 % ne nous paraissait nullement opportun. Nous redoutons l'octroi d'aides dans le secteur de la transformation. Nous avons dit aussi qu'il fallait agir avec beaucoup de prudence en cette matière. Mais limiter l'octroi des aides aux entreprises qui produisent elles-mêmes au moins la moitié de la quantité des aliments consommés par les animaux, c'est une conception totalement dépassée.

M. Mansholt a cité l'exemple d'un constructeur d'automobiles qui pourrait créer une petite exploitation.

Mais si l'on suit le texte de la Commission européenne, un agriculteur dans l'âme, propriétaire d'une exploitation moderne, spécialisée dans l'élevage des poulets ou des porcs ne pourrait bénéficier de ces aides pour la seule raison qu'il aurait poussé la modernisation au point de ne plus vouloir produire lui-même les aliments destinés aux animaux et que, étant de son temps, il aurait au contraire préféré se spécialiser. Cela, nous ne le voulons pas.

Nous concevons très bien qu'il puisse y avoir des abus dans le secteur de la transformation, mais c'est un problème que l'on ne peut aborder dans le texte juridique d'une directive. Cette question relève de la politique de tous les jours. Aussi avons-nous proposé de supprimer ce texte, mais dans l'esprit que je viens d'indiquer. Cela ne signifie nullement que nous autoriserons tous les abus, au point que même des étrangers puissent également créer de grandes exploitations à l'aide de subventions communautaires.

Nous n'avons pas encore dit notre dernier mot au sujet de ces 50 %. Selon la Commission, au moins 80 % de la superficie agricole doit être exploitée par des exploitations modernes et seules les opérations de remembrement peuvent bénéficier d'une aide : c'est une thèse que l'on peut très facilement rendre ridicule par un simple exemple. Imaginons une zone en cours de remembrement dans laquelle serait établie une entreprise géante exploitant 80 % des terres. Elle entrerait en ligne de compte pour l'octroi d'aides, tandis que les autres 20 % seraient morcelés entre de petites exploitations. Il suffit de prendre un cas extrême pour montrer que ce pourcentage ne convient pas. Le critère devrait être le nombre d'exploitations satisfaisant à la directive. On aurait alors logiquement, pour les grandes exploitations une superficie supérieure à la moitié de la zone de remembrement. C'est avec cette idée présente à l'esprit que nous avons discuté la question de savoir s'il fallait opter pour 40, 50 ou 60 % mais nous pensions

Vredeling

qu'avec 50 % nous avons trouvé une solution convenable.

Telles sont, Monsieur le Président, les quelques remarques que je voulais formuler au sujet de ce débat et des déclarations de M. Mansholt.

Je tiens à remercier M. Mansholt de la manière particulièrement constructive dont il a tenu compte — presque entièrement — notre avis. Il a déclaré explicitement — on le lira dans le compte rendu de cette séance — qu'il reprendrait toutes nos propositions et les défendrait devant le Conseil. J'estime que c'est là une attitude extrêmement courageuse, une attitude digne d'un homme politique tel que lui. J'espère que lorsqu'il aura à soutenir l'ensemble de ces propositions devant le Conseil, M. Mansholt défendra nos propositions de modification avec cette conviction à laquelle il nous a habitués. Je lui fais entièrement confiance.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vetrone.

M. Vetrone. — (1) Monsieur le Président, comme je l'avais annoncé en exprimant le vote favorable de mon groupe, j'interviens maintenant à titre personnel. J'ai été amené à le faire à la suite de la dernière intervention de M. Vredeling qui n'a pas voulu retracer comment on en était arrivé à cette contradiction entre l'article 8 et l'article 14 de la proposition de directive comme l'avait au contraire fort opportunément souligné M. Mansholt.

M. Mansholt a souligné qu'il n'était pas possible qu'à l'article 8 on puisse prévoir une solidarité financière communautaire sans interdire les aides à l'achat de terres alors qu'à l'article 14 au contraire, se référant exclusivement aux aides nationales, on envisage des interdictions d'aides à l'achat de terres.

Monsieur le Président, les faits ont été les suivants : lorsque l'article 8 a été voté en commission, nous sommes tous convenus de supprimer tant l'interdiction relative à l'achat de terres que celle relative à l'acquisition de cheptel. En conséquence, on a fait remarquer au cours de cette même réunion, que, puisque le paragraphe 3 de l'article 14 prévoyait les interdictions en matière d'aides nationales, c'était une raison de plus pour que celles-ci tombent aussi.

On s'est ravisé par la suite et on a nié que les choses se soient passées de la sorte. J'aurais pu alors présenter un amendement mais, fidèle à l'engagement que j'avais pris de ne pas le faire — je me suis abstenu.

D'autre part, ce matin, lors de la réunion de mon groupe, j'ai fait valoir que le document qui sera soumis au vote du Parlement me donne raison puisqu'il contient précisément cette contradiction entre l'article 8 et l'article 14.

L'interprétation exacte que vient d'en faire M. Mansholt me renforce dans ma conviction — et je dois dire, Monsieur Vredeling, que j'apprécie fort votre habileté intellectuelle — car, afin de pouvoir démontrer qu'en fait cette contradiction n'existe pas, vous vous êtes fait l'avocat du diable, si vous permettez l'expression, et si vous n'êtes pas parvenu à vos fins, c'est parce qu'il n'est évidemment pas possible d'éliminer cette contradiction qui saute aux yeux de tous.

Je voudrais dire en conclusion, que j'ai toujours soutenu la propriété terrienne qui assume une fonction sociale et économique. Mon collègue Scardaccione a déjà abordé la question et je me rallie entièrement à ses arguments.

En tant que démocrate-chrétien, je dois répéter que je suis partisan non certes de la propriété en friche, mais de la propriété cultivée. Car voilà bien la plus sûre garantie de liberté et de démocratie.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Liogier.

M. Liogier. — Monsieur le Président, M. Vredeling m'a effectivement posé tout à l'heure une question. J'ai demandé en levant la main à y répondre sur le champ, mais on ne m'a pas donné la parole à ce moment-là.

Je tiens tout de même à lui dire que je ne sais pas ce qui s'est passé au Conseil de ministres de la Communauté, puisque je n'y étais pas, et quelle a été la position exacte de chacun des ministres en présence, même si des décisions ont pu être prises en commun, après discussion ou concessions réciproques. Par contre j'ai lu attentivement le discours de Saint-Flour et je vous conseille de le lire également, Monsieur Vredeling. Vous pourrez ainsi constater qu'il confirme en tous points, et avec beaucoup de force et beaucoup de netteté, la thèse que j'ai défendue devant vous ce soir.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Chers collègues, je voudrais remercier encore une fois tous les collègues qui sont intervenus dans ce débat et en particulier M. le ministre Natali, président en exercice du Conseil des ministres de l'agriculture qui a participé avec une grande attention à nos travaux en leur apportant une contribution importante et en les suivant jusqu'à cette heure avancée. Il a ainsi fait preuve qu'il était attaché à une meilleure collaboration entre le Parlement et les autres institutions, c'est-à-dire en l'occurrence le Conseil de ministres.

Président

Je le remercie encore comme je remercie tous nos collaborateurs qui sont restés parmi nous jusqu'à cette heure et qui se sont sacrifiés à la cause commune.

19. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu aujourd'hui, mercredi 17 novembre 1971, avec l'ordre du jour suivant :

14 h 30 :

— échange de vues entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission des Communautés

européennes sur le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix ;

— question orale n° 8/71, avec débat, sur les accords de contrôle entre la CEEA et l'AIEA ;

— question orale n° 11/71, sans débat, sur la reconnaissance des laissez-passer des membres du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 0 h 15)

SÉANCE DU MERCREDI 17 NOVEMBRE 1971

Sommaire

<p>1. Adoption du procès-verbal 114</p> <p>2. Dépôt d'un document 114</p> <p>3. Déclaration du Président sur la grève du personnel 114</p> <p>4. Échange de vues entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission des Communautés européennes sur le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix. — Exposé de M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes :</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Moro, président en exercice des Communautés européennes ; Scelba, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lautenschlager, au nom du groupe socialiste ; Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Triboulet, au nom du groupe de l'UDE ; Amendola ; Malfatti, président de la Commission des Commu-</p>	<p>nautés européennes ; Scarascia Mugnozza, président de la commission politique ; Corona, au nom du groupe socialiste ; Schuijt ; Boiardi ; van der Stoep ; Cifarelli ; Jahn ; Cantalupo ; Moro 115</p> <p>5. Félicitations à M. Hallstein 161</p> <p>6. Question orale n° 8/71 avec débat : accords de contrôle entre la CEEA et l'AIEA :</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Springorum ; Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Flämig, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Jahn 162</p> <p>7. Question orale n° 11/71 sans débat : reconnaissance des laissez-passer des membres du Parlement européen :</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Bermani ; Moro, président du Conseil des Communautés européennes 165</p> <p>8. Ordre du jour de la prochaine séance 167</p>
--	---

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 14 h 35)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

2. Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Vals, au nom du groupe socialiste, une proposition de résolution sur la préparation de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement.

Cette proposition de résolution a été imprimée et distribuée sous le n° 185/71 et renvoyée à la commission politique.

3. Déclaration du Président sur la grève du personnel

M. le Président. — J'ai eu en fin de matinée un entretien avec M. Moro, président en exercice du

Président

Conseil des Communautés européennes, sur les motifs de la grève du personnel. Cet entretien a eu lieu en accord avec les présidents des quatre groupes politiques de ce Parlement.

Trois points ont été plus particulièrement abordés :

1. la procédure d'adaptation annuelle des rémunérations qui, de l'avis du personnel, n'a pas été correctement appliquée ;
2. le taux des augmentations prévues, encore qu'il s'agisse moins de chiffres que d'une application raisonnable de l'augmentation du coût de la vie et du produit national brut ;
3. la parité des rémunérations entre Bruxelles et Luxembourg qui avait fait l'objet d'une décision politique en Conseil l'année dernière.

M. Moro s'est engagé à faire étudier les points en discussion. Il a exprimé l'espoir qu'une solution acceptable pour tous les intéressés pourrait être trouvée.

J'ai, de mon côté, fait savoir que le Parlement vérifierait si les griefs du personnel, selon lesquels il n'y aurait pas eu application correcte de la procédure arrêtée l'année dernière, étaient fondés.

4. *Échange de vues entre le Parlement européen,
le Conseil et la Commission
des Communautés européennes sur le rôle
des Communautés élargies dans l'évolution
des relations internationales
et la consolidation de la paix*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'échange de vues entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission des Communautés européennes, sur le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix.

La parole est à M. Moro dont je salue cordialement la présence parmi nous.

(Applaudissements)

M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, le thème proposé par l'Assemblée et que le Conseil a volontiers accepté pour ce colloque, nous donne l'occasion de procéder à un vaste tour d'horizon sur l'avenir de la Communauté et sur les problèmes économiques et politiques que nous aurons à affronter afin de poursuivre et de compléter l'œuvre de la construction européenne à laquelle nos gouvernements et nos institutions se sont attachés avec tant d'ardeur depuis bientôt vingt ans.

Le moment me semble en effet venu de réfléchir à cet avenir et de tenter de dégager quelques lignes

directrices que nous pourrions suivre, alors que nous sommes à la veille de développements tels que l'élargissement de la Communauté et la réalisation de l'union économique et monétaire, qui seront susceptibles de modifier profondément la physionomie et l'importance de la Communauté, et par conséquent, le rôle qu'elle est appelée à jouer dans le cadre des relations internationales.

Les chefs d'État ou de gouvernement réunis à La Haye en décembre 1969 ont pleinement reconnu cette finalité quand ils ont déclaré qu'entrer dans la phase finale du Marché commun ne signifie pas seulement consacrer le caractère irréversible de l'œuvre accomplie, mais également préparer la voie conduisant vers une Europe unie, capable d'assumer ses responsabilités.

Sans vouloir définir aujourd'hui un programme d'action, je voudrais indiquer les voies que la Communauté pourra emprunter dans les années à venir. Le colloque d'aujourd'hui nous permettra donc de confronter nos points de vue et pourra nous fournir de précieuses indications sur les orientations qui animent les diverses tendances politiques représentées dans cette Assemblée.

Monsieur le Président, mes chers collègues, il me semble évident que l'adhésion désormais imminente de quatre nouveaux États, riches de leur civilisation et d'une longue tradition démocratique, donnera à la Communauté une dimension nouvelle sur les plans économique et politique. Je suis heureux de profiter de cette occasion pour saluer avec la plus vive satisfaction le vote par lequel le Parlement britannique a donné son approbation aux conclusions des négociations sur l'adhésion. Cet acte sanctionne, en effet, la volonté politique du Royaume-Uni de participer pleinement avec nous à l'œuvre de l'édification européenne. En outre, nous nous employons à établir de nouveaux liens avec d'autres pays européens, membres de l'AELE qui ont exprimé le désir de nouer des relations toujours plus étroites avec la Communauté élargie.

Celle-ci comprendra, à l'intérieur de ses frontières, plus de 250 millions d'habitants ; son produit national brut s'est élevé en 1970 à plus de 632 milliards de dollars ; ses échanges internationaux atteignaient en 1969 plus de 102 milliards de dollars pour les importations et environ 100 milliards pour les exportations, c'est-à-dire qu'ils constituaient le triple de ceux des États-Unis et environ dix fois ceux de l'Union soviétique. Ses capacités productives et son potentiel économique en feront également une puissance comparable aux plus grands ensembles industrialisés du monde. De plus, on peut espérer que le dynamisme de l'expansion de la Communauté à Six trouvera une nouvelle impulsion dans le cadre de la Communauté élargie.

Par ailleurs, la réalisation du plan qui doit nous conduire progressivement à une union économique

Moro

et monétaire, aura pour effet de renforcer les liens entre nos pays et représentera un facteur essentiel d'intégration. Il sera donc un élément décisif en vue de parvenir à cette unité qui reste l'objectif final vers lequel doivent tendre tous nos efforts.

L'effet cumulé de ces deux facteurs — élargissement et union économique et monétaire — permettra, à mon avis, à l'Europe des Dix, de tenir le rôle qui lui revient dans le monde de demain ainsi que d'assumer les responsabilités et d'accomplir les tâches auxquelles elle ne pourrait pas se soustraire sans compromettre, d'une part, le progrès équilibré et harmonieux de chacun de nos pays et, d'autre part, la sauvegarde de la paix dans le monde.

Certes, les problèmes que nous devons affronter sont si vastes qu'ils requièrent de la part de nos gouvernements et des institutions communautaires non seulement un engagement total, mais aussi un effort d'imagination, de courage et de dévouement.

Le premier de ces problèmes est non seulement de maintenir et d'harmoniser, mais de développer nos relations avec les pays qui nous sont associés ou avec lesquels nous avons établi des relations particulières. A ceux-ci vont venir s'ajouter un certain nombre de pays qui, ayant des liens avec les États qui vont adhérer à la Communauté, pourront, comme vous le savez, choisir eux-même le type de relations qu'ils établiront avec nous.

Quel que soit ce choix, il est certain que la Communauté élargie se trouvera liée par un ensemble d'accords à un grand nombre d'États situés pour la plupart dans le bassin méditerranéen ou sur le continent africain. Cette situation nous met dans l'obligation de définir une approche globale à l'égard des pays du bassin de la Méditerranée et de ceux de l'Afrique. Il me semble, en effet, évident que nous ne pourrions à l'avenir nous contenter de solutions partielles et différentes pour des pays qui, de par leur situation géographique et leur structure économique, présentent de profondes analogies. C'est pourquoi il sera nécessaire de dégager à la fois une stratégie générale et une conception harmonisée des rapports de la Communauté avec ces pays.

Cette réflexion nous amène au sujet plus vaste de la politique à suivre à l'égard des pays en voie de développement.

Je suis profondément convaincu que la défense de la paix dans le monde passe aussi, et surtout, par la lutte contre la misère, contre la faim et contre le sous-développement. La justice sociale, qui est un objectif fondamental de la politique intérieure de chacun de nos pays, ne peut s'arrêter à nos frontières ; elle doit aussi être mise en œuvre sur le plan mondial, dans les relations entre les peuples et entre les continents. Il ne pourra y avoir de paix durable dans le monde tant que le fossé qui sépare les peuples jouissant du bien-être de ceux qui manquent même

du strict nécessaire, loin de se réduire, ira en s'élargissant.

C'est pourquoi la Communauté élargie, avec son immense potentiel économique, ne pourra se soustraire aux responsabilités qui lui incombent à l'égard des pays en voie de développement. D'ailleurs, la Communauté a toujours prouvé qu'elle était prête à appliquer une telle politique, et nos chefs d'État ou de gouvernement ont tenu à le réaffirmer dans le communiqué de la conférence de La Haye.

Nous pouvons rappeler, non sans une vive satisfaction, que la Communauté a été le premier des grands ensembles industrialisés à accepter le système de préférences généralisées et à le mettre en œuvre. La Communauté a participé, et participe encore à la convention d'aide alimentaire et a, jusqu'à présent, fourni une contribution de 1 035 000 tonnes de céréales par an. Nous avons pris une part active à tous les efforts entrepris dans ce domaine sur le plan mondial et je suis convaincu que nous continuerons à apporter notre contribution à toute initiative susceptible d'apporter une aide concrète aux angoissants problèmes du sous-développement.

A ce propos, je voudrais rappeler qu'en ce qui concerne l'Amérique latine, nos relations se développent selon des perspectives intéressantes. Je pense au dialogue que nous avons instauré et qui se poursuit périodiquement avec les représentants des pays latino-américains auprès des Communautés. Je pense également à l'accord commercial signé avec l'Argentine. Nous nous proposons en outre d'en négocier prochainement avec l'Uruguay et le Brésil.

Pour ce qui est de nos relations avec les pays du continent asiatique, outre l'accord déjà conclu avec l'Iran, elles viendront surtout à l'ordre du jour après l'élargissement de la Communauté, et à ce sujet une déclaration d'intention a été mise au point par la Conférence sur les négociations pour l'adhésion.

Je ne voudrais pas non plus manquer de réaffirmer ma conviction que l'expérience faite jusqu'ici par la Communauté, dans ses relations avec les pays en voie de développement, grâce surtout aux Conventions de Yaoundé, est valable. Je pense que, même dans le cadre d'un plan d'ensemble d'aide au développement, nous ne devons pas oublier les engagements particuliers que nous avons contractés envers les pays qui nous sont associés, ni les responsabilités qui nous incombent à l'égard de ces pays qui nous sont proches pour des raisons géographiques, historiques et traditionnelles. C'est pourquoi nous sommes convenus, entre autres, que l'élargissement de la politique d'association ne doit pas conduire à un relâchement des liens qui nous unissent aux États associés africains et malgache. Bien au contraire, il convient de la poursuivre activement.

Nous savons bien que cette politique n'a pas été sans soulever quelques critiques, mais nous sommes

Moro

convaincus qu'elle répond à des objectifs qui sont non seulement de nature commerciale mais également, et surtout, de nature politique, dans l'intérêt de toute la communauté mondiale. En choisissant cette politique, nous n'avons lésé aucun intérêt légitime. L'expérience et les statistiques de ces dernières années le prouvent.

Par cette politique, nous nous sommes liés à des pays qui entendent voir respecter leur indépendance sans tomber pour autant dans l'isolement. C'est un lien qu'ils ont accepté sans que cela implique la moindre renonciation à leur autonomie. Et tout lien librement consenti constitue une contribution à la cause de l'unité et de la paix.

Je suis donc persuadé que la formule régionale que nous avons appliquée avec tant de succès a donné des résultats appréciables et fourni des enseignements qui ne pourront pas être ignorés à l'avenir.

Certes une Communauté d'une telle dimension aura d'autres problèmes à résoudre dans le cadre de la politique mondiale. D'autres relations et d'autres liens devront être établis, je pense à nos relations avec les pays industrialisés, notamment avec les États-Unis, le Japon et les pays de l'Est.

A cet égard, il convient de souligner d'abord que le préambule de notre traité — que les États candidats à l'adhésion acceptent entièrement — affirme notre volonté de contribuer au développement des échanges internationaux, et nous n'avons pas manqué, au cours des dernières années, de donner des preuves répétées de notre fidélité à la conception d'une Communauté ouverte sur le reste du monde. Notre apport fondamental dans les négociations tarifaires, le niveau particulièrement modéré de notre tarif douanier commun, l'augmentation constante de nos importations qu'elles soient agricoles ou industrielles, notre participation aux initiatives visant à accroître les échanges mondiaux ne peuvent laisser de doutes sur la sincérité et la continuité de nos intentions dans ce domaine.

C'est dans ce cadre que se pose le problème, devenu particulièrement aigu au cours de ces derniers mois, de nos relations avec les États-Unis.

Nous n'oublions pas l'appui que ce grand pays a toujours apporté aux efforts que nous avons déployés en vue d'abord du relèvement économique de l'Europe et ensuite de son intégration. Nous savons que notre destinée est liée à celle du grand pays ami. C'est pour cette raison que nous voulons faire en sorte que les préoccupations des uns et des autres puissent être dissipées au plus vite et que la recherche de solutions équilibrées se fasse dans un climat de compréhension et de coopération mutuelles, en toute conscience et équité.

Si nous examinons les statistiques du commerce mondial, nous sommes en droit d'estimer que les accords préférentiels que nous avons conclus, que

notre politique agricole et notre politique commerciale n'ont pas empêché les exportations américaines, aussi bien vers la Communauté que vers les pays auxquels nous sommes liés par des accords, de progresser plus fortement encore que les exportations de la Communauté. Pas de protectionnisme de notre part ni aujourd'hui, ni demain. Nous voulons assumer nos responsabilités dans un esprit de justice.

Des mesures unilatérales, si elles devaient se prolonger dans le temps, ne donneraient pas une impulsion efficace dans la direction d'un équilibre plus équitable des relations internationales, mais elles provoqueraient des tensions dont les effets se feraient sentir également pour les pays en voie de développement. Enfin, de telles mesures constitueraient un obstacle sur la voie de la confiance et du progrès.

Il s'agit donc de trouver d'un commun accord une solution aux problèmes de l'heure et d'établir le système monétaire international sur des bases nouvelles.

La solution retenue devra évidemment tenir compte des intérêts de toutes les parties en cause, non seulement de ceux des pays industrialisés, mais aussi de ceux des pays en voie de développement qui, de par la structure de leur économie, sont particulièrement vulnérables en période de crise. Aussi, je pense que nous devons, en coopération avec les États candidats à l'adhésion et en particulier avec le Royaume-Uni, apporter une contribution essentielle à la recherche des méthodes susceptibles de nous permettre de sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement. A cet effet, il est particulièrement important de parvenir graduellement avec les États-Unis à un accord global assurant la sauvegarde des intérêts réciproques et dans lequel les différents aspects des relations entre ces deux grands ensembles seraient dûment pris en considération.

En ce qui concerne le Japon, vous savez que nous sommes en négociation et en contact avec ce grand pays, tant sur le plan des relations commerciales que sur celui des solutions à trouver face à la situation monétaire. Les relations de la Communauté élargie avec le Japon ne pourront que se développer, compte tenu des intérêts réciproques et de l'importance croissante que ce pays assume dans les échanges internationaux.

La Communauté élargie s'imposera toujours davantage comme une réalité que l'on ne peut ignorer.

Nous nous réjouissons de tous les signes qui, ces derniers temps, semblent indiquer que les pays de l'Est, eux aussi, manifestent un certain désir d'engager le dialogue avec le reste de l'Europe.

L'évolution des relations économiques et commerciales n'aura pas seulement des effets positifs pour

Moro

le développement économique, il pourra également servir la cause de la compréhension mutuelle entre des systèmes économiques différents et de la détente internationale. Je suis certain, quant à moi, que la Communauté élargie, dans le cadre d'une alliance à laquelle nous restons fidèles, constituera un facteur stimulant sur la voie de la paix.

Un ensemble d'États ayant l'importance de ceux qui formeront la Communauté élargie, s'ils ont une cohésion suffisante, et s'ils sont conscients de leur responsabilité et de leur autonomie, ne pourront manquer d'avoir une influence correspondante parmi les autres puissances du monde. La présence de l'Europe signifie une recherche de solutions originales aux problèmes qui se posent, une contribution efficace au maintien de l'équilibre international, une participation active à la consolidation de la paix dans le monde et, plus particulièrement, dans les régions qui touchent de près les intérêts vitaux et traditionnels de l'Europe. La richesse de nos pays sur le plan de la civilisation et des traditions constitue un patrimoine précieux ; elle doit permettre à l'Europe d'exprimer son identité, notamment dans la définition d'une politique étrangère propre. Au moment où les responsables de la politique mondiale se rencontrent, il est nécessaire que l'Europe soit en mesure de faire entendre sa voix et d'exercer son influence et son autorité. Un sommet bien préparé pourrait nous permettre d'adopter des décisions communes, de nous exprimer d'une seule voix et de contribuer ainsi à la solution des problèmes de l'équilibre, de la sécurité, de la justice et de la paix.

Monsieur le Président, mes chers collègues, si l'édification européenne devait s'arrêter là où nous sommes arrivés, sans progresser dans la voie d'une intégration plus poussée, je crois que nous manquerions à notre tâche et que nous pourrions redouter la désintégration de ce que nous avons construit ensemble. C'est pourquoi il est absolument nécessaire de procéder en premier lieu à la réalisation de l'union économique et monétaire, qui implique des progrès parallèles en vue de renforcer la solidarité politique entre nos différents États.

Les efforts que nous entreprenons actuellement dans ce domaine, même s'il ne s'agit pour nombre d'entre vous que d'un premier pas, nous prouvent que la voie dans laquelle nous nous sommes engagés est la bonne. Il faut la poursuivre avec décision et audace jusqu'à la réalisation des objectifs finaux.

Tout cela posera également le problème de l'évolution de nos institutions et tout particulièrement de la place de l'Assemblée dans ce système. Des pas concrets sur cette voie ont déjà été accomplis par la signature du traité qui confère à l'Assemblée de nouveaux pouvoirs, alors que s'institue peu à peu une coopération harmonieuse entre nos deux institutions. D'autres pas pourront être accomplis à l'avenir dans le cadre de la Communauté élargie.

A ce moment particulièrement important pour la construction de l'Europe comme celui dans lequel nous nous trouvons, il me semble naturel que nous envisagions la convocation d'une conférence au sommet.

Je suis certain que l'Assemblée, comme par le passé, voudra apporter son appui total à cette entreprise, contribuant ainsi à la recherche de solutions à la fois courageuses et réalistes.

Ma profonde conviction personnelle est, en effet, que l'Europe ne pourra se faire sans la participation active de nos peuples, de l'opinion publique de nos différents pays représentée par cette Assemblée et des tendances politiques sociales et économiques qui composent cette opinion.

Il y a quelques années, un ministre européen, parlant d'un aspect particulier de notre action, disait que nous étions « condamnés à réussir ». Je voudrais que cette expression puisse s'appliquer à l'ensemble de l'œuvre de l'édification européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Scelba, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Scelba. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rôle que la Communauté européenne élargie pourra jouer sur la scène mondiale et pour consolider la paix dépend des transformations qui seront apportées à sa constitution.

Si ces compétences dans le domaine international restent limitées aux seuls échanges commerciaux et si la Communauté demeure dépourvue de toute volonté politique, son rôle ne pourra être différent de celui, limité et modeste, qu'elle assume actuellement, et sa contribution à la consolidation de la paix sera bien maigre.

Les échanges commerciaux occupent dans les relations internationales une place qui est certes importante, mais non exclusive. Les besoins inhérents à la défense extérieure, par exemple, pèsent d'un poids beaucoup plus lourd et déterminent même dans une large mesure les échanges commerciaux.

Les chefs d'État et de gouvernement avaient pleinement conscience de ces circonstances lors de la conférence de La Haye ; en effet, dans leurs décisions, ils ont non seulement établi des liens d'interdépendance entre l'élargissement, l'achèvement et l'approfondissement de la Communauté, mais surtout insisté sur la nécessité de transformer en une communauté politique les Communautés issues des traités de Paris et de Rome, conformément aux fins visées par le législateur. Ils étaient mus par la conviction — clairement exprimée dans le communiqué final de la conférence — que c'était à cette condition seulement que la Communauté européenne pourrait assumer ses res-

Scelba

pensabilités dans le monde et contribuer à la cause de la paix.

Aussi, lorsque nous parlons du rôle de la Communauté européenne, est-ce à la communauté politique que nous pensons.

Toutefois, comme cette communauté n'existe pas encore et que nous ne savons pas quand la Communauté actuelle sera en mesure d'assumer un rôle politique, l'utilité du présent débat réside dans la possibilité qu'il nous offre, l'importance de ce rôle étant reconnue, d'avancer des arguments nouveaux et plus pressants encore pour démontrer l'urgence d'une intégration politique.

En réalité, Monsieur le Président, le débat d'aujourd'hui est le premier que le Parlement européen consacre à une politique extérieure communautaire.

C'est là un événement qui mérite d'être relevé, car il montre que le rôle politique de cette Haute Assemblée s'affirme progressivement.

Ce débat revêt également un grand intérêt du point de vue pratique, car les avis que le Parlement présentera au sujet des orientations à suivre pour résoudre les grands problèmes internationaux devront nécessairement être pris en considération par les ministres des affaires étrangères des États membres, tant à l'échelon national que dans le cadre des consultations prévues par la procédure Davignon.

Le thème que nous avons à débattre engage tout particulièrement notre responsabilité.

Il m'incombe d'illustrer la position du groupe démocrate-chrétien.

Si l'on veut définir le rôle de la Communauté européenne sans tomber dans l'abstraction, il faut partir de la situation réelle que présente le monde dans lequel la Communauté est appelée à agir et ne jamais oublier que les États membres assument déjà leur propre rôle dans la politique mondiale et qu'ils ont des obligations très précises sur le plan international, notamment en ce qui concerne leur sécurité extérieure.

Je me limiterai, dans la description de cette situation, aux principaux facteurs, c'est-à-dire à ceux qui ont une influence déterminante sur la politique des États.

Le premier réside dans la suprématie que détiennent les États-Unis et l'Union soviétique, essentiellement en raison de l'effectif impressionnant de leurs forces armées et grâce à leur armement nucléaire.

Cette suprématie, qui est l'une des conséquences de la dernière guerre mondiale, s'explique également par le pouvoir et par l'importance que l'économie moderne confère à la science et à la technique, dont la mise au point exige des moyens financiers que tous les pays sont loin de posséder et dont les appli-

cations pratiques requièrent de vastes espaces économiques.

Le deuxième facteur est l'antagonisme qui oppose les deux superpuissances, et qui procède en majeure partie des différences qui séparent leurs systèmes politiques et économiques.

Le conflit idéologique qui les divise a également contribué pour une large part à la formation en deux camps des pays qui gravitent autour de chacune des deux superpuissances. L'existence de ces deux camps, que nous désignons à tort sous le nom de « blocs » — car tant leurs origines que la nature des liens qui unit leurs membres diffèrent — constitue le troisième facteur déterminant de la politique mondiale.

Même si l'on n'accepte pas la conception manichéenne selon laquelle tout ce qui provient de l'un des deux camps est bien, et tout ce qui provient de l'autre est mal, il est incontestable que l'Union soviétique cherche à étendre son pouvoir dans le monde par la force et par la propagation du communisme.

Il semble que cette politique d'expansion soit également due au fait que les dirigeants soviétiques estiment que le système communiste ne sera en sécurité dans aucun pays — même pas en Union soviétique — tant qu'il n'aura pas été étendu au monde tout entier.

S'il en était vraiment ainsi, on comprendrait pourquoi l'Union soviétique, qui se fait pourtant l'avocat de la coexistence pacifique entre les États dotés de systèmes politiques différents, la refuse dès lors qu'il s'agit des idéologies. En réalité, elle la refuse aux idéologies non communistes, car l'idéologie communiste a libre cours dans les pays à régime démocratique.

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'Union soviétique ne se contente pas d'exiger des pays d'Europe qu'elle avait occupés au cours de la dernière guerre qu'ils alignent leur politique extérieure, voire qu'ils lui donnent des garanties d'ordre militaire pour assurer sa sécurité — ce qui serait encore compréhensible — mais qu'elle prétend en outre qu'ils aient un régime politique et économique et des dirigeants de stricte observance moscovite, n'hésitant pas, en cas de besoin, à les leur imposer par la force des armes.

A la suite des événements de ces derniers jours, la Chine, qui vient d'être admise aux Nations unies et au Conseil de sécurité se trouve au premier rang de la scène politique. D'aucuns pensent que sa présence mettra fin au système « bipolaire » auquel les États-Unis et l'Union soviétique avaient pratiquement soumis le monde depuis la fin de la guerre.

La Chine est un subcontinent qui exerce déjà une influence appréciable sur de nombreuses nations dans toutes les parties du globe.

Scelba

Cependant, son influence directe sur le cours des événements mondiaux ne saurait se comparer à celle des deux superpuissances, en raison de son infériorité sur le plan économique et militaire.

Le « monde bipolaire » subsistera donc pendant de longues années encore, même si l'attitude de la Chine à l'égard des deux superpuissances risque de modifier leur équilibre et, par conséquent, d'infléchir indirectement leur politique mondiale.

Par exemple, il est communément admis que la nouvelle position de l'Union soviétique à l'égard de la république fédérale d'Allemagne est due pour une large part à l'hostilité qui oppose depuis quelques années les deux principales puissances communistes.

Un autre aspect de la situation dans le monde qui pose des problèmes à l'échelon international est celui que nous désignons globalement sous le terme de « tiers monde » et dont M. le Président du Conseil a lui aussi parlé. Le tiers monde inclut des pays de tous les continents et compte la majeure partie de la population du globe.

Il est caractérisé par des conditions économiques et sociales qui le condamnent à un état d'infériorité par rapport aux autres pays, et ses habitants considèrent avec envie, sinon même avec haine, les nations riches auxquelles ils reprochent avec raison de manquer de solidarité et surtout de gaspiller des richesses immenses pour des armements.

Les pays du « tiers monde » ont tendance à tirer parti des antagonismes qui opposent les pays riches, et l'instabilité de leurs régimes politiques et sociaux suscite parfois entre les deux superpuissances des divergences de vues qui mettent la paix en péril.

Face à cette situation, il convient de se poser deux questions. Premièrement, la Communauté européenne élargie sera-t-elle en mesure de jouer son rôle sur la scène mondiale, c'est-à-dire d'agir indépendamment des deux superpuissances et de contribuer directement à consolider la paix, et deuxièmement, quel pourrait être ce rôle dans la pratique ?

En réponse à la première question, on peut affirmer que par son importance économique — que M. le Président du Conseil a illustrée en citant quelques chiffres — la Communauté des Six peut déjà se ranger aux côtés des deux autres superpuissances.

Elle est dès à présent la troisième grande puissance du monde.

Cependant, son élargissement lui donnera une dimension nouvelle, non seulement grâce aux quatre nouveaux pays membres, mais aussi du fait qu'à la suite de leur adhésion, la Communauté européenne rassemblera toutes les principales puissances démocratiques d'Europe et presque toutes les nations à régime démocratique de ce continent, qui se trouveront ainsi en mesure d'assumer les obligations

prévues par les traités, et ce, également dans le domaine politique.

Cet événement sans précédent dans l'histoire mondiale pourrait fort bien en changer le cours.

Le fait que presque toutes les nations démocratiques d'Europe et, parmi elles, les plus grandes, qui se sont combattues pendant des siècles, allant jusqu'à déclencher des guerres mondiales, s'unissent maintenant pour entreprendre en commun une œuvre de progrès, de liberté et de paix, confère à la Communauté européenne un prestige et une force morale immenses dont aucun pays ne saurait se prévaloir isolément.

La force de la Communauté s'accroîtra également grâce aux liens divers qui unissent des continents entiers et tant de pays du globe aux États membres de la Communauté élargie.

D'Amérique, d'Afrique, d'Asie, de la région méditerranéenne, des requêtes sont adressées à la Communauté européenne et à tous les pays qui en font partie afin qu'ils défendent d'une voix unanime la paix et le progrès et qu'ils prennent les initiatives nécessaires à cette fin.

On estime que l'aide des États-Unis dont les pays d'Europe ont besoin pour assurer leur sécurité extérieure entravera l'autonomie de la Communauté élargie et nuira de ce fait à son prestige.

Si l'on veut renforcer l'autorité et l'autonomie de la Communauté, il faut commencer par mettre en œuvre une politique commune de défense.

Même en dehors de ces considérations, la question d'une politique communautaire dans ce domaine se pose déjà, étant donné que les États-Unis font de plus en plus assumer aux pays européens membres de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne élargie la responsabilité d'assurer la défense de l'Europe.

En outre, il nous semble que l'infériorité militaire dans laquelle la Communauté européenne se trouve par rapport aux deux superpuissances — et qui se maintiendra même si elle applique une politique commune en matière de défense — lui permettra d'assumer avec plus de succès son rôle en faveur d'une politique de paix.

Si la Communauté européenne est donc en mesure de jouer un rôle indépendant dans la politique mondiale, il convient de se demander à quoi il correspond dans la réalité.

Telle est la deuxième question à laquelle nous devons répondre.

La Communauté européenne a été créée pour œuvrer en faveur de la paix, de la liberté et du progrès, et elle ne peut avoir d'autres buts que ceux-ci. Il en découle, en bonne logique, qu'elle devrait prendre la direction d'une politique destinée à traduire dans la réalité le grand idéal qui l'anime.

Scelba

Précisément en raison des principes dont elle se réclame, des buts qu'elle poursuit et de la nécessité dans laquelle elle se trouve d'assurer sa sécurité extérieure, la Communauté européenne ne peut se confiner dans l'indifférence, dans la neutralité ou dans l'isolement à l'égard des deux autres superpuissances et du conflit idéologique qui dresse ces dernières armées l'une contre l'autre.

Telle n'est pas l'attitude des États membres, et elle ne saurait être celle de la Communauté.

Il en découle que l'Alliance atlantique demeurera la pierre angulaire d'une politique de paix, tout au moins tant que les motifs qui ont conduit à sa création et qui en justifient encore l'existence n'auront pas disparu.

Cependant ni l'Alliance atlantique, ni les sentiments d'amitié à l'égard des États-Unis d'Amérique, n'ont jamais été considérés par aucun des participants comme une sujétion envers ce pays. D'autant moins que les États d'Europe ont adhéré volontairement à l'Alliance atlantique et qu'ils ont toute latitude d'en sortir.

C'est justement grâce à cette liberté que, tout en demeurant loyale à l'Alliance atlantique et sans trahir son amitié à l'égard des États-Unis d'Amérique, la Communauté européenne est en mesure de prendre la direction d'une politique de paix.

D'autres considérations viennent à l'appui de cette vocation.

Par leur seule adhésion à la Communauté, les États renoncent à toute politique de puissance ou de conquête. En outre, de par sa constitution et ses objectifs, la Communauté ne peut avoir aucune visée impérialiste : bien au contraire, il est dans son intérêt le plus direct de s'opposer à toute politique impérialiste, même si le pays qui la pratique est un ami ou un allié.

A cela s'ajoute que la Communauté européenne, qui ne possède pas d'armements nucléaires et qui dépend de l'aide américaine pour sa sécurité extérieure, a tout intérêt à ce que s'instaure une politique mondiale de paix et de désarmement total, car c'est à cette seule condition que la guerre deviendra impossible.

Or, nous savons que les risques de guerre ne manquent pas et que si un conflit armé éclatait entre les deux autres superpuissances, la Communauté européenne y serait fatalement entraînée.

Dans ce domaine également, la Communauté européenne peut jouer un rôle de premier plan, tant grâce aux moyens qu'elle est capable de fournir directement que par son intervention.

L'équilibre de la terreur permet peut-être d'éviter la guerre, mais non d'instaurer la paix.

L'objectif fondamental de la Communauté est donc la paix grâce au désarmement total : elle est en mesure d'agir indépendamment à cette fin et d'apporter une contribution de premier ordre à la réalisation de ce but.

Le moment est venu de mettre la guerre au ban de la société et hors la loi, comme l'esclavage, et tous ceux qui le veulent vraiment doivent en fournir la preuve en renonçant aux armements sans lesquels il sera impossible de faire la guerre.

A titre de première contribution, et en conformité avec les buts visés par le traité contre la prolifération des armes nucléaires, la France et le Royaume-Uni pourraient renoncer à leur armement nucléaire, et ce d'autant plus facilement qu'il n'est même pas en mesure de remplacer les armes américaines.

On conçoit aisément que l'action menée par la Communauté européenne bénéficierait de l'appui de tous les pays intéressés et aurait une force irrésistible.

Si le désarmement est la preuve la plus certaine et la plus tangible de la volonté de paix des États, il permet également de libérer les ressources nécessaires pour accélérer le progrès dans les pays moins favorisés du « tiers monde ».

Une politique de progrès dans le « tiers monde » devrait être le deuxième objectif fondamental de la politique communautaire.

Dans ce domaine encore, la Communauté européenne a un rôle de premier plan à assurer, soit par les moyens qu'elle est capable de fournir directement, soit parce que ces pays, notamment dans certaines régions, préfèrent son intervention à celle des superpuissances ou de certains pays d'Europe auxquels leur passé colonial porte préjudice.

La Communauté européenne devrait avoir pour tâche d'intervenir afin que toutes les ressources — et pas seulement celles de nature financière — qu'un désarmement général rendrait disponible, soient mobilisées en faveur du progrès dans le « tiers monde ». Elle apporterait ainsi une double contribution à la cause de la paix, puisqu'elle rassemblerait les pays riches dans une entreprise commune de solidarité humaine et qu'avec le progrès, elle réduirait les tensions sociales qui sont une source permanente de conflit. En effet, la paix et le progrès sont étroitement liés.

A plusieurs reprises, les pays d'Amérique latine ont exprimé le désir d'établir des relations plus étroites avec la Communauté européenne. Ces circonstances favorables permettent donc à la Communauté de servir d'intermédiaire entre les États-Unis et ceux des pays d'Amérique latine dans lesquels l'aide de leur puissant voisin est une source de conflit, en raison des séquelles d'une politique d'exploitation économique que les conditions d'infériorité dans lesquelles

Scelba

se trouvaient les populations avaient rendue possible. Or, l'assistance des États-Unis est indispensable au progrès de ces pays, dont les habitants sont liés aux peuples de la Communauté européenne par des liens de parenté et par une civilisation commune.

Toutefois, abstraction faite des objectifs fondamentaux de sa politique mondiale, qui est nécessairement une entreprise à longue échéance, les principaux intérêts de la Communauté européenne se situent en Europe, où il existe de graves problèmes pour la solution desquels elle est en droit de réclamer le rôle principal.

Parmi les problèmes qui se posent en Europe, les relations de la Communauté avec l'Union soviétique et les pays dits du « bloc de Varsovie », la Conférence sur la sécurité européenne, enfin la sécurité du bassin méditerranéen occupent le premier rang. Ils sont étroitement liés et peuvent être considérés ensemble.

En effet, la question de la sécurité européenne n'est pas séparée de celle de la sécurité mondiale ni, par conséquent, de la question plus vaste des rapports entre les pays membres de l'Alliance atlantique et l'Union soviétique.

La paix est indivisible, et l'on ne saurait oublier que la dernière guerre mondiale a éclaté en dépit de l'étroit réseau de traités bilatéraux ou collectifs de non-agression et de sécurité européenne ou régionale.

Le terme même de « conférence sur la sécurité européenne » est équivoque, sinon insidieux, et laisse planer une ambiguïté révélatrice des objectifs que l'Union soviétique se proposait d'atteindre, tout au moins au moment où elle a lancé l'idée de sa convocation. Ce n'est pas par hasard que cette proposition s'est accompagnée d'une intensification de la campagne, orchestrée par Moscou, contre la présence de bases militaires étrangères en Europe et contre la prétendue « politique des blocs ». Cette campagne se poursuit sans relâche jusqu'au moment où l'intervention militaire en Tchécoslovaquie révéla que ces critiques acharnées contre la « politique des blocs » visaient en réalité uniquement à désintégrer l'Alliance atlantique, tout comme celles contre les bases étrangères visaient à séparer l'Europe occidentale des États-Unis d'Amérique. La preuve que ce dernier dessein était bien l'un des buts de la conférence est fournie par le fait que dans le projet initial, les États-Unis étaient exclus.

Persuadés, comme nous le sommes, de la supériorité du régime démocratique sur le régime communiste, nous ne pouvons être hostiles à l'ouverture d'entretiens avec l'Union soviétique et avec les autres pays du monde communiste en vue de discuter de nos relations réciproques et de la sécurité de l'Europe. Cependant, nous ne pensons pas que nous devions aller à cette rencontre uniquement parce que l'Union

soviétique le demande, afin de leur offrir une tribune de choix pour sa campagne contre les pays démocratiques d'Europe et les États-Unis d'Amérique ou, pis encore, afin d'accueillir les nouvelles demandes soviétiques et de voir jusqu'à quel point il est possible de leur céder.

En d'autres termes, la conférence devra être soigneusement préparée et ne pourra se tenir que si elle permet de déboucher sur des résultats utiles pour la paix.

Aussi estimons-nous — et c'est là pour nous une question préjudicielle — que la conférence aboutirait à un échec certain, tant pour la sécurité européenne que pour la Communauté européenne, si les États membres s'y présentaient en ordre dispersé et avec des programmes divergents. Dans ce cas, il vaudrait mieux qu'elle n'ait pas lieu.

Dès lors que dans leur politique, les États membres ont pour principal objectif de transformer la Communauté européenne en une communauté politique, les pays d'Europe occidentale doivent délibérément repousser toute proposition tendant à ralentir le processus d'intégration politique de l'Europe démocratique.

Dans ce cas, à quoi cela servirait-il de discuter du rôle mondial de la Communauté européenne ? Les traités de Rome, les engagements pris à La Haye, les efforts consentis de tant de côtés en vue de renforcer la Communauté et même son élargissement ne seraient plus que de vaines paroles.

Bien au contraire, Monsieur le Président du Conseil, les peuples de la Communauté sont en droit de s'attendre à ce que la personnalité internationale de la Communauté européenne soit reconnue de fait et de droit lors de cette conférence, et qu'elle s'affirme en tant qu'interlocuteur légitime et inter-prète autorisé de la volonté des États membres.

L'Alliance atlantique — il est utile de le rappeler — est issue de la nécessité de défendre l'indépendance et la liberté des nations européennes qui étaient menacées après la fin de la deuxième guerre mondiale, par la politique expansionniste de l'Union soviétique. Même dans l'état actuel de leurs armements, les États membres de la Communauté ne seraient, aujourd'hui encore, pas en mesure de se défendre contre une éventuelle attaque de l'Union soviétique sans l'appui militaire des États-Unis d'Amérique. En outre, le problème de la sécurité européenne est étroitement lié à celui de la sécurité mondiale.

Il en résulte que les États membres doivent également concerter leur position avec les États-Unis, et qu'un affaiblissement de la garantie que représente l'aide militaire des États-Unis serait contraire aux intérêts de la Communauté.

Scelba

Toutefois, depuis que la proposition de convoquer une conférence sur la sécurité européenne a été présentée, certains événements se sont produits qui ont profondément modifié la situation européenne et mondiale.

Pour ce qui a trait à l'Europe, je me limiterai à rappeler les traités de Moscou et de Varsovie, dont la conclusion a valu le prix Nobel de la paix au chancelier de la république fédérale d'Allemagne.

D'autre part, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique a poursuivi sa politique d'expansion, notamment dans le bassin méditerranéen, où elle s'est assuré des bases militaires nouvelles et plus importantes à partir desquelles il lui est plus facile de menacer les pays de la Communauté européenne.

En raison de cette évolution, la conférence s'insère dans un contexte nouveau, et les États membres de la Communauté sont plus en droit qu'avant d'en être les protagonistes et de formuler des exigences nouvelles.

Nous savons que la paix et la liberté sont liées et que nous ne pourrions instaurer une paix véritable tant que les États les plus puissants se réserveront le droit d'intervenir dans la vie interne des pays les plus faibles, au point de leur imposer par la force des armes un régime politique et économique donné, comme cela se produit au cœur même de l'Europe.

M. Brejnev a rappelé récemment dans une entrevue à la télévision française que la politique soviétique se fondait sur le respect de l'indépendance nationale, sur l'égalité des droits et sur la non-ingérence dans les affaires internes des autres pays. Quelques jours auparavant, il avait déclaré à Bucarest que la doctrine de la souveraineté limitée, dont on lui attribuait la paternité, était une pure et simple invention.

Voici donc le rôle historique qui attend la Communauté européenne : revendiquer, dans l'intérêt même de la paix, une liberté réelle pour tous les peuples, en commençant par ceux d'Europe, et contribuer avec les moyens pacifiques dont elle dispose à l'application effective des principes proclamés à la télévision française.

La Communauté se doit, à l'égard des peuples qui lui sont liés par des attaches déjà anciennes, d'être le défenseur de la liberté de tous les pays européens, se faisant ainsi l'interprète des grands principes qui ont précisément vu le jour en Europe occidentale.

Cela ne signifie nullement que l'on ne puisse imposer des limites à la souveraineté des États si la sécurité réciproque et la paix l'exigent réellement. Toutefois, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est une condition à laquelle il est impossible de renoncer.

La Communauté européenne n'est pas un bloc, et moins encore un bloc militaire. Librement constituée,

pacifique de par sa nature, hostile dans son propre intérêt à toute forme d'impérialisme, elle est capable de devenir un facteur d'équilibre entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique et, le cas échéant, de rassurer ce dernier pays en précisant que, tout amis et alliés qu'ils soient, les États-Unis ne pourront jamais compter sur elle pour attenter à la sécurité de l'Union soviétique.

En assumant cette fonction de facteur d'équilibre, la Communauté ôterait, également du point de vue psychologique, toute valeur aux raisons de sécurité qui peuvent inciter l'Union soviétique à imposer une domination de type colonial à des pays européens de vieille civilisation.

Pour donner plus de créance à sa garantie et à son rôle de facteur d'équilibre, la Communauté européenne devrait appliquer, à l'égard de l'Union soviétique et des autres pays à régime communiste, une politique libérale en matière d'échanges commerciaux et culturels et dans le domaine des investissements et mettre également à leur disposition les moyens techniques et scientifiques de l'Occident afin qu'ils puissent accélérer leur développement économique.

La sécurité dans la région méditerranéenne est étroitement liée à celle de l'Europe et, par conséquent, à la sécurité en général ; ce problème ne peut donc être résolu que dans le cadre d'un accord général.

Cependant, la Communauté européenne occupe dans cette région une position particulière qui l'oblige à y assumer un rôle particulier.

Dans le discours qu'il a prononcé le 11 mai dernier devant le Conseil de l'Europe, le ministre d'État auprès du premier ministre de la République arabe unie avait déclaré « qu'il était important que les pays d'Europe prennent conscience de ce monde qu'il avait l'honneur de représenter et que la Méditerranée tissait entre eux des liens fondés sur de multiples intérêts, liens qui permettaient de trouver de nombreux points communs ».

Parmi ces intérêts communs figure celui que tous les États riverains de la Méditerranée puissent se développer en paix et sans être grevés d'hypothèses militaires par des puissances étrangères.

La Communauté européenne, qui est riveraine de la Méditerranée, est particulièrement bien placée pour agir dans ce secteur en faveur de la paix, ne serait-ce que du fait qu'elle n'a nul intérêt à s'assurer des positions privilégiées ou des bases militaires dans tel ou tel pays méditerranéen.

La position particulière qu'elle occupe lui permet de contribuer de façon indépendante à la stabilisation de la paix entre Israël et les pays arabes.

L'une des raisons qui rendent cette paix difficile réside dans l'incertitude qui entoure l'avenir, dans l'incertitude que les pactes stipulés seront respectés.

Scelba

La Communauté européenne, qui a un intérêt direct à l'instauration de la paix dans la Méditerranée et qui est voisine, au-delà de cette mer, de l'Égypte et d'Israël, semble être mieux placée que quiconque pour assumer les fonctions de garante de la paix, fonctions dont ni l'Union soviétique ni les États-Unis ne peuvent se charger en raison de la méfiance que, pour des raisons opposées, les deux États en cause manifestent à l'encontre de l'une ou de l'autre de ces puissances. Quant aux Nations unies, elles ne peuvent elles non plus s'acquitter de cette tâche à la suite de leur précédent échec.

Il faut donc accorder la liberté aux pays et également aux peuples.

Il existe en Europe des pays qui rempliraient toutes les conditions nécessaires pour faire partie de la Communauté européenne, mais que celle-ci ne peut accueillir à cause de leur régime intérieur qui refuse à leurs peuples les droits de liberté et de démocratie sur lesquels la Communauté est fondée.

Tout comme elle ne peut demeurer indifférente face aux atteintes à la liberté des pays, la Communauté européenne ne peut rester indifférente face aux atteintes aux libertés des peuples. Il est conforme à sa vocation particulière et à ses objectifs qu'elle se fasse le principal défenseur de la liberté pour tous les peuples.

Monsieur le Président, si nous voulons vraiment gagner les jeunes générations à la Communauté européenne, nous devons éveiller en elles l'enthousiasme pour les grands idéaux au nom desquels tant d'hommes se sont battus et ont donné leur vie.

M. Debré, ministre français de la défense, a affirmé récemment que la présence de forces armées américaines était indispensable à la défense de l'Europe occidentale.

Étant donné l'importance capitale que l'aide militaire américaine revêt pour l'indépendance et la liberté des pays membres de la Communauté européenne, cette dernière doit nécessairement suivre à l'égard des États-Unis d'Amérique une politique globale.

D'autre part, les divergences qui divisent actuellement la Communauté européenne et les États-Unis ne portent pas uniquement sur des intérêts d'ordre économique.

S'il est vrai que les États-Unis assument à l'égard du monde des responsabilités que les divers pays d'Europe n'ont pas, il est également vrai que certaines initiatives prises par les États-Unis, même en dehors de la sphère de l'Europe et de l'Atlantique nord et qui risquent d'affaiblir sa position militaire ou économique, finiront par affaiblir également les pays d'Europe occidentale.

Par conséquent, les deux parties ont tout intérêt à ce que leurs relations soient réglées non seulement dans

une optique globale, mais aussi sur la base d'un *partnership*.

Toutefois, ceci, présuppose que la Communauté européenne ait une volonté et une direction politiques. Et c'est là une raison de plus qui milite en faveur d'une accélération du processus de l'intégration politique.

Mesdames, Messieurs, le rôle unique qui s'offre à la Communauté européenne a réellement une portée historique, et il est d'une telle ampleur qu'il rendra aux pays qui en font partie cette primauté qu'ils ne sont plus en mesure d'exercer isolément.

Les objectifs que la Communauté peut fixer à sa politique internationale, à savoir la paix, la liberté et le progrès pour les pays et pour les peuples grâce au désarmement et à une solidarité active, sont conformes aux meilleures traditions de ses États membres et de nature à améliorer les conditions de la vie en commun de l'humanité.

On peut dire sans exagération aucune que la Communauté est en mesure de donner un cours nouveau à l'histoire et de marquer l'avènement d'un monde plus humain auquel seront épargnées les expériences tragiques de la guerre et du totalitarisme politique.

Nos peuples souhaitent que les gouvernements des États membres, conscients de l'importance historique de ce rôle, sachent réaliser cette unité politique qui, comme il est dit dans le communiqué final de la conférence de La Haye, confèrera à la Communauté européenne tout son sens et toute sa portée, et qui est la condition indispensable pour que l'Europe libre et démocratique soit capable d'assumer son rôle et ses responsabilités dans le monde.

Le Parlement européen, qui représente la volonté des peuples de la Communauté, s'attend à ce que leur espoir ne soit pas déçu.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lautenschlager, au nom du groupe socialiste.

M. Lautenschlager. — (A) Monsieur le Président, à l'occasion du présent échange de vues avec le Conseil, le groupe socialiste a soumis une proposition de résolution qui contient plusieurs requêtes à l'adresse de la conférence des chefs d'État ou de gouvernement qui doit se tenir l'année prochaine. Nous sommes partis de l'idée que la Communauté élargie ne pourra être consciente du rôle qu'elle doit assumer dans l'évolution des relations internationales si elle ne fait pas d'abord le bilan de la situation dans laquelle elle se trouve au moment où elle se charge de cette tâche.

C'est pourquoi j'ai l'honneur d'exposer, au nom de mes amis politiques, les raisons qui sont à l'origine de cette proposition de résolution. M. Corona revien-

Lautenschlager

dra plus tard sur les grandes lignes politiques évoquées aujourd'hui.

Monsieur le Président, si l'on voulait donner une description ironique de la situation dans laquelle la CEE se trouve actuellement, on pourrait dire que l'union économique est un enfant atteint de gigantisme que sa force même empêche de marcher, de sorte que l'on réclame à cor et à cri les spécialistes capables de trouver la thérapeutique qui lui permettra de se mouvoir à nouveau.

Si l'on songe à la puissance économique future de la Communauté élargie, telle qu'elle ressort des chiffres que M. le président Moro a cités tout à l'heure, on est en droit de se demander si les gouvernements des États membres ont seulement pris conscience du fait que les organes de la Communauté auront à assumer, dans tous les domaines de la politique internationale, une responsabilité beaucoup plus grande que jusqu'à présent.

Combien de temps encore cette Communauté pourra-t-elle se permettre impunément d'offrir le spectacle de la désunion politique de ses membres ? L'Europe ne pourra assumer pleinement son rôle dans le monde que le jour où elle se présentera comme une entité politique unique. La situation actuelle de la Communauté permet de tirer maintes conclusions, mais n'inspire certes pas confiance en son avenir. Elle est parvenue à un tournant où elle doit se décider soit d'abdiquer, parce qu'elle s'est brisée en essayant de surmonter les problèmes qui se posent, soit d'aller courageusement de l'avant, sachant qu'en franchissant ce pas, non seulement elle gagnera en assurance mais qu'elle répondra aussi aux espoirs que les peuples d'Europe ont placés en elle.

Il faut élaborer une conception de l'avenir qui, sans négliger le but ultime et les objectifs dans le temps, permette néanmoins de déceler clairement le rôle que la Communauté entend jouer en Europe et dans le monde au cours des quelques prochaines années.

Dans l'immédiat, il est indispensable de mettre de l'ordre dans la situation commerciale et monétaire afin que les États membres puissent adopter le plus rapidement possible une position commune dans les négociations monétaires et commerciales menées à l'échelon international. Pour atteindre cet objectif à court terme, les organes de la Communauté et les gouvernements des pays membres doivent arrêter des mesures énergiques afin que les institutions et les instruments nécessaires à la réalisation de l'union monétaire puissent être créés.

Parmi les éléments qui font défaut à la Communauté figure également une véritable politique économique et sociale commune. Ce n'est assurément pas en arrêtant une kyrielle de directives pour tous les secteurs possibles et imaginables que l'on parviendra à l'instaurer.

Comme la Communauté, elle non plus, ne peut appliquer une politique si elle ne dispose pas des moyens financiers requis, il faut la doter des ressources nécessaires. Cependant, pour allouer les fonds conformément aux plans prévus, il faut procéder avec soin et parcimonie, ce qui présuppose une organisation bien conçue. Or, celle qui existe actuellement n'est pas efficace. Outre les décisions qui s'imposent en vue de conférer l'efficacité voulue aux organes administratifs, consultatifs et exécutifs, nous réclamons également que l'on parvienne à un accord au sujet du siège définitif de la Communauté.

Si l'on dresse un bilan provisoire de ces diverses exigences, on voit que les pouvoirs dont la Communauté est actuellement dotée ne lui permettent pas d'y répondre. Cette constatation conduit donc à formuler une autre exigence encore, à savoir que les centres de décision soient considérablement renforcés et démocratisés.

Monsieur le Président, compte tenu de la situation et fidèle au pragmatisme dont elle s'est toujours inspirée, cette Haute Assemblée se félicite sans doute à l'unanimité de ce qu'une conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres et des pays candidats soit prévue dans un proche avenir. Nous autres socialistes prenons note avec satisfaction du fait que, d'après ce que l'on sait déjà de l'ordre du jour de cette conférence au sommet, les débats ne porteront pas uniquement sur des décisions de principe dans le domaine de la politique économique et monétaire, mais qu'ils seront également consacrés à une réforme des institutions. A ce propos, il convient d'applaudir à l'intention exprimée par M. le président Pompidou d'apporter de nouvelles précisions sur sa conception d'une Europe confédérale.

Il faut également se féliciter de ce que la Commission soit associée à la préparation de cette conférence au sommet et qu'elle ait pu assister aux réunions que le groupe Davignon a tenues jusqu'à présent. Toutefois, elle devrait faire davantage figure de partenaire, au lieu d'être appelée simplement à titre consultatif.

Cependant, force nous est de mettre une sourdine à la satisfaction que nous procurent la convocation de cette conférence au sommet et les thèmes prévus à son ordre du jour si nous nous rappelons que les décisions prises lors des précédentes rencontres ont été considérablement affaiblies par la suite dans le cadre habituel des négociations entre États, qu'elles ont été assorties de réserves inutiles et entravées par des obstacles d'ordre administratif.

A quoi servent les progrès les plus remarquables à l'issue d'une rencontre des chefs d'État ou de gouvernement s'ils ne se traduisent pas ensuite dans la réalité européenne ?

C'est pourquoi le Parlement européen doit exiger d'être dûment associé à la mise en œuvre des décisions. Il est le seul organe de la Communauté qui

Lautenschlager

siège publiquement et au sein duquel sont représentées les forces politiques des peuples d'Europe.

Les chefs d'État ou de gouvernement devraient établir, pour le développement à moyen terme de la Communauté, un calendrier précisant comment les pouvoirs du Parlement européen seront élargis. En une première étape, il faudrait associer le Parlement plus étroitement au processus des prises de décision des Communautés en se fondant sur le droit découlant du traité.

Si le Conseil faisait preuve de la bonne volonté nécessaire, il lui serait par exemple possible de consulter une deuxième fois l'Assemblée lorsqu'il veut s'écarter des propositions de modifications qu'elle a présentées. Avec cette procédure, que le Conseil pourrait aisément adopter, il serait évidemment entendu qu'il ne pourrait rejeter le nouvel avis du Parlement qu'à l'unanimité.

Pour procéder à l'élargissement des pouvoirs du Parlement dans le domaine législatif et dans celui de la politique financière et budgétaire, qui sont les plus urgents, il faudra apporter diverses modifications au traité, et les projets devraient être élaborés en liaison étroite avec le Parlement européen.

L'élargissement de ses pouvoirs exige, à titre de conséquence directe, que le Parlement européen soit mandaté par les électeurs des États membres, autrement dit, que la volonté des électeurs ne soit plus ignorée. Elle doit pouvoir s'exprimer au sein d'une assemblée élue au suffrage universel direct.

A la suite du débat consacré aux réformes institutionnelles de la Communauté, la conférence au sommet devra donc inviter expressément le Conseil à élaborer immédiatement, en collaboration étroite avec le Parlement européen et en se fondant sur le projet d'élection du Parlement présenté en 1960, des propositions tenant compte du degré actuel d'intégration. Toutefois, la loyauté oblige à discuter de ces nouveaux projets avec les pays candidats, afin que les élections directes puissent avoir lieu aussi rapidement que possible après l'élargissement de la Communauté.

Monsieur le Président, mes amis politiques et moi-même estimons que la réalisation de cette exigence est l'une des conditions indispensables à la création de l'union politique, qui sera seule capable de surmonter toutes les difficultés intracommunautaires et internationales. Il faut que la Communauté sorte de sa léthargie actuelle si elle veut atteindre les buts politiques fixés par les traités et œuvrer de façon importante à la consolidation de la paix.

Nous autres socialistes estimons qu'avec les exigences que nous avons formulées aujourd'hui, nous avons apporté une contribution mûrement réfléchie à l'accomplissement de ces tâches.

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Berkhouwer. — (N) Monsieur le Président, au cours de la session que nous avons tenue ici pendant la troisième semaine d'octobre, au moment où, sur le plan politique, bien des choses se passaient dans le monde, j'ai déclaré, au nom de mon groupe, que nous ressentions l'absence d'un véritable débat politique sur les événements mondiaux. C'est pourquoi nous nous félicitons de pouvoir ouvrir un tel débat cette semaine. En effet, c'est précisément dans les huit jours qui ont suivi la troisième semaine d'octobre, celle dans le courant de laquelle nous nous sommes réunis, que de grands événements ont eu lieu sur la scène politique mondiale.

Dans la nuit du lundi au mardi de la dernière semaine d'octobre, la Chine — pour la facilité, je l'appellerai la « Grande Chine » — est entrée aux Nations unies. Trois jours plus tard, dans la soirée, le Parlement britannique — et la Chambre des Lords à une plus forte majorité encore que la Chambre des Communes — décida de dire oui à l'Europe.

En fait, le monde d'aujourd'hui présente une nouvelle configuration pentagonale, qui a déjà fait l'objet des conversations que M. Couve de Murville et M. Chou-en-Lai ont eues l'année dernière, à l'époque où M. Couve de Murville se trouvait en Chine.

Quels changements en cent années à peine ! Le plus remarquable, c'est que dans le courant de ce seul siècle de l'histoire de l'Europe, celle-ci s'est, au fond, toujours caractérisée par l'existence d'une configuration d'environ cinq puissances. Il y a un siècle, en 1870, cinq puissances européennes prenaient les décisions dans le monde ; quatre monarchies continentales, dont l'une devint peu après une République, et le Royaume de Grande-Bretagne.

Trois quarts de siècle plus tard, par suite de deux guerres civiles qui dégénérèrent en guerres mondiales, ce furent cinq autres puissances : les États-Unis, l'Union soviétique, l'Angleterre, la France et l'autre Chine.

Aujourd'hui, moins de 25 ans plus tard, soit en un laps de temps beaucoup plus court, une nouvelle configuration pentagonale est en voie de formation, qui se compose du Japon, de la Chine, de l'Union soviétique et des États-Unis d'Amérique, et, entre ceux-ci, de cette Europe dont nous espérons que, d'une Communauté à Six, elle évoluera en une Communauté à Dix. Vous voyez, Monsieur le Président, comme est rapide l'évolution entre ces deux rencontres importantes qui ont eu lieu en Crimée, l'une à Yalta, et l'autre, récemment, à Orianda.

Ce sont là de nouvelles perspectives, de nouveaux bruits, Monsieur le Président, et à ce propos, je voudrais citer le beau poème composé récemment

Berkhouwer

par William Ordon à l'occasion du 26^e anniversaire des Nations Unies, ce poème qui a été mis en musique par Pablo Casals :

« Puisse, dans un proche avenir, l'histoire de notre société humaine évoluer bientôt comme le fait la musique, les notes conçues engendrant à leur tour des notes nouvelles ».

C'est bien ainsi. Nous entendons de nombreux bruits nouveaux. Quant à savoir si la musique est toujours aussi belle, c'est une question qu'il vaut peut-être mieux ne pas trancher. Quoi qu'il en soit, tous ces bruits ne sont pas toujours également réjouissants. Après l'entrée récente de la Grande Chine aux Nations unies — M. Scelba a déjà évoqué les problèmes que pose cette grande puissance à l'Est — nous avons entendu les chants d'allégresse entonnés pour célébrer cet événement.

Je laisse de côté pour l'instant le fait que l'universalité de cette Organisation internationale se trouve évidemment compromise par l'absence de représentation aux Nations unies, non seulement de quelques dizaines de millions d'Européens, mais aussi, à l'avenir, de 14 millions de Chinois. Quelle que soit la façon de tourner les choses, on peut le regretter, s'il s'agit de donner à cette organisation un caractère universel.

Après ces chants d'allégresse, les rumeurs, que nous a transmises la presse de ce matin, et qui nous parviennent de la délégation chinoise de Pékin, sont — permettez-moi de m'exprimer prudemment et par euphémisme — quelque peu décevantes, quand on se souvient de l'espoir que nous avions conçu de voir Pékin collaborer à l'établissement de meilleures relations dans le monde. Nous espérions un dialogue, peut-être un dialogue entre plusieurs acteurs, mais à cet égard, le ton passablement brutal et plutôt agressif que nous avons entendu est, je le répète, assez décevant. Pour le moment, je trouve cela décevant — je vois quelqu'un hocher la tête en signe de dénégation, mais il partagera peut-être cette déception — pour le moment, dis-je, cela ressemble plus à une confrontation qu'à un dialogue, du moins si nous devons prendre au sérieux les paroles de la délégation chinoise.

Je voudrais parler de la position qu'occupe dans le monde l'Europe qui grandit, et plus spécialement de ses relations avec d'autres puissances et de son influence sur la consolidation de la paix.

Bientôt, Monsieur le Président, en ce temps de l'Avent, nous allons nous remettre à chanter notre espoir de voir régner la paix sur la terre et d'autres choses de ce genre. Malheureusement, nous assistons, en Europe occidentale, au déplacement de la puissance mondiale de l'Ouest vers l'Est ; et l'hémisphère oriental baigne dans une atmosphère très éloignée de cette véritable paix sur la terre à laquelle nous aspirons si passionnément. Une guerre ne sévit-elle pas aujourd'hui, même si elle n'est pas déclarée officiellement — et cela ne vaut pas seulement pour le

Proche-Orient et le Vietnam ; déjà, nous avons presque oublié cette dernière région et ses problèmes — entre le Pakistan et l'Inde, du moins s'il faut en croire les Pakistanais ? Que faisons-nous actuellement, nous qui appartenons à cette riche Communauté économique européenne des Six, qui s'achemine vers une Communauté des Dix, en faveur des 10 millions de Pakistanais réfugiés en Inde et qui sont privés de tout ce qui constitue les objets de première nécessité ? J'invite le président en exercice du Conseil de la CEE à y réfléchir une nouvelle fois avec ses collègues de la Communauté économique européenne.

Notre position dans le monde de demain dépendra, pour une bonne part, de ce que nous ferons de l'élargissement des Communautés européennes. Ce que nous pourrions réaliser à l'extérieur dépendra de notre force intérieure. A cet égard, nous ne pouvons que nous féliciter du vote favorable récemment émis à Westminster. Celui-ci a été suivi des conversations bilatérales franco-anglaises de Londres, qui ont été couronnées de succès. Évoquant cette rencontre, certains ont parlé d'« un renouveau de l'Entente cordiale ». Qui en Europe ne se réjouirait du succès de la dernière visite à Londres du ministre français des affaires étrangères, après que les relations entre les deux pays se furent trouvées dans le creux de la vague, pendant les années 60 ? Mais il semble que nous ne puissions nous passer en Europe du maintien d'une certaine tension entre deux des — rares — grands, lorsque se produit un rapprochement entre l'un d'eux et une tierce puissance. Chacun comprendra de quoi je veux parler.

Au début de ce siècle aussi, l'Entente cordiale s'est conclue après un froid dans les relations entre la France et l'Angleterre, après Fachoda. Les choses n'ont heureusement pas été si graves cette fois-ci. A l'époque, l'Entente cordiale vit le jour après la rupture de Fachoda. Pour que l'entente se réalisât, il fallut que le président Fallières invitât le roi Edouard VII à Paris. Comment peut-on comparer la situation actuelle avec celle qui existait alors, et parler d'un « renouveau de l'Entente cordiale » ? Les événements ne se déroulent pas deux fois exactement de la même manière sur cette terre. A l'époque, les cinq puissances européennes dont je viens de parler avaient encore leur mot à dire dans le monde. De plus, l'Angleterre était alors, du moins dans sa propre conception des choses, l'arbitre des conflits qui nous divisaient sur le continent. C'était le temps des alliances bilatérales, et éventuellement tripartites. Nous savons tous où cela nous a menés.

C'est pourquoi, tout en répétant combien nous nous félicitons de ce rapprochement entre les deux pays, je place un point d'interrogation après l'appel que nous avons entendu en faveur de cette « Entente cordiale ». Au début du siècle, l'Entente cordiale était dirigée contre l'Empire allemand en expansion ; elle naquit, comme je l'ai dit, après un froid dans

Berkhouwer

les relations entre les deux pays, à une époque où l'Angleterre était la gardienne extérieure de l'équilibre sur le continent. Que ceux qui caressent l'espoir de voir les Communautés européennes se substituer à l'Empire perdu, ou toute autre chose de ce genre, oublient ce rêve. Il s'agit à présent d'une entreprise entièrement nouvelle. Il n'est pas question de vieilles gloires ni d'anciennes alliances, mais bien de l'épanouissement d'une Europe nouvelle, bâtie sur d'autres fondements ! En disant cela, je me trouve en bonne compagnie, puisque l'auteur de l'éditorial du journal « Le Monde » de samedi et dimanche écrit : « Si les relations entre le gouvernement français et ses deux principaux partenaires » — il parle heureusement de « partenaires » et non pas d'« alliés » ; on peut se demander de qui il s'agit et s'ils ne sont que trois. Il est évident qu'ils sont plus nombreux et que d'autres se joignent à eux, qui ont également leur emploi à tenir en Europe ; je songe à l'Italie, pour ne pas parler du rôle joué par mon propre pays au sein du Benelux. Tout ceci se tient parfaitement, et ce qui suit, encore mieux — « de la future Europe sont en voie d'être comparables, il serait malvenu de les mettre en concurrence et de reprendre en quelque sorte le jeu de bascule qui fut si longtemps celui de l'Angleterre ». Voilà une déclaration à laquelle mes amis politiques et moi-même, nous pouvons entièrement souscrire. C'est là le fondement de l'Europe nouvelle à l'édification de laquelle nous œuvrons.

Je parlais à l'instant de la conférence au sommet, qui devra être organisée prochainement, et des anciennes alliances. Une nouvelle rencontre bilatérale au sommet aura bientôt lieu à Paris entre le chef d'État français et le chancelier de la république fédérale d'Allemagne. J'espère qu'elle sera féconde. Mais je voudrais ajouter que tous ces duos européens ne sauraient nous conduire là où, tous ensemble, au sein de la nouvelle Europe, nous devons aller. C'est pourquoi il nous faudra organiser le plus tôt possible un nouveau sommet européen et nous asseoir ensemble autour d'une table.

M. Moro a déclaré qu'il espérait que ce nouveau sommet obtiendrait l'appui du Parlement européen. Cet appui lui est acquis. J'en trouve le premier témoignage dans un projet de résolution d'ores et déjà déposé par le groupe socialiste. Je pense que ce projet devra être envoyé à la commission politique. Nous ne pouvons en décider aujourd'hui. Une session spéciale du Parlement européen devra se réunir aussitôt que nous aurons été informés de la date de cette Conférence européenne au sommet. Il nous appartiendra alors, je crois, de faire connaître nos souhaits et nos desiderata aux participants à ce sommet.

Dans la perspective de cette conférence au sommet, je voudrais m'arrêter un instant à une entreprise européenne dont on parle, à l'occasion, paraît-il, de la visite prochaine de la souveraine britannique au

chef d'État français. J'emprunte cette information aux « Dernières Nouvelles d'Alsace », dans lesquelles on peut lire « Feu vert pour le tunnel sous la Manche en mai 1972 ».

Je crois, Monsieur le Président, que chacun en Europe se réjouira de savoir que Paris autorisera le creusement d'un tunnel sous la Manche en mai 1972. Mais je me demande avec mes amis français si nous ne pourrions pas faire de ce projet une véritable « entreprise européenne » ? La Commission présente de nombreux petits projets techniques. Je songe à des sociétés pétrolières et à des entreprises industrielles.

N'est-ce pas là l'occasion unique de lancer une véritable entreprise entièrement européenne ? Les Anglais ont toujours affirmé que « le continent est isolé ». Nous sommes heureusement arrivés au point où le continent n'est plus isolé. Ce ne sont pas seulement des anglais qui emprunteront ce tunnel sous la Manche, mais aussi des Norvégiens, des Danois, des Suédois, des Français, des Allemands, des Belges, etc.

J'ai lu que des consortiums de banques américaines, parmi d'autres, rassembleront les fonds nécessaires au creusement du tunnel. Celui-ci n'offre-t-il pas l'occasion de réaliser une grande entreprise européenne commune, à laquelle pourrait également prendre part l'homme de la rue en Europe, qui connaît si mal la Communauté ? Cela pourrait se faire par le lancement d'un emprunt représenté par des petites obligations, emprunt dont le produit serait affecté au creusement du tunnel.

Je ne fais qu'esquisser ici une idée qui me vient à l'esprit. Nos grands-parents ont participé à la construction des chemins de fer russes, encore qu'ils y aient tout perdu. De même, ils ont apporté leur contribution au creusement des canaux de Suez et de Panama. De ces deux entreprises, ils ont sans doute conservé quelque chose, du moins pour ce qui est du canal de Suez. En tant qu'Européens, ne pourrions-nous creuser ensemble ce tunnel sous la Manche ? Ne pourrions-nous une fois — et cela ne signifie nullement que j'éprouve la moindre animosité à l'égard de cette entreprise bilatérale — oublier ces clichés dans lesquels nous nous complaisons et ne pourrions-nous prendre une fois le chemin d'une véritable entreprise européenne commune ?

J'en viens à présent aux relations de notre Communauté avec les grandes puissances qui nous encerclent, aujourd'hui encore. M. Scelba a déjà évoqué la question, et je souscris à tout ce qu'il a dit à ce propos ou presque.

On parlera évidemment à la Conférence au sommet de nos relations avec le bloc de l'Est, de la Conférence sur la Sécurité et d'autres sujets du même genre. En ce qui concerne la Conférence sur la Sécurité, je ne puis m'empêcher de me poser d'entrée

Berkhouwer

de jeu une question naïve : qui doit être protégé contre qui ? La sécurité de nombreux peuples d'Europe est supposée assurée. Mais qui songe encore à la sécurité des peuples de la RDA, de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie ? Ce sont aussi des Européens. Devons-nous encore les protéger contre quelqu'un ? Cela me paraît une question initiale, très simple.

Chacun vague à qui mieux mieux à ses propres affaires, mais pendant ce temps, on lit dans la « Pravda », ces jours-ci, au sujet de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE : « L'adhésion de la Grande-Bretagne et éventuellement d'autres pays d'Europe occidentale à la CEE a ranimé les cris hystériques qui se faisaient entendre naguère en faveur d'une armée de l'Europe occidentale, et surtout d'une bombe nucléaire de l'Europe de l'Ouest ».

Comment construirions-nous une bombe nucléaire européenne, Monsieur le Président ? Nous ne parvenons même pas à arracher du sol une fusée ELDO !

(Rires)

Voilà ce que nous lisons à l'avant-veille d'une Conférence sur la sécurité, dont on se plaît tellement à souligner l'importance. Ne devrions-nous pas demander en tout premier lieu que l'on commence au moins par reconnaître notre existence comme telle ? Ne devrions-nous pas, devant pareilles déclarations, rester conscients du fait que la situation en Europe est telle que, de toute évidence, nous souhaitons tous la détente ? Qui ne la désirerait ? Il n'y a d'ailleurs pas d'autre possibilité. Tant que nous n'avons aucune certitude absolue quant aux intentions de l'Union soviétique — et cette certitude, nous ne l'aurons jamais, car cela fait partie de la stratégie de ce pays — nous ne pourrons jamais nous passer des États-Unis d'Amérique pour assurer notre sécurité. Nous ne pourrons aboutir à une véritable détente avec l'Est que si nous consentons à faire ensemble les plus grands efforts dans cette direction.

Au demeurant, il n'est pas de détente possible sans un effort commun vers un objectif de paix, ce qui implique que lorsqu'on s'assied autour d'une table avec ces messieurs, on leur dise : « Messieurs, nous n'ignorons pas ce que vous faites et ce que vous ne faites pas en ce monde, et nous suivons vos mouvements, du cap Nord au golfe Persique ».

Monsieur le Président, M. Moro a également parlé de nos relations économiques avec les États-Unis, avec le Japon et avec le bloc de l'Est. Je m'en voudrais d'oublier la Chine. Et M. Moro a évoqué à juste titre l'appui que nous avons reçu des États-Unis d'Amérique.

Ce qui est remarquable dans le monde d'aujourd'hui, c'est que les États-Unis d'Amérique ont remis sur pied le Japon aussi bien que l'Europe occidentale. C'est là un fait ; mais nous sommes passés aujourd'hui de la situation de noyés remis sur pied à celle

de concurrents et c'est pourquoi il serait dramatique que justement ces trois puissances économiques s'enfoncent davantage dans la voie, que nous avons manifestement suivie, de l'isolationnisme, du protectionnisme, des incidents commerciaux et des guerres commerciales. Ce sont précisément ces trois puissances qui, s'inspirant du même système économique, celui du marché social, doivent venir en aide aux régimes totalitaires lorsque ceux-ci se trouvent en difficulté parce qu'ils n'ont toujours pas réussi à donner à leur peuple ce que celui-ci demande.

Nous sommes actuellement en présence d'une volonté des États-Unis d'Amérique de prendre leurs distances, tant au Proche-Orient qu'en Europe occidentale. Il va de soi que cette volonté n'est pas sans rapport avec le désir de l'actuel président des États-Unis d'être réélu l'an prochain. Quel est d'ailleurs l'homme politique qui ne songe pas aux élections ? Nous constatons aujourd'hui que c'est également le cas de l'un des personnages les plus puissants du monde, le président des États-Unis d'Amérique. Or il est bien évident que les États-Unis ne peuvent quitter le Vietnam sans un arrangement avec la Chine. D'où le bond en avant de M. Nixon vers ce pays.

Les mesures que M. Nixon a annoncées le 15 août se situent évidemment, elles aussi, dans la perspective des élections de l'année prochaine ; elles sont prises dans l'intérêt de l'économie américaine.

Incidemment, je voudrais ajouter ceci : puissions-nous, dans nos relations avec l'Amérique, nous inspirer du principe qu'il n'est pas conforme aux intérêts de l'Europe que l'Amérique se trouve dans une mauvaise situation économique.

Je l'ai déjà dit, Monsieur le Président ; toute comparaison boiteuse, mais dans les années 30, c'est également en Amérique que la crise économique a commencé ; le monde entier en a subi les répercussions.

En fait, tout le monde occidental — y compris le Japon, dans sa position de pays de l'Extrême-Occident en Orient, si je puis risquer cette métaphore — doit faire face à une crise de l'économie du marché. En ce qui concerne notre situation monétaire, nous nous trouvons dans un « wild West », et notre économie de marché commence à ressembler à une jungle sans règles du jeu.

Il faut que nous nous rendions compte qu'une telle économie de marché ne peut se fonder sur la loi de la jungle et qu'elle a besoin de certaines règles. C'est pourquoi il est tellement nécessaire que nous nous asseyions sans délai à dix autour d'une table afin d'adapter les règles du jeu à la situation dans laquelle nous nous trouvons, afin aussi d'éliminer définitivement le doux poison du protectionnisme et de l'isolationnisme pour qu'il cesse de nous anesthésier. Et il faut également — nous le répétons sans arrêt et je suis presque fatigué de le dire une nouvelle

Berkhouwer

fois — que nous nous efforçons de mettre fin tous ensemble à l'épidémie qui ravage le monde occidental et que l'on désigne aujourd'hui sous le nouveau vocable de « stagflation ». C'est la nouvelle dénomination de cette épidémie qui a atteint l'ensemble de l'économie occidentale.

Nous devons faire face aujourd'hui, dans les années 70, au défi que constitue en tout premier lieu la nouvelle orientation prise par les États-Unis d'Amérique, lesquels veulent se débarrasser de leurs engagements et prennent des mesures commerciales en vue de protéger leur propre économie. En deuxième lieu, nous sommes mis au défi d'arriver à un *modus vivendi* avec le bloc de l'Est. Pour ce qui est des relations avec l'Europe de l'Est, je puis me rallier au discours de M. Scelba. Si on organise une conférence avec ce bloc, il faut partir de l'idée qu'elle peut être couronnée de succès, et elle devrait donc être bien préparée.

Si les Américains veulent réduire leurs engagements à l'Ouest et s'ils disent au pays d'Europe occidentale : « Nous vous avons aidé une nouvelle fois à vous redresser et nous avons veillé à ce que votre situation redevienne florissante comme elle l'est actuellement », nous devons être disposés à débattre avec eux du fameux « partage des charges ». Jusqu'à présent, aucun orateur n'en a parlé, sauf M. Scelba. Nous devons être prêts à consentir plus d'efforts en vue de protéger ce que, à l'Ouest, nous estimons digne de l'être.

A ce propos, il va de soi que nous devons examiner la situation du Parlement européen, et notamment la question de son siège — c'est un point que j'avais noté avant même d'avoir lu la résolution présentée par M. Vals. Mais nous aurons bien encore l'occasion d'y revenir. M. Moro a parlé du renforcement des institutions des Communautés. Au Bureau, nous avons eu, récemment encore, un échange de vues au sujet du siège du Parlement européen. Il y a quelques jours, le périodique anglais « Punch » a tourné en dérision la question du siège du Parlement européen et les travaux de l'Assemblée. Le « Punch » s'est moqué de notre exode régulier de Luxembourg à Strasbourg et des péripéties dont il s'accompagne. Il est évident que lorsque les quatre candidats membres auront adhéré aux Communautés, ces pérégrinations ne pourront continuer. Il *faudra*, à un moment donné, que nous réunissions toutes les institutions à un endroit déterminé où elles pourront travailler ensemble, faute de quoi il ne sera pas possible d'accomplir un travail parlementaire, démocratique, dans la Communauté élargie.

(Applaudissements)

Il faudra que les ministres se concertent à ce sujet, mais non pas par-dessus nos têtes et sans nous. A cet égard, la Communauté européenne se trouve actuellement dans une situation assez remarquable, puisque c'est le Conseil qui décide de ce qu'il adviendra de nous. Faut-il parler en pareil cas d'un Conseil, d'un exécutif ou d'un gouvernement ? C'est ce que nous

saurons lorsque j'aurai enfin reçu une réponse aux questions que j'ai posées au printemps dernier à la suite de certaines déclarations du président Pompidou. Un Parlement qui se respecte ne peut quand même pas laisser fixer par quelqu'un d'autre (en l'occurrence par le Conseil) l'endroit où il doit siéger ! C'est impossible. Aucun parlement au monde ne s'est jamais laissé imposer cela.

J'ai parlé de notre position vis-à-vis de l'Ouest et vis-à-vis de l'Est, et je voudrais dire brièvement un mot encore de notre absence « dans l'espace ». Il y a quelques jours, le satellite Europe II s'est à peine élevé du sol avant de s'abîmer dans les eaux de l'océan Atlantique, aussitôt après son lancement dans les environs de Kuru. Dans les domaines essentiels, nous sommes absents en tant qu'Europe-Unie, non seulement sur notre propre planète, mais aussi dans l'espace. Les Américains ont lancé Mariner 9, qui tourne actuellement autour de Mars. On annonce que les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique vont collaborer ensemble en vue d'organiser une expédition vers cette planète. Quels que soient les événements sur la terre, et en dépit des intérêts contraires qui les opposent, les deux géants n'en parviennent pas moins à collaborer ensemble pour ce qui se situe en dehors de notre planète, mais encore une fois, sans nous.

Je voudrais terminer mon intervention dans ce débat en reprenant à mon compte le souhait, formulé dans un journal français d'hier, que l'Europe occidentale arrive une fois encore à un *modus vivendi* avec l'Union soviétique. Les dernières lignes de l'article de ce journal sont libellés comme suit :

« Pour débarquer sur Mars, il n'existe d'autre solution, c'est désormais, qu'une entente entre les États-Unis, l'URSS et l'Europe. La première découverte que l'on fera alors ce sera Mars, dieu de la guerre, faisant régner la paix ».

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. TERRENOIRE

Vice-président

M. le Président. — Monsieur le président Berkhouwer, je précise de nouveau que la proposition de résolution présentée par M. Vals, au nom du groupe socialiste a été, dès le début de la séance, renvoyée en commission, conformément à l'article 25 de notre règlement.

M. Berkhouwer. — Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Triboulet, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Triboulet. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je pense que le sujet de ce colloque est suffisamment important, puisqu'il s'agit du rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix, pour que je me borne à m'efforcer de ne traiter que lui.

Je ne me laisserai donc pas entraîner jusqu'à la planète Mars et je me contenterai de parler de la paix, car pour les peuples européens, qui ont subi deux guerres mondiales et quelques guerres à la fin du dix-neuvième siècle, dont chacun se souvient, c'est un impératif absolu que de considérer les relations internationales sous l'angle de la sécurité et de la paix. C'est pourquoi j'estime que le thème de ce colloque est fort bien choisi. En effet, nous allons nous élargir. Nous avons déjà à Six, accompli une tâche importante. Dans quelle mesure la tâche que nous avons accomplie et celle que nous allons entreprendre avec quatre nouveaux partenaires peuvent-elles contribuer à renforcer la paix, notamment sur notre continent, dans cette Europe déchirée qui aurait dû donner l'exemple de la bonne entente née d'une civilisation commune et qui, en fait, a donné l'exemple affreux de guerres continues ?

La guerre, quelle est son origine ?

Il semble qu'elle naisse avant tout d'un déséquilibre. C'est pourquoi, s'il paraît impossible de revenir à ce jeu de bascule que dénonçait très justement M. Berkhouver, je voudrais dire que, néanmoins, l'établissement d'un équilibre, non seulement dans les relations entre voisins, mais entre continents, entre peuples dans l'ensemble du monde, a toujours été la recherche des chefs d'État et des diplomates. Que l'on se reporte aux mémoires de tous les grands hommes d'État : leur action internationale a toujours eu pour but, s'ils voulaient éviter la guerre, s'ils voulaient rétablir la paix, d'essayer d'instituer un certain équilibre.

En effet, la guerre est toujours engendrée par un déséquilibre soit matériel — un déséquilibre de forces armées par exemple — soit moral — une injustice insupportable — voire par un déséquilibre moral qui peut porter sur l'état d'esprit des populations — désespoir de la jeunesse par exemple.

Or, il n'est pas douteux, Monsieur le Président, mes chers collègues, que l'élargissement de la Communauté contribue à établir un bon équilibre à l'intérieur de la Communauté européenne. Non pas qu'à Six, nous ayons souffert de déséquilibres évidents, mais nous pensons que l'absence de la grande île amarrée au rocher européen, que l'absence de pays scandinaves, créaient à coup sûr un certain déséquilibre qui pouvait apparaître au fur et à mesure de l'évolution de nos rapports à Six. Et nous pensons qu'un des bienfaits de l'élargissement consiste à faire naître un meilleur équilibre, non sans difficultés, car — ne nous faisons pas d'illusions — l'adhésion de quatre nouveaux candidats ne se fera pas sans un

rodage — si je peux employer cette expression mécanique — fort délicat. Il faudra que nous nous habituions à travailler ensemble. Ce travail à Dix risque d'être bien délicat, mais en même temps beaucoup plus fructueux qu'il ne l'était à Six, car il devrait aboutir à un équilibre international meilleur.

Si nous essayons nous-mêmes d'atteindre, dans nos relations amicales, un équilibre aussi satisfaisant que possible, nous voyons bien que le problème de la sécurité européenne se pose aussi en termes d'équilibre. N'est-il pas encore dominé par la coupure réalisée à Yalta ? On peut discuter sur la question de savoir si c'est à Yalta même, ou dans d'autres actes diplomatiques, que cette coupure s'est réalisée, en tout cas les deux zones d'influence qui ont été créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale créaient le pire des déséquilibres, c'est-à-dire une coupure en deux de ce continent européen qui, géographiquement et socialement, était fait pour être uni. C'est contre ce déséquilibre fondamental et cette coupure que toute l'action de détente a été accomplie, et nous ne pouvons que nous féliciter, nous Français qui, en ce domaine, avons donné l'exemple sous la conduite du général de Gaulle de voir, notamment, le chancelier Brandt essayer une politique de détente vers l'Est.

Il en est de même pour la Communauté européenne, bien que M. Moro ait été extrêmement discret en ce domaine puisqu'il traite le problème en une seule phrase, et un peu sibylline comme tout bon diplomate doit le faire ; il se trouve que la Communauté européenne elle-même tend à créer des relations, à faciliter nos relations avec l'Est, à faire cesser cette coupure en deux qui était contraire à tout bon équilibre européen. C'est là, comme l'a très bien dit M. Scelba, que nous avons intérêt précisément à présenter des positions communes dans cette politique de détente, qu'il ne faut pas mener une politique française ou une politique allemande de détente, mais qu'il faut mener une politique européenne ! C'est cette cohésion entre les Six, et demain entre les Dix, qui peut, seule, créer une détente valable en Europe.

Et pourquoi ? Parce qu'il est évident que la politique de détente fait entrer dans le problème de la sécurité européenne un partenaire dont les forces sont sans commune mesure avec celles des autres États européens. Fonder la sécurité européenne sur des rapports étroits avec un géant comme l'Union soviétique, c'est à coup sûr une politique qui demande beaucoup de prudence, car on risquerait de créer un nouveau déséquilibre, c'est-à-dire de considérer, en somme, la sécurité européenne sous l'aspect d'un protectorat soviétique étendu, ce qui constituerait un nouveau danger, considérable, pour la paix mondiale. Il est donc indispensable qu'une cohésion des États d'Europe occidentale permette une politique de détente sans créer un dangereux déséquilibre entre une puissance soviétique considérable et des États occidentaux dispersés et pris individuellement.

Triboulet

Je crois donc que ce qu'ont déclaré M. Scelba, M. Berkhouwer et d'autres orateurs sur ce thème est vrai et peut contribuer, en effet, au maintien de la paix en Europe.

C'est alors que se pose le problème des relations de l'Europe avec les États-Unis d'Amérique. Il ne fait aucun doute que les États-Unis, nés d'expéditions successives européennes au-delà des mers, se sont toujours souvent de leur origine et ils l'ont prouvé en intervenant, dans les deux guerres mondiales, pour rétablir un certain équilibre au bénéfice des nations libres, alors opprimées. Il est indéniable que les États-Unis ont leur rôle à jouer dans la recherche d'un équilibre et même d'un équilibre européen. Nous pensons, à cet égard, que l'état actuel des rapports entre les États-Unis et l'Europe est profondément regrettable.

Je remercie M. Scelba d'avoir cité une phrase de M. Michel Debré, qui n'est pas suspect de vouloir un protectorat américain. M. Debré, lui-même, comme nous tous, a reconnu la nécessité d'une présence américaine en Europe. Bien entendu, cette présence américaine doit être celle d'amis qui travaillent avec l'Europe, qui respectent l'indépendance européenne. C'est là, me semble-t-il, Monsieur le Président du Conseil de ministres, que les six ministres constituant cette institution de la Communauté et, demain les dix, devraient entreprendre d'urgence une négociation globale avec les États-Unis d'Amérique. Rien ne me paraît plus urgent : je l'ai dit à la tribune à l'Assemblée nationale dans mon propre pays et je le répète ici devant le Parlement européen. Car ce n'est pas seulement un désengagement, comme l'a dit M. Berkhouwer, que les États-Unis sont en train d'entreprendre ; en vérité, on note une hostilité croissante de la part des États-Unis d'Amérique à l'égard de la Communauté économique européenne. Et cela, nous l'avons dit bien souvent, sur la base d'un dossier américain qui nous paraît extrêmement mauvais.

Prétendre que la Communauté économique européenne a porté tort au développement du commerce américain est absolument contraire aux chiffres et à toutes les données précises et réalistes des faits. Alors, puisque ce dossier est mauvais notre opinion publique, nos partenaires sociaux, les syndicats ouvriers, les syndicats patronaux de nos pays respectifs s'indignent à juste titre que les États-Unis nous fassent cette méchante querelle. Une présence efficace des États-Unis en Europe et leur collaboration féconde avec elle seront impossibles si nos opinions publiques en viennent à estimer que les États-Unis traitent injustement l'Europe. Si l'on veut assurer la défense du monde libre, c'est sur ce point qu'il faut faire porter immédiatement les négociations. Les États-Unis doivent comprendre que cette querelle d'intérêts mesquins, cette discussion sur des chiffres qui nous paraissent discutables et même tout à fait indéfendables dans le dossier américain, ne peut se poursuivre indéfiniment et qu'il faut faire appel, dans cette dis-

cussion, aux grands principes qui ont provoqué d'ailleurs l'intervention des États-Unis dans les deux guerres mondiales, c'est-à-dire au désir de maintenir la liberté et la paix dans le monde.

Il me paraît indispensable de faire appel à ces valeurs idéales auxquelles le peuple américain est si sensible.

Si nous discutons avec les Américains sur le plan des intérêts — je les connais bien et j'ai beaucoup d'amis parmi eux — ils sont intraitables. Lorsqu'ils créent une taxe de 10 % qui sert leurs propres intérêts, si vous leur demandez de la diminuer, vous ne l'obtiendrez jamais. Mais si en revanche, vous discutez avec eux en leur prouvant que par cette défense trop étroite de leurs propres intérêts, ils sont en train de ruiner les grands principes sur lesquels est fondé le monde libre, je crois qu'ils sauront vous entendre.

(Applaudissements)

Une telle négociation, mes chers amis, me paraît indispensable. Je terminerai en disant que nous devons chercher non seulement à établir cet équilibre à l'intérieur de l'Europe dans nos relations avec les États-Unis, mais également à procurer un meilleur équilibre moral à l'Europe des Six et demain à l'Europe des Dix.

La situation actuelle de notre jeunesse n'est pas bonne. Il est certain que les jeunesses que nous avons connues — la nôtre, celle de nos pères dont ils nous ont parlé — ont été très vite dominées par les guerres mondiales et si celles-ci ont été affreuses, fratricides, si elles ont multiplié les ruines et les morts, elles ont cependant fait naître dans nos générations certaines valeurs de dévouement, d'héroïsme, de dépassement de soi-même, qui ont maintenu un certain idéal dans les diverses classes de nos nations. Au contraire, aujourd'hui la jeunesse, à qui nous avons su jusqu'ici assurer la paix, n'en comprend plus la valeur. Elle n'a pas connu la guerre. Alors, qu'est-ce que cette paix dont elle jouit sans en comprendre le prix ? Elle cherche donc un idéal, et peu à peu, un déséquilibre se crée entre ses aspirations, très généreuses comme celles de toute jeunesse, et le fait qu'on lui offre comme idéal de gagner sa vie, de s'assurer un bon salaire, de prendre des loisirs le dimanche, de se marier et d'avoir des enfants. Cela lui paraît bien borné. Il lui faut d'autres dévouements. Elle désire pouvoir se dévouer.

Eh bien, nous en avons le moyen : l'aide aux pays en voie de développement. C'est pourquoi c'est l'honneur des Six, je le répète, d'avoir su créer une aide régionale. Et je félicite vivement M. Moro d'avoir consacré une partie importante de son discours à l'aide aux pays en voie de développement. Je crois que cela est indispensable pour maintenir l'esprit de paix dans les nations européennes. Si nous ne voulons pas que nos jeunes aillent peu à peu, aveuglément, vers un nouveau conflit, ne sachant même pas ce que cela représente en réalité, parce qu'elles chercheront un moyen de s'exprimer héroïquement, si nous vou-

Triboulet

lons fournir un aliment à leur générosité, il faut les diriger vers l'aide aux pays en voie de développement. C'est pourquoi je m'associe totalement à l'appel de M. Berkhouwer en faveur du peuple bengali. Mais avant tout continuons notre action auprès des pays qui sont associés maintenant à notre destin, efforçons-nous de leur apporter une aide efficace. J'ai créé en France les « volontaires du progrès ». L'on pourrait, dans chacun de nos pays, inciter des volontaires, des jeunes agriculteurs, des jeunes artisans, à aller pendant deux ou trois ans dans les pays sous-développés se dévouer au service de gens plus malheureux qu'eux.

Je crois vraiment que c'est l'honneur de l'Europe d'avoir aidé un certain nombre de pays malheureux et qu'en plus c'est son avenir, c'est l'avenir de notre jeunesse, c'est donc l'avenir de la paix.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Amendola.

M. Amendola. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, parmi les nombreuses critiques que j'ai adressées, à maintes occasions et en divers lieux, à M. Moro, qui les a toujours accueillies avec une patience exemplaire, je crois ne jamais lui avoir reproché une propension à la rhétorique. Il est hostile à tout effet oratoire ; aussi ai-je été fort surpris de déceler aujourd'hui dans son exposé des accents de rhétorique qui ne me paraissent pas conformes à la réalité de l'heure. Je conçois fort bien la satisfaction légitime qu'il éprouve à voir la Communauté s'étendre au Royaume-Uni et à d'autres pays candidats. Moi-même, lors d'une réunion des partis communistes à Londres — et, par conséquent, dans des milieux hostiles à l'élargissement —, j'ai déclaré que, tout en comprenant les raisons qui étaient à l'origine de la lutte que les membres communistes et travailleurs des classes laborieuses britanniques menaient contre l'élargissement, j'estimais que si celui-ci se produisait néanmoins, la lutte en faveur d'une consolidation de la paix en Europe nous fournirait un autre motif d'unir nos efforts à ceux de la classe ouvrière britannique. Par conséquent, ce sentiment de satisfaction me paraît légitime. En revanche, on ne peut considérer, comme on le fait en ce moment — et comme M. Scelba l'a dit ici même — que cet élargissement créera les éléments nécessaires à la constitution d'une prétendue troisième puissance mondiale, qui viendrait s'insérer entre les deux colosses que sont l'Union soviétique et les États-Unis. Si les chiffres du commerce mondial sont effectivement de nature à placer la Communauté au premier rang, leurs indications sont fallacieuses, car ils masquent une absence de puissance industrielle, de recherche scientifique et de capacité technologique, et ce à telle enseigne que l'on a pu parler, ces jours-ci, de l'échec de l'Euratom à propos de l'échec du lancement de la petite fusée spatiale. Abstenons-nous donc

de parler d'une troisième puissance mondiale au moment même où la suprématie des deux véritables superpuissances mondiales est remise en question et où l'on voit apparaître sur la scène mondiale de grands protagonistes tels que la Chine, qui vient de faire son entrée aux Nations unies, le Japon et les forces qui surgissent sur les continents nouveaux. Je ne pense pas que quiconque souhaite que l'Europe prétende à cette position et à une fonction de puissance. En outre, il n'existe pas une puissance appelée la Communauté ; il y a des États associés dont chacun est doté de sa propre souveraineté et de sa propre autonomie.

Sous peu, ils seront au nombre de dix, mais même dix États ne constituent pas une puissance, et nous ne voulons pas qu'ils en deviennent une.

C'est pourquoi je crois que nous devons maintenir le débat sur un terrain beaucoup plus proche de la réalité, et à cette fin, il convient d'abandonner des accents tels que ceux qu'a utilisés M. Scelba, que j'ai écouté avec une certaine tendresse, car je me suis senti rajeunir de vingt ans : il me semblait entendre un discours des années de la guerre froide. J'admire la fidélité avec laquelle M. Scelba demeure attaché aux positions qui prévalaient à l'époque du président Truman ; mais les temps ont changé depuis lors. D'aucuns applaudiront peut-être à ses paroles, mais je ne pense pas, pour autant que l'on puisse en juger de leurs discours, que les dirigeants des partis démocrates-chrétiens réunis ces jours-ci à La Haye sous la présidence de M. Rumor l'aient suivi dans cette voie.

Quoi qu'il en soit, Monsieur Scelba, je rends hommage à votre fermeté d'opinion. Tant de gens changent au sein de leur parti : M. Scelba, lui, demeure solide comme un roc, bien que les temps changent. Cependant, le fait que le groupe démocrate-chrétien l'ait choisi comme porte-parole a une signification politique, révélée par l'attaque qu'il a lancée contre la *Ostpolitik*. Je me rends compte de l'actualité immédiate de son intervention, elle tient à l'hostilité que la démocratie-chrétienne allemande manifeste à l'égard de la politique de M. Brandt. Le seul point d'actualité de ce discours résidait dans l'attaque lancée contre les traités de Varsovie et de Moscou. Aujourd'hui toutefois, nous devons considérer la construction européenne dans une perspective nouvelle.

En réalité, ce dont l'Europe a besoin, c'est d'une politique de détente, de coexistence pacifique, fondée sur la reconnaissance de l'égalité de tous les États, qu'ils soient grands ou petits, autrement dit, une politique qui élimine l'opposition entre les deux blocs et qui offre à tous les pays la possibilité de choisir leur avenir sans aucune intervention étrangère, sans révolution ni contre-révolution, chaque peuple se créant son avenir selon sa propre volonté, inscrite dans l'histoire. Telles sont les conditions nécessaires pour surmonter

Amendola

la coupure qu'évoquait M. Triboulet, et qui appartient au passé. Nous voulons la surmonter, car l'unité de l'Europe ne pourra se faire autrement : en effet, une Europe divisée à tout jamais en deux blocs opposés est inconcevable.

J'ai été surpris, Monsieur Moro, de ce que vous n'avez pas consacré une seule parole à la sécurité européenne. Je n'ai pas pu vous entendre à la commission de politique étrangère de la Chambre des députés, puisque je n'en fais pas partie, mais ceux de mes collègues qui y étaient ont déclaré avec beaucoup de loyauté, sans se départir pour autant de leur position d'adversaires politiques, que votre discours contenait des éléments intéressants. Certes, je sais parfaitement que vous avez pris la parole ici dans l'exercice de fonctions différentes, en votre qualité de président du Conseil de ministres des États membres, et que votre optique est, de ce fait, peut-être différente. Néanmoins, il me semble que la conférence européenne est liée à l'avenir de la Communauté européenne élargie à dix pays, avenir que vous disiez vouloir préciser. Cependant, si l'on n'aborde pas également la question du moment auquel on résoudra le problème qui est au cœur même de l'évolution future, à savoir celui que pose la sécurité, nous ne pourrions savoir quand cet avenir se traduira dans la réalité. Dans ce cas, comment pourrions-nous parler de coopération économique, politique et culturelle en Europe ? D'autant plus que la réalisation des deux autres objectifs envisagés — l'unification économique et l'union politique — n'a guère fait de progrès au cours des deux années qui se sont écoulées depuis la conférence de La Haye. Sur le plan politique, nous continuons d'observer une profonde divergence d'attitudes et de positions entre les États membres. Lors d'un vote qui a eu une portée mondiale et une importance historique de premier plan — je veux parler du vote relatif à la motion américaine contre l'expulsion de Formose — les États membres se sont prononcés de trois façons différentes : la France a voté contre, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas se sont abstenus et le Luxembourg a voté pour, alors que le Royaume-Uni, qui est sur le point d'entrer dans le Marché commun, a voté contre, de même que la Norvège, si je ne fais erreur. Nous devons donc prendre acte de cette diversité de positions des six pays. D'ailleurs, si nous étudions l'histoire de ces dernières années, nous verrons que dans toutes les questions internationales, les États membres ont constamment adopté des positions divergentes. Par conséquent, l'unification politique, qui devait s'effectuer en application du plan Davignon ou dans le cadre des réunions du Conseil n'a pas accompli de progrès appréciables.

Je ne puis dire que cette attitude me scandalise, car je considère l'Europe comme un ensemble permanent d'États qui conservent leur indépendance et leur autonomie ; néanmoins, je dois reconnaître que cette situation est en complète contradiction avec votre vision de l'unification politique. Dans ces conditions,

Monsieur Scelba, il me semble qu'en évoquant une politique militaire commune, vous retombez dans les vieilles illusions qui ont abouti, en 1959, à l'échec de la CED, après diverses tentatives visant à doter l'Europe occidentale d'un instrument militaire commun.

Dans le domaine économique et monétaire également, l'unification souhaitée est très loin d'être réalisée. Les divergences ne se situent pas uniquement entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté ; elles existent également à l'intérieur de celle-ci, où l'on observe un écart entre deux grandes lignes de politique monétaire, l'une étant suivie par l'Allemagne fédérale et l'autre par le gouvernement français. Il faut y ajouter une troisième, défendue à maintes reprises par M. le président Malfatti et par M. Ferrari Aggradi, ministre italien des finances, et qui préconise des parités de change fixes et un contrôle sur les mouvements de capitaux.

Du moment que nous ne réussissons même pas à concilier les diverses positions des États membres dans des circonstances aussi dramatiques que la crise monétaire, les négociations avec les États-Unis seront ardues. Quoi qu'il en soit, il nous est difficile, dès lors que nous ne sommes pas capables de parvenir à une position commune, de parler d'unification économique.

Nous sommes très loin de cette unification et je ne pense pas que l'élargissement la facilitera à cet égard.

L'une des raisons pour lesquelles j'ai toujours considéré l'élargissement au Royaume-Uni avec une certaine compréhension et une certaine faveur tient au fait que, grâce à son génie particulier, ce pays nous aidera à insérer les divers problèmes dans une perspective nationale — d'aucuns diraient confédérale — et qu'il mettra clairement en évidence les possibilités qui s'offrent aux États membres de conclure, cas par cas et dans l'autonomie la plus complète, des accords permettant d'atteindre certains objectifs communs.

Le Royaume-Uni a donc une position différente et, à propos de ce pays, je voudrais que l'on ne sous-estime pas l'importance de l'opposition travailliste. Lorsque vous exprimez votre satisfaction au sujet de la tournure récente des événements, n'oubliez pas cette opposition qu'il convient d'apprécier également par rapport à l'unification économique et politique et aux difficultés qu'elle soulève. Cependant, cet objectif d'union monétaire, d'une monnaie européenne — à laquelle nous ne sommes pas hostiles en principe — s'éloigne sensiblement dans le temps, précisément en raison des divergences qui séparent les divers pays en ce moment. La politique de l'équilibre s'évanouirait-elle également dans le lointain ? L'époque de l'entente cordiale, de l'amitié franco-soviétique, est-elle déjà si reculée ? Je ne le crois pas. Disons-le sans ambages, entre les États membres de la Communauté se joue un jeu au sein même des équilibres. Ici, encore, je ne crierai pas au scandale ;

Amendola

ce qui me scandalise, c'est l'hypocrisie avec laquelle on cherche à le masquer.

Néanmoins, ce jeu me paraît évident. Il me semble également évident que des États, des pays et des peuples qui ont une force et une identité nationales, tels que l'Angleterre, la France et l'Allemagne fédérale ont à tenir compte d'un ensemble d'intérêts économiques, d'une bourgeoisie solidement ancrée défendant des intérêts contradictoires.

Il est évident qu'un antagonisme économique et commercial est en train de se créer et qu'il existe une lutte pour l'hégémonie au sein de la Communauté. En tant qu'Italien, cela m'inquiète, car je ne voudrais pas que mon pays joue une fois encore le rôle du pot de terre contre les pots de fer, et que dans une lutte entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre pour l'hégémonie dans l'Europe des Six ou des Dix, l'Italie, au lieu de servir de médiateur conformément aux illusions que nourrissent certains, devra payer pour tous, comme elle paie déjà pour la politique agricole. Le prix que l'Italie paie pour ce compromis de la politique agricole est exorbitant par rapport aux intérêts du peuple italien et des masses des paysans italiens. A l'heure actuelle, il n'existe ni union économique, ni union politique. Il peut y avoir des objectifs en fonction desquels devraient s'orienter les activités de la Communauté. Mais elles ne pourront l'être que si nous nous rendons compte de ce que l'ensemble du processus d'élargissement et de consolidation de la Communauté dépend de ses relations avec l'Union soviétique et les États-Unis.

Monsieur Triboulet, vous avez cité un fait incontestable : en un premier temps, les États-Unis ont contribué par leur aide au processus de construction communautaire. On peut dire que tout au long des années 1950 à 1959, ils ont favorisé ce processus et qu'ils y ont également concouru par des moyens financiers, tant à l'époque du plan Marshall que par la suite. M. Scelba ne manque jamais d'évoquer ces titres que les États-Unis ont acquis à la reconnaissance des pays de la Communauté.

A partir d'un certain moment, ce processus s'est poursuivi indépendamment, n'ayant plus besoin d'incitations de l'extérieur. Alimenté par le développement économique interne et par la pression des forces capitalistes qui en contrôlaient l'expansion, le processus d'intégration a progressé jusqu'à la fin de la première phase, consacrée à la libération des échanges et à la création d'une zone libre

Pourquoi les États-Unis ont-ils brusquement changé d'attitude ? Ce renversement s'explique-t-il uniquement par des raisons d'intérêts commerciaux ? Rien dans les chiffres ne donne à penser que les progrès de la Communauté aient nuit aux intérêts commerciaux des États-Unis. Et comme je ne crois pas que les hommes d'État, que des pays tels que les États-Unis, qui occupent une position d'hégémonie incontestée dans toute une partie du monde, se laissent

entraîner par des caprices, il convient de se demander pourquoi les États-Unis manifestent une hostilité grandissante à l'égard de la Communauté. Les motifs en sont, à mon sens, de caractère politique. Depuis 1960, les États-Unis se sont embarqués dans l'aventure de la guerre d'agression au Vietnam à laquelle ils ont consacré des sommes gigantesques, et dans laquelle ils n'ont pas été suivis par les autres États.

Je m'en félicite, car ne fût-ce qu'en vertu des accords atlantiques, les États d'Europe n'avaient pas à intervenir dans un secteur qui ne ressortissait d'ailleurs pas du pacte atlantique. Néanmoins, il est clair qu'en 1960 et 1970 les positions se sont renversées.

Ce n'est pas un hasard si la dernière note contre la conclusion d'accords commerciaux avec les pays de l'AELE non candidats à l'adhésion a été publiée le lendemain du vote au cours duquel les États-Unis se sont trouvés isolés, aux Nations unies, face au concert des pays d'Europe. Il s'agit donc d'un fait politique. Ce qui s'est passé, c'est qu'à un moment donné, le processus d'intégration a conféré aux pays de la Communauté une certaine force qui leur a permis de desserrer leurs liens de subordination. Les États-Unis ont subi le contre-coup de cette évolution et essaient d'y répondre en recourant aux moyens de pression dont ils disposent.

En réalité, je ne crois pas que les États-Unis aient perdu toutes leurs forces, en dépit du choc qu'ils ont subi. Ils les ont réduites, mais elles subsistent toujours.

Or, le principal moyen de pression qu'ils possèdent est celui que constitue le paiement des dépenses militaires. Dans ce domaine, le chantage est très clair ; s'ils n'y cèdent pas, les États de la Communauté devront accepter de payer la note, qui est salée, car à l'heure actuelle, les dépenses militaires s'élèvent à des millions et des millions. Entre 1960 et 1970, on a dépensé plus pour les armements qu'au cours des soixante premières années du siècle, y compris les périodes de guerre, et 80 % de cette somme gigantesque ont été pris en charge par les États-Unis et l'Union soviétique. La part qui reviendrait à l'Europe serait élevée.

Il reste une autre possibilité que M. Scelba a mentionnée et qui consisterait à organiser l'autodéfense de l'Europe en créant une force militaire unifiée. Cependant, en notre époque, cette solution présuppose des recherches scientifiques, une course à la conquête de l'espace, une course à la mise au point des missiles, c'est-à-dire autant d'entreprises qui dépassent les capacités technologiques de l'Europe, sans même parler de leur coût extrêmement élevé. C'est ainsi que se présente la situation, vue objectivement.

Toutefois, une autre voie s'offre à nous, une voie royale qui est celle que nous préconisons et qui consiste non à répartir différemment la charge résultant des armements, ou à doter l'Europe d'un arme-

Amendola

ment à partir de zéro, mais à aboutir à un désarmement conforme à l'intérêt des peuples de l'Europe. Il s'agit donc d'une politique cohérente de coexistence et de désarmement, qui commencerait en Europe pour s'étendre au monde entier et qui s'appliquerait dans la nouvelle situation mondiale créée par l'apparition de forces nouvelles telles que la Chine — avec tout ce qu'elle représente —, le Japon et les jeunes États d'Afrique et d'Asie, afin d'instituer un ordre général sur la base de la coexistence pacifique. C'est uniquement dans ce cadre que les pays qui viennent de secouer le joug de l'esclavage colonial pourront acquérir leur indépendance, non au moyen de prétendues aides, mais grâce à leur capacité de construire eux-mêmes leur nation. Cette voie passe par la convocation de la conférence sur la sécurité européenne, à laquelle doivent participer les États-Unis et le Canada, autrement dit, des forces d'origine européenne mais qui se trouvent en dehors de ce continent. Leur présence montrera que, contrairement aux intentions que M. Scelba lui prête, l'Union soviétique n'entend nullement faire de cette conférence un instrument de son hégémonie en Europe. Cette conférence doit avoir pour but de fonder les rapports de collaboration sur l'égalité entre tous les pays en cause, y compris les États-Unis et le Canada. Pourquoi devrait-on l'ajourner ? A Rome, M. Moro a déclaré récemment — avec toute la prudence de rigueur — qu'il fallait la préparer et veiller à ce que des actions concrètes, accomplies sans doubles emplois par les forces intéressées, permettent enfin de débayer le terrain des divers obstacles qui l'encombrent. Je comprends fort bien ce point de vue, aussi prudent que sage. En revanche, je ne comprends pas que l'on ignore ces problèmes ou que l'on veuille en renverser les termes, c'est-à-dire organiser la conférence au sommet des Dix avant la conférence européenne. A Paris également, dans leur communiqué, M. Pompidou et M. Brejnev ont déclaré que la fin de 1972 leur paraissait une date indiquée. Deux semaines plus tard, lors de la réunion que les ministres des dix pays ont tenue à Rome, il a été question de convoquer une conférence au sommet en 1972. Combien de réunions — par ailleurs difficiles à préparer — devront donc se tenir au cours de cette seule et unique année 1972 ? Et croyez-vous réellement qu'une conférence des Dix confèrera à l'Europe en pleine construction et encore si profondément divisée, la capacité, si souvent évoquée, de se présenter comme une entité unie ? Non, ce n'est pas la carte qu'il faut jouer. Si l'on attend ce moment, toutes les occasions auront disparu, car il ne se présentera pas avant longtemps et je ne crois pas que l'on parviendra à l'unification monétaire, politique, législative et institutionnelle souhaitée. Tout au contraire, il faut créer un climat européen qui soit capable de détourner tel ou tel État — qu'il soit ou non membre de la Communauté — de la tentation de se lancer dans une politique de puissance, et qui ouvre ainsi la voie à un processus général de coopération. Dans un contexte de cet ordre, la formation régionale de

la Communauté se trouverait également facilitée, face au processus d'intégration des pays du Comecon, signataires du traité de Varsovie, qui se heurtent eux aussi, entre autres, à des problèmes d'intégration économique. C'est pourquoi j'estime que l'absence de toute mention de la conférence sur la sécurité européenne est l'aspect le plus surprenant et le plus inquiétant du discours de M. Moro. Je voudrais que l'on ne se contente pas de souhaiter une amélioration de nos rapports avec les pays de l'Est — et qui ne formule ce vœu désormais ? — mais que les positions soient précisées et que l'on nous indique quelle est l'attitude du Conseil de ministres à l'égard de cette question de la conférence européenne.

En réalité, les conférences européennes au sommet n'ont guère de résultats. L'un des orateurs qui m'a précédé l'a déjà fait observer. Un accord tel que celui de La Haye est conclu, mais son application est ensuite retardée prétendument par la bureaucratie. Mais la faute ne peut en être imputée à la bureaucratie de la Communauté, à ce que l'on appelle la technocratie. Elle réside, à l'origine, dans l'équivoque qui prévaut au moment où la conférence au sommet se tient et où est rédigé un communiqué dont les phrases peuvent donner lieu à des interprétations diverses. Comment voulez-vous que l'on parvienne à résoudre les problèmes en l'espace de quelques jours ? On accuse ensuite Bruxelles de ne pas réussir à mettre en application les décisions prises à La Haye. Mais c'est la conférence de La Haye qui a été une équivoque, en ce sens qu'elle a formulé quelques exigences sans examiner comment on pourrait y répondre. Tant que l'on croira qu'il est possible de réaliser l'unification au moyen de conférences au sommet, la jeunesse s'en désintéressera. Et l'on se lamente ensuite de l'indifférence de la jeunesse et de l'opinion publique à l'égard de ces questions. Dans le meilleur des cas, la jeunesse estime que notre construction européenne est du ressort de la diplomatie et des gouvernements, et le plus souvent, elle la considère comme une entité répondant aux intérêts des classes privilégiées et des groupes monopolistiques. Il y a beaucoup de naïveté dans cette vision, mais elle n'est cependant pas en contradiction avec la réalité.

Il nous appartient donc à nous, de concert avec les forces politiques qui œuvrent en faveur de ce processus — démocrates-sociaux, socialistes, démocrates-chrétiens et nous autres communistes —, de montrer que le travail est réellement en cours pour créer non une Europe des monopoles, mais une Europe des peuples, c'est-à-dire une Europe de tous les peuples européens, quel que soit leur régime social.

M. le Président. — La parole est à M. Malfatti.

M. Malfatti, président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est avec le plus vif intérêt que j'ai écouté le remarquable discours de

Malfatti

M. le président Moro ainsi que toutes les interventions qui se sont succédées jusqu'à présent.

De mon côté, je voudrais m'arrêter à quelques considérations, au nom de la Commission, pour essayer de montrer que ce colloque sur le rôle de la Communauté dans le monde ferait peut-être mieux encore ressortir l'urgence des problèmes que nous examinons en ce moment si nous en rattachions les divers points à un échéancier qui ne couvrirait pas un laps de temps très long, mais seulement douze mois. En effet, il est facile de prévoir que, comme nous le souhaitons tous et comme tout semble le confirmer d'ores et déjà, la Communauté sera élargie dans les douze mois à venir et qu'au 1^{er} janvier 1973, les institutions de la Communauté élargie entreront en activité. Selon toute probabilité, la Communauté établira avec les pays de l'AELE qui n'ont pas adressé une demande d'adhésion à la Communauté des rapports assez étroits sur le plan politique avant d'en instaurer sur le plan économique. Les négociations globales évoquées par les États-Unis sont à l'ordre du jour, et j'ajouterai qu'elles sont dans la logique des choses, du moment que certains éléments indispensables de l'ordre international qui a prévalu au cours de ces vingt-cinq dernières années — à savoir le système monétaire international et le système mondial des échanges commerciaux — sont remis en question et traversent une crise. Reprenant les vues exprimées par les États-Unis, j'évoquerai également des questions qui débordent du cadre de ces négociations globales, à savoir le partage des charges, une répartition plus équilibrée des dépenses afférentes, d'une part, à la sécurité et à la défense, d'autre part, à l'aide que les pays riches accordent aux pays en voie de développement. Avant d'entamer ces négociations globales, il est toutefois urgent d'en mener et d'en conclure d'autres, toujours au niveau international, en vue de normaliser une situation extrêmement dangereuse et d'étouffer dans l'œuf toute velléité de protectionnisme, toute tentation de se lancer dans une défense à court terme et mal comprise des intérêts personnels au moyen d'instruments protectionnistes : je veux parler de la normalisation de la situation monétaire qui s'impose de façon impérative si nous ne voulons pas que la présente conjoncture se maintienne et nous condamne tous, à moyen terme, à une stagnation et à une récession généralisées. Si ces négociations ne nous permettaient pas d'aboutir rapidement à des conclusions positives, il serait en tout cas indispensable — et j'insiste là-dessus — de conclure un accord européen, un accord régional, en vue de rétablir l'ordre dans notre Communauté et de mettre fin à la situation anormale que crée à présent l'existence de quatre systèmes différents de parités de change, avec toutes les graves conséquences qui en découlent pour le bon fonctionnement et l'évolution future de la Communauté.

Sans doute la conclusion de l'accord sur Berlin et des traités entre l'Allemagne fédérale et l'Union sovié-

tique d'une part, la Pologne d'autre part, rend-elle moins hypothétique la convocation d'une conférence sur la sécurité européenne. Il ne s'agit donc plus d'une éventualité lointaine, mais d'une réalité tangible qui relève du domaine des choix politiques.

Je tiens à rappeler, en remerciant Monsieur le Président en exercice du Conseil de l'exposé détaillé qu'il a consacré aux pays en voie de développement, que les problèmes que ceux-ci posent ne se limitent pas à une déclaration de principe, mais qu'ils sont eux aussi liés à cet échéancier. En effet, pour réformer le système monétaire international, par exemple, il faut également définir une stratégie à l'égard des pays en voie de développement, afin de leur réserver une place équitable dans un nouveau système monétaire international renforcé. Cette observation s'applique également à des négociations ayant pour objet de consolider l'organisation mondiale des échanges commerciaux.

Telle est la première série de questions qui ne doivent pas faire l'objet d'une déclaration de principe, mais qu'il faut essayer de résoudre selon un calendrier portant sur douze mois. Une autre réunion qui aura lieu au cours de cette période est la troisième conférence de la CNUCED et, pour cette raison également, il est urgent que nous précisions notre ligne de conduite à l'égard des pays en voie de développement.

Je me suis limité à ces quelques points seulement : élargissement de la Communauté, conclusion d'accords avec les pays de l'AELE qui n'ont pas déposé une demande d'adhésion, négociations dans l'immédiat et négociations globales en vue de résoudre les problèmes que posent le nouveau système monétaire international, l'organisation mondiale des échanges commerciaux et la répartition des dépenses militaires, délais dans lesquels nous devons définir une stratégie plus précise à l'égard des pays en voie de développement, enfin, préparation de la conférence sur la sécurité européenne. Pour élargir les hypothèses qu'implique cet éventail de tâches, je pourrais ajouter qu'il n'est pas exclu que l'entrée de la Chine populaire aux Nations unies ait des conséquences pour la Communauté et, pour compléter ce tableau, j'évoquerai également la proposition de M. Berkhouwer concernant une étude communautaire d'un tunnel sous la Manche, même si, loin d'être souterrains, les problèmes dont j'ai parlé sont visibles au grand jour !

Tous ces problèmes que nous devons aborder en un laps de temps très court nous obligeront fatalement à nous demander si nous voulons exister en tant qu'entité politique ou bien si nous sommes incapables de survivre.

Je ne partage évidemment pas le septicisme de M. Amendola à cet égard. Je ne puis y souscrire parce que M. Amendola se trouve en contradiction avec lui-même dans la mesure où il semble soutenir d'une

Malfatti

part, qu'il faut simplement continuer dans la voie habituelle du bilatéralisme classique, alors qu'il préconise d'autre part une expérience régionale, allant même jusqu'à se battre au nom des forces qu'il représente — côte à côte, à vrai dire, avec de nombreuses autres forces — pour atteindre un but qui correspond non à un simple mécanisme intergouvernemental, mais à une construction originale comme celle de notre Communauté, à savoir l'élection du Parlement au suffrage universel et au scrutin secret. Il est certain que nous assistons à la fin du système bipolaire rigide et aux débuts d'une situation plus souple, plus ouverte, plus large, comprenant plusieurs pôles.

Il est vraiment extraordinaire que nous ayons à nous demander si, face à cette situation, nous devons nous résigner à un constat de faillite — de vide européen, comme dirait M. Triboulet — apportant ainsi un élément supplémentaire de déséquilibre sur le plan international, ou bien si cette évolution de la situation nous oblige impérieusement à assumer pleinement nos responsabilités, à nous transformer progressivement en une entité complète et à combler ainsi un certain vide dans le monde en contribuant à améliorer l'équilibre international.

Face à cet échéancier, à ces tâches urgentes et aux délais qui nous sont impartis, une conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres et des pays candidats se justifie pleinement, car il est évident et manifeste que grâce à cette conférence, nous échapperons au danger d'être en contradiction avec nous-mêmes au sujet des problèmes objectifs qui se posent sur la scène internationale et auxquels nous nous heurtons. Grâce à elle, c'est-à-dire, grâce à une initiative européenne, nous aborderons ces problèmes dans le cadre d'une politique cohérente et d'une stratégie globale, au lieu de nous cantonner dans la simple routine administrative en attendant que les institutions de la Communauté élargie soient mises en place au 1^{er} janvier 1973.

Il est donc évident et manifeste que face aux problèmes extérieurs qui se posent à nous, nous devons nous doter d'une stratégie à l'égard de l'Ouest et de l'Est. Il est inconcevable que la Communauté, au lieu d'apparaître, forte de son identité, comme une entité unique, participe en ordre dispersé tant aux négociations menées avec les États-Unis et les autres grands partenaires en vue d'améliorer le système monétaire international et le système mondial des échanges, qu'à une conférence sur la sécurité européenne. Cette dernière exige, entre autres conditions nécessaires à une politique de détente, une intensification des relations économiques, commerciales, techniques et scientifiques entre l'Est et l'Ouest — domaines qui relèvent tous directement de la compétence et de la nature même de la Communauté. De même qu'il est évident, dans les problèmes intracommunautaires qui justifient la convocation d'une conférence au sommet, qu'il ne faut pas se limiter à normaliser la situation sur le plan monétaire, mais qu'il est urgent

de relancer l'unification économique et monétaire, il est également évident que nous devons veiller dès à présent à assurer le bon fonctionnement de la Communauté élargie ; à cette fin, nous devons aborder la question du renforcement des institutions et nous efforcer sans plus attendre de dénouer les liens qui empêchent le Parlement européen d'être entièrement démocratique dans sa constitution et dans ses compétences.

Pour aborder toutes ces questions, il va de soi que les pays membres, les institutions communautaires et les pays candidats doivent acquérir un degré toujours plus élevé de conscience politique.

J'ai dit tout à l'heure que nous assistions à la fin du système bipolaire rigide. Mais par la force des choses — qu'elles soient internes ou extérieures à la Communauté — nous assistons également à la fin de l'ère d'une conception fonctionnelle ou sectorielle de la construction de l'Europe, conception que des raisons objectives justifiaient autrefois mais que la complexité des problèmes auxquels nous nous heurtons a fini par transformer en une véritable tunique de Nessus, incapable de doter la Communauté d'une stratégie véritable et qui l'empêchera à la longue de survivre et, en tout cas, de se développer.

Il est donc indispensable de reconnaître que les frontières sacro-saintes — les colonnes d'Hercule, en quelque sorte — qui séparent l'économie de la politique, iront en s'estompant toujours plus pour disparaître finalement, que les secteurs et les problèmes sont tellement interdépendants qu'une véritable gestion politique de notre Communauté s'impose de façon de plus en plus impérieuse, et qu'il devient indispensable d'élaborer une stratégie politique communautaire permettant d'atteindre pleinement les buts politiques que le législateur n'a assurément pas inscrits par souci de rhétorique dans les traités de Rome. Nous avons affaire à un processus évolutif, propre à la construction de l'Europe, et qui empêche la formation de compartiments étanches. Si, par le passé, une conception fonctionnelle était justifiée, elle l'est de moins en moins face aux problèmes concrets qui se posent à l'Europe ; celle-ci doit montrer qu'elle existe sur le plan politique, sous peine de devenir l'objet des décisions prises par des tiers si elle refuse d'exister. A ce propos, je parlerai demain de façon plus détaillée des rencontres qui ont eu lieu dans le cadre de l'union politique à l'occasion de l'exposé que je dois faire devant la commission politique de cette Haute Assemblée. Je me contenterai ici de rappeler combien les précisions que la Communauté a données lors des négociations relatives à son élargissement étaient opportunes :

« La Communauté estime qu'il n'est pas possible de prévoir, à l'heure actuelle, le cadre institutionnel dans lequel se développera la coopération politique. Toutefois, la Communauté a toujours insisté sur le fait qu'il existe une corrélation entre l'appartenance à la Communauté européenne et la partici-

Malfatti

pation aux activités qui doivent permettre de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique. Il en résulte que l'action communautaire constitue un tout indissociable et qu'il est essentiel pour le succès de l'œuvre européenne, à laquelle la Communauté est fermement attachée, que tous les États membres et tous pays candidats soient disposés à accepter le développement constant des politiques communes et le progrès dans la coopération politique, quelle que puisse être la forme qui sera finalement reconnue. »

Si j'ai tenu à citer ce passage important de la position philosophique et politique que la Communauté a adoptée à l'égard des pays candidats au cours du processus de l'élargissement, c'est simplement parce qu'il me semble affirmer sur le plan institutionnel les mêmes principes que ceux que je viens d'exposer du point de vue politique. Les problèmes auxquels nous nous heurtons ne peuvent être envisagés uniquement en vertu des compétences qui découlent de la lettre du traité de Rome. Aujourd'hui déjà, nous sommes beaucoup plus loin. Par conséquent, ce serait une erreur manifeste que de résoudre ces problèmes dans le cadre des compétences juridiques prévues par le traité de Rome, tout comme ce serait une grave erreur de préjuger dès à présent le cadre institutionnel de la Communauté économique européenne en fonction du cadre institutionnel non encore précisé de l'union politique.

En retombant une fois encore dans le formalisme le plus rigoureux, on risque de compromettre ce qui existe, sans avoir ni l'imagination ni la capacité politique nécessaires pour ouvrir la voie à ce qui devrait exister.

La dernière remarque que je tiens à faire pour conclure, Monsieur le Président, est que dans cette réalité en pleine évolution, en constant mouvement, dans cette situation de crise des relations internationales qui, pour la première fois, pose de l'extérieur des problèmes à la Communauté, on ne s'est guère préoccupé de résoudre les problèmes internes de la Communauté. Je ne songe pas uniquement à la normalisation de la situation ou à la question plus urgente de la relance de l'union économique et monétaire. Je pense à la nécessité impérieuse de lier les problèmes entre eux, de nous doter d'une stratégie interne, capable de remédier aux conséquences néfastes du sectorialisme et de la conception fonctionnelle.

Face à la nécessité urgente pour l'Europe de s'affirmer dans toute son identité sur le plan mondial, je ne puis m'empêcher de me demander ce qui restera d'ici quelques années, voire même avant, de toutes les discussions, à vrai dire peu édifiantes, auxquelles les institutions communautaires continuent de se livrer pour essayer, par exemple, de définir la base juridique en vertu de laquelle la Communauté pourrait entreprendre une action dans le domaine scientifique en dehors du secteur nucléaire ; ce qui restera

des retards déplorables intervenus dans la mise en œuvre de la politique régionale, ou de l'incapacité dans laquelle nous nous sommes trouvés jusqu'à présent de nous doter d'une véritable politique industrielle commune et de remédier au fait évident que l'augmentation des bénéfices suscitée par le Marché commun profite davantage aux sociétés multinationales de pays tiers qu'aux entreprises européennes ; bref, que restera-t-il de ces retards, de ce formalisme juridique, de cette vision sectorielle des problèmes, étrangère à toute vue d'ensemble ? Absolument rien, pour autant que les événements nous poussent à nous donner une véritable identité. En revanche, ces problèmes subsisteront dans la mesure où nous serons incapables de nous conférer cette identité. Mais dans ce cas, il faut que nous sachions que si les problèmes eux, demeureront, nous, en revanche, nous ne serons plus là en tant que force et organisation pour les résoudre, ne fût-ce que progressivement.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, président de la commission politique. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, en tant que président de la commission politique, je voudrais souligner l'importance de ce débat, car, pour la première fois dans cet hémicycle, nous avons, sur la base d'un exposé du président en exercice du Conseil, discuté enfin de politique étrangère, de politique extérieure de la Communauté. En me félicitant de ce débat, je tiens à remercier le président du Conseil et le Conseil de ministres qui ont bien voulu accepter le thème qui avait été proposé par la commission politique.

A ce propos, je voudrais rappeler à tous nos collègues que le fait que la commission politique ait pu présenter ce thème profondément politique, et que ce thème ait été accepté par le Conseil, est déjà un grand pas en avant, si l'on veut bien se souvenir qu'il y a moins d'un an, lorsqu'on parlait du rôle que l'Europe devait jouer dans le monde, bien des gens faisaient observer qu'il s'agissait de vues philosophiques ne tenant aucun compte de la réalité. Aussi, le fait même que nous discussions aujourd'hui de ces problèmes, que pour la première fois nous échangeons nos vues, est la preuve que de grands progrès ont été accomplis, tout au moins sur le plan psychologique. Je ne crois donc pas que l'on puisse parler de rhétorique et d'accents triomphants lorsque le président du Conseil, que je remercie de son exposé, se félicite avec nous tous des progrès accomplis, car il y a réellement eu progrès.

Une autre preuve en est l'intérêt montré par les pays qui ont demandé leur adhésion à la Communauté européenne ; de même, le fait que nos collègues communistes qui n'ont cessé de nous critiquer, reconnaissent aujourd'hui la réalité européenne et cela

Scarascia Mugnozza

jusqu'au point d'estimer qu'il est nécessaire de convoquer une conférence internationale pour discuter des problèmes de l'Europe.

Mais si, d'une part, nous devons nous féliciter de ce qui a été accompli, nous devons, d'autre part, reconnaître avec une entière sincérité que nous parlons encore une langue par trop prudente et qu'en conséquence, les initiatives pour donner à l'Europe un rôle bien déterminé et surtout une voix unique sont encore de portée limitée et sans doute trop modestes.

Il me semble quant à moi que la séance d'aujourd'hui devrait se traduire pour le Conseil, pour les gouvernements et pour nous tous par des indications précises et pressantes car les temps sont plus que mûrs — et rappelons-nous les déclarations que vient d'exprimer M. Malfatti — et il est donc grand temps d'exprimer une ligne de conduite. Monsieur le président Moro, je me permets de parler d'urgence car je me rappelle que vous avez dit devant le Parlement italien, à propos des problèmes européens, qu'il est urgent d'aller de l'avant dans le processus de l'intégration européenne.

Je suis aussi parfaitement d'accord avec ce qui a été dit sur le rôle pacifique de l'Europe et sur sa tâche primordiale de poursuivre ses relations avec tous les pays du monde, et particulièrement avec ceux en voie de développement.

Mais je me demande si nous ne sommes pas en train de courir le risque d'arriver quelque peu en retard au rendez-vous de l'histoire ? Je voudrais m'en expliquer. Les deux superpuissances dont on a beaucoup parlé dans cette enceinte aujourd'hui — il a fallu 26 années pour passer de la fin de la guerre à la guerre froide, puis à la coexistence pacifique et enfin à la tentative de suppression des blocs — ont imprimé un plus grand dynamisme à leurs politiques étrangères respectives et cela non seulement pour parvenir à une entente plus concrète sur les problèmes qui les divisent, mais aussi pour s'assurer un espace vital à l'intérieur duquel elles pourront agir ou tout au moins exercer leur influence. Pourquoi tout cela ? A mon avis parce que tant les États-Unis que l'Union soviétique se sont rendu compte qu'ils ont perdu beaucoup de la sympathie dont ils jouissaient dans le monde et du prestige qui était le leur du fait qu'ils détenaient, outre la puissance nucléaire, la technologie la plus avancée, capable de conditionner le reste du monde. La plupart des pays des différents continents ont besoin d'être aidés économiquement, mais cela ne doit jamais faire surgir l'idée que l'aide peut représenter une forme de sujétion ; et aucun pays du monde ne veut être aujourd'hui l'objet d'une exportation d'idéologie politique ou économique.

Et à ce point, voilà que la Chine, qui vient d'être admise aux Nations unies, assume le rôle d'un très grand pays, qui par de nombreux et grands sacrifices et aussi, probablement par des luttes sanglantes, a su trouver une nouvelle dimension humaine pour ses

propres citoyens et qui se présente, sur la scène mondiale, désireuse de reconnaître les réalités existantes, y compris la réalité européenne ; elle est en outre en mesure de devenir le porte-drapeau et le paladin des pays en voie de développement, forte des succès obtenus dans sa politique intérieure et certaine d'être la seule, dans ce monde, à pouvoir, sans disposer certes des moyens et des idéologies des superpuissances, catalyser les attentes et les espoirs. Ainsi donc, le jeu mondial s'élargit, les fils s'enchevêtrent. Dans ce contexte, quel est le rôle de l'Europe ? Il n'est hélas ni défini, ni clair, car l'Europe est divisée tant en ce qui concerne les appréciations de la situation que les actions à entreprendre et elle n'en est pas encore arrivée à comprendre qu'il faut se débarrasser de ce qui n'est plus actuel.

Une phrase revient souvent, Monsieur le Président, dans les documents du Parlement européen, phrase qui dit que l'Europe doit être unie et indépendante. Lorsque nous parlons d'unité, nous nous référons évidemment à notre structure interne, institutionnelle, politique, économique et sociale. Mais dans le contexte de cette unité, nous devons inclure l'idée de la voix unique par laquelle nous nous sommes engagés à nous exprimer à l'égard du reste du monde, autrement dit la politique étrangère, l'appréciation globale et unitaire des phénomènes que nous rencontrons autour de nous et l'expression, toujours par une voix unique, de notre ligne de conduite.

Lorsque nous parlons d'indépendance, nous nous référons à la constatation que l'Europe, telle qu'elle est, pour assurer la paix dans le monde, doit pouvoir jouir d'une propre sphère d'autonomie absolue dans le cadre d'accords respectant cette autonomie dans les rapports avec d'autres entités existant dans le monde.

Le concept d'indépendance implique donc une ligne de politique extérieure étroitement liée à celle d'une politique de défense. D'aucuns font observer qu'il faudrait presque donner la priorité au concept de l'indépendance par rapport à celui de l'unité. D'autres proposent, sans plus, d'aller dans la voie de la neutralité. Je pense que ces deux conceptions sont extrêmement dangereuses et j'y suis donc opposé.

On ne peut conquérir l'indépendance, ainsi que je la conçois en termes de politique étrangère et de défense, si l'on ne parvient pas, parallèlement, à l'unité. Et la neutralité de l'Europe même si elle peut paraître valable, à la longue ne bénéficierait ni à l'Europe elle-même, ni aux États-Unis et à l'Union soviétique entre lesquels elle joue le rôle de tampon.

Pour aider à la consolidation de la paix, l'Europe doit, en définitive, avoir une structure originale, son contenu propre et sa propre ligne de conduite. Si la « *Ostpolitik* », que l'on a souvent mentionnée, veut être, ainsi qu'il ressort des déclarations et de l'attitude du gouvernement fédéral allemand, une porte ouverte au rétablissement de rapports amicaux avec le monde

Scarascia Mugnozza

oriental, elle ne peut pas ne pas avoir l'appui de l'Europe tout entière.

Si donc cette politique veut obtenir des garanties, elle doit de son côté en donner, car l'on peut à juste titre craindre que par cette porte ouverte ne s'introduisent en Europe des éléments de division. C'est ainsi que si l'Europe veut parvenir à des résultats concrets, lors de la conférence sur la sécurité et la coopération européenne, elle ne doit pas se présenter sans la couverture de l'OTAN et sans une entente précise avec les États-Unis. Le défaut de ces deux éléments, ou même d'un seul, marquerait un déséquilibre évident sur lequel pourrait se jouer le sort de la paix.

Je souscris donc à la nécessité de rester fidèle à l'alliance atlantique. Mais si vous me le permettez, et si vous voulez bien considérer ceci sous son vrai jour, je dirai que dans l'avenir nous devons donner à cette alliance un développement un peu dynamique, car nous devons tranquilliser sur nos intentions réelles tant les États-Unis que l'Union soviétique. Nous devons acquérir un espace vital. L'espace vital, l'unité et l'indépendance, nous ne pourrions les conquérir sans le consentement de ces deux grandes puissances. Nous devons donc pouvoir compter dans le temps et au fur et à mesure que se dessinera cette autonomie, sur des garanties précises des deux grandes puissances dans le contexte desquelles nous sommes obligés d'agir.

Je pense qu'ainsi nous rendrons un véritable service à la paix. Mais à ce point, mes chers collègues, se présentent certaines objections.

Qu'en pensent les États-Unis et l'Union soviétique ? Leur attitude est, ces derniers temps, extrêmement préoccupante. Les États-Unis nous assisteront-ils dans cette période d'aménagement ? Et l'Union soviétique se décidera-t-elle à reconnaître la réalité européenne ? Nous nous trouvons aujourd'hui face à une hostilité déclarée de l'Union soviétique et nous ne sommes même pas certains que l'appui des États-Unis est sincère alors qu'ils avaient déclaré, ces dernières années, qu'ils étaient favorables à une Europe élargie et politiquement unie. Et si, mes chers collègues, un accord entre ces deux grandes puissances devait se faire par-dessus nos têtes, quel serait le sort de l'Europe, prise à l'improviste et sans préparation aucune dans un moment comme celui que nous connaissons actuellement ? Et si, au contraire, l'on enregistrait une divergence totale entre les superpuissances, quelles en seraient les conséquences pour nos pays ? Ma seconde préoccupation concerne le pragmatisme. J'ai moi-même souscrit à cette manière de voir en ce qui concerne les aspects institutionnels internes de la Communauté et j'estime qu'il est impossible d'imposer d'en haut des structures qui pourraient être incompatibles avec nos besoins. Mais sur le plan de la politique étrangère et sur celui de la politique de défense, je crois que l'on ne peut pas être pragmatique et que l'on ne peut donc procéder par ajustements

successifs. Je crois que notre colloque de demain avec le président du Conseil et la commission politique sera extrêmement intéressant, car nous pourrions nous rendre compte si ce qui est apparu à travers les informations de la presse sur la récente réunion des ministres des affaires étrangères, présente vraiment des aspects encourageants ou si, au contraire, dans ce domaine également, nous devons constater des difficultés et la nécessité de créer des instruments plus adéquats pour unifier les politiques étrangères.

Il importe donc, mes chers collègues, de prendre position au plus vite sur certains arguments, de fixer les principes et d'en tirer immédiatement les conséquences sur le plan de l'action. Ce n'est que par cette méthode que nous pourrions donner une dimension à l'Europe et lui assurer le rôle qui doit être le sien.

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai voulu faire ces modestes observations, et cette contribution ne peut être considérée ni comme une intervention ni comme un discours, car j'estime importantes nos actions tendant à ce que le prochain sommet représente réellement le point de départ d'une conception forte et unitaire dont puisse sortir une Europe voulue et consciente de ses tâches qui ne serait pas assujettie à des influences extérieures. D'autre part, si c'est cela que nous voulons, nous devons également nous dire que dans les négociations relatives aux problèmes monétaires, il ne peut y avoir ni vainqueur ni vaincu. C'est à partir de la discussion des problèmes monétaires que l'on doit reprendre le chemin de l'Europe, car ce n'est qu'en acceptant d'assumer en commun les risques, les pertes et les gains éventuels que nous aurons la possibilité de retrouver une conscience commune et ainsi de passer à la discussion des perspectives politiques. L'Europe doit avoir conscience de ses capacités et elle doit surtout être en mesure de comprendre que sa faiblesse et ses divisions pourraient signifier non seulement sa fin en tant qu'entité politique, mais aussi un grand danger pour le maintien de l'équilibre mondial et donc de la paix.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Corona, au nom du groupe socialiste.

M. Corona. — (I) Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, mes chers collègues, je crois que l'on pourra difficilement dire demain de ce colloque ce que l'on déplorerait lors des colloques précédents, c'est-à-dire qu'il ne s'agissait que d'un rite formel. Et cela non seulement du fait que le premier orateur déjà a rompu les digues et est entré dans le vif du sujet en écartant tout formalisme, car, en vérité, tout le débat a tourné autour des problèmes et des nécessités du moment et a été déterminé par l'exigence de donner à l'Europe sa propre physiologie, en d'autres termes, sa propre politique extérieure. C'est là une exigence qui caractérise en tout

Corona

temps les États tant dans leur individualité que dans leurs rapports avec le monde extérieur.

Toutes ces dernières années, cette exigence s'est accentuée au fur et à mesure que se développait la Communauté. Ce développement n'allait pas sans préoccupations pour les États membres, et plus particulièrement pour certains d'entre eux, qui désiraient conserver leur souveraineté. En même temps, le Conseil de ministres renforçait sa prédominance sur les autres institutions communautaires, provoquant ainsi des distorsions et une dégradation des institutions dont nous avons souvent parlé. Le problème se posait donc d'un rapport entre celui qui de fait, sinon de droit, exerçait le pouvoir et celui qui de droit, sinon entièrement de fait, avait la possibilité de le contrôler.

A l'origine de cette distorsion, il y avait le fait que manquait une attitude commune des États d'Europe, des États qui s'étaient associés, à l'égard du reste du monde, autrement dit une politique extérieure commune. Nous avons dit maintes fois non seulement que l'Europe n'avait pas de voix, mais qu'elle ne savait même pas clairement ce qu'elle voulait exprimer. Ce qui nous a d'ailleurs été très récemment reproché par une revue anglaise qui fait autorité.

Je crois qu'aujourd'hui nous avons progressé, non seulement du fait de l'exposé du président du Conseil, mais du fait aussi du cours qu'a pris ce débat et de l'évolution qu'ont connus les rapports interinstitutionnels de la Communauté. Mais nous avons aussi mis l'accent sur certaines contradictions de la situation et il faudra y remédier. Le progrès que nous avons fait consiste surtout dans la prise de conscience du problème lors de la conférence de La Haye. Même les désillusions que nous avons connues ensuite n'ont pu effacer le fait qu'à la conférence de La Haye l'on a posé le problème de l'unification politique de l'Europe et que, d'une manière, il est vrai, qui n'est pas tout à fait acceptable par le Parlement, on a élaboré en matière de politique extérieure des instruments qui mettent en œuvre un processus qui, à l'heure actuelle, n'est pas plus qu'une juxtaposition des politiques, mais qui doit devenir le point de départ de l'élaboration d'une politique extérieure commune de l'Europe.

Il y a eu aussi le fait des difficultés monétaires internes et externes à la Communauté, d'abord à la suite des décisions unilatérales prises par les États membres, et puis par les États-Unis à l'égard de toute l'Europe et du reste du monde. Et enfin, nos progrès sont dus encore à l'impulsion donnée par l'élargissement de la Communauté.

Je suis resté émerveillé d'entendre M. Amendola dire qu'il attend de l'entrée de l'Angleterre un renforcement de la politique indépendante — si je puis dire — des différents États qui feront partie de la Communauté européenne. Peut-être ne se rappelle-t-il pas le discours que le Premier ministre anglais a prononcé

à Zurich avant même que les Communes ne décident d'accepter les conditions de l'entrée de leur pays dans la Communauté, et qui l'engageait davantage que s'il avait soumis la situation politique de son pays à l'appréciation de son Parlement. Et je voudrais lui rappeler que le précédent gouvernement travailliste a signé à la date lointaine du 27 avril 1969 une déclaration commune, justement avec le gouvernement italien, dans laquelle il affirmait explicitement que l'intégration économique et l'intégration politique sont toutes deux des phénomènes essentiels. Il est vrai que les travaillistes ont aujourd'hui changé d'attitude, du moins une partie d'entre eux, la partie officielle. Mais je ne sais pas quelle a été dans ce changement la part qui relève des motifs de politique interne et non pas d'une autre orientation sur les problèmes généraux de l'Europe. Il est fort probable que les travaillistes anglais, l'entrée de leur pays dans la Communauté étant décidée, apporteront une contribution stimulante, et si je rappelle, par exemple, le discours du travailliste de gauche, Michael Foot, aux Communes, je puis dire avec certitude que l'adhésion de la Grande-Bretagne donnera une impulsion également à la démocratisation de nos institutions, avec comme conséquence l'approfondissement de l'unité politique de l'Europe.

Je voudrais dire, à ce propos, que ce n'est pas seulement M. Scelba, mais également M. Amendola qui nous a fait rajeunir aujourd'hui, car il a semblé revenir à ce ton qu'il avait lorsqu'il a débuté dans notre Parlement, avec une affirmation de principe à l'égard de l'unité européenne qui ne semble pas correspondre à la proposition qu'il défend dans son parti, dans certains documents qui — par-delà tous les sauf-conduits, Monsieur Amendola, avec lesquels vous voulez sans doute échapper au contrôle des dogmatiques de votre parti — affirmaient deux choses essentielles, à savoir qu'il fallait que le mouvement communiste se rende compte que la Communauté était désormais une réalité et que cette réalité allait se développant.

Vous l'avez dit, le confirmez-vous ? Je vois que vous opinez. Je vous remercie de votre confirmation.

Et si cette réalité va se développant, cela ne peut être que dans le sens de l'intégration, de l'intégration économique et de l'intégration politique.

Cependant, j'ai déjà dit qu'à côté des progrès nous trouvons aussi des contradictions. Je pense que le président du Conseil reconnaîtra que ces progrès n'ont pas tout résolu et que nous nous trouvons face à des éléments essentiellement contradictoires. C'est fort justement qu'il a affirmé dans son discours que l'objectif reste l'unité. Mais nous sommes encore loin de pouvoir dire comment cette unité se réalisera et quelle réponse donner aux différents problèmes qui se posent à l'Europe.

D'ailleurs, cela résulte aussi de notre procédure.

Corona

Demain matin, étrangement — pour ceux tout au moins qui considèrent les choses de l'extérieur et ne savent pas combien il a été difficile de réaliser ce mécanisme — le président en exercice du Conseil fera rapport à la commission politique sur les progrès accomplis en matière d'unité sur la base du rapport Davignon.

Ce qui, aujourd'hui, a été en réalité l'élément essentiel auquel se sont rapportés tous les orateurs du Parlement, ne figure pas formellement à notre ordre du jour et si le président du Conseil l'estimait opportun, il pourrait répondre à nos observations par une fin de non recevoir, car nous ne sommes pas l'organe compétent. Aussi, les lignes que la Communauté doit suivre dans ses rapports avec le monde nous sont-elles indiquées par le Conseil — encore que de manière plus engagée que par le passé — de manière fatalement générale et, surtout, sans que soient abordés les problèmes intérieurs de la Communauté qui, s'ils étaient résolus, permettraient de résoudre nos problèmes sur le plan extérieur.

J'estime que les deux problèmes devraient être liés et qu'il incombe également à notre Parlement et à sa présidence, outre ses groupes parlementaires, d'étudier de nouvelles procédures qui ne juxtaposent pas le vieux au nouveau, mais qui permettent à nos débats de se dérouler devant un seul organisme.

Nous savons que la forme à donner à notre Communauté doit faire l'objet d'une prochaine conférence au sommet. En cette matière, je voudrais demander à M. Amendola, car je ne l'ai pas très bien compris, s'il se borne à déplorer que l'Europe n'a pas réalisé son unité jusqu'ici ou s'il veut, comme on pouvait le penser dans le passé, contribuer à la réaliser.

Non pas une Europe totale, qui n'existe pas politiquement, allant de l'Atlantique à l'Oural, ou si vous voulez de l'Atlantique à Vladivostok, mais bien cette Europe que nous sommes en train de réaliser, cette Europe qui ressent la nécessité de se soustraire à l'hégémonie des deux grandes puissances, d'avoir son propre visage, son propre poids dans le monde. Car nous sommes à l'époque des grands espaces, de la richesse qui résulte des grandes énergies matérielles et morales et de leur unité, et nous ne voulons pas connaître le sort qu'ont connu à l'intérieur du continent les États qui ont été les derniers à faire l'unité nationale et se sont de ce fait trouvés au bas de l'échelle des valeurs internationales. C'est ici que surgissent deux problèmes dont il a déjà été fait état et auxquels je ne m'arrêterai que pour quelques brèves observations qui expriment le point de vue du groupe socialiste : les problèmes de contenu et les problèmes de méthode.

Pour ce qui est des problèmes de contenu, il est évident, comme l'affirmait il y a peu le président de la Commission, qu'il nous faut adopter une attitude unique sur toutes les questions qui se posent à l'Europe. Nous ne pouvons pas nous présenter en ordre

dispersé face aux États-Unis d'Amérique. Monsieur Scelba, je ne suis pas d'accord sur le ton général de votre discours. Je dois vous rappeler que, même dans la fidélité à nos alliances, celles-ci sont définies comme défensives et leurs engagements sont géographiquement limités. Mais je dois dire que l'observation de M. Scarascia Mugnozza est justifiée, qu'il existe une hostilité croissante de la part des États-Unis qui pourtant ont aidé à la reconstruction de l'Europe sur les bases matérielles et morales. Nous devons nous attendre à cette hostilité croissante, mes chers collègues, car il est plus facile pour les « super-puissances » de traiter avec des États particuliers et faibles qu'avec une grosse entité politique qui compte non seulement du fait de son histoire mais aussi de ses ressources actuelles. De même, nous devons avoir une attitude commune à l'égard de l'Union soviétique et de l'ensemble de l'Europe occidentale. Le groupe socialiste s'est prononcé favorablement sur la *Ostpolitik* et je ne crois pas, Monsieur Scelba, que les traités de Moscou et de Varsovie aient eu pour seul but de faire attribuer le prix Nobel de la paix au chancelier fédéral Brandt. Leur but était de dégelier une situation périlleuse pour l'Europe et de permettre un dialogue qui tienne compte de la réalité, de susciter des espérances, également dans le mode communiste, d'une solution différente de celle des rapports établis entre les pays. Cependant, nous devons faire observer — comme nous l'avons fait à l'égard du ministre des affaires étrangères de la République fédérale lorsque nous avons eu l'occasion d'aborder ce problème avec lui — que la *Ostpolitik* perdrait en efficacité si elle était pratiquée unilatéralement par un État. Aujourd'hui, hélas, nous devons constater qu'il n'existe pas une *Ostpolitik* mais plusieurs qui sont le fait d'États qui sont pourtant membres de la Communauté européenne. En ce domaine, il faut parvenir à une position unique si l'on veut que les rapports entre l'Est et l'Ouest aient des bases claires, permettant de résoudre efficacement les problèmes qui en découlent. Je suis certain que cela est possible si l'on parvient à réunir la conférence sur la sécurité européenne. Mais nous ne devons pas nous y présenter en tant que bloc militaire européen, ni en ordre dispersé, car si nous nous présentons en ordre dispersé, nos possibilités de déterminer efficacement les résultats seront réduites et seront réduites aussi les chances de succès de cette conférence en ce qui concerne la sécurité générale. Si nous nous présentons comme bloc militaire, nous empêcherons dès l'abord, que cette conférence se réunisse.

Le groupe socialiste est également préoccupé par certaines affirmations faites par des responsables de nos gouvernements nationaux en ce qui concerne la préférence à donner aux relations bilatérales. Les rapports bilatéraux représentent un retour à la vieille politique du XIX^e siècle, un retour à la politique de puissance, intimement et essentiellement contraire à la politique communautaire européenne. Si nous

Corona

voulons faire l'unité de l'Europe, il faut que les relations soient des relations communautaires, que les positions soient des positions communautaires.

C'est pourquoi, Monsieur le Président du Conseil, j'estime que le prochain sommet ne devra traiter que des questions inhérentes à nos rapports avec les États-Unis d'Amérique, d'une part, et l'Union soviétique et son monde, d'autre part ; il devra également examiner les relations avec la Chine, non seulement parce que celle-ci est entrée récemment aux Nations unies — et nous devons saluer cet événement tant du point de vue de la politique internationale que du fait qu'il vient compléter la représentativité de cette organisation — mais parce que la Chine, nous en avons eu maints témoignages, est intéressée, et elle l'a montré, à la construction de l'Europe. Il s'agit bien évidemment d'un intérêt qui la concerne plus comme puissance que comme régime, mais la Communauté européenne devra tenir compte de cette donnée de fait pour pouvoir poursuivre une politique étrangère efficace.

J'en viens maintenant aux problèmes de méthode qui concernent justement le mécanisme qui permettra d'élaborer et de formuler une politique étrangère commune.

Comme vous le savez, Monsieur le Président du Conseil, le Parlement européen a été fort hésitant à accepter le plan Davignon. Parmi les arguments avancés on a dit fort justement que le problème n'est pas de savoir laquelle des institutions communautaires survivra, mais que l'on arrive à une construction communautaire européenne. On ne peut accepter la tentative maintes fois répétée de diminuer le rôle politique et le droit d'initiative de l'actuelle Commission exécutive si l'on envisage uniquement de remplacer la Commission, qui a certains caractères de supranationalité, par un organisme intergouvernemental, et au cœur du mécanisme Davignon, il y a essentiellement un organisme intergouvernemental.

Vous nous direz demain quels progrès ont été accomplis dans ce domaine et cette direction, progrès que le Parlement européen réclame tant en ce qui concerne les organes dirigeants que les organes de contrôle.

Nous avons entendu des appels enflammés et justifiés sur la nécessité de populariser l'idée de l'Europe, d'en faire un idéal accessible aux jeunes. Ainsi par exemple, même les gouvernements des pays candidats, dont nous espérons qu'ils vont entrer dans la Communauté, tels le Danemark et la Norvège, se demandent pourquoi ces jeunes ne se font pas eux-mêmes les promoteurs de l'élan qui doit porter leurs pays à entrer dans la Communauté. Notre devoir d'hommes politiques est donc de fournir les instruments nécessaires pour que non seulement les jeunes, mais aussi toute l'opinion publique s'intéressent aux problèmes européens.

Ces instruments consistent essentiellement à renforcer les pouvoirs législatifs et budgétaires du Parlement européen, dont la compétence doit en fait être étendue également aux domaines dont nous avons débattu en cette séance, et dont l'origine doit être démocratiquement légitimée par des élections au suffrage universel direct. C'est pour cette raison que nous avons soumis à l'Assemblée une proposition de résolution qui reprend nos desiderata pour la prochaine conférence au sommet, et nous serions heureux que ces desiderata trouvent l'oreille non seulement du Parlement européen, mais de toutes les institutions communautaires.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Schuijt.

M. Schuijt. — (N) Monsieur le Président, l'évolution qu'a connue la situation politique internationale depuis l'été dernier présente un certain nombre d'aspects nouveaux. La décision, lourde de conséquences, prise le 15 juillet dernier par M. Nixon de prendre contact avec la Chine de Pékin, de même que les décisions, tout aussi lourdes de conséquences, qu'il a prises le 15 août en matière monétaire et commerciale, constituent le point de départ d'une nouvelle évolution de la politique internationale. Si l'on y ajoute l'entrée de la Chine communiste aux Nations unies et au Conseil de sécurité, il devient évident que la politique internationale prend une nouvelle orientation. J'espère que celle-ci sera, pour l'organisation internationale, riche d'espérances.

L'époque où deux puissances prédominaient dans le monde, cette période de 25 années de relative stabilité, est à présent révolue. Grâce à cet équilibre des forces politiques, si délicat et si précaire qu'il ait été sur le plan militaire, un certain nombre de pays ont connu la sécurité et la paix, grâce auxquelles la possibilité leur a été donnée de se développer. Ce sont surtout les pays européens qui en ont bénéficié.

De nouveaux rapports de forces s'établissent aujourd'hui. Et l'humanité se pose la question : ces nouveaux rapports pourront-ils conjurer la menace permanente d'une guerre, malgré l'existence de stocks d'armes incroyablement gonflés, et pourront-ils bannir la violence de la vie internationale ? Pourra-t-on réaliser les adaptations et les modifications que requiert la société par la voie de consultations et de négociations orientées vers des changements pacifiques ?

Que l'échiquier des forces en présence se soit modifié, on en est d'ailleurs pleinement conscient à Moscou aussi, comme en témoignent les plans de voyages

Schuijt

effrénés des dirigeants communistes. Dans cet ordre d'idées, je voudrais me limiter à quelques observations concernant la situation en Europe.

L'adhésion de la Grande-Bretagne et des autres candidats membres à la CEE renforcera la signification économique et politique de la Communauté. La population de celle-ci sera plus nombreuse que celle des États-Unis et de la Russie. L'industrie lourde de la Communauté est d'importance sensiblement égale à celle des États-Unis, et moitié plus importante que celle de l'URSS. Sa flotte commerciale est trois fois plus étendue que celle des États-Unis, et six fois plus que celle de l'URSS, tandis que le volume de son commerce extérieur est trois fois plus considérable que celui des États-Unis et dix fois plus que celui de l'URSS. L'Europe prend à son compte 45 % de l'ensemble du commerce mondial.

Il est tout simplement évident que cette position de force de la CEE sur le plan économique ne peut rester sans effets politiques. L'économie est d'ailleurs un instrument de la politique.

Il est tout aussi certain que cette évolution ne saurait laisser indifférents, ni les États-Unis, ni la Russie. Les uns et les autres prennent dès à présent un acompte sur les développements à venir. Les États-Unis le font en prenant unilatéralement des mesures monétaires et commerciales qui entraînent des conséquences politiques graves, qui ont des répercussions sur les pays tiers et une incidence sur les problèmes militaires. Quant à l'URSS, elle veut s'efforcer d'établir de nouveaux rapports de force par le biais d'une Conférence sur la sécurité et la coopération et suggère de donner à la collaboration entre l'Est et l'Ouest des formes institutionnelles qui, par la structure des organes de sécurité aussi bien que par celles de l'économie, pourraient contenir en germe un renforcement de son influence en Europe.

Cette Conférence sur la sécurité, dont l'élément de « coopération économique » prend de plus en plus d'importance, devra, à mon sens, donner des résultats plus effectifs qu'une simple sanction juridique du statu quo imposé en Europe par la force des armes.

En ce qui concerne la sécurité, nous ne pourrions nous rallier qu'à des solutions de rechange offrant des garanties au moins aussi solides pour la sécurité internationale, et par conséquent la nôtre, que celles qui sont données aujourd'hui par l'Alliance atlantique.

Pour ce qui est de la coopération avec l'URSS, il me paraît que nous ne pourrions espérer quelque succès que si les différents pays n'essayent pas d'obtenir, chacun pour soi, des avantages économiques, mais que ce soient les organes de la Communauté qui prennent part au débat, dans les domaines où celle-ci est déjà compétente, c'est-à-dire en matière économique. Pour le surplus, j'espère que la Communauté

réussira à ne faire entendre qu'une seule et même voix.

La conception russe d'une politique de force — et je m'écarte ici de ce que M. Corona vient de dire — requiert un interlocuteur valable pour maintenir l'équilibre si nécessaire. La force ne respecte que la force.

Cette évolution des deux puissances implique, pour la quatrième fois, un défi à l'Europe. Mais elle contient également un nouveau ciment de la solidarité, d'une solidarité double, d'une part entre les dix pays, d'autre part entre l'Europe et les États-Unis. Car si grande que soit la confiance que l'on a dans le développement des relations Est-Ouest — et cette confiance je l'ai — elle n'en reste pas moins conditionnée par l'unité, toujours pleinement justifiée, des pays de l'Ouest.

C'est pourquoi les fissures qui sont apparues récemment dans le bloc occidental peuvent avoir des effets inhibiteurs, sinon paralysants, sur l'évolution des relations Est-Ouest.

Je constate, sans être d'accord avec cette tendance et sans vouloir l'excuser, qu'il existe en Europe une certaine irritation à l'endroit des États-Unis.

Quelque 150 milliards de dollars ont permis à ce pays d'aider l'Europe à se remettre sur pied. En dépensant chaque année 80 milliards, il assure sa propre sécurité et celle de ses alliés, qui tous ensemble, n'ont d'ailleurs au maximum que 20 milliards de dollars à y consacrer.

D'autre part, on constate qu'il existe, aux États-Unis aussi, un sentiment d'irritation vis-à-vis de la Communauté européenne, considérée comme bloc protectionniste. Mais ce bloc européen est-il vraiment si protectionniste ? Heureusement, le président du Conseil a parlé à cet égard un langage clair ; et je souscris entièrement à la façon dont M. Triboulet a traité le problème.

Récemment, une étude remarquable a été publiée à Bruxelles. Je voudrais en extraire, dans cet ordre d'idées, deux points seulement :

En premier lieu, les exportations des États-Unis vers les territoires associés si contestés de la Communauté européenne ont triplé, tandis que celles de cette dernière vers ces mêmes territoires n'ont fait que doubler.

En second lieu, les exportations des États-Unis vers l'Europe se sont accrues de quelque 341 % depuis la création de la Communauté européenne. En sens inverse, les exportations de l'Europe vers les États-Unis ont connu une hausse de 280 %. Cette conception, si souvent défendue, selon laquelle la Communauté européenne constitue un bloc protectionniste, donc dangeureux, fait obstacle à la solidarité occidentale. Il y a donc, de part et d'autre, une pro-

Schuljt

fonde méprise entre les deux pôles du monde occidental. Comment éliminer ce dangereux malentendu, qui renforce la défiance entre les nations et dont la coopération internationale ne souffre que trop ?

Je crois qu'il est indispensable, en tout premier lieu, que la Communauté adopte une ligne de conduite bien définie, sans équivoque, à l'égard des problèmes complexes qui sont en cause. Je veux parler non seulement des difficultés de la politique commerciale, mais aussi des problèmes qui sont en rapport avec celle-ci et qui découlent du partage des charges sur le plan militaire, de la coresponsabilité à l'égard du tiers monde et de la solution du problème Est-Ouest.

Seule une intervention globale, équilibrée, de la Communauté dans les négociations avec les États-Unis, permettra d'en espérer des résultats tangibles ; et cette intervention doit être globale parce qu'il s'agit de problèmes interdépendants et qui affectent de la même manière quelque dix pays.

La crise dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe est celle d'un choix à faire entre une coresponsabilité créatrice ou une négligence irresponsable. C'est un choix entre la solidarité communautaire et l'indiscipline nationale.

Pour la première fois depuis la guerre, la politique européenne prend une dimension nouvelle. Comme l'a déclaré M. Malfatti, l'Europe peut apporter une contribution constructive à un monde mieux organisé.

Jadis, les États d'Europe s'occupaient de leurs propres crises et s'efforçaient de régler au mieux leurs relations entre eux. Mais cette période de narcissisme est à présent révolue. Il faut que l'Europe se tourne vers l'extérieur et qu'elle agisse de façon indépendante, comme un ensemble homogène, non seulement pour conserver sa place sur l'échiquier international dans cette nouvelle partie qui se prépare, mais aussi pour renforcer sa position en tant que communauté sans faille, dans l'intérêt de la sécurité et de la paix. L'Europe n'est donc plus seulement un objet de politique internationale, elle est devenue sujet, elle est désormais un acteur sur la scène mondiale. Qu'elle doive assumer ce rôle, c'est une certitude inéluctable. Mais qui le jouera pour elle ?

Où se trouve aujourd'hui en Europe le pouvoir central capable d'élaborer et d'exécuter une politique orientée vers le monde ? Possédons-nous les structures politiques nécessaires, propres à réaliser ce dessein ?

La Communauté européenne a été conçue il y a 15 ans afin de créer une infrastructure économique en Europe. Une partie de cette force et de cette structure économiques existe à présent, mais quel usage en fait-on et qui l'utilise ? L'économie est un instrument aux mains de la politique. Mais où se trouve la main ?

Où se situe le centre politique capable d'utiliser cette force au profit de l'homme, sans entraîner son déclin ? Où se trouve la structure politique en mesure de contrôler l'usage qui est fait de cette force ? Or, l'exercice incontrôlé de la puissance signifie la fin de la démocratie. N'avons-nous pas raison d'affirmer que, au moment où se profilent à l'horizon de l'Europe des problèmes de politique internationale d'une telle importance, il y existe toujours des forces politiques nationales divergentes qui, par leurs divisions, neutralisent complètement les effets de ces problèmes sur le développement de l'Europe ? Heureusement, quelles que soient les dissensions actuelles, l'intervention chirurgicale des États-Unis aura été bénéfique sur un point. La solidarité nécessaire entre les pays européens est renforcée une nouvelle fois par une pression de l'extérieur. Cette fois, cette pression vient de l'Ouest, alors que dans le passé elle émanait généralement de l'Est. En outre, il semble bien — et c'est heureux — que cette conscience renforcée de la solidarité entre nos pays aura cette fois des effets politiques d'une ampleur rarement atteinte. Le fait que l'on ait immédiatement trouvé chacun disposé à participer à une conférence au sommet des États membres de la Communauté élargie en est le témoignage.

Sans doute aurons-nous encore l'occasion de parler dans cette enceinte de la prochaine conférence au sommet. C'est pourquoi je ne m'y attarderai pas davantage.

Pour l'instant, je voudrais me borner à exprimer le souhait que cette conférence au sommet sera en mesure de créer, au niveau de la Communauté élargie, des structures politiques qui soient à la hauteur de la tâche grandiose que je viens d'esquisser. Des structures ayant un caractère plus permanent que ce que l'on a appelé le Comité Davignon, qui se réunit tous les six mois, et des institutions qui ne se contentent pas de prendre des décisions, mais qui veillent également à leur exécution. Des structures enfin, qui, dans les temps qui viennent, auront un caractère démocratique. Faute d'un contrôle démocratique par un Parlement européen disposant de compétences réelles, y compris dans des domaines autres que les budgets, ces structures resteront flotter dans le vide de Bruxelles, sans parvenir à s'ancrer dans la réalité politique de la société européenne.

A propos d'un centre politique européen, je constate qu'il est temps, tout doucement, que l'on mette fin aux déambulations centrifuges, si désagréables, de ce Parlement. Notre collègue M. Berkhouwer a déjà attiré l'attention sur ce point avec cette causticité qui lui est propre. On parle beaucoup des structures institutionnelles de la Communauté. Mais l'on songe trop peu à son caractère démocratique. L'essence de la démocratie, je le répète, consiste dans le contrôle du pouvoir. Or, les citoyens de l'Europe sont liés par des dispositions européennes de plus en plus

Schuijt

nombreuses, et leurs représentants errent, traînant derrière eux quelques cantines métalliques, de Bruxelles à Strasbourg, de Strasbourg à Luxembourg, et de là ailleurs encore, pour s'efforcer d'avoir prise, si peu que ce soit, sur les décisions que l'on prend.

Au fond, il est inimaginable que six gouvernements qui, tous, doivent se justifier devant un Parlement dans leurs propres pays, n'éprouvent pas eux-mêmes le besoin démocratique de justifier les décisions qu'ils prennent sur le plan européen devant un Parlement européen fonctionnant comme il convient.

Je voudrais demander au représentant du Conseil si, afin de renforcer la structure démocratique de la Communauté, le Conseil examine bien régulièrement ce problème du siège, dont il a d'ailleurs lui-même à supporter les inconvénients. Je n'ignore pas que, jusqu'à présent, il s'agissait là d'un problème délicat, épineux, de politique économique — peut-être même de politique des classes moyennes — et de politique de prestige. Mais les intérêts qui sont en jeu pour nous tous ne sont-ils pas si importants qu'il est temps de prendre une véritable décision politique concernant le siège du Parlement ?

C'est justement dans les années à venir, où l'on s'attend à devoir élaborer les grandes lignes d'une doctrine européenne et à devoir reconsidérer la vision que l'on a actuellement de la vie politique, que la collaboration avec un Parlement européen fonctionnant sans accroc ne peut représenter pour le Conseil qu'un appui dans la mission difficile qui lui est dévolue, appui grâce auquel les travaux des ministres resteront véritablement branchés sur l'opinion publique européenne et sur les réalités politiques.

Pour me résumer, Monsieur le Président, je plaide en faveur d'une restructuration politique de la Communauté, octroyant à celle-ci les compétences et les moyens nécessaires pour remplir sa tâche dans le monde. Cela me paraît la nécessité politique la plus importante en ce temps de redistribution des forces dans le monde. Cette tâche, au demeurant, ne saurait être que de s'efforcer de développer sa puissance au service de la paix.

M. le Président. — La parole est à M. Boiardi.

M. Boiardi. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, le discours de M. Moro — entremêlé de chaudes affirmations, de silences sans doute contraints et de suggestions d'ordre surtout méthodologique — n'a pas dépeint ou n'a peut-être pas voulu mettre clairement en lumière la situation complexe et préoccupante que traverse l'ensemble des pays de la Communauté. La préparation politique de l'entrée dans la Communauté des quatre pays candidats a permis, du moins à l'échelon de la propagande, de ranimer la confiance et l'espoir de l'opinion publique dans une relance prochaine, mais non indéfinie, du

dialogue européen. Cependant, le retentissement des résultats qui viennent d'être obtenus ne doit pas nous induire en erreur et ne peut dissimuler, sous le couvert de nouveaux objectifs — que je veux croire à moyen terme —, les difficultés croissantes que présente la situation actuelle et que nous ménagent les prévisions que nous pouvons en déduire pour un avenir prochain.

Les pays de la Communauté commencent à se ressentir lourdement de l'épreuve de force engagée avec les États-Unis. Des préoccupations non négligeables dont il est difficile d'éliminer les causes, se sont fait jour durant les débats de cette session que nous avons consacrée aux budgets et à la politique agricole. Les initiatives qui ont été prises pour empêcher la désagrégation déclenchée par les mesures de réévaluation de mai dernier et plus récemment par la fluctuation des changes, n'ont guère été propices au développement de l'activité communautaire : désormais la réduction de la production, la baisse des investissements, l'incertitude de la politique du crédit, le manque de dynamisme du secteur public lui-même, l'insuffisance de l'action sur les prix, les graves crises de l'emploi, ne sont plus l'apanage de l'Italie. L'Allemagne fédérale risque de payer très cher, dans les mois à venir, les conséquences de la réévaluation du mark ; l'entente qui a prévalu jusqu'à présent avec le Japon risque désormais de connaître des failles ; les propositions patiemment élaborées au cours des derniers mois se sont heurtées à un mur de refus, opposé par notre partenaire américain ; les négociations engagées ne s'orientent guère vers une issue positive. Sans doute la Commission a-t-elle continué d'ignorer ces derniers jours encore, l'ultimatum lancé par les États-Unis de ne conclure aucun nouvel accord à l'intérieur de la zone de libre-échange, poursuivant dans la voie qu'elle s'était tracée ; mais, quelque louable qu'ait été l'attitude de la Communauté, elle ne suffit pas à contenir dans les limites d'un sourd conflit diplomatique un combat qui s'est engagé. Ce combat est désormais déclenché, et il est visible dans toute son étendue et dans toute son irréductibilité probable. Il convient donc d'en saisir le Parlement européen et les Parlements nationaux en faisant preuve de confiance, de pondération et d'une ouverture d'esprit que justifient les faits ; il convient d'en faire l'objet d'un vaste débat politique et d'assumer clairement des responsabilités auxquelles nous ne pouvons nous soustraire. Nous comprenons que la situation est difficile (comme vient d'ailleurs de le déclarer M. Malfatti) et qu'on ne peut résoudre les problèmes par des formules improvisées ni par des éclats d'humeur. Mais l'exemple de la France, l'obstination qu'elle manifeste depuis dix années, la clairvoyance qu'on lui reconnaît, devraient nous apprendre qu'à l'intransigeance, à l'intraitabilité, à la détermination immuable d'autrui, il faut répondre non pas par une attitude floue, de disponibilité et par la présentation continue de propositions de compromis, immanquablement ignorées ou rejetées, mais par une attitude tout aussi ferme, si l'on veut acquérir un

Boiardi

quelconque poids et une quelconque autorité dans ces négociations.

Ce n'est un secret pour personne que nous nous acheminons vers un hiver difficile et vers un printemps caractérisé par une nouvelle récession plus grave encore. Il ne s'agit donc pas de nous enfermer dans un pessimisme stérile et précaire ; les ministres de la Communauté doivent se rendre compte que nous vivons un moment tout à fait particulier et que nous ne pouvons pas donner des réponses vagues ou les renvoyer à d'autres conférences internationales.

L'Europe occidentale traverse une crise structurelle alarmante, à laquelle il serait vain de vouloir faire face à l'aide des instruments conjoncturels traditionnels. Tout au long d'années innombrables, on a adopté une succession de palliatifs pour arrêter les poussées inflationnistes et définir dans leurs grandes lignes des plans de croissance économique, en renvoyant à plus tard des réformes sociales indispensables, en bloquant les dépenses publiques, en limitant la demande intérieure par une action conjointe sur les taux de l'impôt indirect et sur les prix.

C'est au moins depuis 1964 que l'Europe paie le déficit de la balance américaine des paiements et l'hégémonie économique et monétaire d'un seul pays sur le reste des pays industrialisés. Il s'agit là d'un processus auquel nous devons enfin mettre un frein en créant les conditions d'un renversement progressif mais cohérent des tendances de l'économie, renversement qui exige une volonté politique qui ne soit ni hésitante ou réticente, ni ambiguë ou empreinte de timidité ou de respect servile.

Pour cette raison, si nous approuvons en partie certaines des lignes directrices qui se sont dégagées du discours de M. le ministre Moro (orientations qui, compte tenu notamment des limites institutionnelles dans lesquelles elles sont nécessairement enfermées, révèlent une prise de conscience plus nette qu'elle ne l'avait été en d'autres occasions), nous ne pouvons cependant nous déclarer satisfaits. Les citoyens de nos pays respectifs, et surtout les travailleurs qui paient toujours les prix les plus élevés en termes d'emploi et de salaire, de sécurité et de conditions réelles de vie, exigent de leur gouvernement des réponses persuasives, des mesures efficaces, des indications non ambiguës, des accords immédiats, qui renforcent l'autonomie de l'Europe, l'originalité d'une expérience continentale ouverte à de nouveaux liens, à la création de nouveaux instruments de coopération et de paix.

En remerciant M. Moro, je tiens à rappeler que nous semblons avoir avancé à peine de quelques pas dans cette voie où nous sommes cependant engagés depuis tant d'années, et que les difficultés actuelles et leurs conséquences particulièrement néfastes pour le monde du travail, risquent encore de provoquer des cassures et des déchirures irréparables, des déviations et des retards d'une portée incalculable. C'est une passe

difficile que nous traversons aujourd'hui, et nous en sortirons dans la mesure où tous ensemble nous ferons montre d'un plus grand courage politique, d'une plus grande capacité d'action dans l'unité et où nous prendrons conscience du fait que nous ne pouvons plus revenir en arrière sans compromettre des perspectives historiques et sociales sur lesquelles se fonde, en dépit de désaccords complexes nombreux, la signification réelle de notre collaboration, qui si elle peut être critiquée et controversée, devra toujours être loyale et démocratique.

M. le Président. — La parole est à M. van der Stoel.

M. van der Stoel. — (N) Monsieur le Président, au cours du présent débat, il a été question, à plusieurs reprises, de l'élargissement de la Communauté actuelle à une Communauté de dix membres. On en a parlé comme d'un fait acquis. Et en effet, tout porte à croire que l'élargissement de la Communauté sera prochainement réalisé. N'oublions cependant pas qu'il reste au moins un obstacle à surmonter : c'est le problème de la pêche, dont l'importance est surtout vitale pour la Norvège. De nombreuses réunions ont été consacrées à l'examen de ce problème, mais la suggestion d'instaurer une période transitoire ne le résout pas. Je sais, bien sûr, que la Communauté s'est engagée à appliquer, même après l'expiration de la période transitoire, des clauses dérogatoires pour certaines régions de pêche sans « arrière-pays », mais je me demande si cette proposition est suffisante. La Communauté ne devrait-elle pas garantir que le chômage sera évité dans les régions de pêche qui, à la suite de l'instauration de la politique commune de la pêche, seront tout particulièrement exposées à cette menace ?

Partons de l'hypothèse que l'élargissement de la Communauté sera bientôt un fait acquis. S'est-on suffisamment interrogé sur les conséquences qui en résulteront pour le fonctionnement normal des activités au sein de la Communauté ? Les expériences faites depuis 1958 nous montrent qu'un accord entre les six n'est souvent réalisé qu'au prix de négociations laborieuses et de nombreuses séances de nuit. Qu'advient-il si, d'une part, la règle de l'unanimité est maintenue et si, d'autre part, la Communauté est élargie à dix membres ?

En soi, l'élargissement représente un progrès important, dont il faut se réjouir, mais cette évolution implique en même temps une révision des modalités d'application de la règle de l'unanimité. Dans la Communauté des dix membres, il faudra fatalement que les décisions soient prises à la majorité.

Au cours du présent débat, de nombreux orateurs ont parlé du rôle que pourrait jouer la Communauté élargie dans un monde « multipolaire ». De même, on a souvent estimé ces derniers temps que l'Europe en voie d'unification pourrait finalement devenir une

van der Stoep

grande puissance parmi les quatre ou cinq autres grandes puissances du moment.

Si l'Europe est d'ores et déjà une grande puissance sur le plan économique, elle ne l'est certainement pas encore sur le plan politique. A cet égard, les positions des États membres sont encore trop divergentes. La Communauté ne peut assurément pas non plus se targuer d'être une grande puissance militaire. Le seul fait que l'Union soviétique consacre à sa défense deux fois autant d'argent que les dix pays de la Communauté européenne réunis est éloquent à ce sujet.

Ces chiffres font immédiatement apparaître qu'il est absolument indispensable de maintenir les liens militaires et politiques qui existent entre l'Europe occidentale et les États-Unis. Si ces liens devaient être rompus, il ne resterait à l'Europe unie d'autre alternative que de constituer une force nucléaire européenne. A mon avis, cette solution aurait non seulement des conséquences néfastes sur les budgets nationaux, mais compromettrait aussi et surtout la politique de détente. C'est pourquoi j'estime qu'il est absolument nécessaire que l'Europe-Unie, même s'il faut espérer qu'elle parviendra à une politique étrangère commune, continue d'examiner les problèmes militaires dans le cadre de ses relations avec les États-Unis.

C'est également dans la perspective de la coopération militaire avec l'Amérique qu'il faut considérer la crise qui affecte à l'heure actuelle les relations entre les États-Unis et l'Europe dans le domaine monétaire et commercial, problème qui a déjà été évoqué par de nombreux orateurs.

A cet égard, je souscris aux vues de M. Triboulet : ce problème est effectivement le problème le plus urgent auquel la Communauté est confrontée pour l'instant. M. Schuijt a fait une observation analogue. Si nous n'arrivons pas rapidement à une solution, nous sommes menacés d'une escalade de mesures et de contre-mesures de politique commerciale pour finalement verser dans un nationalisme économique intégral, avec toutes les conséquences qui en découlent, à une époque où la situation conjoncturelle en Europe suscite déjà des inquiétudes.

Ces éléments devraient également nous inciter à trouver rapidement une solution, car en fait, nous ne disposons plus que de quelques mois pour y parvenir. Quelques mois, pour la simple raison que la campagne électorale s'ouvre aux États-Unis dès le printemps prochain et qu'il sera dès lors très difficile de parvenir à un accord dans les négociations avec les États-Unis. Cette remarque vaut d'autant plus que l'Europe ne se soucie pas plus des États-Unis que les États-Unis ne se soucient de l'Europe dans ce domaine et que la Communauté européenne en particulier tente un dernier effort pour surmonter l'impasse dans laquelle les discussions monétaires se sont engagées.

C'est également dans cette perspective qu'il est de la plus haute importance que l'entrevue entre MM. Brandt et Pompidou aboutisse à un accord et à des résultats concrets.

Le président du Conseil a fait un exposé détaillé sur les relations de la Communauté avec les pays en voie de développement. On ne peut que s'en féliciter et dès lors je ne voudrais pas sous-estimer l'importance des résultats dont il a fait état. Mais par ailleurs, je tiens quand même à souligner que, par exemple, les préférences tarifaires dont il a parlé sont formulées de telle manière qu'elles n'ont, pour l'instant, qu'une faible signification pratique pour les pays en voie de développement ; il ne faut pas non plus perdre de vue que, pour un certain nombre de produits agricoles, qui pourraient tout aussi bien être importés des pays en voie de développement, le degré d'autoapprovisionnement de la Communauté ne cesse d'augmenter et surtout que les efforts déployés par la Communauté dans le domaine de l'aide au développement sont insuffisants par rapport aux besoins énormes des pays en voie de développement et de la grande misère qui y règne. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une politique beaucoup plus résolue et d'une portée beaucoup plus grande dans ce domaine.

Monsieur le Président, j'aborde maintenant le problème de la sécurité européenne. J'ai écouté, non sans étonnement, les observations formulées par M. Amendola sur l'attitude du monde occidental en cette matière. A mon avis, il est tout de même indéniable que si les pays du bloc oriental avaient réagi plus rapidement à l'appel de Reykjavik, lancé dès 1968, pour négocier sur la réduction des forces armées, il aurait été possible d'entamer ces négociations il y a longtemps déjà. Je trouve que cette absence de réaction est particulièrement regrettable.

J'avais espéré qu'il serait possible d'accélérer la procédure préparatoire aux négociations sur la réduction des forces armées notamment après le discours de M. Brejnev à Tiflis, au printemps de cette année ; force m'est toutefois de constater aujourd'hui qu'en dépit du fait que les quatorze pays coopérant au sein de l'OTAN aient décidé, depuis longtemps déjà, d'envoyer M. Brosio en mission de reconnaissance à Moscou, la capitale soviétique n'a toujours pas donné suite à cette proposition.

Je trouve par conséquent que, dans ses considérations, M. Amendola devrait également tenir compte de ces aspects du problème.

Par ailleurs, les pays occidentaux ne sont pas non plus à l'abri de toute critique en ce qui concerne la tournure prise par les événements. Ainsi, il est regrettable que, d'une part, quatorze pays appartenant à l'OTAN décident d'envoyer M. Brosio en mission de reconnaissance à Moscou et que, d'autre part, MM. Brejnev et Pompidou en arrivent, au cours des entretiens qu'ils ont eus, à la conclusion que les négo-

van der Stoep

ciations sur la réduction des forces armées ne peuvent avoir lieu que dans le cadre d'une conférence sur la sécurité européenne.

Sur ce point, la politique française va donc à l'encontre de celle mise en œuvre par les autres pays du monde occidental, avec toutes les conséquences défavorables qui en résultent pour les efforts déployés en vue de parvenir enfin à un dialogue avec le bloc oriental, dialogue dont nul, je pense, ne contestera l'urgence.

Toutes ces considérations font apparaître une fois de plus à quel point il est indispensable d'inscrire notamment à l'ordre du jour de la prochaine conférence au sommet le problème de l'approfondissement et du renforcement de la coopération politique et de ne plus se contenter de demi-mesures dans ce domaine.

Il est sans aucun doute nécessaire de parvenir à une politique étrangère commune sur le plan européen et il est tout aussi nécessaire d'assigner à cette politique des objectifs importants et précis, notamment la poursuite d'une action d'envergure en faveur de la paix. Au niveau mondial, cette politique de paix implique nécessairement que des efforts accrus soient consentis en vue de réduire et de supprimer l'écart de plus en plus important entre le niveau de vie des pays riches et des pays pauvres ainsi que les tensions qui en résultent. Sur le plan européen, cette politique impliquerait la recherche constante d'un dialogue avec le bloc oriental en vue notamment de parvenir à une réduction des armements et de continuer à développer les différentes formes de coopération économique et culturelle. Ce serait une contribution énorme à l'établissement de relations stables et pacifiques dans le monde. Dans ce contexte, le rôle de l'Europe pourrait être infiniment plus important s'il était possible de parvenir à une telle approche communautaire.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Cifarelli.

M. Cifarelli. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, si j'ai demandé la parole, c'est avant tout pour remercier le président en exercice du Conseil de l'effort qu'il a consenti aujourd'hui encore pour tenter d'exprimer en termes clairs, bien qu'inévitablement prudents, l'orientation qui doit être celle de la politique étrangère de l'ensemble de l'Europe des Six, en fonction, en prévision, dans l'attente de l'Europe des Dix. C'est un problème important et grave, qu'il ne faut pas sous-estimer, que celui des répercussions de cet élargissement de la Communauté à Dix sur les orientations de la politique étrangère. Ce serait nier l'évidence que de refuser d'admettre que non seulement l'entrée de la Grande-Bretagne apportera à notre Europe d'énormes avantages du point de vue économique, social et démocratique, et sur le plan

de la civilisation mais qu'elle entraînera aussi des complications en ce qui concerne la recherche difficile et déjà en cours d'un équilibre entre les politiques étrangères nationales, qu'il s'agisse de celle de la République fédérale d'Allemagne ou de celle de la République française, pour ne citer que ces deux exemples. Je pense que précisément pour ces raisons il importe que nous engagions ces discussions et j'estime que notre débat d'aujourd'hui est extrêmement opportun et significatif à cet égard. Je crois que ce serait mal poser le problème que de céder à l'un ou à l'autre extrême. Je suis en effet absolument convaincu qu'ajouter bout à bout les données de la production, du commerce, des possibilités économiques de l'Europe — aujourd'hui des Six et demain des Dix — et en conclure que nous sommes parvenus à la création d'une grande puissance mondiale, c'est affirmer une chose inexacte. Et je suis d'accord avec M. Amendola lorsqu'il déclare que dix États nationaux réunis ne constituent pas une grande puissance. Mais il a ajouté : « Et nous ne voulons pas créer une grande puissance ». Sur ce point, je ne puis me rallier à son opinion non parce que je souhaite que l'Europe des Dix devienne (ce qui serait hors de propos) une « super-puissance » expansionniste du type de celles que nous avons connues au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais parce que j'estime qu'à dix, c'est-à-dire qu'en élargissant le premier « noyau européen » et en créant cette structure politique qui se révélera propice — et qui, me semble-t-il, prend corps peu à peu — nous devons mettre sur pied une Europe confédérale. Une Europe de ce type sera apte en effet à satisfaire l'exigence d'équilibre que l'on ne doit jamais perdre de vue dans les problèmes de la paix et que j'interprète en ce sens qu'il faut donner aux problèmes la dimension politique qui permettra d'y faire face. Il coule de source que nous ne pouvons plus apporter aux problèmes de notre temps une réponse politique dans les limites des États nationaux européens. Les vicissitudes de la crise du dollar ont précisément montré (aussi bien à Bonn qu'à Paris et à Rome) qu'il n'est possible de répondre, en termes de problèmes nationaux et dans les limites des forces nationales, ni aux exigences de l'équilibre intercontinental, ni à celles du développement économique et social de la collectivité européenne et de chaque nation. C'est pourquoi nous devons réaliser les « équilibres » comme le veut l'époque à laquelle nous vivons, c'est-à-dire les établir à l'échelle continentale et subcontinentale.

De ce point de vue, il est clair que l'Europe libre, à laquelle nous nous référons, est une Europe dont nous pouvons regretter qu'elle soit réduite à la moitié du continent, mais dont nous devons reconnaître l'importance confirmée par l'histoire. L'histoire a ses secrets ; peut-être que d'au-delà de cette limite, qui est toujours marquée par un mur, pourront nous venir de nouvelles possibilités concrètes de créer une plus vaste structure européenne. Pour l'instant, un

Cifarelli

fait est certain : la nécessité de donner vie, par-delà la politique économique, à une politique tout court de la Communauté européenne. Dans notre débat, le thème sur lequel l'attention s'est immédiatement portée — et cela à juste titre, j'en rends acte à M. Scelba — c'est celui de la défense européenne. Il existe dans certains de nos pays une tendance (née peut-être d'une nostalgie de la neutralité ou d'un abandon par lassitude de positions politiques) à ne pas parler de ces problèmes. Or, il s'agit de problèmes que nous devons affronter sérieusement et cela dans les plus brefs délais. En effet, comment faut-il interpréter la crise que traverse la politique étrangère de l'Amérique à l'égard de l'Europe ? Cette crise est due uniquement à l'impossibilité de s'entendre sur le problème monétaire, à l'idée que se font les États-Unis de la politique agricole commune, à l'extension des accords commerciaux de la Communauté à d'autres pays. Il est nécessaire (comme l'a affirmé notre collègue Triboulet, et je suis d'accord avec lui) de discuter au plus vite de ces problèmes avant que les relations entre l'Europe et les États-Unis s'enveniment irrémédiablement. Mais il faut surtout tenir compte du problème militaire. Le problème de la défense se pose et il est grave ; il s'agit de la participation des États européens, de nos pays, aux dépenses de la défense commune dans le cadre de l'alliance atlantique ou en remplacement de celle-ci. C'est un problème de dépenses, un problème d'efforts organisés pour créer une véritable force de défense européenne.

Je crois que tout nous conseille de maintenir l'alliance atlantique, en tant que moyen d'assurer une détente dont la nécessité s'accroît dans le monde, et je pense que nous devons poursuivre avec persévérance le perfectionnement des défenses atlantiques plutôt que de rechercher une forme de défense autonome et différente.

Mais cela nous place devant de graves problèmes. M. Amendola a eu le mérite de nous dire dans son intervention — et il est bon que ce problème ait été soulevé précisément par son parti politique — que nous devons nous rendre compte de l'ampleur de la dépense nécessaire pour la défense. Et je voudrais souligner, en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, que dans la situation actuelle, ce sont précisément les problèmes de la défense qui suscitent leur inquiétude, devant les charges croissantes auxquelles ils ont à faire face, et qui augmentent le mécontentement de voir que les alliés européens ne font pas, dans ce domaine, tous les efforts voulus. J'estime que nous sommes parfaitement fondés à supposer que, par-delà les dissensions politiques auxquelles donne lieu en Russie soviétique la question des accords sur le désarmement, une pression croissante est exercée par l'opinion publique, qui existe même dans les pays dépourvus de vie démocratique, où cette opinion publique n'en fait pas moins ressentir son influence. Que l'on songe au problème des produits de

consommation primaire qui sont sacrifiés parce que les armements entraînent des charges économiques. Il suffit de consulter les données publiées par les revues spécialisées pour se rendre compte de l'effort que Moscou a fait et continue de faire pour augmenter ses armements. Comment le niveau de vie et de consommation pourrait-il être amélioré pour cette population qui, après la révolution faite il y a plus de 50 ans, a pourtant bien le droit de demander une amélioration ?

Ainsi, précisément aujourd'hui où nous commençons à traduire en termes plus concrets, avec détermination, une politique de la Communauté, le problème de la défense doit être posé sous les deux aspects du maintien du pacte atlantique de défense et de la préparation de mesures appropriées pour faire face aux exigences économiques que pose cette défense. La solution de rechange, c'est la voie du désarmement, qui ne peut cependant être le fait d'États isolés, encore que j'estime que ce soit là l'objectif que nous devons nous assigner. Mais — comme on l'a dit il y a déjà nombre d'années — le désarmement est la récompense des forts. Et même si nous ne voulons pas en rester à cette définition, qui appartient à la rhétorique du XIX^e siècle, examinons ce que nous pouvons faire. L'effort des diplomates et des responsables de la politique étrangère doit être développé dans le sens dont nous avons déjà eu une manifestation importante. Je voudrais rappeler ici cette manifestation, à laquelle le parti politique auquel j'appartiens en Italie a intensément participé. Je veux parler de l'élaboration, puis du soutien à la réalisation de ce traité de non-prolifération des armes nucléaires qui a été un facteur déterminant du passage de la guerre froide à la détente, dans laquelle nous paraissions enfin engagés.

Une autre observation, chers collègues, que je voudrais soumettre à votre attention est la suivante : alors que nous affrontons le problème de la politique étrangère de la Communauté des Six (demain des Dix), nous devons poser ce problème en nous référant à la situation actuelle, c'est-à-dire à la conjoncture politique dans laquelle nous nous trouvons. A propos de cette conjoncture, nous pouvons dire que si l'ère du bipolarisme rigide paraît désormais révolue, comme l'a déclaré le président Malfatti, le fait que nous allons vers un système tripolaire ou multipolaire ne nous autorise nullement à devenir des irénistes convaincus.

Les premières manifestations de la présence de la Chine aux Nations unies devraient nous servir d'avertissement. Nous pouvons voir en elles quelque analogie avec la présence tapageuse et retentissante de M. Khrouchtchev au lendemain de l'annonce de la déstalinisation, encore que le problème se pose en termes très différents. Et c'est précisément cette présence de la Chine de Mao, avec toutes les conséquences qu'elle comporte, qui doit nous empêcher de croire, en nous fondant sur une vue hâtive et super-

Cifarelli

ficielle, que le danger est conjuré et que nous nous acheminons vers une paix mondiale.

Je considère comme justifié l'effort démocratique qui vise à mettre fin au régime né au lendemain de la première guerre mondiale, c'est-à-dire au régime des blocs, grâce à l'action déployée dans chacun de ces blocs pour assurer la détente entre eux et leur articulation dans l'intérêt de la liberté.

Ce régime peut-il encore être valable ? C'est la question que nous devons nous poser. Mais s'il vient à être supprimé, si, comme le disent les journalistes, l'accord de Yalta est dépassé et que nous ayons désormais opté pour une conception tripolaire de la politique internationale, nous devons nous rendre compte que ce changement précisément doit nous inciter encore davantage à mettre au point une politique étrangère de la Communauté, sous peine d'être très rapidement désorganisés, même dans un domaine où la Communauté a fait des progrès, à savoir le domaine économique, douanier et monétaire. Si nous ne réorganisons pas ni n'améliorons le régime politique existant, nous allons vers la manifestation la plus évidente du régime traditionnel des États opposés, des accords conclus aux dépens de l'État voisin, c'est-à-dire vers la *Realpolitik* portée à ses conséquences extrêmes.

C'est pourquoi il me semble que précisément le passage du système bipolaire à celui qui semble se dessiner aujourd'hui ne peut que signifier un appel à toutes les forces politiques des six pays afin qu'elles agissent en faveur de la mise en œuvre d'une politique étrangère commune.

De ce point de vue, tous les moyens sont bons. Mais ce processus aussi doit avoir des échéances à très court terme.

J'ai constaté moi aussi, si je l'ai bien compris, dans le discours de M. Moro, l'absence de toute allusion à la préparation de la fameuse conférence sur la sécurité européenne. Cette question n'a cependant pas su échapper à l'attention des ministres des affaires étrangères des six pays lorsqu'ils se sont réunis ; elle ne saurait en tout cas être sous-estimée, étant donné les développements de la situation mondiale auxquels il est indispensable et urgent que nous fassions face. Mais cette conférence sur la sécurité européenne exige précisément — et je crois qu'il est urgent d'en parler en toute clarté — que nous organisions rapidement cette rencontre entre les chefs d'État ou de gouvernement de laquelle devrait naître une ligne de conduite commune des pays de la Communauté européenne.

Nous montrer divisés par des contradictions allant au-delà des diversités physiologiques des politiques de chacun des États nationaux, signifie également nous opposer aux objectifs de détente — s'ils existent réellement — que doit poursuivre cette conférence ; cela signifie nous exposer à l'aventure si, au

cours de cette conférence, l'un ou l'autre partenaire tente de désarticuler le système atlantique actuel, qui sans aucun doute, a toujours servi la paix et que nous devons orienter toujours davantage vers une détente constructive entre l'Est et l'Ouest.

Une dernière observation, Monsieur le Président, chers collègues, que je voudrais formuler ainsi ; je fais partie de ceux qui estiment que nous avons surmonté, à cette phase de la politique mondiale, le danger d'un accord Est-Ouest, conclu par-dessus la tête de l'Europe, comme une sorte de « Sainte Alliance ».

Les analogies historiques peuvent être trompeuses, mais j'appartiens à un pays qui s'est élevé contre la Sainte Alliance et qui fut érigé en État national par les luttes glorieuses du « Risorgimento ». Toutefois, écarter le danger d'une Sainte Alliance, constater qu'un accord entre les deux super-puissances par-delà l'Europe peut être désormais considéré comme une préoccupation sans objet, ne signifie pas pouvoir facilement faire abstraction de l'importance que doit avoir l'action communautaire pour faciliter la détente dans le monde actuel.

L'effort vers la détente implique des droits et des devoirs à l'égard de l'Est comme de l'Ouest.

Ceux qui inclinent davantage à penser que la Russie soviétique est prête à accepter une organisation du monde au service de la paix et qui cherchent à voir plus loin que la proposition, tant de fois répétée, de la conférence sur la sécurité européenne, feraient bien avant tout de demander à l'Union soviétique de reconnaître la réalité communautaire, d'établir avec elle des relations adéquates, de lui manifester, dans le domaine où elle agit, sa confiance en des ententes possibles et des rapports constructifs qui sont dans l'ordre des choses possibles, des objectifs qui peuvent être raisonnablement atteints.

Monsieur le Président, au fil de la grandiose et glorieuse histoire de l'Europe, nous sommes souvent enclins à interpréter les faits qui se produisent avec les yeux du passé. Nous établissons des comparaisons. Qui sait ? Peut-être devons-nous considérer le moment où nous vivons comme analogue à celui qu'a vécu l'Europe lorsqu'elle émergea de la guerre de Trente ans, c'est-à-dire d'une série de conflits terribles, qui avaient réduit à environ 25 % la population de l'Europe, à la suite des dévastations, des massacres et des épidémies qu'elle avait entraînées. 1648-1948 : au terme de ces années orageuses et tragiques, un arrangement fut trouvé grâce au principe qui animait alors la diplomatie et la politique internationale. Je veux parler du principe (parfaitement clair en latin) *cujus regio, ejus religio*. On reconnut alors que chaque État pouvait avoir sa propre religion, et ce principe permit à l'Europe de retrouver la stabilité et de renaître. Cette analogie historique pourrait servir de leçon pour l'Europe de demain. Toutefois, quel que soit le motif que nous invoquions pour obtenir cette stabilisation politique, cette paix qui

Cifarelli

naîtra de la détente, nous avons à remplir un devoir primordial : faire en sorte que ceux qui ont une conscience européenne, ou en d'autres termes, que les peuples dont la *religio* est l'Europe, s'emploient par un immense effort démocratique et une entente sur le plan politique, à servir concrètement la cause de la paix. C'est cela surtout que le monde attend de l'Europe.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Jahn.

M. Jahn. — (A) Monsieur le Président, chers collègues, MM. Scelba, Scarascia Mugnozza et Schuijt, ont consacré leurs interventions aux principes généraux du thème à l'examen et nous souscrivons dans une large mesure aux opinions qui ont été émises dans cet hémicycle par de nombreux orateurs, que ce soit MM. Lautenschlager et Berkhout ou encore M. Corona. Je voudrais simplement prendre position sur un aspect qui, je le pense, est important.

Si nous parlons aujourd'hui du rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix, nous ne pouvons pas ignorer les relations de la Communauté européenne avec l'Union soviétique et les autres pays du bloc oriental. Je me suis préoccupé de ces questions au cours des dernières semaines pour me faire une idée générale à ce sujet.

Ce problème peut se résumer — et c'est par là que je commencerai — comme suit : jusqu'ici, la politique mise en œuvre par l'URSS à l'égard de la CEE a été caractérisée par trois phases. Au cours de la première phase, les Soviétiques niaient l'existence de la CEE. A Moscou, elle était considérée comme une sorte de jeu de capitalistes. Au cours de la deuxième phase, le Kremlin se moqua des tentatives faites en vue de parvenir à une coopération économique étroite et prétendit que le résultat était disproportionné par rapport aux dépenses consenties. Enfin, au cours de la troisième phase, Moscou a ouvertement reconnu la force qui émane de la Communauté. C'est en particulier le prochain élargissement de la CEE à d'autres pays qui effraya les spécialistes économiques de Moscou. Au cours de cette phase, on s'efforça d'attaquer la Communauté sur le plan interne et de semer la discorde dans ses rangs.

Aujourd'hui, la position officielle de la politique soviétique à l'égard de la CEE peut encore se caractériser par les mots de « non-reconnaissance » ou de « refus fondamental », les attaques lancées contre la Communauté ayant toutefois diminué en ampleur par rapport au passé.

L'Union soviétique reprend toujours, à l'égard de la CEE, les arguments suivants :

— la dépendance de la CEE à l'égard des États-Unis dans le cadre du GATT et de l'OCDE ;

— les liens étroits de la CEE avec l'OTAN, la situation géographique du quartier général de l'OTAN et de la CEE, toutes deux implantées à Bruxelles, étant souvent mises en évidence ;

— le cloisonnement de la zone économique ainsi constituée.

Chers collègues, ce dernier aspect est souvent mis à l'avant-plan dans de nombreuses publications soviétiques. On peut y lire que l'URSS ne veut pas de l'unification économique et politique et qu'elle redoute la formation d'un puissant bloc politique en Europe. Différents orateurs viennent précisément d'en parler. En fait, c'est de cette crainte que provient principalement l'aversion de l'URSS à l'égard de la CEE. En conséquence, les Soviétiques dénoncent la suppression des structures nationales des différents États membres et conseillent vivement à tous les États d'Europe de n'abandonner sous aucun prétexte leur souveraineté. Ils estiment — je résume leur argumentation — qu'à long terme les intérêts nationaux — considérés dans leurs perspectives historiques — feront éclater la Communauté actuelle.

Pour illustrer ces idées, je citerai la « Prawda » : le commentateur en chef du journal soviétique, M. Schukow, qualifie la décision de Bruxelles de faire du Marché commun une union économique et monétaire comme une « étape sur la pente savonneuse qui mène à la perte de la souveraineté nationale et au renforcement des monopoles internationaux ».

Mesdames et Messieurs, M. Schukow n'est pas n'importe qui ; il est aussi président de la commission des affaires étrangères du Soviet Suprême et ses déclarations doivent assurément être prises au sérieux. Sur ce point, je souscris entièrement aux vues de M. Corona : dans les relations bilatérales entre l'Union soviétique, d'une part, et la République fédérale, la France, la Belgique ainsi que la Grande-Bretagne, d'autre part, il faut se garder de développer les relations commerciales à un point tel que la mission multilatérale de notre Communauté puisse être compromise. Car c'est cet objectif qui est, à l'heure actuelle indirectement recherché par la politique et la presse soviétiques.

C'est dans un but bien déterminé que la politique soviétique, surtout dans le domaine du commerce extérieur, s'est efforcée, au cours des dernières années, de nouer des relations commerciales plus étroites avec les différents États membres au moyen de contrats à long terme. Cette politique se concentre sur des actions bilatérales, même pour ce qui est des discussions sur l'organisation d'une conférence sur la sécurité européenne. A l'appui de cette thèse, nous trouvons les arguments suivants, extraits de documents soviétiques :

Une conférence sur la sécurité européenne doit être une conférence d'États indépendants ; il s'agit

Jahn

d'instaurer un système de pactes bilatéraux de non-agression — je souligne : pactes bilatéraux de non-agression ; les pactes de sécurité et d'amitié sont les meilleurs moyens de préserver la paix.

C'est dans ce cadre que s'insère l'ensemble des discussions sur le renforcement de la sécurité au sein de l'alliance atlantique et même à l'avenir, toute politique de détente à l'égard de l'Est, dont je suis partisan. Il est certain que cette action de la politique étrangère soviétique — je veux dire la convocation d'une conférence sur la sécurité européenne — vise aussi à assurer et à légitimer l'occupation soviétique par le biais de l'amélioration des relations bilatérales. On a pu le constater en particulier au cours de la discussion des relations entre la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique. Nous devons tenir compte de tous ces aspects si nous voulons, dans le domaine de la politique étrangère, harmoniser nos intérêts, car, en l'absence d'un front uni, nous ne devrions pas participer à une conférence sur la sécurité européenne.

Vous n'ignorez pas, mes chers collègues, que le seul pays du bloc oriental à avoir, sur le plan diplomatique, reconnu la CEE en tant qu'institution politique est la Yougoslavie. Certains pays de l'Est (Pologne, Hongrie) ont conclu des accords commerciaux avec la CEE sans pour autant reconnaître la CEE sur le plan politique. Il ne fait aucun doute que cette attitude est imputable à l'influence de Moscou. Une analyse précise de la politique soviétique sur ce point fait apparaître que, depuis 1968, l'URSS hésite, à l'égard de la CEE — et il faut le noter — entre le refus pur et simple et l'acceptation tacite des efforts déployés par ses alliés en vue de trouver un terrain d'entente avec la CEE et de conclure avec elle des accords commerciaux (Pologne, Hongrie). Nous prenons acte de ces faits avec intérêt et espérons que désormais, l'Union soviétique, depuis qu'elle ne jure plus que par la « politique des réalités », finira également par reconnaître la réalité de la CEE. La CEE veut la paix et la liberté pour tous les peuples d'Europe sur la base du droit de ces peuples à l'autodétermination. Et si l'Union soviétique et les États de l'Europe orientale entendent appliquer le principe de la non-ingérence, ils ne pourront pas méconnaître la réalité de la CEE.

Il n'en reste pas moins que l'Union soviétique, si l'on en juge par les déclarations de ses hommes politiques, reste opposée à toute intégration et hostile à la CEE. Les efforts entrepris en vue de l'élargissement de la CEE — je souligne, l'élargissement de la CEE — ont été combattus par la politique et la propagande soviétiques. Dans les pays où l'Union soviétique peut intervenir légalement ou exercer des pressions, elle a fait prévaloir son point de vue, c'est-à-dire le refus d'accepter la CEE. C'est le cas en Autriche et en Finlande. A ce sujet, la « Prawda » écrit :

« L'adhésion, sous quelque forme que ce soit, de la Suisse, de l'Autriche et de la Suède au Marché

commun équivaldrait à un affaiblissement progressif de la souveraineté nationale de ces pays. L'adhésion les contraindrait inévitablement à rester dans le sillage des instigateurs du Marché commun et finalement aussi de l'OTAN. »

Le ministre autrichien des affaires étrangères déclare que les Soviets lui ont donné clairement à entendre qu'ils s'opposeraient, tout comme auparavant, à la moindre tentative — je souligne la moindre tentative — que ferait le pays neutre qu'est l'Autriche pour se rapprocher du Marché commun. Il faut que nous en prenions acte afin de comprendre ce qu'il en est des rapports entre la CEE et l'Union soviétique dans la perspective précisément de la Conférence sur la sécurité européenne.

Quant à l'adhésion de la Grande-Bretagne, l'Union soviétique espère qu'il sera encore possible d'empêcher l'adhésion définitive au moment de l'adoption des décrets d'application. L'ensemble de la presse soviétique souligne tout particulièrement que le gouvernement de M. Heath a « expédié » le débat aux Communes sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun contre la volonté de la majorité du peuple britannique, et qu'il n'a pas non plus tenu compte de la force organisée des syndicats.

A cet égard, il est intéressant de noter par exemple les prises de position de Varsovie. Dans la capitale polonaise, on dit :

« L'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun a des aspects positifs en ce sens que les centres de décision seront déplacés vers le Nord. Désormais, l'Europe sera plus indépendante vis-à-vis des États-Unis et il y a lieu d'espérer que la CEE se caractérisera par une plus grande ouverture. »

Cette dernière phrase n'appelle pas de commentaires. C'est en effet la grande ouverture de la CEE sur le monde qui suscite pour l'instant l'inquiétude des États-Unis, de l'Union soviétique et aussi du Japon.

Permettez-moi d'aborder un autre aspect de la conférence sur la sécurité européenne, préconisée par l'Union soviétique. M. Kossyguine a déclaré sans ambiguïté possible que cette conférence visait, outre les objectifs déjà mentionnés, à ouvrir la voie vers une coopération économique, scientifique et technique de grande envergure. Sur ce point, nous sommes attentifs et attendons les propositions soviétiques car une grande communauté économique comme la CEE ne peut qu'y trouver son intérêt. Et à ce propos, je voudrais souligner un passage de l'intervention de M. Moro, selon lequel le renforcement des relations économiques favorise, sur le plan politique, l'esprit de rapprochement.

Je crois, mes chers collègues, que nous devons analyser de manière très critique cet aspect de la coopération scientifique et technique ; en effet, il s'agit pour nous de poursuivre le processus d'intégration

Jahn

au sein de la CEE et de continuer, en commun et à dix, les efforts entrepris en vue de parvenir à l'union politique. Nous devrions nous garder de donner à l'Union soviétique la possibilité de perturber voire de détruire, par un système bilatéral, la voie qui mène à l'unité de l'Europe. En politique étrangère, la Communauté doit — et je crois que tous les orateurs ont été unanimes à ce sujet sur toutes les questions politiques importantes — agir en coopération. Une telle action dépasse le cadre du plan Davignon. Si la conférence sur la sécurité européenne est organisée, il faut que les Six et, si possible, les Dix, y présentent un front uni. Il s'agit de se mettre d'accord aussi bien sur les principales questions de politique économique que sur celles de politique étrangère et de sécurité. En l'occurrence, je crois devoir donner raison à MM. Moro et Malfatti, qui estiment que ces objectifs ne pourront être atteints que si nous agissons en fonction d'un plan stratégique.

Peut-être verrons-nous dans ce cas la politique soviétique à l'égard de la CEE entrer dans sa quatrième phase, car les responsables soviétiques se seront rendu compte qu'il est impossible d'entretenir de bonnes relations économiques bilatérales avec les différents États membres, notamment avec la République fédérale et la France, tout en condamnant la CEE comme une force agressive. Peut-être assisterons-nous à un revirement des Soviétiques. M. Hallstein a déclaré récemment aux États-Unis que, désormais, il est peut-être permis d'espérer qu'au cours de négociations longues et difficiles sur la sécurité européenne, l'Union soviétique sera en mesure de présenter, à titre de cadeau, la reconnaissance de la CEE. Dans ce cas, nous aurions incontestablement atteint l'objectif souhaité.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais conclure. Le président du Conseil a déclaré que l'extension des relations économiques et commerciales était un élément de compréhension et que la présence de l'Europe était indispensable pour assurer l'équilibre des forces et la paix ; à mon avis, cette présence ne doit pas seulement être économique, mais aussi politique. La Communauté politique des États démocratiques d'Europe se doit d'assumer ses responsabilités — je souligne : ses responsabilités — dans tous les domaines de la politique internationale. Car le temps où l'Europe n'avait à agir qu'à titre d'union économique est révolu. Je crois que c'est sur cette même base que doit s'instaurer la coopération au sein de la Communauté, en Europe et dans le monde.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Cantalupo.

M. Cantalupo. — (I) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, je serai très bref car je n'aborderai qu'un seul point. Le débat a eu une telle densité que je ne vois vraiment pas ce

que je pourrais ajouter aux exposés qui ont été développés avec pertinence, intelligence, voire pour certains orateurs avec une vue très réaliste de la situation.

Si j'ai choisi de vous entretenir d'un seul point, c'est qu'il a été abordé par un orateur communiste, M. Amendola, dont on ne saurait laisser toujours sans réponse les jugements péremptoires et fort critiques.

Dans la partie finale de son intervention, dans laquelle il a défini en substance la position de son groupe sur le problème des relations Est-Ouest, M. Amendola a posé une question ; il a demandé s'il était vraiment utile que la conférence au sommet dont la date reste à déterminer dans le courant de l'année 1972 se déroule avant l'ouverture de la conférence sur la sécurité européenne et si le fait de vouloir faire précéder la conférence sur la sécurité européenne par la conférence au sommet n'était pas un moyen de compliquer toujours plus et jusqu'à rendre peut-être impossible l'organisation de la conférence sur la sécurité européenne.

C'est ici que je voudrais très brièvement lui dire que je ne partage pas le moins du monde sa perplexité à ce sujet et qu'il ne me vient pas à l'idée qu'il pourrait s'agir d'une manœuvre diplomatique de la part des pays occidentaux, visant, au mépris de toute procédure, à opposer un refus à la proposition de conférence au sommet qu'ils n'auraient pas le courage de dénoncer ouvertement. Quant à moi, je le répète, je n'ai pas le moindre doute à ce sujet et je crois traduire le sentiment général et je le dis au nom du groupe des libéraux et apparentés dont je suis le porte-parole ; je pense tout au contraire que l'on ne saurait envisager un quelconque succès, même minime, de la conférence pour la sécurité européenne avec l'URSS et avec le monde communiste si l'on n'éclaircit au préalable des points encore très vagues et litigieux au cours de la conférence au sommet entre Européens.

M. Amendola et, à vrai dire, d'autres orateurs aussi, ont mis l'accent sur le manque d'unité des Européens ; ils ont cité le cas des rapports bilatéraux de l'Allemagne de l'Ouest avec les pays du monde socialiste et, celui plus récent et plus spectaculaire — qui nous touche davantage du fait qu'il nous est plus proche ou qu'il est la réplique de faits historiques que nous avons vécus dans notre jeunesse — des relations entre l'Angleterre et la France ; et quelqu'un est même allé jusqu'à demander si le tunnel sous la Manche ne pouvait devenir à la longue le tunnel sous la Communauté. Je dois dire que si les choses étaient vraiment ainsi, si l'Europe était vraiment aussi désunie qu'on le dit, la première chose à faire avant d'entamer les pourparlers avec l'URSS lors de la conférence sur la sécurité, serait d'unifier l'Europe lors de la conférence au sommet, sinon nous courons à un échec certain et définitif qui serait catastrophique.

Cantalupo

L'expérience d'une rencontre générale Ouest-Est que ne soutiendrait pas, au moins en partie l'espoir d'un succès, serait vouée à l'échec, ce qui serait d'autant plus grave que ces rencontres représentent une innovation.

Par conséquent, comme préalable à tout dialogue avec les pays de l'Est socialiste nous devons chercher à cimenter au maximum la cohésion des pays occidentaux démocratiques, sous peine d'établir dans de très mauvaises conditions un contact où nous nous trouverions en état d'infériorité, ce qui nous ôterait tout espoir de succès.

Cette conférence pour la sécurité européenne est une idée fort ambitieuse. A ceux qui prêtent à l'Occident l'intention de la saboter avant même qu'elle ne s'ouvre, je voudrais faire remarquer que les pays occidentaux sont nettement plus favorables qu'il y a deux ans, à l'idée de cette conférence. Il y a tout juste deux ans, le sujet était tabou dans certains pays européens. Il semblait que ce fût une fuite en avant, que ce fût véritablement une reddition générale enthousiaste. Aujourd'hui, on en parle comme d'un fait objectif qui peut advenir si les conditions générales en Europe sont telles qu'il s'avère utile à tous et libératoire dans tous les sens du terme.

En employant le terme de libertaire, précisons bien qu'il ne s'agit pas d'un jeu de mots sur le terme de « liberté ». Dans les pays communément désignés sous le nom de satellites — je n'emploie pas moi-même cette expression car elle ne me plaît pas, ni diplomatiquement ni moralement — la première chose à faire est de poser le problème de la liberté dont pourraient ou non jouir les pays faisant aujourd'hui partie du monde communiste s'ils nouaient des contacts d'ordre économique, politique, morale et historique avec le monde anticommuniste.

Il s'agit de savoir si chacun de ces pays agit en toute liberté de conscience, fidèle à sa propre individualité historique, et dans une totale liberté d'action, ou s'ils sont en quelque sorte des appendices du monde communiste, ce qui reviendrait à perpétuer les blocs dans une conférence destinée à mettre un terme à l'existence de ceux-ci.

La contradiction serait irréductible. Nous posons cette condition comme un préalable. Nous voulons savoir si les États faisant aujourd'hui partie du monde communiste se présenteraient avec leur individualité propre à une telle conférence. Deux cas peuvent se présenter : ou bien le fait est historique et implique une modification des positions de ces États par rapport à eux-mêmes, à leur propre existence individuelle de pays, de nation et à nous-mêmes avec qui ils devraient dialoguer et donc évidemment par rapport à l'URSS, qui devrait leur laisser toute latitude d'action. Ou bien cette mutation ne s'opère pas et alors la conférence sur la sécurité européenne se déroulerait entre le bloc soviétique, d'une part, et le bloc plus modeste, représenté par les pays libres et

démocratiques où ne s'exercerait aucune volonté d'hégémonie, d'autre part. Mais s'il est vrai, et c'est vrai en grande partie, que les divisions entre nous sont nombreuses, nous ne représenterions plus alors qu'un demi-bloc ou même le contraire d'un bloc.

En d'autres termes un monde moléculaire s'opposerait à un monde monolithique. Or, il est évident que face au monolithe, les molécules sont appelées à disparaître ou du moins à se désintégrer l'une après l'autre.

C'est pourquoi nous estimons qu'il faut se hâter de préparer avec sérieux la conférence au sommet et de prendre conscience de la gravité du moment historique que nous vivons. M. Cifarelli a fait, il y a un mois, devant cette Assemblée, une déclaration qui est restée gravée dans mon esprit ; il a dit : c'est la dernière chance. Je suis d'accord avec vous, Monsieur Cifarelli, c'est bien la dernière chance. Ou bien nous réussissons cette fois-ci à forger notre unité avant de nous présenter devant l'interlocuteur colossal qui nous invite au dialogue, ou bien nous devons conclure qu'il vaut mieux nous dérober à ce colloque. La conséquence, nous la connaissons : nous resterons tels que nous sommes.

Mais une telle conception est désormais inconcevable, car les choses vont leur train, chez nous comme dans le monde communiste. Si tous ces chemins sont appelés à se croiser un jour, alors, plaise à Dieu, nous serons unis et ce sera tant mieux. Mais nous ne devons pas arriver à mi-parcours pour ensuite nous dresser l'un contre l'autre, alors qu'aujourd'hui du moins, les contacts importants noués entre chefs d'État ou de gouvernement dans les hautes sphères de la politique ont fait naître une espérance que nous espérons ne pas voir déperir. Mieux vaut donc poursuivre nos efforts et arriver à créer dans le monde occidental les conditions d'un dialogue avec les pays de l'Est, sans songer a priori que nous allons à l'échec.

Rien n'autorise, je crois, à penser que l'on veuille avancer la date de la conférence au sommet et reporter celle de la conférence sur la sécurité européenne ; cette seule idée glisse insidieusement un élément de pessimisme dans le problème de la pacification générale. Sur ce plan, je suis plus optimiste. Je pense, j'espère ardemment — et nous ne négligerons quant à nous aucun effort — que la conférence au sommet mettra en place les conditions permettant de préparer utilement et sans risque la conférence sur la sécurité européenne. Il n'est pas juste que l'on suspecte notre attitude ; si nous semblons temporiser, c'est qu'en réalité nous voulons gagner du temps car le temps travaille en faveur de la cohésion occidentale. Que l'un de nous veuille aller son propre chemin, et il ne tarde pas à rentrer dans le rang. Ceux qui ont cru devoir établir des rapports individuels avec les pays de l'Est européen renouvellent leur fidélité à la Communauté économique, à la Commission, au Marché commun, en d'autres termes, à cette réali-

Cantalupo

sation unique que le monde démocratique a réussi à mettre en place en vingt ans et dont il ne pourrait se détacher qu'avec un immense préjudice et au détriment d'une liberté dont il ne trouverait ailleurs nulle garantie.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, j'ai cru bon de préciser ce point, car la seule idée de l'intervention des dates consistant à organiser la conférence sur la sécurité européenne avant la conférence au sommet ouvre la voie à deux éventualités, tout aussi redoutables l'une que l'autre. La première serait, pour la conférence au sommet, d'aller droit à l'échec et à un échec historique, public et solennel, qui serait la condamnation de tous nos efforts et un véritable constat d'échec. La seconde, que l'on n'ait pas le courage de se soustraire à cette rencontre, mais que l'on y demeure prisonnier, sans aucune liberté d'action ; ce qui serait l'anéantissement de tout ce qui a été entrepris à Bruxelles et ici même au cours de ces vingt dernières années. Or, nous devons conserver précieusement ce patrimoine, en faire bénéficier non seulement les pays occidentaux, mais — dans la mesure du possible — les pays de l'Est qui nous sont opposés, à l'heure actuelle, du moins sur le plan de la dialectique.

Jamais encore l'entreprise n'aura été plus hardie : élargir le monde de l'initiative privée et du libéralisme. Ce serait un songe grandiose, un événement historique d'une telle portée qu'on peut en demeurer perplexe. On pourrait alors se demander si, de l'autre côté du rideau de fer, les peuples ne sont pas tous disposés à autant de libéralisme que chez nous, hypothèse audacieuse s'il en est. Imaginez la puissance de liberté dans le temps et dans l'espace, son pouvoir de persuasion sur les masses plus encore que sur les gouvernements, sur les peuples qui ont témoigné, souvenez-vous, d'un désir de liberté. Mais la liberté de tous exige la plus grande cohésion. Et il nous faut du temps pour pallier les insuffisances, écarter tout péril, amener à maturité ce qui ne l'est pas encore dans la société occidentale. Forçons l'unité politique de l'Occident, propre à séduire les autres peuples et à les grouper autour du fanal lumineux de la liberté — nous n'aurons plus qu'à cueillir les fruits de cette politique : la propagation de notre succès à la partie du monde qui espère peut-être nous voir échouer. Le temps travaille pour nous. Exploitions-le religieusement, avec un sens aigu de la collectivité. Commençons déjà par organiser cette conférence au sommet et puis, je l'espère, allons à la conférence sur la sécurité européenne et donnons au monde la paix des peuples qui est la seule paix possible que l'on puisse envisager dans le monde moderne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Moro.

M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président,

Messieurs les Représentants, je voudrais remercier vivement tous les orateurs qui sont intervenus avec tant d'efficacité dans ce débat et, en particulier, M. Scarascia Mugnozza, qui a parlé au nom de la commission politique, et M. Malfatti, au nom de la Commission des Communautés.

Les déclarations qui ont été faites aujourd'hui m'inspirent une grande admiration et un profond intérêt, et je regrette d'être dans l'impossibilité de répondre de façon appropriée à un débat aussi animé. Je ne dispose que d'un temps limité pour intervenir, en conclusion du débat, et sans avoir eu la possibilité d'examiner attentivement les déclarations qui ont été faites et que j'ai simplement écoutées sans pouvoir les vérifier. Je me heurte à une deuxième limite du fait que je suis ici en qualité de président en exercice du Conseil des Communautés, qualité qui m'oblige à ne parler que dans la mesure où j'estime pouvoir interpréter la pensée de mes collègues.

J'avoue que l'idée de trahir involontairement, d'une manière ou de l'autre, la pensée de mes collègues du Conseil dans cette réponse rapide et improvisée, me préoccupe. Je pense qu'ils m'excuseront si, sur l'un ou l'autre point, il m'arrive de ne pas interpréter exactement leur opinion, et je voudrais que, dans cette hypothèse, on m'attribue personnellement, en tant que ministre responsable des affaires étrangères de mon pays, cette opinion ou cette appréciation qui ne serait pas celle de mes collègues du Conseil.

En fait, la consultation politique entre les ministres se déroule dans une organisation autre que la Communauté. Pour ce qui est des résultats de l'évolution commune de notre politique, je dois en référer devant un organisme particulier — la commission politique — et je le ferai demain. Permettez-moi toutefois, à la suite d'un débat aussi exhaustif, de dire quelques mots dont j'espère — je le répète — qu'ils refléteront, du moins dans les grandes lignes, la pensée des ministres des affaires étrangères de la Communauté.

Il me semble que le débat a fait apparaître une satisfaction quasi générale à l'égard de certains résultats obtenus au cours de cette période ; satisfaction de constater les progrès réalisés, encore que nous ayons conscience de l'insuffisance de ce qui a été accompli jusqu'à présent dans la voie de l'unité européenne. Quoi qu'il en soit, notre regard est tourné vers l'avenir et nombreux sont ceux qui font appel à nous pour que tous, dans les différentes institutions communautaires, nous fassions notre possible pour accélérer un processus d'unification qui semble véritablement utile à l'Europe et à la politique internationale en général.

Je ferai abstraction, pour l'instant, de la position exprimée par M. Amendola ; j'y reviendrai brièvement tout à l'heure. Je tiens toutefois à dire que je ne pense pas avoir employé un ton emphatique ; il se peut que je l'aie fait pour énumérer certains résultats

Moro

obtenus sur la voie de l'unité, mais je ne suis pas sans me rendre compte — comme nous nous rendons tous compte, y compris M. Amendola — qu'il s'agit toujours de résultats incomplets. La constatation de l'existence d'une Communauté élargie, des ressources économiques qu'elle possède, de l'évolution progressive de certaines politiques communes, ne signifie pas encore que nous avons affaire à une entité suffisamment complète, uniforme, riche pour pouvoir jouer un rôle déterminant dans la politique mondiale. Mais nous sommes allés de l'avant, nous sommes sur le point de réaliser l'élargissement de la Communauté. Certes, il reste des problèmes d'une certaine importance en ce qui concerne la pêche, problèmes qui ont été évoqués au cours de la discussion. A ce propos, je voudrais dire que la Commission, suivie en cela par le Conseil, a fait une proposition qui témoigne d'une profonde compréhension des difficultés auxquelles se heurtent les pays candidats. Cette proposition n'a pas encore été adoptée. Je crois qu'il nous appartient à tous — et à la Commission en premier lieu — de l'améliorer dans le respect des principes propres de la Communauté. Mais je pense pouvoir exprimer la conviction, outre que le vœu, que lorsque nous aurons vaincu ces derniers obstacles, l'élargissement de la Communauté sera un fait accompli non seulement pour la Grande-Bretagne, mais également pour les autres pays candidats.

Nous avons progressé également dans ce que l'on appelle l'approfondissement ou le renforcement de la Communauté, même si nous devons reconnaître que les événements qui se sont produits dans le domaine économique et monétaire pendant la période en cause, ainsi que l'effort que nous avons dû accomplir pour faire face aux problèmes de l'élargissement ont, dans une certaine mesure, ralenti nos pas. Mais le processus est engagé et nous en reconnaissons tous l'importance. Il s'agit, en fait, d'amalgamer les économies, la vie sociale, la vie culturelle de pays qui doivent peu à peu constituer une unité véritable et accomplie. Nous avons également fait quelques progrès en matière d'unité politique ; je ne voudrais ni les sous-estimer ni les surestimer, qu'il s'agisse des développements sur le plan institutionnel, qui sont limités — on a rappelé ici certains de ces thèmes et je puis vous assurer qu'ils ne seront pas abandonnés, mais qu'ils continueront à faire l'objet de l'attention du Conseil de ministres — ou de la politique extérieure commune à laquelle nous devons parvenir.

Je suis conscient des limites auxquelles se heurtera cet effort, pourtant louable, d'harmoniser les points de vue de nos pays sur la politique étrangère. Je suis conscient du fait qu'à certaines occasions, nous avons émis des votes divergents ou s'écartant quelque peu les uns des autres — comme aux Nations unies ; je suis conscient aussi du fait qu'il faudrait parler de consultation plutôt que de concertation. Mais j'estime que l'effort accompli jusqu'ici au niveau du comité des directeurs des affaires politiques et, à des

intervalles plus longs, il est vrai, au niveau des ministres, représente un progrès dans la voie d'une politique extérieure commune ; et je voudrais dire que, par-delà ces différences, qui existent et que nous avons constatées, sur les grandes orientations fondamentales, les pays de la Communauté font une politique extérieure beaucoup plus rapprochée qu'il n'y paraît si l'on ne considère que certains aspects marginaux et de procédure.

C'est pourquoi nous devons aller de l'avant : il me semble que c'est là le mandat que nous donne le Parlement européen, à la quasi-unanimité — mises à part les considérations de M. Amendola, sur lesquelles je reviendrai dans quelques instants. Et le thème qui a été choisi pour ce débat exprime précisément la conviction qui est celle du Parlement européen, c'est-à-dire la nécessité de développer notre unité, notre intégration dans un monde en mouvement.

Nous nous trouvons aujourd'hui en face d'un monde qui change ; et il peut sembler providentiel que, sur la voie de l'unité, un progrès ait été réalisé précisément ces dernières années, progrès qui nous permet de faire face à une nouvelle réalité internationale qui requiert sans aucun doute — je crois que sur ce point nous sommes tous d'accord — la présence efficace de cette partie de l'Europe qui est organisée dans la Communauté à Six et bientôt, nous l'espérons, dans la Communauté à Dix.

A quoi devons-nous faire face ? A une crise monétaire et économique, à des difficultés dans nos relations avec d'autres pays, difficultés qui ont éclaté au cours de l'été, mais qui n'étaient nullement imprévues, car elles traduisaient un déséquilibre existant depuis longtemps ; nous sommes confrontés à certains problèmes fondamentaux qui rendent nécessaire — et c'est l'avis de tous — l'unification réelle et efficace de notre Communauté. Je suis sensible à ce qui a été dit au sujet de la nécessité, pour la Communauté, de s'affirmer dans la situation actuelle comme un organisme capable de protéger, en toute justice, les besoins et les intérêts des plus faibles qui risquent de sombrer dans une crise incontrôlée et incontrôlable. Nous devons donc faire face à la nécessité d'adopter une certaine position en matière de relations économiques, monétaires et commerciales avec les États-Unis et il me semble que nous devons le faire, ainsi que je l'ai dit dans mon introduction, en sachant ce que nous avons reçu, mais en sachant également quels sont les intérêts que nous devons protéger par souci de justice.

Nous sentons évidemment la menace qui pèse sur le monde — menace d'isolement, d'égoïsme — et nous voudrions y échapper et y soustraire les autres, nous voudrions chasser les nuages qui risquent d'obscurcir le ciel des relations internationales sur le plan économique et politique.

Moro

Voilà pourquoi il est nécessaire d'avoir un esprit, une consistance et une force communautaires permettant d'affronter ces problèmes dans un esprit de justice pour tous — pour les autres comme pour nous-mêmes. Nous nous trouvons confrontés à la réalité des pays en voie de développement ; dans ce domaine encore, j'ai constaté que les uns et les autres ont approuvé l'engagement de la Communauté de contribuer à la grande œuvre de la libération humaine et politique qui semble propre à notre civilisation européenne, qui semble correspondre exactement au caractère démocratique des pays européens. Ce caractère démocratique, comment pourrions-nous mieux le réaliser qu'en nous mettant au service d'une grande cause de libération humaine — libération des peuples et libération des hommes — qui s'inscrit dans un contexte historique particulier dont émergent non seulement les peuples aspirant à la liberté, mais qui provoque également un vaste processus — politique, économique, spirituel et humain — de libération de l'humanité ?

C'est dans ce cadre que doivent s'inscrire les rapports avec les pays en voie de développement, rapports qui doivent faire l'objet d'une action de plus en plus vigoureuse.

On a dit que nous nous trouvons devant une nouvelle réalité mondiale et qu'à l'équilibre chancelant entre les deux superpuissances, il faut substituer un équilibre nouveau. L'équilibre aujourd'hui se modifie, il se base sur plusieurs pôles ; il y a davantage de centres d'influence dans le monde.

Il s'agit donc de trouver un équilibre plus acceptable, plus varié, plus articulé, un équilibre dans lequel chercher et situer opportunément les différents centres d'influence.

Prenons acte de ce nouvel équilibre qui est en train de se dessiner. Je crois d'ailleurs qu'il peut constituer un progrès appréciable dans la mesure où il abat certains barrières sur le plan international, où il élimine ce qui pourrait conduire à un véritable tête-à-tête entre les deux grandes puissances pour ouvrir la voie à une discussion plus vaste.

Mais je ne suis pas naïf — et je crois que nul d'entre nous ne l'est, chers collègues — au point de ne pas comprendre que ce mouvement, comme tous les grands mouvements novateurs, présente des difficultés et des risques et que le passage de l'équilibre bipolaire à l'équilibre multipolaire pose lui aussi un problème que nous devons affronter, et cela pour deux raisons : tout d'abord, parce que nous pouvons être, et que nous sommes déjà dans une certaine mesure, une composante de l'équilibre nouveau ; d'autre part, parce que nous pouvons contribuer, grâce à nos alliances, à nos liens de solidarité et à nos rapports politiques, à résoudre les problèmes que pose cette marche en avant inéluctable vers des équilibres plus structurés et plus variés. On a parlé, en l'approuvant

me semble-t-il, d'un sommet européen. Quoi de plus naturel qu'un sommet de nos États, un sommet à dix — nous l'espérons — pour examiner les problèmes complexes qui intéressent notre Communauté — et qui sont des problèmes politiques d'importance mondiale — qui intéressent notre organisation interne, notre intégration interne, notre capacité d'entrer dans la joute politique et notre aptitude à assumer une position de responsabilité face au monde, face aux États-Unis d'Amérique, à la Chine, au Japon, à l'Est européen — parce qu'il existe un contexte historique continental, politique et humain, qui nous invite à assumer notre responsabilité dans ce secteur — et naturellement face aux pays en voie de développement dont nous avons parlé tout à l'heure ?

Voilà quel peut être le thème d'un sommet sur lequel il ne semble pas y avoir eu de désaccord. La tâche est difficile, je le sais. Je sais aussi qu'une conférence de quelques jours ne résout aucun problème ; je sais que des problèmes existent dans le domaine économique et monétaire qui doivent être résolus d'abord, si nous ne voulons pas perdre la course contre le temps.

Mais ce sommet, il faut le préparer, et nous sommes ici pour le préparer, nous, les ministres, en collaboration avec la Commission et à la lumière des indications qui nous seront fournies par ce débat et d'autres du Parlement européen.

On a discuté de la date de ce sommet, et je puis vous dire que les ministres ont retenu un laps de temps qui couvre l'année 1972. Nous avons estimé qu'il était prématuré de fixer dès maintenant une date précise, et cela pour deux raisons : l'une concerne la participation, souhaitable, des pays candidats, dont chacun doit satisfaire à de laborieuses procédures constitutionnelles pour préparer son adhésion ; l'autre raison, c'est que nous avons estimé qu'il fallait voir venir les événements tout en gardant à l'esprit les finalités à atteindre, les thèmes du sommet, pour pouvoir saisir le moment le plus favorable et convoquer le sommet lorsqu'il aura été soigneusement préparé. Je ne pourrais donc vous dire aujourd'hui — parce que je l'ignore moi-même — quand sera convoqué ce sommet et je ne voudrais pas me lancer dans des considérations de préférences personnelles ni faire de prévisions. Mais il y a une chose que je voudrais dire à M. Amendola. Nul ne peut considérer le sommet comme un alibi pour ne pas organiser la conférence sur la sécurité européenne ; nul n'a l'intention de poser une condition supplémentaire qui risquerait de retarder ce dialogue intereuropéen, attendu et prévu, dans lequel, en définitive, nous sommes déjà engagés. Je puis dire simplement que je ne trouve pas qu'il y ait incompatibilité entre une réunion au sommet et cette conférence. A ce propos, je voudrais donner une précision à M. Amendola, qui semblait, d'une part, souhaiter le développement de notre unité et, d'autre part, le bloquer à un certain moment, comme s'il pouvait constituer un obstacle à une discussion poli-

Moro

tique plus vaste. Cette incompatibilité n'existe pas. Nous savons, grâce à notre expérience, à la similitude de nos modes de vie, à l'intuition que nous suivons, aux expériences historiques que nous avons vécues, que les pays de l'Europe occidentale — réunis au sein de la Communauté à Six et demain à Dix — représentant un tout uniforme, que nous pensions pouvoir et devoir développer rapidement. Nous n'avons pas l'intention de fermer la porte au reste du continent européen. C'est précisément parce que nous avons conscience de la nécessité d'élargir ce débat et de nous y préparer, en renforçant, s'il le faut, les liens qui nous unissent, que nous savons que tout n'est pas achevé par notre unification et qu'au contraire nous devons régler nos relations avec l'Ouest et avec l'Est sur des plans divers.

Quelle est en définitive, Monsieur le Président et chers collègues, la signification de cette Europe unie, entité politique potentielle dans le contexte mondial ? Considérons-la un moment face aux États-Unis, ou plutôt face à cette Alliance à laquelle appartiennent tous les pays de la Communauté. On a parlé à ce propos d'une loyauté naturelle à l'égard de l'Alliance. Je crois que personne n'a songé à construire l'Europe en vue de rompre avec l'Alliance. On a pensé, au contraire, que cette composante européenne de l'Alliance, par son intégration croissante, par son unité et son relief politique, pourrait conférer un ton particulier à l'Alliance et assumer, en son sein, une fonction importante que je considère à la fois comme une fonction de défense des intérêts et des positions européennes et comme une contribution à la détente en Europe et dans le monde. Il n'y a donc pas contradiction, mais juxtaposition. Il se peut qu'une certaine méfiance se soit manifestée à l'égard de l'unité européenne. Mais je crois que cette méfiance peut être dissipée dans la mesure où la Communauté et l'Europe unie de demain adoptent une position déterminée, un rôle déterminé et où, dans la limite du possible, elles assument leur autonomie et leur responsabilité dans l'ensemble des relations avec l'Occident.

De même, je crois que l'Est européen n'a aucune raison de se montrer méfiant à l'égard de la Communauté. Nous ne nions pas que cette méfiance ait existé et que, dans une certaine mesure, elle persiste. On a décrit les différentes phases par lesquelles sont passées les relations entre l'Est et la Communauté. Il est difficile de les définir. Je ne saurais dire s'il y a progrès dans la reconnaissance de cette réalité, comme on l'a dit justement à propos de cette autre réalité importante qui est issue de la seconde guerre mondiale et qui est le développement constructif de l'Europe. Nous sommes d'avis que la réalité de ces relations doit être reconnue ; je crois que la méfiance, si elle existe, pourra peu à peu se dissiper, et qu'à nous tous incombe la double tâche de ne jamais oublier que la Communauté existe et de rappeler son existence aux autres. Souvenons-nous par exemple

que la Commission dispose d'un pouvoir exclusif en matière commerciale ; et l'on ne saurait organiser une coopération à l'intérieur de l'Europe sans tenir compte du fait qu'il existe une Communauté avec des pouvoirs propres en matière commerciale.

J'ai rappelé calmement à tous que cette réalité existe et qu'il faut montrer qu'il s'agit d'une Communauté ouverte à la coopération et au dialogue politique. Si nous poursuivons dans cette voie, je crois que les méfiances se dissiperont peu à peu et qu'un élément constructif nouveau apparaîtra dans la politique mondiale. Pour ce qui est de la conférence européenne sur la sécurité, je n'en ai pas parlé plus tôt parce que j'estimais qu'il suffisait d'y faire allusion, mais je ne crois pas trahir la pensée de mes collègues et, si je devais ne pas l'exprimer clairement, j'assume personnellement la responsabilité de tout ce que j'affirme. Nous sommes favorables à l'organisation de la conférence européenne ; nous pensons, en définitive, qu'à travers les récents événements auxquels nous avons assisté, s'est établi peu à peu une atmosphère propice à la préparation multilatérale d'une conférence européenne. Je dirais même que, dans un certain sens, une conférence européenne est déjà engagée depuis que s'est engagée ou développée la politique de l'Allemagne fédérale à l'égard de l'Est. Nous pensons qu'il s'agit là d'une politique qui nous concerne tous, parce que nous avons tous ensemble une position constructive à l'égard de l'Est. Une atmosphère propice est en train de poindre, et nous pensons que quelque chose est en cours qui permet d'imaginer qu'il sera relativement facile de parcourir la dernière étape qui nous sépare de la préparation multilatérale de la conférence, de la définition du type de cette conférence, de la fixation de son ordre du jour et de la précision des aspects extrêmement intéressants qu'elle présente en ce qui concerne les relations économiques, commerciales et humaines.

La reconnaissance de l'intégrité et de l'indépendance de tous les États, la renonciation au recours à la force sont les thèmes de la conférence européenne à laquelle nous nous préparons.

Je voudrais simplement préciser, à l'intention d'un collègue, que la réduction équilibrée des armements n'est pas commencée, que c'est un point de l'ordre du jour de la conférence européenne. Il s'agit là d'un processus de détente extrêmement important qui a fait l'objet d'une action exploratoire de l'ambassadeur Brosio ; mais je ne crois pas qu'il soit exact que le gouvernement français, comme j'ai cru le comprendre, ait fait de ce point l'objet de la conférence européenne. Il s'agit en fait d'une négociation qui se déroule de façon autonome, à propos de laquelle le gouvernement français a manifesté des réserves au sein de l'Alliance atlantique, et dont certains gouvernements, le mien par exemple, estiment important de faire à un moment donné un point de la conférence européenne, en tant qu'aspect militaire de la

Moro

détente politique en Europe. Il s'agit là d'une position adoptée par certains gouvernements et elle ne traduit nullement l'intention de retarder la conférence européenne ou de retarder les négociations sur la réduction équilibrée des armements. Les deux initiatives peuvent au contraire se dérouler parallèlement, à condition que se rencontrent à un moment donné les aspects militaires et politiques de la détente en Europe. Je ne m'arrêterai pas sur les aspects militaires de la défense, qui ont été abordés par l'un ou l'autre de mes collègues, car j'estime qu'ils dépassent ma compétence.

Je voudrais confirmer, puisqu'on y a fait allusion, le profond intérêt que la Communauté attache à des relations constructives avec les pays du bassin méditerranéen. Comme vous le savez, nous souhaitons la paix au Moyen-Orient dans le respect de la résolution du Conseil de sécurité, et nous voulons nous préparer à offrir la contribution, que nous estimons indispensable, de l'Europe, à la reconstruction de régions durement éprouvées par la guerre, et, d'une façon plus générale, au développement de la zone méditerranéenne qui est si intimement liée à l'Europe. Ceci fait opportunément contrepoids — si je puis m'exprimer ainsi — à la poussée vers le nord de l'Europe, grâce à la conscience que nous avons des responsabilités de l'Europe à l'égard d'une zone délimitée par une mer historique, point de convergence de trois civilisations.

Je crois avoir apporté une réponse — sommaire il est vrai — à tous les points qui ont été soulevés ; pour ce qui est du siège, je m'engage à faire part à mes collègues des vœux qui ont été exprimés.

Je voudrais ajouter que dans cette construction de l'Europe nous sentons combien il est nécessaire d'assigner peu à peu la place et le poids qui leur reviennent aux institutions communautaires et en premier lieu au Parlement européen. Nous pensons que la Communauté doit connaître un développement équilibré et harmonieux pour que toutes les institutions puissent s'insérer dans un cadre organisé ; mais nous sentons que nous aurons atteint un point important dans notre processus d'unification, que nous serons parvenus à un véritable sommet, lorsque nous aurons pu donner au Parlement européen, dans les décisions communautaires, tout le poids qui lui revient.

(Applaudissements)

M. le Président. — La liste des orateurs inscrits est épuisée.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je déclare clos l'échange de vues entre le Parlement, le Conseil et la Commission des Communautés européennes.

Il me reste cependant l'agréable devoir de remercier M. le Président en exercice du Conseil de sa contribution, tant par son exposé introductif que par sa brillante réponse aux différents orateurs.

Je remercie également M. Malfatti, président de la Commission, de la part éminente qu'il a prise à cet échange de vues.

5. *Félicitations à M. Hallstein*

M. le Président. — La parole est à M. Burgbacher.

M. Burgbacher. — (A) Monsieur le Président, je voudrais faire une suggestion qui sort du cadre de l'ordre du jour.

M. Walter Hallstein dont le nom a été plusieurs fois cité pendant cette journée, fête aujourd'hui ses 70 ans.

Je vous propose de lui envoyer un télégramme de félicitations au nom de cette Assemblée.

M. le Président. — L'Assemblée, sera certainement d'accord pour que ce télégramme soit envoyé dès ce soir.

6. *Question orale n° 8/71, avec débat : accords de contrôle entre la CEEA et l'AIEA.*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale n° 8/71, avec débat, posée au Conseil des Communautés européennes par la commission politique et la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, sur les accords de contrôle conclus entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Voici le texte de la question :

« 1. Quelles mesures le Conseil envisage-t-il de prendre pour empêcher les conséquences défavorables que pourrait avoir pour les États membres de la Communauté le fait qu'en vertu de l'article III du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les États actuellement signataires de ce traité fixent, dans un traité type, des conditions de contrôle susceptibles de s'exercer au désavantage de la Communauté européenne de l'énergie atomique et de ses États membres, lors de la signature ultérieure d'un accord de contrôle ?

2. Eu égard aux risques susmentionnés, le Conseil envisage-t-il d'accorder un mandat à la Commission en temps utile pour que les membres de la Communauté européenne de l'énergie atomique puissent encore influencer sur l'élaboration des accords de contrôle en cours de négociation ?

Président

3. Quelles sont, selon le Conseil, les conséquences qui résulteraient pour la *Communauté européenne de l'énergie atomique* du fait que la Commission n'obtiendrait pas de mandat de négociation en vue de la conclusion d'un accord de contrôle entre l'AIEA et la Communauté européenne de l'énergie atomique, ce qui placerait cette dernière dans l'impossibilité de conclure cet accord ?

4. Quels sont, de l'avis du Conseil, les difficultés et problèmes auxquels devraient faire face les *divers États membres de la Communauté* si un tel accord de contrôle n'était pas conclu ?

Le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (enregistré aux Nations unies sous le n° 10 485) a été signé par :

- la Belgique, le 20 août 1968
- l'Allemagne, le 28 novembre 1969
- l'Italie, le 28 janvier 1969
- le Luxembourg, le 20 août 1968
- les Pays-Bas, le 14 août 1968.

Aucun de ces cinq États membres de la Communauté européenne de l'énergie atomique ne l'a ratifié à ce jour.

A la fin du mois de février 1970, la Commission des Communautés européennes a sollicité du Conseil un mandat de négociation avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; à ce jour, aucune suite n'a été donnée à cette demande.

Les négociations en vue de la conclusion d'accords de contrôle entre les États signataires non possesseurs d'armes nucléaires et l'AIEA ont déjà commencé conformément à l'article III du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Selon certaines informations de presse, ces négociations seraient en passe d'aboutir à un résultat provisoire. »

Je rappelle que s'appliquent dans ce cas les dispositions de l'article 47, paragraphe 3, du règlement, à savoir :

« L'un des auteurs de la question dispose de vingt minutes au maximum pour la développer. Un membre de l'institution intéressée répond. Les représentants qui désirent intervenir disposent d'un temps de parole de dix minutes au maximum et ne peuvent intervenir qu'une seule fois.

L'un des auteurs peut, sur sa demande, prendre brièvement position sur la réponse donnée. »

La parole est à M. Springorum pour développer la question.

M. Springorum. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, soyez sans crainte, je n'utiliserai

certainement pas, à l'heure qu'il est, les vingt minutes qui me reviennent.

Permettez-moi de remercier cordialement le Conseil de se mettre aujourd'hui à la disposition de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ainsi que de la commission politique, pour répondre à la question que nous lui avons posée il y a six mois.

Nous y avons été amenés par le fait que cinq pays membres de la Communauté, après avoir signé le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, n'entendaient, d'un commun accord, le ratifier que lorsque aurait été conclu entre Euratom et l'Agence de Vienne un accord sur les contrôles.

Dès le début de l'année 1970, la Commission a sollicité du Conseil ce mandat, objet de notre question. Entretemps, le 9 septembre, soit vingt mois plus tard, elle l'a obtenu, et le 8 novembre dernier ont commencé, à Vienne, les pourparlers entre une commission mixte de la Communauté et l'Agence atomique de Vienne.

De ce fait, notre question orale semble avoir perdu une bonne partie de sa raison d'être ; je pense toutefois que, malgré ce mandat, les problèmes sont toujours aussi nombreux et n'ont perdu ni en complexité ni en gravité.

Le traité type concernant un accord de contrôle existe désormais. Il a même été adopté à l'unanimité, à l'exception du règlement de financement, pour lequel la France a réservé son accord. Dans ce traité type, il est dit ce qui suit, — et c'est l'Euratom qui est visé :

« S'il existe des groupes d'États du type de l'Euratom, le système de contrôle régional est, lui aussi, reconnu. »

Pour nous, parlementaires, la question est naturellement de savoir quelle est la position du Conseil à l'égard de ce traité type, qui a été élaboré en dehors de la Commission. Ce traité est-il entièrement satisfaisant aussi pour l'Euratom ? Dans quelle mesure l'Agence de Vienne est-elle tenue de vérifier les mesures et les observations que lui fournissent les contrôles nationaux ou, dans notre cas, régionaux ?

Ce mandat, si important pour Euratom, a, en fait, été accordé et approuvé par la France aussi, à la condition que désormais ce pays ne serait plus astreint au contrôle relatif à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, mais s'y soumettrait volontairement.

Cela appelle, nous le savons, une modification du traité, à savoir de l'article 85. Le Conseil de ministres l'a reconnu à l'unanimité. Soit dit par parenthèse, à titre personnel, il est assez déprimant de constater combien rapidement, sur cette modification qui implique un abandon du droit supranational, le Conseil,

Springorum

un peu contraint, il est vrai, par les circonstances, est parvenu à l'unanimité ; combien ne serait-il pas plus réjouissant de constater l'unanimité du Conseil sur des propositions de la Commission entraînant l'abandon au profit de celle-ci de certains droits nationaux !

En effet, nous prétendons tous vouloir faire l'Europe, mais lorsqu'il faut agir, nous ne pouvons nous y décider.

Je me permettrai donc de poser une question au Conseil de ministres : quand, conformément au traité de l'Euratom, le projet de modification du traité sera-t-il présenté devant cette Assemblée. Y aura-t-il, en plus, entre la France et les autres puissances, un accord intergouvernemental destiné à assurer ce contrôle volontaire et à prévenir toute distorsion de concurrence dans la Communauté ?

Si l'on doit comprendre que la France ne puisse tolérer une discrimination par rapport aux autres puissances nucléaires, il est certain aussi que les cinq autres États membres ne toléreraient pas davantage d'être, dans la Communauté, plus mal traités qu'un autre État ; c'est là un problème que l'entrée de la Grande-Bretagne — ce pays, à la différence de la France, a signé le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires — rendra plus délicat encore.

Voilà pour les points 1 à 3 de la question, que l'octroi du mandat a, au fond, plus ou moins résolus.

Mais il reste, de toute manière, le point 4, dans lequel les commissions demandent quelles difficultés ou problèmes pourraient surgir si aucun accord de contrôle n'était conclu. Certes, le Conseil ne pourra, en la matière, jouer les prophètes, mais nous voyons se dessiner un nouveau problème. A peine la question du mandat est-elle résolue qu'apparaissent d'autres difficultés, comme celle de l'entrée de la Chine à l'ONU. Avant-hier, Formose s'est retirée du GATT. Certes, elle est devenue récemment membre du Conseil des gouverneurs de l'Agence de Vienne, mais déjà cette Agence a reçu de l'ONU un télégramme demandant pour quelle date on pouvait escompter aussi le retrait de Formose de cet organisme, alors que, d'après les délais, celui-ci ne peut avoir lieu, au plus tôt, qu'à la conférence générale de l'énergie atomique en 1972. Tôt ou tard donc, deviendra membre du Conseil des gouverneurs la Chine, adversaire du traité de non-prolifération des armes nucléaires et qui toujours et récemment encore s'est prononcée pour un traité interdisant les armes atomiques à toutes les puissances.

A l'Agence de Vienne, on craint que ne soit largement remise en question toute la politique menée jusqu'ici en matière de sécurité atomique, y compris le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Je crois, pour ma part, que les grandes décisions seront

prises non en Europe, non par le Conseil, mais au quartier général des Nations unies. Jusque-là, il convient d'être vigilant en matière de contrôle de sécurité et de ne rien précipiter, afin d'éviter toute fausse manœuvre.

Mais que, pour ralentir le cours des choses en matière de contrôle de sécurité, le Conseil fasse bien en réduisant de moitié le nombre des contrôleurs chargés de ce travail et en ne prévoyant même pas les crédits nécessaires pour ces effectifs, cela me paraît douteux. Cela ne me semble pas être la bonne méthode. Sur cette mesure quelque peu incompréhensible aussi, cette Assemblée aimerait apprendre les raisons du Conseil.

M. le Président. — La parole est à M. Moro, pour faire connaître la réponse du Conseil des Communautés européennes à la question qui lui a été posée par la commission politique et par la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Durant la session du 20 septembre 1971, le Conseil a décidé des directives à donner à la Commission pour négocier avec l'AIEA un accord de contrôle, afin de contribuer à faire respecter par les cinq États membres signataires du traité de non-prolifération des armes nucléaires les obligations sanctionnées par l'article 3 de ce traité.

Étant donné que certains des engagements à prendre dans le cadre de l'accord dépendent de la compétence de ces États, le Conseil a pris acte de l'intention de ces derniers et de la Commission de conclure avec l'AIEA un seul accord de contrôle pour l'application duquel les États, la Communauté ou les deux à la fois seront responsables.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a décidé de la structure et du contenu des accords qui doivent être conclus, dans le domaine du contrôle, entre l'Agence et les États non dotés d'armes nucléaires, signataires du traité de non-prolifération ; ces textes serviront de base de négociation, exception faite des amendements que, selon la Commission, il sera nécessaire d'y apporter afin de respecter le caractère spécifique du système de contrôle d'Euratom. Dans ces conditions, le Conseil estime que les questions 1 et 4 adressées par l'honorable parlementaire sont devenues sans objet. Il souligne en outre qu'il lui serait difficile de fournir d'autres précisions sur les directives données à la Commission pour ces négociations au cours d'un débat public, au moment même où commencent les négociations avec l'AIEA.

M. le Président. — Je remercie M. Moro.

La parole est à M. Flämig, au nom du groupe socialiste.

M. Flämig. — (A) Monsieur le Président, sincèrement, je suis quelque peu surpris de la réponse que vient de nous donner M. le Président du Conseil.

Des déclarations de notre collègue M. Springorum ressortaient déjà les préoccupations qu'inspirent à notre Parlement les événements politiques récents. La question qui nous inquiète est la suivante : le traité de non-prolifération des armes nucléaires pourra-t-il, dans sa conception actuelle, être efficace aussi à l'avenir, ou peut-être des points de vue tout à fait nouveaux doivent-ils être pris en considération ?

D'un autre côté, l'on peut comprendre aussi que M. le président du Conseil, vraisemblablement confronté pour la première fois, en cet instant, avec le point de vue de la Chine, n'ait pas voulu se lancer dans des considérations personnelles à ce sujet.

Aussi voudrais-je faire, au nom de mon groupe, la déclaration suivante : la question est évidemment intéressante. D'un autre côté, je voudrais souligner avec satisfaction le fait que l'on est manifestement parvenu quand même à octroyer le mandat sollicité, fût-ce au prix de quelques sacrifices en ce qui concerne ce qui fut un jour l'Euratom. Si je me déclare satisfait, c'est qu'il n'y a pas si longtemps, deux ans environ, certains parlaient d'un « Versailles aux dimensions cosmiques » ou exprimaient d'autres formules analogues, comme si, dans notre Europe, tel ou tel pays était le nombril du monde. Depuis lors, l'on a pu constater que le traité de non-prolifération des armes nucléaires était une affaire mondiale sur laquelle, certes, les avis pouvaient être partagés, mais avec laquelle on devait compter, puisqu'elle offrait une possibilité, en tout cas un moyen courant, de consolider la paix.

Je ne m'étendrai pas, dans ce jeu de questions et de réponses, sur le traité lui-même, mais me contenterai de souligner que certaines questions demeurent ouvertes qui, à présent, dans le cadre du mandat accordé, devront être tout à fait éclaircies.

L'industrie s'inquiète toujours des coûts des contrôles, même s'il paraît que l'on a, à présent, à Vienne, trouvé des solutions qui permettent de ne pas faire supporter par ceux qui en sont l'objet les frais des contrôles.

M. Springorum a parlé de la discrimination. Cette question nous préoccupe aussi. Il convient d'éviter que le pays qui, à l'intérieur des Communautés européennes, ne se soumet pas à ce contrôle, ne puisse, étant à même de pratiquer des prix plus avantageux, occuper, sur le marché de l'énergie, une position plus compétitive que le pays qui se soumet à ce contrôle. Nous espérons que l'on y parviendra. Le problème des doubles contrôles doit être éliminé.

Nous souhaitons plein succès aux négociateurs des Communautés européennes dans les efforts qu'ils

déployent pour obtenir que les contrôles de l'Euratom soient pleinement reconnus comme contrôles de l'Agence européenne de l'énergie atomique.

La dernière objection, que l'on nous a plus souvent opposée dans le passé qu'aujourd'hui, concerne l'espionnage industriel. Les gens de métier des milieux industriels intéressés, qui connaissent d'expérience ces contrôles, réfutent aisément cette objection et en démontrent la vanité ; l'espionnage international utilise des méthodes tout autres que les contrôleurs de l'AIEA et, de plus, les accords prévoient que les pays ou les usines soumis aux contrôles peuvent refuser tel ou tel contrôleur qui, pour une raison quelconque, ne leur agréerait point.

J'en arrive à la conclusion, Monsieur le Président. Le groupe socialiste insiste pour que l'on agisse rapidement. Nous souhaitons que, dans les pays où elle n'a pas encore eu lieu, la ratification se fasse au plus vite. Nous le souhaitons, comme je le disais précédemment, non seulement pour asseoir la paix, mais aussi parce que le traité de non-prolifération des armes nucléaires présente, on le sait, certains avantages, par exemple les découvertes dérivées des utilisations militaires. Nous ne voulons donc tenir pour rien l'échange international d'expériences et les bénédictions que nous apportera ce traité. D'ailleurs, nous souhaitons — je le souligne une deuxième fois — qu'il soit rapidement ratifié.

M. le Président. — La parole est à M. Jahn.

M. Jahn. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais dire combien je suis gré au Conseil, moi aussi, d'avoir enfin donné ce mandat à la Commission. En l'état actuel des choses, Monsieur le Président, je me contenterai de poser un certain nombre de questions :

1. Pour quelles raisons le Conseil n'a-t-il accordé que la moitié du nombre de contrôleurs proposé ?
2. Sur quelle base s'est-il fondé, de quelle clef de répartition est-il parti ? Le Conseil envisage-t-il d'affecter la seconde moitié des contrôleurs à d'autres missions à effectuer pour le compte de la Commission dans le cadre de la Communauté ?

S'est-on rendu compte qu'il y aurait, dans la Communauté, trois sortes différentes d'États : l'Angleterre est une puissance signataire, la France ne l'est pas, les autres pays membres ne sont pas des puissances atomiques, mais ont signé le traité. Quelles façons la Commission voit-elle d'éviter les distorsions de concurrence ?

Dans quelle mesure le contrôle est-il imposé aux installations de régénération des puissances atomiques ? Est-il garanti que celles-ci aussi seront soumises, obligatoirement ou volontairement, au contrôle ?

Jahn

En tant que rapporteur sur les questions de protection du milieu, cette question m'intéresse au plus haut point, puisque la protection de la population en dépend essentiellement. A cet égard, les questions de M. Flämig concernant les possibilités de distorsions de concurrence présentaient un intérêt particulier.

Un dernier mot M. Springorum vient d'aborder la question de l'adhésion de la Chine à l'Agence de l'énergie atomique de Vienne. Cette adhésion prochaine de la Chine, adversaire déclaré du traité, à l'Agence internationale atomique peut aboutir au blocage de toute décision de l'agence en ce qui concerne le traité d'interdiction des armes nucléaires. Aussi devons-nous vraisemblablement revoir les modalités d'application de ce traité. Je voudrais savoir si la Commission y a déjà réfléchi.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion sur ce point de l'ordre du jour est close.

*7. Question orale n° 11/71, sans débat :
reconnaissance des laissez-passer des membres
du Parlement européen*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale n° 11/71, sans débat, sur la reconnaissance des laissez-passer délivrés aux membres du Parlement européen, que la commission juridique a adressée au Conseil des Communautés européennes.

Je rappelle que les dispositions qui s'appliquent dans ce cas sont celles de l'article 46, paragraphe 3, du règlement à savoir :

« L'auteur de la question donne lecture de sa question ; il peut parler sur le sujet dix minutes au maximum. Un membre de l'institution intéressée répond succinctement. S'il s'agit de questions posées à la Commission des Communautés, l'auteur de la question peut poser une ou deux questions complémentaires auxquelles le membre de l'institution intéressée répond succinctement. »

La parole est à M. Bermani pour développer la question.

M. Bermani. — (1) Monsieur le Président, respectueux du règlement je vais d'abord donner lecture de la question que la commission juridique du Parlement a posée au Conseil des Communautés européennes :

« Aux termes de l'article 7, paragraphe 1, du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des

Communautés européennes, les laissez-passer délivrés aux membres et aux agents des institutions des Communautés « sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des États membres ».

Cependant, certains membres du Parlement européen ont dû récemment subir des contrôles sévères aux frontières des pays membres de la Communauté à l'occasion de déplacements qu'ils ont effectués pour participer à des réunions du Parlement européen ou de ses commissions.

Répondant aux remontrances de certains de ces parlementaires, les gardes frontières ont déclaré ne pas avoir reçu d'instructions au sujet de ces laissez-passer.

En conséquence, le Conseil peut-il indiquer quelles démarches il a effectuées ou entend effectuer pour assurer la reconnaissance des laissez-passer par les autorités nationales compétentes et garantir ainsi l'entière liberté de mouvement des membres du Parlement européen sur le territoire de la Communauté ? »

Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, je commenterai très brièvement cette question, d'autant plus qu'elle vient après un très long débat ; si sa portée peut paraître un peu plus limitée, elle ne perd toutefois rien de son importance. Rappelons-nous ce fameux milliardaire américain qui était devenu immensément riche parce qu'il ne dédaignait pas de ramasser ne fût-ce qu'une petite épingle !

La commission juridique a été amenée à poser au Conseil cette question orale sans débat parce que plusieurs membres du Parlement européen ont rencontré des difficultés au moment de franchir la frontière de certains pays membres de la Communauté à l'occasion de déplacements effectués dans le cadre de leur mandat européen.

Cela s'est produit — malheureusement, dois-je dire en tant que parlementaire italien — notamment à l'aéroport de Rome, mais aussi à celui de Paris, où j'ai personnellement vu cinq ou six personnes intervenir avant que le passeport européen fût reconnu comme titre valable.

Mais très fréquemment, ces lenteurs sont constatées à Bruxelles, où les parlementaires européens arrivent des différentes capitales au dernier moment, étant donné leurs nombreuses obligations sur le plan national, pour participer aux nombreuses réunions de commissions qui se tiennent dans cette ville. Trop souvent, même si ce n'est pas toujours le cas, le passeport est examiné minutieusement, comme s'il s'agissait d'un document délivré par une organisation mystérieuse, comme une chose que l'on n'aurait jamais vue.

Bermani

Maintes fois, par suite de la lenteur de ces formalités de contrôle, les parlementaires européens sont arrivés en retard aux réunions auxquelles ils devaient prendre part. Aux remontrances de ces parlementaires, les fonctionnaires préposés au contrôle ont répondu qu'ils n'avaient pas reçu d'instructions précises au sujet des formalités à observer à l'égard des membres du Parlement européen.

Nous n'ignorons pas que le Conseil a envoyé à notre institution un nouveau modèle de laissez-passer, mais de toute évidence, cela ne servira pas à améliorer la situation que nous déplorons si le Conseil ne veille pas à ce que les États membres donnent à leurs fonctionnaires des instructions au sujet de ce passeport et s'efforcent même de faciliter les déplacements des parlementaires européens. Bien entendu, je tiens à le préciser, nous ne demandons pas un régime dérogeant aux dispositions internationales en vigueur en matière de contrôle aux frontières. Ce que nous souhaitons, c'est que ces formalités soient accélérées dans la mesure du possible. Lorsque nous regardons ce passeport européen, nous constatons avec plaisir qu'il porte une mention de plus que les passeports nationaux ordinaires, à savoir l'invitation à nous prêter assistance en cas de nécessité ; mais cette invitation prend un caractère ironique quand on songe aux plaintes de nombreux parlementaires européens.

En conclusion, nous demandons que des mesures soient prises immédiatement afin que le laissez-passer soit toujours rapidement reconnu et respecté comme il se doit par les fonctionnaires chargés des contrôles, sans pertes de temps inutiles pour le parlementaire européen qui le produit, et qui est heureux de le présenter en même temps comme une preuve de sa qualité de parlementaire européen à laquelle, à juste titre, il est particulièrement attaché.

M. le Président. — La parole est à M. Moro.

M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, Messieurs, bien qu'ayant trait à un domaine d'importance limitée, la question orale n° 11 posée par votre commission juridique met en lumière les difficultés d'ordre pratique que nous rencontrons souvent dans notre tâche d'édification européenne. Même lorsque, comme dans le cas présent, il n'existe aucun problème de fond et qu'une bonne volonté commune, s'appuyant sur des textes clairs, pourrait faire espérer une application rapide et aisée des dispositions en vigueur, il est néanmoins nécessaire de faire preuve d'un peu de patience et de compréhension avant qu'il en soit ainsi.

Les laissez-passer ont été délivrés aux membres de votre Parlement il y a de nombreuses années, mais un nouveau règlement a été adopté par le Conseil le 15 septembre 1969 parce que les anciens laissez-pas-

ser avaient été établis en application de règlements adoptés en 1958 par les Conseils de la CEE et de l'Euratom, conformément à l'ancien protocole sur les privilèges et immunités de ces deux Communautés. Au moment de la fusion des institutions, cet ancien protocole a été abrogé et remplacé par un Protocole unique pour les trois Communautés. Le règlement de 1969, dont je viens de parler, avait donc pour objet d'arrêter, conformément à l'article 7 du nouveau Protocole, le modèle des laissez-passer que le président de chaque institution peut délivrer aux membres et à certains agents de celles-ci.

Après l'entrée en vigueur du nouveau règlement, les institutions se sont concertées afin de préparer en commun les laissez-passer, de définir les modalités de leur fabrication, de leur impression et de leur financement, ainsi que les règles de sécurité applicables en la matière. La fabrication proprement dite de ces nouveaux documents a été assez longue, en raison notamment de la nécessité d'utiliser un papier spécial filigrané. Depuis quelques semaines, chaque institution est en mesure de délivrer les nouveaux laissez-passer.

Le Conseil a estimé qu'il était nécessaire de donner ces quelques explications, sans doute un peu longues, car elles permettront de comprendre qu'il ait pu y avoir une certaine confusion au niveau de l'exécution.

Il a fallu attendre que ces nouveaux laissez-passer fussent prêts pour informer les administrations nationales. Le Conseil en a récemment envoyé aux États membres un certain nombre sous forme de fac-similés, afin que les agents des postes de contrôle aux frontières et dans les aéroports aient connaissance de l'existence de ces nouveaux titres communautaires.

Le Conseil a saisi cette occasion pour rappeler aux administrations nationales les obligations auxquelles elles sont tenues, conformément aux dispositions du Protocole sur les privilèges et immunités. Le Conseil estime en effet que les services de contrôle doivent respecter ces dispositions scrupuleusement et avec obligeance.

Tout cela explique, au moins en partie, le fait extrêmement regrettable, que des membres du Parlement européen aient eu des difficultés à certains postes de contrôle et qu'un fonctionnaire n'ait pas eu une connaissance suffisante des dispositions applicables.

La préparation des nouveaux laissez-passer, l'envoi d'un fac-similé aux gouvernements et le rappel à cette occasion des dispositions du protocole éviteront, nous l'espérons, la répétition des malentendus tels que ceux que votre commission juridique a signalés.

M. le Président. — Je remercie M. Moro.

Personne ne demande plus la parole !...

Président

La discussion sur ce point de l'ordre du jour est close.

8. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, jeudi 18 novembre 1971, avec l'ordre du jour suivant :

à 11 h et 17 h :

— Vote sur la proposition de résolution contenue dans le rapport élaboré par M. Richarts et d'autres rapporteurs ;

— Vote sur les modifications à l'état prévisionnel du Parlement européen pour 1972 et sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner ;

— Vote sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 et sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Dulin.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 55)

SÉANCE DU JEUDI 18 NOVEMBRE 1971

Sommaire

1. Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement danois	169	Adoption de la proposition de modification n° 20	175
2. Adoption du procès-verbal :		Adoption de la proposition de modification n° 28	175
M ^{lle} Lulling	170	Adoption de la proposition de modification n° 14	175
3. Composition des commissions	170	Adoption de la proposition de modification n° 29	175
4. Dépôt d'un document	170	Adoption de la section II « Conseil » du budget général	175
5. Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture. — Règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et directive concernant une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (vote) :		Examen de la proposition de modification n° 22 : MM. Dulin ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes	175
MM. Liogier, au nom du groupe de l'UDE ; Richarts, rapporteur principal ; Baas ; Vredeling ; Kriedemann ; Liogier ; Vredeling ; Dulin ; Klinker ; M ^{lle} Lulling ; M. Briot	170	Adoption de la proposition de modification n° 22	175
Adoption de la proposition de résolution	173	Adoption de la proposition de modification n° 7	176
6. État prévisionnel du Parlement européen pour 1972 (vote) :		Rejet de la proposition de modification n° 6	176
Adoption de la proposition de modification n° 17	173	Examen des propositions de modification nos 24 et 31 : MM. Aigner ; Dulin ; Spénale	176
Adoption de la proposition de modification n° 15	173	Adoption de la proposition de modification n° 31	176
Adoption de la proposition de modification n° 16	173	Adoption de la proposition de modification n° 18	176
Adoption de la proposition de modification n° 8	173	Examen des propositions de modification nos 3 et 21 : M. Aigner	176
Adoption de l'état prévisionnel du Parlement européen	173	Retrait de la proposition de modification n° 3 et adoption de la proposition de modification n° 21	176
Adoption de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner ..	174	Examen de la proposition de modification n° 13 : M. Schuijt	176
7. Modification de l'ordre du jour	174	Adoption de la proposition de modification n° 13	177
8. Budget général des Communautés européennes pour 1972 (vote) :		Adoption de la proposition de modification n° 19	177
M. Dulin, rapporteur	174	Adoption de la proposition de modification n° 5	177
		Examen des propositions de modification nos 23 et 32 : MM. Dulin ; Aigner ; Dulin ; Spénale	177

Adoption de la proposition de modification n° 32	178	lement et le Conseil dans le cadre de la procédure budgétaire : MM. Borm ; Estève	183
Adoption de la proposition de modification n° 1	178	10. Transmission d'une question orale à la Commission des Communautés européennes : M. Oele	183
Adoption de la proposition de modification n° 10/rév	178	11. Directive concernant les poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires. — Discussion d'un rapport de M. Richarts fait au nom de la commission des transports :	
Adoption de la proposition de modification n° 11	178	M. Richarts, rapporteur	184
Adoption de la proposition de modification n° 12	178	MM. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Faller, au nom du groupe socialiste ; Biaggi, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Cousté, au nom du groupe de l'UDE ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Berthoin ; Coppé ; Berthoin ; Coppé ; Triboulet ; Coppé ; Richarts	186
Examen des propositions de modification nos 25 et 33 : M. Dulin	178	Adoption de la proposition de résolution	194
Adoption de la proposition de modification n° 33	178	12. Règlement concernant certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route. — Discussion d'un rapport de M. Cousté, fait au nom de la commission des transports :	
Déclarations de vote sur l'ensemble de la section III « Commission » : MM. Gerlach ; Aigner ; Coppé ; Spénale ; Oele ; Spénale	178	M. Cousté, rapporteur	194
Adoption de la section III/« Commission »	180	MM. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Cousté ; Kollwelter, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Faller, au nom du groupe socialiste ; Coppé	194
Adoption de la proposition de modification n° 30	180	Adoption de la proposition de résolution	197
Adoption de la section IV « Cour de justice »	180	13. Ordre du jour de la prochaine réunion ..	197
Adoption du volume I « Recettes »	180		
Déclarations de vote sur l'ensemble du budget : MM. Dulin ; Spénale, au nom du groupe socialiste ; Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Dulin ; Coppé	180		
Adoption de l'ensemble du projet de budget	181		
Adoption de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Dulin ..	181		
9. Communication du président du Conseil concernant la collaboration entre le Par-			

PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

Vice-président

(La séance est ouverte à 11 h)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. *Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement danois*

M. le Président. — Sur l'invitation du Parlement européen, une délégation composée de membres du Folketing danois, sous la conduite de son président,

M. Skytte, a accepté de procéder à un échange de vues avec nous.

Au nom de tout le Parlement, je souhaite une cordiale bienvenue à nos collègues.

Comme vous le savez, il ne s'agit pas d'une visite purement protocolaire, mais d'une mission d'information. J'espère que nos collègues danois garderont un bon souvenir du travail qui est fait au Parlement européen et de l'esprit de coopération qui y règne.

Nous avons d'ailleurs un autre motif de nous réjouir, puisque nous espérons bientôt les voir parmi nous comme membres de cette Assemblée.

(Applaudissements)

2. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Je vous signale qu'au point 3 — Déclaration du président sur la grève du personnel — une phrase a sauté au 2^e alinéa et qu'il convient de lire :

« A l'issue de cette conversation, M. Moro s'est engagé à faire étudier les points en discussion ; le Président, quant à lui, ayant déclaré que le Parlement examinerait si les griefs formulés par le personnel en ce qui concerne le non-respect de la procédure étaient fondés. »

La parole est à M^{lle} Lulling.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, le libellé de cette partie du procès-verbal porte effectivement le risque d'une interprétation malheureuse du texte, même modifié comme vous l'avez dit, et qui ferait croire que le Président de ce Parlement aurait des doutes quant à la justification des revendications de notre personnel.

Dans la version allemande, on parle de reproches.

Je crois que notre personnel n'a pas de reproches à adresser, il n'a que des revendications.

Il serait alors certainement beaucoup plus habile et plus adéquat, Monsieur le Président, si nous mettions un point après le mot « discussion » et si nous supprimions tout le reste.

Le deuxième alinéa se lirait donc comme suit :

« A l'issue de cette conversation, M. Moro s'est engagé à faire étudier les points en discussion. »

Nous ne voudrions pas, Monsieur le Président, qu'il puisse être dit que le Président de ce Parlement aurait pu penser que les revendications de notre personnel ne sont pas fondées.

M. le Président. — L'Assemblée vient d'entendre la proposition de M^{lle} Lulling tendant à supprimer, au deuxième paragraphe, le membre de phrase commençant par « le Président » et se terminant par « fondés ».

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de M^{lle} Lulling est adoptée.

En conséquence, le procès-verbal sera publié sous cette forme rectifiée au Journal officiel des Communautés.

Il n'y a pas d'autre observation ? ...

Le procès-verbal ainsi modifié est adopté.

3. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu les demandes de nomination ci-après :

- du groupe des non-inscrits une demande tendant à nommer M. Leonardi membre de la commission économique, en remplacement de M. Scoccimarro ;
- du groupe des non-inscrits une demande tendant à nommer M. Boiardi membre de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, en remplacement de M. Leonardi, et membre de la commission de l'association avec la Turquie.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Ces nominations sont ratifiées.

4. Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Edmond Borocco un rapport, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget opérationnel et le taux de prélèvement de la CECA pour l'exercice 1972 (doc. 186/51).

5. Directives et règlement concernant la réforme de l'agriculture — Règlements concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles et directive concernant une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles (vote)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sur la proposition de résolution du rapport de M. Richarts et consorts (doc. 176/71).

Je rappelle à l'Assemblée que la discussion générale a été close avant-hier soir.

La parole est à M. Liogier pour une explication de vote au nom du groupe de l'UDE.

M. Liogier. — Le groupe UDE votera contre la proposition faisant suite au rapport de M. Richarts et consorts pour les raisons que j'ai eu l'honneur de développer ici.

Il ne peut admettre, en effet, que disparaissent dans les toutes prochaines années 80 % des exploitations de la Communauté, la quasi-totalité des exploitations familiales se trouvant comprise dans ces 80 %, alors que ce sont celles-ci qui, à son sens, devraient être aidées en priorité, et tout ceci pour ne laisser subsister qu'une agriculture de pointe.

Il tient d'ailleurs à signaler que les directives actuelles vont très au-delà de la résolution du 25 mars.

Liogier

Il rappelle qu'appartenant depuis 1958 à la majorité qui, en France, a pris tant de mesures heureuses et efficaces en faveur de l'agriculture, aussi bien sur le plan des structures que sur le plan social, il n'a en ces domaines de leçons à recevoir de qui que ce soit.

Il renvoie ceux qui dans cette enceinte pourraient croire que la majorité en France ne partage pas le point de vue du groupe UDE au Parlement européen aux débats qui se sont déroulés lundi et mardi devant le Parlement français et qui prouvent la parfaite identité de vues entre la majorité — et non pas seulement le groupe UDR — en France et le groupe UDE au Parlement européen.

Un tel doute n'aurait d'ailleurs pu subsister si l'on avait bien voulu respecter l'ordre du jour primitif des débats, qui prévoyait en effet le débat agricole pour mercredi, donc après la discussion du budget agricole en France et non pas simultanément.

Fidèle à ses seuls principes qui mettent l'homme et la famille au-dessus de plans technocratiques qui ne peuvent que les asservir, lorsqu'ils les ignorent ou les ensèrent dans des cadres aussi rigides qu'étroits, il se refuse à entrer dans des polémiques personnelles dégradantes.

Il n'a jamais songé à mettre en cause la personne même de M. Mansholt pas plus d'ailleurs que son courage physique et sa probité intellectuelle.

Il revendique seulement le droit, absolu en tout régime démocratique, de ne pas se trouver d'accord sur ses options ou sur celles de la Commission, particulièrement en ce qui concerne les directives actuelles.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts, rapporteur principal. — (A) Monsieur le Président, la situation dans laquelle nous nous trouvons n'est, au fond, pas mauvaise. Si l'équipe de rapporteurs peut aujourd'hui vous soumettre une proposition de résolution de soixante-huit paragraphes sur lesquels n'a été déposé aucun amendement, c'est que cette résolution est équilibrée, ce qui montre bien que l'homme et son destin furent au centre de nos préoccupations et qu'aucun membre de cette Haute Assemblée ne songe à supprimer d'un trait de plume ces 80 % d'exploitations agricoles familiales dont on vient de parler. Nous qui allons voter en faveur de cette résolution, avons, à l'égard de ces exploitations familiales et de tous ceux qui travaillent dans l'agriculture, exactement les mêmes obligations que ceux qui croient pouvoir arguer de contingences locales pour refuser leur voix à cette résolution.

J'invite une fois encore cette Assemblée à adopter la résolution avec la même majorité que le fit la commission de l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. Baas.

M. Baas. — (N) Monsieur le Président, je voudrais expliquer les raisons de mon vote. J'y suis amené par la remarque faite par M. Liogier, d'où il ressort que son groupe n'accepte pas les règles du jeu de la politique communautaire des structures et l'aide financière. Ce groupe veut bien les avantages de la politique agricole commune — je songe à la fixation des prix, aux organisations de marché, etc. — mais il en rejette les obligations. Évidemment, les propositions contiennent des éléments qui ne répondent pas à mes vœux, mais ce ne peut être une raison pour les rejeter en bloc. Que le groupe de M. Liogier le fasse, je le regrette vivement, précisément parce qu'il s'agit d'un ensemble de mesures qui visent à donner à l'agriculture européenne des structures nouvelles.

J'ai déjà dit, dans une première phase du débat, que nous ne devons pas fonder notre jugement final sur des points de détail, mais sur l'ensemble de ces propositions. L'on ne trouve, dans celle-ci, nulle critique de ce que le gouvernement français a fait en France, et nous ne pouvons qu'éprouver le plus grand respect pour ce qui a été accompli dans ce pays. L'annonce faite par M. Liogier que son groupe, à la fin de ce débat, ne donnera pas sa caution à ces propositions m'incite à déclarer que je suis prêt à accepter à la fois les avantages et les inconvénients de la Communauté. Ma responsabilité, précisément à l'égard de l'avenir de la population agricole, m'ordonne de donner mon assentiment aux propositions qui nous sont soumises.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling, pour une explication de vote.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je voterai évidemment la proposition de résolution de la commission de l'agriculture, mais, après la déclaration de M. Liogier, ce sera avec une certaine amertume.

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, une phrase me suffira : je voterai contre la proposition de résolution.

Certes, il s'y trouve quelques points — et même un certain nombre — qui ont mon assentiment. Vient s'y ajouter une série de constatations qui ne peuvent être récusées. Mais je ne vois, dans la proposition de résolution, même pas l'ébauche d'une tentative de sortir des difficultés dans lesquelles se débat notre agriculture par suite de ces graves problèmes à la fois économiques et sociaux.

M. le Président. — Il s'agissait, en fait, d'une explication de vote à titre personnel.

M. Liogier. — Je demande la parole.

M. le Président. — Nous avons déjà eu trois heures de débat sur ce sujet, Monsieur Liogier...

(Mouvements divers)

M. Liogier. — Je me dois tout de même de répondre à des attaques qui sont des attaques personnelles !
(Exclamations sur plusieurs bancs)

M. le Président. — Je suis désolé, mais nous en sommes aux explications de vote. Encore une fois la discussion générale a eu lieu et elle a duré trois heures. Je suis désolé de ne pouvoir vous donner la parole.

M. Liogier. — Je le regrette !

M. Vredeling. — Moi pas !

M. le Président. — La parole est à M. Dulin.

M. Dulin. — N'appartenant pas à la majorité...
(Sourires)

... le sens de ces propositions, car vouloir faire notre collègue Liogier car, à mon avis, la nouvelle proposition de la Commission ne contient pas une orientation d'une véritable politique agricole et ne prévoit pas de préserver l'existence des exploitations familiales. Je constate, une fois encore, que la politique de l'élevage et la politique laitière sont défavorisées et qu'on continue à avantager les productions végétales.

Bien que reconnaissant le travail fait par la commission de l'agriculture et, notamment, par M. Richarts, je tiens à dire qu'il nous est difficile, à nous, représentants des petites exploitations familiales, de ne pas protester, car nous ne voulons pas les voir mourir. Au sein de nos organisations et coopératives agricoles, nous œuvrons pour leur maintien parce que, sur le plan social et démocratique, c'est une nécessité

Vous voudrez bien m'excuser, mes chers collègues, d'être intervenu dans la discussion mais il m'a paru nécessaire, non seulement pour la défense des exploitations familiales françaises mais aussi pour celle des exploitations européennes, de donner mon sentiment et d'expliquer pourquoi je voterai contre cette proposition.

M. le Président. — La parole est à M. Klinker.

M. Klinker. — (A) Monsieur le Président, j'ai expliqué en long et en large, pendant la séance nocturne, pourquoi je me voyais dans l'impossibilité d'approuver ce document, même si certains de ces éléments me paraissent tout à fait logiques et réalisables. Mais j'ai déclaré clairement que, dans l'intérêt des

diverses agricultures de nos États membres, je trouvais les conclusions en matière de politique des prix insuffisantes au regard de l'évolution de la conjoncture dans les différents États membres. C'est pourquoi au vote je m'abstiendrai.

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, en qualité d'orateur mandaté par le groupe socialiste dans le débat que nous avons eu avant-hier, je tiens à confirmer que mon groupe dans son ensemble, à l'exception d'un seul de ses membres, votera cette proposition de résolution parce qu'il est conscient de l'importance politique de ce vote pour l'avenir de la politique agricole commune et, surtout, pour l'avenir des agriculteurs et de ceux qui resteront dans l'agriculture européenne.

Monsieur le Président, je regrette que nos amis de l'UDE et d'autres collègues ne semblent pas avoir compris — à moins que ce ne soit de la malhonnêteté intellectuelle...

(Vives protestations sur les bancs de l'UDE)

... le sens de ces propositions, car vouloir faire croire aux agriculteurs que ces propositions représentent la mort de l'exploitation familiale, c'est de la malhonnêteté intellectuelle.

M. le Président. — La parole est à M. Briot.

M. Briot. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je n'avais pas l'intention d'intervenir dans cette discussion. Je n'ai pas pu participer aux débats d'hier et d'avant-hier pour l'excellente raison que dans mon Parlement étaient en discussion la politique agricole et le budget de l'agriculture, et je dois vous dire que les discussions furent ardues.

Je veux simplement me référer à l'intervention du rapporteur, M. Richarts, lorsqu'il a dit tout à l'heure et je l'ai noté : l'homme et son destin sont au centre de nos préoccupations.

Il a raison. Il ne faut pas transformer ce Parlement en champ clos en nous lançant je ne dirai pas des invectives, mais des paroles désagréables.

Vous savez, Mademoiselle Lulling, que j'ai beaucoup d'amitié pour vous. Mais, je vous prie, ne nous dites surtout pas que la position que nous prenons aujourd'hui, c'est de la malhonnêteté intellectuelle.

Il y a douze ans que je siége dans ce Parlement. Je n'ai jamais critiqué qui que ce soit. J'ai le respect des idées et lorsque quelqu'un n'est pas d'accord avec moi, jamais je ne me permettrais de lui dire que c'est par malhonnêteté. Il faut veiller à ne pas employer de tels procédés. Je veux oublier, Mademoiselle Lulling, les paroles que vous avez prononcées à notre

Briot

égard en considérant qu'elles ont dépassé votre pensée.

Quant à l'objet de notre débat, je suis d'accord sur le but poursuivi, mais je suis libre de ne pas l'être sur les méthodes employées. Je ne veux pas rouvrir un débat, quoique je regrette de ne pas avoir pu vous livrer ma pensée comme je l'aurais fait si j'avais été présent.

Je ne prendrai pas une position d'explication ni une position formelle. Je m'abstiendrai, parce que je souhaite que l'on prenne des mesures en faveur de l'agriculture mais pas sous la forme qui nous est présentée, du fait aussi de la forme technocratique de la proposition, d'une part, et de sa difficulté d'application, d'autre part, car je ne me sens pas en mesure de revêtir une armure pour aller l'expliquer aux agriculteurs de France.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

6. État prévisionnel du Parlement européen pour 1972 (vote)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle successivement le vote sur l'état prévisionnel du Parlement européen et le vote sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972.

Conformément à l'article 23 bis, paragraphe 6, du règlement, le Parlement doit se prononcer par des votes distincts et successifs sur :

- chaque proposition de modification,
- chaque section du projet de budget,
- la proposition de résolution relative à ce même projet de budget.

En application de ces dispositions, et dans le but de clarifier la procédure de vote, je me propose, en ce qui concerne les différentes sections, de mettre aux voix uniquement les propositions de modification et l'ensemble de la section. Les titres et autres subdivisions de chaque section, auxquels il n'y aurait pas de propositions de modification déposées, ne seront donc pas mis aux voix séparément ; ils feront l'objet d'un vote lors de la mise aux voix de la section. Il va de soi que si des membres veulent faire une déclaration de vote sur un titre, un chapitre ou un article déterminé, auquel il n'y aurait pas de proposition de modification, il leur sera évidemment pos-

sible de l'exprimer lors de la mise aux voix de la section.

Nous allons donc, en premier lieu, procéder à la mise aux voix de l'état prévisionnel du Parlement européen et aussi au vote des propositions de modification déposées et de la proposition de résolution y faisant suite.

Sur les titres 1 et 2, je suis saisi d'une proposition de modification n° 17 émanant de la commission des finances et des budgets et tendant à compléter le tableau des effectifs.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 17 est adoptée.

Sur le titre premier, je suis saisi d'une deuxième proposition de modification n° 15 de la commission des finances et des budgets.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 15 est adoptée.

Sur le titre 2, je suis saisi d'une proposition de modification n° 16 de la commission des finances et des budgets.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 16 est adoptée.

Sur le titre 3, je suis saisi d'une proposition de modification n° 8 présentée par M. Triboulet, au nom du groupe de l'UDE.

Cette proposition de modification a recueilli un avis favorable de la commission des finances et des budgets.

Avant de mettre aux voix cette proposition de modification, j'attire votre attention sur le fait que son adoption entraîne également une modification de la section II « Conseil ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 8 est adoptée.

Nous allons procéder maintenant au vote sur l'ensemble de notre état prévisionnel.

Je le mets aux voix.

L'état prévisionnel est adopté.

L'état prévisionnel du Parlement européen pour l'exercice 1972 est ainsi définitivement arrêté, et la section I du projet de budget général est modifiée en conséquence.

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 22.

Président

Nous allons procéder maintenant au vote de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner.

Plus personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

7. Modification de l'ordre du jour

M. le Président. — Chers collègues, les travaux s'étant déroulés un peu plus rapidement que prévu, je vous propose, en accord avec les rapporteurs et la Commission des Communautés européennes, d'inscrire à la suite de l'ordre du jour de la présente séance, donc cet après-midi, les deux rapports suivants qui figurent à l'ordre du jour de demain, vendredi :

- rapport de M. Richarts sur une directive relative aux poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires ;
- rapport de M. Cousté sur le règlement concernant certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.

Il n'y a pas d'opposition ;...

Il en est ainsi décidé.

8. Budget général des Communautés européennes pour 1972 (vote)

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur le projet de budget général et, ce faisant, des propositions de modification déposées ainsi que de la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Dulin.

La parole est à M. Dulin, rapporteur.

M. Dulin, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la commission des finances et des budgets a été chargée, conformément à l'article 23 bis du Règlement, d'examiner les différentes propositions de modification du projet de budget qui vous ont été soumises. Elle est elle-même l'auteur de plusieurs propositions.

Elle s'est prononcée sur la plus grande partie de ces propositions le 5 novembre, et ses décisions figurent dans le rapport que j'ai eu l'honneur de vous soumettre au nom de la commission des finances et des budgets.

Hier soir, en application du calendrier budgétaire fixé par le Parlement le 21 septembre dernier, la commission des finances et des budgets a examiné

les propositions de modification présentées à la suite du débat budgétaire et celles qui découlent des demandes introduites par le Conseil.

La commission des finances et des budgets n'a pas établi un rapport complémentaire écrit, mais elle m'a chargé de vous indiquer, au fur et à mesure de leur mise aux voix, sa position, notamment sur les propositions de modification examinées hier soir.

En introduction, je voudrais toutefois dire, au sujet des propositions de modification n^{os} 28 à 31 introduites à la suite de la demande du Conseil, la commission des finances et des budgets a entendu, hier soir, le représentant du Conseil de ministres déclarer qu'en raison des circonstances exceptionnelles, le Conseil avait dû présenter, concernant le projet de budget annuel, des demandes nouvelles qu'il ne pouvait pas qualifier de budget supplémentaire mais plutôt de lettre rectificative.

Avant-hier, la commission des finances et des budgets avait déjà, à l'occasion de l'échange de vues avec le président en exercice du Conseil, fait remarquer, par la voix de son président, qu'en raison des dispositions du traité du 22 avril 1970, notamment quant à la procédure budgétaire, ces demandes ne pouvaient, au stade du débat en cours, être examinées que sous la forme de propositions de modification déposées devant le Parlement par le Conseil.

Hier soir, le représentant du Conseil faisait connaître à la commission des finances et des budgets qu'il n'existait, pour le Conseil, aucun argument de texte ni aucune délibération de cette institution qui permît de recourir à cette procédure, laquelle touche un domaine trop sérieux pour relever de l'improvisation. Insistant tout particulièrement sur le caractère absolument exceptionnel des demandes présentées, il demandait au Parlement, dans l'esprit de coopération souhaité par les institutions, de trouver dans ses propres procédures le moyen de satisfaire ces demandes urgentes, commandées notamment par les perspectives d'élargissement.

Après en avoir délibéré, la commission des finances et des budgets a estimé, compte tenu des circonstances exceptionnelles qui ont amené le Conseil à présenter ces rectifications au budget et dans le souci de ne pas retarder la procédure d'adoption de ces crédits, qui apparaissent indispensables, devoir présenter en son nom celles des demandes du Conseil qui recueillaient son accord. Les principales demandes — nous allons vous les soumettre dans les projets de modification — concernent, en effet, l'adhésion des nouveaux membres et les crédits qu'elle va nécessiter immédiatement.

Votre commission a souligné formellement que la procédure suivie ne devait en aucun cas être considérée comme un précédent et qu'elle ne devait pas préjuger les modalités suivant lesquelles, à l'avenir, devraient être traitées les demandes des autres ins-

(*) JO n^o C 124 du 17 décembre 1971, p. 55.

Dulin

titutions introduites pendant que le projet de budget est en instance devant le Parlement.

La commission des finances et des budgets a aussi affirmé que l'adoption du budget des Communautés européennes devait résulter d'une concertation constante entre les différentes institutions de la Communauté et qu'il y avait lieu, par conséquent, d'étudier pour l'avenir les modes selon lesquels la Commission et le Conseil pourraient être amenés à présenter des propositions de modification qu'ils introduiraient devant le Parlement après avoir établi le projet de budget.

M. le Président. — Je remercie M. Dulin du rapport oral complémentaire qu'il vient de faire au nom de la commission des finances et des budgets.

Mes chers collègues, en ce qui concerne la procédure, je rappelle que le débat général sur ce sujet a déjà eu lieu et qu'il ne s'agit aujourd'hui que du vote.

Sur la partie « Recettes », contenue dans le volume I du budget général, je suis saisi d'une proposition de modification n° 20, présentée par la commission des finances et des budgets.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 20 est adoptée.

Des propositions de modification aux différentes sections du projet de budget qui auront des répercussions sur les recettes ayant été déposées, le vote sur l'ensemble de la partie « Recettes » est réservé jusqu'après vote des diverses sections.

La Section I relative au Parlement européen a fait déjà l'objet d'un vote.

Nous passons, par conséquent, à la Section II « Conseil ».

À l'article 372, je suis saisi d'une proposition de modification n° 28, déposée par la commission des finances et des budgets à la suite de la demande du Conseil. Il s'agit donc de l'une des propositions de modification auxquelles M. Dulin vient de faire allusion.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 28.

La proposition de modification n° 28 est adoptée.

Sur l'article 373, je suis saisi de deux propositions de modification : la proposition n° 14 est une modification proposée par la commission des finances et des budgets, et la proposition n° 29 est une modification proposée par la commission des finances et des budgets à la suite de la demande du Conseil. Cette

dernière est la seconde des propositions mentionnées tout à l'heure par M. Dulin.

Ces deux propositions ne s'excluent pas, mais sont complémentaires. Elles feront donc l'objet d'une discussion commune.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets successivement aux voix ces deux propositions de modification.

La proposition de modification n° 14 est adoptée.

La proposition de modification n° 29 est adoptée.

Nous passons à présent au vote de la Section II « Conseil ».

Je rappelle à l'Assemblée qu'en adoptant la proposition de modification n° 8, présentée tout à l'heure par M. Triboulet, à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen, nous avons modifié les crédits inscrits à l'article 374 de cette section.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la Section II ainsi modifiée.

L'ensemble de la Section II ainsi modifiée est adopté.

Nous passons à présent à la Section III « Commission ».

Je suis saisi d'une proposition de modification n° 22, présentée par la commission des finances et des budgets et tendant à augmenter les effectifs de la Commission, dont le principal crédit figure au titre I, chapitre 11. La proposition indique quelles conséquences son adoption entraînerait pour les dépenses et les recettes.

La parole est au rapporteur.

M. Dulin, rapporteur. — Par cette proposition de modification, la commission des finances et des budgets fait intégralement siennes les demandes de la Commission et s'écarte de celles du Conseil, qui n'a prévu que la moitié de ces postes et aucun crédit supplémentaire.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Je remercie le Parlement de rétablir un effectif dont M. Haferkamp a dit qu'il était absolument indispensable.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 22 est adoptée.

Président

Sur le chapitre 21, je suis saisi d'une proposition de modification n° 7, présentée par M. Triboulet, au nom du groupe de l'UDE, sur laquelle la commission des finances et des budgets a émis un avis favorable.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 7 est adoptée.

Sur le chapitre 25, je suis saisi de trois propositions de modification : la n° 6, modification de l'article 251, proposée par M. Triboulet, au nom du groupe de l'UDE, la n° 24, modification également de l'article 251, proposée par M. Lange, au nom de la commission économique, et la n° 31, proposition qui émane de la commission de finances et des budgets et tend à insérer un article 251 bis nouveau.

Les propositions nos 6 et 24 ont un objet différent et elles ne s'excluent nullement.

Sur la proposition de modification n° 6, la commission des finances et des budgets a émis un avis défavorable.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 6 est rejetée.

En émettant un avis défavorable sur la proposition de modification n° 24, la commission des finances et des budgets a déposé une proposition de modification n° 31 tendant à insérer un nouvel article 251 bis.

Nous allons donc procéder à une discussion commune de ces deux propositions.

La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, je voudrais signaler que la commission économique s'est également ralliée à la proposition n° 1 et qu'il n'y a donc plus de divergence.

M. le Président. — La parole est au rapporteur.

M. Dulin. — La commission économique s'est ralliée à la proposition n° 1 de la commission des finances et des budgets. Nous avons inscrit un article « pour mémoire », puisque l'on ne peut savoir exactement de quoi il s'agit.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — La proposition de la commission économique a été agréée, dans son esprit, par la commission des finances et des budgets. Cependant, les prévisions budgétaires étant impossibles, la commission des finances et des budgets avait d'abord repoussé cette proposition. Dans un deuxième temps,

après avoir examiné l'affaire, les différents groupes politiques souhaitèrent voir traduire cette intention dans une ligne « pour mémoire » qui, mieux que le rejet, marquerait l'approbation de principe et permettrait plus facilement de garnir la ligne en cours d'année.

Il s'agit donc de l'inscription d'une ligne « pour mémoire », avec un avis favorable aux propositions de la commission économique.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition n° 31.

La proposition de modification n° 31 est adoptée.

De ce fait, la proposition de modification n° 24 devient sans objet.

Sur le chapitre 26, article 262, deux propositions de modification, les nos 2 et 4 ont été retirées par leurs auteurs et remplacées par une proposition n° 18, de Mlle Lulling et consorts, sur laquelle la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 18 est adoptée.

Sur le chapitre 26, article 264, je suis saisi des propositions de modification n° 3, présentée par M. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien, et n° 21, présentée par la commission des finances et des budgets.

La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, la proposition de modification n° 3 est devenue sans objet étant donné qu'elle a été reprise pour l'essentiel dans la proposition n° 21 et que nous nous réservons de discuter les autres éléments avec la Commission. Nous allons préciser les choses.

M. le Président. — M. Aigner ayant retiré la proposition n° 3, il ne reste que la proposition n° 21.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets cette proposition aux voix.

La proposition de modification n° 21 est adoptée.

Sur le chapitre 27, je suis saisi d'une proposition de modification n° 13, présentée par la commission politique, sur laquelle la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

La parole est à M. Schuijt.

M. Schuijt. — (N) Monsieur le Président, je voudrais donner une explication de vote au sujet des crédits affectés à l'information. Comme vous le savez, la

Schuijt

commission politique étudie encore la question de la politique de l'information, et il est encore impossible de dire s'il y a accord à ce sujet entre les vues du Parlement et celles de la Commission. Dès que l'on sera parvenu à l'identité de vues souhaitée, la situation sera nouvelle. Je me réserve le droit de présenter, le moment venu, si besoin en est, des propositions de budget complémentaire destiné à adapter les crédits aux besoins constatés.

Sous cette réserve, je voterai la proposition de modification.

M. le Président. — Je mets cette proposition aux voix.

La proposition de modification n° 13 est adoptée.

Sur le chapitre 33, article 330, une proposition de modification n° 9, de MM. Adams, Bousch et consorts, a été entre temps retirée ; je ne suis donc plus saisi que de la proposition de modification n° 19, présentée par la commission des finances et des budgets.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 19 est adoptée.

Sur le chapitre 35, je suis saisi des propositions de modification n° 5, présentée par MM. Müller et consorts, et n° 26, présentée par la commission des affaires sociales et de la santé publique.

S'écartant de façon identique du projet de budget et étant toutes deux compensatoires, ces deux propositions feront l'objet d'une discussion commune.

Mais, conformément à la décision prise par le Parlement le 20 octobre, nous examinerons d'abord la proposition de modification n° 5, parce qu'elle a été déposée la première.

Sur cette proposition, la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 5 est adoptée.

De ce fait, la proposition de modification n° 26 devient sans objet.

Je suis à présent saisi de deux propositions de modification tendant à insérer un chapitre 39 nouveau.

La première, qui porte le n° 23, est présentée par M. Lange, au nom de la commission économique. Sur cette proposition, la commission des finances et des budgets a émis un avis défavorable, estimant que ces crédits devront être inscrits dans un budget supplémentaire.

La deuxième, qui porte le n° 32, est présentée par la commission des finances et des budgets. Elle tend à insérer le nouveau chapitre et à prévoir de la mention « pour mémoire ».

Ces deux propositions peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est au rapporteur.

M. Dulin, rapporteur. — C'est pour des raisons budgétaires et juridiques que la commission des finances et des budgets a exprimé un avis défavorable sur la première de ces propositions.

M. le Président. — La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, nous avons longuement discuté cette proposition et nous sommes parvenus à la conclusion suivante : sur le plan politique, la demande est incontestablement justifiée. Nous estimons, par conséquent, devoir introduire ici, pour souligner cette revendication politique, ce poste « Fonds européen de développement régional ».

Mais nous n'avons pas estimé devoir inscrire 25 millions d'u.c. En effet, même si le Conseil donnait son accord, il devrait, dans la pratique, recourir aux crédits qui, de toute façon, se chiffrent par centaines de millions d'u.c. dans les caisses européennes, sous le nom de tour Mansholt, de sorte qu'en acceptant la deuxième demande, nous prendrions une position politiquement plus avancée. Le Conseil ne saurait repousser cette demande, puisque cette insertion correspond de toute façon à la décision de principe qu'il a prise. Mais il ne peut s'opposer à un montant, aucune somme n'étant inscrite.

C'est pourquoi je vous serais reconnaissant d'approuver notre deuxième demande et de rejeter la première.

M. le Président. — Il est donc bien entendu que ce n'est pas sur le fond de l'affaire que la commission des finances et des budgets a émis un avis défavorable, mais sur l'imputation proposée.

La parole est au rapporteur.

M. Dulin, rapporteur. — Monsieur le Président, je précise, une fois de plus, que la commission des finances et des budgets est tout à fait d'accord sur le principe, mais que, pour des raisons budgétaires et politiques, la modification souhaitée lui paraît impossible. C'est pourquoi elle propose la mention « pour mémoire ».

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, après avoir, tout d'abord, rejeté cette proposition pour les rai-

Spénale

sons exprimées excellemment par M. Aigner, puis par le rapporteur, la commission des finances et des budgets a eu des contacts avec les auteurs de l'amendement.

Ceux-ci ont déclaré qu'ils seraient satisfaits si, au moins, paraissait au budget une ligne « pour mémoire » à ce sujet. Tel est l'objet de la proposition de modification présentée par notre commission. Il y a donc accord sur ce point.

M. le Président. — Plus personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix la proposition n° 32.

Elle est adoptée.

De ce fait, la proposition n° 23 sans objet.

Sur le chapitre 51, je suis saisi des propositions de modification n° 1, présentée par M^{lle} Lulling et consorts, et n° 27, présentée par la commission des affaires sociales et de la santé publique.

S'écartant de façon identique du projet de budget, et étant toutes deux compensatoires, ces deux propositions feront l'objet d'une discussion commune.

Mais, conformément à la décision prise par le Parlement le 20 octobre, nous examinerons d'abord la proposition de modification n° 1, parce qu'elle a été déposée la première.

Sur cette proposition, la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 1 est adoptée.

De ce fait, la proposition de modification n° 27 devient sans objet.

Sur le chapitre 64, je suis saisi d'une proposition de modification n° 10/rév., présentée par la commission de l'agriculture et sur laquelle la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 10/rév. est adoptée.

Sur le chapitre 69, je suis saisi d'une proposition de modification n° 11 émanant, elle aussi, de la commission de l'agriculture.

Cette proposition ayant également reçu l'avis favorable de la commission des finances et des budgets, l'auteur estime-t-il utile de la développer ?...

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 11 est adoptée.

Sur le chapitre 73, je suis saisi d'une proposition de modification n° 12, émanant, encore une fois, de la commission de l'agriculture.

Cette proposition ayant reçu un avis favorable de la commission des finances et des budgets, l'auteur estime-t-il utile de la développer ? ...

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 12 est adoptée.

Au chapitre 87, article 870, je suis saisi d'une proposition de modification n° 25 présentée par M. Lange, au nom de la commission économique.

La commission des finances et des budgets a émis un avis défavorable sur cette proposition, estimant que ces crédits devront être inscrits dans un budget supplémentaire.

Toutefois, la commission des finances et des budgets a déposé une proposition de modification n° 33 tendant à insérer un article 870 bis avec la mention « pour mémoire ».

Ces deux propositions peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Quelqu'un estime-t-il nécessaire de développer ces propositions ?

La parole est à M. Dulin.

M. Dulin, rapporteur. — Nous sommes d'accord, Monsieur le Président, sur le principe de l'imputation au budget supplémentaire.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 33 de la commission des finances et des budgets.

Cette proposition de modification est adoptée.

De ce fait la proposition de modification n° 25 devient sans objet.

Nous en avons terminé avec le vote des propositions de modification déposées à la Section III « Commission ».

Personne ne demande la parole pour explication de vote sur l'ensemble de la Section III « Commission » ?

La parole est à M. Gerlach.

M. Gerlach. — (A) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser, mais l'on ne s'est malheureusement

Gerlach

pas aperçu que je voulais faire une déclaration de vote à ce sujet. Je regrette vivement de ne pas pouvoir approuver le budget de la Commission. Mon attitude est due à deux raisons.

Premièrement, l'on a, dans l'opinion publique, reproché à la Commission de ne pas suffisamment contrôler sa construction administrative. C'est toute la question de la Commission de contrôle. Nous en avons discuté hier à la commission des finances et des budgets. Les explications qui nous ont été données à ce sujet par la Commission ne me paraissent pas suffisantes.

Deuxièmement, les crédits que le budget de la Commission prévoit pour l'Euratom ne sont pas suffisants. Je m'associe à la manifestation que les employés de l'Euratom ont organisée ce matin et je constate que l'Euratom ne peut plus travailler sur cette base, les crédits étant insuffisants.

Pour ces deux raisons, je ne puis approuver le budget ; au vote je m'abstiendrai.

M. le Président. — La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, je respecte évidemment cette manière de voir, mais je voudrais lui donner une réponse, que l'on voudra bien considérer comme une explication de vote : nous avons entamé un examen de ces reproches, et la Commission nous a promis de nous fournir une documentation écrite complète, qui nous permettra un contrôle exact. Hier, déjà, nous avons pu constater qu'indubitablement des passages essentiels de cet article ou bien reposaient sur une méconnaissance totale de différents faits, ou bien étaient même faux. Je tiens à le dire expressément, tout en estimant moi aussi, que nous devons encore, de concert avec la Commission, opérer un contrôle définitif.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je remercie M. Aigner de sa déclaration. En ce qui concerne les montants inscrits pour la recherche, je tiens à rappeler que le Parlement a ajouté 1 000 u.c. aux sommes que nous avons nous-mêmes prévues dans le projet de budget pluriannuel qui a été introduit après le budget général.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — Monsieur le Président, j'ai suivi attentivement la déclaration de M. Gerlach. Je voudrais dire que, dans ce budget, les deux préoccupations qu'il a exprimées ont été traduites par la commission des finances.

L'une, par la diminution symbolique d'une unité de compte d'un poste concernant les dépenses administratives de la Commission. Une indication était donc donnée.

L'autre concerne le personnel d'Euratom et le fonctionnement de la recherche commune. Je rappelle la position qui a été prise par la commission des finances sur l'avis de la commission de l'énergie de la recherche et des problèmes atomiques et qui a consisté à reprendre les propositions initiales de la Commission dans lesquelles se trouvent tous les crédits nécessaires au fonctionnement des centres, au paiement du personnel, au maintien des actions en cours, et une certaine somme disponible, dès maintenant, pour toute action qui sera ultérieurement décidée.

Si, finalement, il n'y a pas aujourd'hui une politique commune de la recherche, la faute n'en est probablement pas à la Commission, qui se trouverait sanctionnée si l'on refusait de voter son budget. La faute en est plutôt au Conseil qui, depuis très longtemps, n'a pas été capable de se mettre d'accord sur un programme pluriannuel et qui, cette année encore, ne l'a pas fait.

Nous avons donc repris les propositions de la Commission, nous y avons ajouté 1 000 u.c. pour marquer que nous les estimions non pas insuffisantes, mais comme devant être développées en fonction du programme pluriannuel de recherche qui pourra être arrêté.

Dans ces conditions, notre collègue Gerlach est, bien entendu, parfaitement libre de son attitude et je ne la contesterai pas. Mais je dois dire que ce serait une très mauvaise méthode si cette Assemblée privait la Commission de son budget, de ce budget dans lequel sont inscrites toutes nos politiques opérationnelles. Je pense que le vote global sur le budget de la Commission est une heureuse mesure.

M. le Président. — La parole est à M. Oele.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, nous sommes sur le point d'approuver un élément du budget sur lequel le Conseil, qui n'en a reçu que récemment de la Commission la base d'appréciation, ne s'est pas encore prononcé.

J'estime que dans ce cas particulier, où la vie d'une institution importante de la Communauté est en jeu, l'attitude du Parlement nous impose une responsabilité particulière.

Contrairement à mon ami politique, M. Gerlach, je voterai ce budget que je serais tenté d'appeler de la dernière chance, mais je tiens à ajouter qu'à la première occasion, dès que les vues du Conseil en la matière seront claires, nous devons revenir sur cette affaire et ne pas hésiter à demander des comptes, non seulement à la Commission, mais notamment aussi au

Oele

Conseil, au sujet de ce qu'ils vont décider ici à ce propos. Cela semble être une conséquence logique de ce que nous décidons en ce moment.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale.

M. Spénale. — M'adressant plus particulièrement au représentant du Conseil, j'indique que la proposition de la commission des finances, qui a été adoptée par l'Assemblée, en ce qui concerne le budget d'Euratom pour l'année prochaine, a été décidée bien avant les entretiens que nous avons eus avec la délégation du personnel de l'Euratom qui est venue nous exposer ses doléances. Ce n'est donc en aucune façon par suite de ces contacts que cette position a été prise. Elle correspond à des intentions profondes, tant de la commission, et, je crois pouvoir le dire, de l'Assemblée dans son ensemble.

M. le Président. — personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la Section III « Commission », compte tenu des modifications que nous venons d'adopter.

La Section III « Commission », ainsi modifiée, est adoptée.

Nous passons à l'examen de la Section IV « Cour de justice ».

Sur cette section, je suis saisi d'une proposition de modification n° 30, de la commission des finances et des budgets à la suite de la demande du Conseil, et sur laquelle M. le Rapporteur s'est déjà exprimé.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix cette proposition.

La proposition de modification n° 30 est adoptée.

Je mets aux voix la Section IV, compte tenu de la modification que nous venons d'adopter.

La section IV « Cour de justice », ainsi modifiée, est adoptée.

Nous passons au vote du volume I, « Recettes », que nous avons réservé tout à l'heure.

Je mets aux voix le volume I, « Recettes », tel qu'il a été modifié par l'adoption des différentes propositions de modification.

Le volume I, « Recettes », ainsi modifié, est adopté.

Nous allons passer au vote sur l'ensemble du projet de budget tel qu'il a été modifié par les votes successifs.

Personne ne demande la parole pour explication de vote ?

La parole est à M. Dulin.

M. Dulin, rapporteur. — Je prends la parole en mon nom personnel et au nom de mon groupe pour dire que nous voterons ce budget à l'unanimité parce que, pour nous, il est une orientation nouvelle. Il constitue un véritable tournant dans la vie de notre Communauté européenne. En effet, depuis le 22 avril 1970, nous avons pris un certain nombre de mesures et engagé cette négociation fructueuse, non seulement avec la Commission mais aussi avec le Conseil. Nous souhaitons, que ces négociations, notamment avec le Conseil, deviennent encore plus efficaces.

Dans la situation monétaire internationale dramatique que nous connaissons actuellement, nous désirons voir régler ce problème dans un délai plus bref et aussi voir instaurer d'urgence l'union économique et monétaire européenne indispensable à l'intégration politique de notre Europe.

M. le Président. — La parole est à M. Spénale, au nom du groupe socialiste.

M. Spénale. — Monsieur le Président, le groupe socialiste dans son ensemble votera le projet de budget ainsi modifié.

Les amendements qui y ont été apportés, quoique insuffisants, compensent certaines lacunes du projet initial transmis par le Conseil, notamment pour ce qui est de l'environnement, du Fonds social, de la politique régionale, et d'un certain nombre de problèmes évoqués au cours du débat général.

Au surplus, certains problèmes ont été soulevés au sujet de la procédure entre le Conseil et le Parlement. Notre rapporteur y a fait allusion tout à l'heure.

Nous suivions une procédure inhabituelle et les instruments d'une parfaite coopération interinstitutionnelle n'existent pas encore, je ne puis donc que me féliciter que nous ayons, dans la plus grande clarté des positions des uns et des autres, trouvé pour cette année les arrangements pratiques nécessaires pour donner satisfaction à des demandes du Conseil qui correspondaient à des nécessités urgentes.

Nous pensons qu'il convient d'approfondir cette coopération ainsi que les méthodes et les procédures. Nous y apporterons — c'est l'intention de mon groupe — la meilleure volonté, et nous voulons espérer, compte tenu des dernières réponses que nous avons reçues du Conseil concernant la procédure budgétaire, qu'il est animé des mêmes intentions que nous.

Nous voterons donc ce budget ainsi amélioré. Nous souhaitons que le Conseil tienne le plus grand compte des modifications qui y ont été apportées, car, je le répète, elles l'ont été dans un esprit constructif et avec une très grande conviction. Je rappelle que les procédures suivies cette année ont été imparfaites par rapport à celles que le Conseil a lui-même proposées pour l'année prochaine.

Spénale

Nous lui demandons, par conséquent, de faire un grand effort de compréhension.

Certes, nous comprenons que le Conseil ne puisse pas accueillir favorablement toutes les propositions que nous lui avons faites, mais nous ne comprendrions pas qu'il n'en accueille pas un certain nombre.

Au passage, je me permets d'insister une fois de plus au sujet d'Euratom. Il ne faut pas que la page qui y est consacrée reste vierge.

En terminant, je tiens à ajouter que je me réjouis que ce débat, beaucoup plus chargé que d'habitude et pour lequel des procédures nouvelles ont été suivies, ait pu arriver à son terme dans des délais raisonnables.

Je remercie notre rapporteur de son travail excellent ainsi que les fonctionnaires du groupe d'aide budgétaire dont le concours nous a été précieux et sans lesquels nous n'aurions pu mener nos travaux à bien.

Permettez-moi de remercier également les membres du secrétariat de la commission des finances.

M. le Président. — La parole est à M. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, je voudrais, au nom de mon groupe, déclarer ceci : nous avons constaté avec satisfaction que, cette année, le Conseil, pour la première fois, estimait visiblement comme nous que tous ensemble, ce Parlement et le Conseil, nous sommes des autorités budgétaires. Nous n'avons cessé de répéter notre espoir qu'après avoir ainsi pris un bon départ, cette collaboration entre le Parlement et le Conseil se poursuive et s'intensifie dans la confiance à tous les niveaux.

Je voudrais, moi aussi, m'associer aux remerciements que M. Spénale a adressés au rapporteur et à notre secrétariat. C'est vraiment d'excellent travail qui a été fourni ici. Je voudrais aussi remercier cordialement la Commission, qui, dans tous nos débats, dont certains furent parfois très fastidieux, nous a fourni sans réserve tous les renseignements désirables. J'espère que nous pourrions continuer à travailler de la sorte.

Si, dans cette procédure budgétaire, le Conseil poursuit cette coopération confiante avec nous, il acceptera aussi nos propositions de modification, surtout il entendra nos requêtes politiques et — qu'il me soit permis de le répéter — suivra nos conceptions et fera droit à nos demandes en ce qui concerne le budget de l'Euratom.

M. le Président. — La parole est à M. Dulin.

M. Dulin, rapporteur. — Après M. le président Spénale je voudrais, à mon tour, remercier l'ensemble

du personnel, en particulier les services de traduction, d'assemblage, d'imprimerie, etc., en un mot, tous les fonctionnaires grâce auxquels, malgré les délais extrêmement courts, les textes relatifs au budget ont pu être prêts à temps.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je tiens à remercier le Parlement qui, dans la plupart des cas a rétabli les sommes que nous avions prévues nous-mêmes. Cela me console des quelques unités de compte dont il a diminué symboliquement certains crédits.

J'espère que nous pourrions maintenant joindre nos efforts pour faire adopter par le Conseil les modifications qui viennent d'être votées.

M. le Président. — Je remercie M. Coppé de cette déclaration, à laquelle le Parlement sera très sensible.

Je mets aux voix le projet de budget tel qu'il a été modifié par nos votes successifs, et qui s'élève à 4 112 165 391 unités de compte.

Mes chers collègues, après les longues années de lutte de cette Assemblée pour acquérir les pouvoirs budgétaires, c'est avec un peu d'émotion que je prononce la phrase rituelle :

Le projet de budget général ainsi modifié est adopté par le Parlement européen.

Il sera, conformément à l'article 23 bis, paragraphe 9, du règlement, annexé au procès-verbal de la présente séance et transmis sans délai au Conseil.

Nous passons maintenant au dernier vote : le vote de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Dulin.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adoptée (*).

Nous allons maintenant interrompre nos travaux jusqu'à 17 h.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 12 h 15, est reprise à 17 h)

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 59.

PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

9. Communication du président du Conseil concernant la collaboration entre le Parlement et le Conseil dans le cadre de la procédure budgétaire

M. le Président. — Il m'appartient de communiquer à l'Assemblée une lettre et une note reçues de M. Moro, président en exercice du Conseil des Communautés, relative à la collaboration entre notre Parlement et le Conseil dans le cadre de la procédure budgétaire.

Vu leur importance, le bureau élargi a estimé devoir en donner connaissance au Parlement et les lui soumettre pour approbation.

Je m'excuse d'une lecture un peu longue, mais vous verrez l'importance du texte qui vous est communiqué.

Lettre de M. Moro :

« Monsieur le Président,

A la suite de votre lettre en date du 22 septembre 1971 et de la rencontre entre une délégation de votre institution et le président en exercice du Conseil, le 4 octobre 1971, le Conseil a eu un large échange de vues au sujet de la collaboration entre nos deux institutions dans le cadre de la procédure budgétaire.

Le Conseil a estimé qu'en plus de la position que j'avais eu l'honneur de porter à votre connaissance en ce qui concerne la seconde phase (examen par l'Assemblée du projet de budget) et la troisième phase (examen par le Conseil des amendements adoptés par l'Assemblée et arrêt du budget), il était en mesure d'améliorer la procédure en ce qui concerne la première phase (établissement par le Conseil du projet de budget).

Je vous prie de bien vouloir trouver en annexe une note exposant l'ensemble de la position du Conseil en ce qui concerne la collaboration entre nos deux institutions au cours de la procédure budgétaire.

Je serais très heureux de pouvoir connaître au plus tôt les observations que l'Assemblée aurait à formuler sur ces positions. »

Voici maintenant la note :

« I. Collaboration entre l'Assemblée et le Conseil au cours de la première phase

(Établissement par le Conseil du projet de budget)

a) Le Conseil communiquera officiellement à l'Assemblée l'avant-projet de budget dès que la Commission le lui aura transmis, et ce en vue de permettre à l'Assemblée de procéder à un premier examen de nature politique de ce document.

b) Lors de l'établissement de l'avant-projet de budget, le Conseil pourra ainsi prendre connaissance des premières réflexions de l'Assemblée sur l'orientation générale de cet avant-projet.

c) Les réflexions de l'Assemblée seront portées à la connaissance du Conseil lors d'un échange de vues entre le président en exercice du Conseil, accompagné par les autres membres du Conseil qui la souhaitent, et une délégation de l'Assemblée. La Commission participera à cet échange de vues.

Le président du Conseil informera ce dernier des réflexions de l'Assemblée avant que le Conseil n'engage ses délibérations sur l'avant-projet de budget.

Il sera entendu que cette procédure ne doit pas retarder les travaux du Conseil dans l'établissement du projet de budget. »

Voilà donc, mes chers collègues, en ce qui concerne la première phase, c'est-à-dire la préparation par le Conseil du projet de budget.

En ce qui concerne la deuxième phase, c'est-à-dire l'examen par notre Parlement du projet de budget, la note est ainsi rédigée :

« II. Collaboration entre l'Assemblée et le Conseil au cours de la deuxième phase

(Examen par l'Assemblée du projet de budget)

Le Conseil accepte la proposition de l'Assemblée. La procédure de collaboration au cours de cette phase sera donc la suivante :

a) Le président en exercice du Conseil présentera à l'Assemblée le projet de budget lors de la session d'octobre de cette institution.

b) Le président en exercice du Conseil ou d'autres membres de cette institution seront présents aux réunions de la commission des finances et des budgets consacrées à l'examen du projet de budget.

c) Le président en exercice du Conseil sera présent lors de la discussion et du vote, en séance plénière, du projet de budget. »

Nous passons maintenant à la troisième phase, c'est-à-dire à l'examen par le Conseil des modifications adoptées par le Parlement et, donc, à l'arrêt du budget lui-même :

Président« III. *Collaboration entre l'Assemblée et le Conseil au cours de la troisième phase*

(Examen par le Conseil des amendements adoptés par l'Assemblée et arrêt du budget)

- a) Lorsque le Conseil lui-même examinera le projet de budget modifié, une délégation de l'Assemblée pourra, au début des travaux du Conseil, exposer les raisons qui ont amené l'Assemblée à proposer des modifications. Après un échange de vues avec cette délégation, le Conseil reprendra ses travaux dans sa composition normale et arrêtera le budget.
- b) Le Conseil informera l'Assemblée de ses décisions en exposant les raisons pour lesquelles il n'aurait pas suivi les avis de celle-ci. Ceci pourrait se faire soit par lettre comme par le passé, soit par un contact entre un représentant du Conseil et l'Assemblée. »

La note précise enfin :

« Le Conseil rappelle que la procédure exposée ci-dessus devra être révisée en 1975, quand entreront en vigueur les dispositions prévues par le traité du 22 avril 1970 pour la phase définitive. »

Mes chers collègues, la commission des finances et des budgets ainsi que le bureau élargi ont marqué leur accord sur ces propositions.

En marquant son accord sur ce texte, le bureau élargi a considéré que les contacts prévus dans le paragraphe 1 de la note du Conseil, entre celui-ci et une délégation du Parlement européen, devraient, pour être le plus fructueux possible, être préparés par les secrétaires généraux et leurs collaborateurs.

Le bureau élargi demande à l'Assemblée de bien vouloir ainsi approuver ces textes.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La parole est à M. Borm.

M. Borm. — (A) Une simple question : avec quelle majorité le Conseil pourra-t-il rejeter les observations du Parlement : est-ce à la majorité qualifiée ou à la majorité simple ou encore à l'unanimité ?

M. le Président. — Monsieur Borm, nous sommes là sur le traité. Le Conseil n'a pas le pouvoir de modifier le traité et il ne change rien à la procédure qui y est prévue. Cette note traite uniquement de ce que le Conseil a le pouvoir de faire, à savoir de répondre au souhait de notre Parlement d'instituer la meilleure collaboration possible entre lui et nous, aux différents stades de la procédure budgétaire. Mais, bien évidemment, il n'appartient pas au Conseil de modifier une disposition du traité.

La parole est à M. Estève.

M. Estève. — Monsieur le Président, vous avez indiqué tout à l'heure que, dans la troisième phase, lorsque le Conseil n'acceptera pas les amendements qui auront été votés par le Parlement, le Conseil pourra avertir le président du Parlement européen soit par écrit, soit par un contact.

A mon avis, il serait préférable d'opter pour la formule de la lettre, car les écrits restent...

M. le Président. — Les deux solutions sont possibles. Vous avez eu raison de dire que les écrits restent mais il est des cas où, parfois, un contact direct est préférable, car il permet de poser un plus grand nombre de questions et, ainsi, de mieux connaître les raisons pour lesquelles le Conseil peut avoir pris une position différente de celle de l'Assemblée dans ses modifications.

De toute façon, Monsieur Estève, je vous donne l'assurance que votre observation sera transmise au bureau.

M. Estève. — L'un n'empêche pas l'autre ! Je suppose, en effet, qu'il y aura des contacts puisque une délégation du Parlement européen se rendra au Conseil ; mais une fois cette délégation partie, le Conseil délibérera en toute souveraineté. C'est après cette délibération souveraine que le président du Conseil devrait, à mon sens, avertir le président du Parlement par lettre.

M. le Président. — Nous prenons acte de votre observation et le bureau en sera informé.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Les propositions contenues dans les textes dont je vous ai donné lecture sont approuvées.

10. *Transmission d'une question orale à la Commission des Communautés européennes*

M. le Président. — Au cours de sa réunion de ce jour, le bureau élargi a été saisi d'une question orale avec débat de M. Oele, au nom du groupe socialiste, relative à la lutte pour la protection du Rhin contre la pollution.

- Il l'a transmise à la Commission des Communautés européennes et il estime que cette question orale devrait être inscrite à l'ordre du jour de notre période de session de décembre.

Monsieur Oele demande la parole ?

Je vous en prie, cher collègue.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, je me bornerai à un bref commentaire. Comme vous le savez, par suite de la sécheresse exceptionnelle de cet été, l'eau du Rhin a été considérablement polluée par de

Oele

fortes concentrations de substances chimiques, ce qui a provoqué, notamment aux Pays-Bas, des difficultés d'approvisionnement en eau potable. Cette situation a eu pour conséquence que les sociétés hollandaises de distribution d'eau et, par suite, le Parlement néerlandais, ont pris publiquement position sur ces questions, se demandant quelles initiatives étaient prises à l'échelon international pour parvenir à une approche plus communautaire du problème de la pollution du Rhin. En même temps, le Parlement hollandais a adressé un appel au Parlement français, l'invitant à obtenir une limitation des déversements de sels par les usines alsaciennes de potasse.

Tout cela a incité mon groupe à aborder une nouvelle fois un point qui faisait partie du premier rapport sur les problèmes de l'hygiène et de l'entretien du milieu dans les Communautés, qui fut examiné et approuvé par ce Parlement il y a exactement un an. Ce rapport souhaitait une concentration des efforts d'assainissement du Rhin. Entre temps l'évolution a montré combien ce problème devait avoir la priorité. Nous éprouvons donc le besoin d'examiner, au cours d'une session plénière, dans un dialogue avec la Commission, de quelle façon celle-ci a donné suite aux recommandations contenues dans le rapport de M. Boersma. De plus, nous voudrions, à cette occasion, faire quelques suggestions destinées à permettre une approche plus supranationale de ces problèmes et l'intervention de la Commission européenne, notamment dans les activités de la Commission internationale de protection du Rhin contre la pollution, dont le siège est à Coblenze, laquelle s'est jusqu'ici, sans grand succès, je le concède, occupée de cette question.

Monsieur le Président, je comprends que cette affaire ne puisse en ce moment faire l'objet d'un débat approfondi : le temps nous manque, et la Commission n'y est pas préparée. J'espère que nos estimés collègues donneront à mon groupe la possibilité de poser une question à ce sujet et qu'ultérieurement — en décembre, j'espère — nous pourrons en délibérer.

M. le Président. — Je suis en mesure de vous indiquer, Monsieur Oele, que la Commission répondra à cette question lors de la période de session de décembre.

11. *Directive concernant les poids et les dimensions des véhicules routiers utilitaires*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission des transports, sur une directive concernant les poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires (doc. 173/71).

La parole est à M. Richarts, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Richarts. rapporteur. — (A) Monsieur le Président, si l'assistance est aussi faible, c'est certainement aussi dû au fait que les thèmes concernant la politique des transports ne figurent pas à l'ordre du jour imprimé qui a été distribué ce matin. Je tenais à le dire dès le début pour que l'on puisse comprendre, dans une certaine mesure, pourquoi les rangs de l'Assemblée sont aussi clairsemés.

Monsieur le Président, les directives à l'examen ne sont pas nouvelles. Dès 1961, la Commission avait présenté au Conseil des directives analogues concernant l'harmonisation des poids et mesures. Le Parlement européen fut consulté sur ces directives et donna son avis le 15 octobre 1963. Cet avis fut transmis à la Commission et est resté depuis cette date dans les dossiers du Conseil.

Mais les événements ont suivi leur cours. Les véhicules de 1961 étaient différents de ceux de 1971. On a construit de nouvelles routes, on a amélioré le réseau routier tandis que le trafic est devenu plus dense et plus animé. Et même si ces propositions portent incontestablement sur des problèmes techniques, nous pensons néanmoins qu'en l'occurrence, c'est une décision politique qu'il s'agit de prendre.

Voyons d'abord le contenu des propositions de la Commission européenne. Elles disposent que les véhicules utilitaires admis à la circulation entre les États membres ne doivent pas avoir une hauteur supérieure à 4 mètres, ni une largeur supérieure à 2,5 mètres. La longueur maximale des véhicules isolés est de 12 mètres, alors que celle des véhicules articulés peut atteindre 15,5 mètres. Les trains routiers peuvent avoir 18 mètres de longueur. Les poids totaux maximaux sont limités aux valeurs ci-après : 18 tonnes pour les véhicules isolés à deux essieux, 25 tonnes pour les véhicules isolés à plus de deux essieux, 42 tonnes pour les véhicules articulés et 42 également pour les trains routiers. Le poids par essieu ne devra pas excéder 11,5 tonnes et la puissance du véhicule moteur ne pourra être inférieure à 8 CV-DIN par tonne. Voilà, du point de vue technique, le contenu de cette directive.

Mais c'est surtout sur le poids par essieu que les experts se sont querellés. Ils sont restés sur leurs positions de 1961. Les uns s'en tiennent obstinément à un poids de 10 tonnes par essieu, les autres au régime des 13 tonnes. La Commission a fait une proposition qui est presque amusante. Elle a additionné 13 et 10, divisé par 2 la somme obtenue et est donc arrivée à un résultat de 11,5 tonnes. Monsieur De Winter, quoi qu'on fasse, quand on divise 23 par 2, le résultat sera toujours 11,5.

Si, de prime abord, on peut croire que la Commission a fait une proposition mathématique, je me dois quand même de la féliciter d'avoir recherché le compromis politique. Dans le cas présent, il faudrait procéder exactement comme ceux qui ont consenti, un jour, à abaisser le prix de leurs céréales

Richarts

pour qu'il soit possible de parvenir à un prix commun et de relever ce prix par la suite : il faudrait que les uns acceptent d'abaisser le poids maximal par essieu pour pouvoir l'augmenter en commun par la suite, quand ce sera techniquement possible. Évidemment, les constructeurs de route ont une autre opinion sur la question. Si elle était exacte, il ne devrait plus exister en Europe de route ni de pont en bon état. Nous sommes donc arrivés pour l'instant au point où les travaux des experts ne progressent plus et où il faut prendre une décision politique ; c'est ce que nous voulons. Nous voulons prendre une décision politique. Les membres de la commission des transports du Parlement européen, qui ont si souvent critiqué, dans cette Assemblée, la politique commune des transports, ont maintenant la possibilité de jouer cartes sur table et de prouver que les critiques qu'ils ont adressées à la Commission et au Conseil étaient vraiment sincères. En votant cette directive, ils démontreront qu'ils n'entendent pas resserrer à nouveau les freins, mais au contraire, les desserrer et enfoncer l'accélérateur. C'est dans cette perspective que moi, qui m'occupe essentiellement de politique agricole, j'ai entrepris la rédaction de ce rapport pour trouver une solution politique dont nous avons un urgent besoin. Car si nous approuvons à une large majorité la proposition de la Commission, nous contribuerons à réduire considérablement les distorsions de concurrence à l'intérieur de la Communauté, à faire cesser les discriminations, à supprimer les perturbations dans la productivité et aussi à diminuer les charges qui pèsent sur l'économie des entreprises de transport.

Nous contribuerons à l'harmonisation des conditions de concurrence et, si nous votons la directive à l'examen, nous ouvrons la voie à l'adoption d'autres directives ou règlements. Je pense par exemple à l'harmonisation des régimes fiscaux, qui s'impose d'urgence, et à l'harmonisation des barèmes fiscaux, qui ne pourra toutefois pas être réalisée tant que les régimes fiscaux varieront de pays en pays.

Monsieur le Président, nous sommes contraints d'approuver cette directive pour des considérations politiques. Il est donc inutile de rouvrir le débat pour savoir si les véhicules doivent avoir 50 cm de plus ou de moins. Je serais fort heureux si ces 50 cm étaient utilisés pour l'aménagement d'une cabine-couchette dans les véhicules afin de permettre aux conducteurs, ces capitaines de la route, de se reposer. Ce serait résoudre non seulement un problème technique, dans la mesure où les véhicules pourraient également assurer le transport de containers, mais aussi un problème de politique sociale, puisque les conditions de travail des pionniers de la route seraient ainsi améliorées.

Il va de soi que, si nous nous conformons aux dispositions de la directive, il en résultera des conséquences économiques, ne serait-ce que pour l'industrie automobile. Elle devra construire des véhicules conformes

aux nouvelles dispositions. Mais elle est d'ores et déjà en mesure de le faire. Sur le plan technique, la proposition est équilibrée. Les véhicules construits en vertu de ces normes seront chers, c'est certain. Il faut évidemment se demander si la dépense supplémentaire est justifiée sur le plan économique ou politique. A mon avis, les véhicules seront assurément plus chers, mais ils seront aussi plus sûrs, plus résistants et plus rationnels. Dans ce contexte, nous ne devons pas tenir uniquement compte des aspects techniques ; n'oublions pas que ces véhicules sont pilotés par des hommes. Je peux parfaitement m'imaginer que le conducteur d'un train routier de grand tonnage sera content s'il dispose d'un moteur plus puissant lui permettant d'avancer plus rapidement et de gravir les côtes avec plus de facilité qu'auparavant.

Si un véhicule est devenu plus sûr, on accroît non seulement la sécurité personnelle de son conducteur, mais aussi celle de tous les usagers des transports. La longévité des véhicules sera également plus grande, car un moteur plus puissant ne devra plus être constamment poussé à fond, ni effectuer un travail excessif. Je pense donc que, sur ce plan, la proposition a aussi sa raison d'être.

Nous sommes également convaincus que les périodes transitoires prévues sont suffisamment longues. Dans dix ans au plus tard, les véhicules actuellement utilisés auront disparu de la circulation ; ils seront depuis longtemps mûrs pour la ferraille. Pour l'industrie, ce ne sera pas un problème que de construire entre temps de nouveaux véhicules ; quant aux propriétaires des véhicules actuels, leurs intérêts économiques ne seront pas lésés. Ce sont là des aspects dont il faut tenir compte et que l'on ne peut passer sous silence.

La commission des transports a trouvé une solution que je qualifierai presque de philosophique. Elle s'est prononcée en faveur d'un poids par essieu « de l'ordre de » 11,5 tonnes. C'est, je crois, une formulation qui, dans ce contexte, est unique dans les annales de notre Assemblée. En disant « de l'ordre de », Monsieur le Président, nous ne rejetons pas les 11,5 tonnes, mais adoptons une attitude suffisamment souple pour permettre au Conseil de modifier cette valeur d'une façon acceptable, vers le haut ou vers le bas. Nous nous sommes ralliés à cette solution au cours d'une seule réunion et à l'unanimité moins une seule abstention ; je dois dire que c'est surprenant, mais par ailleurs, nous ne voulions pas que le Conseil puisse nous reprocher de faire traîner les choses en longueur à notre tour. Nous avons souvent reproché au Conseil ses atermoiements. Nous espérons que, sous la présidence du ministre italien des transports, la seconde réunion du Conseil des ministres des transports aura encore lieu en décembre. Mais j'ai déjà appris, non sans inquiétude, que l'on se querelle de nouveau au sujet de l'ordre du jour au lieu d'en venir aux actes.

Richarts

La commission des transports et le Parlement européen veulent, en votant cette directive, affirmer leur volonté politique et dire aux membres du Conseil : desserrez enfin les freins et faites progresser la politique des transports, qui a encouru tant de retard. Quoi qu'il en soit, je suis fort heureux qu'aucun amendement n'ait encore été présenté à l'heure qu'il est ; en général, c'est la preuve que la commission intéressée a examiné à fond le problème qui lui était soumis et qu'elle présente une résolution bien équilibrée.

Je voudrais aussi remercier M. Coppé d'avoir pris des initiatives dans ce domaine en dépit de ses autres charges. Si, comme nous l'espérons, le Conseil fait avancer le problème en décembre, nous aurons dans ce cas légèrement progressé.

Mais au moment même où nous nous entretenons de ces problèmes, il y a des embouteillages sur le pont du Rhin, à 1,5 km d'ici. Permettez-moi maintenant de vous narrer deux expériences personnelles que j'ai faites au cours des douze dernières heures. Ce matin, j'ai traversé le Rhin pour faire le plein d'essence en Allemagne, car le prix de l'essence y est inférieur de près de 30 % au prix français. De nombreux Strasbourgeois font de même et ils seraient bien sots de ne pas profiter de l'aubaine. Quel fossé nous sépare dans ce domaine ! En revenant d'Allemagne, ce matin, j'ai vu une énorme colonne de véhicules et des conducteurs fatigués d'avoir attendu presque toute la nuit à la frontière sans pouvoir entrer en République fédérale. A midi, je suis retourné au poste frontière allemand pour m'enquérir de ce qui s'était passé. On me répondit qu'hier c'était jour férié en République fédérale et qu'il n'y avait donc pas eu de dédouanements. J'appris par la même occasion que la semaine dernière, il y avait également eu un jour férié en France — pour commémorer le 11 novembre 1918 — mais qu'on avait donné des instructions pour que les opérations de dédouanement des véhicules venant de la République fédérale et entrant en France soient effectuées. Les citoyens de cette Communauté ne comprennent plus, Monsieur Coppé, qu'à deux kilomètres seulement du Parlement européen, les véhicules soient impliqués dans de tels embouteillages. Je sais que vous n'êtes pas en mesure de tout faire et qu'il n'y a pas d'harmonisation fiscale. Mais nous voulons nous servir de la politique commune des transports comme de la politique agricole commune pour faire progresser les autres politiques qui accusent un retard important. Les citoyens de la Communauté exigent que nous le fassions !

(Applaudissements)

Pour terminer, je voudrais remercier tous les collaborateurs, en particulier ceux qui ont si remarquablement contribué à la rédaction de ce document et qui, de ce fait, ont certainement permis qu'aucun amendement n'ait été présenté aujourd'hui. Il ne

me reste donc plus qu'à demander au Parlement d'adopter la proposition de résolution qui lui est soumise.

(Applaudissements)

M. le Président. — Avant de donner la parole aux autres orateurs, je rappelle que le temps de parole est limité à quinze minutes pour le rapporteur ainsi que pour les orateurs mandatés par les groupes et à dix minutes pour les orateurs.

Je remercie M. Richarts d'avoir respecté cette limitation.

La parole est à M. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Meister. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le dernier entretien que j'ai eu avec un collègue français sur des problèmes de transport remonte assez loin. A cette occasion, ce collègue me parla du célèbre philosophe politique Alexis de Tocqueville qui s'est, lui aussi, occupé d'une façon remarquable des problèmes de transport et qui est l'auteur — il faut se replacer dans l'esprit de l'époque — de la citation : « sur les routes, on ne transporte pas seulement des marchandises, mais aussi des idées ». Il insistait, avec une grande intuition, sur l'entente entre les peuples et les conséquences qu'elle implique. Le problème que nous examinons ici est donc non seulement un problème économique, mais aussi un véritable problème politique.

Le rapport à l'examen ne s'embarrasse pas de pensées aussi profondes, mais présente naturellement des aspects beaucoup plus techniques. Et si je dois néanmoins, au nom du groupe démocrate-chrétien de ce Parlement, dire quelques mots à ce propos, je commencerai par remercier le rapporteur et les membres de la commission des transports qui ont examiné ce problème, ainsi que les membres de la Commission européenne et tout particulièrement M. Coppé qui, bien qu'ayant de nombreuses occupations, trouve le temps de se consacrer aux problèmes des transports.

Le rapport traite essentiellement de données techniques : dimensions, longueur, largeur, profil, poids, poids par essieu, poids total et autres renseignements techniques tels que le rayon de braquage ou le porte-à-faux arrière et entre autres aussi la puissance prescrite du véhicule moteur. Les questions techniques de ce genre ne sont pas la préoccupation majeure des hommes politiques, mais il faut néanmoins parvenir à une harmonisation dans ce domaine si l'on veut faire progresser la politique des transports.

A mon avis, la période transitoire de huit ans a une importance plus grande. L'industrie automobile devra se conformer aux nouvelles dispositions. Il en résultera des dépenses et des investissements considérables. Mais le matériel roulant actuellement en

Meister

service devra, lui aussi, subir des transformations partielles si sa longévité est supérieure à ces huit années. Nous espérons que notre industrie et notre économie sauront trouver une solution à ces problèmes.

Malgré les difficultés que je viens de décrire, nous pouvons approuver le contenu de la proposition à l'examen. Nous exprimons le vœu que le Conseil la fasse également sienne et veille à ce qu'elle soit adoptée dans les meilleurs délais afin que cette directive ait enfin force de loi dans la Communauté.

M. le Président. — La parole est à M. Faller, au nom du groupe socialiste.

M. Faller. — (A) Monsieur le Président, chers collègues, le contenu du rapport de M. Richarts appelle, de la part du groupe socialiste, des réserves extrêmement importantes. Cela ne diminue en rien les remerciements que nous devons au rapporteur pour un travail qui, auprès de l'opinion publique, ne trouvera certainement pas partout un écho favorable ; personne n'ignore, en effet, que le comportement des groupes de pression du secteur des transports n'est pas précisément — comment le dire ? — toujours très amical, ni très prévenant.

Nos réserves portent sur trois points :

1. La proposition de compromis fixant le poids par essieu à 11,5 tonnes nous semble très critiquable car elle contribue, dans une très large proportion, à augmenter l'usure et la détérioration des routes et à accroître les dépenses futures d'infrastructure ; du fait de l'adoption de cette directive, il faudra agrandir les dimensions des routes et exécuter des travaux de soubassement totalement différents. Nous avons pu lire récemment — vous aurez sûrement pris connaissance de cet article, M. Richarts — que dans votre région, précisément, deux points ont dû être interdits à la circulation parce qu'ils menaçaient de s'effondrer, en raison de la charge excessive du trafic actuel. Voilà un exemple de ce qui nous attend à l'avenir.

2. Le fait que la République fédérale évalue, à elle seule, à 23 milliards de DM les crédits supplémentaires qui seront nécessaires pour adapter le réseau routier aux nouvelles dispositions, donne également à réfléchir, d'autant plus que, dans notre budget, nous ne disposons pas d'une telle somme pour la construction de routes ; même si nous disposions de crédits beaucoup plus importants, nous ne pourrions jamais construire qu'un nombre plus réduit de routes nouvelles.

Ces mêmes objections valent *mutatis mutandis* — car les deux problèmes sont liés — pour le poids par essieu et pour le poids total de 42 tonnes. Jamais encore, on n'avait proposé un poids aussi élevé dans la CEE. Même la France, qui a adopté le régime des 13 tonnes, n'autorise jusqu'à présent qu'un

poids total de 35 tonnes. J'ignore comment les Français réagiront dans ce cas précis, mais je sais presque à coup sûr quelle sera la réaction de la République fédérale.

Nous estimons en outre que cette augmentation du poids total est de nature à provoquer de nouvelles distorsions de concurrence entre la route et le chemin de fer, étant donné qu'une partie importante des marchandises sera acheminée par la route au lieu de l'être par le rail. Nous vous prions, Monsieur Coppé, d'user dans cette affaire, de la possibilité déjà évoquée par M. Richarts, à savoir de tirer parti de façon positive — et par positif, j'entends que l'on reste, si possible, sous la limite des 11,5 tonnes — de l'insertion des mots « de l'ordre de » et de ne pas les interpréter en ce sens que cette limite soit encore dépassée vers le haut.

Le Conseil peut en effet fort bien pencher dans un sens comme dans l'autre. Permettez-moi d'ajouter que nous aurions préféré de loin un délai beaucoup plus court pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la puissance des moteurs. Nous savons qu'en l'occurrence, il y a certaines difficultés techniques. A notre avis, les 8 CV par tonne constituent une solution suffisante et convenable qui pourrait également contribuer à améliorer la fluidité et, dès lors, la sécurité du trafic.

Mais un délai de huit ans est une période transitoire très longue ; il ne faudrait pas croire que l'industrie automobile a besoin d'une période aussi longue, car les renseignements que j'ai recueillis dans cette branche me permettent d'affirmer qu'aucun problème ne s'y pose. Des responsables m'ont déclaré qu'à tout moment et en peu de temps, ils étaient en mesure de reconvertir, sans trop de difficultés, leur production pour l'adapter à de nouveaux véhicules de ce type.

3. Mais ce qui nous afflige surtout, c'est que ces propositions sont en totale contradiction avec les dispositions en vigueur dans les principaux pays de transit. Je pense surtout à l'Autriche et à la Suisse, pays particulièrement importants, même pour les transports entre le nord et le sud de la CEE. Je sais, par exemple, que la Suisse n'autorise pas un poids par essieu supérieur à 10 tonnes. La topographie même du pays rend d'ailleurs pratiquement impossible le passage de véhicules d'un poids supérieur. Ici, nous serons donc confrontés à des difficultés considérables.

D'autre part, les dispositions en vigueur dans les pays qui adhéreront prochainement à la CEE ne sont pas sans nous inquiéter. Tous ces pays prescrivent, en effet, des poids par essieu et des poids totaux inférieurs à ceux qui sont proposés dans la directive à l'examen. Je rappellerai, par exemple, que la Grande-Bretagne et l'Irlande tolèrent un poids par essieu de 8 tonnes et la Norvège 6 tonnes seulement. Or, on sait que cette directive ne sera appliquée qu'après

Faller

l'adhésion de ces pays. De ce fait, nous craignons que la fixation de ces poids ne soulève des difficultés supplémentaires lors des négociations sur l'adhésion et ne soit l'occasion pour la population et pour les adversaires de l'adhésion de mettre ces problèmes au premier plan lors des négociations. Vous comprendrez, Monsieur le Président, que ces objections ne nous incitent pas à approuver de gaieté de cœur la proposition à l'examen. Mais nous espérons que le Conseil prendra, de sa propre initiative, une décision raisonnable. La seule chose que nous souhaitons, c'est que la Commission n'émette pas de réserves si le Conseil, contre toute attente, parvient encore à une solution semblable à celle que vous aviez déjà proposée il y a quelques années, Monsieur Coppé. Je suppose que vous seriez vous-même fort heureux si le Conseil adoptait subitement une attitude plus judicieuse.

Si, en dépit de ces réserves, nous approuvons la proposition, ce ne sera que pour encourager le Conseil à trouver enfin une solution raisonnable à ces problèmes et à créer, au moins dans ce petit secteur partiel, des conditions uniformes pour tous les États membres et aussi pour les pays tiers.

M. le Président. — La parole est à M. Biaggi, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Biaggi. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, au nom du groupe des libéraux et apparentés, j'approuve la proposition de résolution qui nous a été présentée. Nous félicitons le collègue Richarts qui a si bien commenté la résolution et les motifs pour lesquels il importe de parvenir à une solution politique du problème qui, pratiquement, est de nature strictement technique.

En ma qualité d'ingénieur, j'aurais personnellement préféré que l'on fixe un poids par axe plus bas, car ceci accroîtrait la sécurité tant du point de vue trafic que de la fluidité de celui-ci.

C'est surtout dans les zones de montagne qu'il serait utile que le poids par axe soit aussi réduit que possible afin d'augmenter la fluidité du trafic.

Lorsque nous parcourons les routes montagneuses, nous sommes souvent obligés de rester en longue file derrière des poids lourds qui roulent très lentement, leur puissance étant insuffisante pour dépasser une vitesse minimale.

Quoi qu'il en soit, nous estimons que la décision que nous devons prendre est de caractère politique, car il faut arriver au compromis proposé par la Commission. C'est dans cet esprit que nous donnons notre accord aux propositions.

M. le Président. — La parole est à M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE.

M. Cousté. — Monsieur le Président, mes chers collègues, nous montrons, dans cette affaire, beaucoup de précipitation. Après avoir attendu pendant sept ans, nous allons modifier notre vote. Alors que nous devions avoir un débat à ce sujet demain matin, on nous l'avance à ce soir. Je comprends, et même j'accepte, les raisons de la Commission. Je tiens cependant à dire très clairement que le rapport de M. Richarts devait, selon ce que nous avons décidé à la commission des transports, être complété par une note que je lui ai envoyée.

Cette note n'était pas une note écrite pour le plaisir, mais contenait des arguments fondamentaux. J'espère que M. Richarts m'écouterait, car, finalement, comme vous l'avez bien compris, le débat tourne essentiellement, à côté de tous les autres aspects du problème, autour du poids par essieu.

Je rappelle qu'actuellement la France et la Belgique autorisent une charge maximale de 13 tonnes par essieu simple, alors que l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas admettent 10 tonnes.

Dans les années 1963-1964, le Parlement européen, la Commission exécutive et le Comité économique et social des Communautés européennes se sont prononcés en faveur de la charge de 13 tonnes à l'essieu.

Depuis lors, sans que les données du transport routier et des infrastructures aient varié, les positions de ces organismes semblent varier.

Je serai, quant à moi, aussi clair que je l'ai été le 4 novembre, à la commission des transports.

Je rappellerai d'abord que l'Association pour le développement et la productivité des véhicules industriels a publié, au début de cette année, une argumentation très bien charpentée, qui démontre la supériorité de l'essieu de 13 tonnes.

Je rappellerai aussi que l'*International Road Organisation*, dont le siège est à Genève et qui n'est pas un petit organisme, vient de préconiser solennellement, en s'appuyant sur de nombreux arguments exclusivement économiques et techniques, le poids de 13 tonnes par essieu.

Que se passe-t-il à présent ?

Il y a effectivement une proposition de directive du Conseil. Elle date du 17 juin 1971, M. Richarts a été désigné comme rapporteur le 7 octobre 1971, et, quelques semaines plus tard, notre Parlement discute ces propositions de directives relatives aux poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires ainsi qu'à certaines conditions complémentaires. Je dis nettement que le compromis que l'on nous propose est un compromis politique.

Il doit être clair qu'il se pose, pour la Communauté, des problèmes plus importants. Je pense, notamment, aux difficultés monétaires qui exigeraient plus

Cousté

d'efforts, plus de constance et peut-être, entre les partis, un esprit de conciliation à la dimension des conséquences des problèmes économiques et sociaux auxquels nous avons à faire face !

J'ajoute que c'est moi qui, à la réunion de la commission des transports du 4 novembre, n'ai pas voté ce texte, et j'en suis fier !

Cela dit, je rappellerai brièvement les arguments en faveur du poids de 13 tonnes par essieu. Il y en a cinq fondamentaux.

Premièrement, le prix de revient du transport.

Le prix du transport dépend de la charge transportée. La réduction de la portance de l'essieu entraînera soit une réduction de la charge utile, pour les véhicules les plus simples, ceux à deux essieux, soit une multiplication du nombre d'essieux, qui seront donc improductifs, pour une même charge, dans le cas des ensembles articulés. De toute manière, il y aura diminution de la productivité des véhicules et, par conséquent, augmentation des coûts.

Or, étant donné l'importance des transports routiers dans un certain nombre de pays — elle y dépasse généralement le tiers de l'ensemble des transports et, en France, elle en représente près de 45 % —, il en résultera automatiquement un renchérissement des prix industriels et commerciaux de tous les produits. Réduire la charge par essieu équivaut, en fait, à augmenter le prix des produits pétroliers, des produits alimentaires, des logements, etc. Il faut avoir conscience de cet argument économique.

Deuxièmement, l'encombrement des routes. Qu'allons-nous faire dans ce domaine ?

Exactement le contraire de ce que souhaite M. Richarts, avec son exemple du pont du Rhin.

Si l'on réduit la charge par essieu, l'on réduit la charge utile transportée. Pour transporter une même quantité de fret, il faudra donc plus de véhicules, soit un encombrement plus grand des routes. Pour transporter 120 tonnes de marchandises, il faut dix camions au code de 13 tonnes, alors qu'il en faudra 13 au code de 10 tonnes, soit une augmentation de 30 % de l'encombrement physique.

De plus, l'accroissement du nombre des véhicules nécessaires suppose un accroissement corrélatif du nombre des chauffeurs. Or, actuellement, il y a dans la Communauté, pénurie de chauffeurs qualifiés !

Qu'en est-il de l'usure des routes, dont a parlé notre collègue, M. Faller ? L'on reproche effectivement aux camions de 13 tonnes par essieu d'endommager les routes plus que les camions de 10 tonnes par essieu. Mais les études faites, et notamment aux États-Unis, que cite avec abondance le document de la Commission, ne sont absolument pas convaincantes. Il est apparu clairement, au contraire, que la fréquence de véhicules est un élément beaucoup plus déterminant

que le poids par essieu. Dès lors, je ne pense pas que cet argument de la commission doive être retenu.

Au surplus, payant la taxe à l'essieu, les utilisateurs de véhicules industriels contribuent largement aux dépenses d'entretien des chaussées. C'est précisément parce qu'ils détériorent davantage ces dernières que cette taxe spécifique a été prévue.

Quatrièmement, la tendance, depuis quelques années, est à l'augmentation de la capacité unitaire de tous les modes de transport : l'essieu de chemin de fer est de plus en plus lourd, l'avion et le bateau — songeons aux pétroliers ! — ont des dimensions de plus en plus grandes, pour être plus productifs. Seul, dans un réflexe malthusien, le camion devrait aller à l'encontre de tout ce courant du progrès économique et technique ?

J'ajoute que les spécialistes des pneumatiques estiment que la charge optimale n'est pas de 13, mais de 15 tonnes par essieu !

Les documents de l'*International Road Organisation* le confirment, qui considèrent l'essieu de 15 tonnes comme le mieux adapté économiquement au niveau de la collectivité entière. D'ailleurs, les pays neufs n'adoptent ni 10, ni 11,5, mais 13 tonnes par essieu. C'est ce dernier poids qui est souvent utilisé en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud.

Cinquièmement, la sécurité et l'adhérence. Tous les techniciens sont d'accord pour affirmer que la répartition des charges apporte la meilleure sécurité dans le cas des véhicules à 13 tonnes par essieu, grâce à un meilleur coefficient d'adhérence, ce qui se traduit évidemment par un excellent freinage. Il ne suffit pas, en effet, comme le prévoit la directive, de rendre les véhicules plus rapides, par une augmentation de la puissance des moteurs, il faut encore que l'on ait un excellent freinage. Or, à cet égard, la charge par essieu est décisive.

Les inconvénients de la formule des 11,5 tonnes par essieu sont considérables pour les transporteurs. Puisque, contrairement à ce qui avait été convenu, le document que je vous lis n'a pas été joint au rapport de M. Richarts — mais je suis sûr que cette omission est due à la précipitation, et certainement pas à de la mauvaise volonté du rapporteur, qui a fait un excellent travail —, je me permets de vous les rappeler : augmentation du nombre de véhicules, et donc des encombrements, augmentation du nombre de chauffeurs, augmentation des coûts du transport, diminution de la sécurité, par un moins bon freinage. Il s'agit donc d'une dévalorisation de l'outil de transport, soit au niveau des véhicules en service, soit au niveau de la maintenance des pièces de rechange et d'une sous-utilisation du matériel : un camion d'un poids total de 19 tonnes ne pourra plus, une fois appliquée la nouvelle règle, rouler qu'avec 18 tonnes.

Pour les constructeurs français, enfin, les inconvénients sont très grands. La presse nous apprend qu'ils

Cousté

sont en train de se grouper avec des fabricants étrangers : « Cinq constructeurs européens de poids lourds, dont Saviem, créent une société commune d'études », parce qu'ils sont effectivement préoccupés d'un ensemble de problèmes dont ils voient l'ampleur et les conséquences pour le parc actuel à créer. Ayant toujours pensé qu'il faudrait construire des véhicules de 13 tonnes, les constructeurs français ont investi dans ce sens. Leur conversion — car c'est bien d'une conversion qu'il s'agit — sera à la fois difficile, coûteuse en heures d'études, en investissements aussi, puisque les équipements déjà constitués ne seront pas tous utilisés.

Enfin, il y a les problèmes commerciaux. Nous risquons un véritable effondrement — et ceci est capital pour les petits et moyens transporteurs routiers — du prix du matériel d'occasion ! Il y a là un facteur qui va toucher une multitude de citoyens qui, s'ils veulent effectivement que l'Europe se fasse, ne veulent nullement qu'elle se fasse contrairement à ce que ce Parlement, le Conseil économique et social et, jusqu'ici, c'est-à-dire jusqu'au 11 juin, la Commission, avaient toujours voulu : 13 tonnes par essieu !

La question est donc extrêmement grave. Je dirai, en conclusion, que toutes ces raisons militent logiquement en faveur de l'adoption à l'échelon européen du code de 13 tonnes, qui est conforme à ce qu'avait envisagé, jusqu'ici, le Parlement européen.

Cependant, si, dans un souci d'aboutir à une réglementation communautaire — et non par désir de sacrifier au dieu de l'harmonisation, au nom duquel l'on commet de graves erreurs ! — les ministres des transports doivent rapprocher les points de vue, singulièrement les points de vue français et allemands, pour parler clairement, peut-être pourrait-on adopter la norme de 12,25 tonnes par essieu. Je rappellerai que, lors de notre discussion du 4 novembre, le président a fait adopter — ce que M. Richarts a repris dans son rapport, et je lui en sais gré — l'expression « de l'ordre du 11,5 tonnes ». Pour moi, il s'agit là d'un minimum.

Je pense donc qu'il faudrait atteindre la norme de 12,25 tonnes. Dans un esprit de conciliation, tenant compte des éléments que j'ai développés et de nos diverses positions politiques, ce poids serait, à la rigueur, acceptable, dans le cas naturellement d'un poids total maximal admissible ou p.t.m.a. de 42 tonnes.

J'ajoute que, dans sa sagesse, la Commission devrait, dans ses propositions, mentionner clairement quatre conditions qui me paraissent indispensables, insaisissables et solidaires :

Premièrement, l'application de ce nouveau code européen de la charge par l'essieu doit avoir lieu à une date précise, suffisamment éloignée, sans étapes intermédiaires à des p.t.m.a. inférieurs. Sur ce point, il ne faudrait pas, dans l'article 1, lire : « 1974 », mais

« 1976 ». A notre réunion du 4 novembre, la Commission des Communautés européennes n'avait pas été insensible à cet argument : j'espère que M. Coppé confirmera tout à l'heure cette attitude.

Deuxièmement, un décalage de deux années supplémentaires serait nécessaire pour le marché de l'occasion, sans quoi nous risquons de voir le parc des véhicules de 13 tonnes se périmer et de nous trouver dans une situation déraisonnable du point de vue d'un très grand nombre d'intérêts.

Troisièmement, les nouveaux taux des taxes doivent être fixés d'une manière proportionnelle et équilibrée, de sorte que les transporteurs routiers puissent opérer librement leur choix sans que les véhicules de 42 tonnes soient fiscalement pénalisés. On ne peut, en effet, donner un avantage administratif sur la charge totale que viendrait annuler une norme fiscale contraire.

Quatrièmement, dans un cas aussi grave pour les fabricants de véhicules, la politique industrielle de la Communauté ne doit pas être une intention, mais une action, c'est-à-dire que les constructeurs doivent trouver auprès des organismes de la Communauté et des gouvernements l'aide indispensable pour leur permettre de franchir ce cap difficile : aide financière pour les études et les équipements requis par les modifications imposées par le nouveau code et, si nécessaire, mesures de sauvegarde, de transition et éventuellement de protection en cas de perturbations sociales graves.

Ne nous faisons, en effet, pas d'illusions par le vote que nous allons émettre, nous prenons des responsabilités, certes apparemment sympathiques du point de vue de l'harmonisation communautaire, mais — et j'écouterai avec la plus grande attention la réponse de M. Coppé à ce sujet — lourdes de conséquences économiques et sociales. Sur ce point, j'espère avoir du moins été compris.

PRÉSIDENCE DE M. SCHUIJT*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, il s'agit d'un très vieux problème. Dans le passé, la Commission a déjà présenté trois propositions. La troisième date de 1964. Elle n'a pas abouti à un accord, précisément pour des raisons telles que celles que vient de faire valoir M. Cousté ; ce sont des arguments d'ordre technique auxquels on a opposé des arguments tout aussi techniques en faveur du poids à l'essieu de 10 tonnes.

Coppé

Depuis lors, entre les pays qui connaissent le régime des 10 tonnes, c'est-à-dire l'Italie, les Pays-Bas et la République fédérale, et les pays qui connaissent le régime des 13 tonnes, c'est-à-dire la France, la Belgique et le Luxembourg, on assiste à un dialogue de sourds.

Un pays est un peu moins sourd : c'est la Belgique. Elle commence à éprouver des hésitations très sérieuses sur sa fidélité au régime des 13 tonnes et désire s'orienter vers le régime des 10 tonnes. J'ignore si elle a été convaincue par les arguments des autres pays mais, en tout état de cause, il me semble que sur ce point, la conviction est un peu altérée. Mais ce pays est prêt à se rallier à la 1^{re} position de compromis de la Communauté.

Depuis lors, tous les efforts ont été vains. Des arguments techniques sont avancés de part et d'autre, le paragraphe 25 du rapport de M. Richarts le montre très bien :

« Étant donné que certains États membres restent obstinément partisans du régime des 10 tonnes par essieu et les autres du régime des 13 tonnes, que cette situation ne s'est pas modifiée depuis huit ans, on ne peut plus croire en l'existence d'arguments techniques ou économiques qui pourraient amener les uns ou les autres à se convertir à la position adverse. »

C'est là, Monsieur Cousté, me semble-t-il, l'argument fondamental qui doit nous amener à suivre la commission des transports, qui elle-même suit notre Commission, c'est-à-dire à adopter cette proposition de compromis. Et M. Richarts poursuit : « Aussi le temps est-il venu de proposer un compromis ».

Depuis huit ans, Monsieur Cousté, des tentatives de conversion sont entreprises pour amener les partisans du régime des 13 tonnes au régime des 10 tonnes et, inversement, pour amener les partisans du régime des 10 tonnes à celui des 13 tonnes.

Je crois, Monsieur le Président, que la tentative faite par la Commission afin de débloquent une situation qui dure maintenant depuis huit ans mérite d'être suivie par votre commission et par le Parlement européen.

M. Richarts a calculé une moyenne arithmétique. En effet, si vous ajoutez 10 et 13, vous obtenez 23, ce qui, divisé par 2 donne comme résultat 11,5.

(Sourires)

M. Berthoin. — C'est exact.

M. Coppé. — Il n'y a pas l'ombre d'un doute. Mathématiquement, c'est exact. Il ne faut pas être ingénieur pour faire ce calcul.

(Sourires)

M. Berthoin. — Nous le savions.

M. Coppé. — J'ai demandé à un spécialiste de ces questions si ce poids à l'essieu de 11,5 tonnes permettrait aussi de construire un bon camion, même s'il ne répond pas à l'idéal du transporteur. En effet, l'idéal du transporteur, ce serait un camion de 15 tonnes, de 20 tonnes, le prix du transport à la tonne revenant évidemment moins cher.

Il m'a été répondu qu'un camion de ce type serait très acceptable. Premièrement, parce qu'il limite l'usure de l'infrastructure. Deuxièmement, parce qu'il permet le transport des grands containers sans devoir nécessiter un nombre excessif d'essieux. C'est la raison pour laquelle il y a certaines modifications par rapport aux propositions précédentes de la Commission ; en effet, le transport par containers a progressé depuis les huit années que nous discutons de ce problème. Troisièmement, parce qu'il permet une construction rationnelle de véhicules isolés et des ensembles routiers.

C'est sur cette base, Monsieur le Président, que nous espérons qu'un accord pourra être obtenu entre les six gouvernements.

Vous me dites que nous avons proposé, en guise de compromis, une moyenne arithmétique. Monsieur le Président, dans sa proposition de résolution, la commission des transports accepte comme compromis une valeur de l'ordre de 11,5 tonnes. Je pourrais reprocher à la commission de trancher un peu à la manière du roi Salomon. Mais si nous voulons progresser, je crois que notre proposition mérite d'être soutenue. C'est en effet, après huit ans, un problème auquel nous devons apporter d'urgence une solution, dans l'intérêt de la profession, de l'industrie et des programmes futurs d'infrastructure routière.

C'est un point que M. Faller a touché à juste titre et également pour la libre circulation des services de transport sur le territoire de la Communauté. Je rappellerai, en effet, à M. Cousté que le jour peut arriver où les pays qui connaissent le régime de 10 tonnes n'admettront plus les camions de 13 tonnes en libre circulation sur leur territoire. S'ils obligent leurs propres transporteurs à se contenter de camions de 10 tonnes, pourquoi devraient-ils continuer à admettre des camions de 13 tonnes qui détruisent leurs routes et font une concurrence faussée à leurs propres transporteurs ? Le moment arrivera, inévitablement, où nous aurons un arrêt de la libre circulation si nous ne trouvons pas une solution qui doit être politique ; l'époque des tentatives des conversions de 10 à 13 et de 13 à 10 tonnes est maintenant révolue. Je crois d'ailleurs que les gouvernements s'en rendent compte.

Un autre point mérite d'être souligné ici : nous proposons une plus grande puissance, qui permet d'améliorer à la fois la fluidité et la sécurité du trafic rou-

Coppé

tier. Je crois que sur ce point encore, le rapport de M. Richarts nous donne effectivement une explication très satisfaisante de la position de la Commission.

Avant-dernier point : les délais.

Nous avons voulu qu'ils soient longs. Ce qui est intéressant, ce n'est pas tellement la rapidité avec laquelle nous allons réaliser cette harmonisation, mais c'est le fait d'avoir un objectif commun vers lequel s'orienteront dorénavant à la fois les transporteurs, les constructeurs ou les États qui construisent les routes de demain et les constructeurs de camions. Quand nous aurons cet objectif commun, je crois que, peu à peu, tous ceux qui se servent des routes se regrouperont autour de cette moyenne que nous avons proposée.

Je remercie M. le Président de la commission et, avant d'arriver à quelques points plus précis qui ont été abordés par les différents orateurs, je voudrais dire ma reconnaissance à la commission d'avoir compris qu'il faut maintenant aboutir. J'espère, avec l'avis que vous donnerez, pouvoir contribuer à convaincre le Conseil, qui se réunira les 2 et 8 décembre, à adopter la directive que nous vous soumettons.

M. Richarts nous a parlé de la nécessité d'harmoniser les taxes sur les véhicules. C'est un point qui sera abordé au Conseil de décembre. Nous avons introduit deux éléments extrêmement importants, dont j'ai parlé devant la commission des transports : nous avons fait une proposition de directive pour l'harmonisation de l'imputation des coûts d'infrastructure, axée notamment sur le coût marginal social, avec une contrainte de financement ; nous avons introduit également une directive tendant à l'aménagement des taxes sur les véhicules, axée sur le coût marginal social. Une imputation correcte des coûts de l'usage de l'infrastructure répondrait à beaucoup de problèmes, posés notamment par M. Cousté. Nous avons fait, dans ce sens, une proposition qui, me semble-t-il, devrait être acceptée par tous ceux qui estiment qu'entre les différents moyens de transport, nous devons trouver une égalité des conditions de concurrence. Cette égalité ne sera réalisée que lorsque chacun paiera lui-même le coût de l'infrastructure dans la mesure où il en fait usage.

Et sur ce point donc, Monsieur Richarts, j'espère bien que le Conseil de décembre nous permettra aussi d'avancer.

Je remercie M. Meister qui, au nom de son groupe, a exprimé cette idée de la nécessité d'une position de compromis entre les différents intérêts.

Monsieur le Président, je crois que la meilleure réponse à M. Cousté, c'était précisément l'argumentation de M. Faller. Si l'on considère les choses du point de vue de celui qui supporte la charge de la

construction et de l'entretien des routes, c'est une excellente réponse aux arguments de M. Cousté qui, lui, voit le problème sous l'angle des transporteurs.

Si M. Faller a raison, M. Cousté a également raison quand il ne considère le problème que sous l'angle du transporteur qui s'efforce d'atteindre le coût le plus bas possible à la tonne transportée.

Ils ont donc raison tous deux, mais les points de vue sont limités. Ce que nous devons trouver, c'est une synthèse entre l'intérêt du transporteur, d'une part, et l'intérêt de celui qui doit entretenir les routes, d'autre part.

M. Faller nous a dit que l'Allemagne devrait dépenser 23 milliards de marks pour l'aménagement des routes et des ponts si l'on passait du régime des 10 tonnes à celui des 11,5 tonnes que nous proposons.

Il est évident que des sacrifices seront nécessaires, il en sera d'ailleurs de même pour ceux qui utilisent à l'heure actuelle des véhicules dont le poids maximal par essieu est de 13 tonnes.

Aussi avons-nous prévu un régime de transition très long.

Avant de passer aux remarques qui ont été présentées par M. Cousté, je tiens, Monsieur le Président, à remercier M. Biaggi du soutien qu'il a bien voulu nous donner.

La productivité sera-t-elle réduite et le coût des transports routiers majoré, comme l'affirme M. Cousté ?

Je peux lui dire que la productivité serait encore plus grande si l'on choisissait une valeur de l'ordre de 15 tonnes. Mais l'argument de M. Faller serait encore plus vrai aussi : la note à payer pour l'aménagement ne serait plus de 23 milliards de marks, son montant serait probablement doublé !

M. Triboulet. — Largement !

M. Coppé. — C'est là une première réponse, Monsieur le Président. Il faudra plus de véhicules, il y aura un encombrement encore plus grand ?

Mais nous prévoyons aussi une augmentation de la puissance spécifique des moteurs et nous en espérons une fluidité plus grande.

Par ailleurs, il faudra augmenter le nombre de chauffeurs. Étant donné qu'une période intermédiaire de dix ans est prévue, j'espère que nous parviendrons à former les chauffeurs nécessaires pour assurer le transport par un nombre de camions plus élevé.

On tend à augmenter de plus en plus la capacité des transports ?

C'est probablement vrai, mais je voudrais tout de même aussi savoir dans quelle mesure une imputation

Coppé

correcte du coût de l'usage de l'infrastructure n'amènera pas à revoir un certain nombre de tendances actuelles, qui s'expliquent peut-être surtout par le fait qu'une partie des coûts de transport par les différents moyens de transports est, à l'heure actuelle, imputée à l'État, qui ne fait pas payer l'utilisation des canaux, ou n'impute pas entièrement, ou pas correctement, l'usage de l'infrastructure.

Quant à la sécurité, je crois, Monsieur le Président, que les arguments qu'a fait valoir M. Richarts dans son rapport sont très pertinents.

Je voudrais donner lecture à l'Assemblée d'un texte qui m'avait frappé :

« L'harmonisation des législations au niveau européen contribue à la sécurité en ce sens que le conducteur — que ce soit d'un véhicule utilitaire, d'un autobus, ou d'une voiture de tourisme — habitué à dépasser dans son pays des véhicules utilitaires dont la longueur n'excède pas 16 mètres, peut, à l'occasion d'un voyage à l'étranger, commettre de grandes erreurs d'appréciation s'il doit tout à coup y dépasser des trains routiers dont la longueur peut atteindre 22 mètres. »

C'est très juste, c'est pourquoi nous devons arriver à une norme commune ; le temps des tentatives de conversion est passé. Il s'agit, à présent, de trouver un compromis.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention les quatre conditions que M. Cousté estime raisonnables et qui devraient accompagner une décision suivant laquelle la valeur de 11,5 tonnes serait un minimum alors que pour M. Faller, les termes « de l'ordre de... » signifient que 11,5 tonnes signifient un maximum.

Pour ce qui est de l'application à une date éloignée, Monsieur le Président, je suis prêt à considérer d'une façon très positive la demande de M. Cousté. J'ai déjà dit qu'à mon avis ce n'est pas tellement la date d'entrée en vigueur qui est importante. Si nous pouvions parvenir à un accord sur la nouvelle norme, la date d'entrée en vigueur, à un an près, n'est plus tellement importante.

Pour les marchés d'occasion, il faudrait un délai plus long ? Il m'est difficile de répondre séance tenante à ce point. Mais dans le même esprit que celui avec lequel j'ai abordé le premier point, je dirai qu'il ne me paraît pas impossible de trouver une solution à ce problème.

Pour les deux autres points, Monsieur le Président, il est évident qu'il est impossible de les lier. Je ne vois pas les ministres des transports se réunissant en décembre, ou même se réunissant encore une fois en janvier ou en février, trouver des solutions au problème du taux de la fiscalité applicable dans les moyens de transport de demain. Je vous ai dit que nous avions proposé une directive pour l'harmonisation dans ce domaine. J'espère que peu à peu,

nous pourrions convaincre les ministres des transports et les ministres des finances, mais ce sera une croisade qui demandera un certain nombre de mois. Je ne crois pas que nous puissions lier une décision sur la norme à une décision portant sur un terrain voisin — je le reconnais — mais qui dépend des ministres des finances.

Quant à la politique industrielle, je suis disposé à soumettre la question à mon collègue Spinelli, afin de voir ce qu'il est possible de faire pour aider les constructeurs à s'adapter plus facilement à la norme nouvelle. J'ai posé la question à nos fonctionnaires. Ils me disent que la norme de 11,5 tonnes devrait pouvoir être appliquée et ne demanderait pas de sacrifices excessifs, ni aux constructeurs de dix tonnes ni aux constructeurs de 13 tonnes. Les uns comme les autres pourraient passer à une chaîne intermédiaire sans rencontrer de trop grandes difficultés.

Je crois, par conséquent, Monsieur le Président, que nous avons répondu à l'avance à l'objection faite par M. Cousté.

Monsieur le Président, je remercie les membres du Parlement qui voudront bien nous aider en votant la résolution proposée par M. Richarts. Il est évident que dans la mesure où le Parlement appuie massivement la proposition de résolution qui est faite, il facilitera, de même, considérablement la tâche des ministres des transports, qui, chacun dans son pays, se trouve devant une difficulté, puisque la norme de 11,5 tonnes ne coïncide, à l'heure actuelle, avec aucune des normes de nos six pays.

Si nous attendons, nous nous trouverons devant une complication encore plus grande, car nous aurons alors à tenir compte également de la position des États candidats ; cela posera un certain nombre de problèmes supplémentaires. La Grande-Bretagne a en effet une norme de dix tonnes, dans un autre pays elle est de six tonnes ; il existe aussi un certain nombre de positions intermédiaires. En attendant, Monsieur le Président, nous ne pourrions que compliquer les choses encore davantage et je pense que, dans la mesure où nous nous prononçons aujourd'hui, nous simplifions les décisions que nous aurons à prendre.

En terminant, je rappellerai que depuis le 10 novembre, les propositions de décisions ont été soumises — avant le stade de la décision finale — par le Conseil de ministres aux États candidats, pour consultation. Par conséquent, si le Conseil se décide sur ce point, nous connaissons, avant que la décision finale soit prise, la position des États candidats. Cela ne peut évidemment retarder considérablement la prise de position du Conseil des ministres.

Quoi qu'il en soit, je rassure les membres qui se sont inquiétés de la position des États candidats — et M. Faller a été de ceux-là — en confirmant que

Coppé

nous pourrions en avoir connaissance et savoir ce qu'ils pensent de notre position.

M. le Président. — Je remercie M. Coppé.

La parole est à M. Richarts.

M. Richarts, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je vais m'efforcer d'être aussi bref que possible, par respect pour ceux qui sont restés dans l'hémicycle jusqu'à cette heure. Je remercie les porte-parole des groupes politiques, qui ont émis un avis positif et je respecte en particulier l'opinion de notre collègue, M. Fallér, qui, comme le groupe socialiste et en dépit de certaines réserves, a prononcé un « oui » politique.

J'ai peu de compréhension pour votre argumentation, Monsieur Cousté. Il est certain qu'en l'occurrence nous sommes arrivés à un moment où il faut prendre une décision politique et se rapprocher les uns des autres si nous voulons parvenir à une solution commune. Je ne comprends pas davantage votre insistance à relever notre empressement. Le fait que la proposition à l'examen et d'autres propositions analogues se trouvent déjà depuis si longtemps dans les dossiers du Conseil est bien la preuve qu'il y a urgence. Si j'étais de votre avis, Monsieur Cousté, j'insisterais pour que les choses aillent vite ; car si vous-même ou votre ministre des transports — à qui nous avons eu l'honneur de rendre visite, visite dont je me souviens encore fort bien — vous mettiez à freiner, votre proposition d'instaurer le régime des 13 tonnes par essieu n'aurait plus aucune chance d'aboutir lorsque les pays candidats auront adhéré à la Communauté. Il se peut même que, dans ce cas, la proposition des 11,5 tonnes par essieu soit vouée à l'échec.

Je suis également surpris de la dureté de votre attitude, car je sais qu'en France, le poids total maximum est fixé à 35 tonnes, alors que nous proposons d'aller jusqu'à 42 tonnes. En d'autres termes, cela signifie que, dans votre pays, vous n'avez même pas profité, sur le plan technique, des possibilités qu'offre le régime des 13 tonnes.

Je ne tente pas non plus de vous persuader ; cela n'aurait aucun sens. A chacun son opinion. Nous devons tenter d'élaborer un compromis politique. Mais à tous ceux qui disent « non », je dis qu'ils devraient se souvenir des propos qu'ils ont déjà tenus dans cette Assemblée sur la mise en œuvre laborieuse de la politique des transports. Ils devraient relire leurs discours et se demander si cette fois, à un moment où il est non seulement question de faire des déclarations, mais aussi de réaliser un véritable compromis politique, ils ne font pas, dans la pratique, le contraire de ce qu'ils ont défendu précédemment dans cette enceinte.

J'invite en tous cas le Parlement à approuver, pour des raisons politiques, la proposition de compromis qui lui est soumise, de manière à faire progresser la politique commune des transports au profit de tous.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

*12. Règlement concernant certaines dispositions
en matière sociale dans le domaine
des transports par route*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Cousté, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil, du 25 mars 1969, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route (doc. 170/71).

La parole est à M. Cousté qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Cousté, rapporteur. — Monsieur le Président, nous avons été saisis de la proposition de la Commission des Communautés au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 543/69 du Conseil, du 25 mars 1969, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route.

A vrai dire, cet énoncé un peu sec cache quelques grands problèmes que notre commission des transports du Parlement européen a bien connus, qui sont effectivement ceux qui ont abouti, du reste, à ce jugement de la Cour, du mois de mars, qui a opposé, dans une jurisprudence, qui, je crois, restera célèbre...

M. Coppé. — Je l'espère.

M. Cousté. — Je l'espère aussi. ... qui a opposé la Commission au Conseil, c'est-à-dire deux institutions communautaires.

Quoi qu'il en soit, je voudrais rendre hommage à l'avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique, que je partage, car je fais un rapport positif.

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 63.

Coûté

Le 19 janvier 1962 avait donc été signé, à Genève, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, par les six États membres de la Communauté et un certain nombre d'États européens, ce que l'on appelle l'AETR, c'est-à-dire, en langage moins hermétique, l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux.

Cet accord n'est pas entré en vigueur, faute d'un nombre suffisant de ratifications. Et en 1967, des négociations ayant pour but la révision de cet accord ont été reprises d'abord dans le cadre de la Conférence européenne des ministres des transports, à Paris, ensuite dans celui de la Commission économique pour l'Europe, à Genève, c'est-à-dire dans le cadre des Nations unies.

Les travaux poursuivis parallèlement sur le plan communautaire, en matière d'harmonisation des durées de conduite et de repos des conducteurs de véhicules effectuant des transports par route, ont abouti au règlement n° 543/69 du Conseil, du 25 mars 1969, que nous allons modifier si nous adoptons la résolution présentée par la commission des transports. A ce moment-là, nous allons à une harmonisation de certaines dispositions en matière sociale, dans le domaine de ces transports routiers.

Par ailleurs, des négociations sur le nouvel AETR ont été conclues le 4 avril 1970 dans le cadre du sous-comité des transports routiers de la Commission économique pour l'Europe. Cet accord a été ouvert à la signature des États par le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe, le 1^{er} juillet 1970. Il existe certaines divergences — voilà le fait que vous allez retenir, mes chers collègues — entre, d'une part, le règlement n° 543/69 du 25 mars 1969, dont je viens de vous parler et, d'autre part, les décisions, c'est-à-dire la convention de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route. En effet, le règlement communautaire que nous allons modifier repose sur le principe de la territorialité, tandis que l'AETR repose sur celui de la nationalité. L'AETR ne peut donc être appliqué dans la Communauté que moyennant une restriction du champ d'application du règlement n° 543/69, remettant en cause le principe général de la territorialité et comportant l'abandon de l'uniformité de régime à l'intérieur de la Communauté.

Sur le plan du contenu, plusieurs dispositions de l'AETR s'écartent des dispositions correspondantes du règlement que la Commission, dans sa sagesse, nous propose de modifier.

Si nous faisons la comparaison des articles de l'AETR et de ceux du règlement communautaire, ce que je me garderai bien de faire de manière fouillée, Monsieur le Président, compte tenu de l'heure, nous constaterons que nous sommes en présence, en ce qui

concerne l'AETR, de dispositions sociales plus restrictives sur certains points. Il suffit, à cet égard, de revoir le rapport de M. Lahn, qui était remarquable.

Cette différence dans le progrès social s'explique, en partie, par le progrès social réalisé depuis 1962 et par le fait qu'il s'agit de six pays relativement industrialisés et homogènes, dotés en général d'une législation sociale favorable.

Les conditions de travail dans le domaine des transports suivent généralement l'évolution des conditions de travail des autres secteurs de l'industrie, et l'on comprend que des progrès puissent être constatés.

La législation sociale évolue dans ce domaine avec les techniques des véhicules, de plus en plus rapides, des moyens de contrôle, des tachygraphes et des prescriptions de sécurité.

Quoi qu'il en soit, au cours de sa session du 20 mars 1970, le Conseil a constaté que pour permettre aux États membres d'assumer leurs obligations découlant du texte de l'AETR, ce règlement n° 543/69 devait être modifié de manière à établir la coexistence de deux réglementations. Le Conseil a donc invité la Commission à lui soumettre des propositions permettant les adaptations nécessaires, et c'est ce projet que nous examinons.

Si vous le permettez, je vais vous en résumer l'économie, ce qui vous permettra de mieux comprendre le sens de votre vote.

L'article 1 comporte une restriction au principe de la territorialité du règlement communautaire n° 543/69 en faveur des pays tiers, parties contractantes à l'AETR, et à mon sens, cette disposition semble fondée.

Les articles suivants, 2, 3 et 4, tiennent compte des principales disparités existantes, certaines dispositions du règlement sont modifiées pour supprimer les inconvénients découlant de ces disparités. L'article 2 par exemple vise le repos hebdomadaire de 24 heures, qui peut être remplacé par un repos d'au moins 60 heures consécutives à prendre dans les 14 jours.

L'article 3 concerne la tenue du livret individuel de contrôle et l'article 4 la durée journalière de conduite, c'est la fameuse disparité : huit heures ou neuf heures de conduite. Jusqu'au 1^{er} octobre 1972 un livret de contrôle différent du modèle communautaire peut être agréé s'il fournit les renseignements nécessaires. Jusqu'à la même date, la durée journalière pourra être portée à neuf heures au lieu de huit, ainsi que je viens de le rappeler.

Dans sa sagesse la commission des affaires sociales et de la santé publique avait fait remarquer, et je voudrais en faire état, qu'elle avait accepté une certaine détérioration des conditions sociales, parce que cette disposition est temporaire, et je crois que son argument était valable. La Communauté est en avance

Cousté

sur les autres pays européens membres de l'AETR ; il faut cependant se rendre compte que si, dans nos pays, la situation n'est pas idéale au point de vue social, elle est du moins, et l'exemple le montre bien, meilleure quant aux conditions de travail des chauffeurs des poids lourds et d'autre part, de nature à assurer une plus grande sécurité des personnes.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, au nom de la commission des transports du Parlement européen, je propose que la résolution qui nous est soumise, soit adoptée sans autre changement.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Kollwelter, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Kollwelter. — (A) Après l'exposé circonstancié de M. Cousté que je félicite pour son rapport — je pense que chacun a compris de quoi il est question ; il a souligné, à juste titre, qu'il s'agit de modifications importantes —, je puis déclarer, au nom de mon groupe, que nous sommes d'accord sur les modifications proposées. Le groupe peut les approuver d'autant plus facilement que les modifications des articles 3 et 4 ne seront valables que jusqu'au 1^{er} octobre 1972.

M. le Président. — La parole est à M. Faller, au nom du groupe socialiste.

M. Faller. — (A) Monsieur le Président, dans ce cas, c'est sans la moindre restriction et sans les réserves émises à propos du précédent rapport que je peux approuver, au nom de mon groupe, le rapport à l'examen.

Nous sommes heureux que ce rapport et ce règlement aient ouvert la voie à l'application de l'AETR sans qu'il fût nécessaire de modifier, dans le sens négatif, les dispositions sociales déjà en vigueur chez nous. Nous espérons que, de cette manière, on contribuera davantage à assurer la sécurité sur les routes, cette sécurité qui devrait être l'objectif primordial de l'ensemble de la politique des transports.

Nous espérons également que les efforts entrepris en vue d'appliquer, dans la pratique, plus strictement les dispositions sociales que ce n'est malheureusement le cas pour l'instant hors de la Communauté seront poursuivis. Nous espérons aussi que très bientôt, grâce au montage d'appareils de contrôle mécanique efficaces sur les véhicules, on aura enfin le moyen de surveiller dans la pratique l'application de ces dispositions.

Nous espérons, Monsieur Coppé, que les prochaines modifications que vous proposerez dans ce domaine ne seront plus des modifications d'ordre technique, mais qu'elles n'auront d'autre but que d'apporter de

nouvelles améliorations aux conditions sociales des équipages.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes. — Monsieur le Président, je remercie M. Cousté de son rapport positif après les débats très serrés qui ont eu lieu à la commission des transports. Je lui en suis particulièrement reconnaissant, du fait qu'il a soutenu entièrement la position de la Commission exécutive et qu'il a accepté d'être rapporteur de l'avis de la commission des transports. Je remercie aussi M. Kollwelter et M. Faller.

En effet, Monsieur le Président, il s'agit d'un règlement en vigueur depuis 1969 pour les transports internationaux entre les États membres, et depuis le 1^{er} octobre 1970 pour l'ensemble des transports entre les États membres et à l'intérieur de ceux-ci.

Nous avons résolu, je crois, favorablement le problème politique que vous connaissez.

Pendant toute la période au cours de laquelle nous avons connu des difficultés avec le Conseil, nous n'avons pas présenté de proposition susceptible d'assurer la coexistence entre le règlement n° 543/69 et le projet de l'AETR, parce que jusqu'ici il s'agit toujours d'un projet.

Depuis que, devant la Cour, nous avons gagné notre procès quant au principe — puisque la Cour nous a donné raison à ce titre — tout en le perdant sur le point concret qui était en cause, il n'y a plus d'objection à ce que nous fassions cette proposition qui assure la coexistence entre un accord international qui dépasse largement le cadre des six pays, qui a été conclu à Genève et qui est ouvert à la signature depuis le 1^{er} juillet 1970. Tous nos États membres l'ont signé et je crois que la ratification n'est plus qu'une question de quelques mois.

Voilà le problème politique, Monsieur le Président. Depuis que ce problème politique a été résolu devant la Cour, nous avons soumis notre proposition et je crois que nous sommes sur la bonne voie pour trouver cette coexistence entre l'AETR et notre règlement n° 543/69. Nous avons fait un aménagement du principe de territorialité dans notre premier article, qui permet d'appliquer l'AETR aux transports à destination ou en provenance des pays tiers pour les camions qui sont immatriculés dans les pays tiers par rapport à la Communauté.

Il n'y aura pas de recul social. Pendant deux ans, nous acceptons, par dérogation à l'article 7, jusqu'au 1^{er} octobre — et M. Kollwelter a eu raison de le souligner — que la durée journalière de conduite ne puisse pas dépasser neuf heures, alors que chez nous elle est de huit heures, pour les véhicules immatriculés dans un pays tiers et effectuant des transports

Coppé

en provenance ou à destination des pays tiers. Cela pose un problème formel de distorsion de conditions de concurrence, puisqu'en effet, nous imposons la limite de huit heures à l'intérieur de la Communauté et nous admettons que, pendant deux ans, l'on vienne de pays tiers jusqu'à l'intérieur de la Communauté avec une limite qui est de neuf heures.

Mais la limite hebdomadaire est de quarante-huit heures dans tous les cas, par conséquent, le problème de distorsion de conditions de concurrence est plus formel que réel. La limite étant de quarante-huit heures par semaine, si, un jour, on a travaillé neuf heures, le jour suivant, on doit travailler sept heures. La moyenne reste de toute façon de quarante-huit divisé par six, soit de huit heures. On a cru, à un certain moment, que cela posait un problème. Je suis heureux que la commission des transports ait estimé, comme la Commission, qu'il n'y avait pas là l'ombre d'un recul social et que cette légère distinction dans les conditions ne peut même pas être qualifiée de distorsion. On a jugé, par conséquent, qu'il ne valait pas la peine de s'y arrêter longuement.

Monsieur le Président, comme il se doit lorsqu'on accepte un accord international nous avons fait — pour une durée limitée — une concession en ce qui concerne le régime touristique et le livret de contrôle. Je pense qu'il n'est pas possible de parvenir à assurer une coexistence entre un accord à dix-sept, conclu à Genève, et un accord existant à l'intérieur des Six, sans faire quelques concessions de part et d'autre. Ce qui se trouve dans l'AETR est, dans une très large mesure, ce que nos fonctionnaires à nous ont essayé d'y mettre. Si, finalement, nous devons faire quelques concessions, ce n'est pas trop payer pour avoir enfin résolu le problème de cette coexistence qui a présenté un certain nombre de difficultés, notamment devant la Cour de justice.

Tout cela appartient maintenant au passé et je puis dire à M. Fallier que nous travaillons, à l'heure actuelle, à un nouveau règlement sur l'harmonisation des conditions sociales dans les transports, dans le sens d'un progrès qui certainement lui donnera satisfaction.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Coppé.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

13. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 19 novembre 1971 avec l'ordre du jour suivant :

à 9 h 30 :

- rapport de M. Borocco sur le budget opérationnel et le taux de prélèvement de la CECA pour 1972 ;
- rapport de M. Gerlach concernant l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leur famille ;
- rapport de M. Wohlfart sur les recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE — Turquie.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h 50)

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 64.

SÉANCE DU VENDREDI 19 NOVEMBRE 1971

S o m m a i r e

1. Adoption du procès-verbal	198	Amendement n° 1 à l'article 82 : MM. Ricci, Gerlach, Ricci	204
2. Budget opérationnel et taux de prélèvement de la CECA pour 1972. — Discussion d'un rapport de M. Borocco, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		Rejet de l'amendement n° 1	205
M. Borocco, rapporteur	199	Adoption de la proposition de résolution	205
M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M ^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste ; MM. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Springorum	200	4. Recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie. — Discussion d'un rapport de M. Wohlfart, fait au nom de la commission de l'association avec la Turquie :	
Adoption de la proposition de résolution	202	M. Wohlfart, rapporteur	205
3. Règlement concernant l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leur famille. — Discussion d'un rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :		MM. De Winter, président de la commission de l'association avec la Turquie et au nom du groupe démocrate-chrétien ; Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes	207
M. Gerlach, rapporteur	202	Adoption de la proposition de résolution	210
M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes	203	5. Composition des commissions	210
Examen de la proposition de règlement ..	204	6. Calendrier des prochaines séances	210
		7. Adoption du procès-verbal	210
		8. Interruption de la session	210

PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 9 h 30)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Je vous signale que l'annexe volumineuse au procès-verbal de la séance d'hier, qui contient les projets de budget général avec les chiffres modifiés des recettes et des dépenses, a été mise au point au cours du vote d'hier et que ce texte se trouve à la disposition des représentants qui désirent en prendre connaissance.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Budget opérationnel et taux de prélèvement de la CECA pour 1972

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Borocco, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le budget opérationnel et le taux de prélèvement de la CECA pour l'exercice 1972 (doc. 186/71).

La parole est à M. Borocco qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Borocco, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je me permets, avant d'entrer dans le vif du sujet, de regretter qu'un budget aussi important que celui de la CECA soit traité de façon un peu secrète, en dernière heure et quelque peu légèrement, car il faut bien reconnaître que la CECA est le noyau de l'Europe et représente actuellement nos contribuables les plus importants.

Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des textes, élaborés avec une grande diligence par la commission des finances et des budgets au cours de longues séances, parfois très tardives, mais je tiens à remercier ici M. Coppé qui, dans un esprit de compréhension et de recherche de la vérité, nous a montré quel était notre devoir, nous incitant à ne pas nous laisser aller à une sorte de béate indifférence aux répercussions des taux imposés. Il nous a fait comprendre que ce fonds devait être alimenté, surtout dans les circonstances économiques actuelles : vous savez quelles récessions se profilent et même sévissent déjà, comme dans les bassins de Lorraine. Nous avons donc besoin d'un fonds bien structuré et doté des moyens nécessaires à la réalisation des buts pour lesquels il a été créé.

Rassurez-vous, nous savions bien qu'il n'était pas du tout dans l'intention de M. Coppé de chercher à alourdir les charges financières. Au contraire, nous voulions simplement essayer de retrouver le budget opérationnel des dernières années. Or, à cet effet, il nous manque un peu plus de 3 millions u.c. Le seul but de l'opération, et nos collègues l'ont bien compris, est de combler ce vide, et non d'alourdir encore les charges d'une industrie déjà très lourdement obérée.

Comme vous êtes en possession des documents, je me limiterai à une brève introduction du rapport que j'ai l'honneur de soumettre au Parlement au nom de la commission des finances et des budgets.

Je dois cependant retenir pendant quelques minutes votre attention. C'est la première année que le Parlement tout entier, au vu des conclusions du débat de ses quatre commissions, donne son avis sur le taux de prélèvement et le budget opérationnel de la CECA. Cette très heureuse innovation, qui mérite d'être soulignée, est prise en application d'une résolution que

nous avons votée le 19 janvier 1971, afin de synchroniser au niveau du Parlement, et dans le respect des règles de chaque traité, les procédures budgétaires relatives au budget général des Communautés et celles relatives à l'avis que les instances parlementaires donnent sur le taux de prélèvement, à présent depuis douze ans.

Les quatre commissions du Parlement, réunies le 28 octobre dernier, ont donc examiné un mémorandum de la Commission des Communautés européennes. Comme chaque année, l'analyse fut riche de discussions, grâce à l'intervention de nombreux membres. Les quatre commissions se prononcèrent, à une faible majorité, en faveur des propositions de la Commission des Communautés, tendant à maintenir, pour 1972, le taux de prélèvement dans la limite du taux actuel de 0,30 %. On pourrait discuter à ce sujet. Mais l'heure, les obligations des uns et des autres nous imposent, dans le temps de parole, une discipline que je demanderai à mes collègues d'observer également.

C'est notamment en raison des actions sociales financées par le prélèvement que ces propositions de la Commission ont finalement été adoptées.

Par la même occasion, les quatre commissions ont constaté que le taux actuel de prélèvement était resté inchangé depuis plusieurs années, de même que l'assiette de prélèvement, dont les valeurs moyennes des prix des produits considérés sont une composante.

Au vu de la situation de cette année, les quatre commissions ont constaté que cette assiette avait dépassé le plafond de 10 %. Vous connaissez les chiffres : le prix de la houille a augmenté de 31 %, celui de la fonte de 25 %, celui de l'acier Thomas de 14 %, etc., bref il y a eu une hausse des valeurs moyennes, telle que, si l'on appliquait le plafond au-dessus des 10 %, il en résulterait, pour certains produits, des augmentations à peu près du triple de la valeur moyenne.

La commission des finances et des budgets s'est donc résolue à une solution de sagesse qu'elle a adoptée à l'unanimité, avant-hier vers 23 h. Nous remercions notre collègue M. Springorum, qui a réussi à rallier l'unanimité de la commission.

Monsieur le Président, je voudrais, avant que nous ne passions au vote, que le représentant de la Commission des Communautés confirmât dans cet hémicycle la déclaration qu'il a faite devant la commission des finances et des budgets, selon laquelle il accepte de revoir la fourchette des variations des valeurs moyennes des prix, pour permettre de limiter à 15 % la hausse des valeurs moyennes, ainsi que nous le souhaitons au paragraphe 2 b) de la proposition de résolution. Cet engagement permettra d'éviter les inconvénients de modifications trop brusques et importantes de la charge fiscale.

Borocco

Par cette politique, la Commission des Communautés européennes pourra s'assurer en recettes les moyens dont elle estime avoir besoin pour rendre opérationnel le budget de la CECA pour 1972.

Nous appuyons ce budget, parce que nous estimons que l'heure est venue pour la Communauté du charbon et de l'acier d'agir très efficacement dans tous les domaines en mutation. La CECA doit avoir les moyens d'exécuter ce pourquoi elle existe, c'est-à-dire de permettre au monde travailleur et à toutes ces organisations industrielles énormes de s'adapter à la vie moderne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Artzinger, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Artzinger. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je dois tout d'abord exprimer l'accord de mon groupe sur la résolution et le rapport de M. Borocco et remercier le rapporteur, ainsi que M. Coppé qui n'a épargné aucun effort pour que la commission arrive à un accord, et enfin, le secrétariat de la commission. Le prélèvement de la CECA a été une hirondelle qui n'a pas fait le printemps, car le premier impôt européen n'a été suivi d'aucun autre. C'est pourquoi la commission des finances et des budgets a une préférence quelque peu sentimentale pour ce prélèvement et donne toujours une grande ampleur à la consultation avec M. Coppé. Cette année encore, il en a été ainsi et le fait a été accentué par la situation dans l'industrie du charbon et de l'acier, que nous connaissons tous.

C'est pourquoi nous n'avons jamais été aussi près d'accepter une demande en réduction du taux de prélèvement. M. Springorum a demandé l'abaissement de ce taux de deux points. Permettez-moi, à titre personnel, — et non en tant que porte-parole de mon groupe — de dire qu'à mon avis, cette proposition n'aurait pas ébranlé la construction financière de la CECA et que toutes les actions, c'est-à-dire également les actions sociales, auraient pu être poursuivies, notamment la construction des maisons ouvrières qui tient tant à cœur à M^{lle} Lulling. Mais la majorité a été d'un autre avis. Je sais gré à la commission d'avoir alors accepté la formule, également proposée par M. Springorum, qui consiste à fixer les valeurs moyennes de telle façon qu'elles ne dépassent pas 15 %. C'est là une formule de compromis, susceptible de satisfaire les deux parties. Cela signifie donc 15 % *au-dessus* des valeurs moyennes pratiquées jusqu'à présent — 0,345 % *sur* les valeurs moyennes pratiquées jusqu'à présent. C'est là une légère augmentation, mais nous devons reconnaître que la Commission doit évidemment tenir compte, dans le calcul du taux de prélèvement, que les chiffres d'affaires pourraient diminuer et qu'il faut donc être prévoyant. Comme on l'a dit, le prélèvement attein-

dra vraisemblablement — peut-être pas tout à fait — le montant prévu de 42 millions d'u.c.

Mais, nous estimons, nous aussi, que la Commission doit être en mesure de maintenir ses activités et notamment ses activités sociales. Nous croyons toutefois que le patrimoine de la CECA, qui s'est considérablement accru sous la gestion de la Haute Autorité, aurait permis de faire par exemple l'acquisition d'un bâtiment administratif à Washington sans pour autant compromettre la situation financière de la CECA.

En conclusion, nous émettrons un vote favorable et cette année encore, nous remercions M. Coppé de l'échange de vues auquel il a bien voulu se prêter. Nous le remercions en particulier d'avoir répondu au vœu du Parlement. Nous estimons qu'avec ce taux de prélèvement, tout ce qui doit être fait, le sera.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, au cours du débat qui eut lieu l'année dernière sur le budget opérationnel et le taux de prélèvement de la CECA, j'avais demandé avec insistance une augmentation de la dotation à la réserve spéciale, c'est-à-dire, comme a bien voulu le rappeler M. Artzinger, une augmentation des fonds en faveur des maisons ouvrières.

Par le budget opérationnel rectifié, le crédit initial de 5 millions u.c. a été porté à 7 millions. Comme nous avons demandé 10 millions, notre satisfaction est loin d'être totale, et M. Coppé comprendra aisément que notre enthousiasme ne soit pas délirant, lorsque nous constatons que le projet de budget opérationnel pour 1972 ne prévoit que 6 millions pour les maisons ouvrières, c'est un million de plus que dans le budget initial de l'année dernière, et c'est un million de moins que dans le budget rectifié de 1971. Il est vrai que, dans son memorandum sur la fixation du taux de prélèvement de la CECA pour 1972, M. Coppé nous dit que cette somme pourra éventuellement être augmentée en cours d'exercice, selon les possibilités.

Le groupe socialiste demande que cette somme soit augmentée, afin que puisse être poursuivi à un rythme satisfaisant cette importante action en faveur des maisons ouvrières. En ce qui concerne les possibilités, nous sommes convaincus qu'elles existent. Le budget de la CECA, comme l'a fait remarquer M. Artzinger, semble d'ailleurs en offrir de nombreuses; sinon, comment serait-il possible d'utiliser des fonds de la CECA pour l'achat d'un immeuble d'ambassade à Washington? Certes, il s'agit, là aussi, d'une maison, et dans laquelle, je l'espère, on travaillera..., mais ce n'est pas une maison ouvrière, et nous n'admettons pas qu'on nous dise qu'il n'est pas possible de doter

Lulling

la réserve destinée à la construction des maisons ouvrières, alors que, dans le même temps, on trouve des fonds pour acheter un immeuble d'ambassade à Washington. J'ai d'ailleurs, dans une question adressée à la Commission, demandé si cet achat avait été effectué au moyen de fonds réservés jusqu'ici aux maisons ouvrières !

Nous demandons donc expressément que, par le biais du budget opérationnel rectifié, l'on augmente la dotation de la réserve spéciale destinée à la construction de maisons ouvrières, en la portant, si possible, de 6 à 10 millions. Je compte bien que M. Coppé ne nous décevra pas sur ce point.

En présence de la situation conjoncturelle difficile que traverse la sidérurgie, l'on doit encore se demander si les aides à la réadaptation ne deviendront pas d'une urgence telle qu'il faudra aussi rectifier, dès 1972, la prévision, qui est actuellement de 17 millions. Nous entendons, en effet, que soit menée, par la CECA, dans le domaine de la réadaptation, une action adaptée à l'importance et à l'urgence des problèmes, d'ailleurs dramatiquement illustrés par les récentes manifestations de Lorraine, et que les fonds nécessaires soient débloqués.

Sous réserve de ces observations, nous marquons notre accord sur le maintien à 0,30 %, en 1972, du taux de prélèvement de la CECA.

Nous remercions évidemment le rapporteur ainsi que M. Coppé, qui, je l'espère, nous prouvera, dans le cadre du budget rectifié qu'il n'a pas oublié son passé CECA !

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, je remercie M. Borocco du rapport qu'il a présenté et dans lequel il expose très clairement le problème, tel qu'il se pose cette année.

Je remercie M. Artzinger de son allusion à l'hirondelle qui n'a, en effet, pas fait le printemps. Il subsiste dans ce Parlement et chez bon nombre d'entre nous une préférence pour la procédure de prélèvement de la CECA. Nous sommes aujourd'hui très loin de la procédure initiale et nous y avons fait participer le Parlement d'une manière démocratique.

Je me félicite du compromis qui a été trouvé.

Il est dit dans le rapport de M. Borocco : « demande » — c'est la commission parlementaire qui demande — « à la Commission des Communautés européennes de revoir les valeurs moyennes dans le sens d'une adaptation constante afin de prévenir des modifications trop brusques » et en second lieu, « de fixer les valeurs moyennes de façon que non pas la limite inférieure, mais la limite supérieure n'excède pas 15 % ».

Monsieur le Président, pour autant qu'il m'en souvienne, 1971 est la première année où nous ayons des recettes inférieures aux espérances. A l'heure actuelle, comme plusieurs orateurs l'ont déclaré, les perspectives, en ce qui concerne la conjoncture, sont telles que pour 1972 nous attendons un recul de la production tant de la houille que de l'acier. Nous aurons donc à résoudre le problème des prélèvements dans des conditions particulièrement difficiles. Je prends l'engagement de ne pas arrêter la décision en cause, mais de proposer à mes collègues de prendre des décisions telles que les valeurs moyennes des produits ne progressent plus par bonds, mais fassent l'objet d'une adaptation constante et n'excèdent pas la limite de 15 %. La procédure exige que l'avis en question soit soumis au Conseil, tandis que la Commission est, d'autre part, tenue de discuter ce problème avec les candidats à l'adhésion à la fin du mois de novembre. Cette discussion n'a pas encore été entamée. Le prélèvement doit être fixé à nouveau pour la fin de l'année. Je suis d'avis que la procédure dont je viens de parler ne nous permettra pas de satisfaire avant la fin de l'année les désirs exprimés par le Parlement européen.

Dans le cas où la procédure ferait surgir des difficultés je prends l'engagement de proposer à mes collègues de modifier le prélèvement, pour l'année prochaine, de telle manière qu'il soit possible d'atteindre en 1972 le même effet que cette année avec le prélèvement actuel. C'est tout ce que je peux faire. La Commission a tout le pouvoir pour la détermination du montant du pourcentage du prélèvement.

J'espère avoir ainsi démontré que la Commission s'efforce de parvenir à un compromis avec le Parlement et que ce compromis s'inscrit exactement dans le cadre du respect qu'elle a pour le Parlement européen.

Je crois aussi, Mademoiselle Lulling, qu'en ce qui concerne la construction de logements, nous pouvons nous montrer cette année aussi satisfaits que nous l'avons été l'année dernière ; je suis cependant un peu plus pessimiste, car je doute que l'évolution de la conjoncture nous permette de faire un effort supplémentaire dans ce domaine. En tout cas, j'espère que les 17 millions d'u.c. inscrits au budget suffiront à assurer la réadaptation. Si, pour une raison quelconque, cet objectif devait se révéler difficile à atteindre, nous serons alors éventuellement contraints de revoir le prélèvement tel que nous l'avons fixé.

Je ferai encore une dernière remarque sur nos investissements à Washington.

Je voudrais rappeler à M^{lle} Lulling que nos investissements à Washington dans des fonds de placement rapportent, en moyenne, un intérêt égal au taux de l'ensemble des investissements que nous faisons. Je voudrais donc attirer l'attention de M^{lle} Lulling et d'autres membres de ce Parlement sur le fait que nos efforts en matière de construction de mai-

Coppé

sons ouvrières sont pour nous un investissement qui ne rapporte que 1 %. Et j'ajouterai qu'il ne faut pas placer ces deux affaires sur un même plan, car elles ne se recouvrent pas entièrement.

En tout cas, Monsieur le Président, j'accepte la demande de la commission parlementaire qui, si j'ai bien compris, est appuyée par le Parlement. J'espère que mes collègues me suivront dans cette voie.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

La parole est à M. Springorum.

M. Springorum. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je serai très bref. Le paragraphe 2 b) ne doit plus être rédigé comme suit : « de fixer les valeurs moyennes de façon que non pas la limite inférieure mais la limite supérieure n'excède pas 15 % ». Les mots « non pas la limite inférieure mais » doivent être supprimés. Cette erreur m'est d'ailleurs imputable, parce que j'avais tout d'abord proposé 10 %. S'agissant de 15 %, ces mots sont sans objet. Malheureusement, je viens seulement de recevoir le texte et je demande donc que les mots « non pas la limite inférieure mais » soient supprimés pour que la phrase ait un sens.

M. le Président. — D'après la proposition de M. Springorum, le paragraphe 2 b) devrait se lire comme suit :

« de fixer les valeurs moyennes de façon que la limite supérieure n'excède pas 15 % ».

Après cette mise au point, je pense qu'il n'y a aucun inconvénient à modifier le libellé de la proposition de résolution.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (*).

3. Règlement concernant l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leur famille

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Gerlach, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux tra-

vailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (doc. 168/71).

La parole est à M. Gerlach qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Gerlach, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai tout d'abord le devoir de remercier le président de la commission des affaires sociales et de la santé publique, les membres de cette commission, mais aussi et surtout le secrétariat pour l'élaboration de la proposition de résolution et du rapport écrit. Pour des raisons de temps et de chevauchement des délais de réunions, il ne m'a pas été possible de participer à toutes les réunions de la commission.

Pour l'élaboration de ce rapport, le Conseil a essayé de mettre le Parlement sous pression. Alors que pour l'élaboration de l'avis sur les règlements de base nos 3 et 4, le Parlement avait pu disposer de deux ans, le Conseil a demandé pour le présent règlement, après sa publication au Journal officiel, le 5 juillet 1971, que le Parlement prenne position pour le 1^{er} octobre 1971. Nous nous élevons avec énergie contre cette manière de fixer des délais, d'autant plus que le Conseil est lui-même responsable du retard accumulé dans l'adoption de ce règlement d'application n° 1408.

Près de quatre années se sont écoulées depuis que le Parlement européen a émis son avis sur les règlements révisés nos 3 et 4 relatifs à la sécurité sociale des travailleurs migrants. L'avis du Parlement européen avait alors été présenté par notre collègue M. Troclet. Après avoir fait l'objet de l'avis compétent de M. Troclet, les règlements révisés nos 3 et 4 ont acquis une signification politique qui, pour l'application de ce règlement de base et du règlement d'exécution n° 1408 en cause, devait donner à toutes les autorités et à leurs collaborateurs ayant à travailler sur la base de ces règlements, le sens social sur lequel cette Haute Assemblée a fondé ou fonde ces deux règlements.

La Commission a fait sienne la demande qui lui a été adressée de réunir en un texte unique les différents règlements arrêtés depuis 1959 et, ce faisant, de tenir compte de manière appropriée de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. C'est ce que nous retrouvons d'ailleurs dans les dispositions relatives à la fixation des pensions, dans le cas des « carrières mixtes », dans celui de la notion, aujourd'hui élargie, de « frontalier » dans la définition de la notion de « travailleur » et bien d'autres encore.

Ces quelques indications montrent clairement que le règlement d'application n° 1408 n'est qu'un instrument technique, qui circonscrit et définit pour les bénéficiaires la base juridique de leurs différents droits. En me référant au règlement n° 1408, à la

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 66.

Gerlach

proposition de résolution et à l'exposé des motifs, je n'entrerais pas dans le détail des dispositions contenues dans ce règlement d'application.

En dépit du peu de temps dont elle a disposé, votre commission a examiné ce règlement d'application avec soin et l'a même amélioré sur certains points. Elle escompte que la commission consultative tripartite participera à l'application pratique de ce règlement, que les dispositions d'application seront conçues de manière à être aussi pratiques et aussi simples que possible, que dans certains cas — par exemple, en matière de continuation de l'assurance volontaire ou de choix du médecin pour la fixation du taux de réduction de la capacité de travail — les personnes intéressées auront un choix plus large.

Nous insistons aussi pour qu'au cours des périodes transitoires précédant la décision définitive des organismes d'assurance au sujet des prestations, celles-ci soient versées et continuent de l'être pour un montant équitable, afin d'apporter aux ayants droit une aide aussi proche que possible des prestations auxquelles ils peuvent prétendre. Dans le cas de répétition de l'indu, les intéressés devraient pouvoir bénéficier de conditions assez souples pour éviter de se trouver placés dans une situation critique.

Encore un mot sur la « commission consultative tripartite ». La constitution de cette commission, qui se fonde sur une proposition de la Commission exécutive et qui a été entièrement soutenue par le Parlement européen et par le Comité économique et social, est en cours après avoir reçu l'approbation du Conseil. Sont représentés paritairement dans cette commission, outre les représentants des gouvernements, les représentants des travailleurs et des employeurs. En tant qu'organe consultatif, elle doit être entendue, sur demande de la Commission européenne ou du Conseil d'administration, sur des questions concernant l'application du règlement, et elle est habilitée à présenter, éventuellement, des propositions de modification des règlements.

Nous espérons qu'ainsi les pratiques parfois rigides de l'administration pourront être assouplies sous l'influence des partenaires sociaux et aboutir à une application pratique des dispositions.

La nouvelle version de ces dispositions représente sans aucun doute un progrès considérable pour la sécurité sociale des travailleurs migrants. Toutefois, ce progrès ne peut sortir ses effets que si les organismes d'assurance intéressés communiquent rapidement et complètement à leurs collaborateurs non seulement le contenu exact de ce nouveau texte, mais, dans l'intérêt des ayants droits et de leur famille, appliquent ces dispositions dans l'esprit dans lequel cette Haute Assemblée adopte la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Spinelli pour faire connaître au Parlement la position de la Com-

mission des Communautés européennes sur les propositions de modification présentées par la commission parlementaire.

M. Spinelli, membre de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, au nom de la Commission, je remercie tout d'abord le rapporteur, M. Gerlach, du rapport qu'il a présenté et qui, ce dont je me félicite, approuve pour l'essentiel la proposition de règlement d'application présentée par la Commission.

Si nous déplorons la lenteur avec laquelle ce résultat a été atteint, nous reconnaissons cependant que nous nous trouvons devant un texte qui est presque prêt à être adopté. Je ne voudrais pas, puisque nous sommes parvenus à un accord de fond entre le Parlement et la Commission, alourdir la discussion en réexaminant, à mon tour, tout le rapport ; aussi me limiterai-je à quelques observations sur les modifications que la commission des affaires sociales et de la santé publique propose au texte de la Commission.

Presque tous les amendements sont acceptés par la Commission exécutive ; c'est, en particulier, le cas des amendements proposés aux articles 2, 40, 45, 85 et 110, qui sont acceptés tels quels.

En ce qui concerne l'article 6, qui a trait à l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée dans un État membre, la Commission avait maintenu le texte existant, la procédure par celui-ci n'ayant fait l'objet d'aucune réclamation de la part des États membres. Cependant, après avoir étudié la proposition de la commission des affaires sociales et de la santé publique, la Commission exécutive pense que l'on peut défendre le principe proposé par la commission parlementaire ; aussi acceptons-nous — sous réserve de l'examen de la formulation technique précise — l'amendement.

Il reste donc seulement le problème de l'amendement à l'article 82. Cet amendement touche un sujet qui a été longuement discuté au Conseil, au Comité économique et social, dans vos commissions, et qui concerne la poursuite du paiement de l'indemnité de chômage par l'État, dans lequel le travailleur devient chômeur, même si ce travailleur se rend dans un autre pays pour y chercher du travail.

Vous savez, Messieurs les Représentants, que ce point a donné lieu à de longues discussions et a suscité des réserves, surtout de la part du gouvernement allemand. Après avoir examiné le problème au Conseil, on est parvenu, également avec le gouvernement allemand, à un accord général (que la Commission a ensuite accepté et introduit dans sa proposition), en vertu duquel la période pendant laquelle l'indemnité doit continuer à être payée a été réduite d'un an à trois mois. En échange, le gouvernement allemand a abandonné la demande — qu'il avait initialement avancée — selon laquelle le versement de l'indem-

Spinelli

nité aurait dû cesser, dans le cas où le travailleur n'aurait pas accepté une offre d'emploi faite dans le pays où le chômage avait été constaté.

Au fond, la raison pour laquelle cette demande a été abandonnée est compréhensible. Si l'on peut penser que l'obligation de verser une indemnité, même quand le travailleur en chômage se trouve dans un autre pays, peut entraîner des abus, lorsqu'elle porte sur une très longue période, ce risque est pratiquement inexistant s'il s'agit d'une période très brève.

D'autre part, il est évident que si l'on voulait introduire une clause de ce genre, le travailleur qui se serait éloigné du pays dans lequel il travaillait auparavant, se trouverait très souvent dans une situation bien difficile. En effet, il devrait, sans connaître exactement l'offre qui lui est faite, entreprendre un long et coûteux voyage pour savoir si ce qu'on lui offre est acceptable ou non.

D'autre part, j'attire l'attention sur le fait qu'il ressort du procès-verbal de cette session du Conseil que si cette mesure avait entraîné des inconvénients ou des abus, le Conseil et la Commission auraient réexaminé la question afin de modifier la décision prise.

J'ajouterai une dernière considération. L'article 82 prévoit, en tout cas, des garanties de contrôle, afin d'éviter des abus.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, j'aimerais, au nom de la Commission, insister vivement auprès du Parlement pour qu'il abandonne cette première partie de la modification proposée à l'article 82, paragraphe 4.

En revanche, nous acceptons sans discussion la dernière partie de la modification présentée à cet article.

Ce n'est que sur la première partie que nous ne sommes pas d'accord avec la commission parlementaire. J'espère que le Parlement voudra bien tenir compte de ces observations et abandonner cette proposition de modification.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de règlement, l'examen de la proposition de résolution étant réservé.

Sur l'article 84, paragraphe 2, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par MM. Ricci et Girardin ainsi que par M^{me} Carrettoni Romagnoli et dont voici le texte :

« Rétablir le texte proposé par la Commission des Communautés européennes. »

La parole est à M. Ricci pour défendre cet amendement.

M. Ricci. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'avais préparé un bref exposé pour illustrer l'amendement que j'ai présenté avec mes collègues, M. Girardin et M^{me} Carrettoni Romagnoli, mais M. Spinelli a déjà développé la plupart des arguments que je voulais présenter. Je laisserai donc de côté les éléments politiques qui sont à la base de l'accord dont est issu le texte de la Commission.

Aussi me limiterai-je à exposer deux considérations qui s'ajouteront naturellement à celles présentées par M. Spinelli. Tout d'abord il ne faut pas oublier que nous nous trouvons en face d'un règlement d'application d'un règlement de base. Or, un règlement d'application ne peut apporter des restrictions aux dispositions du règlement de base. La modification proposée par M. Gerlach restreint pratiquement le droit du travailleur qui satisfait aux conditions prévues par l'article 69 du règlement n° 1408, à percevoir l'indemnité de chômage ; et, qui plus est, cette restriction s'ajoute à une autre, très importante, qui a été acceptée en manière de compromis, et qui consiste à réduire la durée du versement de l'indemnité de chômage à trois mois seulement, après un séjour de quatre semaines dans le pays dans lequel le chômage a été constaté.

D'autre part, j'estime que la proposition de M. Gerlach s'oppose au principe de la libre circulation de la main-d'œuvre. En effet, selon cette proposition, le travailleur se verrait contraint d'accepter les yeux fermés, sans en connaître les conditions de l'offre d'emploi, non contrôlable, qui lui est faite, puisque s'il ne l'acceptait pas, il perdrait son droit aux prestations prévues par l'article 69 du règlement.

C'est donc pour ces deux considérations, qui s'ajoutent à celles qu'a déjà exposées M. Spinelli, que j'ai présenté l'amendement. Satisfait de la réponse de la Commission, j'espère à présent que le Parlement voudra bien supprimer la première proposition de modification du paragraphe 4, en laissant le reste inchangé, comme l'a suggéré M. Spinelli.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Gerlach, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en matière d'assurance contre le chômage, il est un principe qui veut que le chômage prend fin, en première ligne, par l'attribution d'un emploi. C'est un principe dont il est pleinement tenu compte dans l'amendement à la proposition de la Commission que j'ai présenté. A cela s'ajoute la forme habituelle en République fédérale d'Allemagne de l'information sur les voies de recours, que j'ai également reprise. Si nous supprimions ces éléments, on pourrait ne pas faire d'offre de travail aux chômeurs. Ce serait à mon avis injustifié, dans l'intérêt des chômeurs eux-mêmes, et pour ne pas faire appel aux prestations de chômage. Je demande donc que l'amendement de M. Ricci soit rejeté.

M. le Président. — Monsieur Ricci, d'après votre amendement vous demandez qu'au paragraphe 4 de l'article 82 soit rétabli le texte de la Commission. Est-ce à dire que lors de votre intervention pour défendre cet amendement vous avez aussi voulu le modifier ?

M. Ricci. — (I) Oui, Monsieur le Président, je suis d'accord avec M. Spinelli pour que soit supprimée la première modification au paragraphe 4 de l'article 82 qui déclare :

« Elle transmet au chômeur les offres d'emploi émanant de l'institution compétente et l'informe des effets juridiques que comportera un refus de l'emploi offert ou une absence au lieu de travail sans motif fondé. »

M. le Président. — Vous voudriez donc supprimer uniquement le passage que vous venez de lire ?

M. Ricci. — (I) Oui, Monsieur le Président.

M. le Président. — Votre suppression porte donc uniquement sur la première modification apportée par la commission des affaires sociales au paragraphe 4 de l'article 82. Par contre la deuxième modification apportée par la commission des affaires sociales serait maintenue.

Je dois rappeler que le rapporteur a rejeté votre amendement.

Je mets aux voix l'amendement modifié de M. Ricci selon lequel seule la première modification apportée par la commission des affaires sociales et de la santé publique au paragraphe 4 de l'article 82 doit être supprimée.

L'amendement ainsi modifié est rejeté.

Dans ces conditions la version présentée par la commission parlementaire est adoptée.

Sur la proposition de résolution, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (*).

4. *Recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Wohlfart, fait au nom de la commission de l'association avec la Turquie, sur

les recommandations adoptées à Bruxelles par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie, le 18 septembre 1971, en corrélation avec le Sixième rapport annuel du Conseil d'association CEE-Turquie (doc. 164/71).

La parole est à M. Wohlfart qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Wohlfart, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, pour la douzième fois depuis sa constitution, la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie s'est réunie du 16 au 18 septembre, à Bruxelles.

Au cours de cette réunion, elle a examiné le VI^e Rapport annuel d'activité du Conseil d'association CEE-Turquie, les différents problèmes que posent à l'Association l'élargissement de la Communauté et l'octroi de préférences généralisées accordées à un certain nombre de pays en voie de développement, ainsi que le problème des travailleurs turcs dans la Communauté européenne.

Cette rencontre nous a permis, une fois de plus, d'apprécier l'utilité de ces contacts au niveau parlementaire, et de constater que le fonctionnement de l'association sur le plan institutionnel donne pleine satisfaction. Toutefois, en raison des liens croissants entre les Six et la Turquie, il apparaît opportun et souhaitable que cette coopération institutionnelle puisse être renforcée par des relations plus étroites et plus fréquentes entre les organes de l'association, ainsi qu'entre les institutions de la Communauté et les organes correspondants de la Turquie.

Cette exigence se fait plus pressante depuis la signature de nouveaux accords qui nous engagent sur la voie d'une collaboration plus étroite et qui doivent conduire la Turquie à devenir, à la fin de la phase transitoire, membre à part entière de notre Communauté.

Jusqu'à présent, toutefois, ces accords n'ont pas encore reçu d'application, car ils n'ont été ratifiés que par le Parlement turc et attendent toujours de l'être par les Parlements de nos six pays. A ce propos, je voudrais insister, une fois de plus auprès des membres de cette Assemblée afin qu'ils interviennent dans leurs Parlements nationaux pour qu'il soit procédé à ces ratifications dans les meilleurs délais.

Je voudrais faire remarquer, par ailleurs, que le renforcement des rapports institutionnels entre la Communauté et la Turquie, ainsi que le développement de l'association sont étroitement liés au maintien d'un régime à caractère démocratique dans ce pays.

La Commission des Communautés devrait donner, dans les plus brefs délais à la Commission de l'association avec la Turquie un aperçu de la situation politique dans ce pays et les développements à l'heure actuelle.

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 67.

Wohlfart

Lors de sa session, la Commission parlementaire mixte a porté une attention particulière aux problèmes que l'élargissement de la Communauté pose à la Turquie, ces problèmes faisant l'objet de la recommandation n° 3. En effet, il est indéniable que l'adhésion de nouveaux membres aura pour ce pays des conséquences non négligeables sur les avantages et obligations découlant de cette association à la Communauté européenne.

Les États candidats et la Turquie s'étant engagés à appliquer les obligations qui découlent des accords existants, il s'avère nécessaire de ne pas se limiter à une simple reprise de ces actes juridiques ; il y aurait lieu de procéder à un examen approfondi des conséquences de l'élargissement pour l'association de la Turquie, et cela afin de maintenir l'équilibre interne des avantages et obligations actuels.

Il conviendrait, par conséquent, de tenir compte, lors de l'extension des accords, de la structure des relations économiques entre la Turquie et la Communauté à dix, ainsi que de la position de ce pays sur le marché de la Communauté élargie par rapport aux autres pays ayant un lien spécial avec elle.

Monsieur le Président, mes chers collègues, un autre problème qui a été discuté au cours de la réunion de la Commission parlementaire mixte est celui des préférences généralisées, qui est concrétisé dans la recommandation n° 2. En effet, la mise en application au 1^{er} juillet dernier de ces préférences généralisées en faveur des pays en développement préoccupe la Turquie qui ne figure pas parmi les pays bénéficiaires. Son exclusion, qui crée une discrimination injuste envers ce pays, pourrait compromettre l'équilibre économique à réaliser et à sauvegarder au cours de la phase transitoire de l'association.

De plus, il convient de souligner que l'octroi de préférences généralisées par la Communauté revêt un caractère foncièrement politique et, par conséquent, il ne saurait se justifier à cet égard que celle-ci refuse à la Turquie un avantage qu'elle accorde à d'autres pays non associés. Pour ces motifs, la Communauté, en réponse à la demande du gouvernement turc, a décidé de mettre en vigueur des mesures autonomes pour les textiles et l'agriculture, complétant les avantages consentis à la Turquie dans le cadre de l'accord intérimaire signé à Bruxelles le 27 juillet 1971.

Le Conseil a examiné la demande de ce pays visant à le compter au nombre des bénéficiaires de préférences généralisées et s'est déclaré d'accord pour qu'une décision soit prise par la Communauté, dans la mesure du possible, avant le 1^{er} juillet 1972.

Monsieur le Président, on ne peut pas manquer de souligner la portée politique de ce geste qui démontre, une fois encore, la volonté des partenaires de l'association de toujours trouver une solution adéquate aux problèmes qui pourraient surgir.

Toutefois, il serait souhaitable que le système communautaire des préférences généralisées soit appliqué sans aucune exception à la Turquie, dès le 1^{er} janvier 1972. En outre, si le taux préférentiel prévu par le protocole additionnel s'avérait inférieur au taux prévu dans le système des préférences généralisées, il faudrait veiller à ce que cet élément soit pris en considération pour améliorer sans tarder le régime de la phase transitoire.

La Commission parlementaire mixte s'est aussi penchée à maintes reprises comme le montre la recommandation n° 4 sur le problème des travailleurs turcs, et en particulier de ceux qui ont immigré illégalement dans notre Communauté. Depuis lors, Monsieur le Président, les autorités gouvernementales responsables ont accompli des efforts appréciables en vue de la répression de toute activité illégale dans le secteur de l'immigration.

En raison de ces faits, la Commission parlementaire mixte a été amenée à considérer à nouveau comme souhaitable la possibilité que les États membres régularisent, par une décision unique, la situation des travailleurs illégaux qui auront immigré avant une date fixée, à définir par les membres, tout en tenant compte du fait que les travailleurs en cause auront agi en toute bonne foi.

Nous sommes conscients, Monsieur le Président, des difficultés d'ordre politique et juridique que cette suggestion peut causer à certains États membres. Nous espérons toutefois que ces États, dans la poursuite des mesures déjà prises, sauront trouver ou continueront à appliquer des solutions pratiques en vue d'améliorer la situation des travailleurs turcs illégalement immigrés.

Par ailleurs, les efforts entrepris par les gouvernements des États membres ont contribué à réaliser la sécurité des travailleurs turcs et leur non-discrimination en ce qui concerne leurs conditions de travail par rapport aux ressortissants des pays membres de la Communauté. Nous souhaitons que ces efforts soient poursuivis.

Enfin, une politique d'industrialisation accélérée de la Turquie, ainsi que le développement du secteur touristique dans ce pays, pourront assurer un meilleur équilibre du marché de l'emploi et contribueront par conséquent à ralentir l'immigration de main-d'œuvre turque dans certains pays de notre Communauté.

La Commission parlementaire mixte se réserve toutefois d'examiner à nouveau ces problèmes sur la base d'études qu'elle a demandé au Conseil d'association d'entreprendre et qu'elle discutera au cours d'une prochaine session.

En ce qui concerne le développement des relations commerciales, après un certain ralentissement en 1968, elles ont enregistré une hausse croissante en 1969 et 1970. Ce rythme a atteint un niveau appré-

Wohlfart

ciable avec des répercussions positives pour le développement des échanges, tant dans le secteur industriel que dans le secteur agricole. Les prévisions qui en découlent sont tout à fait positives.

En conclusion de cette intervention, Monsieur le Président, il est opportun de faire état de l'activité de la Communauté dans le secteur de l'information.

L'activité communautaire dans ce domaine s'est accrue d'une année à l'autre. On peut prévoir l'ouverture prochaine d'un bureau d'information en Turquie.

La Commission parlementaire mixte s'est penchée plus particulièrement sur le problème de l'information. Dans le rapport qui vous est soumis, votre commission lui a réservé tout le chapitre VI. En ce qui concerne la jeunesse, la Commission parlementaire mixte a suggéré d'octroyer des bourses d'études communautaires à de jeunes ressortissants turcs pour l'étude des problèmes concernant l'Association et ses développements.

Telles sont les quelques suggestions que la Commission parlementaire mixte a été amenée à formuler au cours de sa dernière session et qui, j'en suis convaincu, contribueront à améliorer sensiblement les rapports entre les Six et la Turquie et à encourager notre partenaire turc à s'engager sans crainte sur la voie de son intégration complète dans notre Communauté.

Afin de réparer un oubli, Monsieur le Président, je propose que le paragraphe 6 de la proposition de résolution soit libellé comme suit :

« Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport de sa commission compétente à la Grande Assemblée nationale de Turquie, aux Parlements des États membres de la Communauté, au Conseil d'association, au gouvernement turc ainsi qu'au Conseil et à la Commission des Communautés européennes. »

Compte tenu des observations présentées et de cette modification à apporter au paragraphe 6 de la proposition de résolution, je propose au Parlement européen d'adopter le texte qui lui est soumis.

M. le Président. — La parole est à M. De Winter, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. De Winter, président de la commission de l'association avec la Turquie. — Monsieur le Président, mes chers collègues, dans l'excellente intervention qu'il vient de développer, notre distingué rapporteur, M. Wohlfart, a bien illustré les points essentiels qui caractérisent l'état actuel et les perspectives de l'association entre la Communauté et la Turquie.

Les divers problèmes que cette association soumet à notre attention ont par ailleurs été exposés de

façon détaillée et approfondie dans le rapport qui a été établi au nom de la commission compétente, et il est par conséquent superflu d'y revenir plus amplement ici.

Vous avez pu prendre connaissance, dans les annexes du rapport, du texte même des vœux formulés par nos amis parlementaires turcs et par notre délégation, dans les recommandations adoptées conjointement en septembre dernier à Bruxelles.

Non seulement en tant que président de la commission d'association avec la Turquie mais avant tout comme porte-parole du groupe démocrate-chrétien de cette Assemblée, je tiens à apporter l'appui de notre groupe au rapport établi par M. Wohlfart.

Vous me permettrez de faire quelques observations et de souligner les idées directrices qui me paraissent essentielles.

Le premier point concerne la phase transitoire de l'accord d'Ankara. Le 23 novembre 1970 a été signé le nouveau protocole additionnel réglant les conditions, les modalités et le rythme de la phase transitoire de l'accord d'Ankara ainsi que le nouveau protocole financier. Le Parlement européen a déjà pris position à l'égard de ces deux protocoles, dans un rapport que M. Wohlfart lui a soumis dès le 8 février dernier. Le Parlement turc a déjà ratifié ces accords, mais jusqu'à présent, cette ratification n'a pas encore eu lieu dans nos Parlements nationaux. Or, l'entrée en vigueur de ces protocoles marquera pour la Turquie une étape que je ne voudrais pas qualifier d'historique, mais qui revêt quand même un caractère important. Tout retard serait, dès lors, ni compréhensible ni excusable.

Le deuxième point est l'adaptation de la Turquie aux formes modernes de l'économie. Dès l'entrée en vigueur du protocole additionnel, la Communauté accordera à la Turquie, à quelques exceptions près, le régime communautaire, ce qui entraînera la suppression complète des droits et des restrictions quantitatives pour l'ensemble du secteur industriel. Il convient de rappeler à cet égard que le fait d'accorder à la Turquie des préférences pour l'écoulement de ses produits n'en garantit pas automatiquement l'achat. Par conséquent, il serait souhaitable, ainsi qu'on l'a fait observer à plusieurs reprises au sein de notre commission parlementaire, que la Turquie accroisse ses efforts pour mieux commercialiser ses produits, en les adaptant au goût des consommateurs de la Communauté. Ces problèmes devraient être étudiés de plus près par les instances turques compétentes.

Étant donné son expérience sur ce plan, la Communauté pourrait sans doute aider la Turquie, mais c'est la Turquie elle-même qui devra entamer cette action. L'industrialisation de la Turquie peut se faire en effet sur la base de facteurs essentiels dont dispose déjà ce pays : les matières premières et la main-d'œuvre. Il reste à progresser dans la voie de l'infor-

De Winter

mation professionnelle, du management, du marketing et du *know-how*. Faire appel à des méthodes modernes de marketing est une nécessité absolue. Il est indiscutable que la souplesse des exportations turques vers la Communauté, se révèle insuffisante. Cela veut dire que la possibilité d'augmenter les exportations dites « classiques » de la Turquie est assez limitée. Il s'agit maintenant d'« inventer » des produits de qualité, dans le cadre des produits classiques, pour conquérir le marché européen.

Il en est de même pour d'autres produits tant agricoles qu'industriels.

Et j'en arrive ainsi à un troisième point, qui concerne la libre circulation des travailleurs.

L'accord sur le protocole additionnel, signé le 22 juillet 1970, prévoit l'établissement graduel de la libre circulation des travailleurs entre la fin de la douzième et la fin de la vingt-deuxième année suivant l'entrée en vigueur du protocole additionnel, le Conseil d'association étant également appelé à fixer les modalités de ce processus.

Dès à présent des dispositions sont prévues en matière de non-discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne les conditions de travail et la rémunération de la main-d'œuvre turque dans la Communauté.

Au sein de la Commission parlementaire mixte ainsi que de notre commission de l'association avec la Turquie, le problème déjà mentionné de la formation professionnelle des travailleurs turcs cherchant un emploi dans la Communauté a retenu toute notre attention.

L'importance primordiale d'une solution de ce problème pour l'industrialisation de la Turquie est évidente. Comment peut-on atteindre, à moyen ou à long terme, les buts fixés pour l'industrialisation par la planification turque, sans disposer d'une main-d'œuvre qualifiée ?

Il apparaît que pour résoudre ce problème, il est indispensable de créer un noyau d'enseignants trucs formés dans la Communauté et qui, à leur retour en Turquie, seraient aptes et décidés à transmettre au plus grand nombre leurs connaissances acquises dans la Communauté.

Il est souhaitable dès lors que la Communauté aborde ce problème dans les meilleurs délais.

Notre rapporteur a souligné que plus grave encore est l'angoissante question de la situation matérielle et morale des travailleurs turcs vivant dans la Communauté, notamment ceux qui y sont entrés illégalement par les agissements de véritables « négriers » modernes.

Là, seule une action efficace, c'est-à-dire concertée, des gouvernements de la Turquie et des pays membres permettra de faire obstacle à ces agissements et

de mettre leurs auteurs définitivement hors d'état de nuire.

Une action concertée semblable se doit d'assurer également la sécurité sociale des travailleurs turcs et leur non-discrimination en ce qui concerne les conditions de travail par rapport aux ressortissants des pays de la Communauté, et ce point retient déjà toute l'attention des pays membres de cette Communauté.

Le quatrième point est relatif au protocole financier.

Ce protocole prévoit la mise à la disposition de l'économie turque d'une somme de 195 millions d'unités de compte, qui peut être engagée pour une période expirant cinq ans et demi après la date de la signature du protocole. Cette somme est destinée au financement d'investissements industriels et d'infrastructure.

En outre, la Communauté pourra compléter cette aide par des prêts à consentir par la Banque européenne d'investissement, sur ses ressources propres et aux conditions du marché, et dont le montant pourra atteindre 25 millions d'unités de compte.

Or, les fonds prévus par le premier protocole financier ont été totalement engagés, et l'on doit déplore qu'aucun autre engagement n'ait pu être décidé avant la ratification par tous les États membres du nouveau protocole financier.

Un règlement transitoire a bien été adopté par les institutions communautaires et le gouvernement turc, en vue de couvrir la période allant jusqu'à l'entrée en vigueur définitive des protocoles — après leur ratification — mais il ne s'agit là malheureusement qu'une d'une solution de fortune qui gagnerait certainement à être remplacée, dans les délais les plus brefs, par une solution définitive.

Le cinquième point concerne la mise en application des préférences généralisées dont le rapporteur a également fait état. Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'exposer devant cette Haute Assemblée, le 7 juin dernier, à l'occasion de l'examen du rapport de M. Wohlfart, le Parlement européen se doit d'insister pour que la Turquie bénéficie de toutes les possibilités que la Communauté a décidé d'accorder aux pays en voie de développement. Il s'agit là, en effet, d'un développement très important, en cours sur le plan international, à savoir l'attribution de préférences généralisées par les pays industrialisés en faveur des pays en voie de développement, dans le cadre de l'UNCTAD.

La Turquie a, évidemment, tout intérêt à figurer, elle aussi, sur la liste des pays en voie de développement qui jouissent de ce système des préférences généralisées.

La décision du Conseil, en date du 30 mars 1971, de reconnaître à la Turquie, dans le cadre de l'asso-

De Winter

ciation, des avantages commerciaux supplémentaires constitue un premier pas dans la direction que nous souhaitons ; mais il n'en reste pas moins nécessaire que le système communautaire des préférences généralisées soit appliqué à la Turquie sans exception et au plus tôt.

Le sixième et dernier point, Monsieur le Président, concerne enfin l'élargissement de la Communauté. Il est évident que cet élargissement de la Communauté doit se réaliser dans l'intérêt de l'Europe entière et, notamment, des pays qui sont déjà associés à la Communauté actuelle. L'adhésion du Royaume-Uni et des autres nouveaux membres ne doit donc pas nuire à la Turquie. Par conséquent, au moment de l'adaptation de l'accord d'Ankara à la nouvelle situation, il faudra tenir compte de la structure des relations économiques entre la Communauté élargie et la Turquie, de façon à ne pas compromettre l'équilibre actuel des avantages et des charges. C'est bien dans cet esprit, et avec cet objectif, que, nous l'espérons, se déroulera la procédure de consultation instituée entre la Communauté et la Turquie.

Et j'en arrive ainsi à mes conclusions. Le Parlement européen s'est toujours unanimement prononcé en faveur d'une coopération avec la Turquie conformément aux objectifs de l'accord d'association et en faveur d'une contribution commune à la défense des idéaux de paix et de liberté. Cette position adoptée par la Communauté européenne devrait constituer pour la Turquie un élément solide de sa stratégie politique d'ensemble. Abstraction faite des observations présentées dans le rapport, il importe de souligner à nouveau que les mesures prises, et à prendre, par les instances turques et communautaires, de par la signature du protocole additionnel et du protocole financier, devront s'attacher, d'une manière aussi déterminée et aussi effective que possible, dans les circonstances difficiles que nous connaissons actuellement, à rapprocher systématiquement l'association de son objectif qui demeure l'adhésion pleine et entière de la Turquie à la Communauté européenne.

Le groupe démocrate-chrétien de cette Assemblée se rallie, dès lors, sans réserve à la proposition de résolution qui est soumise à notre approbation.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spinelli.

M. Spinelli, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — (I) Monsieur le Président, je serai bref. Je voudrais tout d'abord rassurer le rapporteur, M. Wohlfart, auquel j'adresse, au nom de la Commission, nos félicitations pour son excellent rapport. Je voudrais aussi l'assurer que la Commission est elle aussi consciente du danger que pourrait courir le régime démocratique en Turquie.

Nous sommes d'accord sur le fait que la Communauté a le devoir de faire savoir au gouvernement

turc qu'elle ne peut rester indifférente devant les développements de la situation intérieure, susceptibles de mettre en danger la démocratie et les libertés fondamentales qui sont une condition *sine qua non* de ses relations avec la Communauté, étant donné que ce pays envisage d'y entrer.

En ce qui concerne plus particulièrement les différents points de la résolution, je me limiterai à quelques observations sur certains détails, étant donné que dans l'ensemble, je suis pleinement d'accord sur ce qu'a dit M. Wohlfart. Je voudrais surtout dire que la Commission se rallie au Parlement pour insister afin que ce protocole additionnel, qui a déjà été ratifié par la Turquie, le soit aussi, dans les délais les plus brefs, par les États membres.

En ce qui concerne le Bureau d'information à établir en Turquie, la Commission avait proposé d'ouvrir ce bureau, ce qui impliquait l'inscription au budget de certaines sommes qui auraient permis de créer les quelques postes nécessaires à l'administration. Comme vous le savez, le Conseil n'a pas autorisé les postes nécessaires, de sorte que la Commission se trouve dans l'obligation de se limiter à tenir un centre de documentation, d'un rang local plus modeste que ce qu'elle aurait souhaité.

Nous profiterons néanmoins de cet instrument plus modeste pour renforcer le plus possible nos contacts avec la Turquie. Nous continuerons à ouvrir des postes de stagiaires également aux Turcs et à nous efforcer de maintenir des relations par des informations exactes.

En ce qui concerne l'aide financière provisoire à la Turquie, il est évident que le fait que le protocole financier ne soit pas entré en vigueur a engendré des difficultés. La seule chose que la Commission ait pu faire a été d'établir que le montant de l'aide du deuxième protocole sera augmenté, que les conditions des prêts seront facilitées et que l'échéance de ce deuxième protocole financier sera, en tout état de cause, le 25 mai 1976. En d'autres termes, même s'il y avait un retard au départ, la masse des aides dont la Turquie pourra disposer sera employée, en tout état de cause, avant le 25 mai 1976 et n'augmentera pas à l'avenir.

De plus, la Communauté a prévu explicitement la possibilité d'un troisième protocole. Mais il est évident que tout dépend de la ratification des États membres.

En ce qui concerne le développement du tourisme, je suis pleinement d'accord pour reconnaître qu'il convient d'encourager le gouvernement et les autorités turcs à aborder ce problème de manière plus méthodique, en présentant des projets, car les initiatives doivent partir de la Turquie elle-même.

Je voudrais toutefois attirer l'attention sur le fait que pour la première fois depuis dix ans, nous avons en-

Spinelli

registré en Turquie un changement en matière de tourisme.

De 1965 à 1970, la Turquie a constamment accusé, en matière de tourisme, un déficit de l'ordre de 10 millions de dollars chaque année ; cette année, pour la première fois, elle a enregistré un solde positif de quelque 5 millions de dollars. Si l'on compare ce chiffre aux soldes positifs des autres pays méditerranéens, c'est un résultat très modeste, mais c'est l'indice que quelque chose est en train de changer dans ce domaine en Turquie.

Je suis pleinement d'accord avec la commission parlementaire en ce qui concerne l'extension à la Turquie des préférences généralisées. Comme vous le savez, en attendant de parvenir, d'ici au 1^{er} juillet 1972, à un accord, la Communauté a déjà accordé, de manière indépendante, des préférences qui ont placé la Turquie dans la situation des pays bénéficiaires des préférences généralisées.

En ce qui concerne les implications de l'élargissement de la Communauté, il conviendra de discuter les aménagements qui doivent être réalisés ; il n'est pas exclu que compte tenu de la structure des échanges entre les quatre pays candidats et la Turquie, les préférences prévues par le protocole additionnel doivent subir quelques modifications.

Enfin, en ce qui concerne les travailleurs turcs clandestins, le problème trouvera sa solution lorsque sera adopté le protocole additionnel dont les articles 37 et 39 définissent avec une précision suffisante une procédure qui exclut toute discrimination et qui évite toute possibilité d'exploitation.

Telles sont les principales observations que je voulais faire, et je remercie encore une fois M. Wohlfart.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le paragraphe 6, je suis saisi d'une proposition du rapporteur tendant à le libeller de la manière suivante :

« charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport de sa commission compétente à la Grande Assemblée nationale de Turquie, aux Parlements des États membres de la Communauté, au Conseil d'association, au gouvernement turc ainsi qu'au Conseil et à la Commission des Communautés européennes ».

Pas d'objection ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution ainsi modifiée.

La proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée (*).

5. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu de M. Engwirda une demande tendant à le nommer membre de la commission des relations économiques extérieures en remplacement de M. Schuijt dont le siège deviendra vacant au premier décembre 1971.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Cette nomination est ratifiée.

6. Calendrier des prochaines séances

M. le Président. — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances les 15, 16 et 17 décembre 1971 à Luxembourg.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

7. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — En application de l'article 17, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'approbation du Parlement européen le procès-verbal de la présente séance qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement de la séance.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

8. Interruption de la session

M. le Président. — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 10 h 50)

(*) JO n° C 124 du 17 décembre 1971, p. 76.